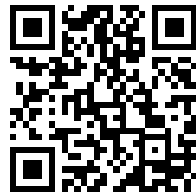

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

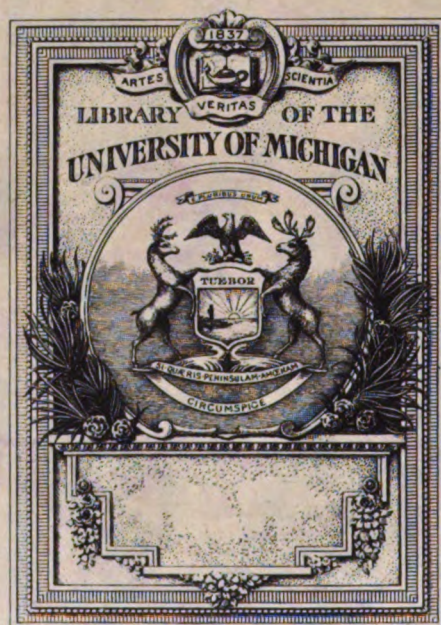
- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

830,815





DC
611
P731
A8

DC
611
.P731
A8

Recueil de Documents

CONCERNANT

LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS

Tome 1 : de 1063 à 1327

PAR

E. AUDOUIN

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE POITIERS

avec une introduction par P. BOISSONNADE

DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE POITIERS



POITIERS

IMPRIMERIE MODERNE

NICOLAS, RENAULT & C^{ie}

15, rue de la Visitation

1923



SOCIÉTÉ
DES
ARCHIVES HISTORIQUES
DU POITOU





Recueil de Documents

CONCERNANT

LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS

Tome I : de 1063 à 1327

PAR

E. AUDOUIN

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE POITIERS

avec une introduction par **P. BOISSONNADE**

DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE POITIERS



POITIERS

IMPRIMERIE MODERNE

NICOLAS, RENAULT & C^{ie}

15, rue de la Visitation

1923



Hist.-med.
champ.
5-29-25
11267

LISTE GÉNÉRALE

DES MEMBRES

DE LA SOCIÉTÉ DES ARCHIVES HISTORIQUES DU POITOU

ANNÉE 1922

MM.

AUDOUIN (Edouard), professeur à la Faculté des Lettres, 45 *bis*,
rue des Carmélites, Poitiers.

AYMER DE LA CHEVALERIE (comte Jehan), au Treuil, par Vivonne
(Vienne).

BEAUCHAMP (Pierre ROBERT DE), 72, rue Carnot, Poitiers.

BEAUCHET-FILLEAU (Paul), à Chef-Boutonne (Deux-Sèvres).

BÉGUIN (Maurice), archiviste des Deux-Sèvres, à Niort.

BOISSONNADE (Prosper), doyen de la Faculté des Lettres, 18, rue
de l'Est, Poitiers.

CÉLIER (comte Léonce), archiviste aux Archives nationales, 70,
avenue de Breteuil, Paris-7^e.

CESBRON (Paul), à Breuil-Chaussée, par Bressuire.

CHAUVET (Gustave), notaire honoraire, 30, rue du Jardin-des-Plantes,
Poitiers.

CHEVALLIER-RUFIGNY (colonel), 4, rue du Lycée, Poitiers.

CRESSAC (vicomte DE), 1 *bis*, boulevard de Verdun, Poitiers.

DELA TOUCHE (Raymond), sous-archiviste de la Vienne, chemin
haut des Sables, Poitiers.

DELIQUET (commandant Théodore), 13, rue Théophraste-Renaudot,
Poitiers.

DESMAREST (Pierre), notaire, 10, rue du Lycée, Poitiers.

- DESMIER DE CHENON (marquis), à Domezac, par Verteuil-sur-Charente (Charente).
- DUBOIS (Auguste), professeur à la Faculté de Droit, 3, rue de la Boivre, Poitiers.
- DUBREUIL, instituteur honoraire, 7 *ter*, boulevard du Pont-Neuf, Poitiers.
- GALBAUD DU FAURE (comte), au Vergier de Chaveignes, par Richelieu (Indre-et-Loire), et 10, rue de la Cathédrale, Poitiers.
- GÉNIN, directeur du Crédit Lyonnais, 11, boulevard de Verdun, Poitiers.
- GINOT (Emile), conservateur de la Bibliothèque municipale, 16, rue de la Tranchée, Poitiers.
- GRANDMAISON (Louis LOIZEAU DE), ancien archiviste d'Indre-et-Loire, 13, rue de l'Archevêché, Tours.
- GRIMAUD (Marcel), banquier, 44, rue du Louvre, Paris-1^{er}.
- GRIMOUARD (vicomte Henri DE), à Brassioux, par Vouneuil-sur-Vienne (Vienne), et 4, rue Augouard, Poitiers.
- HÉRAULT (Alfred), premier-président honoraire de la Cour des Comptes, 154, boulevard Haussmann, Paris-16^e, et Valengay, par Châtellerault.
- HORRIC DE LA MOTTE-SAINT-GENIS (marquis), à Goursac, par Chasseneuil (Charente).
- HUGUES (Pierre), avocat à la Cour d'appel , 46, boulevard du Pont-Joubert, Poitiers.
- LA BOULLERIE (vicomte Henri DE), à Messemé, par Loudun ; et 4, rue Riffault, à Poitiers.
- LA LANDE-LAVAU-SAINT-ETIENNE (vicomte DE), à Neuwillars, par Saint-Bonnet-Briance (Haute-Vienne).
- LA MARQUE (baron DE), à la Baron, par Vendeuvre (Vienne).
- LA MARTINIÈRE (Jules MACHET DE), archiviste du Morbihan, 29, rue Thiers, Vannes.
- LA MÉNARDIÈRE (Camille DE), professeur honoraire à la Faculté de Droit, 1, rue Riffault, Poitiers.
- LECOINTRE (commandant comte), 17, rue du Pont-Neuf, Poitiers.
- LELONG (Eugène), chargé de cours à l'École des Chartes, 59, rue Monge, Paris-5^e.
- LOIRETTE (Gabriel), archiviste de la Haute-Garonne, à Toulouse.
- LUSIGNAN (comte Hugues DE COUHÉ DE), 13, rue de la Marne, Poitiers.
- MASCUREAU (marquis DE), 43, rue de la Marne, Poitiers.
- MONSABERT (dom Pierre GOISLARD DE), à la Jarrie, par Poitiers.

- MORANVILLE (Henri), bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale, 112, boulevard Pereire, Paris-17^e.
MURARD (comte Louis DE), conseiller général de la Vienne, à la Roche-de-Brian, par Montamisé (Vienne).
MUSSET (Georges), conservateur de la Bibliothèque municipale, rue Gargoulleau. La Rochelle.
PALLU DU BELLAY (Joseph), 10, rue Saint-Denis, Poitiers.
PIERREDON (comte Michel DE), à la Roche, par Gençay (Vienne).
POULIOT (Maurice), 6, rue Saint-Denis, Poitiers.
RAMBAUD (Pierre), pharmacien en chef de l'Hôtel-Dieu, 14, rue d'Alsace-Lorraine, Poitiers.
RAVEAU (Paul), 22, place Saint-Hilaire, Poitiers.
REAU (comte Henri DU), 9, rue Saint-Louis, Poitiers.
SAINT-SAUD (comte d'ARLOT DE), à la Valouze, par la Roche-Chalais (Dordogne) ; et à Clisson, par Bressuire.
SALVINI (Joseph), archiviste de la Vienne, 12, rue d'Alsace-Lorraine, Poitiers.
SAUZÉ DE LHOUMEAU (Charles), ancien magistrat, à Ferrières, par Bouillé-Loretz (Deux-Sèvres) ; et 86, rue du Quinconce, Angers.
TOURNEUR-AUMONT (Jean), maître de conférences à la Faculté des Lettres, 2, rue Jacques-de-Grailly, Poitiers.
VIGUÉ (chanoine Paul), aumônier des Filles de la Croix, à La Puye (Vienne).

Bureau :

MM.

SALVINI, président ;	
DUBOIS, secrétaire ;	
DELIQUET, trésorier ;	
GINOT	} membres du Comité.
DE LA MÉNARDIÈRE	
RAMBAUD	
RAVEAU	

EXTRAIT

des Procès-Verbaux des Séances de la Société des Archives

PENDANT LES ANNÉES 1921 ET 1922

La Société des Archives s'est réunie les 22 février et 14 novembre 1921 ; 26 janvier, 6 avril, 13 juillet et 16 novembre 1922.

Ont été admis les membres suivants : MM. Delatouche et Loirette (22 février 1921); Hérault, le baron de La Marque et le commandant Lecointre (14 novembre 1921); Desmarest et Hugues (26 janvier 1922); Chauvet, le colonel Chevallier-Rufigny et Dubreuil (6 avril 1922); le comte Galbaud du Faure, Génin, le vicomte de La Bouillèrie, le comte de Murard, le comte du Reau et Tourneur-Aumont (13 juillet 1922) et Béguin (16 novembre 1922).

La Société a perdu M. E. Bonnet, professeur à la Faculté de droit, décédé à Poitiers le 18 février 1921.

Elle a reçu les démissions de MM. Aubrun et Brunel.

M. Salvini a été élu président de la Société le 22 février 1921, en remplacement de M. Ginot, démissionnaire.

Le 14 novembre 1921, la répartition des membres en deux catégories (titulaires et honoraires) a été supprimée, et les articles 3, 4 et 5 des statuts ont été remplacés par un article unique ainsi conçu : « La Société compte 60 membres versant une cotisation annuelle de 20 francs ».

Le 22 février 1921, la Société a décidé de publier un inventaire du chartrier de la Durbelière, précieuse collection d'archives seigneuriales appartenant à notre confrère M. le comte de Saint-Saud ; cette publication sera faite en collaboration par un certain nombre de membres.

Le 14 novembre 1921 a été décidée la publication d'un *Recueil de documents concernant la commune et la ville de Poitiers*, des origines à la fin du *xiv^e* siècle, en deux volumes, par MM. Audouin et Boissonnade. Le premier de ces volumes, en raison de son importance, comptera pour les publications des années 1922 et 1923.

RECUEIL DE DOCUMENTS

CONCERNANT

LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS

INTRODUCTION

LA VILLE ET LA COMMUNE DE POITIERS DEPUIS LE XI^e SIÈCLE JUSQU'À LA FIN DE LA PÉRIODE DES CAPÉTIENS (1100-1328).

I

*La ville, ses divisions, son organisation politique, économique
et sociale au XI^e et au XII^e siècle.*

A l'époque à laquelle appartiennent les premiers documents du Recueil, dont le tome premier fait l'objet de la présente publication, la ville de Poitiers est devenue la capitale d'un comté, celui de Poitou, et d'un duché, celui d'Aquitaine. Elle est parvenue, sous la dynastie comtale fondée au cours du ix^e siècle, à se relever des ruines que l'anarchie de l'époque mérovingienne et la décadence de l'Empire carolingien y avaient accumulées. En effet, après les invasions normandes avaient disparu les derniers vestiges du brillant passé de l'ancien chef-lieu des Pictons. Dès la seconde moitié du iii^e siècle, la ville s'était repliée sur elle-même dans son enceinte, qui s'étendait sur 2 k. 6 de tour ¹, mais qui avait dû laisser en dehors une grande partie de l'agglomération urbaine du i^{er} et du ii^e siècle. Après une courte période de relèvement, depuis le commencement du iv^e siècle jusqu'au v^e, Poitiers avait de nouveau souffert des luttes des Visigoths et des Francs, des rois d'Austrasie et de Neustrie, des invasions sarrasines, des conflits entre les ducs d'Aquitaine et les pre-

1. Ledain, *Mém. Soc. Ant. Ouest*, 1870, p. 158-224.

miers Carolingiens. Les bourgs, qui s'étaient formés le long de l'enceinte, autour de l'église Saint-Hilaire, après 360, et auprès du monastère Sainte-Croix (fin du vi^e siècle), avaient été particulièrement éprouvés. La renaissance carolingienne (760-840) avait valu à Poitiers un retour de fortune éphémère, à la faveur duquel la ville s'était repeuplée et était devenue la plus opulente de l'Aquitaine ¹. Courte étape de moins d'un siècle, suivie de nouveaux désastres, qu'inaugurèrent la prise et le pillage de la ville par les Normands en 857, 860, 865, et que suivirent d'autres revers, tels que l'assaut et le pillage des bourgs Saint-Hilaire et Sainte-Radegonde, en 955, par le roi Lothaire ². Toutefois, sous les comtes de la maison des Guilhem, pourvus depuis 944 du titre de comtes palatins, puis de celui de ducs d'Aquitaine ³, et spécialement sous l'administration de Guillaume Tête-d'Etoupes (935-963), de Guillaume Fier-à-Bras (963-993), de Guillaume le Grand (993-1030), la capitale du Poitou recouvra graduellement sa prospérité et s'accrut même en importance. Elle devint le centre le plus remarquable de toute la France d'outre-Loire, le chef-lieu du plus puissant Etat féodal français, à côté de la Normandie.

Au xi^e siècle, Poitiers apparaît, en effet, sous l'aspect d'une ville féodale, soumise à l'autorité des comtes-ducs. Le régime municipal romain, qui se survivait encore obscurément au vii^e siècle, au temps où la curie enregistrait les actes, comme l'a montré le cartulaire de Noirmoutier, avait totalement disparu pendant l'époque postérieure. De même, les évêques de Poitiers, qui, à l'époque mérovingienne, et spécialement pendant l'épiscopat de deux grands seigneurs, Dido et Ansoald, contemporains de Dagobert I^{er} et de Dagobert II, avaient exercé l'autorité dans la ville, l'ont perdue au profit des comtes ou fonctionnaires carolingiens (viii^e siècle), puis à celui des comtes héréditaires de Poitou (ix^e siècle), dont les Guilhem étaient les successeurs. La ville tout entière se

1. « Pictavis fecundissima quondam urbs Aquitaniae », *Miracles de saint Benoit*, éd. Certain, p. 73.

2. Richard, *Comtes de Poitou*, I, p. 88-89.

3. *Ibid.*, I, p. 87.

trouvait sous la juridiction comtale au ^x^e et au ^{xii}^e siècle. Les comtes avaient eu l'habileté de placer sur le siège épiscopal de Poitiers des membres de leur famille ou bien leurs créatures, et, depuis le temps de Guillaume Tête-d'Étoupes, ils prenaient le titre d'abbés de Saint-Hilaire, de même que les Capétiens avaient pris celui d'abbés de Saint-Martin de Tours ¹. Poitiers était placé sous leur administration directe. Ils y avaient leur palais, bâti sur l'emplacement du *capitole* romain et du centre judiciaire mérovingien et carolingien (le *Mallobergium*, Maubergeon), restauré par Guillaume le Grand et qu'Aliénor d'Aquitaine devait reconstruire en 1154. Ce vaste édifice (que Suger nomme le *municipium*), avait pour réduit central le donjon ou tour Maubergeon, édifié par Guillaume le Grand ; il était entouré de fossés et au-devant s'étendait une place, encore libre d'habitations en ce temps, (aujourd'hui la place Notre-Dame) ². C'est là qu'ils réunissent leur cour féodale (*curia*), leurs barons qui siègent pour régler les différends ³. A leurs côtés sont leurs officiers ou hauts fonctionnaires, leur chancelier, un clerc, chef de leurs bureaux ⁴ ; leur connétable⁵, chef de leurs troupes ; leurs sénéchaux, chefs de l'ensemble de leur administration civile et militaire. Parmi ces derniers, nos documents mentionnent Pierre de Bridier (1063-1083) ; Eble de Mauléon (1152-1154), coseigneur de La Rochelle ; Manassès Biset (1169), Raoul de Faye, oncle d'Aliénor, pourvu aussi du titre de sénéchal d'Aquitaine (depuis 1170) ; Geoffroi de la Celle, qui est en même temps sénéchal de Gascogne (1197 et 1200) ; Pierre Bertin (1190-96, 1199 mai-1200) ; Raoul de Mauléon (février 1200-1201), et enfin Robert de Turneham (septembre 1201-1204) ⁶. Mais l'autorité, déléguée par le comte et le sénéchal, est exercée à Poitiers surtout par le prévôt, fonctionnaire comtal chargé de l'administration générale, de la justice, de

1. Richard, I, p. 101 et suiv.

2. Ci-dessous, p. 28, n. 2.

3. N^{os} XI, XX, XXV.

4. Guillaume, sous-doyen de Saint-Hilaire, 1076-1081 (n^{os} V, VIII), Bernard, 1152 (n^o XX).

5. Saldebreuil, 1152 (n^o XX).

6. N^{os} IV, XX, XXII, XXIV, XXVI.

la police, des finances. Sa fonction, la prévôté, est tantôt exercée par deux titulaires ¹, tantôt par un seul ². Le prévôt est assisté d'un viguier (*vicarius*³), qu'on trouve encore mentionné dans le tarif de la prévôté au XII^e siècle et dont la charge fut supprimée avant le milieu de cette dernière période. Le dernier viguier de Poitiers connu apparaît en 1120⁴.

Le comte-duc est donc le maître de la ville, où, soit par lui-même, soit par ses officiers, il exerce l'autorité souveraine, ici sans limites, comme dans l'enceinte de la cité proprement dite; là à titre de suzerain, comme dans les bourgs. La zone où s'exerce surtout la première se nomme la cité (*civitas*). Les seconds constituent les *burgi*, bien que certains aient la même condition que la cité et soient soumis directement au pouvoir comtal, comme le bourg Saint-Saturnin, au delà du Clain et le bourg qui prendra à la fin du XI^e siècle le nom de l'abbaye de Montierneuf. Bourgs et vieille cité forment dans leur ensemble la ville (*villa*), nom nouveau emprunté au régime du domaine seigneurial. La cité embrassait la superficie comprise dans la vieille enceinte, qui du Palais des comtes se dirigeait vers la rue du Puygarreau et le lycée actuel, descendait ensuite vers la rue de l'Arceau, longeait les anciens monastères de la Trinité (celui-ci créé au X^e siècle) et de Sainte-Croix, puis par la rue du Pigeon-Blanc parvenait à l'église Saint-Michel, remontait les rues des Filles-Saint-François, des Feuillants, Sylvain-Drault, passait au-dessous des rues Saint-Denis et Sainte-Opportune, par la rue des Flagecolles arrivait vers l'emplacement de la Faculté des Sciences, et de là rejoignait le Palais par l'impasse de la Petite-Roue. Cinq portes s'y ouvraient : à la place Saint-Didier (porte le Comte); au Pilon, vers Rochereuil; près de Saint-Michel, vers le pont Joubert; au sud, à l'Arceau, vers le pont Saint-Cyprien, et à l'ouest, au-dessous du Lycée, vers la grande voie romaine de Tours à Saintes et Bordeaux. Des rues étroites et

1. Hugues et Eudes, prévôts en 1082 (p. 20, n. 4).

2. Sont ainsi désignés comme prévôts : Hugues (1081), Marin (1120), Guillaume (1143), Giraud Chotart (1187), Guillaume de Lezay (mai 1199), Soronet (1200), p. 12, 18, 30, 41, 64.

3. N^o VIII.

4. P. 53, n. 1.

irrégulières y étaient tracées, se dirigeant vers les portes, ou se reliant les unes aux autres¹. Les églises en formaient les centres d'attraction. Un grand incendie, entre 1010 et 1020, avait dévoré la plupart des maisons et des édifices religieux et civils. Guillaume le Grand les avait fait restaurer, et c'est à lui notamment qu'avait été due la réédification de la cathédrale Saint-Pierre². Puis au cours du XI^e siècle, s'étaient créées de nouvelles églises, telles que celles de Saint-Nicolas, de Saint-Jean de Montierneuf, qui attestent le développement de la cité³. Autour de chacune s'organisent des quartiers nouveaux, où d'ailleurs les maisons, le plus souvent construites en bois, s'éparpillent dans un dédale de rues, de ruelles, de jardins, de treilles ou de clos. Quelques places ont été aménagées. Ainsi du haut du château, c'est-à-dire du Palais, le regard pouvait embrasser au delà du fossé (la *doe*, ou douve) un grand espace vide, sur l'emplacement des rues actuelles du Marché et de la Regratterie ; il s'étendait jusqu'à Notre-Dame-la-Grande⁴. De même la place du Marché-Vieux (place d'Armes) se développait entre les prieurés de Saint-Nicolas et de Saint-Porchaire. Le Marché-Neuf (place de la Liberté) apparaissait sur la lisière de la ville comtale et du bourg de Montierneuf. Une rue, peuplée de marchands, conduisait du Marché-Neuf à la petite place Saint-Didier, voisine du palais des comtes. A l'est, entre l'espace qu'occupent le boulevard Saint-Cyprien, les rues Saint-Cyprien, Girouard et Tison, se trouvaient des clos plantés de vignobles, tels que le Clos-Guérin (*clausum Warini*⁵).

La plus grande partie de la ville appartenait en propriété au comte, qui était ainsi, avant les concessions faites à des corps ecclésiastiques, le maître de ce qu'on appela les bourgs Montierneuf, de Saint-Saturnin, de Saint-Nicolas, près des Arènes : du bourg Marin, près de la rue actuelle du Puygarreau⁶. Il possédait encore sur la rive droite du Clain le do-

1. Ginot, *Bull. Ant. Ouest*, 1921, p. 523, 527.

2. A. Richard, *Comtes de Poitou*, I, p. 176.

3. N^{os} I, V, VIII, IX, XXI.

4. P. 28, n. 2.

5. N^o X.

6. N^{os} V, VII, XI, XXXVI.

maine (*villa*) où se forma le faubourg de Rochereuil¹ et, à 3 kilomètres de la ville, celui de la Vacherie (*Vacaria*²). Il avait dans l'intérieur de la cité des maisons, telles que les deux immeubles dont la comtesse Agnès gratifie le prieuré Saint-Nicolas³; des propriétés non bâties, comme les Prés le Comte ou le Duc, depuis appelés Prés-le-Roi, qui se trouvaient en amont du pont Saint-Cyprien, entre le Clain et le canal des Oreillères, et auxquels faisait suite en aval le Pré l'Evêque⁴. Il y détenait encore un hôtel des monnaies, avec le droit de monnayage⁵. Il était propriétaire des eaux du Clain et de la Boivre ; il y possédait le droit exclusif de pêche, dont il se dessaisit en faveur de Saint-Nicolas et de Montierneuf⁶. Il y était le maître d'établissements industriels, tels que le four situé devant la porte de Saint-Nicolas, les moulins de Chassaigne, de Montierneuf ou de la Boivre, ceux-ci placés rue de la Chaussée, au confluent de la Boivre et du Clain, et pour lesquels avait été établie une retenue ou étang⁷. Les comtes prélevaient des redevances sur les tanneurs du bourg Saint-Saturnin⁸, et des péages sur la Boivre et sur le pont Neuf (de Rochereuil⁹), ainsi qu'aux diverses portes de la cité, outre des droits sur l'étalage, la vente et la circulation des produits de toute sorte¹⁰.

La partie de la ville où ils n'exerçaient pas l'autorité directe n'en n'était pas moins placée sous leur stricte suzeraineté. Au XII^e siècle, les comtes-ducs décidèrent de renfermer tous ces bourgs, dépendant ou non de leur domaine, dans une nouvelle enceinte, qui ferait de leur capitale une place d'armes formidable. Ils ajoutèrent aux défenses naturelles que constituaient les cours d'eau de la Boivre et du Clain, un ensemble de remparts et de tours, et ils coupèrent le seul

1. N° VII.

2. N° I.

3. P. 2.

4. P. 17, n. 4.

5. P. 2.

6. P. 2, n. 6, p. 22, n. 2.

7. N°s I, VII, XIII.

8. N° VII.

9. P. I, 2, n. 3 ; p. 24, n. 2.

10. N° XXVIII.

endroit accessible à l'effort de l'ennemi, l'isthme dit de la Tranchée, où s'engageait la grande voie de Paris à Bordeaux. Dès l'époque de Guilhem VII le troubadour, avait été commencé cet ensemble défensif, cette ligne ou enceinte de fortifications munie de douves ou fossés (tranchées, *truncalas*), depuis l'étang de Montierneuf jusqu'au Clain. Elle fut continuée par Aliénor et ses deux époux successifs, Louis VII et Henri II¹. Elle était achevée au XIII^e siècle. Elle entourait la colline de Poitiers d'une muraille crénelée continue de 6 k. 5. Elle longeait à l'ouest les nouveaux étangs de Montierneuf et de Pont-Achard, établis au XI^e et au XII^e siècle, remontait ensuite le long du Clain jusqu'à la tour des Bouchers, et couronnée de 30 autres tours se terminait à celle de Montierneuf qui existait dès Guilhem VII et Louis VII, au confluent du Clain et de la Boivre. De là, les comtes pouvaient commander le célèbre défilé de Poitiers, route millénaire des relations entre la France du nord et celle du sud, en même temps que le réseau de chemins qui menaient vers les seigneuries vassales, tels que celui de Poitiers à Lusignan, au delà de la porte de la Tranchée².

Les comtes-ducs avaient trop d'intérêt à garder la haute main sur leur capitale pour y tolérer d'autres pouvoirs forts. Ils y avaient seulement admis l'existence de domaines ou de quartiers féodaux, dont les privilèges n'avaient rien de dangereux pour eux. Le plus puissant de leurs rivaux possibles, l'évêque, n'avait à Poitiers aucune autorité politique, aucune juridiction d'ordre féodal. Il n'était un haut baron qu'en dehors de la cité, à Chauvigny et ailleurs. A Poitiers, il ne pouvait porter ombrage au comte. Il y détenait seulement quelques domaines, tels que le Pré l'Evêque, sur les bords du Clain. Il avait, de plus, la suzeraineté du territoire de l'abbaye urbaine de Saint-Paul, concédée en fief au vicomte d'Aunay.

De même les seigneurs laïques, s'ils avaient parfois reçu des fiefs dans la ville, n'y possédaient point de prérogatives

1. N° XIV, p. 26, n. 3 ; p. 31, n. 2 ; p. 48, n. 1.

2. N° LXXII.

3. N° VIII, IX, X.

politiques et n'y jouissaient que d'une juridiction subordonnée. Tel était le cas pour les puissants seigneurs de Lusignan, qui avaient reçu en fief un droit de péage sur certains produits à l'entrée des portes ou sur les marchés de Poitiers¹. De même pour les vicomtes d'Aunay, qui possédaient dans la ville une maison, un verger, de petits domaines (*casamenta*) ou immeubles et les dépendances de l'église Saint-Paul jusqu'au Clain, toutes possessions dont ils firent don à Montierneuf. Avant 1063, un certain Gontier avait eu également en sa possession un fief dont faisaient partie un moulin sur la Boivre et le droit de pêche sur le Clain, depuis le confluent de la Boivre jusqu'à l'écluse du Moulin-à-Parent. Le fief avait été acquis par la comtesse Agnès qui en fit don à Saint-Nicolas².

Un autre de ces fiefs survécut plus longtemps : il existait encore au xv^e siècle. On l'appelait alors le bourg d'Anguitard, du nom du seigneur Guitard (*domnus Guillardus*), son ancien possesseur. Il comprenait tout un quartier de la ville comtale situé entre les rues actuelles des Flageolles, des Gaillards, Sainte-Opportune, Riffault, Sylvain-Drault et la place de la Liberté. Une des portes de la vieille enceinte romaine avait pris le nom de porte Guitard, et on aperçoit encore, rue des Flageolles, les vestiges de la tour féodale, siège de la juridiction du bourg. Entre la Cueille-Mirebalaise et la Roche, le territoire des Guitardières faisait partie de ce fief, dont le seigneur avait encore le droit de percevoir à l'entrée de la ville et sur les marchés une redevance de 20 clous par millier de clous et d'un fer à cheval par douzaine sur les marchands étrangers³.

Les privilèges des corps ecclésiastiques n'étaient guère plus dangereux pour les comtes-ducs que ceux des seigneurs laïques. Le chapitre de Notre-Dame-la-Grande possédait-il, dès le xi^e et le xii^e siècle, le droit de juridiction qu'il eut pendant les trois jours des Rogations au xiii^e siècle⁴ ? Rien ne

1. N° XXVIII, art. 3, 67, 71.

2. N° IX.

3. P. 2, n. 6.

4. P. 56, n. 10 ; p. 57, n. 1 ; p. 203, n. 2.

5. N° LIII.

l'atteste et la légende sur laquelle ce droit s'appuyait semble démontrer le contraire. Le chapitre cathédral avait en dehors de Poitiers des justices, par exemple à Smarves¹. Mais, dans la ville, il apparaît dénué de toute puissance féodale. Au delà du Clain existait, depuis 828, l'abbaye de Saint-Cyprien, fondée par Pépin, roi d'Aquitaine, détruite ensuite par les Normands, rétablie au x^e siècle et réformée en 933. Un bourg s'y était créé, sous la protection des moines, sur l'emplacement du faubourg prospère qui existait à l'époque romaine². Il ne semble pas que les abbés aient eu au xi^e et au xii^e siècle d'autre autorité qu'un droit de justice limité sur les hommes de ce bourg, qui s'étendait sur la rive droite du fleuve, en aval et en amont du pont Saint-Cyprien³.

L'autorité de l'abbesse de Sainte-Croix s'exerçait aussi sur le bourg qui entourait l'abbaye et l'église Sainte-Radegonde. Elle y avait des officiers et sergents (*servientes, famuli*), investis de diverses attributions de police sur les habitants (*hospites, mansionarii*). Mais sa justice était subordonnée à celle du comte ; les mesures à vin et à blé de ce dernier avaient cours dans le bourg. Les sujets de l'abbesse étaient astreints à répondre au ban du suzerain ; ils devaient acquitter le service de guet et de garde aux remparts ; ils étaient contraints de fournir le service militaire (*exercitus et equitatio*) d'ost et de chevauchée⁴.

Sur l'emplacement de la maison (*cella*), où la tradition plaçait le séjour de Saint-Hilaire, avait été créée une église, où se trouve aujourd'hui la chapelle des Carmélites. Elle était devenue le centre d'un prieuré et d'un collège de chanoines, que les comtes avaient chargé des fonctions de chapelains de leur palais de Poitiers, où avait été fondée une chapelle en l'honneur du fameux évêque de Saintes, saint Vivien (*capella S. Bibiani, in palatio Pictavensi*). C'est pourquoï, non seulement les comtes leur avaient attribué au cours

1. P. 232, n. 3.

2. P. 81, n. 4. Cf. *Cartulaire de Saint-Cyprien*, éd. Rédet, *Arch. hist. du Poitou*, t. III, introduction.

3. *Cartulaire de Saint-Cyprien*, n° CCCXXI, acte de 1088-91, prouvant que les officiers du comte empiétaient sur la juridiction de ce bourg.

4. N° XLVIII.

du ^x^e siècle, ou au commencement du ^{xii}^e, des domaines fonciers, terres, vignes, prés, le bois de la Faye (paroisse de Bignoux), le droit d'usage pour leurs porcs dans la forêt de ce nom et dans celle de Moulière, avec une ferme (hébergement) à Champot, mais encore leur assignaient, quand ils résidaient au château, une certaine quantité de vivres. A ces bienfaits, ils ajoutèrent l'octroi de la juridiction haute, moyenne et basse, sur le bourg formé autour du prieuré de Saint-Hilaire-de-la-Celle, qu'on appela par abréviation le bourg de la Celle. Celui-ci commençait à une ancienne porte de l'enceinte gallo-romaine, à l'origine de la rue de l'Arceau. Des croix en marquaient les limites, suivant l'usage médiéval¹. Ce bourg était contigu, à l'est, au domaine ou censive de l'abbaye de la Trinité, dont il était séparé par la rue du même nom². A l'ouest, l'enceinte gallo-romaine le séparait du bourg de Saint-Nicolas³.

Celui-ci avait été créé au milieu du ^x^e siècle, autour d'un monastère que la comtesse Agnès avait fondé et richement doté et dont l'église abritait la sépulture de Guillaume V. Gui-Geoffroi avait mis les chanoines sous la protection du Saint-Siège, leur avait concédé, sur tous les celliers du Poitou, un tiers de la dime du pain et du vin, dont un autre tiers appartenait au chapitre de Sainte-Radegonde, et leur avait fait don d'un droit sur la vente du sel au Vieux Marché (1063). Ce bourg englobait tout le quartier compris entre les rues Carnot, Saint-Nicolas, Magenta, du Bourcain et du Petit-Bonneveau, où se trouvait une partie des anciennes Arènes⁴. Les chanoines y exercèrent une juridiction qui fut transférée au ^{xii}^e siècle à l'abbaye de Montierneuf.

Des divers bourgs où s'exerçait une juridiction ecclésiastique, les plus importants étaient ceux de Saint-Hilaire-le-Grand et de Montierneuf. Le premier était le plus ancien. Cette juridiction se perpétua sans gêner l'autorité comtale. Elle remontait aux immunités que Pépin le Bref, en juillet

1. N^{os} XVIII, XXXVI, LVIII.

2. P. 80, n. 2.

3. P. 111, n. 1.

4. N^{os} I, II.

768, et Pépin I^{er}, roi d'Aquitaine, le 24 novembre 834, avaient octroyées à la célèbre abbaye et que les chanoines au x^e siècle attribuèrent même, par une pieuse supercherie, à un prétendu duc Injuriosus, contemporain du pape Innocent I^{er} et de l'empereur Constantin¹. Restauré par les soins de la famille des comtes, le bourg, muni d'une enceinte murée (*castrum*)², avait dû à la munificence de Guillaume Fier-à-Bras la restauration de son église, consacrée en 989. Depuis le comte Ranulf (862), tous les titulaires du comté de Poitiers avaient eu d'ailleurs le soin de se munir du titre d'abbés. Mais ils laissaient au trésorier, au doyen et aux chanoines du chapitre l'exercice de la juridiction sur le bourg, ceux-ci la faisaient exercer par des sénéchaux ou des prévôts³. Le chapitre pouvait faire saisir les délinquants, mais le trésorier avait seul le droit de les juger et de les punir, de même que celui de proclamer les règlements de police ou *bans*, de donner les mesures pour le vin aux taverniers, sauf à ceux du chapitre, d'exercer la surveillance des tavernes et de la voirie. Tandis que le chapitre possédait la juridiction sur ses censitaires en matière civile et correctionnelle pour les délits peu graves et les blessures légères, au trésorier était réservée la connaissance des crimes et autres affaires graves. Tout nouveau sénéchal du trésorier prêtait serment au chapitre, promettant de ne pas violenter les censitaires des chanoines : de même, le prévôt des chanoines, lors de son installation, s'engageait à ne pas empiéter sur les droits du trésorier. De plus, à l'occasion des processions des Rameaux et des Rogations, le trésorier devait fournir un repas aux chanoines. Le bourg sur lequel s'exerçait cette juridiction comprenait la partie méridionale de Poitiers depuis les Arènes jusqu'à la vallée de la Boivre et jusqu'au Clain, la grande route de Paris à Saintes dans sa traversée appelée aujourd'hui rue de la Tranchée, la vallée de la Boivre, ainsi que les étangs et les quatre moulins de Montgorge et de Pont-Achard, qui existaient dès la première moitié du xii^e siècle. Des maisons, des églises s'égre-

1. Rédet, *Chartes de Saint-Hilaire*, n^{os} I et V ; Coll. Fonteneau, t. X, 273.

2. Rédet, *l. l.*, p. 22.

3. Le trésorier par un sénéchal, le chapitre par un prévôt, n^o LIV.

naient dans ce bourg, à travers les champs, les jardins et les vignes, jusqu'au village actuel de Biard¹. Le bourg de Saint-Hilaire était tenu envers les comtes aux mêmes obligations militaires que le reste de la ville².

En 1076, le célèbre comte-duc Gui-Geoffroi, grand ami du pape Grégoire VII et d'Hugues le Grand, abbé de Cluni, fondait en dehors de l'enceinte, dans un faubourg, au lieu dit Chassaigne où avaient existé autrefois les Thermes romains, le monastère clunisien de Montierneuf (*Monasterium novum*). Il voulut y être enseveli, de même que son fils, Guilhem VII le Troubadour. Il le dota de beaux domaines et privilèges, que confirma, le 14 octobre, le roi Philippe I^{er} et qu'accrurent ses successeurs, notamment en 1126, 1146, 1152 et 1160. Les moines reçurent franc de tout droit l'emplacement sur lequel l'un des leurs, Ponce, édifia l'abbaye, de même que tous les terrains qu'ils pourraient acquérir jusqu'à l'enceinte romaine. L'ancienne abbaye de Saint-Paul leur fut donnée, ainsi que toutes ses dépendances, par l'évêque Isembert (1081), moyennant une indemnité que le duc paya au chapitre cathédral. En dehors de Poitiers, les moines avaient reçu du comte les domaines d'Agressay (commune de Thurageau) et de la Chapelle-Moulière, ainsi que l'église de Migné. Au dedans, ils s'étaient fait donner la vallée inférieure de la Boivre, où ils construisirent le barrage ou étang de Montierneuf, où ils exploitèrent des moulins, que les sujets du comte devaient approvisionner de pierres meulières. Tout un bourg s'éleva autour de l'abbaye, déborda au delà du Clain, sur lequel on édifia le pont Neuf, et alla rejoindre sur la rive droite le faubourg Saint-Saturnin. L'ensemble fut soumis à la juridiction de l'abbé et subordonné, d'ailleurs, surtout au point de vue militaire, à l'autorité souveraine des comtes³.

1. N^{os} XV, XVI.

2. N^o CCXXXVII.

3. N^{os} V et suiv., XVII, XX, XXI, XLII.

II

Le développement économique et le progrès social à Poitiers, au XI^e et au XII^e siècle.

Ville et bourgs ne formaient donc pas avant l'octroi de la commune, c'est-à-dire avant la seconde moitié du XII^e siècle, une unité pourvue d'une même organisation et vivant de la même vie. Poitiers, comme les villes de l'époque seigneuriale, n'était qu'une mosaïque de fiefs ou de juridictions laïques et ecclésiastiques, dont le seul lien consistait dans la suzeraineté des comtes-ducs. Cependant, peu à peu, une évolution économique et sociale y préparait l'avènement du régime communal. Sous le gouvernement des Guilhem et de leurs successeurs, Louis VII, Henri II, Richard, et surtout d'Aliénor d'Aquitaine, la ville, si l'on en juge par la création ou le développement de ses bourgs et de son enceinte, triplait d'étendue et d'importance. Devenue capitale d'un grand Etat féodal, qui s'étendait de la Loire aux Pyrénées, de l'Océan aux monts d'Auvergne, comprenant un tiers de la France, grand centre religieux et intellectuel, elle était aussi devenue un centre économique prospère, principalement depuis l'époque de Guillaume le Grand (993-1030). Non seulement, comme les villes de l'époque féodale, elle renfermait des exploitations agricoles, des champs, surtout des vignobles, des jardins et des vergers, mais encore elle possédait sur le Clain et la Boivre des pêcheries, telles que celles de Montierneuf et de Saint-Cyprien¹. Les établissements industriels s'y étaient multipliés. Sur les bords de la Boivre et du Clain se trouvaient de nombreux moulins, ceux de Chassaigne, de Montierneuf et de Lessart, propriétés des abbayes de Nouaillé, de Montierneuf et de Saint-Cyprien², celui de Charruau, ou Moulin-à-Parent, appartenant à l'abbaye de Sainte-Croix³. Dès la fin du X^e siècle, il en existait un sur la Boivre. D'autres, au nom-

1. Nos VII, X. *Cartulaire de Saint-Cyprien*, n° XX.

2. P. 8, n. 2 ; p. 22, n. 2 ; 81, 340.

3. P. 47, n. 3.

bre de quatre, furent créés par le chapitre et le trésorier de Saint-Hilaire, deux notamment au ^{xii}^e siècle sous Montgorge et à Pont-Achard¹. Les uns sont des moulins à blé, les autres des moulins à fouler les draps. Il est probable que, dès lors aussi, ont dû exister les fabriques d'armes, qu'on trouve en pleine activité au ^{xiii}^e siècle. Avec celles de Nieuil-l'Espoir et de Saint-Maixent, ces forges et ateliers métallurgiques produisaient l'« acier cler » poitevin, les épées, les carreaux d'arbalète, les heaumes (casques), dont parlent les chroniques et les poésies pendant près de trois siècles². Dès l'époque de Guillaume le Grand paraissent avoir fleuri l'industrie de l'équipement et les ouvroirs des fabricants de brides, de mors et d'éperons (*frenarii*). Le duc d'Aquitaine pouvait offrir ainsi à un de ses correspondants italiens un mors rehaussé de matières précieuses (*frenum preliosum*³). Pendant quelque temps, sous la protection des comtes-ducs, avaient aussi vécu des ateliers de tapisseries. Sur les bords du Clain, le bourg Saint-Saturnin était le centre de l'industrie de la tannerie⁴. Les mentions des matières premières, qui, d'après le Tarif de la Prévôté⁵, étaient vendues sur le marché de Poitiers, paraissent indiquer aussi, de même que les privilèges des foires, que la fabrication et la teinture des lainages y occupaient un personnel important de petits patrons et d'ouvriers. Il est possible aussi qu'il y ait subsisté des ateliers de verriers, peut-être monastiques⁶.

C'était surtout le commerce, qui avait fait de rapides progrès, comme il était naturel dans une ville placée au cœur d'une des plus belles régions agricoles de la France médiévale, et où la colonisation s'était de bonne heure développée, avec l'élevage et les diverses cultures. La position géographique de Poitiers y avait beaucoup contribué. La capitale des

1. N^{os} XV, XVI.

2. Gay, *Glossaire Archéologique*, I, p. 6. Boissonnade, *Organisation du travail en Poitou*, I, p. 14.

3. Boissonnade, *l. l.*, p. 15.

4. N^{os} VII, XLII.

5. N^o XXVIII.

6. N^o VIII, mention d'un Rothbertus *vitrierius* dans l'entourage de l'évêque de Poitiers.

ducs d'Aquitaine, au point de rencontre de la plus grande voie de communication française et européenne, au seuil des bassins parisien et aquitanien, non loin des artères fluviales navigables de la Charente, de la Vienne, de la Sèvre Nior-taise, à proximité de l'Océan et de ses îles, Noirmoutier, Yeu, Oléron, qui commençaient à servir d'étapes au commerce étranger, ne pouvait manquer de devenir un grand marché d'échanges terrestres, fluviaux et maritimes. C'est ce qu'atteste l'amélioration des voies d'accès de la ville, où apparaissent, du x^e au xii^e siècle, les ponts Achard, sur la Boivre; Joubert et Saint-Cyprien, sur le Clain, auxquels est ajouté le Pont-Neuf (Rochereuil), depuis Gui-Geoffroi, ainsi que le pont de la Chalaistre ou de la Chaussée, où aboutit la route d'Angers-Poitiers¹. Des péages lucratifs y fonctionnent, par exemple à la Chalaistre et au Pont-Neuf, au bénéfice du prieuré de Saint-Nicolas et de l'abbaye de Montierneuf. Ils prouvent l'importance du trafic, dont les tarifs de la Prévôté et les privilèges des foires et marchés montrent aussi la progression. Bientôt, le Vieux Marché (*Mercalum, Forum*, aujourd'hui Place d'Armes), situé près des murs méridionaux de l'enceinte romaine et du prieuré de Saint-Nicolas, s'est trouvé insuffisant. Il a fallu créer un nouveau Marché (*Mercalum Novum*), probablement organisé après la création de l'abbaye de Montierneuf (avant 1080), près des limites de ce bourg, sur la place actuelle de la Liberté². Non loin de là apparaît, au xii^e siècle, le marché spécial appelé le Minage (*minagium*), réservé à la vente du blé, dans la rue de l'Annonerie (aujourd'hui de la Regratterie)³. Ces divers marchés étaient soumis à des droits de péage, au profit du comte, qui s'en dessaisit, partiellement ou en totalité, en faveur du prieuré de Saint-Nicolas, des abbayes de Montierneuf et du Pin⁴.

De plus, les foires s'organisaient à Poitiers en nombre croissant. Aux plus anciennes, celle de la Pierre-Levée, tenue en dehors de la ville, et celle des Lépreux, ainsi appelée parce

1. P. 2, n. 3; 14, n. 5; 24, n. 2.

2. P. 3, n. 3; 47, n. 1.

3. P. 34, 273, n. 1.

4. N^{os} 1, XVII, XXIV.

que la Léproserie en percevait les droits, s'ajoutait, au XI^e siècle, la foire au lard, ou foire aux pores, qui se tenait le jeudi saint, devant la porte de la cathédrale Saint-Pierre : le chapitre y prélevait des taxes¹. De même s'organisaient à cette époque les quatre foires concédées au chapitre de Sainte-Radegonde, et les quatre foires tenues les 9 mai et 6 décembre, ainsi que les jours de Pâques et de Noël, au profit du prieuré de Saint-Nicolas². Enfin, au XII^e siècle, apparaissait la fameuse foire de Carême, antérieure à 1146 et sur laquelle Louis VII, d'accord avec Aliénor, concède à l'abbaye de Fontevrault une rente de 500 sous³. Elle avait lieu au début du carême. Dès l'époque de Richard Cœur-de-Lion, elle attire à Poitiers une foule d'étrangers, qui y viennent vendre des fourrures du Nord, des lainages, des draps de France et de Flandre, de même que des soieries⁴.

L'étendue et la variété du trafic, qui se fait au XI^e et au XII^e siècle sur les marchés et dans les foires de Poitiers, ressortent des textes des chartes de concession de péages et du Tarif de la Prévôté⁵. Ce sont en première ligne des produits alimentaires qui en font l'objet : les blés du Poitou, le seigle, l'avoine, les vins, le sel provenant des marais salants de la province, ainsi que de ceux d'Aunis et de Saintonge. Cette dernière denrée se vend en grand au Vieux Marché. Saint-Nicolas et Montierneuf perçoivent une partie du péage levé sur cet article⁶. Sur d'autres, ce sont des seigneurs, et sur à peu près tous le prévôt et le viguier du comte, qui prélèvent des droits. Les quatre-vingt-quinze articles contenus dans le Tarif de la Prévôté énumèrent les matières premières variées : métaux bruts, peaux brutes, drogues tinctoriales, lins, chanvres et laines, qui alimentaient les ateliers, de même que les produits fabriqués qui s'échangeaient sur les places ou aux étalages des maisons. De tous ces textes, on peut induire le spectacle d'une activité commerciale grandissante, pour la-

1. N^o VIII, LXVI.

2. P. 4, n. 10.

3. P. 32, n. 3 ; 35, n. 1.

4. N^o XXIII. Rédet, *Mém. Ant. Ouest*, 1845, p. 62.

5. N^o XXVIII.

6. P. 3, 6, 31.

quelle on employait les procédés de transport les plus variés, depuis le portage à dos d'homme (*collifex*) et le chargement des bêtes de somme (chevaux, mulets et ânes), jusqu'aux charrois opérés au moyen de véhicules de tout ordre, chars à quatre roues ou à deux roues, à quatre ou à deux bœufs, ou même petites charrettes (*beroala*), trainées par des ânes¹.

Enfin commençait à paraître le commerce d'argent, exercé principalement par les Juifs. Ils avaient, dès le ^{xii}^e siècle, leur rue (*rua Judeorum*), près de Saint-Hilaire-de-la-Celle, et même leur synagogue, à l'angle inférieur de la rue de Penthievre actuelle, du côté du Lycée, ainsi que leur cimetière à la Cueille-Aiguë, au sommet de Montbernage².

La société féodale, d'autre part, se policait peu à peu. En Poitou, l'influence grandissante de l'Eglise et du pouvoir comtal, associés dans une œuvre de progrès social, déterminait les premiers efforts connus en Occident en faveur de la trêve et de la paix de Dieu, aux conciles de Charroux, de Limoges et de Poitiers (988, 994, 1000)³. Sous le gouvernement vigoureux de Guillaume le Grand (993-1030), de Gui-Geoffroi (1058-1086) et de Guilhem VII le Troubadour (1086-1126), les brigandages féodaux étaient réprimés. La prospérité des communautés urbaines résulta de ces tentatives de pacification sociale. Poitiers devint depuis le temps de Guillaume le Grand un asile pour les arts et les lettres. Les artistes travaillèrent dans ses monastères. Les écoles de Saint-Cyprien et surtout de Saint-Hilaire et de la Cathédrale, avec des maîtres, tels qu'Hildegaire et Gilbert de la Porée, attirèrent de tous les côtés des étudiants, comme le Normand Guillaume des Préaux, historien de Guillaume le Conquérant, le chroniqueur allemand Otton de Freisingen et le chroniqueur anglo-normand Jordan Fantosme.

Au ^{xii}^e siècle, la métropole du Poitou est devenue un des centres urbains les plus vivants de France. Dans ses rues, que décrit le poème épique d'*Aiol*, se presse une foule remuante de gens de métier et de bourgeois. En un pareil mi-

1. P. 3, n. 4 ; 54, n. 9 ; 55, n. 1.

2. P. 70, n. 1. Ginot, *Bull. Ant. Ouest*, 1921, p. 538.

3. Labbe, *Concilia*, IX, 733, 781.

lieu, où se développait la richesse mobilière par le commerce et l'industrie, où les classes laborieuses prenaient de plus en plus conscience de leur valeur et de leur rôle social, où prévalait une culture spirituelle plus intense, l'ancienne dépendance ne pouvait indéfiniment se maintenir. Mais le pouvoir comtal était trop fort pour que l'émancipation pût se faire autrement qu'avec une extrême lenteur.

III

Les premières libertés des bourgeois de Poitiers et la concession de la commune (1077-1222).

Au XI^e siècle, les habitants de la cité et des bourgs, dont l'ensemble formait la ville de Poitiers, vivaient isolés, sans lien entre eux, soumis d'ailleurs au même régime social, celui des vilains francs (*hospiles*), ou pis encore des serfs coutumiers (*consuetudinarii*)¹, sujets à l'exploitation arbitraire seigneuriale (mauvaises coutumes). L'émancipation commence pour eux sous la forme de mesures isolées ou collectives limitées, dont bénéficient d'ordinaire les hommes des monastères. Ainsi Guillaume le Grand abolit certaines de ces coutumes en faveur des hommes de l'abbaye de Saint-Cyprien². De loin en loin, les chartes mentionnent quelques affranchissements de serfs, faits par le chapitre de Saint-Hilaire ou l'abbaye de Saint-Cyprien³, avec le consentement du comte. Mais ce dernier ne paraît pas avoir été lui-même fort large dans la concession de cette faveur. Lorsque les moines de Saint-Cyprien obtiennent de Gui-Geoffroi la permission d'attacher à leur monastère quatre artisans (*de quocumque ministerio*), de même que les serviteurs de leur *familia*, le duc consent bien à octroyer à ces hommes la liberté, mais à condition qu'on les fasse venir du dehors pour habiter le bourg abbatial et qu'on ne les recrute pas

1. N^o XI (*consuetudinarii*), XLVIII (*hospiles*).

2. *Cartulaire de Saint-Cyprien*, n^o XIX.

3. Coll. Fonteneau, X, 343, 369.

parmi les propres serfs coutumiers dépendant du domaine comtal¹.

Toutefois, à mesure que se développaient la richesse et la population de Poitiers, il était malaisé d'y maintenir, dans sa rudesse première, le régime seigneurial. Le progrès de la colonisation, la fondation de nombreux bourgs, l'essor du commerce faisaient naître, dans l'ancienne classe serve des *burgenses* de la capitale du Poitou, les mêmes désirs d'émancipation que ceux qui se manifestaient en France dans la seconde moitié du XI^e siècle, depuis la Flandre, la Picardie, le Beauvaisis, jusqu'aux pays de la Loire et du Sud. Le peuplement devenait presque impossible sans la concession des libertés civiles. C'est pourquoi Gui-Geoffroi, lorsqu'il voulut créer et peupler, autour de son abbaye favorite, le bourg de Montierneuf, dut accorder aux manants qu'il y appela les premières franchises, qui devaient s'étendre peu à peu au reste de la ville. Les privilèges concédés aux hommes de Montierneuf représentent le premier degré franchi, dans la voie de l'émancipation, par une fraction de la population de Poitiers. Concédés en 1077, précisés et confirmés en 1082, 1126, 1152 et 1199, ces privilèges ne concèdent aux habitants (*commorantes*) du bourg aucun droit d'ordre politique ou administratif. Ces hommes continuent à être placés sous l'autorité de l'abbé et de son prévôt ou sénéchal. Mais ils leur garantissent un minimum de libertés civiles, de prérogatives précieuses dans le domaine de la vie pratique. Ce sont d'abord des franchises dans l'ordre judiciaire. En vertu du droit d'asile, nul ne peut être saisi dans le bourg et soumis à la prison préventive par les officiers du comte : les justiciables devront seulement comparoir au tribunal comtal (*placitum*). Les habitants du bourg seront à l'abri de toute « injure », pour leurs biens meubles, de la part des sujets du comte. En cas de conflit entre eux et le prévôt comtal, ils ne seront justiciables que du tribunal abbatial (*curia*), présidé par l'abbé ou le prévôt des moines, et c'est la sentence de ces derniers qui fera loi. Les charges imposées aux hommes du bourg sont

1. *Carl. de Saint-Cyprien*, n° XVIII.

limitées. On les exempte du droit d'*albergue* (*albergaria*), c'est-à-dire de gîte ou de l'obligation de loger le comte et sa suite. On les dispense du service militaire (*exercitus et expeditio*), sauf pour cause de guerre dans le domaine. Enfin, le bourg est déclaré « libre et franc », ce qui signifie sans doute que ses habitants y jouissent de la liberté personnelle. Des privilèges de l'ordre économique complètent cet ensemble. Les habitants du bourg sont exempts de coutume ou taxe pour leurs ventes sur le territoire urbain de l'abbaye, tandis que ceux du dehors, qui n'ont ni maison ni logement habituel (*hospilium certum*), de même que les marchands ambulants (*cursores*) ou forains, sont astreints pour leurs achats et leurs ventes à la redevance prélevée par les moines ¹.

A cette même époque, il convient de placer l'octroi de privilèges identiques aux habitants de la cité elle-même. La charte d'Aliénor datée de 1199 n'a été, en effet, pour une part, que la confirmation de franchises antérieures (*libertales et jura*), que les ancêtres de la duchesse-reine avaient accordées à leurs hommes ². Aliénor en attribue la concession à son père Guilhem VIII (1126-1137) et à son grand-père Guilhem VII (1086-1126). Il n'est pas téméraire de conjecturer que certaines de leurs stipulations doivent être attribuées à Gui-Geoffroi lui-même. Il paraît, en effet, difficile d'admettre qu'il ait consenti à faire au bourg nouveau de Montierneuf une situation privilégiée, qui eût risqué de provoquer l'exode en ce lieu d'asile des habitants de sa propre cité comtale, et de provoquer leur légitime mécontentement, en les laissant dans une condition inférieure à celle de leurs voisins. Ce serait donc entre 1077 et 1082 qu'à l'exemple du bourg de Montierneuf la cité aurait reçu des franchises analogues, probablement étendues ensuite progressivement aux autres bourgs dont se composait l'agglomération urbaine. On n'a à ce sujet rien de positif pour les bourgs Saint-Cyprien, Sainte-Croix, Saint-Hilaire. Mais la charte de Louis VII en faveur du bourg de la Celle fait allusion à ces privilèges ³. En 1199, Aliénor ne

1. Nos VII, XI, XIII, XX, XXV.

2. P. 49, n. 1.

3. No XVIII.

distingue pas à cet égard entre tous les habitants de Poitiers, ce qui démontre qu'ils jouissaient tous des mêmes droits.

Ces droits, confirmés par la charte de 1199, sont plus étendus, à certains égards, que ceux qui avaient été conférés d'abord au bourg de Montierneuf. La politique de Guilhem VII et les embarras de Guilhem VIII expliquent l'extension progressive de ces privilèges. Le premier, engagé, pendant son long gouvernement, dans une série de guerres contre ses vassaux d'Aquitaine et de Gascogne, dans un conflit interminable avec la maison de Toulouse, dans la préparation et la conduite des deux croisades d'Orient (1101-02) et d'Espagne (1120), désireux, d'autre part, de mettre en valeur le sol et les ressources de son vaste Etat, multipliait les chartes de peuplement. De même qu'il fut le vrai fondateur de Bayonne et de La Rochelle, et qu'il commença à rendre à Bordeaux son ancienne prospérité, il crut de bonne politique de s'assurer, par l'octroi de franchises, l'attachement des habitants de Poitiers. Quant à son fils, Guilhem VIII, il fut forcé de prodiguer les concessions à tous ses vassaux ou sujets, clercs, nobles, bourgeois, pour essayer de consolider une autorité qui s'effondrait, grâce à son inexpérience et à sa faiblesse brouillonne. Les premières franchises de Poitiers datent donc du dernier quart du XI^e siècle. Elles ont été confirmées ou étendues pendant le premier tiers du XII^e. On ne saurait plus les attribuer sans erreur à l'initiative d'Aliénor seule.

Ces franchises, plus précises que celles de 1077 et de 1082, c'est-à-dire que les privilèges du bourg de Montierneuf, stipulaient en faveur de tous les habitants de Poitiers l'ensemble des libertés civiles. C'était en particulier celle du mariage sans restriction, « en dehors ou au dedans de la ville ». Pleine liberté testamentaire était assurée aux bourgeois poitevins, notamment en matière de legs pieux : nul ne devait y porter atteinte, sous peine d'emprisonnement pour l'infraacteur. Les nouveaux habitants, qui s'établiraient à Poitiers, y jouiraient des mêmes franchises que les anciens, ce qui impliquait une garantie formelle contre le droit de suite des seigneurs du dehors, et l'octroi de la liberté personnelle, avec ses conséquences. On les protégeait les uns et les autres,

dans leurs personnes et leurs biens, sauf en cas de meurtre, de vol et de trahison, contre le péril des arrestations arbitraires et des saisies préventives. Il leur suffisait de donner caution de se présenter en justice ¹.

Enfin, il est probable que les bourgeois de toute la ville, aussi bien que ceux du bourg de Montierneuf, participèrent aux privilèges que ces derniers firent confirmer en 1199, à savoir le droit d'acquérir des immeubles bâtis ou non, l'exemption des droits de gîte et d'albergue, d'ost et de chevauchée, sauf en cas de guerre du duc d'Aquitaine contre ses ennemis ².

C'est sans doute à la faveur de ces privilèges que la bourgeoisie poitevine, devenue d'autre part puissante par le nombre et par la richesse, put constituer une véritable classe sociale avec laquelle le pouvoir dut compter de plus en plus. Déjà apparaissait, comme dans beaucoup d'autres villes, l'élément progressif et novateur de ces marchands (*cursores*), qu'on trouve déjà mentionnés dans la charte de 1082 et qui s'en allaient sur les marchés acheter et vendre ³. Au XII^e siècle, quelques-uns parvenaient à la fortune et l'un d'eux, Geoffroi Berland, sans doute créancier d'Aliénor et de Richard, manieur et prêteur d'argent, fondait des halles (*domos*), pour abriter les forains. Il obtenait le privilège lucratif de la location, qu'il avait probablement acheté du besoigneux duc d'Aquitaine, pour la durée des grandes foires du carême ⁴.

La fermentation, qui régnait dans les villes pendant cette période, gagnait aussi Poitiers. C'était l'époque du grand mouvement d'émancipation des communes de Flandre, de Picardie, d'Ile-de-France. A Tours, si voisine de Poitiers, les bourgeois de Châteauneuf se révoltaient contre le chapitre (9 mai 1122) et, avant 1141, ils occupaient les fortifications ou les fossés au mépris des droits du roi ⁵. En Poitou, les neuf années du gouvernement de Guilhem VIII, marquées par des conflits avec la maison d'Anjou, avec les barons de l'Aqui-

1. N° XXVI.

2. N° XXV.

3. N° XI.

4. N° XXIII.

5. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, 187.

taine, et surtout avec la papauté et son défenseur, saint Bernard, au moment du schisme d'Anaclet (1130-1136), avaient tellement ébranlé l'autorité comtale que la bourgeoisie poitevine crut l'occasion propice pour conquérir l'autonomie politique. Mort pendant le pèlerinage de Compostelle, Guilhem laissait pour héritière une femme, Aliénor, que Louis le Jeune, héritier de la couronne de France, s'empressa d'épouser (1137). C'était un étranger aux yeux des Poitevins. Aussi organisèrent-ils un vaste soulèvement, dont l'historien Suger a laissé le dramatique récit¹. Ils avaient eu l'idée originale de former avec les autres communautés du Poitou une fédération de communes, semblable à celles qui se formèrent au XII^e siècle dans l'Italie du Nord. Poitiers était à la tête de ce mouvement, comme Milan le fut au temps des villes de la Ligue lombarde. On sait que l'initiative partit de la cité comtale, que ses bourgeois proclamèrent la commune et, de même que ceux de Châteauneuf à Tours, se saisirent du château, de l'enceinte fortifiée et des fossés (premiers mois de 1138). Mais le jeune roi et Suger agirent avec décision et surent grouper autour d'eux les barons poitevins, alarmés par le mouvement communal. Avec leur concours et celui d'une armée soldée de 200 chevaliers, arbalétriers ou archers, ils entrèrent sans coup férir à Poitiers, y abolirent la commune, prirent des otages (septembre-octobre 1138). Un acte opportun d'amnistie leur rallia le cœur de la bourgeoisie, qui s'estima heureuse d'en être quitte moyennant l'abolition de la commune. La révocation des franchises antérieures est beaucoup plus douteuse ; il est probable qu'elles furent maintenues, en raison de leur innocuité politique complète². Dès lors, pendant près de quarante ans, la ville fut soumise à l'autorité des comtes-ducs, Louis VII et Henri II, ou de la duchesse d'Aquitaine, Aliénor, ainsi qu'à celle du sénéchal et du prévôt. C'est l'époque où s'acheva la nouvelle enceinte³,

1. N^o XIV.

2. D'après Giry, la charte de 1199 (n^o XXVI) aurait fait allusion à leur révocation ; mais M. Audouin a établi que cette charte stipule, non une restauration, mais une confirmation des franchises.

3. *Chron. comitum Pictaviae*, dans Martenne, *Ampl. Coll.*, V, 1165.

construite sans doute autant pour tenir en bride les bourgeois que pour repousser les ennemis du dehors.

Toutefois les circonstances obligèrent Henri II ou Aliénor à modifier cette politique. On a cru longtemps que cette dernière ne s'était décidée qu'assez tard, en 1199, à la veille du grand conflit entre Plantagenets et Capétiens, à rétablir les franchises de Poitiers et même à y ajouter le droit de commune. Déjà, quelques concessions individuelles avaient été octroyées aux chefs de l'aristocratie bourgeoise, puisque, en 1169, l'un d'eux, G. Berland, obtenait l'exemption des droits de vente, achat, péage dans le domaine, devenait justiciable du tribunal du prince ou du sénéchal seulement, n'était plus astreint à aller à l'ost que sous les ordres du sénéchal et non du prévôt, et avait vu ses obligations limitées à celles de la taille et du service militaire¹. Mais, à une date que nul n'a essayé de déterminer, c'est la collectivité urbaine tout entière qui paraît avoir bénéficié d'une concession inattendue de la part du pouvoir central. On a observé, non sans raison, une analogie frappante entre la charte communale de Poitiers datée de 1199 et celle de La Rochelle, de la même date, qui est une simple charte de confirmation². Or, la charte de commune de La Rochelle a été octroyée entre 1169 au plus tôt et 1178 au plus tard. Il est probable que celle de Poitiers, sous sa première forme, date de la même époque³. Personne n'a tenté de déterminer les mobiles de ces concessions. Un examen attentif des événements contemporains permet de les dégager. Les premières chartes de commune de La Rochelle et de Poitiers tirent leur origine, presque certainement, de la période de crise qui s'ouvrit alors pour l'autorité de Henri II, entrée en conflit avec celle de sa femme, Aliénor, et de ses fils, Henri le Jeune et Richard. Cette période commence en 1173 et se prolonge jusqu'en 1178 et 1183, forçant le roi à rechercher le concours de la bourgeoisie urbaine. Une circonstance semblable, la lutte entre Etienne de Blois et Henri II pour la possession de la Normandie, avait valu à Rouen sa première

1. N° XXII.

2. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 132.

3. Giry, *l. l.*, 1, 64.

charte de commune, les fameux *Etalissements* (de 1144 à 1150)¹. Ce serait donc de 1173 à 1178, que La Rochelle et Poitiers ont probablement reçu les leurs, sans doute de la part d'Henri II lui-même, plutôt que de la part d'Aliénor, qui de 1174 à 1188 fut écartée des affaires pour avoir pris part aux révoltes de ses fils. Ce fait expliquerait qu'elle ait, à son tour, confirmé la charte de commune seulement en 1199, date à laquelle la mort de Richard lui rendit l'autorité souveraine en Aquitaine.

A cette dernière époque, une nouvelle crise rend la duchesse-reine fort accommodante avec ses sujets. Une formidable révolte féodale, secondée par Philippe Auguste, menace son fils bien-aimé Jean. Le concours des villes n'est pas à dédaigner pour assurer l'héritage ducal au souverain anglo-normand-angevin. Aussi, en la même année, voit-on la reine concéder des chartes communales à Niort, à La Rochelle, à Saint-Jean-d'Angély, à Oléron². Poitiers avait trop d'importance, comme capitale de l'Ouest, pour ne pas être l'objet de faveurs semblables. Aussi, non seulement Aliénor confirme les anciennes franchises de la ville, ainsi que celles de Montierneuf, mais encore la charte qui constitue Poitiers en *commune jurée*, avec les droits que comportait cette organisation (mai 1199)³. Ces chartes, datées de Niort, ont pour Aliénor et Jean une portée qu'elles indiquent clairement. Elles sont destinées à rallier les bourgeois à leur autorité, à les intéresser à la défense des droits de la reine et de son fils, désormais solidaires de ceux de la commune elle-même. Le fait que les droits de la commune jurée ne sont pas spécifiés indique qu'ils étaient déjà assez connus et mis en pratique, pour qu'on ne juge pas à propos de les énumérer.

Quatre ans plus tard, la domination anglo-angevine s'effondrait et Philippe Auguste entraît en vainqueur à Poitiers (août 1204). Mais son génie réaliste ne manqua pas de lui suggérer les mesures les plus propres à consolider sa conquête, et nulle n'était plus efficace que l'attachement intéressé de

1. Giry, I, 26, 27.

2. Giry, I, 61, 89, 239, 294.

3. Nos XXV, XXVI, XXVIII.

ses nouveaux sujets. Aussi, dès novembre 1204, il envoyait de Sens, où il résidait, une copie des *Etablissements de Rouen* pour servir de modèle à la charte de commune qu'il concédait aux bourgeois de Poitiers et que ces derniers désiraient sans doute calquer sur celle de la capitale normande¹. Mais, comme la menace et les revendications des rois anglo-angevins ne cessèrent de peser sur le Poitou jusqu'en 1243, la charte reçut de nouvelles extensions, favorables à la bourgeoisie poitevine. En 1214, entre avril et octobre, ce sont des privilèges économiques qui se trouvent spécifiés dans la charte rédigée par la chancellerie royale à Châtellerault². En 1222, au moment où le nouveau roi Henri III revendique plus que jamais la possession du Poitou, où il envoie un sénéchal anglais³, Philippe Auguste octroie une nouvelle charte plus compréhensive que les anciennes et qui reproduit, en les améliorant sur plusieurs points importants, la plupart des articles de celle de Rouen⁴. Non seulement la bourgeoisie poitevine obtient la confirmation de ses droits civils, tels que la liberté des mariages, mais encore on étend en sa faveur les privilèges économiques, judiciaires et financiers, ou militaires, et elle obtient une large autonomie politique et administrative, sous le contrôle du pouvoir royal. C'est cette charte, qui fut maintenue par une série de confirmations successives jusqu'à la fin de la période capétienne et qui fut désormais le statut légal de la commune de Poitiers⁵.

IV

Le régime politique et administratif de la commune de Poitiers de 1199 à 1328 : les prérogatives du Pouvoir royal.

Elle ne donnait pas, sans doute, non plus que les chartes octroyées par les Plantagenets à la capitale du Poitou, l'indé-

1. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 138. N^{os} XXXIII, XXXIV.

2. N^o XXXV.

3. Rymer, *Fœdera*, I, 84 (acte du 16 sept. 1220).

4. N^o XXXVII.

5. N^{os} XXXVIII, XLIV, LXXIV, CXXIV.

pendance politique d'une république municipale, à la manière de celles des Pays-Bas ou d'Italie. Mais elle réalisait une ingénieuse répartition des pouvoirs entre le gouvernement royal et l'autorité municipale dans l'administration de la commune. Le roi conservait ses prérogatives essentielles, son droit de contrôle, qui, sous les souverains tels qu'Alfonse de Poitiers, Philippe le Bel et ses fils, restreignirent souvent dans la pratique les libertés communales. En principe, c'est au nom du roi que Poitiers, comme le Poitou, est administré. Même au temps où le comté de Poitou est érigé en apanage, comme à l'époque d'Alfonse (1241-1270) et de Philippe le Long (1311-1316), c'est en vertu d'une délégation royale que les officiers des apanagistes administrent le pays et sa capitale. A mesure que l'autorité royale s'affermirait, elle s'étend et se fait sentir davantage par l'entremise de nouveaux agents. C'est ainsi qu'apparaissent en 1317, dans nos documents, des commissaires enquêteurs et réformateurs du roi en Poitou, Saintonge et Touraine, Raymond de Châteauneuf, abbé de Charroux; Guy de Baugay et Amaury de Craon, chargés de surveiller le sénéchal et les prévôts, de faire observer les ordonnances royales et de réprimer les abus des fonctionnaires royaux, aussi bien que d'assurer l'obéissance des populations ou la perception des taxes¹. Parfois, on voit intervenir le chancelier pour régler l'exécution de quelque ordonnance qui concerne la commune et donner des instructions au sénéchal². L'action de ce dernier sur la collectivité urbaine, jadis très rare ou même nulle, tend à se faire sentir désormais d'une manière permanente. Une hiérarchie administrative se dessine dans le sens d'une centralisation croissante. Maintes fois, depuis Philippe Auguste et surtout depuis Alfonse de Poitiers, le sénéchal, fonctionnaire investi de tous les pouvoirs civils et militaires, exerce son autorité sur la commune au nom du roi. Il porte parfois le nom de bailli, mais, en général, c'est celui de sénéchal qui lui est attribué; sa sénéchaussée est à l'occasion appelée *ballivia*³. Ces hauts fonctionnaires, les

1. P. 349, 351.

2. P. 338, n. 3.

3. P. 104, n. 4.

sénéchaux, dont on a pu dresser la liste¹, sont choisis en dehors du Poitou ; ils viennent de Bourgogne, de Languedoc, de Berry, d'autres provinces, de manière à ne pas être gênés par les influences locales. Ils ne restent en fonctions qu'un nombre limité d'années dans leur circonscription (la plus longue durée observée est de 15 ans), généralement deux, trois, quatre ans, parfois même un an. Recrutés avec soin, ils montrent des qualités d'administrateurs énergiques, tels que Thibaut de Neuvi, Eustache de Beaumarchais, Pierre de Villeblevin. Tel d'entre eux, Philippe de Beaumanoir, est un des plus grands juristes et lettrés du XIII^e siècle. Payés alors à raison d'une livre, puis de trente sous (une livre et demie) par jour², ou 547 livres environ par an, somme considérable eu égard à la valeur de l'argent, ils avaient non seulement la situation d'agents bien rétribués, mais encore la considération qui s'attachait à l'importance de leurs attributions.

L'autorité du sénéchal s'exerce dans tous les domaines. A l'époque d'Alfonse de Poitiers, ainsi qu'à celle de Philippe le Bel, elle ne se confine même pas dans les vastes limites qui lui sont assignées. Le sénéchal est en conflit avec les justices ecclésiastiques, ou juridictions du chapitre de Notre-Dame, du prieuré de la Celle et de l'abbaye Saint-Hilaire, avec le vicaire général au sujet du droit de régale, dont le mandataire du roi use arbitrairement, avec les religieux de l'abbaye du Pin, au sujet du minage³. Parfois les censures ecclésiastiques modèrent ces usurpations⁴. Parfois les sénéchaux réussissent, comme en 1302, à extorquer au pouvoir religieux

1. Adam le Panetier (1241-1250) ; Guillaume le Tyais (1250-53) ; Robert Boillie (1253-55) ; Thibaud de Neuvi (1255-1267) ; Simon de Coutes (1267-68) ; Eustache de Beaumarchais (1268-70) ; Mathieu de Saint-Venant (1272) ; Herbert de la Chapelle (1275-78) ; Gui de Tournebeuf (1280) ; Jean de Seignelay (1283-84) ; Philippe de Beaumanoir (1284-88) ; Pierre de Blancs (1291-92) ; Jean de Saint-Denis (1294-99) ; Pierre de Villeblevin (1299-1315) ; Jean d'Orour (1315-19) ; Regnaut Cluygnet (1320-22) ; Raimond de Rabastens (1322-25 ; 1330-33) ; Renaud de Banchevillier (1325). P. 104, n. 4 ; 113, n. 1 ; 118, n. 4 ; 122, n. 1 ; 127, n. 3 ; 142, n. 1 ; 164, n. 2 ; 217, n. 1 ; 232, n. 3 ; 252, n. 1 ; 269, n. 1 ; 272, n. 1 ; 342, n. 2 ; 344, n. 4 ; 368, n. 1 ; 382, n. 1 ; 386, n. 1.

2. P. 104, n. 4.

3. N^{os} LIII, LVI, CXXXVIII, CLXXX, CXCIV.

4. P. 108.

quelque concession illégitime¹. La commune n'est pas davantage à l'abri de ces manœuvres. Au temps d'Alfonse de Poitiers, elle se résigne à un rôle effacé devant le sénéchal. Sous le règne de Philippe le Bel et de ses fils, en 1300, 1302, 1313, 1317, 1321, 1325, ce sont des atteintes aux franchises et à la justice du maire et du corps de ville qui se renouvellent incessamment². La répétition des interventions royales en vue de les désavouer prouve que le zèle des sénéchaux allait au delà même des prescriptions du pouvoir central.

La principale des fonctions du sénéchal consiste dans l'exercice de la justice. En 1265 et en 1298, les documents mentionnent les *assises plénières* tenues à Poitiers par lui et où siège un jury de *sages hommes*, parmi lesquels figure le maire de Poitiers³. C'est dans ces assises qu'il réglemente la police et ratifie les statuts des corps de métier. Il rend des ordonnances ; il tarife au besoin le prix des denrées et de la main-d'œuvre, comme en 1307⁴.

Mais, à la longue, la complexité même de ses attributions force le pouvoir souverain à lui adjoindre des collaborateurs. Ainsi apparaît dès 1272, à Poitiers, un personnage nouveau, le *lieutenant du sénéchal*, chargé de rendre la justice au lieu et place de ce dernier. Au besoin, il préside les assises. Il rend d'ordinaire ses jugements à la Croix Saint-Martial, au Marché Vieil, en présence du maire et d'autres assesseurs. On le voit examiner en appel et casser à l'occasion les décisions du prévôt, notamment en matière de police économique. De 1272 à 1317, nos documents fournissent les noms de quatre de ces lieutenants : maître Gilles de la Salle, ancien clerc d'Alfonse de Poitiers, chanoine de Loudun et de Saint-Hilaire le Grand, chantre de Notre-Dame-la-Grande (1272) ; maître Guillaume Olivier (1284) ; maître Guillaume Lescuyer (1307) et Jean Gaboreau (1313-15)⁵.

A côté du lieutenant du sénéchal, apparaissent encore

1. N° CLXXVIII.

2. N° CLXXVI, CLXXVII, CCXXIII, CCXLIII, CCXLIV, CCLXI, CCLXXIII.

3. N° LXI, CLXIX.

4. N° CCII.

5. P. 126, n. 2 ; 143, n. 3, 164, 297, n. 8 ; 300, 301, n. 4 ; 316, 317, 320, 341.

le Bel et de ses fils, le pouvoir central est obligé d'intervenir pour réprimer les empiètements des prévôts sur la police municipale, l'abus du système des évocations par lequel ils essaient de ruiner la justice de la commune et la multiplication abusive du nombre de leurs agents subalternes. On n'en est plus alors à compter les extorsions qu'ils commettent, les violations des franchises dont ils se rendent coupables¹.

Souvent, ils sont choisis dans les rangs des agents subalternes, des *sergents*. Ainsi Brandin a été trente ans sergent avant d'être investi pendant trois ans de la prévôté, après Jean de Galardon le Jeune². Parfois deux frères se succèdent dans cette fonction, par exemple les deux Galardon, prévôts de Poitiers, l'un de 1232 à 1240, l'autre de 1240 à 1243³. Ils ont sous leurs ordres des *sergents*, exécuteurs de leurs ordres, assignations et sentences, et le nombre de ces derniers va croissant au temps des derniers Capétiens⁴. Ils se maintiennent le plus souvent de longues années en fonctions, jusqu'à vingt ou trente ans de suite⁵.

C'est avec ce personnel envahissant et tracassier que la commune de Poitiers se trouve aux prises et auquel elle est obligée de disputer le maintien de ses franchises, dans le domaine de l'administration civile. Au point de vue militaire, elle est subordonnée non seulement aux sénéchaux, mais encore aux nouveaux mandataires supérieurs de l'autorité royale, les lieutenants du roi. En 1327, on voit ainsi un grand seigneur, Raoul de Brienne, comte d'Eu, pourvu de la lieutenance en Poitou et Saintonge, organiser la défense du pays avec le concours des villes⁶. Mais c'est surtout un fonctionnaire local, le *châtelain*, qui exerce d'une manière permanente sa surveillance sur l'autorité municipale. A Poitiers, sa charge

1. N^{os} CCX, CCXVI, CCXLI, CCXLII.

2. P. 93, 94, n. 1, 103.

3. P. 87, n. 1 ; 90, n. 1. Parmi les autres prévôts indiqués dans notre publication figurent Brandin (1243-45), Pigris (mêmes dates), Huguet Règnart (1272), Geoffroy Berland (1286), Guillaume Lescuyer (1296-1302), Hugues Moyseas (1307). P. 94, n. 1 et 2 ; 126, 179, 180, n. 2 ; 269, n. 2 ; 297, n. 6 et 8, 300.

4. N^o CCX.

5. P. ex. Brandin et Odin (p. 95, 103).

6. P. 388, n. 1.

d'autres agents de l'ordre judiciaire, établis à demeure à Poitiers, à savoir les deux notaires de la cour du scel royal (1314)¹, et surtout le garde du scel du roi. Le premier des titulaires de cette fonction, Guillaume Olivier, futur lieutenant du sénéchal, est nommé en 1280, 1281, 1282². Puis se succèdent régulièrement dans cette charge, un prêtre, Jean Hemes (1286)³, Geoffroi Potin (1288-99)⁴ ; Hugues Mienuit (1301-1302)⁵ ; Jean de Plaisance (1303)⁶ ; Michel Lami, chanoine de Notre-Dame et de Sainte-Radegonde (1306-10)⁷ ; Guillaume Demier (1310-14)⁸ ; Gui Fabri (1324-32)⁹.

Parmi les anciens fonctionnaires, le prévôt de Poitiers a survécu, étroitement subordonné au sénéchal. Au temps d'Alfonse de Poitiers, il afferme sa charge¹⁰ et exerce les prérogatives de justice, d'administration, de police et de finance que cette fonction lui confère. En particulier, il étend sa juridiction sur tous les habitants de la ville qui ne sont pas pourvus du privilège de bourgeoisie¹¹. Il prélève les amendes infligées aux artisans et marchands forains¹². Il jouit des droits de surveillance sur les marchés et sur la circulation ou le commerce des marchandises. Il prélève des taxes dont la quotité est déterminée par le tarif du XIII^e siècle et qui varient suivant la nature du produit et l'importance du chargement¹³. Des abus de pouvoir lui sont fréquemment reprochés, soit au détriment des particuliers, soit au détriment de la commune. On le voit par les célèbres enquêtes dirigées, au temps d'Alfonse, contre le prévôt Jean de Galardon, auquel on attribuait maints excès et exactions¹⁴. A l'époque de Philippe

1. P. 331, n. 9, 335.

2. P. 142, 143, n. 3 ; 153, 160, 164.

3. P. 169, 172.

4. P. 164, n. 6 ; 220, 223, 233, 237, 245, 256.

5. P. 271, n. 2.

6. P. 276, 278.

7. P. 287, 288, n. 1 ; 315, n. 1.

8. P. 314, 315, n. 1 ; 322, 334.

9. P. 383, n. 2.

10. *Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 14 et suiv.

11. P. 60, n. 2 ; 93 et suiv.

12. P. 260.

13. N° XXVIII, art. 24, 26, 41, 72.

14. P. 87, n. 1.

se confond parfois avec celle du prévôt, et, comme celui-ci, il est assisté de sergents¹. Le pouvoir royal, non content d'avoir renforcé la défense de Poitiers par la construction de l'enceinte, la complète encore en édifiant, au cours du XIII^e siècle, le nouveau château placé au confluent de la Boivre et du Clain, près de la porte Saint-Lazare, dans la paroisse de Montierneuf².

Le pouvoir central a d'ailleurs pris soin de conserver les prérogatives essentielles du gouvernement. La commune de Poitiers n'a donc pas d'indépendance politique ; elle est considérée comme une sujette ou plutôt comme une vassale liée au roi par l'hommage lige. La charte astreint le maire, les échevins et les bourgeois à prêter, à chaque mutation de souverain, et toutes les fois que le suzerain le requiert, un serment de fidélité, en vertu duquel ils lui promettent obéissance « contre toutes personnes ». C'est la condition requise pour le renouvellement des franchises municipales³. De ce serment dérivent les diverses obligations féodales de la commune. Elle doit au roi le service de *conseil*, quand elle en est requise. C'est pourquoi, en 1308, elle députe aux Etats Généraux de Tours trois de ses membres, sur l'injonction royale, afin de prêter à Philippe le Bel son appui dans l'affaire des Templiers et d'exercer une pression sur le pape⁴. De même, Philippe V convoque en 1317 les députés de la commune de Poitiers à Bourges, pour faire reconnaître la légitimité de son pouvoir, sous prétexte de délibérer sur le fait des monnaies⁵. Déjà, trois ans auparavant, la commune avait envoyé à Paris aux Etats une députation chargée de participer aux débats sur la réformation monétaire⁶. Il en est de même en 1320, puis en 1321 pour l'assemblée convoquée à Poitiers⁷. Loin d'être une prérogative, c'est là une charge onéreuse imposée aux

1. P. 104, n. 2.

2. Ce *castrum regis* est mentionné en 1298, Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, 1. 9.

3. N^o CCXLVII, CCLXIV.

4. N^o CCVIII.

5. N^o CCXL.

6. P. 336, n. 2.

7. N^o CCLVII.

bourgeois : la collectivité communale doit, en effet, payer les frais de voyage et de séjour des députés, contribution qu'elle n'acquitte que de fort mauvaise grâce¹.

Le roi s'est réservé aussi les droits de haute justice et de haute police. Seul il connaît, par lui-même ou par ses agents supérieurs, des « homicides, du meurtre, du rapt, du vol » et de tous cas royaux². Ses officiers exercent la juridiction d'appel dans un certain nombre d'affaires, dont la connaissance en première instance est dévolue au tribunal municipal. En beaucoup de cas, les officiers royaux rédigent les règlements de police avec le concours de ceux de la commune. Ils confirment et promulguent les statuts rédigés par le corps municipal et ils en confient l'exécution au maire et aux officiers municipaux ; parfois le roi lui-même intervient pour la confirmation de ces statuts³.

La commune est aussi tenue de fournir au roi des aides ou secours en argent, déguisés sous les noms d'*emprunts* et de *dons gratuits*. C'est ainsi qu'en 1269, Poitiers paie au compte Alfonse 500 livres en deux termes, pour subvenir aux frais de la Croisade, après avoir été fortement sollicitée par trois mandataires ou commissaires spéciaux du prince⁴. Les demandes de ce genre se multiplient au temps des derniers Capétiens. En 1305, c'est Philippe le Bel qui exige la solde de six sergents à pied par quatre cents feux (c'est-à-dire une contribution de deux sols par jour et par sergent) et l'impose à la commune par l'entremise d'un commissaire, assisté du sénéchal⁵. En 1313, nouvelle demande de subside, toujours en vue de l'expédition de Flandre⁶. En 1315, le maire de Poitiers verse pour la même guerre 250 livres⁷. En 1319, la commune octroie au roi 400 livres, puis 500, et le roi envoie un conseiller au Parlement à l'aide du sénéchal, pour hâter la

1. N° CCXXXIV.

2. P. 75.

3. N° CLXIX, CLXXIII.

4. N° LXV, LXVIII, LXIX.

5. N° CXCI.

6. N° CCXXIX.

7. N° CCXXXVI.

perception¹. En 1325, le subside se présente sous la forme d'un prêt de 400 livres, fourni par la commune, à l'occasion de l'expédition de Gascogne et que le sénéchal s'empresse de prélever par force, sauf à être désavoué par le roi². A titre de consolation, les bourgeois reçoivent l'assurance que ces levées ne porteront aucun préjudice à leurs privilèges³. Primitivement, en 1214⁴, le roi s'était d'ailleurs réservé le droit de lever des tailles à Poitiers, clause supprimée expressément en 1222⁵. Parfois le subside prend la forme d'un don gracieux, à la suite d'un prêt, par exemple en 1283, lorsque la commune abandonne au roi Philippe III les 1.500 livres qu'elle lui a avancées⁶. Parfois enfin, la contribution de la commune au roi n'est que le paiement d'une faveur octroyée par le prince. Ainsi, en 1249, Alfonse, et en 1291, Philippe le Bel concèdent aux bourgeois de Poitiers le droit d'expulser les juifs, si impopulaires par leurs usures, moyennant le versement d'un subside, qui fut d'abord fixé à 4 sous, puis à 6 sous par feu. Les juifs de la ville se rachetèrent de l'expulsion en payant à Alfonse 1.000 livres⁷. Mais on a prouvé qu'en dépit d'une erreur jusqu'ici accréditée, la mesure prise contre eux au temps de Philippe le Bel fut réellement exécutée après 1291. Le sénéchal recevait encore en 1296 la somme de 3.600 livres provenant du fouage consenti de ce chef par les villes du Poitou⁸.

Enfin la commune doit au roi, son suzerain, le service militaire ou *d'ost et de chevauchée* au delà de la Loire, « comme les autres habitants du Poitou », dans tous les cas où les vassaux y sont tenus⁹. Dès le commencement du xiii^e siècle, en 1202, le maire avait été ainsi chargé de prendre possession des châteaux des Lusignan¹⁰. En 1208, sous les ordres du maréchal Henri Clément, et en 1224, sous Louis VIII, la milice de

1. N^o CCLIII et suiv.

2. N^o CCLXXII.

3. N^o LXXI, CCXXXVI, CCLIV.

4. P. 67.

5. P. 73.

6. N^o CXV.

7. P. 99.

8. N^o CXLVII, p. 227, n. 1.

9. P. 67, 75.

10. P. 64.

Poitiers participait aux expéditions contre La Rochelle¹. Par l'ordre ou *ban* du roi, le maire conduisait les communiers à une chevauchée contre le seigneur de Chitré, avant 1241². Même ban est adressé à la commune pour les expéditions de Flandre (1315) et de Gascogne (1324)³.

V

La commune de Poitiers : ses franchises ; son administration ; étendue de son autonomie et de ses droits.

Telles sont les obligations de la commune à l'égard du roi, son suzerain. Mais en retour celui-ci lui a reconnu des droits, sous le nom de « *privilèges et franchises* ».

Le premier, c'est de prendre place dans la hiérarchie féodale, d'avoir une personnalité juridique légale. La commune, comme Giry l'a bien définie, « forme une seigneurie, gérée par le corps de ville sous le vasselage *immédial* de la couronne »⁴. Ce vasselage est attesté par le serment de foi et hommage dû à chaque mutation de représentant du roi, et à l'avènement de chaque souverain. Mais, d'autre part, il est accompagné d'une sorte d'*investiture*, sous forme de confirmation de privilèges à l'avènement de chaque prince. La commune, seigneurie collective, prend les noms de *communia jurata*, de *communitas*, ou encore celui de *communia* tout court⁵. Les chartes royales définissent le territoire sur lequel s'exerce son pouvoir : c'est celui de la cité tout entière, délimitée par la nouvelle enceinte du XII^e siècle (*communia infra muros Piclavenses*)⁶. Elle ne s'étend pas au-delà. A la différence de la plupart des communes, celle de Poitiers n'a pas de *banlieue* ; celle que la ville avait connue avant la fin du XI^e siècle, sous le nom de *quinle* et qui s'étendait jusqu'au 5^e milliaire (11 kil.)

1. P. 94, n. 4 et 5.

2. P. 91, n. 2, 92.

3. P. 336, 373 et suiv.

4. Giry, *Etablissements de Rouen*, I, 410.

5. P. 51, 71, 80, n. 1, 145, 218.

6. P. 71, n. 1.

de ses murs¹ n'existe plus au XIII^e. Le seul souvenir qui en reste est l'obligation pour les habitants de cette zone de servir dans la milice de Poitiers en temps d'expédition. Les lettres royales sont adressées, en général, à tous (universis), « *maire et commune de Poitiers* ». Elles visent le « *maire, les échevins de la commune* », représentants « *de ladite commune et de la ville, faubourgs, bourgs et de leurs habitants* » (*personae*)². Dans l'usage courant, on embrasse sous ce nom de commune la *civitas*, la *villa* et la *banleuca*, termes qui sont des survivances de la période antérieure³.

Les membres de la commune portent quelquefois le nom de *bourgeois*⁴, mais le plus souvent ceux de *cives*, *jurali* (jurés), ou plus simplement d'*homines de communia*. Entre eux, point de distinction de principe : riches ou pauvres, anciens ou nouveaux habitants sont placés sur le pied d'égalité, soumis aux mêmes devoirs, pourvus des mêmes droits⁵. Seuls les membres du corps de ville sont placés par leur dignité et leurs prérogatives au-dessus du commun. Un article, d'un libéralisme qu'inspirait sans doute l'arrière-pensée d'accroître la population ou de développer son commerce, admettait même les étrangers à jouir, pendant leur séjour à Poitiers, des franchises municipales et les plaçait au même rang que les autres habitants⁶. Au début de la commune, il semble que, pour faire partie de la bourgeoisie, il fallut prêter le serment d'observer les obligations imposées aux membres de la collectivité, d'où le nom de *jurés* donné aux bourgeois. Mais, de bonne heure, tous les habitants furent dispensés de la prestation du serment de commune, ce qui explique que les dispositions des *Etablissements de Rouen* (art. 30 et 45), relatives à ce serment, ne se retrouvent plus dans la charte de Poitiers (1222)⁷.

Les droits que possédait la bourgeoisie communale étaient

1. *Charles de Saint-Hilaire*, I, 18 ; *Cartulaire de Saint-Cyprien*, n. XXI.

2. N° CCLIV.

3. P. 271.

4. P. 67, 71.

5. Giry, *l. l.*, I, 407.

6. P. 50.

7. Giry, *l. l.*, I, 359, 406.

les uns d'ordre civil, les autres d'ordre politique. Les plus précieux, les droits civils, se résument en première ligne dans le terme de *franchises*; les seconds, en celui de *privilèges*. Le bourgeois était par définition *franc et libre*, c'est-à-dire pourvu de la liberté personnelle, émancipé des liens du servage. A Poitiers, comme à Rouen, il est libre de contracter mariage à son gré¹. Il est admis à disposer librement de son activité : « il ne peut être contraint, dit la charte de 1222, à garder les prisonniers et la monnaie... ou autre service (*minislerium*) royal », sauf s'il y est tenu à raison de son fief ou de tout autre engagement². Sa propriété lui est garantie : en son absence, ou même s'il entre en un monastère, ou s'il est détenu aux prisons royales, le bourgeois sait que ses biens sont sous la protection et la garde du maire, jusqu'à ce que la justice ait statué³. Il lui est permis de disposer de son avoir par testament, sauf en de rares circonstances⁴.

Il est pourvu de précieuses garanties judiciaires. Il est dispensé de répondre en justice aux citations des criminels, voleurs, faussaires, astreint seulement à déférer à celles d'un adversaire non disqualifié (*legilimus homo*)⁵. Il est mis à l'abri des arrestations arbitraires. Nul ne peut porter la main sur lui, hors de la présence du maire ou du sergent municipal ; c'est le maire qui a le droit « de semondre les bourgeois et de les citer en justice », sauf dans le cas où le procès ressort de la justice royale et où le maire est requis en conséquence de prêter main-forte au sénéchal ou bailli et de procéder à l'arrestation, puis à la livraison de l'inculpé⁶. Le bourgeois ne saurait être inculpé d'usure à son détriment ou à celui de ses héritiers après sa mort⁷. Il n'est pas permis de le faire comparaitre, pour tout procès civil, hors de Poitiers, mais seulement aux *plaids* tenus en cette ville. En principe, il n'est justiciable que du tribunal de la commune. Le roi et ses agents

1. P. 73.

2. P. 72.

3. P. 73.

4. Giry, *l. l.*, 407.

5. P. 72.

6. P. 73.

7. *Ibid.*

sont tenus de lui prêter main-forte contre les débiteurs étrangers, qu'il est permis au maire de faire arrêter, dès leur entrée dans la ville, et sur lesquels il peut confisquer « avoir et bagages » (*calallum et hernesium*), sauf si le débiteur a été convoqué pour l'armée royale et appartient à l'entourage (*familia*) royal. Le bailli ou sénéchal est contraint de faire justice du débiteur ou de l'assigner, et de l'obliger à se rendre à Poitiers, au jour de l'assignation¹.

A ces privilèges judiciaires s'ajoutent des exemptions de caractère fiscal. La plus précieuse est l'abolition de la *taille* coutumière, vestige de l'ancienne condition servile des bourgeois. Elle est remplacée par la *taille volontaire* ; la bourgeoisie ne paie que l'impôt qu'elle a consenti². Elle a le droit de refuser le *gîte* à ceux qui sont suspectés de forfaiture³. Le droit de réquisition (*prise*) du vin au nom du roi est réglementé, ne peut s'exercer que sur le marché ; l'objet requis doit être payé sur l'évaluation fixée par quatre experts bourgeois assermentés⁴. Les bourgeois sont affranchis de certains droits de péage et de vente, par exemple sur les lainages et les toiles⁵.

Parmi les plus précieuses franchises octroyées à la bourgeoisie de Poitiers figurent celles de l'ordre économique. Elle est autorisée à entreprendre le commerce d'argent, sans risquer des poursuites pour usure⁶. Elle s'est fait accorder divers monopoles, notamment ceux de la vente du vin et des marchandises provenant du commerce maritime. Nul n'est admis, à Poitiers, à décharger du vin en cellier ou en maison pour le revendre, à moins d'y être domicilié : le roi seul peut entreposer cette denrée en ville pour son service et celui de sa garnison⁷. Ainsi, à la fin du ^{xiii}e siècle et au début du ^{xiv}e, le maire fit confisquer les vins déchargés dans l'enceinte de la commune par les agents de diverses personnes non domiciliées, telles que l'abbé de Fontevrault ou celui de Maillezais,

1. P. 72.

2. P. 73.

3. P. 74.

4. P. 73.

5. P. 54, art. 4.

6. P. 73.

7. *Ibid.*

par des habitants de Jaunay, de Saint-Benott, de Cissé. C'est ce qui advint notamment au clerc Aimeri Dement, auquel la commune intenta un procès, vers 1306, pour avoir fait vendre du vin à Poitiers, sans en avoir le droit et malgré les saisies prononcées contre lui en 1297, 1298 et 1299. On lui avait confisqué une première fois 19 pipes de vin ; on lui en prit ensuite 22, puis 20, puis 12, et le produit de ces saisies fut partagé entre le roi et la commune¹. La même pénalité garantissait aux bourgeois le monopole de l'achat et de la revente des marchandises venant d'outre-mer².

De plus, ils ont reçu le précieux privilège du commerce, même de détail, de la vente, de l'achat, du transport de tous produits dans toute l'étendue de l'ancien domaine des Plantagenets depuis l'Aquitaine jusqu'à la Haute-Normandie³. Ils peuvent procéder à ce commerce sans être astreints au paiement de péages et droits de vente, de même que dans le domaine royal des Capétiens⁴. Sur le marché même de Poitiers, les bourgeois sont exempts de toutes taxes de vente, péage, viguerie, minage, *faymedroit*, sur le vin et le pain à l'occasion des foires⁵. Ils ne paient, dès le XII^e siècle, aucun droit de péage ou viguerie pour les achats faits en vue de leur consommation⁶. Lorsqu'un port fluvial est créé sur le Clain (1285), il est stipulé que les gens de la commune seront exempts de toutes les taxes auxquelles on soumet les marchandises⁷.

Outre l'ensemble de ces franchises de l'ordre civil, il en existait d'autres dans l'ordre politique et administratif. La commune est administrée par ses propres mandataires. Elle a sa police, sa justice particulière, ses finances, sa milice. Elle jouit d'une autonomie fort large sous le contrôle et la tutelle de l'autorité royale. Elle est pourvue d'une véritable souveraineté, restreinte sans doute, mais qui lui confère des droits définis et qui lui permet de se gouverner elle-même. C'est

1. P. 292 et suiv.

2. P. 73.

3. P. 71.

4. P. 67.

5. P. 120.

6. P. 58, art. 60.

7. P. 167, n. 5.

d'ailleurs au XIII^e siècle que la commune de Poitiers posséda dans le domaine politique et administratif les droits les plus étendus, sauf au temps d'Alfonse. Ce fut, en quelque sorte, la période d'apogée de la vie communale. C'est le corps entier de la bourgeoisie qui possède l'ensemble de ces droits. Mais il ne les exerce pas directement. Le gouvernement communal repose sur le principe représentatif. Les bourgeois procèdent annuellement à l'élection du maire, des douze échevins, des douze jurés ou conseillers, privilège précieux que Rouen ne possédait pas et que Poitiers a obtenu¹. Le corps de ville, composé de ces officiers municipaux et de soixante-quinze pairs, constitue la délégation chargée, au nom de la bourgeoisie, d'administrer la commune. Les assemblées générales de la communauté étaient-elles fréquentes ou rares ? Rien ne permet de le savoir. Les documents sont muets sur ce point. Il semble bien que, de bonne heure, il y eut, au sein du corps de ville, une tendance à se recruter lui-même et, au sein de la bourgeoisie, une apathie ou une négligence qui conduisirent celle-ci à abandonner une bonne part des prérogatives qui appartenaient à l'ensemble de la communauté. Tous les bourgeois sont à la fois électeurs et éligibles ; ce n'est qu'au siècle suivant qu'ils se laissent enlever peu à peu ces deux prérogatives essentielles et que le corps de ville tend à se transformer en une oligarchie.

Au XIII^e siècle déjà, ce corps tend à exercer la plus grande part de l'administration communale. Il est formé du maire, des échevins, des conseillers et des pairs, dont l'ensemble s'appelle bientôt le *mois et cent*. A l'origine, suivant le principe admis dans les Etablissements de Rouen, le roi avait le droit de choisir le maire sur une liste de trois candidats que dressaient les cent pairs. Ainsi furent sans doute nommés les premiers maires, Savary le Jeune (1200-1201), maître de la monnaie de Poitiers au temps d'Aliénor (1199), et Soronet, ancien prévôt de Montreuil-Bonnin (1202)². Mais à partir de la charte de 1222, pour le moins, la désignation royale est supprimée. La disposition antérieure disparaît et le maire est

1. P. 74, n. 1.

2. P. 63, n. 1 ; 64, n. 1.

l'élu de tous les bourgeois de Poitiers ; le roi n'a plus la faculté de le choisir. Pratiquement, sa nomination n'est pas due à toute la collectivité bourgeoise, réunie en assemblée. Ce sont les cent membres du mois et cent qui l'élisent¹. Le maire au XIII^e siècle est élu le samedi avant la Saint-Cyprien (c'est-à-dire avant le 14 juillet), tandis qu'au XV^e l'élection fut portée au vendredi après la Saint-Jean². Elle se fait dans la réunion où figurent les échevins, les conseillers et les 75 pairs. Le maire inaugure ses fonctions en prêtant serment au roi ou au représentant du souverain, le bailli ou le sénéchal³. Selon l'usage traditionnel, il entre en exercice le 14 juillet ; cependant le maire précédent empiète quelquefois, comme en 1265 et en 1276, sur le temps pendant lequel son successeur devrait, en stricte règle, exercer sa charge⁴. Les maires ne sont pas non plus toujours choisis parmi des Poitevins de pure race ; on en voit un certain nombre qui paraissent avoir été, eux-mêmes ou leurs ascendants, d'origine champenoise, comme Girard de Reims (1266, 1276)⁵ ; bourguignonne, comme Naudet d'Auxerre (1304)⁶, berrichonne, comme Jean et Pierre de Berry⁷. Nombre d'autres semblent issus de vieilles familles de bourgeoisie poitevine, par exemple les Berland⁸, les Doride⁹, les Coindé, les Grossin, les Pouvreau.

On ignore, pour la plupart, la condition sociale précise à laquelle ils appartiennent. Mais il n'est pas douteux qu'ils font partie de la bourgeoisie, et divers indices montrent qu'ils possèdent, par exemple les Grossin, des immeubles considérables à Poitiers¹⁰. D'esprit plus large que l'aristocratie bourgeoise de l'époque moderne, la bourgeoisie municipale du XIII^e et du XIV^e siècle admet à la mairie des industriels et des commerçants, de grands marchands, tels que les Berland ; des

1. P. 74, n. 1.

2. P. 63, n. 1 ; 74, n. 2.

3. P. 74.

4. P. 63, n. 1 ; 114, n. 11 ; 136, n. 3.

5. P. 117, n. 1.

6. P. 284, n. 1.

7. P. 116, n. 2 ; 331, n. 3.

8. P. 82, n. 10.

9. P. 173, n. 5.

10. P. 90, n. 1 ; 169, n. 3.

patrons d'industrie, tels que Mathieu Le Pelletier (1273) ¹.

Les maires sont rééligibles, soit plusieurs années de suite, soit à quelques années d'intervalle. Hilaire Berland exerce la mairie pendant six ans, de 1216 à 1221. Guillaume Bernard est maire de 1223 à 1227, puis en 1242 ². Pierre Garnier le fut en 1229, en 1243, 1247, 1257 et 1260 ³. Pierre de la Charité, maire en 1241, 1243 et 1251, l'avait été déjà avant 1241 ⁴. Aimeri Pouvreau l'est deux fois (en 1240 et 1248) ⁵, Guillaume Grossin trois fois (avant 1242, en 1246 et 1247) ⁶, ainsi que Guillaume Morail (1250, 1254, 1255) ⁷ et Aimeri Odonnet (1290, 1298 et 1303) ⁸. Jean de Berry siège quatre fois à la mairie (1252, 1253, 1258 et 1265) ⁹, de même que Guillaume Barbier (1263, 1268, 1277 et 1281) ¹⁰, Robert Le Roy (1279, 1285, 1292 et 1294) ¹¹ et peut-être aussi Pierre de Berry (1310, 1311, 1312, 1314) ¹². Guillaume de Neuville n'a pas été réélu moins de six fois (en 1287, 1289, 1291, 1293, 1299 et 1300) ¹³. Guillaume Coindé, maire quatre ans de suite de 1316 à 1320, est encore réélu en 1323 et 1332 ¹⁴. Pierre Garnier, II^e du nom, figure sur les listes des maires pour sept années (1264, 1267, 1271, 1272, 1275, 1280 et 1283) ¹⁵. Mais c'est Guillaume Alemant qui tient le premier rang pour le nombre des réélections : dix fois, il a été élu maire en 1301, 1307, 1308, 1309, 1313, 1315, 1322, 1325, 1326 et 1327 ¹⁶. Les membres des mêmes familles reviennent assez souvent à la mairie, par exemple les

1. P. 133, n. 2.

2. P. 87, n. 2 ; 134, n. 1.

3. P. 81, n. 9.

4. P. 93, n. 1.

5. P. 90, n. 3.

6. P. 91, n. 1.

7. P. 90, n. 4 ; 103, n. 5.

8. P. 173, n. 7.

9. P. 116, n. 2.

10. P. 119, n. 3.

11. P. 141, n. 2 ; 173, n. 4. Il a peut-être été maire une cinquième fois en 1296.
Cf. p. 257, n. 1.

12. P. 331, n. 3.

13. P. 173, n. 6.

14. P. 331, n. 8.

15. P. 114, n. 11.

16. P. 156, n. 4.

Bernard¹, les Garnier², les d'Ausseurre (d'Auxerre)³, les de Berry.

Toujours les maires passent par les fonctions d'échevins ou de conseillers, ou tout au moins par celles de pairs. L'un d'eux, Philippe Larcher, maire en 1245, avait été clerc (secrétaire) d'un maire précédent⁴. Après leur charge, ils rentrent dans les rangs des cent.

Le maire a pour attributions la présidence du conseil du mois, celle du tribunal municipal, l'exercice de l'administration, de la police, de la justice, la gestion des finances communales, le commandement de la milice et la garde de l'enceinte fortifiée.

Au-dessous de lui, dans la hiérarchie, apparaissent les *échevins* et les *conseillers*. Les échevins (*scabini*) forment un collège ou assemblée spéciale (*scabinagium*). Ils délibèrent à part dans les premiers temps ; plus tard, en commun, avec les conseillers, mais la persistance du nom de *scabinagium* pour désigner l'assemblée commune marque la prééminence honorifique des échevins. Ceux-ci sont au nombre de douze⁵. La charte de 1222 avait stipulé qu'ils seraient élus, comme le maire, par l'ensemble du corps des bourgeois. Dans la pratique, ils paraissent d'assez bonne heure s'être recrutés eux-mêmes, par un système de cooptation. Du moins, il semble en être ainsi dès la première moitié du xiv^e siècle ; rien ne permet de l'affirmer pour le xiii^e. On peut admettre, d'après les listes d'échevins, qu'ils étaient classés suivant l'ordre d'ancienneté, à l'époque des derniers Capétiens, ce qui indiquerait bien qu'ils se perpétuaient alors dans leur charge⁶. Dès cette période, il est donc à peu près sûr qu'ils étaient élus à vie par le corps de ville ou mois et cent, et qu'une place d'échevin était réservée au maire sortant. Le souvenir de l'ancienne élection annuelle ne se conservait plus que dans la formalité du serment, exigée tous les ans des échevins, en même temps

1. Sur Guillaume Bernard, deuxième du nom, voir p. 134, n. 1.

2. P. 81, n. 9 ; 136, n. 3 ; 296, n. 6.

3. P. 284, n. 1.

4. P. 89, n. 1, 94.

5. P. 74.

6. P. 174, n. 7 ; 75, note.

que du maire¹. Ils paraissent s'être aussi recrutés dans la riche bourgeoisie des propriétaires fonciers, des légistes, des marchands et des patrons d'industrie. En 1230, par exemple, on voit figurer parmi eux, côte à côte, un Berland, chef de l'aristocratie marchande, et un chef probable d'atelier ou un descendant de famille industrielle². Pouvaient-ils se dessaisir de leur charge en faveur de personnes de leur choix ? On l'ignore : ce système, celui de la *résignation*, comme on l'appelait, n'apparaît formellement qu'au xv^e siècle.

Ils tiennent une assemblée hebdomadaire, le vendredi. Mais leurs fonctions les associent surtout étroitement à l'œuvre du maire, dont ils forment le conseil ordinaire et permanent, dont ils sont les constants auxiliaires dans les diverses parties de l'administration. Nulle part leur rôle n'est plus actif que dans l'élaboration des règlements municipaux et dans l'exercice de la justice. Ils sont les assesseurs du tribunal municipal et c'est l'un d'eux qui remplace au besoin le maire à la présidence.

Un peu au-dessous des échevins viennent les *conseillers*, appelés aussi jurats (*jurati*), *consultores*, *consiliarii* ou *consules*³. Ils sont au nombre de douze, et ce chiffre ne varia pas. Comme pour les échevins, l'élection annuelle aurait dû, depuis 1222, présider à leur recrutement. En fait, et sans doute en vertu d'une tradition qui remontait à la réélection constante des mêmes personnes par le corps électoral, réélection tombée ensuite en désuétude, les conseillers restèrent en charge pendant leur vie. Pour eux, comme pour les échevins, nul acte écrit ne stipula cette permanence. Elle résulta seulement de la coutume, qui eut force de loi⁴. Vers 1245, on voit ainsi un conseiller investi plus de cinq ans de suite de sa fonction⁵, et en 1308, le futur maire de 1320, Robert de Londres, exerce la charge de conseiller, qu'il conserve jusqu'à sa mairie⁶. Avant le milieu du xiii^e siècle, le fils d'un conseiller,

1. P. 351, 371.

2. P. 82, n. 10 et 11. Cf. p. 162, n. 2 ; 188, n. 5 ; 189, n. 3.

3. P. 74, n. 1 ; 93, 126, 238, n. 2.

4. P. 75, note.

5. P. 93, n. 2.

6. P. 304, n. 9.

Michel Bagions, devint après la mort de son père un des pairs de la ville. On peut inférer de ce fait que, dès lors, la transmission héréditaire des fonctions de pair, et probablement de conseiller, était un usage, sinon général, du moins accepté¹.

Les conseillers se réunissent, comme les échevins, le vendredi. Leur collège, ou assemblée, d'abord distinct, ne tarde pas à se confondre avec celui de ces derniers. L'ensemble porte le nom d'échevinage, et les protocoles des réunions énumèrent échevins et conseillers présents *in scabinagio*². Les conseillers ont, à peu de chose près, des attributions semblables à celles des échevins, parmi lesquelles dominent cependant celles de l'ordre judiciaire. Ils exercent en particulier, par eux-mêmes ou par voie de délégation conférée à des membres de leur famille, les fonctions d'arbitres, même en public, ou, ainsi que le dit un document, « aux portes et carrefours » de la ville³. L'ensemble des échevins et conseillers forme, avec le maire, le corps des *vingt-cinq*. On passe, à mesuré des vacances, semble-t-il, de la charge de conseiller à celle d'échevin. Les uns et les autres reçoivent le vendredi, jour d'assemblée, la même indemnité en nature, formée de trois pains, dits du chapitre, faits avec du froment acheté par la commune à quelque membre de l'échevinage⁴.

On voit d'après les indices fournis par les documents, qu'ils appartiennent aux mêmes catégories sociales, celles des propriétaires fonciers, des marchands, des riches chefs d'ateliers. Un conseiller, Bagions, appartient sans doute à la famille qui détint longtemps les moulins Bajon, dont le souvenir s'est perpétué dans le nom d'un boulevard de Poitiers⁵. Un autre, Micheau de Nanteuil, est potier d'étain⁶. Plusieurs appartiennent à la corporation des selliers, Thomas Colont⁷, Baudri Le Sellier⁸, Jean Sénéchal. Celui-ci, juré de sa corporation, est

1. P. 93, n. 2.

2. P. 225, 238.

3. P. 93.

4. Giry, I, 403.

5. P. 93, n. 2.

6. P. 385, n. 6.

7. P. 162, n. 6 ; 225, 304.

8. P. 162, n. 1 ; 225.

même chargé d'une mission de l'échevinage à Paris en 1293, puis député de Poitiers aux Etats Généraux en 1308¹. Le préjugé funeste qui bannit du corps de ville, dans les derniers siècles de l'ancien régime, les représentants des classes marchandes et industrielles, n'existe donc pas au XIII^e et au XIV^e siècle. Ce recrutement assure à l'échevinage le concours de compétences éprouvées et le sauve de l'égoïsme étroit où il se confindra plus tard, sous l'influence des gens de robe et de loi ou des fonctionnaires royaux qui l'accapareront.

Enfin le corps municipal est complété par les *pairs*. Ils sont au nombre de cent, parmi lesquels on prend les vingt-cinq échevins et conseillers. Bien que la charte de 1222 ne parle pas de ce corps d'une manière explicite, il est facile de le reconnaître sous l'appellation latine de *cives* ou bourgeois par excellence, qui y est employée². D'ailleurs le terme de pairs (*pares*) apparaît parfois à propos des réunions générales du mois et cent où ils sont convoqués³. Comme les échevins et les conseillers, ils sont nommés à vie, par suite d'une dérogation au principe électif, qui se perpétue par la tradition, et ils peuvent même céder leurs fonctions, en vertu de la coutume de la *résignation*, à leurs parents, voire même à des étrangers⁴.

Tandis que, d'après les *Etablissements de Rouen*, ils auraient dû se réunir en assemblée générale, avec les échevins et les conseillers, tous les quinze jours, à Poitiers, ils se réunissaient, dès le XIII^e siècle, tous les mois⁵, d'où le nom de *mois et cent* appliqué au corps tout entier. Cette réunion avait lieu le vendredi, et non le samedi, date fixée par la charte rouennaise. C'est le « plain cent du vendredi », ainsi que s'exprime un document de 1332⁶.

Pour resserrer entre eux les liens de solidarité morale, les

1. P. 162, n. 3 ; 225, 238, 241, 303, 304, 305.

2. P. 74, n. 1.

3. P. 89, 134, 238, 303.

4. Giry, I, 395.

5. P. 89, 90, n. 5 ; 183, n. 2.

6. P. 90, n. 5.

cent pairs ont formé une confrérie en 1266¹, sous le patronage de saint Hilaire². Les membres paient en juillet une cotisation annuelle de douze deniers. Ils sont tenus d'assister aux obsèques des confrères décédés et de participer, à raison d'un denier, à l'achat de quatre cierges funéraires. Chacun doit venir veiller le corps et assister à l'office funèbre, célébré par huit clercs. Une amende d'une demi-livre de cire est infligée à ceux qui se soustrairaient à cette obligation. Chaque année, la confrérie fait célébrer une messe pour les défunts, le 13 janvier, jour de la fête de son patron³, dans la maison des Frères des Sacs ou de la Pénitence⁴, puis dans celle des Cordeliers au xiv^e siècle⁵. La confrérie perdit de bonne heure son caractère de société fermée et strictement restreinte. Dès 1287, elle s'ouvrait à tous les bourgeois et même aux femmes⁶.

Les représentants de la commune tiennent deux sortes d'assemblées. L'une, réunion générale, où figurent les cent pairs, est une assemblée mensuelle, où l'on examine en principe toutes les questions (police, voirie, finances), mais surtout les plus importantes. Elle porte ses soins sur le contrôle de la gestion de l'échevinage et notamment sur celui des finances. Au besoin, elle désigne des commissions pour étudier les rapports ou les comptes et pour lui transmettre les projets de délibérations⁷. Elle examine et approuve les règlements et statuts élaborés et adoptés par l'échevinage⁸. Elle décide des députations à envoyer dans les grandes occasions⁹. Enfin, c'est dans le mois et cent que le maire est annuellement élu et qu'on procède au remplacement graduel des échevins et des conseillers, en tenant compte des prérogatives que ces dignitaires ont obtenues de la tradition. Mais le mois ne siège jamais comme cour de justice.

1. N° LXIV.

2. P. 183.

3. P. 183, n. 3.

4. P. 284, n. 2.

5. *Mém. Ant. Ourst*, 1839, 406.

6. N° CXXXII.

7. N° CCVI.

8. P. 89, 134.

9. N° CLIV.

Les assemblées ordinaires de l'échevinage, tenues au moins une fois par semaine, sous la présidence du maire ou du plus ancien échevin, semble-t-il, comprennent rarement tous les 25 ; les procès-verbaux mentionnent tantôt 9 ou 10, tantôt 14, 16, 18 ou 21 échevins ou conseillers présents à ces réunions, qu'on désigne en général sous le nom de conseil de l'échevinage, déformé en *esclavinage* (*in scabinagio*, *esclavinagio*) ¹.

Parfois, on confie à une commission le soin de faire une enquête préalable et un rapport, avant de statuer, par exemple quand il s'agit de rédiger le statut des bouchers en 1247². En certains cas, quand il est question d'affaires auxquelles le pouvoir royal est intéressé, ses représentants, le lieutenant du sénéchal et le prévôt, parfois le sénéchal lui-même, assistent au conseil de l'échevinage³. C'est ce conseil qui est l'organe essentiel de toute l'administration municipale, l'auxiliaire constant du maire, et qui se transforme, aux jours indiqués, en cour de justice.

L'autorité de la commune s'exerce dans le domaine de l'administration et de la police. Le mois et cent en entier, de même que le maire, assisté de l'échevinage, possèdent le pouvoir d'édicter des statuts, règlements et ordonnances dans l'ordre administratif, judiciaire, financier, militaire, économique, sauf à les soumettre en certains cas à l'approbation des représentants du roi, sénéchal et prévôt et sauf à négocier, dans d'autres cas, une entente avec les juridictions particulières qui subsistent dans les bourgs de la ville. Lorsque, en 1245, les bouchers élaborent des statuts, de leur propre autorité, l'échevinage déclare ceux-ci « illicites », sauf à les ratifier, mais sous réserve qu'à l'avenir aucun règlement ne sera promulgué sans l'autorisation municipale⁴. Seul, le corps de ville a qualité pour modifier les règlements et en permettre l'exécution ou la promulgation⁵.

1. P. 88, 89, 225, 240, 304, 356. On désignait aussi sous le nom d'*Echevinage* ou d'*Esclavinage*, l'hôtel de ville, situé depuis 1262, rue de l'Aguillerie (aujourd'hui rue Gambetta). Cf. p. 110, n. 3 ; 130, 135, 302, 303, 356.

2. P. 97.

3. P. 126, 128, 258.

4. P. 89, n. 4.

5. P. 135, 240.

Le signe de l'autorité législative de la commune et de son pouvoir souverain est le *sceau* communal, dont il existe deux variétés. L'une, le grand sceau, représente d'un côté le maire à cheval, armé d'une massue ; de l'autre, une tour crénelée avec un édifice supporté par deux arcades ; sur le champ sont figurées trois fleurs de lys et une étoile, avec la légende : *S(igillum) Major(is) Piclavis*. Il paraît avoir été gravé vers 1250. On l'apposait sur cire verte en pendant sur double queue de parchemin. On l'emploie dans les grandes circonstances. Pour les actes ordinaires de l'autorité municipale, ce que l'on nomme les *causes*, c'est-à-dire surtout pour les actes du tribunal municipal, puis pour les diverses décisions du corps de ville, on imagine à la fin du XIII^e siècle le *petit sceau*, de 40 millimètres de dimensions, qui porte un lion rampant sur une bordure de neuf besants, sous un chef de trois fleurs de lys, avec la légende : *Sigillum communie Piclavensis ad causas*. On l'appose sur cire jaune et simple queue de parchemin. Un statut du 13 juillet 1290 avait réglementé l'usage du sceau, dont la dualité persista jusqu'à la fin du XIV^e siècle, époque à laquelle le petit scel devint le sceau habituel de l'échevinage ¹.

Dans le travail de l'administration, l'échevinage a pour agents ou auxiliaires divers fonctionnaires. C'est d'abord le *clerc* ou secrétaire du maire, qui assiste aux séances du mois et cent, ainsi qu'à celles du conseil des échevins ². Depuis 1267 apparaît dans les textes le « procureur du maire et de la commune », qui est chargé des affaires de la commune, règle les procédures, engage et suit les procès, assiste aux règlements ³.

En 1292, le conseil décide la nomination de deux *avocats de la commune*, qui recevront une pension annuelle, pour servir de conseillers juridiques à l'échevinage et donner leur avis sur les procès en cour d'église ⁴. L'un de ces avocats, Jean Pinet, cesse ses fonctions quand il devient procureur du roi à

1. N^o CXLV. Giry, I, 412.

2. P. 94.

3. P. 119, n. 4 ; 156, n. 4, 229, 253, 262, 322, 334.

4. P. 238.

la sénéchaussée (1317), après avoir exercé sa charge depuis 1306, aux gages de cinq livres par an¹.

Enfin, au dernier rang des agents municipaux se placent des *hucheurs* et les *sergents*. Les hucheurs, ou crieurs publics, investis de la mission de proclamer les ordres de l'échevinage, les bans et ordonnances, ont à leur tête un maître-hucheur². Quant aux sergents, en nombre variable, ils ont dans leurs attributions l'exécution des décisions administratives, judiciaires et, en général, de toutes les injonctions du maire ou de l'échevinage³.

L'un des plus importants privilèges de la commune consiste dans l'exercice de la justice. Si Poitiers, à la différence de Bayonne, de La Rochelle, de Niort et de Saint-Jean-d'Angély, n'a pas obtenu le droit de haute justice, que le roi s'est réservé, du moins le pouvoir central lui a reconnu à diverses reprises, contre les prétentions des officiers royaux, la possession des autres prérogatives d'ordre judiciaire, au civil et au criminel. Le sénéchal et le prévôt sont tenus de les respecter, et leurs sergents prêtent, devant le tribunal du maire, le serment d'observer ces privilèges⁴. Les droits de justice de la commune ne sont limités que par ceux des agents supérieurs du roi ou par ceux des autres juridictions privilégiées de la ville, celles-ci d'ailleurs, en général, bornées à une sphère restreinte. L'ensemble des prérogatives judiciaires de l'ordre civil appartient donc au tribunal municipal, et ces prérogatives s'exercent dans tous les procès où un bourgeois est intéressé. Ainsi, en 1298, le sénéchal, sur la réclamation du procureur de la commune, renvoie devant la cour du maire la connaissance d'une cause de retrait, qui avait été évoquée devant la cour de la sénéchaussée⁵.

Le tribunal communal statue donc en matière de meubles, d'héritages, de contrats⁶. Le rôle des causes examinées et jugées en 1287-88, que l'on a conservé, montre en action ce

1. P. 288, n. 3.

2. P. 155, n. 2 ; 164, 276.

3. P. 192, n. 5 ; 211, n. 6 ; 297, n. 3.

4. P. 217.

5. P. 262

6. P. 72.

tribunal¹. Il examine, par exemple, une affaire de succession, où l'un des héritiers prétend avoir été lésé par son frère, qui, à la mort de leur mère, aurait reçu en supplément des biens meubles, huche, coffre, vases, draps, brebis, d'une valeur de 20 sous². Il décide également sur les litiges qui concernent les ventes mobilières. Un jour, c'est un *espéeur* qui réclame le paiement de 3 sous pour la vente d'une épée³. Un autre jour, un mauvais payeur est obligé par sentence à remettre à un pelletier le prix d'une fourrure, 23 sous 6 deniers; un autre est condamné à verser 6 sous pour l'achat de deux charretées de bois⁴. D'autres décisions interviennent au sujet d'achats ou de ventes de viande, de vin, de cire, de foin, de porcs, d'un cheval, dont le prix est de 24 sous⁵, etc. Le tribunal intervient encore dans les différends relatifs à des prêts d'argent ou d'objets mobiliers. C'est devant lui qu'on vient réclamer le paiement de cens ou de rentes, que les propriétaires assignent leurs locataires. Le tribunal statue, par exemple, sur le prix de location d'une maison (3 sous 6 deniers, 11 sous⁶). Les procès relatifs aux locations de terres situées dans la zone de la commune sont de même justiciables du tribunal. Le fermier d'un domaine, à la Cueille-Blanche, se trouve ainsi astreint à acquitter 2 setiers de froment et 2 chapons⁷. Cette juridiction s'étend aux locations de services. Un tailleur de pierres se fait payer 4 sous pour son salaire⁸; une « bonne » servante de chapelier, 5 sous⁹. Le tribunal s'occupe enfin de statuer au sujet des infractions à la police rurale. Il condamne, par exemple, à une amende de 3 setiers d'avoine un paysan dont les bœufs ont dévasté un champ aux Guitardières, entre la Roche et la Cueille¹⁰.

La juridiction correctionnelle, disputée à la commune par

1. N° CXXXIII et suiv.

2. P. 205.

3. P. 196, n. 7.

4. P. 194.

5. P. 189.

6. P. 184, 185.

7. P. 193.

8. P. 196.

9. P. 190.

10. P. 203.

le prévôt et le sénéchal, suspendue même un moment par ce dernier avant 1317, a été formellement reconnue à l'échevinage en vertu de décisions royales¹. Quoique sujette aux empiétements des agents royaux trop zélés, elle est, en général, exercée sans contestation par le tribunal municipal. Quand le prévôt veut poursuivre des bourgeois coupables de violences, coups ou blessures, c'est devant ce tribunal qu'il se pourvoit². L'échevinage peut statuer même sur les affaires de meurtre et d'adultère³, tandis qu'à Rouen ces dernières étaient réservées aux tribunaux d'église. Les affaires ordinaires, examinées par le tribunal municipal, si l'on en juge par le rôle de 1287-88, ne concernaient guère que les rixes, les violences, les diffamations. Ces dernières, ainsi que les injures, occupent une place prépondérante. Ainsi, Colin, fils d'un barbier, est condamné à une amende de 7 sous 6 deniers pour avoir traité un sergent des noms de « voleur » et de « fils de vieille lépreuse »⁴. Un autre bourgeois est aussi frappé d'une peine pécuniaire pour avoir taxé de parjure un marchand ambulant⁵, un troisième pour avoir appliqué à un forain le titre de « faux paysan »⁶. Les différends de ce genre sont fréquents entre gens de métiers.

Parfois, le tribunal ne prononce qu'après arbitrage, enquête ou essai de conciliation. C'est, par exemple, ce qu'il décide lorsqu'un bourgeois accuse une servante de l'avoir blessé au bras⁷.

Le tribunal municipal siège d'ordinaire deux fois par semaine, le mardi et le vendredi⁸. Il ne tient ses séances qu'exceptionnellement le samedi et le dimanche ou les jours de fête. En 1287, il a siégé le 15 août et le dimanche 8 février en 1288⁹. Le maire est président de droit¹⁰; en son absence,

1. P. 345, 367.

2. N° XLV.

3. P. 361.

4. P. 187.

5. P. 208.

6. P. 209.

7. P. 203.

8. P. 184, n. 6.

9. P. 187, n. 6 ; 209, n. 6.

10. P. 199, 203, 206.

c'est un échevin qui exerce la présidence ¹ ; quelquefois même deux l'exercent ², probablement par voie de remplacement, en quelque journée trop chargée. Les échevins servent d'assesseurs pendant la tenue de la « cour » du maire. Le rôle de 1287-88 montre sommairement quelle était la procédure en usage au tribunal. On y appelait à leur tour les parties citées, dont les noms étaient enregistrés. Le rôle indique l'objet de l'assignation, la comparution ou le défaut des parties, les noms des défaillants. C'est le procureur de la commune qui décernait les citations et les notifiail avec le concours d'un sergent ; parfois, le maire lui-même se chargeait du premier de ces soins ³. Les comparants sont entendus, après avoir au besoin prêté serment. Parfois le prévôt assiste à l'audience où il est donné notification de sa requête, puis la cour de l'échevinage prononce son verdict⁴. Les pénalités habituelles consistent dans des amendes, dont le produit est, en général, partagé entre la commune et le roi ou ses représentants, ou bien encore dans des saisies et enfin en des peines afflictives. En 1321, le roi reconnut au maire le droit de faire marquer au front les malfaiteurs, droit revendiqué par le sénéchal ⁵. Mais seuls les officiers royaux avaient la prérogative de procéder aux exécutions capitales, même quand le tribunal de l'échevinage avait prononcé une sentence de mort. Si le condamné appartient à la commune, le maire, au nom du corps de ville, est tenu d'assister à l'exécution, qui a lieu hors de la porte de la Tranchée. Mais, en dépit du sénéchal, le roi reconnaît que le maire est dispensé de se rendre au supplice des non communi-
niers ⁶.

L'autorité du maire et de l'échevinage s'étend, en vertu du droit de justice, sur les diverses espèces de polices : voirie, circulation, subsistances, approvisionnements, ateliers, marchés, sécurité publique. Maire et échevins ont dans leurs attributions la surveillance et l'arrestation des malfaiteurs, la

1. P. 185, 187, 193, 196, 201, 204.

2. P. 188.

3. P. 211, n. 6.

4. N° XLV.

5. P. 369.

6. P. 315.

répression des rixes, l'inspection des tavernes, la visite des rues et carrefours. Ils s'occupent de la bonne tenue des marchés et des foires. La police des métiers leur est reconnue, même au temps de Philippe le Bel¹. Ils reçoivent le serment des maîtres ou patrons et des ouvriers². Chaque semaine, ou à des intervalles périodiques, ils vont inspecter les ouvriers et les étalages. La police de l'alimentation fait l'objet de leurs préoccupations, en particulier celle de la meunerie, de la boulangerie, de la boucherie, de la poissonnerie, de la vente ou consommation du vin et des fruits, ainsi que celle de la revente³. Au besoin, ils procèdent à des saisies ; c'est ainsi qu'ils font jeter ou brûler les aliments nuisibles, tels que le poisson avarié, et frappent d'amendes les contrevenants⁴. Ils réglementent la fabrication et le commerce des produits ouvrés par les maîtres des divers métiers⁵. Ils ont enfin le droit de fixer les mesures et les poids, de les marquer et de les vérifier, notamment ceux des bouchers, des meuniers, des boulangers, des taverniers, dans toute la ville et ses faubourgs. Ce droit leur est reconnu par le roi malgré les contestations du sénéchal⁶. Ils frappent d'amende les délinquants : ainsi, en 1325, un boucher est condamné pour avoir usé d'un crochet non marqué et qui pesait plus de 25 livres⁷. Ils désignent les agents chargés de faire le pesage du blé et de la farine aux deux bureaux publics du Pont-Joubert et de la Cueille-Blanche, munis d'appareils pour cet objet, et ils fixent les droits prélevés pour le pesage⁸.

Des prérogatives d'ordre militaire sont dévolues à la commune. Elle a reçu du roi, son suzerain, le soin d'entretenir l'enceinte, les tours et les fossés, avec le concours des habitants de toute la ville, y compris les bourgs privilégiés, et de

1. P. 251.

2. P. 241, 301.

3. N^{os} XLI, XLVI, XLVII, LXXV, CLXIII, CLXIX, CCV.

4. P. 261.

5. N^{os} LIX, LXII, LXIII, LXXX, LXXXIV, LXXXVII, CXIV, CCLIX, CCLX.

6. P. 370.

7. P. 384.

8. P. 83, n. 1 ; 123, 138.

ceux des 41 paroisses de la châtellenie de Poitiers¹. Le maire ne tardera pas à porter au xiv^e siècle le titre de capitaine du château. L'organisation du service de guet et de garde appartient aussi au maire et à la commune, qui prescrivent à cet égard les mesures nécessaires². Bien qu'on ne retrouve pas dans la charte de Poitiers l'article 29 des Etablissements de Rouen, qui attribuait au maire le commandement de la milice communale, convoquée à l'ost royal, il est certain que le représentant de la commune exerçait ce droit, lors des expéditions contre le seigneur de Chitré (1241), aussi bien qu'à l'époque des campagnes contre la Flandre ou la Guienne. Le maire de Poitiers, sur l'ordre du roi, convoque les communiers, les hommes des bourgs privilégiés et ceux des 41 paroisses de la châtellenie, qui constituent ce qu'on appelle la suite (*secla*) de la commune. Deux documents importants, datés de 1324 et de 1337, énumèrent les contingents placés sous le commandement du maire, par exemple les 40 sergents de la ville et commune, les 15 sergents du bourg de Montierneuf, les 20 du bourg Saint-Hilaire, les 6 du prieuré de Ligugé, les 2 du prieuré de Vouneuil, ainsi que ceux des diverses paroisses, au nombre de 1 à 2 ou même de 2 ou 4 suivant l'importance de chacune d'elles. Le sénéchal fait ajourner les hommes mobilisables à Poitiers, d'après le rôle dressé par le maire. En 1324, la milice ainsi levée comprit 161 sergents fournis par la banlieue seulement, sans compter le contingent de la ville ; en 1337, la prévôté en enrôla 60. Les mobilisés devaient fournir leurs armes et leurs chevaux ; les exempts se rachetaient en payant les frais de la solde et de l'entretien des sergents. La milice une fois réunie, groupée en compagnies pourvues chacune de leur étendard, le maire reçoit le serment des sergents et les mène à l'armée³.

La commune possède l'autonomie financière. Si, dans la pratique, elle est contrainte de contribuer aux charges générales de l'Etat, sous forme d'emprunts, de subsides ou de dons gratuits, du moins ce n'est qu'à titre exceptionnel. Ce sont

1. P. 166.

2. P. 93, n. 4.

3. Nos XLVIII, CCXXXII, CCXXXV, CCLXVIII et suiv., CCLXXIV.

d'ailleurs ses propres mandataires, le maire et les échevins ou bien des notables (prud'hommes) qui lèvent les subsides destinés au trésor royal¹. La collectivité communale jouit du droit d'établir elle-même des taxes pour ses besoins et de les percevoir, soit pour les dépenses diverses de la communauté, soit surtout pour l'entretien des fortifications. Nul communier n'est autorisé à s'y soustraire et, au besoin, le roi ou le sénéchal contraignent les récalcitrants à contribuer « pour les nécessités de la ville »².

Les revenus que la commune possède proviennent de plusieurs sources, à savoir : le domaine, les rentes foncières, les taxes ou impôts indirects sur les ventes et la circulation des produits, et enfin les amendes ; sans compter les recettes extraordinaires fournies par les dons et legs, les assises et les tailles.

Les revenus domaniaux sont dans cette période les plus importants de tous. La commune est, en effet, propriétaire d'immeubles urbains et ruraux. Dans l'enceinte de la ville, elle a acquis la maison de l'Echevinage, située rue de l'Aguillerie³. En cette même rue, elle loue une maison qui lui appartient, à raison d'une rente perpétuelle de 13 sous par an⁴. D'une valeur bien plus considérable pour elle est la possession des deux moulins de Chassaigne, achetés en 1316 des héritiers Affroy, moyennant le paiement à ces derniers d'une rente de 12 setiers de froment, rachetée peu après au prix de 50 livres⁵. La commune afferme encore à diverses personnes, moyennant 15 sous de rente, ses deux maisons du Pont Joubert et de la Cueille-Blanche, où on pèse le blé et la farine⁶. Dans la banlieue, elle possède une carrière de pierre, dont elle se réserve l'exploitation⁷.

Elle a acquis au dehors deux grands domaines ruraux. L'un est l'hébergement ou hôtel d'Amberre, situé dans la

1. N^o CXCI, CCLIII.

2. N^o CCXII.

3. P. 110, n. 2 ; 332.

4. P. 165.

5. N^o CCXXXVIII.

6. P. 123, 138.

7. P. 209, n. 7.

région Mirebalaise, et mouvant du comté d'Anjou, ainsi que de l'abbesse de la Trinité de Poitiers et du seigneur de Mirebeau. Il se compose d'un manoir, que la commune afferme à maître Jean Pinet, avocat, moyennant 15 livres par an, à charge par lui d'employer 100 autres livres en réparations. Ce manoir, enclos de murs, avec des roches (caves) et un verger, a dans ses dépendances des terres, des près, un bois d'ormeaux, une garenne, des vignes. La commune perçoit, à raison de ce fief, des cens et rentes, notamment trois mines de froment, des chapons et des gélines¹. Au sud de Poitiers, la commune a acquis, en 1287, le domaine du Vergnay, dans la paroisse de Magné, où existe aussi un hébergement et maison noble, affermé 30 livres par an à l'échevin Robert de Londres². Près de là, le corps de ville a aussi reçu d'un de ses débiteurs, Eustache de Montsorbier, en paiement, l'hébergement de Belle, qui comprend, outre un hôtel, des terres, près, vignes³.

Un certain nombre de rentes foncières, acquises de divers côtés, suivant le système habituel à cette époque, proviennent de placements faits par la commune ou de dons reçus par elle. Ainsi la veuve d'un bourgeois, Geoffroy Roland, donne à la ville 8 sous de rente sur une maison rue de l'Aguillerie⁴. La commune reçoit également, outre les rentes de divers courtilages ou jardins et d'un pré voisin du Pré-le-Roy, une somme de 25 livres de Renaud de Pressigny, sire de Marans, pour renonciation à la moitié de ce pré : ces rentes sont versées moitié en argent, moitié en volaille⁵. En 1302, la commune acquiert de la famille de la Salle, pour un capital de 60 livres, une rente annuelle de 6 cuisses de froment et de 60 sous, payable en la maison de ville⁶.

Tout un groupe de rentes provient des environs de Gençay. Sur le domaine noble de la Droetière, la commune a acquis, pour 50 livres, une rente de 50 sous, de 10 setiers de froment

1. P. 246, 287, 322.

2. P. 181, n. 2 ; 224, n. 4 ; 354.

3. P. 146, n. 4 ; 158, 159.

4. P. 129.

5. N° CLXIV.

6. P. 274.

et 10 de seigle¹. Ayant reçu, en 1280, un don de 100 livres de Guillaume Gabet, prévôt de Saint-Pierre, le corps de ville s'empresse de l'employer à l'achat d'une rente de 20 setiers de froment, 20 de seigle et 100 sous d'argent², pour l'extinction de laquelle elle recevra peu après le domaine de Belle. Aux environs, elle a acheté des terrages sur divers biens. Dans la paroisse de Saint-Secondin, elle jouit d'une rente de 5 quarts de froment, 6 chapons et 9 deniers³. D'autres achats de rentes analogues concernent des biens situés au Breuil, à Mouzan, aux Jubaudières, près de Gençay⁴. La dernière a coûté 100 livres en capital. Une autre, dans la même région, d'un revenu annuel de 30 livres, a exigé 300 livres de débours⁵.

C'est en échange d'une rente de 20 setiers de froment, de 20 setiers de seigle et de 100 sous, acquise au prix de 100 livres en 1280, que la commune devait plus tard obtenir la propriété du domaine d'Amberre⁶. Autour de ce domaine, elle s'empresse d'acheter d'autres rentes, 20 setiers de froment à Thurageau⁷, 100 sous de rente (valant 50 livres en capital) sur d'autres terres à Boussageau, près de Lencloître⁸; 12 cuisses et 2 setiers de froment, 7 livres et 10 sous sur les biens du chevalier de Brisay, à Saire et Savigny, vers Monts-sur-Guesnes⁹. D'autres rentes sont prélevées sur des domaines situés à Mornay (canton de Moncontour), dans les pays de Trois-Moutiers et de Montreuil-Bellay¹⁰. La commune en possède un certain nombre dans la région de Jaunay¹¹, de Milly et de Charay, près de Neuville¹²; de Villiers, près de Vouillé¹³; de la Forêt,

1. P. 145.

2. N° XCVI.

3. P. 248.

4. P. 248, 315, 161.

5. P. 158.

6. P. 148, 246.

7. P. 150.

8. P. 140.

9. N° CXL.

10. N° CIV.

11. N° CXII.

12. N° CIII.

13. N° CLXVI.

près de Saint-Sauvant¹. En 1286, elle se fait céder pour 200 livres diverses rentes en froment et en argent sur des biens situés dans la région de Neuville et de Lusignan². Ailleurs, au Breuil de Chenay (paroisse de Chenay), elle se trouve propriétaire de 11 livres 19 sous de rentes en argent, outre des redevances en volaille³. Enfin, on connaît encore l'achat fait, à raison de 100 livres en capital, d'une rente en froment et argent dans la paroisse d'Antran⁴.

Entre 1280 et 1320, le corps de ville paraît donc s'être constitué un ensemble de revenus fonciers qui se sont élevés à environ 3.000 livres en capital, somme assez considérable pour le temps et eu égard à la valeur de l'argent. Mais les rentes foncières ou en argent de cette provenance étaient d'une perception dispendieuse. Souvent les redevables ne paient pas ; il faut les contraindre⁵ ; ils laissent accumuler les arrérages, et finalement on les voit obligés de céder à la commune les domaines sur lesquels les rentes sont assises, faute de pouvoir payer celles-ci.

Les revenus domaniaux ne suffisant point à pourvoir aux dépenses de la ville, elle dut recourir à une taxe spéciale arbitraire sur les tavernes, à raison des ventes du vin⁶. Depuis longtemps elle prélevait des droits sur les ventes et achats faits dans les foires. Ainsi, à celle de la mi-carême, pour chaque drap teint, le vendeur paie 12 deniers et l'acheteur autant, et pour les draps communs, chacun est taxé à raison de 6 deniers. Les marchands forains acquittent un droit de 2 deniers par livre sur le prix des lainages, des toiles, de la pelleterie, vendus au détail⁷. D'autres taxes frappent, au bénéfice de la commune, les ventes de vin, de pain, de sel. En 1292, le corps de ville achète au seigneur de Marais, Renaud de Pressigny, au prix de 650 livres, les droits de cette nature

1. N° CXI.

2. N° CXXXVII.

3. N° XCIV, CLVII.

4. N° CLXXXV.

5. N° CGIX.

6. N° CCVII.

7. N° XXXV.

qui lui appartenait à Poitiers¹. Quand un port fluvial est établi sur le Clain, la commune est autorisée à percevoir, en vue de l'entretien du lit du fleuve, du port et des réparations, un tiers du produit des droits qui doivent être payés par un grand nombre de marchandises ; le roi garde les deux autres tiers et le bénéfice des amendes². Enfin la ville a droit à la moitié du produit des amendes infligées en matière civile, correctionnelle et criminelle³, ainsi que de celles qui frappent les infractions à la police des métiers et des marchés⁴.

Les recettes extraordinaires sont fournies par les dons et legs, qui ont, en général, une destination fixée par le donateur. Par exemple en 1291, l'écolâtre G. Gabet lègue 200 livres de rente, mais en vue de doter l'aumônerie municipale⁵. Le même bienfaiteur de la commune donne encore 100 livres de rente pour l'amélioration des ponts, chaussées et voies de la ville⁶. Un chevalier, Eustache de Montsorbier donne pour le même objet 100 sous de rente. Quelquefois, la destination du don n'est pas spécifiée⁷.

Quand la commune ne trouve pas assez de ressources dans ses revenus ordinaires, elle a recours à des impôts exceptionnels. On les appelle des assises (*assisia*), en vue des dépenses (*missiones*) de la commune, motivées en général par les services d'ost et de chevauchée. Tous les bourgeois sans exception y sont astreints, même ceux des bourgs privilégiés de la ville. Un habitant du bourg Sainte-Croix n'ayant pas voulu, vers 1243, payer sa taxe fixée à 10 sous, la commune fait saisir ses biens⁸. L'assiette de l'assise est fixée par le maire, les échevins et les notables (*probi homines*). L'assise atteint également les non-communiens. Elle est proportionnelle à la fortune de chacun⁹. A cette catégorie d'impôts appartiennent

1. N° CLI.

2. N° CXX.

3. P. 186, n. 11 ; 207 et suiv.

4. P. 89, 112, 115, 128, 133 et suiv., 138, 209, 260 et suiv., 302, 365 et suiv.

5. P. 142, n. 2 ; 149, n. 1 ; 233, n. 1 ; 251, 256, 258, 304, n. 12.

6. P. 141, 146, 148.

7. N° CXXVIII.

8. P. 91, n. 4 ; 92.

9. P. 94, 102, n. 6.

les taillées ou tailles (*talliales*) que la commune peut imposer par décision du mois et cent, comme en 1293, et prélever au besoin chaque semaine¹. Tous les habitants y sont astreints, y compris les clercs qui font du commerce, ainsi que ceux qui possèdent des biens soumis aux charges communes². Le maire désigne les bourgeois qui doivent faire office de collecteurs ; s'ils s'y refusent, ils sont frappés d'amende par le tribunal municipal³.

VI

Les pouvoirs locaux et leurs rapports avec la Commune.

La commune, bien que pourvue d'attributions très étendues dans le domaine administratif, judiciaire, militaire et financier, ne les exerce point sans se heurter, d'une part, aux empiétements des officiers royaux, de l'autre, aux privilèges des anciennes juridictions, surtout ecclésiastiques. La charte de 1222 avait réservé les droits des églises et seigneurs qui avaient à Poitiers des fiefs, des cours féodales et des justices⁴. Parmi ces juridictions, les plus importantes étaient celles des abbayes de Saint-Hilaire, de Montierneuf et du prieuré de Saint-Hilaire-de-la-Celle, auxquels le sénéchal notifiait les mandements du roi, tout comme au maire de la ville⁵. Les abbés ou les prieurs de ces bourgs faisaient, à l'occasion, cause commune avec le maire contre les empiétements de l'ennemi commun, le prévôt royal⁶. Dans les grandes circonstances, comme à l'époque du conflit du roi avec Boniface VIII, on consulte les dignitaires et bourgeois des bourgs de Montierneuf, de Saint-Hilaire, de la Celle, aussi bien que ceux de la commune⁷.

Mais, en d'autres cas, la commune et les bourgs sont par-

1. P. 238, 208, n. 2.

2. N° CXXXVI.

3. P. 207, art. 4 ; 208, n. 3.

4. P. 72.

5. P. 363.

6. N° CCXLVI.

7. P. 277, n. 1.

fois en désaccord. L'abbaye Saint-Hilaire, en particulier, est fort jalouse de ses droits de justice, qu'elle fait exercer par son sénéchal. Elle n'admet pas qu'à propos des exécutions criminelles, qui avaient lieu hors de la porte de la Tranchée, sur un emplacement situé entre Poitiers et Croutelle, la justice municipale ou royale emprunte la grande rue qui traverse le bourg¹. Mais en retour, le bourg Saint-Hilaire est tenu, comme le reste de la ville, à contribuer aux fortifications et aux réparations de l'enceinte, de même que ses hommes, avec leur étendard, sont obligés de prendre place dans la milice communale dont le maire a le commandement². Les mêmes obligations incombent au bourg et à l'abbaye de Montierneuf. En temps de guerre, notamment, les hommes de ce bourg rallient la milice municipale, prêtent serment au maire et se placent à sa suite, avec leur prévôt et leur étendard³. Mais, d'autre part, l'abbé et les moines conservent leur justice particulière et les droits de police économique qu'ils ont hérités du prieuré Saint-Nicolas, uni à l'abbaye. De là le privilège qu'a l'abbé de « bailler mesures à sel aux marchands » et de percevoir une taxe sur la vente du sel⁴.

Le bourg de la Celle, sur lequel le roi et le maire exercent les droits de suzeraineté, est cependant pourvu, de son côté, de ceux de justice. Pour se faire reconnaître la haute et basse justice sur un four, le maire et le comte de Poitiers sont obligés, en 1264, de faire la preuve que ce four est situé hors des limites de ce bourg⁵.

Dans le bourg Sainte-Croix, l'abbesse a aussi ses prérogatives et son personnel de sergents pour les faire respecter. Mais le comte de Poitou exerce une juridiction supérieure, en vertu de laquelle ses mesures à blé et à vin ont cours dans le territoire urbain de l'abbaye. Le prévôt royal y poursuit les délinquants, saisit, par exemple, les biens d'un individu qui a frappé quelqu'un d'un coup de couteau, fait appréhender une

1. N° LXI.

2. P. 166, 338, 383.

3. N° CCXXXII.

4. P. 38, 39, n. 10 ; 58, n. 4.

5. N° LVIII.

« garce » qui a volé un écriin à une religieuse de l'abbaye, marquer au fer rouge à la mâchoire une voleuse de draps, renverser les barrières par lesquelles l'abbesse prétend interdire l'accès du bourg. Cette dernière a cependant droit à une partie des amendes. Mais le prévôt prélève les taxes qui atteignent les vendeurs ou les acheteurs. C'est sous ses ordres que marchent à l'armée les hommes du bourg Sainte-Croix. D'autre part, le maire et le tribunal municipal revendiquent l'examen des procès pour dettes contractées par les sujets de l'abbesse envers les bourgeois. Ces sujets sont justiciables, soit du maire, soit du prévôt, suivant les cas, quand il s'agit de litiges civils, non seulement pour dettes, mais encore en revendication de meubles, l'abbaye ne pouvant connaître que ceux qui ont pour objet la mouvance des immeubles¹. Les bourgeois de Poitiers ont certains droits d'usage sur les propriétés de Sainte-Croix ; le plus notable était celui d'user comme promenade du Pré l'Abbesse, sur les bords du Clain². Enfin le bourg Sainte-Croix est astreint comme les autres aux services du guet ou d'échauguette, d'ost et de chevauchée, ainsi qu'aux frais des dépenses extraordinaires de la commune³.

Plus restreints sont les privilèges de quelques autres juridictions de la ville. Telle est celle du chapitre Notre-Dame-la-Grande. Pendant les trois jours des Rogations, ce corps a le droit de garder les clefs de la ville et d'exercer la justice dans cet intervalle, ainsi que de percevoir les droits de fournage et de vente du pain. Par une transaction de 1278, le chapitre avait abandonné ces droits à la commune, sauf les derniers. Mais il ne semble pas qu'elle ait été mise à exécution. Divers mandements royaux maintiennent le chapitre en possession de son privilège, malgré les revendications du maire et de l'échevinage. Comme il n'est pas question, dans l'acte de 1278, d'une juridiction limitée aux trois jours des Rogations, mais de l'ensemble des droits de haute et basse justice du chapitre, il est possible que les chanoines aient voulu conserver ou se faire attribuer ce vestige de leurs anciens droits, comme sou-

1. N° XLVIII.

2. P. 264, 265, n. 1.

3. P. 91, 93, n. 4.

venir d'une ancienne juridiction plus étendue¹. Quant au miracle des clefs, auquel on fit remonter plus tard l'attribution de la juridiction du chapitre au jour des Rogations, il n'est invoqué dans aucun de ces textes, et paraît être une légende issue des traditions confuses des guerres anglaises du xiv^e et du xv^e siècle.

En 1199, Jean sans Terre, confirmant peut-être un acte antérieur de Richard Cœur de Lion, avait octroyé aux Templiers de larges franchises ou privilèges. Les chevaliers du Temple avaient établi à Poitiers le siège de leur grand prieuré d'Aquitaine et s'étaient installés dans une maison que leur avait légué l'ancien maire Soronet, maison pourvue, elle aussi, d'exemptions particulières. C'est pourquoi les Templiers prétendaient être exempts, ainsi que leurs hommes, du droit de minage, payé à l'abbaye du Pin. Le Pape rejeta cette prétention, sauf pour ceux qui habitaient la maison Soronet, pourvue à cet égard d'une exemption ancienne, et encore à la condition qu'ils ne feraient pas le commerce du blé. Les Templiers se disaient aussi pourvus du droit de justice dans l'enceinte de cette maison. C'était la source d'abus, contre lesquels réclamaient le prévôt et le maire. La maison des Templiers servait d'asile à un tavernier, et pis encore à des souteneurs et à des ribauds (*garciferos et ribaldos*), que les gens du roi devaient cueillir à l'issue. Une enquête prouva en 1252 que, depuis longtemps, les Templiers y tenaient un plaide et que, devant ce tribunal, on examinait les affaires criminelles, sans doute ayant eu pour théâtre cet enclos. On reconnut que la juridiction du prévôt ne pouvait s'exercer sur cet asile, non plus, sans doute, que celle du maire. Mais il semble que la commune exerçait tous les autres droits, d'assise, taillées, gages, sur les hommes des Templiers et de l'enclos privilégié du Temple ou de Soronet².

Près de l'une des portes de la nouvelle enceinte et du confluent de la Boivre avec le Clain, se trouvait l'hôpital ou aumônerie des Lépreux. Elle avait des droits sur la foire du même nom, et le chapelain de la léproserie revendiquait

1. P. 103, 139, 276, 307, 320, 352, 357.

2. N^{os} XXXIX, LII, LII *bis*.

la juridiction pendant le temps de cette foire. La commune, que gênait ce privilège, en proposa le rachat aux lépreux. Ceux-ci reconnurent, en 1267, au maire la justice criminelle (*jus sanguinis et plagae et aliorum casuum*) pendant cette période. En cas de meurtre ou de mutilation exercée au détriment d'un communier, le maire recevait le droit d'arrêter le coupable, de saisir ses biens, d'en dresser inventaire, d'accord avec les lépreux et de les partager avec ceux-ci. Si le coupable avouait son crime, la commune était tenue de le livrer aux lépreux le jeudi de la foire. La léproserie recevait, pour renoncer à ses droits, une rente foncière annuelle de 8 livres, payable moitié en blé, moitié en argent. Vers 1280, on négocia avec la léproserie une renonciation totale des droits de juridiction en faveur de la commune, qui aurait porté à 12 livres la rente annuelle payable aux lépreux. Mais on ignore si elle fut admise par les intéressés¹.

Plus gênante était la juridiction exercée par l'abbaye du Pin, depuis la seconde moitié du xii^e siècle, sur le minage de Poitiers. Elle donnait aux moines le privilège d'imposer à tous les membres de la commune, comme aux étrangers, leurs mesures à blé, outre celui de percevoir des droits de vente sur le froment. A la faveur de ces prérogatives, les religieux prétendaient obliger les bourgeois à payer également des taxes sur l'achat des pommes, des poires, des noix, des pois en gousses, des haricots et des navets, de la moutarde et des fruits. Ils abusaient de leur autorité pour se refuser à fournir un nombre suffisant de mesures aux communiers. Des procès s'en étaient suivis, où le Parlement et le sénéchal reconnurent ces abus, mais confirmèrent les principaux droits de l'abbaye. Ils décidèrent que celle-ci ne percevrait rien en dehors des redevances sur les blés, fixées à un boisseau par cuisse (4 setiers) et à un quart de boisseau par setier, à condition que la charge de blé inférieure à un setier, portée à dos d'homme, serait exempte. Ils obligèrent le maire et les bourgeois à payer les arrérages des droits de minage, mais ils stipulèrent que chaque bourgeois pourrait détenir des mesures

1. N^o LXVI, CH.

étalonnées, d'après celles des moines. Ces dernières étaient déposées à Poitiers au logis de l'abbaye du Pin, rue du Moulin-à-Vent : le sep ou mesure étalon marqué aux fleurs de lys et aux armes du Pin, avait une contenance équivalente à 18 livres $3/4$ en poids. Le roi avait d'autant plus strictement maintenu les droits des moines, qu'il avait forcé ceux-ci à lui faire la part du lion, à lui abandonner la moitié du revenu et des amendes pécuniaires ; il s'était réservé les peines de corps et de mutilation, consentant pour le surplus à exercer en commun avec l'abbaye la juridiction du minage. Finalement, en 1307, les droits avaient été fixés, aussi bien sur les forains que sur les bourgeois, à un boisseau de blé par cuisse, à un demi-boisseau par deux setiers et à un quart de boisseau par setier. Deux fois par an à la Saint-Jean et à la Noël, les marchands devaient, soit à cause de leurs ventes au minage, soit en raison de leurs greniers, une redevance en avoine (avenage), fixée à la volonté du preneur¹.

Il ne semble pas que les ordres religieux établis au XIII^e siècle aient été pourvus, comme les anciens, de franchises dangereuses pour le pouvoir de la commune. Une seule fois il est question des plaintes du maire de Poitiers au sujet des empiètements des Frères Mineurs ou Cordeliers, qui avaient été installés non loin du Palais, avant 1269. Le sénéchal fut chargé par le roi d'une enquête dont on ignore les motifs précis et les résultats².

VII

La vie économique à Poitiers au temps de la commune.

Depuis l'octroi de la charte de la commune jusqu'à l'avènement des Valois, ou même jusqu'en 1346, pendant une période d'un siècle et demi, sous ce régime de liberté mitigée, la floraison de la vie économique atteignit à Poitiers au plus haut degré de développement.

1. P. 42 et suiv., 218, 271 et suiv., 275, 280, 297 et suiv.

2. P. 222.

Comme les centres urbains de cette époque, la capitale du Poitou était une « ville champestre », suivant le terme longtemps usité. Les bourgeois riches détenaient au dehors des biens ruraux en nombre croissant ; mais, dans l'intérieur de l'enceinte ou dans la banlieue, une bonne part de la population avait gardé l'habitude de cultiver de petites pièces de terre, jardins, vergers, clos et vignobles. Les abbayes et les grands seigneurs avaient leurs prés, le long du Clain et de la Boivre. Les petites gens possédaient généralement leur treille, leur enclos avec jardin. Les vignes se trouvaient non seulement au Clos-Guérin, mais encore dans le bourg Saint-Hilaire, près de Notre-Dame-la-Chandelière, de Sainte-Triaise, près de l'actuelle rue du Cuvier, près du château, le long des terrasses du prieuré de Saint-Porchaire, de la place Saint-Didier, de Notre-Dame et de la rue du Moulin-à-Vent. La majeure partie bordait la rue de la Tranchée et le plateau qui domine la vallée du Clain vers Tison¹. Des étables, des porcheries se rencontraient en nombre considérable ; l'usage se perpétua jusqu'au temps où Zinzerling visitait Poitiers (1612).

Les bourgeois tiraient du Bois-le-Comte, appartenant à l'abbaye de Fontaine-le-Comte, en vertu de leurs droits d'usage, les bois de construction et de chauffage qu'ils pouvaient exploiter au moyen de la serpe, mais non de la faucille et de la scie, et qu'il leur était permis d'emporter en ville en charrette, à dos de cheval, d'âne ou d'homme. C'est un privilège auquel ils tenaient tant, qu'ils contestaient à l'abbé le droit de défricher (*essarter*) ces bois².

D'ailleurs, des nombreux villages voisins, la population urbaine tirait aisément les approvisionnements en céréales, légumes, fruits, vins, qui lui étaient nécessaires. Les industries et les commerces de l'alimentation en particulier progressent et sont prospères. Au XIII^e siècle, de nombreux moulins assurent la fourniture des farines. Ils s'échelonnent sur le Clain, depuis Tison, où plusieurs appartiennent à l'abbaye de la Trinité, un autre à l'abbaye de Saint-Cyprien, jusqu'au

1. Nos CLXIV, LXXIX, LXXII, LXXXVII. Cf. Ginot, *Bull. Ant. Ouest*, 1921, p. 532.

2. N° CXXVI.

confluent de la Boivre. Successivement on aperçoit le moulin Cornet, près du Pont-Joubert; le moulin de Château; les moulins Bajon, non loin du Pré l'Abbesse; ceux de l'abbaye de Sainte-Croix et du prieur de la Celle, voisins des moulins Bajon; les moulins de Chassaigne, devenus les uns propriétés de la commune, les autres demeurés aux mains de l'abbaye de Nouaillé, plus loin celui de Charruau, appartenant à l'abbaye de Sainte-Croix, enfin les établissements similaires de l'étang de Montierneuf et de Pont-Achard. Ainsi une quinzaine d'usines de ce genre, pour le moins, existent alors à Poitiers¹.

Les fours², les tavernes, les boucheries, les étalages de poissonnerie sont en nombre croissant; les revendeurs deviennent si nombreux qu'au XIII^e siècle ils peupleront une rue qui prendra leur nom³. Les textes mentionnent encore des huiliers. Les industries de l'habillement ont acquis assez d'importance pour que les drapiers aient pu former un métier⁴. Des bourgeois ont des ouvriers pour préparer les draps et vendent des lainages; Poitiers fabrique des tissus de laine commune, blanchets ou bureaux⁵. D'autres les *teblers*, ou *lixiers*, tissent les toiles. La mise en œuvre des draps explique la présence de couturiers et d'autres petits patrons ou ouvriers de l'habillement⁶. Le travail des cuirs et des peaux d'origine indigène ou étrangère, alimente les métiers, tels que ceux des tanneurs, qui préparent même le cordouan, soit en ville, soit sur les bords du Clain⁷. Des *vachiers*, des selliers, des *cordouaniers* ou *cordonniers* vivent de ce travail d'ouvraison, ainsi que les gantiers et les chapeliers⁸. La ville a déjà des merciers, des cordiers, de même qu'elle possède de petits patrons et ouvriers qui travaillent le fer, le bois, la terre, les métaux; des tourneurs qui fabriquent les écuelles, les coupes, les vases, les cuves de pressoir (*loyres*); des charpentiers, des charrons,

1. P. 81, n. 2-7; 47, n. 3; 8, n. 2; 317, n. 4; 340, n. 3; 22, n. 4; 29, n. 1.

2. P. 65, 111, n. 1.

3. P. 173, n. 6; 200, art. 31 (*regrater*).

4. N° CCLIX.

5. P. 199.

6. Cf. Boissonnade, *Organisation du travail en Poitou*, I, p. 92-230.

7. N° XLII.

8. N° LIX, LXIII, LXXX, LXXXIII, LXXXVII, CXIV.

des tonneliers, des tailleurs de pierre ou sculpteurs (*signarii*) et ymagiers, des doridiens ou doreurs, des verriers-vitriers, des ferrons, des fèvres, des serruriers, des taillandiers, des chaudronniers, des potiers d'étain, des fabricants d'épées, des heaumiers ou fabricants de casques, des lormiers ou fabricants d'éperons, brides et mors, des orfèvres. Tous ces corps se partagent le domaine de ces industries, qui s'exercent en petits ateliers¹. Leur existence dénote l'activité industrielle, dont la capitale du Poitou était alors le théâtre.

L'activité commerciale apparaît encore supérieure. Les anciens marchés subsistent, fréquentés par une clientèle locale ou régionale. Mais les foires surtout sont en voie de développement. Les chartes de Richard Cœur de Lion et de Philippe Auguste prouvent l'importance croissante de ces rendez-vous commerciaux où affluent les marchands du domaine royal, ainsi que ceux des Flandres, d'Angleterre, peut-être même du Nord. Ils y vendent surtout des lainages, des toiles de lin, de la pelleterie et des fourrures, en particulier les draps fins des Pays-Bas, d'Artois, de Flandre, de Picardie, teints en vert, brun, écarlate, rose, ceux d'Angleterre, les stanfords, de même que les saies, les draps rayés (*virgali*) et autres plus communs, de provenance flamande ou picarde². Les étalages se font aux Halles, dont les Berland tirent de gros revenus³. En octobre se tient l'ancienne foire du lendit de Poitiers (*nundinae benedictionis Pictavensis*), la plus importante après celle de carême et qui a pour emplacement la Pierre-Levée, au-dessus du faubourg Saint-Saturnin. Elle a lieu le lundi après la Saint-Denis (9 octobre). Elle devait être transférée, en 1347, aux Halles, comme celle de carême, c'est-à-dire dans l'enceinte même de la ville⁴. Ces deux foires éclipsèrent à la fin du XIII^e siècle la foire dite des Lépreux, qui avait lieu le jeudi, à une époque incertaine de l'année, et dont la dernière mention est datée de 1267⁵.

1. N^o LXII, LXXXIV, CXXXIII, art. 13, p. 190, n. 5; 196, n. 7; 198, n. 2, 202, n. 3, 4. Cf. Boissonnade, *l. l.*, I, p. 230 et suiv.

2. N^o XXXV.

3. P. 40, 190, note.

4. P. 189, n. 4.

5. P. 121, n. 4.

Par les grandes routes, conservées depuis l'époque romaine ¹, par les chemins secondaires, tels que celui de Chey à Lusignan², se dirigeait vers Poitiers la foule des paysans portant à dos des denrées (*collicifces*) ou poussant devant eux des théories de chevaux, de mulets et d'ânes (*sommiers*), ou guidant des charrettes à bœufs et des voitures à chevaux, à deux ou quatre roues, attelées d'une, de deux ou de plusieurs bêtes ³. On suivait aussi la voie d'eau, la Sèvre ou la Vienne, accessibles aux barques chargées de marchandises. Mais, comme la navigation fluviale ne dépassait guère Niort, d'un côté, et Châtellerault, de l'autre, il fallait rompre charge et transborder les produits par voie de terre de ces deux villes d'étape jusqu'à Poitiers. De là, au XIII^e siècle, la première tentative connue pour établir la navigation du Clain. Elle est à peu près contemporaine de celles qui eurent pour objet la création des ports fluviaux d'Angoulême et de Niort. En 1285, Poitiers recevait du roi la concession d'un port sur le Clain avec le droit de percevoir des taxes sur les produits qui débarqueraient, de manière à assurer la permanence de la navigation ⁴.

Les mentions insérées dans le tarif de ce port permettent, rapprochées de celles du tarif de la Prévôté du XII^e siècle, de se rendre compte de l'ampleur du commerce de Poitiers entre 1150 et 1300. Le port est accessible à toutes les marchandises venant des diverses parties du domaine royal. Le statut des poissonniers prouve qu'on recevait le poisson par la voie fluviale et que le trafic par eau exista réellement ⁵. Outre l'aigrefin (*hadoc*), le saumon, l'esturgeon, le congre, l'alose, le thon, les anguilles salées, la morue, le merlu, le hareng, les seiches, les gauberges, le poisson sec, voire même la baleine ⁶, Poitiers recevait de divers côtés du bétail vivant ou abattu, bœufs, vaches, moutons, brebis, béliers, porcs, lards. Par charretées, on y amenait des légumes : aulx, oignons, échalottes.

1. Cf. E. Ginot, *Les chemins de saint Jacques en Poitou*, *Mém. Soc. Ant. Ouest*, 1911.

2. P. 244 (*parva via*).

3. P. 3, n. 4 ; 54, n. 9 ; 55, n. 1, 174.

4. N^o CXX.

5. P. 260, n. 7.

6. P. 55, 61, 62, 167.

moutarde, des fruits communs du pays (pommes, poires, noix) ou du dehors, tels que les figues et les amandes, de l'aigret ou verjus au temps des vendanges¹. On y entreposait, dans les caves et dans les tavernes, de grandes quantités de vins provenant des vignes des bourgeois et, avec la permission de ces derniers, des domaines des propriétaires forains. On y expédiait encore des vinaigres, du miel. On y vendait au Minage en abondance les blés et les avoines du pays. On y rencontrait beaucoup de fromages locaux². On y autorisait l'entrée des farines et du pain ; on favorisait l'exportation de ce dernier ; elle avait lieu en franchise³. Un des grands articles du trafic était celui du sel venu des marais salants de la côte et qu'on vendait dans des récipients en terre (*ouilles*), qui remontaient la Sèvre par Marans⁴. Par voie de terre ou de mer, le marché de Poitiers recevait le poivre, qu'on vendait les dimanches et jours de foire, la canelle, le gingembre, ainsi que le cumin et le riz⁵. Il se faisait aussi un commerce assez considérable de chevaux, d'ânes et de mules.

Le commerce des matières premières portait sur les suifs, les huiles de poisson et le blanc de baleine, la cire, les cuirs ou peaux de chien, de mouton, de chèvre, de veau, qui venaient soit de France, soit du Nord, et, en ce dernier cas, en balles (*lacra*) d'un poids considérable. On trafiquait encore des peaux de mouton en laine (non délainées). On recevait assemblées par paquets (*trosselli*), charretées et douzaines, des peaux mi-ouvrées, cordouans et basanes ; des peaux passées au blanc pour parchemin (*cirolhequae*) ; des produits textiles bruts ou filés, lin, chanvre, laine, apportés à dos d'homme ou de bête ou par charrettes. Les merciers faisaient le trafic de la soie, marchandise précieuse débitée en petite quantité à l'étalage ou en boutique. En même temps, on importait les produits tinctoriaux : sumac, graine d'écarlate, garance, guesde ou pastel, brésil, ce dernier en franchise. Les métaux bruts ou

1. P. 55 et suiv., 128.

2. P. 57.

3. P. 54.

4. P. 57, n. 1 ; 231.

5. P. 54, 59, 167.

mi-ouvrés, fer par millier de livres en poids, fonte en lingots, cuivre, plomb, ce dernier exempt de droits, étaient l'objet d'une importation active. Il en était de même de celle des produits fabriqués, lainages fins et teints, toile de lin, laine filée, principalement vendus aux grandes foires. Là, comme sur les marchés, se faisait aussi le commerce des fourrures et des pelleteries importées, des cuirs et peaux travaillées exportées par les ateliers poitevins, de même que celui des articles de vannerie et de boissellerie, cuves, cuveaux, escabeaux, cercles de tonneaux, paniers de jonc, et des produits métallurgiques, heaumes, épées, mors, haches, couteaux, serpes, faucilles, enclumes, marteaux, outils, articles de taillanderie, clous à lattes, clous à ferrer, qu'on vendait le samedi et aux jours de foire¹.

Toutes les fois que l'approvisionnement ou le commerce de la ville se trouvent intéressés aux mesures libérales, le monopole urbain se relâche. On autorise l'entrée en franchise, comme pour le brésil, le plomb, le fer, l'acier, et même, par exemple, pour le pain et la viande, la liberté des ventes est permise aux forains². Telle est l'impulsion donnée au commerce, qu'il finit par s'accommoder des gênes que créent les péages et la multiplicité des poids ou des mesures³.

Le prix des produits agricoles s'élève⁴. L'argent est devenu moins rare. Les rentes se paient partie en numéraire, partie en nature (céréales, volaille)⁵. Elles se capitalisent au XIII^e siècle au 1/10^e du prix de vente. Le taux de l'intérêt est descendu en général à 10 0/0 et même s'abaisse parfois à 8 1/3 0/0⁶. De là, à l'encontre des Juifs⁷ et des Lombards⁸, prêteurs à taux usuraire et sur gages, le sentiment de haine, qui se manifeste à Poitiers en faveur de leur expulsion au temps d'Alfonse et de Philippe le Bel.

1. N^{os} XXVIII, CXX.

2. P. 56, 98.

3. Sur les mesures, voir p. 4, n. 4 et 7 ; 58, n. 4 ; 81, n. 1 ; 82, n. 1 ; 127, n. 5. 6 ; 151, n. 1 ; 154, n. 2 ; 165, n. 3 ; 248, n. 1 ; 273, n. 3 ; 303, n. 3.

4. P. 140, n. 4 ; 151, n. 2 ; 160, n. 3 ; 387, n. 3.

5. P. 121, n. 3 ; 160, n. 3 ; 180, n. 3 ; 274, n. 6.

6. P. 140, n. 4 ; 141, n. 3 ; 146, n. 3 ; 180, n. 3 ; 183, n. 1.

7. P. 99, 226.

8. P. 201, 202, n. 4.

VIII

La vie sociale dans la commune de Poitiers au XIII^e siècle et dans le premier tiers du XIV^e.

L'activité de la vie politique et économique au sein de la commune a son contre-coup dans la vie sociale, sur laquelle nos documents jettent quelques lueurs. Ils attestent en particulier l'importance croissante des classes laborieuses, commerciales et industrielles. C'est alors que s'organisent les métiers libres ou jurés. Ils ont été émancipés peu à peu au XII^e siècle de l'ancienne servitude. Au XIII^e siècle, ils apparaissent pourvus de la liberté dans l'ordre civil, politique et économique. Ils forment l'élément le plus vivant de la bourgeoisie des communiens. La multiplicité des statuts, qui les concernent, prouve la place qu'ils tiennent dans la commune. De 1230 à 1328, on voit ainsi formées les corporations des meuniers, des fourniers, des bouchers, des poissonniers, des taver-niers, des regratiers, des hucheurs, des drapiers, des tanneurs, des gantiers, des bourrelliers, des cordonniers, des cordiers, des selliers, des éperonniers, des heaumiers. Au total, une quinzaine de métiers se sont déjà organisés avant l'époque des Valois. Certains ont déjà la forme de communautés jurées, par exemple celui des bouchers ; ils prêtent serment d'observer des statuts qu'ils ont rédigés et soumis à l'approbation de l'autorité municipale et des agents du roi¹. D'autres conservent une organisation moins stricte et ne possèdent pas de règlements particuliers. Les métiers ont alors un régime plus souple que celui qui prévaudra plus tard². On n'y observe encore ni l'obligation du chef-d'œuvre ni la séparation marquée entre maîtres et ouvriers. Le travail est celui du petit atelier ; il est soumis à des règlements, à des inspections ou à une surveillance exercée par les échevins et les gardes de

1. Nos XLIX, LIX, LXII, LXIII, LXXV, LXXX, LXXXIII, LXXXIV, LXXXVII, CXIV, CXVI, CLVI, CLXIX, CCLIX.

2. Cf. Boissonnade, *Organisation du travail*, I, chap. 1^{er} et suiv.

chaque métier, qui garantissent la probité de la fabrication et qui limitent la concurrence, en même temps qu'ils interdisent les coalitions. Des confréries existent, où se groupent en vue de la vie religieuse et charitable, ouvriers et patrons, telles que celle de saint Eloi pour les éperonniers¹. L'accès de l'échevinage et des dignités municipales est encore largement ouvert aux membres riches de ces classes.

En même temps se développe la bourgeoisie des propriétaires, rentiers, possesseurs de biens urbains ou ruraux, encore plus influente que la précédente. L'esprit d'attachement à la petite patrie locale apparaît, çà et là, dans la sécheresse des documents. Il se manifeste par l'importance des legs attribués à la commune en certaines occasions. Ainsi, en 1286, un bourgeois, Jean Dyve, donne à la ville trois domaines au Périer, paroisse de Biard². Un autre, Guillaume Le Bourguignon, fait don à la commune de toute sa fortune, consistant en maisons et biens ruraux, pour fonder une aumônerie sous les auspices de l'échevinage³. Celui-là, Guillaume Gabet, lègue à la ville 100 livres de rente pour l'amélioration de la voirie⁴.

La population de la ville semble alors s'être notablement accrue. C'est ce que semblent prouver l'existence de nombreuses rues peuplées d'artisans (rues Favrouse⁵, de l'Aguillerie, etc.), et la mention de nombreuses habitations bourgeoises ou populaires dans la vaste enceinte de deux lieues, qui donne à Poitiers, dès cette époque, l'aspect d'une des plus grandes villes de France en étendue. Les bourgs et les quartiers dont se composait la ville se percent ; des rues nouvelles (traverses) et tout un labyrinthe de ruelles y sont tracés, pour réunir les artères centrales aux voies secondaires⁶. La bourgeoisie habite de préférence celles qui avoisinent le Marché Vieux et le Marché Neuf, ainsi que l'église Saint-Didier. La maison de l'Echevinage occupe depuis 1262, dans la rue

1. P. 115, n. 10. Boissonnade, *l. l.*, II, chap. II à VIII.

2. N° CXXVIII.

3. P. 130, n. 2 ; 226, n. 1, 228.

4. P. 141, 146.

5. P. 64, n. 1 ; 78, n. 6.

6. Ginot, *Bull. Ant. Ouest*, 1921, p. 530

de l'Aguillerie, un emplacement voisin du prieuré de Saint-Porchaire et d'un verger¹. Les maisons, tantôt se pressent dans d'étroits espaces, comme dans les rues industrielles ; tantôt s'espacent, séparées par des enclos, vergers ou vignes. Certaines s'adossent aux remparts ou se sont établies dans les vieilles Arènes romaines². Ces habitations sont tenues en franchise, en fief ou à rente. Une maison est accensée, en 1287, au prix de 3 sous 6 deniers, une autre est louée 20 sous³. On a quatre maisons, une grange et 2 jardins pour 16 livres de rente en 1291⁴, et la maison de l'Echevinage s'est vendue 50 livres.

Quelques places, surtout pour les marchés, sont aménagées dans cet assemblage irrégulier de rues et de maisons. Dès le XIII^e siècle, les habitants ont une promenade publique, sur les bords du Clain, au Pré-l'Abbesse. Ils en abusèrent pour y étendre des draps. Ils en usaient aussi pour y donner parfois des tournois⁵.

La vie religieuse, alors dans toute sa ferveur, exige, pour cette population croissante, la création de nouvelles chapelles ou de nouvelles églises. Des ordres monastiques, Frères Prêcheurs (Jacobins), Frères Mineurs (Cordeliers), se sont établis à côté des anciennes abbayes⁶.

L'esprit religieux a multiplié les établissements charitables. Les Lépreux ont depuis longtemps leur maladrerie, leur chapelle, leur cimetière au faubourg Saint-Lazare⁷. Au XIII^e siècle, il existe sept aumôneries. Ce sont, en dehors de l'enceinte, celle de la Madeleine⁸ ; à l'intérieur, celles de Saint-Pierre, de Sainte-Radegonde, de Saint-Hilaire-le-Grand, de Notre-Dame-la-Grande⁹. En 1218, Durand de la Charité en a créé une sixième sur l'emplacement du Lycée actuel¹⁰. Une géné-

1. P. 110, n. 3 ; 134, 331, 333, n. 2-4.

2. P. 275, n. 1.

3. P. 184.

4. P. 226.

5. N° CLXXI.

6. P. 123, n. 1 ; 248 et suiv.

7. P. 119, n. 2 ; 123, n. 1.

8. P. 132, n. 10.

9. P. 123, n. 1.

10. P. 87, n. 2.

reuse émulation permit d'en ajouter une septième, celle de l'échevinage (le futur Hôtel-Dieu). C'est pour la fonder que Guillaume Le Bourguignon, bourgeois de Poitiers, légua tous ses biens à la Commune en 1291¹. L'établissement nouveau ne tardait pas à recevoir un nouveau legs de la part de la veuve d'un bourgeois, Le Picart, qui avait été administrateur de l'aumônerie². La tradition fut continuée par son successeur, Pierre Le Hucheur, qui légua aussi tout son avoir à l'institution charitable qu'il avait gérée.

Une même pensée pieuse animait l'un des principaux bienfaiteurs de la commune, le prévôt et écolâtre de la cathédrale Saint-Pierre, Guillaume Gabet, qui attribuait à la ville, en 1281, 200 livres de rente à perpétuité, dont moitié pour sustenter les pauvres et moitié pour doter les filles à marier sans fortune de la cité et des faubourgs³.

Tels étaient les effets du régime de sage liberté concédé à la commune de Poitiers depuis deux siècles. Il y avait stimulé les progrès de la bourgeoisie ; il avait contribué à la former aux affaires. Il y avait développé tout à la fois l'activité de la vie politique et celle de la vie économique et sociale. On peut donc placer au XIII^e siècle et dans la première moitié du XIV^e l'apogée de la prospérité de la commune. Elle ne devait plus connaître, sauf en de courtes périodes, une vitalité aussi profonde et une autonomie aussi étendue que celle qu'elle posséda aux temps heureux de Philippe Auguste et du bon roi saint Louis.

Poitiers, le 20 décembre 1922.

P. BOISSONNADE.

1. P. 228.

2. P. 309, n. 3.

3. P. 149, n. 1 ; 150, n. 6 ; 170, n. 4 ; 229, 233, n. 1 ; 251, 256, 258, 304, n. 12.

REGUEIL DE DOCUMENTS

Concernant la Commune et la Ville de Poitiers

I

*Charte de la comtesse Agnès pour le monastère de Saint-Nicolas
fondé par elle.*

[1063] ¹

A. Cartulaire de Saint-Nicolas, du x^v^e s. Arch. de la Vienne, carton 25, n^o 12, fol. 1. — B. Terrier de Saint-Nicolas, de 1722, p. 309 (d'après A). Arch. de la Vienne, reg. 211. — C. Copie de dom Fonteneau (d'après B). Arch. de la Vienne, carton 31. — EDITIONS. a. D. Martenne, *Thes. Anecd.*, I, p. 186. — b. Rédet, *Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 7².

1. Cette charte de la comtesse Agnès, veuve de Guillaume le Grand (III^e comte de Poitou, V^e duc d'Aquitaine, 993-1030), paraît n'être antérieure que de quelques mois à la bulle du pape Alexandre II, du 8 mai 1063 (ci-dessous, n^o III). Elle est donc postérieure d'une douzaine d'années à la fondation de Saint-Nicolas, qui se place vers 1050. Cf. Richard, *Histoire des comtes de Poitou*, t. I, p. 256. — 2. Cette publication antérieure nous dispense d'insérer ici en entier ce document, dont nous jugeons bon néanmoins de reproduire et de commenter les passages les plus intéressants pour l'histoire de la ville de Poitiers. Nous omettons le début, où, après avoir indiqué les motifs pieux qui l'ont poussée à fonder le monastère de Saint-Nicolas, à y établir 13 chanoines et à le doter, Agnès énumère les terres qu'elle lui a données au Puy-de-Luc (commune de Migné), à Pouzioux (commune de Vouneuil-sous-Biard), à Cissé, à Louneuil (commune de Jaunay) et à Agressay (commune de Thurageau).

... His quoque adicitur mea pars complantacionis quam cum comite habebam apud Vacariam¹; rursus ad pontem [fluvii]² Biberis medietas pedagii³, de annona vero quarta pars, in sale autem de quinque denariis duo. Donavi quoque Sancto Nicholao et clericis ejus unum molendinum qui est in flumine Biberis⁴, ut in perpetuum habeant, quem comparavi de Rainaldo de Constest XII denariorum libris, consen-

cientibus uxore ejus et filiis : accensant autem ipsum molen-
dinum clerici Sancti Nicholai per singulos annos de clericis
Sancte Radegundis uno modio annone et dimidio ad antiquum
sextarium cellarii ipsius ecclesie, ita⁵ ut dimidium sit ex fru-
mento et aliud dimidium ex grossa annona ; adhuc autem
et piscariam hic ubi Biberis alveum Clini [attingit]⁶, a
sursum usque deorsum, quantum fedus Gunterii durat, in
ipso Clini flumine.

1. La Vacherie, commune de Poitiers. Ce domaine, situé à 3 kilomètres en-
viron au sud de la ville, fut l'objet de contestations de la part des chanoines
de Saint-Hilaire, qui, par un acte du 27 juin 1068, en firent don à Saint-Nicolas
moyennant un cens annuel de 10 sous (*Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 24). —
2. Les manuscrits portent : *ad pontem qui Biberis*, et Rédet reproduit ce texte ma-
nifestement fautif. Nous corrigeons *qui en fluvii*, que demande le sens, d'après
le passage correspondant de la bulle d'Alexandre II, où la liste des concessions
faites à Saint-Nicolas paraît avoir été calquée sur celle que renferme cette charte
d'Agnès. — 3. Ce pont sur la Boivre, dont le péage était concédé en partie au
monastère de Saint-Nicolas, était voisin de l'emplacement actuel de la rue de la
Chaussée et donnait passage à la route de Poitiers à Angers : il est appelé pont
de la *Chalaistre* sur des documents relatifs à un différend qui s'éleva, vers 1465,
au sujet de ce droit de péage entre le prieur de Saint-Nicolas et le maire de Poi-
tiers (*Arch. de la Vienne*, Montierneuf, liasse 71). — 4. Ce moulin sur la Boivre
était situé en aval du pont précédent, près du confluent de la Boivre et du Clain.
Il avait appartenu anciennement aux chanoines de Sainte-Radegonde qui con-
servaient une redevance annuelle sur ce moulin. Il avait été acheté par Gontier,
qui est mentionné plus loin au sujet du droit de pêche, et était passé à Raynaud
de Condest, de qui Agnès l'avait acquis vers 1050 pour le donner au monastère
de Saint-Nicolas (*Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 24). — 5. *ita A, ita lamen BC b.* —
6. Nous ajoutons *allingit*, qui manque dans les manuscrits et que le sens ré-
clame. Ce droit de pêche sur le Clain se rattachait à l'ancien fief de Gontier, c'est-
à-dire à la propriété du moulin sur la Boivre. Il s'étendait depuis le confluent de
la Boivre jusqu'à une ancienne écluse située en aval, au-dessus du Moulin-à-
Parent : ces limites se déduisent de chartes concernant l'abbaye de Montierneuf
(ci-dessous, n° XIII) et sont indiquées par le Terrier de Saint-Nicolas, de 1722,
p. 60.

Videns autem hec admodum pauca, super adjeci decimam
mei monetagii in moneta Pictavensi. Comparavi eciam binas
domos ante portam Sancti Nicholai¹, quarum in altera feci
furnum edificare ad ipsius Sancti clericorum opus, reliquam
vero ad alias neccessitates dimisi, de quibus ambabus duo
videlicet denarii in censum quotannis redduntur.

1. L'église Saint-Nicolas, dont l'abside subsistait encore en 1891, avait son
entrée au n° 7 de la rue Carnot actuelle. Tout le pâté de maisons compris entre

les rues Carnot, Saint-Nicolas, Magenta, du Bourcani et du Petit-Bonnevaux faisait partie au moyen âge du fief de Saint-Nicolas, que l'on appelait le Bourcani. Mais le prieur de Saint-Nicolas possédait, en outre, plusieurs maisons situées sur le côté pair de la rue Carnot, en face de la porte de l'église. Cf. Terrier de Saint-Nicolas, p. 520 et suiv.

Legavit quoque comes Guillelmus supradicto Sancto in morte sua pedagium quod uxor sua apud Mausiacum tenebat, scilicet de Ingolinis de decem solidis duodecim denarios, de Voltron vero sex denarios de decem solidis¹. Preterea donavit Agnes comitissa post mortem filii sui, Guillelmi videlicet comitis, annuante filio Gaufrido², vendas salis de mercato Pictavensi³, de carro scilicet duos sextarios salis et unum denarium, de quadriga cum temone unum sextarium et unum denarium, de quadriga sine temone tres denarios si quatuor boves ibi habentur ; si duo, unum et dimidium ; de beroata cum asinis unum denarium⁴ ; preterea quoque per totam villam, et intra⁵ civitatem⁶ et extra, ubicumque sal vendabitur, cujuscumque fuerit, equitis vel servientis, clerici vel laici, de unoquoque modio unum denarium⁷. Adjecit quoque terram Forzilliarum⁸, quam per commutationem habuit ab Isemberto de Castello Aillon⁹. Donavit preterea fedum quem Guillelmus Almarici de illa tenebat, similiter et quem Borellus de Mosteriolo habebat. Attribuit postea comes Gaufridus pro anima sua supradicto Sancto tertiam partem decime sui victus per universa sua celaria¹⁰...

1. Guillaume V (1039-1058) lègue à sa mort au monastère de Saint-Nicolas, non pas, comme le dit A. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, I, p. 256), deux péages, l'un à Angoulins, l'autre à Voutron, mais un seul, à Mauzé (Deux-Sèvres), au croisement de deux routes venant l'une d'Angoulins (c^{on} de La Rochelle), l'autre de Voutron (près de Rochefort). — 2. Guy-Geoffroy-Guillaume VI (1058-1086). — 3. La place du Marché de Poitiers, qui correspond à la place d'Armes actuelle, est appelée *mercatum* ou *forum Pictavense* dans des chartes indiquant que l'église Saint-Nicolas fut élevée à côté de cette place (n^o IV). Cf. n^o XXV. — 4. Ce droit sur le sel, qui porte sur les ventes faites au marché, varie suivant la nature du véhicule qui apporte le sel : il est de deux setiers de sel et d'un denier pour un char, c'est-à-dire, sans doute, pour une charrette à 4 roues (Cf. *Livre des métiers d'Elie Boileau*, éd. Depping, p. 276, n. 1) ; il est d'un setier de sel et d'un denier pour une charrette (à deux roues) avec timon, de 3 deniers pour une charrette sans timon à 4 bœufs, d'un denier et demi pour une charrette à 2 bœufs, d'un denier pour une petite charrette (*beroata*) à âne.

Le setier ne devait pas valoir alors 8 boisseaux, comme ce fut l'usage à Poitiers à partir du XII^e s. Avant d'être un multiple d'une mesure effective, le setier avait été une mesure réelle correspondant à ce qu'on a appelé plus tard un boisseau, et le mot avait parfois conservé ce sens jusqu'au XIII^e s. Cf. Du Cange, v^o *Sextarium* et ci-dessous, n^o XXVIII, art. 62. — 5. *intra ABC, infra b.* — 6. La cité (*civitas*), qui est distinguée ici de l'ensemble de la ville (*villa*), est la partie délimitée par l'ancienne enceinte gallo-romaine. Cette enceinte, dont on voit encore un important fragment dans le square du Palais de Justice, rue des Cordeliers, allait en ligne droite de la rue des Flageolles à la cour du Lycée, en passant derrière l'hôtel de ville actuel et longeait les rues Jean-Alexandre, Saint-Simplicien, des Carolus, des Feuillants et Sylvain-Drault. Saint-Nicolas et le Marché étaient en dehors de l'enceinte, près de son angle S.-O. Cf. Ledain, *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, t. XXXV (1870), p. 157. — 7. Le muid valait 12 setiers. — 8. Frouzille, commune de Saint-Georges. — 9. Isembert, seigneur de Châtelailon (Charente-Inférieure). — 10. Guy-Geoffroy-Guillaume avait donné au monastère de Saint-Nicolas un tiers de la dîme du pain et du vin, prélevée dans tous les celliers du Poitou, un autre tiers au chapitre de Sainte-Radegonde, et le troisième aux pauvres : en même temps, il concédait à Saint-Nicolas quatre foires, aux deux fêtes de ce saint, le 9 mai et le 6 décembre, à Pâques et à Noël, quatre autres de même au chapitre de Sainte-Radegonde (*Arch. hist. du Poitou*, I, p. 23). — Rédet (*Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 2) pense que ce passage, depuis *Legavit quoque comes*, a été interpolé. « Ce n'est plus, dit-il, Agnès qui parle, c'est un anonyme qui énonce des faits postérieurs à la fondation. » Mais la correspondance exacte qu'on remarque entre la série des concessions indiquées dans ce document et l'énumération qu'en fait la bulle d'Alexandre II (n^o III) prouve la parenté des deux textes : l'un doit dériver de l'autre. Or, on ne peut supposer que celui-ci a été rédigé après coup, d'après la bulle : car certains articles, comme celui qui concerne les droits sur le sel, sont moins détaillés, moins précis dans la bulle que dans la charte d'Agnès, où leur rédaction a d'ailleurs un caractère manifeste d'authenticité et ne saurait être due à des additions postérieures. Quant au changement de personne, c'est une irrégularité de rédaction que l'on retrouve dans plus d'une charte de cette époque et qui ne doit pas rendre suspect ce passage. Ce sont seulement les souscriptions finales de cette charte qui sont apocryphes : Rédet en a bien montré l'incohérence. Mais cette fin altérée, que nous ne reproduisons pas, n'enlève rien à la valeur du reste de cet important document.

II

Guy-Geoffroy-Guillaume, VI^e comte de Poitou, VIII^e duc d'Aquitaine, confirme les donations faites au monastère de Saint-Nicolas par Agnès, sa mère, et par son frère et prédécesseur Guillaume V, et met les chanoines de Saint-Nicolas sous la protection du Saint-Siège.

[1063] ¹

A. Cartulaire de Saint-Nicolas. Arch. de la Vienne, fol. 3. — B. Ter-

rier de Saint-Nicolas, p. 312. — C. Copie de dom Fonteneau (d'après A). Arch. de la Vienne, carton 31. — EDITIONS. a. *Analecta juris pontificii*, 87^e livraison, 1868. — b. Rédet, *Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 12.

1. Cette charte de Guy-Geoffroy-Guillaume paraît avoir été adressée, avec la charte précédente d'Agnès, dans les premiers mois de 1063, au pape Alexandre II, dont la bulle (n° 111) répond à un désir exprimé par Agnès et par son fils et doit sans doute être datée du 8 mai 1063. Cf. A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. I, p. 295 et suiv. — Après avoir confirmé, sans les rappeler en détail, toutes les donations faites au monastère de Saint-Nicolas par sa mère, qui l'a fondé sur la place du Marché (*in foro*), et par son frère Guillaume, qui a été enterré dans cette église, Guy-Geoffroy-Guillaume signale en particulier l'autorisation qu'il a donnée aux chanoines de Saint-Nicolas d'avoir un sergent sur le Marché de Poitiers pour y recueillir leur droit sur la vente du sel.

III

Bulle du pape Alexandre II qui met le monastère de Saint-Nicolas de Poitiers sous la protection du Saint-Siège et en confirme toutes les possessions.

[8 mai 1063]

A. Cartulaire de Saint-Nicolas, fol. 2 v°. — B. Terrier de Saint-Nicolas, p. 311. — C. Copie de dom Fonteneau (d'après B). Arch. de la Vienne, carton 31. — D. Coll. Fonteneau, Bibl. de Poitiers, t. XII, p. 637 (d'après une copie de A qui était à l'abbaye de la Celle). — EDITIONS. a. *Analecta juris pontificii*, 87^e livraison (d'après B). — b. Rédet, *Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 10.

IV

Pierre de Bridier, sénéchal du comte de Poitou, donne au monastère de Saint-Nicolas un droit qu'il avait sur la vente du sel au marché de Poitiers.

[1063-1083]

A. Cartulaire de Saint-Nicolas, fol. 13. — B. Terrier de Saint-Nicolas, p. 327. — EDITION. a. Rédet, *Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 42.

Ego Petrus de Brider¹, dapifer comitis Pictavensis, notum fieri volui omnibus fidelibus me dedisse ecclesie Sancti Nicholai et ejusdem ecclesie servientibus canonicis, que sita est in foro Pictavensi, vendam salis, que michi hoc subsequenti jure, quod posterius inferam, competit. Fuit igitur quidam miles nomine Aino de quodam castello quod dicitur Velza, qui [cupiens]² quamdam nobilissimam uxorem, filiam Alberti de Cambono, quam videlicet feminam, quia clarissimis orta et possessionum ac terrarum est locuplex³, predictus Aino per se habere non poterat ; promisit Pictavensi comiti, qui est Acquitانorum dux, duo milia solidorum ut eam sibi uxorem et ejus honorem habere concederet. Ego autem Petrus prefato Ainoni illorum duo milia solidorum apud comitem fidejussor extiti, michique sepefatus Aino sacramento juravit et post sacramentum eciam quatuor obsides dedit Giraudum de Gusum et Francum de Lairer et Rannulphum de Corum et Arnulfum Jornal, ut de prefata pecunia me non deciperet vel contra comitem incurrere sineret. Solvit ergo Aino memorate pecunie quantitatem usque ad octo libras, quas cum non [haberet]⁴ unde redderet, vel habens reddere nollet, invitus comiti persolvi. Ipse autem dedit michi Petro prefatam salis vendam in foro Pictavensi, quam ex jure uxoris sue habebat, ut vendam illam salis habere per octo libras, quas minus comiti solverat, de quibus ego fidejussor eram et quas comiti solveram. Quam donacionem tam ipse comes Gaufredus, dux Acquitانorum, quam uxor sua, id est Ainonis, et prefati obsides auctorizaverunt et firmaverunt. Ego autem Petrus prefatam vendam salis ecclesie Sancti Nicholai vel ejus servientibus canonicis dedi perpetualiter possidendam, tenendam, perfruendam.

1. Le nom de Pierre de Bridier figure à la fin de la charte de Guy-Geoffroy analysée ci-dessus (n° II), qui se place au début de 1063, et paraît sur d'autres actes jusqu'en 1083. D'après A. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, t. I, p. 283, 378), ce droit sur la vente du sel, que Pierre de Bridier donne au monastère de Saint-Nicolas, serait le même que celui qui avait été donné précédemment à ce monastère par la comtesse Agnès et confirmé en 1063 par le duc Guy-Geoffroy. Dans l'intervalle, celui-ci l'aurait enlevé à Saint-Nicolas pour le donner à un seigneur nommé Aubert de Chambon, dont le gendre, le chevalier Ainon de Velza, le céda à Pierre de Bridier. Mais il est bien peu vraisemblable que le duc ait spolié Saint-Nicolas d'un droit qu'il venait de lui garantir à perpétuité et que

ce même droit ait si vite fait retour indirectement à ce monastère. En réalité, il s'agit sans doute ici d'un autre droit sur la vente du sel, qui est venu s'ajouter à celui que Saint-Nicolas avait déjà reçu et dont il n'a jamais été dépouillé jusqu'à la fin du xviii^e s., malgré les contestations soulevées un moment à ce sujet au xvii^e s., par la Municipalité de Poitiers. Cf. Arch. de la Vienne, Montierneuf, liasse 71 ; Terrier de Saint-Nicolas, p. 768. — 2. Les manuscrits portent : *accipiens*, qui est tout à fait en désaccord avec le sens du passage. Nous corrigeons en : *cupiens*, « désirant épouser ». — 3. *locuplez* A a, *locuples* B. — 4. *habens* AB a. Le sens demande : *haberet*.

V

Philippe I^{er}, roi de France, confirme d'avance toutes les donations que ses vassaux pourraient faire au monastère de Montierneuf, que le duc Guy-Geoffroy fait construire dans un faubourg de Poitiers.

14 octobre 1076

A. Original. Arch. de la Vienne, carton 6, n^o 1. — B. Copie du commencement du xv^e s. Livre blanc de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 206, fol. 7 v^o. — C. Copie du xv^e s. Cartulaire de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 205, fol. 3. — D. Vidimus de Charles VII, de nov. 1434, dans une confirmation par Charles VIII de 1487. Arch. nat. J J 218, fol. 83. — E. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 25. — EDITIONS a. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 71 (d'après D). — b. Prou, *Recueil des actes de Philippe I^{er}*, p. 217 (d'après A).

...Ego Phylipus, gratia Dei Francorum rex,... volo manifestari quia Goffredus, Aquitanorum dux, nostram adiens serenitatem, precatus est nos ut, si aliquis nostrorum hominum aliquid de terra, quae ad nos adtinet, pro animae suae redemptione, dederit monasterio, quod ipse aedificare facit¹ in suburbio Pictavis, in loco scilicet qui dicitur Chassagniae² annueremus esse firmum... Volumus autem manifestum fieri quia, de omni terra, quae ad nos adtinet, si quis dederit vel vendiderit supradicto Monasterio novo, annuimus esse firmum et ratum, terra de thesauro Sancti Martini solummodo excepta...

1. D'après A. Richard (*l. l.*, I, p. 308), qui s'appuie sur le témoignage de la chronique de Saint-Maixent (Marchegay, *Chron. des églises d'Anjou*, p. 404), la

construction de Montierneuf aurait été commencée dès 1069. Mais le moine Martin, religieux de Montierneuf, qui écrivit en 1107 une histoire de ce monastère, en place la fondation à la date portée par ce diplôme de Philippe I^{er} et la fait coïncider avec ce voyage à Poitiers du roi de France (Arch. de la Vienne, carton 25, à la suite du cartulaire de Saint-Nicolas, fol. 16). Plus loin, le même chroniqueur dit que l'abbé Guy fut intronisé en 1082, six ans après le commencement de la construction. — 2. Ce nom de lieu, qui s'est conservé sous la forme Chassaigne et désigne aujourd'hui un boulevard et des moulins voisins de Montierneuf, se trouve dans un acte de 1013, par lequel Constantin, abbé de Nouaillé, concède à une dame noble appelée Adelendis, et à son fils, Rorgo, leur vie durant, un terrain situé dans un faubourg de Poitiers, *in loco qui vocatur Kassannas*, avec deux moulins à farine (Arch. de la Vienne, original, Nouaillé, n° 77). Un jugement rendu vers 1090 par le duc d'Aquitaine Guillaume VII et l'évêque de Poitiers Pierre II fit restituer aux moines de Nouaillé ces moulins de Chassaigne (Arch. de la Vienne, original, Nouaillé, n° 139). Mais, une dizaine d'années plus tard, le prévôt de Poitiers, Guillaume, enleva ces moulins aux religieux de Nouaillé, qui eurent recours à l'épreuve du duel pour prouver leurs droits : ce combat eut lieu le 13 juin 1104, à Poitiers, sur les bords du Clain, et leur champion l'emporta (Arch. de la Vienne, original, Nouaillé, n° 152; Guérard, *Polyp-tique d'Irminon*, Appendix, n° 33).

S(ignum) Goffredi, Aquitanorum ducis, qui hanc cartam a rege fieri peciit. S. Hugonis magni, fratris Philipi regis. S. Fulconis, in Ambianensem episcopatum tunc electi, non adhuc consecrati. S. Raginaldi, Sancti Martini thesaurarii¹. S. Galeranni Silvanectensis, camerarii regis. S. Audeberti, comitis de Marchia². S. Guidonis Navernensis.

Haec crux + signum Philipi regis.

Acta sunt haec Pictave, pridie idus octobris, anno ab Incarnatione Domini millesimo septuagesimo sexto, regni Philipi regis nono decimo³.

1. C'est sans doute à l'instigation du trésorier de Saint-Martin que fut insérée la réserve concernant les domaines de la trésorerie de Saint-Martin de Tours. — 2. Audebert III, comte de la Marche, qui avait souscrit en 1058 un acte concernant Saint-Hilaire (*Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, t. XIV, 1847, p. 88), était un compagnon dévoué du duc d'Aquitaine : il figure comme témoin sur deux des chartes suivantes (n°s VIII et IX). Il mourut en 1088. — 3. Le compte des années du règne, qui devrait partir soit du sacre de Philippe I^{er} (23 mai 1059), soit de la mort de Henri I^{er} (4 août 1060), est ici inexact, ce qui vient, sans doute, de ce que ce diplôme a été rédigé à Poitiers, par le chancelier de Saint-Hilaire, peu au courant des habitudes de la chancellerie royale. Cf. Prou, *l. l.*, p. 218, note. Guillaume, sous-doyen et chancelier de Saint-Hilaire, qui servait de chancelier au duc d'Aquitaine, a rédigé aussi et a souscrit la charte d'Isembert de 1081 (n° VIII).

VI

Guy-Geoffroy-Guillaume VI fait don à Cluny de l'abbaye de Montierneuf qu'il est en train de construire et déclare octroyer les plus grandes franchises aux possessions actuelles ou futures de ce monastère.

1076¹

Bibl. nat. or. 132. — EDITION. Bruel, *Chartes de Cluny*, IV, p. 610.

1. Cette charte, qui ne porte pas de date de mois, doit se placer entre le diplôme de Philippe I^{er} et la bulle du pape Grégoire VII, en date du 9 décembre 1076, confirmant cette donation de Montierneuf à Cluny : cette bulle, dont l'original est à Londres, au British Museum, a été publiée dans le *Bullaire de Cluny*, p. 20, col. 1.

VII

Charle de Guy-Geoffroy-Guillaume pour la fondation de l'abbaye de Montierneuf¹.

28 janvier 1077

Bibl. nat. or. 133. — EDITION. Bruel, *Chartes de Cluny*, IV, p. 620.

...Ego Willelmus, dux Aquitanorum et comes Pictavorum... deliberavi et statui Pictavis in alodio meo construere monasterium..., quodque ut stabilius et firmitus per succedentia tempora maneat, sub ordinatione et gubernatione domni Hugonis, Cluniacensis abbatis, cunctorumque sui successorum pono ac trado et dominio eorum per omnia subicio. Statuo autem ipsum monasterium liberum et francum et fundum in quo sedet ; et trado ei villam ultra aquam sibi contiguam² ; et stagnum³ sive piscariam cum molendinis, et villam Agriciacum⁴, et burgum Sancti Saturnini⁵ cum tampionatoribus, et villam Jamnuas⁶...

Facta est quoque haec carta descriptionis sive firmationis

V kalendas februarii, anno ab Incarnatione Domini M^o LXX^o VII^o...

1. Cette charte dans laquelle, après avoir de nouveau soumis Montierneuf à la règle de Cluny, le comte énumère les possessions concédées par lui à ce monastère fondé par lui, est la véritable charte de fondation de Montierneuf, tandis que la suivante a été manifestement refaite après coup. Cf. A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. I, p. 330 et suiv. — 2. Village de Rochereuil, aujourd'hui faubourg de Poitiers, sur la rive droite du Clain, en face de Montierneuf. — 3. La vallée inférieure de la Boivre, dont le confluent avec le Clain est voisin de Montierneuf, avait été transformée en étang (*stagnum*) par la comtesse Agnès (cf. n^o XXV). — 4. Agressay (commune de Thurageau). — 5. Le bourg de Saint-Saturnin, aujourd'hui faubourg de Poitiers, sur la rive droite du Clain, formait une paroisse, dont l'église dépendait de l'abbaye de Saint-Cyprien. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. III, p. 14, 18. — 6. Ancien nom du village de la Chapelle-Moulière. Nous ne reproduisons pas la liste des autres possessions de Montierneuf situées en dehors de Poitiers.

VII bis

Autre charte attribuée à Guy-Geoffroy-Guillaume pour la fondation de Montierneuf¹.

28 janvier 1077

A. Copie de la fin du XIII^e s. Arch. nat. J 460. — B. Livre blanc de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 206, fol. 5. — C. Cartulaire de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 205, fol. 3 v^o. — D. Copie notariée donnée à Poitiers le 18 décembre 1439, Arch. de la Vienne, carton 7, n^o 3. — E. Vidimus de Charles VII dans une confirmation par Charles VIII, JJ 218. — F. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 33, 37. — ÉDITIONS. a. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, I, p. 23 (d'après A). — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 72 (d'après E).

1. Ce qui prouve que cette charte, qui fait double emploi avec la précédente, datée du même jour, n'est pas authentique, c'est que la subordination de Montierneuf à Cluny, explicitement rappelée dans la véritable charte de fondation, y est passée sous silence et, d'autre part, que plusieurs passages de cette rédaction plus développée sont manifestement empruntés à des chartes postérieures. Cette nouvelle édition, revue et augmentée, de la charte de fondation, est certainement postérieure au début du XII^e s. Car la chronique du moine Martin, de 1107, citée ci-dessus (n^o V), atteste que l'abbaye de Montierneuf n'avait pas alors les moindres velléités d'indépendance vis-à-vis de Cluny, mais se félicitait d'être rattachée à cet ordre dont le prestige était immense en Aquitaine, comme dans toute l'Europe.

VIII

Isembert, évêque de Poitiers, donne à l'abbaye de Montierneuf l'abbaye de Saint-Paul, à Poitiers, avec toutes ses dépendances, à la sollicitation du duc d'Aquitaine Guy-Geoffroy-Guillaume, qui, en échange, concède au chapitre de Saint-Pierre un droit de vente sur la foire du Jeudi Saint.

10 juillet 1081

A. Original. Arch. de la Vienne, carton 6, n° 9. — B. Copie contemporaine jointe à l'original. — C. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 55. — Edition. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. I, p. 367.

In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Ego Isembertus¹, gratia Dei Pictavorum episcopus, omnibus sanctae matris Ecclesiae alumnis tam presentibus quam et futuris volo manifestari quia Willelmus, dux Aquitanorum, qui et Goffredus vocatur, me deprecatus est ut abbathiam Sancti Pauli², quam ipse a me et antecessores sui ab antecessoribus meis in casamento habuerant, et quam ipse de manu Cadalonis, vicecomitis de Oenaio, abstraxerat et deliberaverat, qui Cadalo ipse quoque a Guillelmo duce et antecessores sui ab antecessoribus ducis eam fiscaliter habuerant, deprecatus est igitur ut supradictam abbaciam Sancti Pauli, cum omnibus rebus abbaciae pertinentibus, monasterio in honore sanctae Dei genitricis Virginis Mariae et Sancti Johannis Evangelistae et sancti apostoli Andreae ab ipso constructo concederem. Cujus petitionem libenter suscipiens³, consilio et consensu canonicorum Sancti Petri principis apostolorum jam dictam abbaciam Sancti Pauli, cum omnibus rebus abbaciae pertinentibus, supradicto monasterio... ea ratione concessi ut monachi illius loci saepedictam abbaciam Sancti Pauli et omnes res abbaciae pertinentes, nemine contradicente, in perpetuum habeant et possideant. Nam ipse dux Guillelmus vendam totius et solius diei Cenae Domini, quam sui servientes capiebant de mercatoribus vendentibus illa die ante portam Sancti Petri et ad arcum⁴ et circum circa penes Sancti Petri

monasterium ⁵, totam illam vendam illius diei canonicis propriam dimisit ⁶, ut ego et canonici hoc quod ipse petebat de abbacia Sancti Pauli libentius concederemus...

1. Isembert II, évêque de Poitiers de 1047 à 1086, avait été soupçonné de sympathiser avec l'hérissiarque Béranger et un synode provincial, réuni à Saintes en juin 1075, avait prononcé contre lui l'interdiction de ses fonctions épiscopales. Il s'était justifié quelques mois plus tard devant le pape Grégoire VII, qui avait levé l'interdit. Cependant le soupçon d'hérésie persista, et c'est pour cela, d'après le témoignage du moine Martin, que l'autel des Saints-Apôtres, qu'Isembert avait béni en 1082, dans l'église de Montierneuf, fut remplacé par un nouveau, lors de la consécration solennelle de cette église par le pape Urbain II, en 1096. Cf. A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. I, p. 15. — 2. Le nom de cette ancienne abbaye, qui est déjà mentionnée dans un acte de 923 (Besly, *Comtes de Poitou*, p. 221), est encore rappelé par une rue actuelle, où il en subsiste des restes. — 3. Rien n'indique dans cette charte que l'évêque ait subi une contrainte de la part du comte de Poitou pour cette concession, ainsi que le prétend A. Richard (*l. l.*, I, p. 356). — 4. « Cette désignation *ad arcum*, dit Thibaudeau (I, p. 38), vient sans doute de ce qu'il y avait devant la porte et avant d'entrer dans l'église de Saint-Pierre une galerie ouverte voûtée, présentant en dehors la forme d'un arc. » Cette explication est admise par A. Richard (*l. l.*, p. 356). La cathédrale, détruite par un incendie entre 1010 et 1020, avait été reconstruite en quelques années, grâce aux subsides du comte de Poitou, duc d'Aquitaine, Guillaume le Grand : la dédicace avait eu lieu le 17 octobre 1024 ou 1025. On sait que la cathédrale gothique actuelle fut commencée dans la seconde moitié du XII^e s. La cathédrale romane, qui l'avait précédée, offrait sans doute un porche, auquel font allusion les mots *ad arcum*. — 5. Il s'agit sans doute ici d'un cloître contigu à la cathédrale. — 6. Cette foire du Jeudi Saint, qui avait lieu autour de la cathédrale, a subsisté jusqu'à la Révolution. † Les bouchers, dit Thibaudeau, y vendent leurs viandes et principalement du cochon, ce qui fait qu'on nomme vulgairement cette foire la foire *au lard*. » Ce nom ne serait d'après lui qu'une déformation populaire de l'ancienne désignation de foire à l'*arc* (*ad arcum*), qu'il déduit de cette charte. Cf. Rédet, *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, t. XII, 1845, p. 87.

† S. Isemberti episcopi. S. Hunberti decani. S. Ugonis cantoris. S. Reginaudi abbatis Sancti Cypriani. S. Radulfi archidiaconi. S. Gaufridi archidiaconi. S. subcantoris Goscelini. S. Petri subdecani. S. Odonis. S. Aimerici capellani. S. Gaufridi Bernardi. S. Aimerici Aierici. S. Petri. S. Rotberti Vitrierii. S. Johannis. S. Bartolomei. S. Josberti. S. Auberti Divitis. S. Reginaldi. S. Rorgonis. S. Richardi. S. Launi. S. scriptoris Hylarii.

† S. Willelmi comitis, videlicet Aquitanorum ducis. † S. Guilhelmi filii sui. S. Rotberti Burgonis. S. Maingaudi de Mella et fratrum suorum. S. Uugoni praepositi. S. Petri de Briderio.

S. Fulconis Normandi. S. Gaufridi de Chaumonte. S. Aldeberti comitis. S. Englelmi de Mortemara. S. Aimari vicarii.

Acta sunt haec Pictave VI^{to} idus Julii, anno ab Incarnatione Domini nostri Jhesu Christi millesimo octogesimo primo, in Francia rege Philippo, in Aquitania duce Guillelmo dicto Goffredo.

Guillelmus cancellarius ¹ relegendo subscripsit.

1. Cf. ci-dessus, p. 8, n. 3. La plupart des autres souscriptions se retrouvent à la fin de la charte suivante.

IX

Isembert, évêque de Poitiers, donne à l'abbaye de Montierneuf les églises de Saint-Germain et de Notre-Dame-du-Palais, à Poitiers, ainsi que celle de Migné, comme étant des dépendances de l'abbaye de Saint-Paul, du consentement du vicomte d'Aunay, qui avait eu cette abbaye en fief, et le duc Guy-Geoffroy-Guillaume confirme ce don.

8 juin 1083

A. Original. Arch. de la Vienne, carton 6, n° 10. — B. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 69 (extraits). — EDITION. Besly, *Comtes de Poitou*, p. 387.

Notum sit omnibus fidelibus sanctae matris Ecclesie filiis, tam presentibus quam futuris quod ego Ysembertus, Pictavorum episcopus, pro salute animae mee meorumque parentum et gregis michi commissi, dedi Domino Deo et sancte ejus genetrici Mariae necnon sanctis apostolis ejus Johanni et Andree et novo monasterio, quod est constructum in suburbio Pictavis, ecclesiam Sancti Pauli, que sita est in eadem civitate, necnon et ipsas alias ecclesias, quae ad eandem ecclesiam pertinere noscuntur, quarum nomina hec sunt : ecclesia Sancti Germani ¹, ecclesia Sancte Marie de Aula ², ecclesia de Magnecio ³. Hoc donum feci cum consilio clericorum nostrorum et capituli. Sed et Calo, vicecomes de Oonai ⁴, qui hec ipsa ab episcopali feodo videbatur habere, donum quod

ego feci, pro remedio animae suae suorumque parentum confirmavit et dedit atque, ad supplementum hujus beneficii, domum suam atque viridarium, insuper omne beneficium quod deputatum fuit vel est ad usus clericorum ibidem Deo servientium. Concessit adhuc quatuor de minoribus casamentis et quicquid habet ipsa predicta ecclesia Sancti Pauli a muris civitatis usque ad fluvium Clene et a stagno usque ad pontem Engelberti * et in omnibus locis in quibus sunt suae possessiones.

1. L'église Saint-Germain, aujourd'hui désaffectée, a conservé une abside de la 2^e moitié du xii^e s., une tour du xiii^e et une nef du xv^e. Cette ancienne paroisse était située dans le bourg de Montierneuf. — 2. Cette église était située devant le palais des comtes de Poitou, au coin des rues actuelles de la Cathédrale et du Marché-Notre-Dame. Elle fut appelée plus tard Notre-Dame-la-Petite pour la distinguer de Notre-Dame-la-Grande, et la rue actuelle de la Cathédrale était récemment encore désignée sous le nom de rue de Notre-Dame-la-Petite. — 3. Migné. Cf. n^o XXI. — 4. Aunay, Charente-Inférieure. D'après A. Richard (*l. l.*, I, p. 360), le vicomte d'Aunay se serait opposé pendant deux ans à la cession à Montierneuf de l'abbaye de Saint-Paul et de ses dépendances et aurait empêché Montierneuf d'en prendre possession jusqu'en 1083 ; pour en finir avec sa résistance, le comte aurait usé de contrainte à son égard. Le texte de cette chartre ne contient rien de semblable. Au contraire, non content d'approuver pour sa part la donation faite par l'évêque, le vicomte Châlon y ajoute divers autres biens qui lui appartenaient en propre, une maison, un verger et quatre petits fiefs. Il est vrai que, d'après une chartre de 1116 (original, Arch. de la Vienne, carton 6, n^o 24, Besly, *Comtes de Poitou*, p. 388), le fils du vicomte Châlon, Guillaume, protesta contre ce don et prétendit que son père avait été contraint, mais l'abbé de Montierneuf, Marc, lui fit entendre raison, et il finit par ratifier la donation faite par son père. — 5. Le pont Joubert (anciennement *Enjoubert*) sur le Clain.

Hanc supradictam donacionem domnus Gaufredus, comes Pictavorum et rector, a quo totum procedebat, laudavit et Novo Monasterio perpetuo habendam nullo contradicente confirmavit et nobiscum in testimonium una cum predicto Calone et aliis signo suo, sicut est subscriptum, munivit.

† S. Isemberti episcopi. S. Hunberti decani. S. Hugonis cantor. S. Reginaldi abbatis Sancti Cypriani. S. Radulfi archidiaconi. S. Gaufridi archidiaconi. S. Goscelini subcantoris. S. Petri subdecani. S. Odonis. S. Aimerici capellani. S. Gaufridi Bernardi. S. Aimerici Aierici. S. Petri. S. Rotberti Vitrierii. S. Johannis. S. Josberti. S. Auberti Divitis. S. scriptoris Hy-larii.

† S. Gaufridi ducis Aquitanorum. † S. Guillelmi filii sui. S. Rotberti Burgonis¹. S. Maingaudi de Mella² et fratrum suorum. S. Hugonis prepositi³. S. Petri de Briderio⁴... † S. Calonis vicecomitis⁵. S. Aldeberti comitis. S. Engelelmi de Mortemara. S. Aimari vicarii.

Acta sunt hec Pictave, VI idus Junii anno Incarnationis Domini millesimo LXXXIII, in Francia rege Philippo, in Aquitania duce Guillelmo dicto Goffredo. Sunt etiam testes Oddo, abbas Sancti Johannis⁶, Wido abbas Novi Monasterii⁷, Rannulfus Rabiola, Boso de Viveona, Hugo prepositus, Petrus Atfredi filius, Rannulfus Beriau, Gaufredus Beriau, Bernardus de Lemovicas.

1. Robert le Bourguignon, un des principaux membres de la cour du duc d'Aquitaine, était fils de Renaud de Nevers et d'Adélaïde, fille de Robert, roi de France. — 2. Maingot de Melle, un des familiers de Guy-Geoffroy-Guillaume, souscrit aussi une des chartes suivantes (n° XI), ainsi que la précédente. — 3. Hugues, prévôt de Poitiers en 1081 (n° VIII), l'était encore en 1088 avec son frère Eudes (*Arch. hist. du Poitou*, t. III, p. 200, 309). Cf. n° XI. — 4. Cf. n° IV. — 5. La souscription du vicomte d'Aunay est précédée d'une croix autographe, ainsi que celles de l'évêque, du duc et de son fils. — 6. Eudes, abbé de Saint-Jean-d'Angély depuis 1060, était le plus dévoué représentant de l'ordre de Cluny en Aquitaine. Il assista Guy-Geoffroy-Guillaume à son lit de mort (25 sept. 1086). Cf. A. Richard, *l. l.*, I, p. 282, 331, 372. — 7. Guy, ancien prieur de l'abbaye de Cluny, fut le premier abbé de Montierneuf : la chronique du moine Martin nous apprend qu'il fut intronisé le 22 janvier 1082 et mourut le 1^{er} mai 1092.

X

Acquisition de vignes au Clos-Guérin par Guy-Geoffroy-Guillaume, duc d'Aquitaine, pour l'abbaye de Montierneuf.

[1080-1086]

A. Copie contemporaine, Arch. de la Vienne, carton 6, n° 7. — B. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 49.

In nomine sanctae et individuae Trinitatis. Ego Petrus Alardus cunctis sanctae matris Ecclesiae filiis, presentibus et futuris, manifestum fieri volo quia complacuit michi illam partem vinearum mearum, quam habebam in Clauso Wari-

no ¹ et quicquid ibi ad me pertinebat, sive in domibus quae ibi sunt, seu in censu, vendere domino Gaufredo, Aquitanorum duci, ad usum monachorum sui monasterii, in honore Dei et perpetuae Virginis Mariae sanctique Johannis Evangelistae atque beati Andreae apostoli constructi. Vendidi ergo illam predictam partem vinearum absque ullo retinaculo, donatione facta atque super altare eorundem apostolorum posita, coram viris quam plurimis adstantibus, quorum nomina sunt subscripta, annuentibus et confirmantibus uxore mea Hylaria et filiis meis Hugone atque Willelmo necnon et Suricia atque fratre meo Bartholomeo quoque de Viveonna. Concessit etiam atque firmavit hanc venditionem Gaufredus Bernardus, a quo vineas illas ego ad feodum habebam, annuente Hysemberto Pictavensium episcopo ². Hoc quoque me concedere promisi ut, si forte Gaufredus Bernardus reliquam partem vinearum ipsi duci vel monachis vendere aut donare voluerit, libere et absque mea calumpnia vendat. Si vero illam partem vinearum recto judicio potuero adquirere, quam nunc Gaufredus Bernardus a me injuste arreptam possidet, ipsi duci vel monachis pro eodem precio vendere spopondi, quo primam partem concessi. Sunt autem sepedictae vineae prope civitatem Pictavim et circumdate a superiori latere via publica et burgo ³, ab inferiori vero pratis ipsius ducis ⁴ et Clienne fluvio. Acepi itaque ab ipso duce pro vineis trecentos nummorum solidos, tali scilicet conventionem ut ab omnibus calumpniatoribus vineas et domos quae ibi sunt, in curia ipsius ducis recto judicio, nulla occasione obsistente, deliberare debeam. Si quis ergo, *etc.* ⁵ Ut autem hujus venditionis carta firma in perpetuo maneat, et propria manu firmavi et ipsi duci atque optimis viris, quorum nomina sunt subscripta, ad firmandum tradidi.

1. Le Clos-Guérin, dont le nom figure encore sur les plans de Poitiers, est l'espace limité actuellement par le boulevard Saint-Cyprien et les rues Saint-Cyprien, Girouard et de Tison. — 2. Geoffroy Bernard, de qui Pierre Alard tenait ces vignes en fief, les tenait sans doute lui-même de l'évêque qui consent à cette vente. Le Clos-Guérin est appelé *Clos Guarin de l'evêque* dans un acte de 1358 (Arch. de la Vienne, H, liasse 58). Les statuts du chapitre de la cathédrale, qui datent du xiv^e s., portent que les hebdomadiers doivent avoir la dîme de la vigne de l'évêque du Clos-Guérin, à Poitiers (Livre rouge de la

cathédrale de Poitiers, Arch. de la Vienne, G 182, fol. V). Geoffroy Bernard, qui a souscrit les deux chartes précédentes d'Isembert, était sans doute chanoine de Saint-Pierre. — 3. La rue indiquée ici comme limite doit être celle qui s'appelle aujourd'hui rue Girouard (naguère rue du Calvaire), et le bourg est le bourg de Saint-Hilaire, limité de ce côté par la rue de Tison. Cf. *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, t. XXIII, 1856, p. 129. — 4. Ces prés du duc sont généralement appelés Prés le Roi au moyen âge, et aujourd'hui encore Pré-Roy. Cf. n° CLXIV. On les désignait encore parfois sous le nom de Pré le Comte au xiii^e et au xiv^e s., comme on le voit par le Livre rouge de la cathédrale de Poitiers, déjà cité (fol. V), où il est dit que les hebdomadiers ont droit à a dime du foin sur le Pré l'Évêque et sur le Pré le Comte (*de Prato Episcopi et de Prato Comitum apud Pictavis*). Le Pré-Roy est situé en amont du pont Saint-Cyprien, entre le Clain et le canal des Oreillères ; le Pré-l'Évêque lui fait suite, à l'aval du pont Saint-Cyprien. — 5. Nous ne reproduisons pas la formule comminatoire. Le manuscrit a omis les souscriptions finales et ne porte pas de date. Le document paraît postérieur à 1080 et sans doute même à 1082, puisqu'il y est dit que le monastère de Montierneuf est déjà construit ; il est, en tout cas, antérieur à la mort de Guy-Geoffroy-Guillaume (25 sept. 1086).

XI

Guy-Geoffroy-Guillaume, à la suite d'une réclamation de son prévôt de Poitiers, Hugues, précise les franchises du bourg de Montierneuf.

[1082-1086] ¹

A. Livre blanc de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 206, fol. V v°. — B. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 71 ². — C. Bibl. nat., Coll. Dupuy, vol. 841, fol. 195 (d'après A). — D. Livre blanc de Montierneuf, fol. X v°. — EDITION. a. Champollion-Figeac, *Documents historiques inédits*, t. II, 2^e partie, p. 1 (d'après C).

Quamvis Dominus, creator hominis, pro sui merito a Paradisi felicitate eum excluderet, tamen ³ naturale ingenium, quo preterita recolere, presentia circumspiceret, futura previderet, omnino ei auferre noluit ⁴, prenoscens quod quandoque illum esset redempturus et ad gloriam predictam revocaturus. Cujus glorie particeps cupiens ⁵ esse, ego Gaufridus, Aquitanorum dux, monasterium in suburbio Pictavenensis civitatis construxi et de meis redditibus aliquanta illi dedi, sicuti in privilegiis ejus plenius possunt inveniri. Que omnia, tam auctoritate apostolica quam et regia ⁶, qujeta

et libera absque ulla iniquitate ⁷ posterorum meorum tenenda et possidenda in perpetuum concessi et affirmavi. Burgum quod circa idem monasterium est vel ultra ⁸ fluvium Clennis est ⁹ et burgum Sancti Saturnini et ea que usque ad muros civitatis acquirere poterit, illi dedi, in quibus nullam omnino consuetudinem retinens ¹⁰, consuetudinarios ¹¹ meos, quos in burgo suo receperant monachi, eis concessi, [nolens] ¹² ut ¹³ deinceps de consuetudinariis meis in burgo suo recipiant aliquem ad habitandum. Sed et hoc precipio ut burgenses ipsius monasterii nullo modo recipiantur ad habitandum in civitate mea aut in suburbio neque a preposito meo neque [ab] ¹⁴ aliquo alio homine qui ibi terram censivam aut dominicam habere videatur.

1. Champollion-Figeac date cette chartre : *intra ann.* 1076-1087. En réalité, elle est postérieure à l'intronisation du premier abbé, Guy, mentionné à la fin, c'est-à-dire à 1082. D'autre part, elle est antérieure à la mort de Guy-Geoffroy-Guillaume. A. Richard (*l. l.*, p. 362) la place vers 1083, comme l'avait déjà fait dom Fonteneau. — 2. « La copie de cette pièce, dit dom Fonteneau, a été faite sur une autre copie de papier peu ancienne et du dernier siècle, conservée dans les archives de l'abbaye de Montierneuf. Cette pièce est aussi deux fois dans le cartulaire original de cette abbaye, fol. V v^o et fol. X v^o [A et D]. Elle y fourmille de fautes de copistes. L'original n'est plus au trésor. » — 3. *tamen* AB, *tam* C, *cam* D, *tum* a. — 4. *noluit* B, *voluit* ACD a. — 5. *cupiens* ABD, omis dans C ; a ajoute *volens*. — 6. Guy-Geoffroy fait allusion ici à la bulle de Grégoire VII du 9 déc. 1076 (n^o VI, n. 1) et au diplôme de Philippe 1^{er} (n^o V). — 7. *iniquitate* ABD, *inquietate* C a. — 8. *ultra* ACD a, *inter* B. — 9. L'analyse que Champollion-Figeac met en tête de cette chartre : *Charla qua Gaufredus... post burgum ultra Glennem Monasterio Novo Pictaviensi concessum*, est inexacte. Il s'agit du bourg qui entoure le monastère lui-même sur la rive gauche du Clain et qui constitue essentiellement le bourg de Montierneuf, puis du village situé sur la rive droite. — 10. *retinens* ABCD, *retinui* C² a. — 11. AC et a ajoutent *enim*. — 12. *volens* ABC a. Nous corrigeons en *nolens*, le sens demandant une négation, que l'on trouve dans le texte, d'ailleurs tout différent, de D : *homines consuetudinarios meos, ab ista die quo hec carta facta est, illi concessi, eo tamen tenore ut deinceps eos qui consuetudinarii mei sunt, non recipiat. Sed transacto...* Cf. A. Richard, *l. l.*, p. 362. — 13. *ut* AB, omis dans C et a. — 14. *ab* a, *in* ABC.

Transacto aliquo tempore, Hugo, prepositus meus, querimoniam fecit super ejusdem loci abbate, quod aliquanta, que mei juris ¹ esse videbantur, retineret et sibi auferret. Quam querimoniam tam ego quam barones mei, in conspectu meo ventilantes, stabilivi, et ne oblivioni traderetur ², huic carte imprimere feci, ut homines qui vocantur cursores ³,

qui habitant in civitate ⁴, vendentes et ementes, si in burgo illo venerint et sua vendiderint, debitam consuetudinem monachis redderent, et ipsi idem, civitatem ascendentes, ipsam eandem consuetudinem, sublata omni injuria, persolverent. Similiter mercatores illic domum vel hospitium certum non habentes, si transitum illic habuerint et sua vendiderint, monachis debitam consuetudinem redderent ⁵. Quod si aliquis, pro aliquo forisfacto vel etiam me irato, timore aliquo pressus, ad predictum burgum fugerit, liber et quietus illic maneat, donec aut placitum faciat aut in pace discedat ⁶. Ceteri vero vel illic commorantes vel sua illic afferentes sive reponentes, quieti cum suis omnibus, absque ulla injuria a meis hominibus sibi facta, permaneant.

1. *mei juris* B, *meis viris* A, *mei viris* D, *juris mei* Ca. — 2. *traderetur* ABD, *traderentur* Ca. — 3. *cursores*, « marchands ambulants ». Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 90, n. 2. — 4. C et a ajoutent ici à tort le mot *ascendentes*, emprunté au passage qui suit : *civitatem ascendentes*. Quand ils remontent de Montierneuf sur le plateau de la cité, après être allés vendre dans le bourg, les marchands ambulants doivent payer au prévôt de Poitiers le même droit que celui qu'ils ont payé aux moines. C'était donner satisfaction au prévôt sans porter préjudice aux moines. — 5. *redderent* BD, *reddant* AC a. — 6. A. Richard (*l. l.*, p. 332) s'étonne de trouver cet article dans la soi-disant charte de fondation (n° VII bis), et c'est une des raisons qui le poussent à la considérer, avec raison, comme fausse. Il trouve excessif et invraisemblable ce droit d'asile que le comte aurait accordé au bourg de Montierneuf en faveur de toute personne venant s'y réfugier après avoir commis un forfait. Cependant ce même article se trouve ici dans une charte dont on n'a jamais suspecté l'authenticité : c'est évidemment ici qu'il a été emprunté pour la fausse charte du 28 janvier 1077. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'un droit absolu d'asile, mettant les coupables à l'abri de toute poursuite, mais seulement d'une exemption de prison préventive. Un privilège analogue ne tarda pas à être accordé à tous les habitants de Poitiers. Cf. n° XXVI.

Hec autem stabilivi et in manu filii mei ¹ abbatisque ejusdem loci Guidonis baronumque meorum firmanda tradidi, ut pax firma absque ulla disceptatione, oppressione vel invasione, inter meos et illius monasterii homines semper permaneret. Hujus rei testes sunt Guido de Navert ², Beraldus de Dunis ³, Maingodus de Mella, Gauterius Corloonarius, Oddo praepositus ⁴.

S. Gaufredi ducis Aquitanorum. S. Willelmi filii ejus. S. Wi-

donis abbatiss. S. Rainaldi abbatiss⁵. S. Geraldii camerarii.
S. Duranni monachi. S. Maingoti buterii.

1. Le fils de Guy-Geoffroy, Guillaume, qui devait lui succéder avant d'avoir quinze ans révolus, n'avait pas dix ans, quand son père lui fit souscrire la première charte d'Isembert (n° VIII), étant né le 22 octobre 1071. — 2. Guy de Nevers avait déjà souscrit le diplôme de Philippe 1^{er} (n° V). — 3. *Dunis C a, Divins*, ABD. Sur Béraud de Dun, familier de Guy-Geoffroy, voir A. Richard, *l. l.*, p. 361. — 4. Eudes était le frère du prévôt Hugues et ils exercèrent ensemble ces fonctions. L'acte par lequel Guillaume Robert fit don à Montierneuf, vers 1080, de la terre qu'il possédait à Moulières porte les souscriptions de Hugues prévôt, de Eudes, son frère, de Gauthier *Cordobarius* (appelé ici *Corlooonarius*), de Béraud de Dun (*de Duno*) et du moine Ponce, architecte du monastère (original, Arch. de la Vienne, carton 6, n° 4). — 5. Rainaud, abbé de Saint-Cyprien, qui a souscrit aussi les deux chartes d'Isembert (nos VIII et IX), joua un rôle considérable jusqu'à la fin du XI^e s. Cf. A. Richard, *l. l.*, p. 402, 408. Son épitaphe, trouvée en 1874 dans les ruines de l'ancienne église abbatiale, atteste qu'il a gouverné le monastère 26 ans, du 4 nov. 1073 au 23 mai 1100. Cf. *Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1874, p. 22, *Arch. hist. du Poitou*, t. III, p. XXVII.

XII

*Charle de Guillaume VII, comle de Poitou, duc d'Aquitaine,
pour l'abbaye de Montierneuf.*

[vers 1106] ¹

A. Livre blanc de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 206, fol. VI.
— B. Cartulaire de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 205, fol. 4 v^o.
— C. Vidimus de Charles VII, Arch. nat. JJ 218. — D. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 115. — EDITIONS. a. Besly, *Comles de Poitou*, p. 404.
— b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 76.

1. Besly insère dans le texte qu'il publie, avant la liste des témoins, la date : *anno Incarnationis Dominice 1087 regnante Philippo Francorum rege*. Guérin (*l. l.*, p. 80 note) pense que le scribe de la chancellerie a omis cette date par distraction sur le registre du Trésor des chartes (JJ 218). Mais cette date, qui ne se trouve dans aucun manuscrit, serait en désaccord avec le texte, d'après lequel Guillaume VII avait depuis longtemps (*jamdudum*) donné à Montierneuf un droit sur le sel à Poitiers. Or Guillaume VII succéda à son père le 25 sept. 1086. De plus, Marc, qui est indiqué à la fin de cette charte comme abbé de Montierneuf, ne le devint qu'en 1101 ; Durand, mentionné comme prieur de Saint-Nicolas, l'était en 1106. Cf. Rédet, *Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 39 note. Dom Fonteneau place cette charte vers 1105. Le texte en est d'ailleurs suspect ; car il renferme des concessions qui, en réalité, n'ont été faites que plus tard ; ainsi c'est seulement Louis VII qui a accordé à l'abbaye de Montierneuf la faculté d'avoir un sergent chargé de percevoir le droit sur le sel (cf. n° XVII).

XIII

Charte de Guillaume VIII confirmant les concessions faites par son aïeul et son père à l'abbaye de Montierneuf.

1126

A. Copie du ^{xii}e s. Arch. de la Vienne, carton 7, n° 43. — B. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 189 (d'après A).

Gratia Dei omnipotentis, in cujus manu sunt potestates et omnia jura regnorum, post mortem patris mei sublimatus in principatum, ego Willelmus, dux Aquitanie, prima vice post obsequium funeris ejus qua Pictavis veni, descendi invisere fratres Novi Monasterii et videre sepulturam illius ¹. Et fratres ejusdem ecclesie, exeuntes obviam michi, ornamentis ecclesiasticis induti, susceperunt me condigno honore et gloria. Completo cantu et oratione, conventus omnis, ego et proceres mei et maxima multitudo populi, que confluxerat, venimus in capitulum. Videns vero sepulchrum tam carissimi et victoriosissimi ducis, tactus dolore cordis, intrinsecus commota sunt omnia viscere mea super patre meo, et, post multas lacrimas et egra suspiria, consolacione procerum meorum et circumastancium relevatus, revixit spiritus meus.

Et representate sunt michi carte, quas avus meus et pater fecerant, concesserant et signis suis firmaverant, de constructione illius ecclesie et immunitate et omnium hominum et cunctarum rerum que pertinent illi ecclesie libertate. Pietate itaque patris mei ductus et consilio illustrium virorum, qui mecum erant, commonitus, pro remedio anime patris et avi mei, et pro salute anime mee, illa omnia que ecclesie Sancti Johannis Evangeliste Novi Monasterii avus meus donavit, concessit et firmavit, et similiter pater meus donavit, concessit et confirmavit, concedo et confirmo et in perpetuum tenenda precipio, tam in adquisitis quam in acquirendis ².

1. Guillaume VII, mort le 10 février 1126, avait été enterré à l'abbaye de Montierneuf. Déjà son père, Guy-Geoffroy, le fondateur du monastère, y avait son tombeau : déposé d'abord dans la salle capitulaire, parce qu'au moment de

sa mort (25 sept. 1086), l'église, inachevée, n'était pas encore en état de le recevoir, son corps fut transféré en 1087 dans la nef, où ses ossements ont été mis au jour en 1822. Cf. A. Richard, *l. l.*, t. I, p. 373. Ce n'est pas dans l'église, mais dans la salle du chapitre, comme on le voit par ce qui suit (*in capitulum*), que Guillaume VII avait été enseveli. — 2. Tout ce début se retrouve sans changement dans la charte refaite, mentionnée ci-dessous (n° XIII bis). Le texte qu'en a donné Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 81) présente plusieurs inexactitudes.

Videlicet ipsum monasterium liberum et francum et fundum in quo sedet ¹ ; et homines burgi et omnes illos homines qui pertinent ad jus illius ecclesie, ubicumque sint, ab omni exercitu et expeditione, excepta illa que vocatur nomine belli, et albergaria liberos et francos ; villam ultra aquam sibi contiguam ; et ipsam aquam a molendinis de Chassagnis usque ad caput Biberis et a vetula exclusa usque ad molendinum de Xartis ² ; et ea que usque ad muros civitatis quocumque modo adquirere poterint, nullam omnino ibi consuetudinem retinens. Et stagnum civitati contiguum ³, sive piscariam cum molendinis ⁴ et consuetudine molarum, quas homines consuetudinarii, qui eas extrahunt, debent sine pretio [exceptis molis veteribus], vel quas ipsi homines accipiunt ; quas molas judex de Bonolio ⁵ per consuetudinem debet conducere usque ad lacum de Forgiis ⁶ et judex de Forgiis usque ad molendina absque ullo pretio.

1. Cette confirmation authentique reproduit ici les termes employés dans la véritable charte de fondation (n° VI). — 2. Il s'agit ici de la propriété des eaux du Clain, avec le droit de pêche, d'abord depuis les moulins de Chassaigne, situés sur le Clain en amont du confluent de la Boivre, jusqu'à ce confluent (*caput*), puis, en aval, depuis la « vieille écluse » jusqu'au moulin de Lessart (commune de Buxerolles). La section intermédiaire appartenait à Saint-Nicolas (Terrier de Saint-Nicolas, p. 60). — 3. Cet étang de la vallée inférieure de la Boivre, concédé à Montierneuf par la charte de fondation (n° VII), est appelé Etang de Montierneuf dans une charte de 1101 (original, Arch. de la Vienne, carton 7, n° 17), portant qu'une terre située *juxta stagnum Novi Monasterii* et appartenant aux chanoines de Sainte-Radegonde, a été achetée par Guillaume, prieur de Montierneuf. Cet étang a conservé ce nom jusqu'au xix^e s. ; il a disparu par suite de la construction du chemin de fer. — 4. Ces moulins, mentionnés à propos de l'étang, étaient situés sur la Boivre, à la limite aval de l'étang constitué par leur retenue. — 5. Bonneuil-Matours. — 6. Forges, hameau, commune de Saint-Georges.

Similiter concedo levagium salis, de quo [monachi debent] ¹

habere duas partes et ego unam ². Et... adjacentes stagno et burgo. Et burgum Sancti Saturnini [cum tampnatoribus suis] ³...

1. Nous mettons entre crochets les mots que nous restituons pour combler les lacunes du manuscrit (A). — 2. Il est à remarquer que cette confirmation mentionne ce droit sur le sel, concédé à Montierneuf par Guillaume VII, sans parler de la faculté d'avoir un sergent chargé de percevoir ce droit, cette faculté n'ayant été donnée à l'abbaye qu'en 1146 par Louis VII. Cf. n° XII, n. 1 et n° XVII. — 3. Cf. n° VII. Nous ne reproduisons pas ici une série d'articles relatifs à des possessions de Montierneuf situées loin de Poitiers.

[Precipio etiam ut] illi, qui vocantur cursores ¹, vendentes et ementes, si in burgo illo venerint et sua vendiderint, debitam consuetudinem monachis reddant, et ipsi idem, civitatem ascendentes, non aliam quam ipsam consuetudinem, sublata omni injuria, persolvant. Similiter mercatores illic domum vel hospicium certum non habentes, si transitum illic habuerint et sua vendiderint, et in burgo et in civitate consuetudinem reddant.

De contentionibus autem et querelis, que plerumque oriuntur inter homines meos et homines monachorum, precipio ut ita teneatur, sicut factum est tempore avi et patris mei, ita ut, si tortitudinem aliquis hominum monachorum fecerit preposito meo, non cogat eum prepositus meus venire in curiam suam rectum facere, sed magis, facta proclamatione monachis et statuto die, vadat in curiam eorum ante abbatem aut prepositum et ibi accipiat quicquid curia judicaverit, sicut factum de patre meo comperi ².

1. Cf. n° XI. — 2. Toute cette fin a été conservée, à part de légers remaniements, dans la charte refaite (n° XIII bis).

Hoc et ego tenebo et posteros meos tenere jubeo, et similiter per omnes obedientias illorum a meis hominibus teneri precipio. Non enim volo monasterium illud de honore, quem avus meus illi dedit et pater tenuit, imminuere, sed eandem libertatem et immunitatem, quam illi dederunt et tenuerunt, conservare, ita ut, si aliquis, pro aliquo forisfacto, vel etiam me irato, timore pressus, ad predictum burgum fugerit, liber et quietus illic maneat, donec aut placitum faciat aut in

pace discedat ¹ ; omnes vero illic commorantes, vel sua illic afferentes sive reponentes, quieti cum suis omnibus, absque ulla injuria a meis hominibus sibi facta, permaneant.

Pedagium pontis Novi ², sicut tempore avi mei et patris mei habuerunt et tenuerunt, habeant et possideant. Si quis vero *etc.* ³.

1. Cf. n° XI. — 2. Pont de Rochereuil, sur le Clain, près du confluent de la Boivre. Ce pont, construit sans doute sous Guy-Geoffroy, a été parfois confondu avec celui qui était sur la Boivre et dont le péage avait été concédé en partie au monastère de Saint-Nicolas (n° I ; *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 70, note). Le péage du Pont Neuf n'est pas mentionné dans la charte authentique de fondation (n° VI). Il a dû être donné à Montierneuf par Guy-Geoffroy, quelque temps après la fondation, en même temps que le droit de pêche sur le Clain, et cette concession a été ajoutée à la fin de la charte de fondation refaite (n° VI *bis*). — 3. Formule comminatoire, que nous jugeons inutile de reproduire. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 85.

Facta est hec carta confirmationis hujus anno Dominice Incarnationis millesimo C°XXVI°, indictione quarta, quando fuit Pascha III idus Aprilis ¹, regis Francorum Ludovici anno septimo decimo ², Willermo Adalelmi Pictavensi sedi presidente ³, ipsius ducis anno primo principatus. Hujus rei testes sunt Vulgrinus ⁴, comes Engolismensis, Aimericus vicecomes Thoarcensis ⁵, maritus sororis ipsius ducis, Ramnulfus abbas Sancti Petri Deaurati ⁶, Rotbertus Burgundius ⁷, Jotardus de Mauritania, Willelmus de Asperomonte et Arveus de Marolio, frater ejus, Radulfus Acarie, Willelmus Fortonis.

1. D. Fonteneau (t. XIX, p. 185, 196) date cette charte, ainsi que celle qui fait double emploi avec elle (n° XIII *bis*), du 11 avril, jour de Pâques. Le texte dit seulement : « L'année où la fête de Pâques tomba le 11 avril ». Cf. A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 2, n. 1. — 2. Louis VI le Gros avait succédé à Philippe 1^{er} le 29 juillet 1108. — 3. Guillaume II Adalelme, consacré évêque de Poitiers le 1^{er} juin 1124, fut chassé de son siège vers la fin de 1130 par Guillaume VIII, que Girard, évêque d'Angoulême, avait rallié au schisme de l'antipape Anaclet. Il fut rétabli en 1135, à la suite de la rencontre de saint Bernard avec le comte de Poitou, qui reconnut enfin Innocent II. Il mourut le 6 oct. 1140 (*Gallia christ.*, II, col. 1164 ; A. Richard, *l. l.*, II, p. 24, 40). — 4. Vulgrin, fils de Guillaume Taillefer, comte d'Angoulême, avait succédé à son père en 1120. — 5. Aimeri V, vicomte de Thouars, qui avait épousé Agnès, sœur de Guillaume VIII, fut assassiné en 1127 (*Cartulaire de Saint-Jouin-de-Marnes*, p. 34). Sa veuve se remaria en 1135 avec Ramire II, roi d'Aragon. — 6. Renon de Nieuil, abbé du Dorat, fut élu évêque de Limoges en 1130, pendant le

schisme, et mourut en 1135. — 7. Robert le Bourguignon partit quelque temps après pour la Terre Sainte, où il devint en 1135 grand-maître des Templiers (A. Richard, *l. l.*, p. 7).

XIII bis

Charle refaite de Guillaume VIII pour remplacer la précédente ¹.

1126

A. Livre blanc de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 206, p. 6. — B. Cartulaire de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 205, fol. 6. — C. Vidimus de Charles VII, Arch. nat. J J 218. — D. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 185. — EDITIONS. *a. Ordonnances*, t. XIX, p. 693. — *b. Guérin, Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 81.

1. Cette charte, datée aussi de 1126, commence et finit comme la précédente, mais le corps de la teneur y a été complètement remanié. Il est manifeste que cette seconde rédaction n'est pas authentique : car elle est en contradiction avec le diplôme de Louis VII de 1146, dont nous avons l'original (n° XVII). La charte d'Aliénor du 4 mai 1199 (n° XXV) a été calquée sur celle de 1126 ainsi refaite : c'est donc sans doute dans la seconde moitié du XII^e s. que l'on a revu et refondu toute la série des chartes de fondation et de confirmation des privilèges de Montierneuf.

XIV

Récil de l'insurrection communale de Poitiers, par Suger.

1138

A. Bibl. nat., ms. lat. 12710, fol. 59 ¹. — EDITIONS. *a. Lair, Bibl. de l'Ecole des Chartes*, XXXIV, p. 591. — *b. Molinier, Vie de Louis le Gros*, p. 151.

Sequenti vero anno, quoniam, subito patris decessu ², ducatum Aquitanie minus plene subjugaverat, assunt qui referant Pictavorum cives communiam communicasse, vallo et glande ³ urbem munisse, urbis municipium ⁴ occupasse, eorum etiam auctoritate reliquas Pictavie urbes, oppida et firmitates id ipsum cum eis confederasse. Quo comperto rumore, rex toto animi rancore in factionis tante ultione rapie-

batur, comitemque Teobaldum ⁵ mandare minime prestatum, citissime eum expetiit et ut super tanto Pictavorum fastu consilium et auxilium ultionis conferret, flagitabat : « Age, inquires, obtime comes, quia me regnumque meum tue credidi tuitioni, rebellantem Pictaviam nostre innitere restituere ditioni ⁶. Nostra enim in te omnino redundabit injuria, si te, tanto regni periculo, quantacunque intraverit imperitia. » Qui, nulla tante inhonestatis compulsus angaria, nichil aliud quam quod cum baronibus suis consilium communicaret respondit. Rex autem, mallens remansisse, Parisius rediit nosque, quasi familiares ejusdem comitis, statuto termino pro responso destinavit ; cujus cum nec personam, que etiam cum paucis sufficeret, nec milites nec pecuniam obtinere prevaleremus, dominus rex, nostro et amicorum consilio, privatim ducentorum videlicet militum, sagittariorum et balistariorum colligens delectum, Pictaviam tetendit accitisque terre baronibus, absque sanguinis effusione, Pictavum populum ad deditionem coegit, communiam dissolvit, communie juramenta dejerare compulit et a melioribus obsides, tam pueros quam puellas, per Franciam dispergendos extorsit.

1. Cette insurrection communale de Poitiers n'est rapportée que dans ce fragment de la *Vie de Louis VII* par Suger. Cf. Ledain, *Des origines de la commune de Poitiers*, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. V, 1882, p. vii et suiv. ; A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 62 et suiv. — 2. Louis VII avait appris à Poitiers, où il avait été couronné duc d'Aquitaine le 8 août 1137, la mort de son père, survenue le 1^{er} de ce mois, et il était rentré en toute hâte à Paris. — 3. Ce mot désigne ici, et dans un passage de la *Vie de Louis le Gros*, par Suger (éd. Molinier, p. 34), un mur d'enceinte entouré d'un fossé (*vallum*), ainsi que le v. franç. *glant*. La nouvelle enceinte, qui ne put être qu'ébauchée pendant cette insurrection communale, devait englober tout le promontoire formé par la jonction du Clain et de la Boivre. Déjà Guillaume VII avait élevé une tour près du confluent, à l'entrée de la ville (Marchegay, *Chron. d'Anjou*, t. I, p. 142 ; A. Richard, *l. l.*, I, p. 446, n. 3). — 4. Le mot *municipium* n'a pas ici le sens de ville municipale, qu'il a en latin classique, mais celui de château fort, que Du Cange signale dans plusieurs textes et notamment dans un passage de la *Vie de Louis le Gros*, par Suger. Il s'agit sans doute ici du palais des comtes et, en particulier, du donjon, de la tour Maubergeon, que Guillaume VII avait élevée auprès de son palais. — 5. Thibaut II, comte de Champagne. Suger avait ménagé un rapprochement entre ce puissant feudataire et Louis VII. — 6. *ditioni* A b, *dominationi* a.

Verum, cum Pictavis eum prosequeremur, neque enim cum

eo, pro beati Dionisii sollempnitate ¹, ire potueramus, cives turmatim nobis occurrebant et non tantum nostris sed etiam equorum nostrorum pedibus se ipsos prosternebant, lugubres elegos decantantes et, ut pro redemptione filiorum suorum apud dominum regem pie intercederemus, amarissime deplorantes. Matronarum vero, puerorum et puellarum alta suspiria, gemitus et clamores, ac si ² prolem suam in gremio suo maculari viderent, cum patienter ferre ³ minime ⁴ valerem, dominum regem, de adventu nostro gaudentem, super hoc ipso tam secreto quam amicabiliter conveni, dolorum et miseriarum, quas audieram, causas summatim exposui. Qui, ut erat immense nobilitatis et mansuetudinis juvenis, docibilis etiam quod imperialis majestatis potentia de fonte nascitur pietatis, cum tante duricie, immo, ut opinabatur, crudelitatis causas utiles patulasque reddidisset, totum tamen consilio et arbitrio nostro quicquid inde fieri approbarem, remisit.

1. Il y a deux fêtes de saint Denis, l'une le 22 avril, l'autre le 9 octobre. D'après Lair, il s'agirait ici de la première. Mais Louis VII n'avait pas pu marcher contre Poitiers dès le mois d'avril : car la nouvelle du soulèvement n'était parvenue qu'au début de 1138, c'est-à-dire après le 3 avril, date de Pâques, qui était le point de départ de l'année à la cour de France. Les négociations avec le comte de Champagne et les préparatifs de l'expédition ont dû demander un assez long délai. C'est donc sans doute, ainsi que l'admet Molinier, la fête du 9 octobre qui avait retenu Suger dans son abbaye de Saint-Denis et l'avait empêché d'accompagner le roi. Cf. Luchaire, *Etude sur les actes de Louis VII*, p. 62. — 2. Il convient peut-être de corriger *ac si* en *ut si*, « comme si ». — 3. *ferre* a b, *ferme* A. — 4. *minime* A, non a b.

Tercia vero die, cum miserorum civium cor non inpenitens comperissem, contigit summo mane, sicut imperatum fuerat, birotas, saumarios et carretulas atque ¹ asinos, a parentibus preparatas, ut in eis per diversas et remotas terrarum regiones tam pueri quam puelle auferrentur, in platea ante palatium ² convenisse; ubi profecto mortuorum potius inferias conclamare quam aliquid aliud personare diu multumque auscultando audires. Cujus terribilis clamoris strepitus, cum fere ad ethera usque conscenderet, nec regiis auribus nec nostris nec obtinatum pepercit, quin illico ad palatii fenestras concurrentes, dolorem fletus, genarum disruptionem, pectorum decussionem ³ admirantes, jehennalem arbitramur miseriam. Rex itaque man-

suetus, nos in partem reducens, queritabat anxius quid faceret. Angebatur enim utrobique ⁴, ne si eos dimitteret, civitatis et patrie damnum, si eos, sicut dispositum erat, auferret, crudelitatem et regie majestatis offensam admitteret. Unde, cum omnes pariter ad hanc consilii discussionem hererent, nos audacter, quod videbatur, in medium proferebamus : « Domine, inquam, Rex regum et ⁵ Dominus dominantium, te regnumque tuum administrans, si tantarum miseriarum inopinatis condescenderis tormentis, et tuam misericorditer personam conservabit et hanc et alias ⁶ Aquitanie civitates misericors et miserator Dominus subjugabit. Esto securus : quanto ⁷ siquidem crudelitatis minus admiseris, tanto regie majestatis honorem divina potentia amplificabit. ». Qui mox, instinctu divino edoctus : « Venite, inquit, mecum ad fenestras et ex dono regie liberalitatis, communie forisfacti remissionem, puerorum suorum liberam et quietam redditionem omnibus exponite ; et, ne deinceps tale aliquid committant, ne deterius eis aliquid contingat, viriliter interminate. » Quo audito, mirabile dictu, immensa tristitia conversa est in gaudium, luctus in exultationem, dolor intolerabilis in aromatum pretiosorum injectionem ⁸ ; que profecto succedit comparatio, cum dolor ad mortem, gaudium et exultatio ad vitam ⁹ : neque etiam vivit qui misere vivit. Quo regie clementie tam pio quam nobilissimo facto usque adeo totam Pictaviam amori et servitio suo perstrinxit, ut nec ¹⁰ deinceps communie aut conspirationis alicujus mentio personaret.

1. Il s'agit sans doute de charrettes à ânes et il convient peut-être de corriger *atque* en *ad*. — 2. Cette place voisine du palais des comtes de Poitou est sans doute la place Notre-Dame. Ledain (*l. l.*, p. xii) pense qu'il n'existait pas encore de maisons de long des rues actuelles du Marché-Notre-Dame et de la Regratterie, bordées uniquement par le fossé du château, de sorte que, des fenêtres du palais, l'œil embrassait toute la place Notre-Dame. Dans un acte de 1270 (Arch. de la Vienne, G 1104), il est question d'une maison située devant l'église de Notre-Dame-la-Grande, près du fossé du château (*prope la doe aule domini comitis*). — 3. *decussionem* A b, *detrusionem* a. — 4. *utrobique* A b, *utrobique ire* a. — 5. *rex et regum* A, *rex regum* a b. — 6. *alias* A b, *alteras* a. — 7. *quanto* A a, *quando* b. — 8. *injectionem* A b, *incensionem* a. — 9. Passage obscur, sans doute altéré. — 10. *nec* A b, *non* a.

XV

*Diplôme de Louis VII autorisant Gervais, trésorier, et les chanoines de Saint-Hilaire à établir des étangs, des moulins et des maisons sous Montgorge et à Pont-Achard et confirmant l'accord conclu à ce sujet entre ce trésorier et les chanoines par la médiation de Geoffroy, archevêque de Bordeaux, ainsi que le jugement rendu par ce même archevêque au sujet des moulins d'au-dessus de Pont-Achard*¹.

1143

A. Original. Arch. de la Vienne, Saint-Hilaire, n° 94. — B. Coll. Fonteneau, t. X, p. 493. — EDITION. Rédet, *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, t. XIV, 1847, p. 143.

1. Le bourg de Saint-Hilaire comprenait, avec toute la partie méridionale de la ville de Poitiers, la vallée de la Boivre, depuis l'étang de Montierneuf jusqu'à Biard (cf. *Mém. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1852, p. 265, 1856, p. 129). Un acte de 997 mentionne un moulin sur la Boivre, appelé *Tentenonus* (*ibid.*, 1847, p. 71). En 1102, un différend s'était élevé entre Guillaume, trésorier de Saint-Hilaire, et les chanoines de ce chapitre au sujet de moulins établis sur la Boivre, en amont du pont Achard, et s'était terminé par un arrangement attribuant la moitié de ces moulins au trésorier et l'autre aux chanoines (*ibid.*, p. 117). En 1142, le trésorier Gervais s'étant approprié la part des chanoines, l'archevêque de Bordeaux, Geoffroy, rendit un jugement en leur faveur, par délégation du pape Innocent II (*ibid.*, p. 139). Mais le trésorier se plaignit que, sur les 4 moulins d'au-dessus du pont Achard, les deux meilleurs eussent été attribués aux chanoines. D'autre part, les chanoines, qui voulaient établir de nouveaux moulins sur leur terrain, en étaient empêchés par la mauvaise volonté du trésorier. Ils prirent pour arbitres le même archevêque et Arnaud, archidiaque de Poitiers, qui les décidèrent à s'entendre pour établir deux étangs avec des moulins, l'un sous Montgorge, l'autre à Pont-Achard (*ibid.*, p. 141, jugement arbitral, 1143).

XVI

Lettre de Louis VII au prévôt de Poitiers et à tous les citoyens de cette ville, leur enjoignant d'aider les chanoines de Saint-Hilaire à établir des étangs et des moulins sous Montgorge et à Pont-Achard.

[1143] ¹

A. Coll. Fonteneau, t. X, p. 499. — EDITIONS. a. Besly, *Comtes de Poitou*, p. 484. — b. Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1817, p. 145.

Ludovicus, Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum, Willelmo, Pictavensi preposito et ceteris omnibus ejusdem civitatis civibus, salutem. Precibus carissimi nostri G². Burdegalensis archiepiscopi, petitionibusque ecclesie beati Hilarii benigne condescendentes, ejusdem ecclesie canonicis concessimus, hoc regie auctoritatis privilegio confirmantes, ut sub Monte Gorgio³ et ad Pontem Achardi et circa id loci hinc et inde ex utraque ripa, in terra et aqua jam dictae ecclesie beati Hilarii, stagna, molendina et burgos, ut illis visum fuerit, libere et quiete faciant et habeant in perpetuum ; et quoniam hoc non solum ad utilitatem illius ecclesie, sed ad decorem et maximam totius urbis nostre Pictavis defensionem⁴ futurum esse multorum testimonio didicimus, per scripta regia vobis universis precipimus, tibi autem, Willelme, qui in urbe illa noster es prepositus, hoc precipue injungentes, ut jam dictos canonicos beati Hilarii ad edificium illud componendum vestro consilio juvetis et auxilio, et manuteneatis si aliqua supervenerit calumpnia.

1. Cette lettre n'est pas datée, non plus que celle que Louis VII adressait en même temps à Geoffroy, archevêque de Bordeaux, pour prier ce prélat de veiller à ce que l'ouvrage projeté par les chanoines de Saint-Hilaire fût conduit à bonne fin (Rédet, *ibid.*, p. 144). Elles sont évidemment contemporaines l'une et l'autre du diplôme précédent, daté de 1143. — 2. Geoffroy de Laureolo (« de Lorrour », d'après dom Fonteneau t. X, p. 503, « de Loroux » d'après Luchaire, Lavissee, *Hist. de France*, III, 1, p. 5, « du Lauroux », d'après A. Richard, *Hist. des Comtes de Poitou*, t. II, p. 36, « de Loriol », d'après Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. III, 1837, p. 230), fut archevêque de Bordeaux de 1136 à 1158 ; il avait été le premier abbé de l'abbaye de Fontaine-le-Comte, fondée par Guillaume VIII entre 1126 et 1136. — 3. Montgorge, fief appartenant au chapitre de Saint-Hilaire, sur la rive gauche de la Boivre, près de Maillochon, en face de la gare actuelle de Poitiers. — 4. Il est dit de même de l'étang de Montierneuf qu'il devait servir à la défense de la ville (n° XXV.)

XVII

Diplôme de Louis VII confirmant tous les dons faits à l'abbaye de Montierneuf par ses prédécesseurs ducs d'Aquitaine et y ajoutant quelques concessions nouvelles, notamment la faculté d'avoir un sergent chargé de percevoir un droit sur le sel.

1146¹

A. Original. Arch. de la Vienne, carton 7, n° 48. — B. Copie du

xiii^e s. Arch. nat. J 460. — C. Vidimus de Charles VII, Arch. nat. JJ 218. — D. Cartulaire de Montierneuf, Arch. de la Vienne, reg. 205, fol. 8. — E. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 227. — EDITIONS. a. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 62 (reproduit seulement, d'après B, l'annonce des signes de validation et le protocole final). — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 86 (d'après C).

Ludovicus, Dei gratia rex Francorum, dux Aquitanorum, omnibus in perpetuum. Pium opus ac rege dignum nos facere credimus quando in posterum libertati ecclesiasticae et quieti benigna sollicitudine providemus. Hoc nimirum intuitu, ecclesiam beati Johannis de Monasterio Novo cum universis rebus et possessionibus suis sub nostra protectione suscipimus et auctoritatis regiae patrocinio communimus. Beneficia quoque omnia ac dona universa quaecumque ab antecessoribus nostris ducibus Aquitanorum eidem ecclesiae collata sunt, prout ipsorum ducum scripta continent et protestantur, cum omni integritate sibi tenenda concedimus et per presentem paginam auctoritatis nostrae praecepto perenni stabilitate corroboramus. Statuimus etiam, superaddentes ex parte nostra, ut pro destructione domorum suarum, quae circa turrim de stagno erant¹, habeat deinceps singulis annis prefata ecclesia viginti solidos Pictavensis monetae, in civitate nostra Pictavi, qui de primis redditibus feriae quadragesimalis² sine contradictione primi reddantur. Preterea damus eidem ecclesiae atque concedimus ut deinceps proprium ponat et habeat servientem, qui de levagio salis accipiat debitam et consuetam partem suam³. In nemore etiam nostro, quod Molerias appellatur, sibi concedimus trencheias⁴ illas, quas ab antiquo dono ducis Aquitanorum habuit, perpetuo possidendas.

1. Ce diplôme et les deux suivants furent donnés à Poitiers dans la 10^e année du règne de Louis VII, entre le 1^{er} août 1146 et le 2 février 1147. Cf. Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*, n° 190. — 2. Cette tour de l'étang est sans doute celle que Guillaume VII avait élevée une vingtaine d'années auparavant, à l'entrée de la ville, près du confluent de la Boivre et du Clain (Marchegay, *Chron. d'Anjou*, t. I, p. 142; A. Richard, *l. l.*, I, p. 446, n. 3, II, p. 86). Ces fortifications avaient été poursuivies hâtivement par les Poitevins lors de leur insurrection communale de 1138. Louis VII, qui se préoccupait de la défense de la ville, comme le prouve la lettre précédente, avait dû continuer la construction de la nouvelle enceinte autour du bourg de Montierneuf, dont plusieurs mai-

sons avaient été détruites pour faire place aux murailles. — 3. Ce passage et le diplôme suivant (n° XIX) en faveur de l'abbaye de Fontevault attestent que la foire de carême existait avant 1146. — 4. Cf. n° XII, n. 1. — 5. *trenchias* A, *trencheras* CD b. Luchaire (*l. l.*, n° 190) traduit ce mot par fosses : il signifie coupes. Le droit d'usage dans la forêt de Moulière est mentionné dans un passage de la chartre de 1126 (n° XIII), que nous n'avons pas reproduit.

Ut igitur hoc nostre constitutionis preceptum ratum perenniter maneat et inconcussum, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate muniri nostrique nominis subter inscripto karac-
tere corroborari precepimus.

Actum Pictavis anno Incarnationis Dominice M^oC^oXL^oVI^o,
regni nostri X^o. Astantibus in palatio nostro, quorum nomina
subtitulata sunt et signa. Signum Radulfi Viromandorum
comitis, dapiferi nostri. S. Guillelmi buticularii. S. Mathei
camerarii. S. Mathei constabularii. Data per manum (*Mono-*
gramme) Cadurci cancellarii.

XVIII

*Diplôme de Louis VII confirmant tous les dons faits par ses
prédécesseurs au prieuré de Saint-Hilaire-de-la-Celle.*

1146

Bibl. nat., Coll. Dupuy, vol. 841, fol. 221, copie d'un vidimus d'E-
douard, prince de Galles, en date du 10 nov. 1363 ¹.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ludovicus, Dei gra-
tia Francorum rex, dux Aquitanorum, omnibus in perpetuum.

Ad maiorem Ecclesie Christi quietem pertinere dinoscitur
si predecessorum nostrorum helemosinas et assensus nostri
digno favore prosequimur et auctoritate communimus. Ea
profecto consideratione, Roberti ², venerabilis prioris beati
Hilarii Pictavensis de Cella, petitionem propiciis auribus
attendentes, universa que a predecessoribus nostris, ducibus
Aquitanie, prefate ecclesie beati Hilarii de Cella collata sunt,
eidem ecclesie perpetuo possidenda concedimus et presentis
pagine munitione sanctimus, quorum omnium ista propriis
voluimus assignare vocabulis : cappellam videlicet sancti
Bibiani in palatio Pictavensi ³, cum vineis, pratis, terris et

omnibus ad ipsam pertinentibus et pro cappellanie officio ipsis et canonicis beati Hilarii de Cella propriam liberationem ciborum ac potus, qualem et quantam ducum temporibus habuerunt ⁴ ; burgum quoque, qui est circa eandem ecclesiam beati Hilarii de Cella, sicut cruces, infinibus ejusdem burgi loco metarum posite, distingunt, cum eadem penitus integritate ac libertate, tam in hominibus quam in rebus, que in precepto Willelmi, ducis Aquitanorum, manifestius annotantur ⁵ ; omnem preterea decimam de arbergamento de Champot ⁶, quod jam ibi est vel in posterum futurum est, et in silva que Molerias appellatur, ligna prefatis canonicis necessaria ad universos usus ecclesie atque etiam ex eadem silva omni tempore callagium suum ; nemus denique quod vulgo Faia ⁷ nuncupatur, et arbergamenta que in eodem loco sunt vel esse poterunt, cum eadem penitus integritate ac libertate, tam in hominibus quam in rebus, tam in consuetudinibus quam in quiptancia ipsius terre, que in ejusdem ducis Aquitanie precepto manifestius annotata leguntur. Addimus autem ex nostra parte et damus universis hominibus beati Hilarii de Cella, qui circa Molerias silvam vel in predicta Faia commorantur, in ipsa silva de Moleriis pascua peccorum et aquam in eadem silva, absque omni impedimento, ad universos usus tam animalium quam hominum ipsorum.

1. Cet acte de Louis VII n'est pas signalé par Luchaire. Il est mentionné par A. Richard (*l. l.*, II, p. 85) d'après J. Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, p. 137. Il n'a pas été connu de dom Fonteneau, qui déclare (*l. XII*, p. 665) n'avoir trouvé aucune pièce du XI^e ni du XII^e s. dans les archives de Saint-Hilaire-de-la-Celle. — 2. Robert était déjà prieur de Saint-Hilaire-de-la-Celle le 3 mars 1130, quand Guillaume VIII donna à ce monastère la dime de l'hébergement de Champot (v. ci-dessous, n. 6). C'est le premier prieur qu'on connaisse de ce monastère, qui devint une abbaye vers 1370. Cette église, qui fut élevée, dit-on, sur l'emplacement occupé primitivement par une habitation (*cella*) où mourut saint Hilaire, constitue aujourd'hui la chapelle des Carmélites de Poitiers. Cf. Ed. Aubert, *Mém. de la Soc. des Ant. de France*, t. XL, 1880, p. 225 et suiv. — 3. A. Richard (*l. l.*, II, p. 85, n. 4) dit à tort, d'après J. Bouchet, que cette chapelle du palais de Poitiers était sous l'invocation de saint Urbain. Elle avait pour patron saint Bibien, que l'on appelait saint Bébien (ou Bébion), à Poitiers au XV^e s., d'après un fragment d'une enquête touchant les droits de juridiction de Saint-Hilaire-de-la-Celle et datée du 25 mars 1415 (Arch. de la Vienne, H, liasse 51) : Frère Jean Galicher, prieur de Mignaloux, dit « que lesd. religieux desservent les chapelles de Saint-Bébien du palais et du chastelet de Poitiers ». Un autre fragment de la même enquête se trouve dans D. Fonteneau, t. XII,

p. 679 : « Révérend père en Dieu, M. Guillaume Renaudeau, abbé de Saint-Hilaire de la Celle..., dit que les religieux de la Celle desservent deux chapelles fondées de Saint-Bébion on chastel et palais de Poitiers. » Cf. *Bull. de la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1904, p. 36 et suiv. — 4. Guérin a publié, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 29, une lettre de Philippe le Bel, datée de juillet 1308, fixant la quantité des vivres et du vin que le roi devait faire délivrer aux chanoines de Saint-Hilaire-de-la-Celle chaque fois qu'il séjournait à Poitiers : il y est fait allusion à ce diplôme de Louis VII ; Guérin, qui ne le connaissait pas, a supposé que Philippe le Bel rappelait un acte de Louis IX. — 5. Ce diplôme antérieur sur les franchises du bourg de la Celle ne nous est malheureusement pas parvenu. Il était, sans doute, de Guillaume VIII, comme celui qui concerne la dîme de l'hébergement de Champot : c'est ce qu'on peut conclure des mots *in ejusdem ducts Aquitanie precepto*, qui se trouvent plus loin. Dans l'enquête de 1415, frère Jean Gallicher dépose « que lesd. religieux de l'abbaye de la Celle de Poitiers ont toute justice et juridiction, haulte, moyenne et basse en et au dedens des fins et mettes des croix estans et assises es fins et mettes dud. bourg de la Celle et aussi l'ont ils pareillement en leurs houstelz de la Faye et de la Cadoilhère ». — 6. Champot, ferme, commune de Bignoux. Le diplôme de Guillaume VIII, daté du 3 mars 1130, concerne à la fois la dîme de cet hébergement et le droit d'usage dans la forêt de Moulière (Champollion-Figeac, *Documents historiques inédits*, t. II, p. 13). — 7. Aujourd'hui La Foye, hameau, commune de Bignoux. L'enquête de 1415, citée ci-dessus, atteste que les religieux de la Celle avaient toute justice dans leur domaine de la Faye.

Quod ut perpetue stabilitatis obtineat munimenta, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate muniri nostrique nominis subter inscripto karactere fecimus consignari.

Actum publice Pictavis anno ab Incarnatione Domini millesimo centesimo quadragesimo sexto, regni vero nostri X^o. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. Signum Radulphi Viromandorum comitis, dapiferi nostri. S. Willelmi buticularii. S. Mathei camerarii. S. Mathei constabularii. Data per manum Cadurci cancellarii.

XIX

Louis VII, avec l'assentiment de la reine Aliénor, fait don à l'abbaye de Fontevraull d'une rente de cinq cents sous poitevins, payable à Poitiers sur le produit de la foire de carême¹ et, au besoin, sur celui du minage².

1146

Bibl. nat., lat. 5480, I, fol. 453. — EDITION. *Revue des Sociétés savantes*, 1872, p. 52.

1. Ce diplôme indique que cette foire avait lieu au début du carême (*in capite quadragesime*). Cf. n^{os} XVII, XXIII et XXXV. — 2. Richard Cœur de Lion donna en 1196 le minage de Poitiers, c'est-à-dire le droit sur la vente du blé, à l'abbaye du Pin (n^o XXIV). Dans l'intervalle, Aliénor, après avoir confirmé, en 1152, cette rente de 500 sous, l'avait portée, en 1185, à 100 livres et l'avait assignée, non plus sur le minage (comme le dit à tort L. Delisle, *Recueil des actes de Henri II*, Introd., p. 550, n^o 465 c), mais sur la prévôté de Poitiers (L. Delisle, *ibid.*, p. 353).

XX

Aliénor confirme toutes les donations faites à l'abbaye de Montierneuf par son bis-aïeul, son aïeul et son père.

26 mai 1152

A. Livre blanc de Montierneuf, p. 11. — B. Cartulaire de Montierneuf, fol. 8 v^o. — C. Vidimus de Charles VII, Arch. nat. JJ 218. — D. Bibl. nat., coll. Dupuy, vol. 841, fol. 203. — E. Coll. Fonteneau, t. XXIX, p. 235. — EDITIONS. a. Champollion-Figeac, *Documents historiques inédits*, t. II, p. 34 (d'après D). — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXIX, p. 88 (d'après C).

In nomine sancte et individue Trinitatis. Quoniam hominum memoria cito labitur, ne ob¹ hoc inter posteros alterationis² scrupulus oriatur, ego Alienor, Dei gratia ducissa Aquitanorum et Normannorum³, significo tam presentibus quam futuris quod, consilio illustrium virorum et precibus Helie abbatis⁴ et⁵ monachorum Novi Monasterii, et pro remedio anime mee⁶, patris et avi mei, illa omnia que ecclesie S. Johannis Evangeliste Novi Monasterii attavus meus donavit, concessit et confirmavit, et similiter avus et pater meus donaverunt, concesserunt et confirmaverunt, tam in acquisitis quam in acquirendis, do, concedo et confirmo, et in perpetuum tenenda precipio. Concedo iterum et confirmo cuncta munimenta⁷, que attavus, avus et pater meus eidem⁸ monasterio dederunt, et omnia illa que ad se pertinere videntur, sub totius libertatis munimine pono, et ab omni inquietudine cujuscunque potestatis et omnium parentum meorum cunctorumque successorum meorum libera esse concedo, et omnia illa que in carta, quam pater meus eis fieri fecit et

sigillo suo firmari precepit, continentur, rata habeo et Helie abbati et monachis Novi Monasterii successoribusque suis in perpetuum tenenda et quiete possidenda concedo⁹.

1. *ne ob* ABDE a, *nec ab* C b. — 2. *alterationis* D a. — 3. Aliénor, dont le mariage avec Louis VII avait été dissous le 21 mars 1152 par le concile de Beaugenci, avait épousé deux mois après, vers le 18 mai, Henri Plantagenet, comte d'Anjou, duc de Normandie, qui fut couronné roi d'Angleterre le 15 déc. 1154. — 4. Hélié, abbé de Montierneuf, figure aussi sur le diplôme suivant (n° XXI), sur l'accord de 1166 entre le chapitre de Saint-Hilaire, l'abbaye de Montierneuf et le prieuré de Saint-Nicolas (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 175), sur un acte de donation de 1171 (original, Arch. de la Vienne, Montierneuf, n° 60). Cf. *Gallia christ.*, II, col. 1267. — 5. C et b omettent *et*. — 6. AD et a omettent *anime mee*. — 7. *cunctas immunitates* D a — 8. *eidem* ABCE b, *iterum* D a. — 9. On est surpris qu'après avoir confirmé les concessions faites à Montierneuf par son bisaïeul, son aïeul et son père, Aliénor passe sous silence celles que Louis VII avait ajoutées en 1146 (n° XVII). Le texte de cette charte de 1152, dont nous n'avons ni l'original ni une copie contemporaine, a pu être altéré comme celui de chartes antérieures concernant la même abbaye (n° VII bis, XIII bis). On voit par la charte d'Aliénor du 27 mai 1152 pour l'abbaye de Saint-Maixent (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVI, p. 353) et par une autre de la même époque en faveur de l'abbaye de Fontevault (L. Delisle, *Recueil des actes de Henri II*, Introduction, p. 117) que la duchesse d'Aquitaine ne se faisait aucun scrupule de faire allusion à son récent divorce et à son nouveau mariage.

Hujus autem doni et concessionis testes sunt : Eblo de Maloleone¹ et Radulfus frater ejus, et Ugo vicecomes Castri Airaudi² et Radulfus frater ejus³, et Segebrandus Chabot, et Saldebrol constabularius⁴ et alii quamplures. Ut autem firma et illibata permaneant, sigilli nostri auctoritate firmari precepi. Hec autem carta data est Pictavi, per manum Bernardi, cancellarii nostri⁵, anno M^o C^o L^o II^o ab Incarnatione Domini, VII^o kal. Junii.

1. Mauléon s'appelle aujourd'hui Châtillon-sur-Sèvre, arrondissement de Bressuire. Eble de Mauléon, héritier d'Isenbert de Châtelailon, était coseigneur de La Rochelle, en vertu d'un accord conclu avec Louis VII en 1144. Il figure comme sénéchal de Poitou sur un acte d'Aliénor en faveur de la Trinité de Vendôme, qui se place entre le 17 août 1153 et la fin de l'année 1154 (A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 82, 116, 335). — 2. Hugues II, vicomte de Châtellerault, qui avait succédé à son père, Aimeri I^{er}, décédé le 7 nov. 1151, était l'oncle d'Aliénor, dont la mère, Aénor, était sa sœur (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XXXV, 1870, p. 107 et suiv.). — 3. Raoul, frère du vicomte de Châtellerault, prit le nom de Raoul de Faye, par suite de son mariage avec Elisabeth, héritière de la seigneurie de Faye-la-Vineuse (Indre-et-Loire). Cf. n° XXII. — 4. La fonction de connétable paraît ici pour la première fois à la cour des comtes de Poitou. Saldebreuil figure avec cette qualité sur des chartes d'Aliénor jus-

que vers 1172. Cf. A. Richard, *l. l.*, II, p. 123, 149, 154, 158. — 5. A. Richard (*ibid.*, p. 118, n. 1) se demande si ce Bernard, chancelier d'Aliénor en 1152 ne serait pas le troubadour Bernard de Ventadour.

XXI

Henri II, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, sanctionne un accord conclu par sa médiation entre les religieux de Montier-neuf et ceux de Bourgueil, en vertu duquel ceux-ci avaient renoncé à leurs prétentions sur l'église de Migné moyennant une redevance annuelle de huit livres assignée sur le péage de Saint-Nicolas.

6 avril 1160¹

A. Vidimus de 1305, Arch. de la Vienne, carton 7, n° 55. — B. Copie du XVIII^e s. (d'après A), *ibid.* — EDITION. a. L. Delisle, *Recueil des actes de Henri II*, t. 1, p. 249.

... Ego Henricus, Dei gracia rex Anglorum², et dux Normannorum et Aquitanorum, et comes Andegavorum, universitati fidelium per scripti et sigilli nostri presenciam significo inter Aymericum Burguliensem³ et Heliam Novi Monasterii abbates et suarum ecclesiarum conventus super ecclesia Magniaci⁴ et ejus pertinenciis habitam diu controversiam ad pacem et concordiam nostra auctoritate perductam hoc modo. Predictorum siquidem abbatum eo quod nobis digne displiceret litigium, ne utraque ecclesia, de nostris et antecessorum nostrorum dotata et locupletata largicionibus, ulterius super hoc detrimentum pateretur, utrumque nostram vocavimus ad presenciam et sapientibus viris Joscio Turonensi archiepiscopo⁵, Laurencio⁶ Pictavensi, Guillelmo Cenomansensi⁷, Matheo Andegavensi⁸ episcopis, Johanne Petragorensi electo⁹, et multis aliis personis religiosis nobiscum adsistentibus, benignissime eos commovimus ut inter se formarent pacem, que, Deo annuente, nostra communione nostraque auctoritate sic inter eos formata est : quod in Magniaci ecclesia et ejus pertinenciis Burguliensis abbas ad jus sui monasterii, parte alia hoc negante, pertinere asserebat,

abbati et ecclesie Novi Monasterii perpetuo possidendum quiete dimisit. pro qua dimissione octo libras Andegavensis monete sub annua pensione in pedagio Sancti Nicolai¹⁰ Pictavensis abbas Monasterii Novi et ejus conventus Burguliensi monasterio perpetuo sibi quiete habendas ascripsit, ita ut, ad voluntatem Burguliensis abbatis vel cui precipiet, et ad voluntatem prioris Sancti Nicolai, qui illud pedagium recipiat consignatum, quolibet anno sub annua pensione, sive illud sub ministerio, securitatem prestabit abbati Burguliensi vel priori Sancti Porcarii¹¹, quod de primo reddito pedagii annuatim reddat monasterio Burguliensi predictae monete libras octo, de reliquo similiter securitatem prestabit priori Sancti Nicolai sibi reddendo. Si vero predicti pedagii redditus ad predictam forte non suffecerit pensionem, vel si omnino quoquo modo deflecerit, abbas et conventus Novi Monasterii Burguliensi monasterio in locis et redditibus competentibus et certis assignabunt quod deerit ad predictae pensionis perfectionem...

1. D'après A. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 134, n. 1), cet acte, daté de 1160, serait, en réalité, de 1161, « attendu, dit-il, que l'année 1160 ne se termina que le 15 avril, la fête de Pâques tombant le 16 avril en 1161 ». Mais, à la chancellerie anglaise, on faisait commencer l'année à Noël et non à Pâques. L'évêque de Poitiers, Laurent, qui figure parmi les témoins de cet acte, mourut le 28 mars 1161. — 2. Cette charte fait exception à la règle établie par L. Delisle (*l. l.*, Introduction, p. 15), d'après laquelle les actes de Henri II appartenant aux 18 premières années de ce prince commencent par les mots *Henricus rex Anglorum*, tandis que les actes rédigés dans les 17 dernières années du règne (1172-1189) offrent la formule *Henricus Dei gratia rex Anglorum*. — 3. *Burguliensis* a, *Burguliens*. A, *Burguliensem* B. Bourgueil, arrondissement de Chinon. Aimeri, abbé de Bourgueil, figure sur des actes relatifs à l'abbaye de Fontevault en mai 1153 et en 1168, et paraît être mort en 1185 (*Gallia christ.*, t. XIV, col. 660). — 4. L'église de Migné avait été donnée, en 990, à l'abbaye de Bourgueil par Emma, comtesse de Poitou (Arch. d'Indre-et-Loire, H. 24). D'autre part, l'évêque de Poitiers l'avait concédée, en 1083, à l'abbaye de Montierneuf (n° IX). Le différend avait été porté, en 1119, au concile de Reims, qui avait reconnu les droits de Montierneuf; ce jugement avait été confirmé par les légats Pierre de Léon et Grégoire de Saint-Ange, puis par Girard, évêque d'Angoulême et légat du Saint-Siège (Arch. de la Vienne, Montierneuf, n° 29, 36, 37). — 5. Josce, archevêque de Tours de 1157 à 1173 ou 1174 (*Gallia christ.*, t. XIV, col. 89). Les Archives de la Vienne ont conservé l'original (carton 7, n° 56) d'une charte de Josce attestant cet accord et une autre de Jean, évêque élu de Périgueux. — 6. Laurent, qui était doyen de Saint-Pierre sous Gilbert de la Porée (1142-1154), fit l'éloge funèbre de ce grand théologien. Il fut évêque de Poitiers du 26 mars 1159 au 28 mars 1161 (*Gallia christ.*, t. II, col. 1164). —

7. Guillaume, évêque du Mans de 1143 au 27 janv. 1187 (*Gallia christ.*, t. XIV, col. 383). — 8. Mathieu, évêque d'Angers de 1155 au 13 mars 1162 (*Gallia christ.*, t. XIV, col. 570). — 9. *electio* AB, *clerico* a. L'attestation donnée par cet évêque élu de Périgueux porte que cet accord eut lieu à l'époque de son élection (*Arch. de la Vienne*, carton 7, n° 56, *concordiam tempore electionis nostre perduc-tam*). Jean de Sie était précédemment écolâtre de Poitiers (*Gallia christ.*, t. II, col. 1467; II, p. 131). — 10. A. Richard, *l. l.* Ce péage de Saint-Nicolas est sans doute celui que mentionne la charte d'Agnès (n° 1). Les chanoines réguliers, que la comtesse Agnès avait établis dans ce monastère, en avaient été bannis en 1086, à la suite d'une révolte, et Guy-Geoffroy-Guillaume, d'accord avec l'autorité ecclésiastique, avait donné Saint-Nicolas à l'abbaye de Montierneuf (*Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 14). — 11. L'église de Saint-Porchaire, fondée vers la fin du vi^e s. par saint Porchaire, abbé de Saint-Hilaire, avait été donnée à l'abbaye de Bourgueil en 1068, par l'archevêque de Bordeaux, Joscelin, agissant en qualité de trésorier de Saint-Hilaire (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 91).

Actum est hoc Cainoni¹, anno ab Incarnatione Domini M^oC^oLX^o, epacta XI, concurrente V, indictione octava, octavo idus Aprilis, sexto anno regni nostri².

1. Chinon, Indre-et-Loire. — 2. Le 6 avril 1160 appartient bien à la 8^e indiction et à la 6^e année du règne de Henri II.

XXII

Aliénor et son fils Richard accordent des franchises à Geoffroy Berland et à ses descendants.

[1169-1173]¹

A. Vidimus du 14 mars 1264 v. st., *Arch. de la Vienne*, H², liasse 68. — EDITION. a. Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XII, 1845, p. 89.

A.² regina Anglorum et ducissa Aquitanie et Normannie et comitissa Andegavie, senescallo, justiciis et ballivis et omnibus ministris regis et suis tocius Aquitanie, salutem.

Sciatis me concessisse et presenti carta confirmasse Gaufrido Berlandi³ et heredibus suis in perpetuum omnes libertates et liberas consuetudines suas in vendis et empicionibus et pedagiiis et in omnibus aliis rebus, excepto exercitu et expeditione et talliata ; nec pro preposito vel pro aliquo alio bal-

livo nisi pro solo senescallo in expedicione vel exercitu eat ; neque alicui ballivo nostro de aliquo respondeat, nisi domino meo regi et michi et senescallo nostro. Has eciam predictas libertates et liberas consuetudines concessit eidem G. et heredibus suis Richardus filius meus. Quare volo et firmiter precipio quod predictus Gaufridus et heredes sui in perpetuum habeant et teneant omnes istas libertates et consuetudines, ita bene et in pace et honorifice et libere et quiete, sicut jam predictum est, et prohibeo ne quis super hoc eidem G. vel heredibus suis injuriam vel contumeliam aliquam inde ferat.

1. Cet acte, qui n'est pas daté, se place entre le mois de janvier 1169, où Henri II investit son fils Richard du duché d'Aquitaine, et le printemps de 1173, où Aliénor et Richard participèrent à la révolte de Henri le Jeune contre Henri II. Cf. A. Richard, *l. l.*, II, p. 146, 161. — 2. Lire *Aliénor*. — 3. Ces franchises, que ne motivent aucun service rendu, aucune raison d'intérêt général, semblent avoir été accordées moyennant finance, ainsi que le privilège suivant, concédé au même Geoffroy Berland, qui était sans doute un riche marchand.

Testibus Manassero¹ Biseti, dapifero regis, Radulfo de Faia², Joscelino de Ballolio³, Guillelmo de [Lanvaleio]⁴ apud Chinonum.

1. *Manasseio* a, *Manassero*, A. C'est la forme que présentent plusieurs pièces originales (L. Delisle, *Recueil des actes de Henri II*, Introduction, p. 403, t. I, p. 121, 129, etc.). On devrait peut-être corriger *Biseli* en *Bisel*, d'après le témoignage des nombreux actes où figure le nom de Manassier Biset, sénéchal de Henri II. — 2. Raoul de Faye était l'oncle d'Aliénor. Cf. n° XX. Il était sénéchal d'Aquitaine vers 1170, d'après un acte d'Aliénor pour Fontevrault, où il porte ce titre (Marchegay, *Notices et pièces historiques*, p. 247). — 3. Sur Joscelin de Bailleul, voir L. Delisle, *l. l.*, Introduction p. 401, t. I, n°s LV (*de Baillol*), LXX (*de Baillolio*), LXXI (*de Ballolio*). A et a portent seulement *de Ball.*, et A. Richard, dans l'analyse de cet acte (p. 161), ne mentionne pas ce personnage, qu'il n'avait sans doute pas pu identifier. — 4. *Lonualeio* A, *Lonnaleio* a. Nous corrigeons en *Lanvaleio*, d'après le témoignage de pièces originales (L. Delisle, *l. l.*, Introduction, p. 486, t. I, p. 182). Ce personnage s'appelait Guillaume de Lanvalai et non Guillaume de Louneuil, comme l'indique A. Richard.

XXIII

Richard, comte de Poitou, donne à Geoffroy Berland le privilège de louer des magasins aux marchands qui viendraient

s'installer à Poitiers pour la foire de carême afin d'y vendre des draps.

fin 1187¹

A. Confirmation par le roi Charles le Bel, d'avril 1323, Arch. nat. JJ 61, n° 310, fol. 135 v°. — B. Confirmation par le roi Jean, de janvier 1352, n. st., d'après un vidimus de 1361, Arch. de la Vienne, H², liasse 68. — C. Copie collationnée du 11 déc. 1478, Arch. de la Vienne, même liasse. — EDITIONS. a. Rêdet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1485, p. 89 (d'après C). — b. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 215 (d'après A).

Richardus, comes Pictavensis, filius regis Anglie, senescallis, prepositis, ballivis suis et omnibus has litteras videntibus, salutem et amorem.

Notum sit omnibus, tam presentibus quam futuris, quod ego dedi et concessi Galfrido Berlandi² et heredibus suis, quod omnes mercatores, qui ad feriam de Pictavi, que est in quadragesima³, venerint, vendant pannos de Francia et de Flandria, omnes⁴ pannos laneos et varium et griseum⁵ et cembelinos et pannos siricos in domibus suis et in pertinentiis domorum, nec alibi sint ausi vendere hec supradicta ; et ipse et heredes sui et omnes illi qui domos predictas habebunt et possidebunt, locent illas et porticus domorum mercatoribus, et accipiant inde precium quantum habere poterunt⁶.

1. Cet acte, daté de 1188, doit appartenir aux derniers jours de 1187, après Noël, l'année commençant à Noël suivant le comput anglais. Cf. A. Richard, *l. l.*, t. II, p. 242, n. 4. — 2. Cette concession a dû être achetée par Geoffroy Berland, comme les franchises précédentes. Richard, qui venait de prendre la croix, avait besoin d'argent. Cf. A. Richard, *l. l.*, p. 260. — 3. Cette foire de carême n'a pas été instituée par Richard Cœur de Lion, comme on l'a dit parfois : elle existait déjà en 1146. Cf. n°s XVII et XIX ; Rêdet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1845, p. 62. — 4. omnes AB b, et omnes C a. — 5. griseum AB b, grissium C a. — 6. poterunt A b, poterint BC a.

Testes hujus rei sunt Andreas de Calvigniaco¹, Raginaldus² Bernoyni³, Giraldus Chotart, tunc prepositus de Pictavi, magister Philippus, Willelmus de Chemille⁴, Soronetus⁵, tunc prepositus de Mosterolio, Aimericus de Scamera, Savaricus, Willelmus Ysemberti⁶, Willelmus Bar-

raudi, Michael Berlandi, Radulphus Acuchardi. Hoc factum fuit anno ab Incarnatione Domini M^oC^oLXXX^oVII^o, Gregorio papa existente⁷. Philipo rege Francorum, Henrico rege Anglorum regnantibus

1. André de Chauvigny devait épouser, deux ans plus tard, la fille de Raoul de Déols et devenir, grâce à cette union, le premier baron du Berry (A. Richard, *l. l.*, II, p. 259). — 2. *Raginaldus* BC a, *Reginaldus* A b. — 3. *Bernoyni* BC a, *Bernoyni* A. — 4. *magister Philippus de Chemille* b, *magister Philippus, Willemus de Chemille* AB a. Maître Philippe, qui est mentionné aussi dans un autre acte de 1187, relatif aux Hospitaliers de La Rochelle (*Arch. hist. de la Saintonge*, I, p. 26), ne doit pas être confondu avec Guillaume de Chemillé, qui paraît sur un acte de 1179 (*Arch. hist. de la Saintonge*, t. VI, p. 11). — 5. Soronet, prévôt de Montreuil-Bonnin en 1187, devait être plus tard prévôt de Poitiers, puis maire de Poitiers. Cf. n^o XXXI. — 6. *Savaricus Ysemberti* A b (Savary, fils d'Isembert, d'après A. Richard, *l. l.*, II, p. 242), *Savaricus, Willemus Hisembert* B a. — 7. Le pape Grégoire VIII mourut le 17 décembre 1187 : la nouvelle de son décès n'était pas encore parvenue à Poitiers, une huitaine de jours plus tard, lorsque cet acte fut dressé.

XXIV

Richard, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, concède aux religieux du Pin le minage de Poitiers.

27 août 1196 et 30 juin 1198

A. Copie de la fin du xiv^e s. Man. Saint-Hilaire, Bibl. de Poitiers, n^o 391, fol. 42 v^o — B. Copie du xvii^e s. Arch. mun. de Poitiers, reg. 12, p. 387 (d'après A). — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 197 (d'après A). — EDITIONS. a. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 349. — b. Beauchet-Filleau, *Mém. Soc. de Statistique des Deux-Sèvres*, 1868, p. 139.

Richardus, Dei gratia rex Anglie, dux Normanie, Aquitanie, comes Andegavie, episcopis, abbatibus, comitibus, baronibus, justiciis, vicecomitibus, decanis, prepositis, baillivis et omnibus ministris et fidelibus suis, salutem.

Sciatis nos dedisse et concessisse et presenti carta confirmasse Deo et abbacie Sancte Marie de Pinu¹ et monachis ibidem deservientibus, minagium quod habemus apud Pic-tavis, ad panem, ad opus conventus ejusdem abbacie, habendum et tenendum in puram et perpetuam elemosinam, cum omnibus pertinentiis et libertatibus ad illud minagium per-

tinentibus. Quare volumus et firmiter precipimus, quod eadem abbacia et monachi prefati prefatum minagium habeant et teneant bene et in pace, libere et quiete, plenarie et honorifice, sicut illud habebamus, cum omnibus libertatibus et liberis consuetudinibus ad illud minagium pertinentibus et cum omni integritate.

1. L'abbaye du Pin, dont il subsiste des restes sur les bords de la Boivre, dans la commune de Béruges, avait été fondée vers le milieu du ^{xii}^e s. Depuis 1192, elle avait pour abbé Milon, qui avait accompagné Richard Cœur de Lion à la croisade, en qualité d'aumônier : le roi avait déjà récompensé ses fidèles services en concédant à son abbaye, le 8 août 1194, les vastes bois au milieu desquels elle était construite (Arch. de la Vienne, abb. du Pin, liasse 1 ; A. Richard, *l. l.*, t. II, p. 293).

Testibus¹ G. de Cella², [senescallo]³ Pictavensi, R. comite de Cestria⁴, [Willelmo]⁵ Marescallo et pluribus aliis. Datum⁶ per manum [Willelmi]⁷ Eliensis⁸ episcopi, cancellarii nostri, apud Ebroicas⁹, XXVII^o die Augusti, anno sexto¹⁰ regni nostri.

1. *qua test. A, quia testatur a, qua testibus b.* Lire *Testibus*. — 2. Geoffroy de la Celle était sénéchal de Gascogne et Pierre Bertin sénéchal de Poitou, vers le printemps de 1196, quand Richard donna le duché d'Aquitaine à son neveu Othon de Brunswick. Geoffroy de la Celle porte encore le titre de sénéchal de Gascogne sur un acte d'Othon pour l'aumônerie de Surgères, en date du 1^{er} janvier 1197 (*Arch. hist. de la Saintonge*, t. VI, p. 13) ; mais il réunit pendant quelque temps les deux sénéchaussées, comme on le voit par un acte relatif à l'abbaye de Grandmont (Grasillier, *Cartulaire de Saintonge*, I, p. 99), où il prend la qualité de sénéchal de Poitou et de Gascogne, de même que sur une charte d'Othon pour l'île d'Oléron, du 29 déc. 1197 (Rymer, *Fœdera*, t. I, p. 105). — 3. *sancle A, sancti a, senescallo b.* — 4. Raoul, comte de Chester, épousa en 1187 la veuve de Geoffroy, 2^e fils de Henri II ; il mourut en 1232 (*Dict. of national biography*, t. V, p. 267). — 5. *nullo A a, Willelmo b.* Guillaume le Maréchal, né vers 1144, était venu en Poitou avec son oncle le comte Patrice de Salisbury, qui fut tué en 1168. Henri le Jeune, fils aîné de Henri II, fut ensuite confié à sa garde. Après la mort du jeune prince, Guillaume le Maréchal devint un des conseillers de Henri II, qu'il soutint fidèlement dans sa lutte contre Richard. Celui-ci, devenu roi, s'était réconcilié avec lui. Cf. *Histoire de Guillaume le Maréchal, comte de Striguil et de Pembroke, régent d'Angleterre de 1216 à 1219*, poème français publié par Paul Meyer : t. III, p. CXLVII, l'itinéraire de Guillaume le Maréchal atteste sa présence à Evreux le 27 août 1196 et à Château-Gaillard le 30 juin 1198. — 6. *Datum ab, dant A.* — 7. *nulli A, n. b.* Lire *Willelmi*. Thibaudau s'arrête à *per manum* qu'il fait suivre de *etc.* — 8. *Elien(sis) A, Clie(n). b.* Guillaume de Longchamp, évêque d'Ely depuis le 6 janv. 1190, chancelier de Richard, qui le nomma grand juge d'Angleterre en mars 1190, avait administré le royaume après le départ de Richard pour la croisade. Envoyé en prison à Rome, vers la

fin de 1196, il passa par Poitiers et y mourut le 31 janv. 1197 : il fut inhumé dans l'église de l'abbaye du Pin (*R. de Diceto*, II, 150 ; *Geru. de Canterbury*, I, 543 ; *Roger de Hoveden*, IV, 17 ; A. Richard, *Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 305). Si le chancelier d'Angleterre passa ainsi par Poitiers, c'était peut-être pour remettre à son ami l'abbé du Pin la charte concédant à cette abbaye le minage de Poitiers. — 9. *Ebroicen*. ABC b. Lire *Ebroicas*. — 10. Bien que cet acte soit daté de la 6^e année du règne de Richard, ce qui devrait correspondre au 27 août 1195, Richard ayant été couronné roi d'Angleterre le 3 sept. 1189, il nous paraît devoir être placé en 1196. A. Richard (*l. l.*, t. II, p. 315, n. 2) fait remarquer avec raison qu'en 1195 Geoffroy de la Celle était sénéchal de Gascogne et non de Poitou, qu'il ne fut chargé de la sénéchaussée de Poitou que dans le courant de 1196. Il ajoute, à tort, que cette concession du minage à l'abbaye du Pin doit remonter à l'une des deux premières années du règne de Richard. Elle ne peut être ni du 27 août 1189, puisque Richard, devenu roi le 6 juillet 1189 par la mort de Henri II, s'était embarqué le 20 août à Barfleur pour l'Angleterre où il fut couronné le 3 septembre, ni du 27 août 1190, puisque, à cette date, Richard, qui s'était rencontré avec Philippe-Auguste à Vézelay le 1^{er} juillet 1190, était en route pour la croisade. Pour tenir compte de la qualité de sénéchal de Poitou donnée ici à Geoffroy de la Celle, bien loin d'avancer la date de cette charte, il faut la reculer et la placer en 1196. La date du 27 août 1196 nous paraît confirmée par le fait que la présence de Guillaume le Maréchal à Evreux à cette date est attestée d'autre part (voir ci-dessus, n. 5). Nous trouvons aussi un indice en faveur de cette date dans le fait que le chancelier qu'il fit établir, lequel était Guillaume de Longchamp, et non son successeur Eustache comme le dit A. Richard, vint précisément quelques mois plus tard à Poitiers, à l'abbaye du Pin (voir ci-dessus, n. 8). C'est à tort, à notre avis, que l'authenticité du texte de cette charte est mise en doute par A. Richard, à part quelques fautes de copiste que nous avons corrigées. Il conviendrait peut-être de changer *anno sexto* en *anno septimo*, pour faire disparaître l'inexactitude concernant le millésime. Mais cette inexactitude se trouvait peut-être dans l'original. A. Richard en a relevé plusieurs du même genre dans le compte des années de ce règne (*ibid.*, p. 306, n. 1, 308, n. 2).

Hic erat tenor carte nostre in primo sigillo, quod, quia aliquando perditum fuit et, dum capti essemus in Alemania, in aliena potestate constitutum, mutatum est ¹. Hujus autem innovacionis testes sunt : Willelmus ² [frater] ³ noster, comes [Salisburyensis] ⁴, R. comes de Cestria ⁵, W. ⁶ Marescallus, Rob. de [Harecourt] ⁷, R. B. ⁸ cappellani nostri, P. de Ruppibus ⁹ de camera nostra, et plures alii. Datum ¹⁰ per manum Eliensis ¹¹ episcopi, cancellarii nostri, apud Ruppem Andeliaci ¹², tricesimo die Junii, anno nono regni nostri.

1. D'après le témoignage des chroniqueurs anglais, c'est en 1198 que Richard Cœur de Lion, ayant changé de sceau, prescrivit le renouvellement de toutes les chartes munies de son ancien sceau (Luard, *Annales monastici*, II, 251 : *anno* 1198

præcepit idem rex omnes cartas in regno suo emplas reformari et novi sigilli sui impressione roborari, vel omnes cassari. Cf. *Roger de Hoveden*, IV, p. 66). L. Delisle (*Recueil des actes de Henri II*, Introduction, p. 192) cite une charte renouvelée au nom du roi Richard le 9 oct. 1198, où le motif de cette *innovation* est indiqué dans les mêmes termes qu'ici : *Is erat tenor carte nostre in primo sigillo... mutatum est.* En réalité, la perte de l'ancien sceau pendant la captivité de Richard en Allemagne n'était sans doute qu'un prétexte : comme le dit L. Delisle, ce procédé d'innovation était une mesure purement fiscale. Sur les sceaux de Richard Cœur de Lion, dont le premier offrait un cavalier avec un écu au lion passant, le second, l'écu du cavalier à trois lions passants, voir Douët d'Arcq, *Collection de sceaux*, III, n^{os} 10.004 à 10.009, W. de Gray Birch, *Seals in the British Museum*, I, p. 13. — 2. XV A, W. b. Guillaume Longuespée, fils naturel de Henri II, devenu comte de Salisbury par sa femme en 1196, mourut en 1226 (*Roger de Hoveden*, IV, 13). — 3. jê A. Lire *frater*. — 4. *sanctorum* A, Score b. Lire *Salisberiensis*. — 5. *Le test* A, de *Cestr.* b. Sur Raoul de Chester, voir ci-dessus, n. 4. — 6. XV A. Lire *W(illelmus)*. La présence de Guillaume le Maréchal à Château-Gaillard le 30 juin 1198, date et lieu de cette charte renouvelée, est attestée d'autre part (ci-dessus, n. 5). — 7. *Arethorum* A, *Archow* b. Robert d'Harcourt figure comme témoin sur la charte de Richard du 27 juin 1190 pour Guillaume Le Queu et sur la charte donnée à Spire par Richard le 5 janv. 1194 pour les Hospitaliers (Teulet, *Layettes*, I, p. 158, 174). — 8. A. Richard (*l. l.*, p. 315) indique, à tort, parmi les témoins de cette charte renouvelée Robert d'Alençon (au lieu de Robert d'Harcourt) et le chapelain R. B. Les initiales R. B. désignent deux chapelains de Richard, sans doute Raoul et Seguin, dont les noms sont écrits en toutes lettres sur la charte de Richard, du 5 mai 1190, pour la fondation du monastère de Lieu-Dieu en Jard (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 409). Il convient sans doute de corriger la seconde initiale *B* en *S*. — 9. Pierre des Roches, qui avait suivi d'abord la carrière des armes, était entré dans les ordres et figure ici comme clerc de la chambre du roi ; il devint, en 1199, prieur de Loches, trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand de Poitiers. Il fut élu évêque de Winchester le 5 février 1205. Il fut chargé de la régence du royaume d'Angleterre pendant l'expédition de Jean sans Terre en France en 1214. Il mourut le 5 juin 1238. Cf. Lecointre-Dupont, *Pierre des Roches*, discours à la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1868 ; *Dict. of national biography*, t. XLV, p. 52. — 10. Dant A, Datum b. — 11. *Clieu* Ab. Lire *Eliensis*. Eustache, doyen de Salisbury, fut élu évêque d'Ely le 10 août 1197 et consacré le 8 mars 1198 (*Roger de Hoveden*, IV, p. 41). Il succéda aussi comme chancelier d'Angleterre à Guillaume de Longchamp. Il mourut le 3 février 1215 (*Dict. of national biography*, t. XVIII, p. 49.) — 12. Château-Gaillard, près des Andelys, Eure.

XXV

*Diplôme d'Aliénor, reine d'Angleterre, duchesse d'Aquitaine,
confirmant les privilèges de l'abbaye de Montierneuf.*

4 mai 1199

A. Original, Arch. de la Vienne, carton 7, n^o 63. — B. Copie du XIII^e s.

Arch. nat. J 460. — C. Coll. Fonteneau, t. XIX, p. 319. — D. Autre copie de la main de dom Fonteneau, Arch. de la Vienne, carton 7, n° 63. — Edition. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 202 (d'après B).

Alienor, Dei gratia regina Anglorum, ducissa Normannie, Aquitanie, comitissa Andegavie, archiepiscopis, episcopis, comitibus, vicecomitibus, baronibus, justiciariis, prepositis et omnibus ballivis et fidelibus suis et omnibus sancte matris Ecclesie filiis, tam presentibus quam futuris, salutem.

Noverit universitas vestra quod, cum infra mensem post mortem karissimi filii nostri Richardi¹, regis Anglorum, Pictavim venissemus, dilecti nostri abbas et monachi Sancti Johannis Monasterii Novi cartas patris et avi nostri et aliorum predecessorum nostrorum, qui ipsius monasterii fundatores extiterant, coram baronibus nostris presentaverunt. Nos autem, ipsarum tenorem cartarum et ipsius ecclesie libertates plurimas attentius considerantes, pro salute anime nostre et karissimi filii nostri Richardi, regis Anglorum, et etiam patris et avi nostri et aliorum antecessorum nostrorum, illa omnia que ecclesie Sancti Johannis Novi Monasterii avus noster² donavit, concessit et firmavit, et similiter pater noster Willelmus donavit, concessit et firmavit, de consilio baronum et aliorum fidelium nostrorum, qui tunc presentes aderant, concedimus et confirmamus et in perpetuum tenenda precipimus, tam in adquisitis quam in acquirendis.

1. Richard était mort le 6 avril 1199; il fut inhumé le 11 avril dans l'église abbatiale de Fontevrault, où reposait déjà son père Henri II : Aliénor choisit aussi cette église pour sa sépulture, quand elle s'éteignit le 31 mars 1204, à l'âge d'environ 82 ans. — 2. Cette charte d'Aliénor est calquée sur la charte refaite de 1126 (n° XIII) *bis* : on a même négligé tout d'abord d'apporter au texte qui servait de modèle les modifications qui s'imposaient; *avus*, qui, dans le passage correspondant de la charte de 1126, désignait Guy-Geoffroy, ne peut désigner ici que Guillaume VII, de sorte que le fondateur de Montierneuf est passé sous silence. Dans la charte de confirmation de 1152 (n° XX), Aliénor n'avait pas oublié de mentionner les donations faites par son arrière-grand-père (*altavus*). Plus loin, cette omission est réparée et, là où il y avait *avus* dans le texte de 1126, on a mis *pater avi nostri*.

Concedimus et confirmamus cuncta munimenta, que avus et pater noster Willelmus et alii antecessores nostri eidem

monasterio dederunt, et concedimus tam illud quam ea que ad se pertinere videntur sub totius libertatis munimine, ab omni inquietudine cujuscumque potestatis et omnium parentum nostrorum cunctorumque successorum nostrorum. Videlicet ipsum monasterium, sicut patres nostri fecerunt, constituimus liberum et francum burgum quod circa illud monasterium est et ea que nunc habent in Mercato Novo¹, et, sicut avus et pater noster et antecessores nostri concesserunt, quicquid poterunt adquirere usque ad muros civitatis concedimus, nullam ibi consuetudinem nobis retinentes. Concedimus quoque burgum ultra aquam fluvii, et fontem², qui est in ripa fluminis, et aquam a molendinis de Chaseignes usque quo Biberis intrat in Clennem et a vetula exclusa usque ad molendina de Charuhel³ et inde usque ad molendina de Exsartis. Concedimus pedagium pontis Novi totum, sicut tempore patris avi nostri et ipsius et patris nostri totum habuerunt et tenuerunt. Concedimus burgum Sancti Saturnini cum tannatoribus suis, sicut a patre avi nostri datum est, liberum et francum, et sicut hactenus habuerunt...

1. Le Marché Neuf est la place qui est désignée sous le nom de Place du Pilori dès 1307 (n° CCII) ; c'est aujourd'hui la place de la Liberté. On a dit parfois que ce Marché Neuf avait été créé par Aliénor (Brothier de Rollière, *Histoire des rues de Poitiers*, p. 259). Sa création paraît avoir suivi de près la fondation de l'abbaye de Montierneuf. Car la place du Marché (aujourd'hui Place d'Armes), appelée *forum* ou *mercatum Pictavense* dans des chartes relatives à la fondation de Saint-Nicolas (n° II, IV,) et qui était l'unique marché de Poitiers au milieu du XI^e s., est appelée *forum vetus*, le Marché Vieux, dans deux pièces du Cartulaire de Saint-Nicolas (*Arch. hist. du Poitou*, t. I, p. 44, 45), que Rédet place vers 1080, ce qui implique qu'il y avait alors un Marché Neuf. — 2. Sur cette fontaine de Chassaigne, située près du n° 11 du boulevard actuel de ce nom, voir Brothier de Rollière, *Hist. des rues de Poitiers*, p. 99. — 3. Le moulin de Charruau, aujourd'hui Moulin-à-Parent, appartenait à l'abbaye de Sainte-Croix (Bibl. mun. de Poitiers, liasse 426, bail à rente d'un moulin à foulon situé à Charruau, consenti par l'abbesse de Sainte-Croix le 23 nov. 1363).

Concedimus quoque stagnum civitati contiguum, quod Agnes fecit ad munimentum civitatis, quod pater avi nostri habuerat in dominio, solidum et quietum, ita ut nullus posset cursum aque ad hoc stagnum venientis impedire. Et ita solidum et quietum donavit illud prefato monasterio, cum pisca-

ria et cum molendinis, et consuetudinem molarum, quas homines consuetudinarii extrahunt sine pretio...

Concedimus eis truncatas a stagno usque ad flumen Clennis, et turrem, que sub stagno est, ut sit in custodia monachorum, sicut avus noster olim preceperat ¹...

1. Ces tranchées allant de l'étang au Clain et cette tour située au bas de l'étang, dont la concession est attribuée à Guillaume VII, sont mentionnées, non dans la charte authentique de Guillaume VII de 1126 (n° XIII), mais dans la charte refaite de la même date (n° XIII bis), qui a servi de modèle pour la charte d'Aliénor. Par contre, le diplôme de Louis VII de 1146 (n° XVII) parle de la tour de l'étang et des maisons que l'on avait détruites près de cette tour, sans doute pour établir la ligne de fortifications avec douves désignées ici par le mot *truncatas*.

Facta est hec carta confirmationis hujus anno ab Incarnatione Domini M^oC^oXC^oIX^o, in crastino Inventionis Sancte Crucis, apud Pictavium. Hujus autem carte isti sunt testes : Ademarus¹ abbas Sancti Maxentii, Petrus² abbas Sancti Cipriani, Radulfus comes Augi³, Galfridus de Lezinan⁴, Joubertus de Guerschia⁵, Simon de Lezay, Longus Ogerius, Kalo de Rupeforti⁶, Willelmus Luel, Hamelinus de Brolio, Radulphus de Faia⁷, Willelmus de Faia, Willelmus de Bello Monte, Petrus capicerius, Rogerus cappellanus noster, qui cartam harum libertatum scripsit, Willelmus clericus noster, Willelmus de Lozayo, tunc prepositus Pictavis et multi alii.

1. Adémar ou Aymar, abbé de Saint-Maixent de 1181 à 1199. Son successeur Martin paraît dans un acte du 6 octobre 1200 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVI, p. LXXXI). — 2. Pierre dit de *Veonolio*, al. de *Bonolio* (de Vouneuil ou de Bonneuil), était encore abbé de Saint-Cyprien en 1211 (*Gallia christ.*, II, col. 1235). — 3. Raoul d'Exoudun, frère de Hugues IX le Brun, sire de Lusignan, était devenu comte d'Eu par son mariage avec Alix, fille et héritière de Henri, comte d'Eu, décédé en 1183. — 4. Geoffroy de Lusignan, frère de Hugues VIII, sire de Lusignan, était l'oncle de Hugues IX et de Raoul, comte d'Eu. — 5. Joubert de la Guerche est cité, ainsi que Simon de Lezay, au nombre des adhérents de la révolte de 1173 contre Henri II (*Hist. de Fr.*, t. XIII, p. 114, 137, 152, 316). — 6. Laon Ogier et Châlon de Rochefort sont qualifiés de chevaliers d'Aliénor sur la charte suivante. — 7. Raoul et Guillaume de Faye étaient cousins d'Aliénor. Sur leur père, Raoul de Faye, voir ci-dessus, n°s XX, XXII.

XXVI

Confirmation des privilèges des habitants de Poitiers par Aliénor, duchesse d'Aquitaine.

1199

A. Original, Arch. mun. de Poitiers A 1. — B. Copie de la fin du xiv^e s., Man. Saint-Hilaire, Bibl. de Poitiers, n^o 391, fol. 35. — C. Copie du xvii^e s., Man. d'Auzance, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n^o 260, fol. 81. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 231. — EDITIONS. a. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 335. — b. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 143. — c. Arch. hist. de la Gironde, t. XXX, p. 6. — d. E. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 126.

Alienor, Dei gracia regina Anglie, ducissa Normannie, Aquitanie, comitissa Andegavie, archiepiscopis, episcopis, comitibus, vicecomitibus, baronibus, justiciis, prepositis, bailivis et omnibus fidelibus suis, ad quos presens pagina pervenerit, salutem in Domino.

Noverit universitas vestra nos reddidisse¹ et presenti carta confirmasse dilectis et fidelibus hominibus nostris de villa Pictavis libertates et jura sua, que antecessores eorum habuerunt et tenuerunt tempore avi et patris nostri et aliorum predecessorum nostrorum, videlicet de filiabus suis maritandis et de omnibus aliis feminis que maritande erunt, in quocumque loco voluerint, aut extra villam Pictavis aut infra villam.

L. Giry (*Etablissements de Rouen*, t. I, p. 357) et A. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 340) ont supposé que les habitants de Poitiers avaient été privés des privilèges octroyés par les anciens comtes de Poitou, soit à l'avènement de Louis VII, soit à la suite de l'insurrection communale de 1138. Mais rien n'atteste que les Poitevins aient jamais perdu ces privilèges. Le verbe *reddere* signifie souvent, non « restituer », mais « confirmer ». C'est le sens que L. Delisle donne à cette expression dans plusieurs actes de Henri II (*Recueil*, Introduction, p. 119, 120, 126, 141, 408, 511). Cf. Ambroise, *L'estoire de la guerre sainte*, éd. G. Paris, Coll. des Documents inédits, v. 208 :

*E si rendi à ses barons
E lor fiez e lor heritages.*

• Dans la théorie féodale, dit à propos de ce passage G. Paris, à la mort du

suzerain tous les contrats de fiefs sont dissous. Le successeur du suzerain rentre en pleine possession de tous les fiefs et il les rend ensuite, par une nouvelle investiture, à ceux qui les possédaient. » Aliénor, étant rentrée en possession du duché d'Aquitaine à la mort de Richard, confirme aux Poitevins des concessions antérieures, comme elle l'avait fait pour l'abbaye de Montierneuf.

Et etiam concedimus eis ut, quando aliquis eorum, ad finem vite sue perveniens, elemosinam suam divisam habuerit, plenarie et integre teneatur, et qui elemosinam illam violentiam fecerit, a domino ville Pictavis defendatur, custodiatur et teneri cogatur. Adhuc vero eis concedimus quod nulli eorum, qui fidejussores stare juri dare voluerint et potuerint, de aliquo forisfacto quod in villa fecerint, nisi murtrerii vel proditores seu latrones fuerint, capiantur nec vi retineantur neque manus in eis vel in rebus suis violenter mittantur. Ad hec illis concedimus quod, si aliquis extraneus in villam Pictavis venerit, causa manendi ibi, has predictas libertates habeat ita libere et quiete, sicuti alii homines in villa manentes habent et tenent.

Hujus vero donationis et quietationis testes sunt : karissima filia nostra regina Johanna¹, Petrus Bertini², senescallus Pictavie, Lonnus Ogerus, Kalo de Rupeforti, milites nostri, A. abbas Sancti Maxentii, P. abbas Sancti Cypriani³, Savarius de Chiriaco, Ogisus filius suus, Vivianus Beides-trau, Petrus Bonini et frater ejus, Pascaudus de Rupela, David de Podio Liborelli, Sanctius de Rupela⁴, Gaufridus de Calviniaçò, capiscerius miles⁵, et multi alii. Data apud Niorthium, anno Verbi incarnati M^o C^o XC^o IX^o⁶.

1. Jeanne, fille de Henri II et d'Aliénor, née en octobre 1165, avait épousé, le 13 février 1177, Guillaume, roi de Sicile, qui mourut en novembre 1189. Elle avait épousé, en octobre 1196, Raimond VI, comte de Toulouse. Elle mourut en août 1199, à Rouen, et fut ensevelie, sur sa demande, à Fontevrault. — 2. Pierre Bertin figure déjà avec le titre de sénéchal de Poitou sur la charte du 5 mai 1190 pour la fondation du monastère de Lieu-Dieu en Jard (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 409). Remplacé par Geoffroy de la Celle dans le courant de 1196, il occupait de nouveau cette charge en mai 1199, comme on le voit par cette charte et par la suivante ; mais, le 29 janvier 1200, le sénéchal de Poitou était Raoul de Mauléon, fils d'Eble de Mauléon, d'après un acte de Jean sans Terre (*Rotuli chartarum*, p. 58 a) ; le 22 février 1200, c'était Geoffroy de la Celle (*ibid.*, p. 59 b), qui porte encore ce titre sur un acte de Jean sans Terre du 1^{er} sept. 1200 (*ibid.*, p. 75 a) et est qualifié sénéchal de Poitou et de Gascogne en janv. 1201 (*ibid.*, p. 102 a) et en juillet 1201 (*Brutails, Cartulaire de Saint-Seurin*, p. 345) ; le

23 sept. 1201, il avait pour successeur Robert de Turnham (*Rotuli litt. pat.*, I, p. 1). — 3. Sur Adémar, abbé de Saint-Maixent, et Pierre, abbé de Saint-Cyprien, v. ci-dessus, n° XXV. — 4. On remarque, parmi les témoins de cette charte, plusieurs Rochelais, Pascaud, Sanche, David de Puilboreau, qui étaient venus à Niort demander à Aliénor de confirmer la charte communale accordée par Henri II à la ville de La Rochelle. — 5. C'est sans doute à Geoffroy de Chauvigny que se rapporte l'expression *capiscerius miles*; de même son nom est suivi des mots *domino capicerio* sur la charte suivante. La dignité de chévecier (c'est-à-dire de trésorier) de Saint-Pierre de Chauvigny, tenue ordinairement par un clerc (cf. n° XXXIX) a été parfois inféodée à des laïques. — 6. La date de mois n'est pas indiquée sur cette charte ni sur la suivante, ni sur la confirmation de la charte communale de La Rochelle. Mais le séjour d'Aliénor à Niort, pendant lequel elle donna ces trois chartes, se place au mois de mai 1199. Après être passée à Poitiers au début de ce mois, et y avoir confirmé, le 4 mai, les biens et privilèges de Montierneuf, elle était allée, le 5 mai, à Montreuil-Bonnin, où elle fit droit aux réclamations des religieuses de Sainte-Croix, au sujet de leur terre de Vastes (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, n° 5) ; de là, elle s'était rendue à Niort, puis à La Rochelle et enfin à Saint-Jean-d'Angély, où elle se trouvait au mois de juin.

XXVII

Charte de commune donnée par Aliénor aux habitants de Poitiers

1199

A. Vidimus du garde du sceau royal dans la sénéchaussée de Poitiers, en date du 1^{er} mars 1297 v. st. Arch. mun. A 13. — B. Man. Saint-Hilaire, Bibl. de Poitiers, n° 391, fol. 35 v°. — C. Man. d'Auzance, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 260, fol. 82. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 235 (d'après B). — ÉDITIONS. a. Thibaudéau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 337. — b. Giry, *Établissements de Rouen*, t. II, p. 145. — c. E. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 131.

Alienor, Dei gracia humilis regina Anglie, ducissa Normannie, Aquitanie et comitissa Andegavie¹, archiepiscopis, episcopis, comitibus, baronibus, senescallis, prepositis, justiciis², baillivis et universis tam futuris quam presentibus ad quos littere iste pervenerint, salutem.

Sciatis nos concessisse in perpetuum et presenti carta confirmasse dilectis et fidelibus nostris universis hominibus de Pictavi et eorum heredibus communiam juratam apud Pictavim, ut tam nostra quam sua propria jura melius defendere

possint et magis integre custodire, salva tamen et retenta fidelitate nostra, salvis etiam³ juribus nostris et heredum nostrorum et juribus sancte Ecclesie. Volumus igitur et statuimus ut omnes libere et usitate consuetudines ville sue, quas antecessores eorum et ipsi, sub antecessorum nostrorum et nostri dominio, hactenus habuerunt⁴, eisdem et eorum heredibus inviolabiliter observentur, et ut, ad ipsas manutenendas et ad jura sua et nostra et heredum nostrorum defendenda, vim et posse communie sue, quando necesse fuerit, contra omnem hominem, salva fidelitate nostra et jure nostro et heredum nostrorum, salvo etiam jure sancte Ecclesie, exercent et apponant. Ut autem ipsi et eorum heredes communiam suam libere et quiete manuteneant et liberas et usitatas consuetudines ville sue custodiant et defendant, nos, ad perpetue robur auctoritatis, litteras istas sigillo nostro fecimus sigillari.

1. *Andegavensis* D a b. — 2. *justiciariis* D b. — 3. *etiam* D, *eciam* B, *tamen* A a b. — 4. Ce passage, qui atteste que la ville de Poitiers jouissait déjà antérieurement de *libere consuetudines*, le fait que la charte communale de La Rochelle, contemporaine de celle-ci, est conçue dans les mêmes termes et est une charte de confirmation, donnent lieu de se demander si l'existence d'une commune à Poitiers n'est pas antérieure à cette charte d'Aliénor, contrairement à ce que l'on admet généralement. Cf. *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 132 et suiv.

Datum apud Niortum, anno incarnati Verbi millesimo C^o XC^o IX^o. Testibus Petro Bertini¹, tunc senescallo Pictavie², Chalone³ de Rochaforti⁴, Launo Ogerio, Gaufrido de Chauvigne⁵, domino capicerio, abbate Sancti Maxencii, Petro abbate Sancti Cipriani, Johanne Borser, Savarico, Arnaudo Pingui et multis aliis.

1. *Bertini* A c, *Bertin* B a, *Bertino* D b. — 2. *Pict(avie)* A c, *Pictavensi* B D b, *Pictavi* a. — 3. *Chalone* A a b c, *Kalone* B D. On pourrait être tenté de préférer la leçon de B D à celle de A, l'original de la charte précédente portant : *Kalo*. Mais l'original d'une autre charte d'Aliénor datant aussi de 1199, et publiée par Marchegay (*Notices et pièces historiques*, p. 203), porte : *Chalone de Rochaforti*. L'orthographe des noms propres est très variable, comme on le voit pour Laon Ogier, dont le nom est écrit *Longus Ogerius* sur l'original de la charte pour Montierneuf (n^o NNV), *Lonnus Ogerus* sur la charte précédente et *Launus Ogerius* (comme ici) sur l'original publié par Marchegay. — 4. *Rochaforti* A b c, *Rochefort* B D, *Rocheforti* a. — 5. *Chauvigne* A a b c, *Calviniaço* D. Bien que la leçon de D s'accorde avec l'orthographe que donne pour ce nom l'original de la charte précédente, il est douteux qu'il convienne de l'adopter.

XXVIII

Tarif de la prévôté de Poitiers.

[fin du XII^e s.] ¹

A. Copie de la fin du XIV^e s., Man. Saint-Hilaire, Bibl. de Poitiers, n^o 391, fol. 46 et suiv. — B. Copie du XVII^e s., Arch. mun., reg. 12, p. 392 (d'après A). — EDITION. a. E. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 418 et suiv.

COSTUME ²

1. De quadrigata lane, pannorum lancorum [aut lineorum] ³, cere, piperis, pelliparie ⁴, balene, filati lane, de qualibet quadrigata, si transierit villam, debent ⁵ de pedagio tres solidos domino Pictavensi et quelibet IX denarios de vigeria vigerio ⁶.

1. Cet ancien tarif de péage, dont le texte ne nous a été conservé que par une copie de la fin du XIV^e s., paraît remonter à la seconde moitié du XII^e. Car il y est question du vignier (*vigerius*), au profit duquel devait être perçue la taxe appelée *vigeria*. Or, les vigneries cessèrent, en général, d'exister en Poitou vers le milieu du XII^e s. ; le dernier vignier de Poitiers qui soit connu, Almarius, exerçait ses fonctions en 1120 (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1838, p. 359, 365). De plus, ce tarif paraît antérieur au statut de la foire de carême, tel que Richard Cœur de Lion l'avait établi en ce qui concerne la vente des draps. La charte de Philippe Auguste de 1214 (n^o XXXV), confirmant ce statut de Richard, spécifie que les marchands qui vendront des draps au détail pendant la durée de cette foire paieront un droit de 2 deniers seulement par livre, tandis qu'en temps ordinaire ils continueront à payer l'ancien droit d'une obole par sou. Cet ancien droit est le seul qu'indique le tarif de la prévôté (art. 4). D'autre part, ce tarif est postérieur à l'établissement d'une commune à Poitiers (art. 4, 41), dont la date exacte peut laisser place au doute (cf. n^o XXVII), mais appartient en tout cas à la seconde moitié du XII^e s. — 2. En marge, de 2^e main : *Droits de prevosté*. — 3. *amillorum* AB, aut *lineorum* a. — 4. *pelliparis* AB, *pelliparie* a. — 5. *debentur* AB, *debent* a. — 6. La *vigeria* est égale ici au quart du *pedagium* (droit de transit), de même art. 12, 15, 17, 25, 34, 57, 79. Elle est le quart de la *venda* (droit de vente) dans les art. 20, 23, 53, 62. Par exception, elle est le tiers du *pedagium*, art. 48, le tiers de la *venda*, art. 21.

2. De quadrigata sagini, tres solidos de pedagio domino Pictavensi, sed non debent vigeriam ¹.

3. Tacra coriorum transiencium ultra debet unum dena-

rium domino Pictavensi de pedagio et unum denarium domino Lesigniaci ².

4. De pannis lineis et laneis venditis reddit venditor de solido obolum, nisi fuerit de dominio domini Pictavensis vel de [communis] ³, vel integrum venditum fuerit et in mercato non ⁴ fuerit apportatum.

5. Summa panis reddit de venda unum denarium, que venit de foras.

6. Quadrigata panis debet tres denarios de venda.

7. Ciminum, rose, aminadale ⁵, ris et colores ⁶, cimatque ⁷, thus nichil debent de pedagio neque vendam.

8. Nec panis qui ⁸ portatur foras debet pedagium.

9. Soma remigii debet quatuor denarios de venda.

10. Quadrigata remigii, tres solidos cum uno denario ⁹.

1. Les art. 3, 36, 42, 45, 54, 55, 68 offrent d'autres exemples de *pedagium* sans *vigeria* : il est plus fréquent encore que la *venda* ne soit accompagnée d'aucune *vigeria* : art. 4, 5, 6, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 24, 25, 28, 29, 32, 36, 37, 38, 39, 40, 46, 47, 49, 52, 51, 58, 59, 63, 64, 65, 66, 82, 83, 84, 85, 86, 89, 91, 92, 93, 94. — 2. Cf. ci-dessous, art. 67. — 3. *coram* AB, *communis* a. — 4. *nostro* A, *non* Ba. — 5. Lire *amingdale*. Du Cange n'indique que la forme *amigdala*. Cf. v. fr. *amigdale* et *amendele* (= amande). — 6. *coleres* A, corrigé de 2^e main en *colores*. — 7. *cimat* A, *cimatque* B. Ce mot est probablement pour *sumac* (note de M. A. Thomas). — 8. *que* AB, *qui* a. — 9. Tandis que, dans les art. 5 et 6, la *quadrigata* (charretée) paie seulement un droit trois fois plus élevé que la *summa* ou charge d'une bête de somme, d'après les art. 9 et 10 la *quadrigata* paie plus de 9 fois plus que la *soma*. Ailleurs (art. 21 et 23), le premier droit n'est pas même le triple du second (4 deniers ou 8 oboles en regard de 3 oboles), il n'est même que le double en ce qui concerne la *vigeria*, et de même pour la *venda* dans les art. 82 et 83.

11. Sagimen, quando venditur Pictavis in grosso, de solido obolum.

12. Quadrigata grane scarlate debet III solidos de pedagio et IX denarios de *vigeria*.

13. Quadrigata gaisde, quando venditur, debet II denarios de venda, de pedagio nichil si transierit.

14. Somma varencie debet I denarium de venda, [collifex] ¹ obolum.

15. Miliare [sepiarum] ² venditum debet IIII denarios de venda, et si portantur ultra villam in quadriga, miliare debet IIII denarios de pedagio et I denarium de *vigeria*.

16. Centum sepiarum venditum debet de solido obolum vende, et si transierit ultra, centum debet ³ obolum de vigeria.

17. Miliare arencorum ⁴ debet IIII denarios de venda, et de pedagio, si transierit, IIII denarios et de vigeria I denarium.

18. Sutores qui non sunt in dominio Pictavensis domini debent de venda in mercato, primo sabbato I denarium, in secundo sabbato debent III obolos.

19. Somma acceti debet de venda obolum.

20. Dolium vini debet de venda IIII denarios, de vigeria I denarium. Et quando transsit ultra XII^{clm} modios, debet octo denarios, et quando transit ultra XXIII^{or} modia, debet XII denarios et debet tantum ⁶ modo I denarium de vigeria.

1. *C collisex* AB, *collifex* a. Le mot désigne évidemment un colporteur. La forme *collifex*, que n'indique pas du Cange, se trouve plus loin, art. 27; elle paraît due à l'analogie de *opifex*. — 2. *sopparum* A, corrigé de 2^e main en *separum*; *sepiarum* a. Cf. art. 16. — 3. Il convient sans doute d'ajouter: II *denarios de pedagio*: car il n'y a pas d'autre exemple de *vigeria* prélevée seule sur les marchandises en transit, sans *pedagium*. — 4. *areneorum* A, corrigé de 2^e main en *arencorum*, avec la glose interlinéaire de 2^e main: *alequarum*. Il s'agit évidemment de harengs. Du Cange n'indique ni la forme *arencus*, ni *alequa*, mais *alecum*, *alecium*, *alectum*, *alectum*: *arencus* est le vieux français *harenc* latinisé et privé de son h initiale. — 5. *tanctum* A, *tantum* B. La *vigeria* est réduite ici par exception au 12^e de la *venda*.

21. Cepe et allea, que super animal adducuntur, debent ¹ III obolos de venda et obolum de vigeria.

22. Nove escallone ² post festum beati Johannis nichil debent.

23. Quadrigata alleorum et ceparum ³ debet IIII denarios de venda et I de vigeria.

24. Somma ferri ⁴ debet I denarium de venda. Quadrigata debet II denarios et ille qui adducit ferrum ⁵ et acerum, die ⁶ qua venerit, non timet prepositum usque ad vesperum die sabbati, dum tamen moretur in villa nec totum vendiderit.

25. Trossellus eris debet IIII denarios de venda, quadrigata eris III solidos de pedagio et IX denarios de vigeria.

26. Illi qui adducunt ferrum ⁷ vel acerum die dominica non timent prepositum de venda usque ad diem sabbati, nisi infra totum vendiderint.

27. Collifex ferri⁸ debet obolum de venda.
28. Si operarii⁹, encluma, martelli et odilia fabrice simul vendantur, communiter debent IIII denarios de venda.
29. Operarii per se venditi debent IIII denarios et encluma IIII denarios.
30. Miliare clavorum ad equos debet XX^u clavos domino Guitardo¹⁰.

1. *debet* AB, *debent* a. Sur le rapport de la *vigeria* à la *venda*, voir art. 1, n. 6. — 2. *escallane* A, corrigé de 2^e main en *escallone*. On doit peut-être lire *escalonie*, bien que Du Cange n'indique pas cette forme, mais *ascaloniae*, *scalongia*. Cf. v. fr. *escalongues* (= échalottes). — 3. *ceperarum* A, *ceparum* a. Cf. art. 21 (= oignons). — 4. *feni* A¹, *ferri* A² B a. — 5. *fenum* A¹, *ferrum* A² B a. — 6. de AB, *die* a. Cf. art. 26. — 7. *fenum* A¹, *ferrum* A² a. — 8. *feni* A, *ferri* a. — 9. Ce mot a peut-être ici le même sens que *travail* dans le *Livre des métiers*, éd. Depping, p. 45, où, d'après l'éditeur, *travail* désigne la cage de bois de charpente dans laquelle on ferre les chevaux. Cf. Léchauté, *Grands rôles*, p. 193, Tarif de la prévôté de Caen, art. 13 : *de operariis fabri*. — 10. XX^u d(enarios) A¹, XX^u clavos domino Guitardo A² (la correction est peut-être de 1^{re} main) B a. Le bourg Guitard, appelé plus tard bourg ou fief d'Anguitard (par corruption de *dam Guitard*, *damni* ou *domni Guitardi*), était situé dans l'intérieur de la ville de Poitiers et comprenait l'espace limité par les rues des Flageolles, des Gaillards, Sainte-Opportune, Riffault, Sylvain-Drault et la place du Pilori. La tour, siège de la juridiction de ce fief, était située rue des Flageolles, où elle subsiste encore en partie : à côté était la porte Guitard, qui était une des portes de l'ancienne enceinte gallo-romaine. Le droit prélevé sur la vente des clous et des fers à chevaux au profit du seigneur de ce fief est encore indiqué dans l'acte d'aveu et dénombrement, en date du 1^{er} avril 1410, que renferme le Grand Gauthier (Arch. de la Vienne, fol. 29 et suiv.) : *pour chacun miller de clouz, XX clouz* (fol. 32 v^o).

31. [Similiter] duodecim¹ ferri² ad equos debent unum ferrum domino Guitardo³ de hominibus forensibus et nichil debent domino Pictavensi.

32. Venditor serparum, cultrorum⁴, securium, faucillarum et aliorum [secantium]⁵ debet unum denarium de venda die sabbati vel die ferie.

33. Plumbum nichil debet.

34. Timpanum, IIII denarios de pedagio et I denarium de vigeria.

35. Bresil nichil debet, nec vendam neque pedagium.

36. Somma seu somerii clavorum et ad lateram⁶ et ad hujus⁷, si vendatur, debet tantum I denarium de venda ; si transitum fecerit, de pedagio debet I denarium.

37. Quadrigata costarum ad⁸ cerculos grandes⁹ debet de venda XII denarios.

38. Mercerius qui vendit sericum et qui non vendit, reddit obolum mense.

39. Apportatores caseorum venalium debent unum denarium in quindena de venda, sed de duobus caseis nichil debetur.

40. Soflea¹⁰ aceti¹¹ debet unum denarium de venda.

1. *quater duodecim* A. Cette expression est très suspecte par sa forme inusitée. M. A. Thomas a proposé de la corriger en *quatuor duodene*. Mais le seigneur de ce fief avait droit à un fer par douzaine de fers à chevaux, et non par 4 douzaines : c'est ce qu'atteste l'acte d'aven cité dans la note précédente. C'est pourquoi nous corrigeons *quater* en *similiter*. — 2. *feni* A¹, *ferri* A² B a. — 3. *Guilando* AB, *Guilardo* a. — 4. *cullorum* AB, *cultorum* a. — 5. *sequentium* A. Lire *secantium* (correction proposée par M. A. Thomas). — 6. Cf. L. Delisle, *Cartulaire normand*, p. 271, Tarif de la prévôté de Pont-Audemer : *clavi laterrez*. — 7. Lire *hujus modi*. — 8. de A, ad a. Cf. art. 75. — 9. *grandos* A, *grandes* a. — 10. Mot inconnu. Cf. art. 68, *souflea*. — 11. Lire sans doute *aceri*.

41. Prepositus Pictavensis nichil habet de rebus ecclesie vel juratorum communie aut aliorum in dominio domini Pictavensis, que super latronem inveniantur.

42. Somma sagini, remigii, debet IIII^{or} denarios de pedagio sine vigeria.

43. Quadrigata salis ad duos equos debet sex ollas vende ante [quam] ¹ transeat.

44. Quadriga ad unum equum debet III ollas salis.

45. Quisque equus qui portat sal extra villam debet duos denarios de pedagio. Et azinus.

46. Pelles albe, de quibus fiunt cirotheque, debent de solido obolum.

47. Quicumque vendiderit merchandiziam apud Pictavis vel infra banlegam reddet apud Pictavis vendam.

48. Quadrigata alleorum et ceparum² debet III denarios de pedagio, I denarium de vigeria, et est quipta per quindenam, nisi plus apportaverit.

49. Quadrigata lini, II denarios de venda.

50. Quadrigata et somerii reddeutes³ de nundinis debent [pedagium] ⁴ suum.

1. *ante* AB, *ante quam* a. D'après l'acte du 20 août 1292 (n° CLI), Renaud de Pressigny, sire de Marans, prétendait posséder un droit de six *oulées* de sel

par charretée de sel vendu à Poitiers, et il céda ce droit à la commune de Poitiers. Lors de la rédaction du tarif de la prévôté, ce droit appartenait au comte de Poitou : il est probable qu'il fut concédé au sire de Marans vers le début du ^{xiii}^es.; mais le tarif fut simplifié : l'acte de 1292 n'indique pas la distinction que l'on trouve ici entre les charrettes à deux chevaux et les charrettes à un cheval. De même, dans les premiers comptes municipaux que nous possédions pour Poitiers, celui de 1364 (Arch. mun. F 39), celui de 1387 (K 1), il n'est question que d'un droit de six *houles* par charretée de sel. — 2. *ceperarum* A, *ceparum* B a. Cf. art. 23. — 3. Lire *redeuntes*. — 4. *pagium* AB, *pedagium* a.

51. Equus venditus debet IIII^{or} denarios, venditor scilicet, de venda.

52. Mulus, IIII^{or} denarios, et asinus I denarium.

53. Dolium vini venditum in quadriga, II denarios de venda, obolum de vigeria.

54. Quadrigata cordoani, III solidos de pedagio sine vigeria.

55. Troussellus cordoani debet IIII^{or} denarios de pedagio.

56. Quadriga bazanne debet III solidos pedagii et II denarios¹ de vigeria.

57. Troussellus bazanne, IIII^{or} denarios pedagii et I denarium de vigeria.

58. Quatuor pelles cordoani, IIII^{or} denarios de venda.

59. Duodena bazanne debet III denarios de venda.

60. Nullus reddit pedagium aut vigeriam² de aliquo empto ad usum suum.

61. Bestia³ vacua non debet pedagium.

62. Modus salis qui venditur super quadriga debet IIII^{or} denarios ecclesie beati Nicholai⁴ de sextario de venda et I denarium de vigeria.

1. Il convient, sans doute, de corriger *II denarios* en *IX denarios*, d'après le rapport habituel entre la *vigeria* et le *pedagium*. Cf. art. 1, n. 6. — 2. *vigeria* AB, *vigeriam* a. — 3. *nostra* A¹, *bestia* A² B a. — 4. *Nycholai* A, *Nicolai* B. Le droit sur le sel dû au prieuré de Saint-Nicolas, d'après cet article, diffère de celui qui est indiqué dans la charte de la comtesse Agnès (n° 1), en ce que l'ancienne gradation de la taxe d'après la nature du véhicule apportant le sel au marché a disparu ici : le droit de vente est ici uniformément de 4 deniers. Nous avons déjà constaté une simplification analogue pour un autre droit sur le sel (art. 43, n. 1) L'expression de *sextario* ne peut pas désigner ici la quantité pour laquelle est perçu le droit de 4 deniers ; même si le setier valait 8 boisseaux, comme ce fut l'usage à partir du ^{xiii}^es., ce droit serait trop élevé, puisqu'il n'était que de 3 deniers pour une charrette à bœufs d'après la concession primitive. Le mot *setier* paraît désigner ici, comme dans la charte d'Agnès, une mesure réelle de la valeur d'un boisseau. Le prieuré de Saint-Nicolas prélevait un droit de mesu-

rage, mais fournissait à cet effet les mesures aux marchands, de même que les religieux du Pin, pour le droit de minage, fournissaient les mesures pour le blé (voir la note suivante et le n° CLXXXIV).

63. Modus¹ qui venditur in sauneriis non debet vigeriam, sed debet de venda III denarios predictæ ecclesiæ de sextario, nisi venditor habuerit sextarium, quia tunc non debet ille nisi unum [denarium]² ecclesiæ predictæ.

64. Omnis homo, civis vel forensis, qui vendiderit pannum suum laneum, quem fecit vel fieri fecit, si vendiderit in pæria vel in domo alia illum integrum vel in foro non detulerit, debet I denarium de venda sine vigeria.

65. Linum, canabe ad collum debent obolum et super bestiam I denarium et super quadrigam II denarios de venda sine vigeria.

66. Cera, piper debent I denarium de venda die sabbati vel die ferie, dumtaxat libra integra non vendatur. Si vero vendiderit venditor libram integram, de illa integra et de qualibet libra vendita integra debet de solido obolum.

67. Quadriga vetus vendita cum axe debet domino Lezigniæ³ obolum de venda. Rote veteres per se nichil debent.

68. Souflea⁴ flagminnis, IIII denarios de pedagio sine vigeria.

69. Plumbum nichil debet.

70. Timpanum, IIII^{or} denarios de pedagio et I denarium de vigeria⁵.

1. Pour rétablir la concordance entre cet article et le passage de la charte d'Agnès concernant le droit sur le sel, il suffit de corriger *modus*, expression vague, en *modius*. Cet article ajoute que, si le marchand n'a pas de mesure (*sextarium*), c'est-à-dire doit en emprunter une au prieuré, le droit est, non pas d'un denier seulement, mais de 3 deniers. — 2. *dicte* AB, qui fait double emploi avec *predictæ*. Nous corrigeons en *denarium*. — 3. Ce droit dû au seigneur de Lusignan sur la vente des vieilles charrettes est à rapprocher de ceux qu'indiquent les art. 3 (un denier par lot de dix peaux) et 71 (une obole par peau de cheval, d'âne ou de mulet), comme étant dus aussi au seigneur de Lusignan. — 4. Mot inconnu, à rapprocher de *soflea*, art. 40. Le mot qui suit, *flagminnis*, ne se trouve aussi nulle part ailleurs, à notre connaissance, et le sens en est douteux : il est vraisemblable qu'il désigne un métal, peut-être de la fonte, et que *souflea*, *soflea* signifie lingot. Il est à remarquer que l'article suivant (répétition de l'art. 33) concerne le plomb : s'il a été répété ici, c'est sans doute parce qu'il avait un objet analogue à l'art. 68, ce qui donne à penser que celui-ci concerne aussi un métal. — 5. Cet article répète l'art. 34, comme l'art. 69 répète l'art. 33. *Timpa-*

num désigne sans doute une cloche. Cf. Boissonnade, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, XXI, 1898, p. 17.

71. Pellis equi, pellis asini, pellis muli, quelibet¹ debet obolum domino Lesigniaci.

72. Quilibet potest ponere in respectu sacramenta que debita sunt ei ab aliquo coram preposito, quantum voluerit, sine licentia prepositi, nec timet inde prepositum ; verumptamen, si prepositum² voluerit, facient eidem fidem ambo vel alter litigancium quod non composuerit cum altero qui debebat ei sacramentum.

73. Bresil non debet vendam neque pedagium³.

74. Somma seu somerius⁴ clavorum et ad hujus, si vendatur, debet tantum I denarium de venda. Si transitum fecerit, de pedagio debet I denarium.

75. Quadrigata costarum⁵ ad cerculos grandes⁶ debet de venda XII denarios.

76. De opere ad tornum nichil debetur, preterquam de scutellis et ciphis.

77. Somma tantum scutellarum de fraxino debet I denarium de venda aut pedagio.

78. Somma [tantum]⁷ ciphorum debet II denarios et [poculorum]⁸ mile debet I denarium vel ciphum ad valorem.

79. Dolium mellis seu vini in quadriga, XVI denarios de pedagio et de vigeria IIII denarios.

1. *quilibet* AB, *quelibet* a. — 2. Lire *prepositus*. Cet article ne concerne pas les droits de péage, mais les engagements contractés par des particuliers en présence du prévôt, la faculté qu'ils ont de s'accorder des délais pour tenir ces engagements, la promesse que le prévôt peut leur demander de ne pas s'arranger entre eux à l'amiable à ce sujet sans son assentiment. Les questions de ce genre relevaient du tribunal du maire, et non du prévôt, pour les membres de la commune, et l'on peut se demander si cet article n'appartenait pas à une première rédaction de ce tarif de la prévôté, antérieure à l'établissement d'une commune. Mais on voit par des documents ultérieurs (p. ex. n° XLVIII) qu'encore au XIII^e s., une partie des habitants de Poitiers étaient justiciables du prévôt au lieu de faire partie de la commune. — 3. Répétition de l'art. 35; de même l'art. 74 répète l'art. 36, l'art. 75 reproduit l'art. 37. — 4. *someriis* AB, *somerius* a. A l'art. 36, il convient sans doute de corriger aussi *somerii* en *somerius*. — 5. *quadrigato* AB, *quadrigata* a. — 6. *grandos* AB, *grandes* a. — 7. *em* AB, *tantum* a : la faute du copiste de A, reproduite dans B, vient de ce que *tantum* était régulièrement abrégé en *tm* avec un signe d'abréviation. — 8. *poicuom* AB, *poculorum* a.

80. Item sciendum est quod vigeria, de quibuscumque rebus non debetur, misericorditer dubitatur.

81. De cubello cum duobus fundis, de venda III denarios, et cuba III obolos.

82. Somma piscis vendita, II denarios de venda.

83. Quadrigata piscis, III^{or} denarios.

84. Tacra¹, id est X pelles boum, III^{or} denarios ; vendita pellis, I obolum.

85. Bos occisus venditus ad carnificeriam in bancis² debet III denarios de venda.

86. Porchus, qui valebit plus quam XV solidos, debet III denarios. Si minus XV solidis coustaverit vel valebit, II denarios de venda tantum.

87. De carne arietis, a Pasca usque [ad festum]³ beati Johannis, obolum vende, et a festo beati Johannis ulterius nichil debet.

88. Pelles vitulorum morticinorum⁴ et hujus [modi]⁵ bestiarum⁶, canum, arietum, caprarum, non adobate nichil debent vende.

89. Tolglus⁷ occisus cum lana, de solido obolum, ut dicitur.

90. Piscis francus nichil debet, [communis tantum]⁸ debet.

91. Lardus integer venditus debet obolum vende⁹. Si vero ad detailhum, III obolos.

1. *lacea* AB, *tacra* a. Cf. art. 3, *tacra*. L'art. 3 concerne le droit de transit (*pedagium*), l'art. 84 le droit de vente (*venda*). — 2. *bancis* AB, *bancis* a. — 3. *usque nunc* AB, *usque ad festum* a. — 4. *morticinarum* AB, *morticinorum* a. Du Cange indique *morticinus* seulement au sens de mortel, mais *morticinum*, *morticinium* avec le sens de chair morte. — 5. *hujus* AB, *hujus modi* a. — 6. *besticiarum* AB, *bestiarum* a. — 7. Ce mot, dont on ne trouve aucun autre exemple, paraît signifier ici mouton. — 8. *caminus tamen* AB, ce qui n'a aucun sens. Nous corrigeons en *communis tantum* : les mots *tantum* et *tamen*, dont on n'écrivait ordinairement que l'initiale et la finale, sont assez souvent confondus. Le poisson commun est opposé au poisson franc, qui est exempt de droit. — 9. *vendite* AB, *vende* a.

92. De piscibus. Si esturgons apportatur in quadriga, unus vel plures, dabit venditor pro quolibet equo quadriga VIII denarios.

93. Si super equum somaverunt, dabunt VIII denarios vende, et totum residuum piscium cujuslibet generis cum [sturione]¹ apportatorum quiptum erit.

94. Manersepa², IIII denarios. Salmon, IIII denarios. Congues³, II denarios. Aloze, III denarios. Et ceteri alii pisces, II denarios, de somma tantum. Quadrigata, IIII denarios.

95. Quadrigata [tunni]⁴ debet obolum vende. Anguille salate nichil debent.

1. *timore* AB, *sturione* a (= esturgeon). — 2. M. A. Thomas propose de lire *marsupa*. Cf. *Romania*, t. XXXV, p. 183, 605. — 3. Lire *congres* (ou *congrus*). — 4. *tanni* AB, *tunni* a.

XXIX

Lettres patentes de Jean sans Terre aux maires et communes de La Rochelle, Saintes, Saint-Jean-d'Angély, Niort et Poitiers, leur notifiant la nomination de Geoffroy de la Celle comme sénéchal de Poitou.

22 février [1200]

Charter Roll. — EDITION. Duffus Hardy, *Rotuli chartarum*, I, p. 59 b.

XXX

Jean sans Terre accorde une protection-spéciale à Savary, maire de Poitiers, et exempte ses propriétés de toute redevance.

31 août [1200]

A. Charter Roll, n° 4, B. D. I. — EDITIONS. a. Duffus Hardy, *Rotuli chartarum*, I, p. 75 a. — b. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, XII, 1845, p. 202.

Protectio majoris Pictavensis.

Joannes, Dei gratia etc., justiciariis etc. Sciatis quod nos suscepimus in manum, custodiam et protectionem nostram Savaricum¹, majorem de Pictavis et omnes homines, res, redditus et possessiones² suas. Quare etc. quatinus ipsum et omnia sua custodiatis, manuteneatis et protegatis et defen-

datis, non inferentes ei vel ab aliquo inferri permittentes injuriam, gravamen aut molestiam. Et si ei etc. Concessimus etiam eidem Savarico quietantiam omnium rerum suarum, quas poterit affidare suas esse proprias, per totam terram nostram, de omnibus consuetudinibus que ad nos pertinent. Teste Wilhelmo Marescallo, comite de Penbroc, apud Chinonem, XXXI die Augusti³.

1. A. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, II, p. 343) et Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1882, p. xvii et 1897, p. 219) admettent que Savary fut le premier maire de Poitiers, que l'élection eut lieu le vendredi après la Saint-Jean-Baptiste, c'est-à-dire le 25 juin 1199, et que Savary entra en fonctions le 14 juillet suivant. Sur la date de l'élection du maire, voir ci-dessous, p. 74, n. 2. Nous savons par la série des registres des délibérations, qui est conservée en grande partie depuis 1412, et par plusieurs documents antérieurs (p. ex. le n° CXXXIII), que l'entrée en fonctions du maire était fixée au 14 juillet, fête de saint Cyprien, et il est probable qu'il en fut ainsi dès l'origine de la commune. Mais il n'est pas absolument certain que Savary fut maire de Poitiers du 14 juillet 1199 au 13 juillet 1200, tandis que cet acte de Jean sans Terre atteste qu'il le fut du 14 juillet 1200 au 13 juillet 1201. Savary figure comme témoin avec le titre de maire de Poitiers sur un acte d'accord entre le chapitre de Notre-Dame-la-Grande de Poitiers et les habitants de Saint-Georges, daté de l'an 1200 (Arch. de la Vienne, G 1188, original) : mais la date de mois n'y est pas indiquée, et rien ne permet de savoir si cet acte est antérieur ou postérieur au 14 juillet. Une charte de Jean sans Terre, datée du 10 août 1199, confirme à Savary, qualifié de *junior*, pour lui et ses descendants, l'office de maître de la monnaie de Poitiers qu'Allénor lui avait accordé (*Rotuli chartarum*, I, p. 11 a) : il n'y est pas dit que Savary fût alors maire de Poitiers. — 2. *poss. A a (= possessiones), potestates* b. A. Richard (*l. l.*, p. 343) donne à Savary le titre de seigneur de la Tour-Savary ; ailleurs (p. 355), il suppose que Savary le jeune était fils ou frère de Pierre Savary, qui, en 1202, était seigneur de Colombiers, près Châtellerault (Coll. Fonteneau, t. XVII, p. 429). Mais nous ne possédons aucun renseignement certain sur la parenté de Savary le jeune avec les autres personnages du même nom, tels que celui qui figure comme témoin sur la charte de Richard pour Geoffroy Berland (n° XXIII), ou Savary de Chiriaco mentionné avec son fils *Ogisus* sur la charte de privilèges de 1199 (n° XXVI), ni sur les biens qu'il pouvait posséder. — 3. L'année n'est pas indiquée : mais cet acte ne peut pas être du 31 août 1199, date à laquelle Jean sans Terre était en Normandie, à Château-Gaillard (*Rotuli chartarum*, I, p. 13 b), tandis que l'on sait qu'il se rendit à Chinon, en août 1200, après avoir épousé, le 24 de ce mois, Isabelle d'Angoulême, dont il constituait le douaire par un acte passé à Chinon le 30 août 1200 (*Rotuli chartarum*, I, p. 74 b).

XXXI

Jean sans Terre mande à Soronet, maire de Poitiers, de négocier la reddition des châteaux de Geoffroy de Lusignan et de Hugues le Brun et d'aller en prendre possession.

11 août [1202]

Patent Roll, 2, B. D. 47. — EDITIONS. a. Duffus Hardy, *Rotuli litterarum patentium*, 1, p. 16. — b. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XII, p. 203.

Rex, etc. Sern(eto)¹, majori Pictavensi.

Mandamus tibi quod sine dilatione mittas cum militibus Gaufridi de Leziniaco et Hugonis Bruni² et cum nuntiis nostris ad recipienda castra sua. Et cum securus fueris quod illa tibi et aliis nuntiis nostris liberare voluerint, illuc eas, salva securitate corporis tui, et illa cum nuntiis nostris recipias. Et id scire facias senescallo nostro Pictavie et Vasconie³, qui illuc gentes mittet ad munienda ea. Et scire facias camerario nostro, qui predictos Gaufridum et Hugonem Brunum custodit, si castra illa habueris.

Teste me ipso apud Faleisam, XI die Augusti.

1. Le nom de Soronet est écrit ici en abrégé *Sern*. On trouve l'orthographe *Sorenelus* sur un acte du 7 mai 1215, par lequel Jean sans Terre confirma aux Templiers tout ce que Soronet leur avait donné (*Rotuli chartarum*, 1, p. 207). Soronet était prévôt de Montreuil-Bonnin en 1187 (n° XXIII), prévôt de Poitiers en 1200 d'après l'acte d'accord entre le chapitre de Notre-Dame-la-Grande et les habitants de Saint-Georges, cité ci-dessus (n° XXX, n. 1), où Savary est qualifié maire de Poitiers. Il fut lui-même maire de Poitiers du 14 juillet 1202 au 13 juillet 1203 d'après le témoignage de cette charte de Jean sans Terre du 11 août 1202. Il figure avec la même qualité sur la charte suivante datée de 1203. Il possédait une maison dans la rue *Fabrorum*, en face de l'église Saint-Etienne, et en fit don aux Templiers, qui bénéficièrent pour cette maison de l'exemption du minage dont il avait joui (n° XXXIX). — 2. Geoffroy de Lusignan et son neveu Hugues le Brun, sire de Lusignan, avaient été faits prisonniers avec Arthur de Bretagne, le 1^{er} août 1202, à Mirebeau, et Jean sans Terre les avait expédiés au château de Caen, où il les avait confiés à la garde de son chambrier Hugues de Nexill. Soronet est chargé de négocier avec des chevaliers de Geoffroy de Lusignan et de Hugues le Brun, qui avaient obtenu du roi d'Angleterre des sauf-conduits pour venir traiter du rachat des deux prisonniers (*Rotuli litt. pat.*, 1, p. 15 a). — 3. Le sénéchal de Poitou et de Gascogne

était alors Robert de Turneham, qui occupait ces fonctions depuis le mois de septembre 1201 ; le 4 déc. 1202, Jean sans Terre donnait à Martin Algaïs la charge de sénéchal de Périgord et de Gascogne, Robert de Turneham restant sénéchal de Poitou (*Rotuli litt. pat.*, I. p. 21 a).

XXXII

Aliénor concède à Renaud de Marin un four féodal à Poitiers, sur la place des Trois-Fours, avec exemption de tailles et autres impôts pour ceux qui y feront cuire leur pain.

1203

A. Original perdu, jadis conservé dans les archives du chapitre de Sainte-Radegonde de Poitiers. — B. Coll. Fonteneau, t. XXIV, p. 79 (d'après A). — EDITION. a. Besly, *Comtes de Poitou*, Preuves, p. 497 (d'après A).

Alienor, Dei gratia regina Anglie, ducissa Normannie et Aquitanie, comitissa Andegavie, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit, salutem in vero salutari.

Noverit universitas vestra quod nos, intuitu obsequii nobis et filio nostro bone memorie regi Richardo fideliter impensi, concessimus et dedimus Reginaldo de Marino¹ et successoribus suis, vel quibuscumque relinquere voluerit, furnum unum in platea que dicitur Trium Furnorum². Hoc autem donum ei fecimus et successoribus suis habendum et tenendum de nobis et successoribus nostris libere, quiete et pacifice, sine qualibet exactione ; hominibus vero ad furnum suum frequentantibus pro fornagio libertatem dedimus de talliis et exactionibus et omnibus malis consuetudinibus³.

1. Ce Renaud de Marin, dont Aliénor récompense les loyaux services par cette concession, descendait peut-être d'un prévôt de Poitiers du nom de Marin, qui figure sur un acte de 1120 (Arch. de la Vienne, Montierneuf, n° 35). — 2. *furnorum* B a. Lire *furnorum*. — 3. Le quartier de Poitiers situé dans le ressort de ce four féodal et ainsi exempté de tailles est peut-être celui qui a reçu le nom de Bourg-Marin (n° XXXVI).

Ut autem haec nostra concessio et donatio robur habeat perpetuum, eam sigilli nostri appositione corroboravimus, his testibus : Radulpho de Faia, Willelmo Vigerio, capicerio de Calviniaco, milite domine regine, Senoreto¹ majore Pic-

tavis, Joscelino, Ranulpho, capellanis regine, magistro Richardo, domino Drogone de Bernazai et Drocone capellano ipsius, et Henrico clerico domini episcopi Pictavensis, et Joanne de Plagnia, et Willelmo Joseph, scriptore et multis aliis. Factum est hoc anno ab Incarnatione Domini millesimo ducentesimo tertio.

1. Ce maire de Poitiers n'est autre que Soronet, dont le nom, écrit de diverses façons (cf. n° XXXI, n. 1), paraît altéré ici.

XXXIII

Confirmation par Philippe Auguste des privilèges et de la charte communale de Poitiers.

[nov.] 1204¹

A. Copie de la minute, Reg. A de Philippe Auguste, fol. 25 v°. — B. Vidimus et confirmation par Alphonse, comte de Poitiers, juin 1241, Arch. mun. A 5. — C. Vidimus et confirmation par Philippe le Hardi, février 1272, Arch. mun. A 8. — EDITIONS. a. *Ordonnances*, t. XI, p. 290. — b. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 340. — c. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 147. — d. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 222. — e. E. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 138.

1. Bien que cette charte de Philippe Auguste ne porte pas la date de mois, on peut la dater du mois de novembre 1204 (cf. L. Delisle, *Cat. des actes de Philippe Auguste*, n° 876). Car la date du règne indique qu'elle est postérieure au 1^{er} nov. 1204. D'autre part, un autre acte de Philippe Auguste a été donné comme celui-ci à Dixmont, dans l'Yonne, et est daté du mois de nov. 1204 (L. Delisle, *ibid.*, n° 875). De Dixmont, Philippe Auguste se rendit à Sens, d'où il envoya aux jurés de la commune de Poitiers, avant la fin de ce même mois, la copie des Etablissements de Rouen (n° XXXIV). Cette confirmation des privilèges et de la charte communale de Poitiers par Philippe Auguste est postérieure de trois mois à la soumission du Poitou et de sa capitale au roi de France, qui avait eu lieu au mois d'août 1204.

XXXIV

Copie des Etablissements de Rouen envoyée par Philippe Auguste aux jurés de la commune de Poitiers.

novembre 1204

A. Copie du commencement du XIII^e s., Arch. mun. A 2. — B. Man.

Saint-Hilaire, fol. 27. — C. Copie de 1412, Arch. mun. A 2. — D. Man. d'Auzance, Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 260, fol. 107. — E. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 239 ¹. — EDITIONS. a. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 2. — b. E. Audouin, *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 140 et suiv.

1. Nous n'énumérons ici que les manuscrits dérivant de la copie abrégée en 44 articles envoyée par Philippe Auguste aux jurés de la commune de Poitiers. Le texte primitif de cette constitution communale, telle qu'elle avait été établie tout d'abord pour la ville de Rouen, renfermait 55 articles : la copie la plus complète se trouve dans un manuscrit conservé aux Archives municipales de Niort, qui date du commencement du XIII^e s. Cf. *Bull. hist. et phil.*, 1912, p. 140 et suivantes.

XXXV

Franchises accordées par Philippe Auguste aux bourgeois de Poitiers.

1214¹

A. Original, Arch. mun. A 3. — B. Vidimus de l'official de Poitiers, du 9 février 1265 n. st., Arch. mun. A 3. — C. Man. d'Auzance, fol. 85. — EDITIONS. a. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 343. — b. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 149.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod nos burgensibus nostris Pictavensibus darnus et concedimus ut omnes burgenses, qui manent apud Pictavim² in domanio nostro et deinceps in domanium nostrum venient ibidem mansuri, sint immunes prorsus et liberi a venditionibus et pedagogiis, salvo nobis exercitu, equitatione, talliata et omni alia justitia nostra.

1. Cette chartre se place entre le 30 mars, date de Pâques, qui marquait le début de l'année d'après l'usage suivi par la chancellerie royale, et le 31 octobre 1214, où finit la 35^e année du règne de Philippe Auguste. Dans ce laps de temps, Philippe Auguste séjourna deux fois en Poitou, au début d'avril et après la victoire de Bouvines (27 juillet), vers le commencement de septembre. Cf. Petit-Dutaillis, *Etude sur la vie et le règne de Louis VIII*, p. 47 et 51. — 2. *Pictavis* B a (le mot manque dans A, rongé à cet endroit), *Pictavim* b.

Concedimus etiam eisdem, qui manent et deinceps mansuri sunt in domanio nostro, quod nundine Pictavis teneantur a

prima dominica quadragesime usque ad dominicam medie quadragesime, in illo puncto et constitutione quibus Ricardus, quondam rex Anglie, illas nundinas eis concessit¹ : videlicet quod omnes mercatores, qui in domanio nostro non manebunt et venient ad nundinas nostras Pictavis, de singulis pannis viridibus, brunetis, escarlatis, rubicondis et aliis hujusmodi tinctis, quos in eisdem nundinis vendent, dabunt venditor duodecim denarios et emptor duodecim denarios ; de aliis autem pannis, sicuti stanfortibus, sagiis, virgatis², burellis et hujusmodi, debebunt de singulis venditor sex denarios et emptor sex denarios. Mercatores autem forenses, qui non manebunt in domanio nostro, qui vendent pannos ad detalium lineos sive laneos sive pellipariam, dabunt de singulis libris denariorum duos denarios, quandiu nundine durabunt ; transacto autem supradicto termino nundinarum, mercatores, qui non³ manebunt in domanio nostro, reddent antiquas consuetudines, videlicet de singulis solidis singulos obolos.

1. Sans avoir institué, comme le dit Giry (*l. l.*, I, p. 360), cette foire de carême qui existait antérieurement, Richard Cœur de lion en avait sans doute modifié le statut, notamment en ce qui concerne la vente des draps, non seulement en concédant à Geoffroy Berland le privilège de louer des magasins aux marchands (n° XXIII), mais en fixant les droits à payer par les marchands et les acheteurs. D'après les termes de cette chartre, Philippe Auguste ne fait que confirmer ce nouveau tarif, tel qu'il avait été établi par Richard. — 2. *virgatis* AB, *vergatis* ab. — 3. *non* AB, *nunc* b, omis dans a.

Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato presentem paginam confirmamus. Actum apud Castrum Eraudi, anno Incarnationis dominice M^oCC^oXIIII^o, regni vero nostri anno tricesimo quinto. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo¹. Signum Guidonis² buticularii. Signum Bartholomei³ camerarii. Signum Droconis⁴ constabularii. Data vacante (*Monogramme*) cancellaria⁵.

1. Philippe Auguste avait supprimé l'office de sénéchal (*dapifer*) à la mort de Thibaut V, comte de Blois, qui en avait été investi de 1154 à 1191. — 2. Guy de Senlis, III^e du nom, fut bouteiller de 1186 à 1221. — 3. Barthélemy de Roie, chambrier depuis 1208, fut un des exécuteurs testamentaires de Philippe Auguste, dont il était depuis 1194 un des principaux conseillers. — 4. Dreu de Mello fut connétable de 1193 à 1218. — 5. La chancellerie était vacante depuis 1185.

XXXVI

Accord entre le chapitre de Notre-Dame-la-Grande et celui de Saint-Hilaire-de-la-Celle, d'après lequel les religieux de la Celle pourront faire des acquisitions dans toutes les censives de Notre-Dame existant entre les coleaux de Poitiers, excepté aux alentours de Notre-Dame, entre la porte Guillard, la porte le Comle, le bourg Marin et le carrefour de Saint-Paul, et de même, Notre-Dame pourra acquérir dans toutes les censives de la Celle comprises entre les collines de Poitiers, à l'exception du bourg de la Celle.

décembre 1221

Original chirographe, jadis scellé des sceaux des deux chapitres, Arch. de la Vienne, G 1086.

Notum sit omnibus, tam futuris quam presentibus, quod Aimericus abbas et capitulum beate Marie Majoris et S. prior et capitulum beati Hylarii de Cella ita inter se invicem pro dilectione et caritate fraterna statuerunt, quod ecclesia beati Hylarii de Cella poterit adquirere sibi et ecclesie nove, que edificata est in arbergamento Willelmi¹, quondam prioris beate Radegundis, quod est circa ruam Judeorum, in omnibus censivis beate Marie infra colles Pictavenses, exceptis illis censivis que sunt circa ecclesiam beate Marie usque ad portam Guitardi² et usque ad portam Comit³ et usque ad burgum Marini⁴ et usque ad quadrivium Sancti Pauli⁵ et Gilonis, et ecclesia beate Marie recipiet a priore beati Hylarii de Cella in perpetuum censum sibi debitum de acquisitionibus illis vel censam et honores in mutacione abbatis beate Marie et in mutacione prioris de Cella et tunc quando fient ille acquisitiones.

1. Le nom de Guillaume, prieur de Sainte-Radegonde, figure sur un acte de 1112 (Coll. Fonteneau, t. XXIV, p. 43), et sur un acte d'accord entre l'abbesse de Sainte-Croix et le chapelain de Vellèche, que dom Fonteneau date vers 1129 (*ibid.*, p. 54). On voit sur un autre acte, daté de 1224 (*ibid.*, p. 83), qu'un différend s'était élevé entre les chanoines de Sainte-Radegonde et ceux de Saint-

Pierre-le-Puellier, au sujet de treilles et de maisons, situées au Puits-de-Lierre (*ad Puteum hedere*), que feu Guillaume de Foia, jadis prieur de Sainte-Radegonde, avait achetées pour fonder une chapellenie dans son église. Le plan de la Celle actuel, voisin de l'ancienne église de la Celle, et où commence la rue Saint-Pierre-le-Puellier, qui a conservé le nom de cette ancienne collégiale, s'appelait autrefois plan du Puits-de-Lierre. L'hébergement de cet ancien prieur de Sainte-Radegonde, où, d'après cet acte-ci, avait été construite une nouvelle église pour le prieuré de Saint-Hilaire-de-la-Celle, était situé, est-il dit, près de la rue des Juifs (*circa ruam Judeorum*) : celle-ci n'est autre que la rue Arsène-Orillard actuelle, qui commence au plan de la Celle (Cf. Ginot, *Bull. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1921, p. 538). L'église de la Celle était donc construite depuis peu en 1221. — 2. La porte Guitard était située sur la rue des Flageolles, à côté de la tour Guitard. Cf. n° XXVIII, art. 30, n. 10. — 3. La porte le Comte était, comme la porte Guitard, une des portes de l'ancienne enceinte gallo-romaine. Elle était située sur la paroisse Saint-Didier (Arch. de la Vienne, G 1109) et devait sans doute son nom à la proximité du palais des comtes de Poitou (le palais de justice actuel). Dans l'état des rentes et des domaines de la commune daté de 1364 (Arch. mun. F 39), une maison est encore indiquée comme étant située à la Porte le Comte. — 4. Le Bourg Marin était situé derrière l'hôtel de ville actuel : la rue du Puygarreau s'appelait au XIII^e s. rue du Bourg Marin. — 5. Ce carrefour était sans doute voisin de l'abbaye de Saint-Paul.

Et similiter ecclesia beate Marie poterit eodem modo adquirere in omnibus censivis de Cella infra colles Pictavenses extra burgum beati Hylarii de Cella¹, et ecclesia beati Hylarii de Cella recipiet similiter ab ecclesia beate Marie censum vel census et honores in mutatione abbatis beate Marie et in mutatione prioris de Cella et tunc quando fient ille acquisitiones.

1. Le bourg de la Celle, sur lequel le prieur de Saint-Hilaire-de-la-Celle avait tout droit de justice, était situé à l'intérieur de la ville de Poitiers, autour de l'église du prieuré, et les limites en étaient marquées par des croix (Cf. n° XVIII et LVIII).

Et pro hac compositione et pro bono pacis, ecclesia de Cella quitavit ecclesie beate Marie quamdam domum cum torculari, que fuerat Tebaudi Gastoil, quam proponebat prior esse ecclesie sue post mortem ancille dicti Tebaudi, ita quod ecclesia beate Marie reddet ecclesie de Cella III solidos Pictavensium de censa, quos habet ecclesia de Cella in quadam domo conjuncta eidem domui majori, pro anniversario Americi Gastoil. Et hec compositio ita facta fuit quod, si aliquis de canonicis beate Marie rem emptam habere vellet, non obstante ista compositione, preferretur in emptione, et ita ecclesia de Cella.

Actum fuit hoc mense decembri anno Domini M^o CC^o XX^o primo et ad maiorem firmitatem huic cartule sigilla utriusque capituli fuerunt apposita.

XXXVII

Charte octroyée par Philippe Auguste aux bourgeois de Poitiers.

novembre 1222

A. Minute, Reg. E. de Philippe Auguste, fol. 87 v^o. — B. Original, Arch. mun. A 4. — C. Copie, du milieu du XIII^e s., d'une charte d'Alfonse, comte de Poitiers, de 1241, Arch. nat. J 192A, n^o 3. — D. Confirmation par Philippe le Hardi, de 1272, Arch. mun. A 9. — E. Videlimus de la confirmation par Philippe le Bel, de 1286, Arch. mun. A 12. — ÉDITIONS. a. *Ordonnances*, t. XII, p. 301. — b. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 344. — c. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 552. — d. Giry, *Établissements de Rouen*, t. II, p. 151. — e. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XIX, p. 224.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex.

Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod, pro bono pacis, concedimus et donamus dilectis nostris burgensibus Pictavensibus communiam infra muros Pictayenses¹, salvo jure ecclesiarum et dominorum, qui terras ibi habent et curias et justitiam.

1. La commune de Poitiers s'étend sur tout l'espace situé à l'intérieur des murs de la ville : il ne s'agit plus ici de l'ancienne enceinte gallo-romaine, mais de la nouvelle enceinte établie au XII^e s. On admet généralement que celle-ci avait été terminée sous le règne de Henri II.

Concedimus eis etiam quitantiam, quantum ad nos pertinet, de propriis mercaturis suis per totam terram quam Henricus, quondam rex Anglie, tenuit, preterquam in comitatu Ebroycensi et in Vulcassino Normanno et preterquam apud Paciacum et preterquam in terra Hugonis de Gornayo et preterquam apud Pontem Archie et superius versus Franciam¹.

1. Cet article, qui accorde aux habitants de Poitiers une exemption de péages pour leurs marchandises sur tout le territoire possédé jadis par Henri II, à l'exception du comte d'Evreux, du Vexin Normand, de Pacy-sur-Eure, de la terre de Hugues de Gournay et de Pont-de-l'Arche, reproduit textuellement l'art. 1 de la charte de privilèges accordée en 1207 par Philippe Auguste à la ville de Rouen. Cf. Giry, *l. l.*, t. II, p. 56.

Concedimus etiam eis ut habeant placita de hereditatibus et catallis suis et conventionibus factis apud Pictavis, salvis curiis dominorum qui ibi terras habent, qui domini habent curias et justitiam hominum suorum, in civitate Pictavensi tenendas¹. — Super debitis mutuatis apud Pictavis, si cives Pictavenses debitorem infra Pictavis invenerint, ex quo de equo suo debitor descenderit, catallum et harnesium suum per majorem, propter debitum suum, arrestare poterunt, quousque recognoverit debitum vel negaverit, nisi tamen ita sit quod per submonitionem nostram illuc venerit vel in exercitum, vel nisi de familia nostra sit. Quod si debitum cognoverit, in communia de eo jus fiet ad diem ; si vero illud negaverit, jus de eo fiet coram ballivo nostro apud Pictavis, et ballivus noster de eo securitatem accipiet ad diem veniendi et jus ibi coram ipso faciendi. Et si debitor, vel ille qui conventionem fecerit Pictavis, non venerit Pictavis ad diem, si in justitia et potestate nostra sit, ballivus noster compellet securitatem inde receptam ad veniendum Pictavis et super hoc juri parendum coram ballivo nostro Pictavensi².

1. Cf. Giry, *ibid.*, p. 57, art. 3. — 2. Cf. Giry, *ibid.*, art. 5.

Nullus civium Pictavensium potest appellari ab aliquo latrone confesso vel convicto vel deprehenso, vel falsario vel ab aliquo qui legem non habeat¹. — Contra omnes legitimos homines et legales testes respondebunt sicut alii de Pictavia². — Preterea cives Pictavenses cogere non poterimus ad custodiendum prisiones in carcere nec alibi, nisi tantummodo quousque illos tradiderint ballivo nostro, si eos ceperint³. — Nullum insuper ipsorum cogere poterimus ad custodiendum monetam vel vicecomitatum vel aliud ministerium nostrum, nisi id facere debeat ratione feodi quod inde teneat, vel aliquid habeat propter quod debeat ad hoc com-

pellī⁴. — Nec nos cogemus eosdem cives ad reddendum nobis talliam per consuetudinem, nisi sponte sua nobis dare voluerint⁵. — Preterea vinum, quod apud Pictavis in taberna⁶ capietur ad opus nostrum, ad forum⁷ capietur quo aliis vendetur. Illud autem quod non erit in taberna, per quatuor legitimos homines civitatis super fidem et sacramentum eorum appreciabitur et precium inde reddetur⁸.

1. Cf. Giry, *ibid.*, p. 58, art. 6. — 2. Cf. Giry, *ibid.*, art. 7. — 3. Cf. Giry, *ibid.*, art. 8. — 4. Cf. Giry, *ibid.*, art. 9. — 5. Cf. Giry, *ibid.*, art. 10. — 6. *taberna* AB ab, *tabernis* C cde. — 7. « prix, tarif ». — 8. Cf. Giry, *ibid.*, p. 59, art. 12.

Preterea cives predicti cum mercaturis suis, de quocumque loco venientes in domania nostra, poterunt eas licite vendere ad detallium vel alio modo et eas chargiare et dechargiare, portare et reportare, ubicumque voluerint, pacifice et quiete, quantum ad nos pertinet, in tota terra quam Henricus, quondam rex Anglie, tenuit, preterquam in terris quas superius excepimus¹. — Nullus, nisi manens fuerit apud Pictavis, poterit dechargiare vinum in cellario vel in domo apud Pictavis propter illud revendendum ; sed nos poterimus ibidem vina dechargiare ad opus nostrum et garnisionum nostrarum et facere revendi vina garnisionum pro renovando². — De mercaturis, que de ultra mare veniunt apud Pictavis, nullus extraneus poterit emere ad revendendum nisi per cives Pictavenses. Quod si quis fecerit, medietas mercature erit nostra et altera medietas civium Pictavensium pro forisfacto³. — Item, nullum de civibus Pictavensibus cogere poterimus ad contrahendum matrimonium, nisi de voluntate sua⁴. — Volumus etiam quod nullus eorum possit reptari de usura nec jureia fiat super eum vel super heredesejus post mortem suam⁵. — Preterea, si quis de communia fuerit in prisonia nostra vel monasterio, vel se absentayerit pro aliquo delicto, volumus quod major custodiat catalla ejus in manu sua, et ballivus noster inde habeat quoddam scriptum et major aliud, donec judicetur ; et si dampnatus fuerit, catalla erunt nostra⁶. — Item, major habebit omnes submonitiones hominum communie sue, et illos habebit ad jus ; nec aliquis in eos manum appo-

nat sine majore vel serviente suo, nisi hoc sit pro placito quod pertineat ad comitem Pictavensem ; et tunc ballivo nostro debet major auxilium impendere ad justitiam faciendam de hominibus communie, si fuerit inde requisitus¹. — Item, non nisi per marescallum nostrum poterunt cives predicti volentibus hospitari apud Pictavis denegare hospitia, nisi ipsi eis forisfecerint, vel nisi cives rationabilem causam ostenderint quare id facere non debeant².

1. Cf. Giry, *ibid.*, art. 13. — 2. Cf. Giry, *ibid.*, p. 60, art. 15. — 3. Cf. Giry, *ibid.*, p. 61, art. 19. — 4. Cf. Giry, *ibid.*, p. 62, art. 21. — 5. Cf. Giry, *ibid.*, art. 22. — 6. Cf. Giry, *ibid.*, p. 63, art. 25. — 7. Cf. Giry, *ibid.*, art. 26. — 8. Cf. Giry, *ibid.*, p. 63, art. 27. Tandis que jusqu'ici la charte de Poitiers est en grande partie calquée sur celle de Rouen, les derniers articles lui sont propres.

Cives Pictavenses singulis annis eligere debent majorem et duodecim scabinos et duodecim juratos¹, qui omnes jurabunt coram nobis vel ballivo nostro quod fideliter custodient nos et vitam nostram et honorem nostrum et membra nostra et jura nostra. Et hec electio fiet in termino quo solet hactenus fieri². Et quando major electus fuerit, veniet ad nos fidelitatem prenotatam nobis factururus ; vel, si mandaverimus ballivo nostro Pictavensi, ut fidelitatem ejus recipiat, major tenetur facere fidelitatem nostram coram ballivo nostro Pictavensi, sicut predictum est.

1. On pourrait croire, d'après cet article, que c'est l'assemblée générale des citoyens qui est appelée à élire tous les ans le maire, les 12 échevins et les 12 jurés, c'est-à-dire les 12 conseillers que les Etablissements de Rouen désignent sous le nom de *consultores*. Cette charte de 1222 ne mentionne pas les 100 pairs. Cependant ce corps n'avait pas cessé d'exister et a toujours conservé essentiellement ses attributions antérieures, spécifiées par les Etablissements de Rouen. Il est vraisemblable que l'expression *cives Pictavenses* désigne ici, non pas tous les citoyens, mais les bourgeois par excellence, les 100 pairs. Cf. Luchaire, *Les communes françaises*, p. 171. Ce corps électoral restreint voit ici ses pouvoirs sensiblement accrus, puisque au lieu de se borner à dresser, en vue de la nomination du maire, une liste de trois candidats, entre lesquels le roi devait choisir, d'après la constitution primitive, c'est lui-même qui élit directement désormais le maire, sans que le roi se réserve le droit d'intervenir à ce sujet. — 2. On admet généralement, avec raison sans doute, que l'usage a toujours été suivi à Poitiers de placer au 14 juillet l'entrée en fonctions du maire nommé annuellement. Cf. n° XXX, n. 1. Quant à l'élection, elle avait lieu le vendredi après la Saint-Jean, du moins à partir du xv^e s., d'après le témoignage des registres des délibérations du corps municipal. Mais il est dit dans le règlement du 8 juillet 1335 concernant l'élection du maire (Arch. mun. B 2), que cette élection avait lieu

le samedi avant la Saint-Cyprien (c'est-à-dire avant le 14 juillet). C'était là, sans doute, l'usage primitif, qui fut modifié plus tard : c'était le samedi, et non le vendredi, que devait se réunir l'assemblée des 100 pairs, d'après les Etablissements de Rouen. Ce même règlement de 1335 ne parle point de l'élection annuelle des échevins et des conseillers et laisse entendre qu'ils étaient permanents : ils paraissent avoir été nommés à vie, du moins à partir du xiv^e s. (cf. Giry, *l. l.*, t. I, p. 402). Il est probable qu'il n'y eut jamais d'acte décidant formellement que les échevins et les conseillers seraient nommés à vie. On aura sans doute pris d'assez bonne heure l'habitude de renommer chaque année les mêmes et l'on aura fini par se dispenser de cette formalité du renouvellement annuel.

Preterea sciendum est quod cives predicti nobis debent exercitum et equitationem ultra Ligerim, in omnibus locis in quibus homines nostri de feodis Pictavie nobis debent exercitum et equitationem.

Libertates autem et immunitates premissas civibus predictis concedimus quandiu nobis et heredibus nostris adherebunt et quandiu nostram et heredum nostrorum observabunt fidelitatem, salva nobis justitia latronis, homicidii, sanguinis, raptus et multri et salvo conductu curie nostre. Quod ut perpetue stabilitatis robur obtineat, presentem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis karactere inferius annotato confirmamus.

Actum Aneti, anno dominice Incarnationis M^o CC^o vicesimo secundo, mense novembri¹, regni vero nostri quadragesimo quarto. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. Buticulario nullo. Signum Bartholomei camerarii. Signum Mathei² constabularii. Data vacante (*Monogramme*) cancellaria.

1. B C D E omettent *mense novembri*, que porte A. — 2. Mathieu de Montmorency, II^e du nom, avait succédé, en 1218, à Dreu de Mello, comme connétable.

XXXVIII

*Confirmation par Louis VIII de la charte octroyée par
Philippe Auguste en 1222.*

1224¹

A. Copie, du milieu du xiii^e s., de la confirmation par Alfonse, comte de Poitiers, de 1241, Arch. nat. J 192 A, n^o 3. — B. Vidimus de

la confirmation d'Alfonse, donné par le garde du scel le 8 mars 1412, Arch. mun. A 22. — C. Man. d'Auzance, fol. 87 v^o. — EDITION. Teulet, *Layelles du Trésor des chartes*, t. II, p. 33.

1. Teulet (*l. l.*, II, p. 33) place cette confirmation à la fin de juin 1224, parce que Louis VIII, qui se dirigeait vers La Rochelle pour en faire le siège, était à Tours le 25 juin, à Niort le 3 juillet et que, dans l'intervalle, il a pu passer par La Haye, en Touraine, où a été donné cet acte. Giry (*Etablissements de Rouen*, t. I, p. 362) a admis cette date, sans s'apercevoir qu'elle était en désaccord avec l'indication de l'année du règne, que renferme cette charte. M. Petit-Dutaillis (*Louis VIII*, p. xi-xii) a établi que les années du règne de Louis VIII sont comptées dans les actes de ce roi à dater de son avènement (14 juillet 1223). Cet acte, daté de la 2^e année du règne, est donc postérieur au 14 juillet 1224. M. Petit-Dutaillis (p. 254 et 471, n^o 162) le place avec raison au mois d'août 1224, après la confirmation de la commune de Niort, donnée à Niort en ce même mois d'août (*ibid.*, p. 471, n^o 160.)

XXXIX

Sentence rendue par les commissaires du pape dans une contestation entre les religieux du Pin et les Templiers, au sujet du droit de minage.

1228

A. Copie d'un extrait des registres de la Chambre des comptes, fait le 3 juillet 1623, Arch. de la Vienne, abbaye du Pin, l. 32. — B. Autre copie du 28 nov. 1662, même liasse. — EDITIONS. a. Thibaudéau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 350. — b. Beauchet-Filleau, *Mém. Soc. de statistique des Deux-Sèvres*, 1868, p. 140 (extraits).

Omnibus presens scriptum inspecturis, magister Joannes ¹, capicerius Sancti ² Petri Calviniaci ³, et Gaufridus, prior Bel-lifontis ⁴, Pictavensis diocesis, eternam in Christo salutem.

1. *magister Joannes B a, Joannes magister A.* — 2. *Sancti A a, Beati B.* — 3. La dignité de chévécier de Saint-Pierre de Chauvigny, qui, à la fin du xii^e s., était inféodée à un chevalier (cf. p. 51, n. 5), est occupée ici par un clerc. — 4. Bellefont, canton de Vouneuil-sur-Vienne. Le prieuré de Saint-Hilaire de Bellefont dépendait de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers. Cf. Beauchet-Filleau, *Pouillé du diocèse de Poitiers*, p. 209.

Noverit universitas vestra quod, cum causa verteretur super minagio Pictavensi inter fratres militie Templi, ex una parte, et abbatem et conventum de Pinu, Cisterciensis ordi-

nis, ex altera, fratre Girardo de Breies eo tempore domorum militie Templi in Aquitania preceptore, fratre Willelmo de Sonaio¹, preceptore de Ausonio², dicte cause ab eodem Girardo de Breies procuratore constituto, de voluntate et assensu prioris de Aquaria³ et archidiaconi Benedicti⁴ et officialis Andegavensis⁵, iudicium a domino papa delegatorum, eadem causa de voluntate partium nobis fuit commissa, pace vel iudicio⁶ auctoritate⁷ apostolica terminanda.

1. Guillaume de Sonay était en 1228 à la tête de la commanderie de l'ordre du Temple en Poitou, dite commanderie d'Auzon. En 1239, il était commandeur des maisons du temple en Aquitaine (Arch. de la Vienne, H 3, 799). Cf. n° LII. — 2. Auzon, village sur l'Auzon, commune de Châtellerault, était le siège d'une commanderie du Temple qui se rattacha plus tard à l'ordre de Malte. — 3. Le prieuré de l'Evière, à Angers, dépendait de l'abbaye de la Trinité de Vendôme. — 4. *Bndei A, Bundicti B, Bundici a*. L'original portait certainement *Benedicti* (en abrégé). Ce clerc du nom de Benoît était sans doute archidiacre d'Angers. — 5. L'official d'Angers était, en 1224, l'archidiacre F. de Roe, d'après le cartulaire de Marmoutier. Cf. Fournier, *Les officialités au moyen âge*, p. 313. — 6. *pace vel iudicio B a, parli iudicio A*. — 7. *authoritate A, autoritate B, auctoritate a*.

Tandem, utraque parte coram nobis convocata, predictus procurator milicie Templi pro parte sua asserebat omnes homines suos liberos et immunes esse ab omnibus consuetudinibus per totam terram regis Richardi et a minagio, quod predictus abbas et conventus de Pinu ab eorundem hominibus exigebant et accipiebant, super hoc tueri se volens auctoritate quarumdam litterarum predicti regis Richardi¹, quas in medium deducebat. Predictis vero abbate et conventu e contrario asserentibus minagium ab eisdem hominibus sibi deberi, cum supra dictus rex predictum minagium cum eisdem libertatibus et eodem honore et dominio, quo illud possidebat, in perpetuam eleemosynam contulisset eisdem², sepe dicti regis litteras, quibus donationem suam probabant³, in medium deducendo, et alia siquidem ratione, quod, a tempore donationis predicti minagii sibi facte, homines fratrum militie Templi sine contradictione aliqua predictum minagium eisdem persolverant, sicuti regi Richardo persolvere consueverant, antequam predictus rex predictum minagium sibi contulisset ; auditis siquidem utriusque partis

rationibus et allegationibus, eorumdem instrumentis diligenter inspectis, cognita veritate, habito prudentum virorum consilio, auctoritate nobis commissa sententialiter decrevimus ut fratribus de Pinu omnes homines fratrum militie Templi, quos nunc habent vel quos habituri sunt, sine contradictione aliqua minagium persolvant, exceptis illis qui in domo Soroneti⁴, quondam prepositi Pictavensis, manserint ; que domus sita est in via⁵ Fabrorum⁶ apud Pictavum, in qua fratres de Pinu nunquam minagium acceperunt. Verum tamen si illi homines, qui in dicta domo manserint, bladum emerint et revendiderint, minagium sepe fatis relligiosis reddere tenebuntur. Excipiantur similiter illi qui a prestatione minagii liberi erant, quando sepefatus rex sepe dictis fratribus de Pinu predictum minagium in perpetuam eleemosynam contulit et concessit.

1. Jean sans Terre, par une charte datée du 16 juillet 1199, accordait aux Templiers les privilèges les plus étendus, les exemptant de toutes charges dans l'étendue de son royaume (*Rotuli chartarum*, I, p. 1b). Peut-être ne faisait-il que confirmer des franchises octroyées aux Templiers par son prédécesseur Richard. — 2. *eisdem* B a, *ejusdem* A. — 3. Cette charte de Richard est celle qui est reproduite ci-dessus, n° XXIV. — 4. *Soroneti* A a, *Soreneli* B. On peut hésiter entre ces deux orthographes du nom de Soronet attestées l'une et l'autre (n° XXXI, n. 1). A. Richard (*Hist. des comtes de Poitou*, t. II, p. 316 note) suppose d'après ce passage que l'exemption du droit de minage en faveur de cette maison de Soronet (ou de Soronet lui-même) devait être spécifiée dans la charte de Richard concédant le minage à l'abbaye du Pin, et il en conclut que le texte de cette charte est inexact, sous la forme où elle nous est parvenue, parce qu'elle ne mentionne pas cette exemption. Mais il n'est nullement dit ici que cette exemption fût spécifiée dans la charte de concession du minage ; il est dit, au contraire, plus haut que cette charte ne faisait aucune restriction. Il est vraisemblable que Richard Cœur de Lion avait accordé à Soronet une charte de franchises analogue à celle que Jean sans Terre accordait le 31 août 1200 à Savary (n° XXX) ou à celle qu'Aliénor et Richard avaient précédemment octroyée à Geoffroy Berland (n° XXII). Cette exemption devait s'étendre à tous les biens de Soronet et s'appliquer, par suite, à cette maison, dont il fit don aux Templiers. — 5. *via* A, *vico* B a. — 6. Cette maison est indiquée sur la liste des censives de Saint-Pierre-le-Puellier (Bibl. mun., n° 425, fol. 50) : *in via Fabrorum, in domo que fuit Sorumnel, III ob., ante portam Sancti Stephani*. Il est à remarquer que le catalogue de la Bibliothèque de Poitiers indique à tort les fol. 25 à 54 de ce manuscrit comme étant du xiv^e s. Ce passage doit être postérieur au moment où cette maison cessa d'être occupée par Soronet : d'après l'écriture, cette partie du manuscrit doit être de la première moitié du xiii^e s. La rue appelée alors *Fabrorum* a pris plus tard le nom de rue Saint-Etienne et correspond à la partie de la Grand'Rue actuelle voisine de Notre-Dame. L'ancienne église Saint-Etienne, en face de laquelle était située la maison de Soronet, était à l'angle de

la rue Saint-Etienne et de la place du Marché-Notre-Dame. Cf. Brothier de Rollière, *Histoire des rues de Poitiers*, p. 167.

Ad hujus rei perpetuam memoriam et firmitatem, ad utriusque partis petitionem, presenti pagine robur sigillorum nostrorum apposuimus et munimen.

Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo octavo.

XL

Le maire et la commune de Poitiers se désistent d'une opposition qu'ils avaient faite au paiement de 20 livres restant dues sur le prix d'une maison, dont le vendeur était tenu de consacrer une certaine somme à l'établissement de sa nièce.

18 nov. 1228

Coll. Fonteneau, t. XXVII, p. 145, d'après l'original, qui était conservé dans les archives de l'abbaye de la Trinité de Poitiers.

Universis presentes litteras inspecturis, major et communitas¹ Pictavensis, salutem in vero salutari. Noveritis quod, cum B. de Monmorlom, concivis noster, vendidisset quandam domum, que est in bivio Sancte Trinitatis², abbati Sancti Cypriani Pictavensis, et dictus abbas eidem B. in presentia nostra solvisset totum pretium ejusdem domus, exceptis XX libris marcharum, quarum solutionem impedivimus, pro eo quod dictus B. in quadam summa pecunie cuidam nepti sue maritande tenebatur, pro quibus XX libris P. Monmorlon, canonicus beate Marie Majoris, filius B., predictum abbatem coram iudicibus Engolismensibus cepit trahere in causam, tandem pro bono pacis, de assensu et voluntate nostra, sepedictus abbas solvit memorato B. predictas XX libras in presentia nostra et dictus B. et uxor sua et prefatus canonicus beate Marie Majoris, filius eorum, coram nobis constituti, quiptaverunt eidem abbati omnes querelas, si quas habebant vel habere poterant, tam super pretio domus quam super domo et appendiciis ejus, cedendo eidem omne jus et omne

dominium predictæ domus, ita quod super eadem de cetero non possint in aliquo reclamare. Et super solutione præcii domus, necnon super quiptacione, factis coram nobis, ad petitionem utriusque partis, sepedicto abbati dedimus presentes litteras cum sigillo nostro in testimonio veritatis. Actum in octava beati Martini anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo octavo.

1. Le mot *communilas* est employé à la place de *communia*. Il en est de même dans l'arrêt du Parlement de janvier 1288 relatif au minage (n° CXXXVIII). Les deux mots sont indiqués comme synonymes dans les n°s XCVI et XCVII. —
2. Ce carrefour est sans doute le point de rencontre de la rue de la Trinité (où se trouvait l'ancienne abbaye de la Trinité) et de la rue de l'Arceau (anciennement rue de la Barre), qui conduit à la rue Saint-Cyprien. Si l'original de cet acte était conservé dans les archives de la Trinité, ainsi que nous l'apprend dom Fonteneau, c'est sans doute que la maison qu'il concerne était dans la censive de cette abbaye. Le domaine de ce monastère s'étendait entre la rue de la Trinité, la poterne de Saint-Hilaire-de-la-Celle (ancienne porte de l'enceinte gallo-romaine, au commencement de la rue de l'Arceau, dont le nom en conserve le souvenir), les murs de la ville suivant la direction du boulevard du Pont-Neuf actuel, et la rue Saint-Simplicien. Il était contigu au bourg de la Celle, dont il était séparé par la rue de la Trinité.

XLI

Règlement pour les meuniers de Poitiers.

juin 1230

- A. Vidimus du garde du scel, du 13 juin 1439, Arch. mun. F 1. —
B. Man. Saint-Hilaire, fol. 58 v°. — C. Arch. mun., reg. 12, p. 402 (d'après B). — D. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 535 (copie incomplète, d'après B).

Philippus ¹, Dei gracia Pictavensis episcopus, Andreas decanus et capitulum ejusdem ecclesie ², et Herricus ³, Dei miseracione humilis abbas Sancti Johannis Monasterii Novi Pictavensis, et Johannes ⁴, eadem miseracione humilis abbas Sancti Cipriani Pictavensis, et R. ⁵, humilis abbas Sancti Juniani Nobiliacensis, et Eufemia ⁶, humilis abbâtissa Sancte Crucis Pictavensis, et Maria ⁷, humilis abbâtissa Sancte Trinitatis Pictavensis, et Philippus ⁸, magister

scolarum Pictavensium, et P. Garnerii⁹, major, et probi homines communie Pictavensis, et Willelmus Arnaudi et Ricardus, canonici Pictavenses, et Harbertus Berlandi¹⁰ et Nicolaus Li Ganters¹¹ et P. Grassini¹², cives Pictavenses, universis Christi fidelibus, presentes litteras inspecturis, salutem in Domino¹³.

1. Philippe Bailléas, évêque de Poitiers de 1224 à 1234, était peut-être d'origine anglaise : il était doyen du chapitre de Poitiers en 1214, et paraît avoir été alors dévoué à Jean sans Terre. Cf. *Rotuli litt. pat.*, t. I, p. 120, *Bull. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1871, p. 57 et suiv. — 2. Le chapitre de Saint-Pierre possédait les moulins de Cornet et de Château, situés près du pont Joubert : il les céda à la commune en 1436 (*Arch. mun.* E 16 et 71). — 3. Cet abbé de Montierneuf est appelé *Orriacus* sur des chartes de Cluny de 1233, d'après lesquelles il se démit de ses fonctions, pour raisons de santé, en présence du camérier de Cluny en Poitou, et fut remplacé par le prévôt *Fulco* (Brue!, *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, t. VI, p. 161). L'abbaye de Montierneuf avait des moulins à la fois sur la Boivre et sur le Clain. — 4. Jean I^{er} de la Jabrouille, abbé de Saint-Cyprien, était intervenu, en 1226, dans un différend entre son frère Pierre de *Jabrolia*, chevalier (le nom de la Jabrouille est aujourd'hui celui d'une ferme de la commune de Marnay, canton de Vivonne), et *Raerius*, abbé de Nouaillé, au sujet du village de Férabœuf (commune de Marnay), qui appartenait à l'abbaye de Nouaillé (*Gallia christ.*, t. II, col. 1235). L'abbé de Saint-Cyprien avait tous droits de justice dans son fief, qui s'étendait sur la rive droite du Clain, en amont et en aval du pont Saint-Cyprien, et possédait un moulin à côté de celui de Tison, qui appartenait à l'abbaye de la Trinité (*Arch. hist. du Poitou*, t. III, p. 22, 278, *Arch. de la Vienne*, Saint-Cyprien, liasse 7, *Arch. mun.* D 49). — 5. *Raerius*, abbé de Nouaillé de 1205 à 1234 (*Gallia christ.*, t. II, col. 1242). Sur les moulins de Chassigne, appartenant à l'abbaye de Nouaillé, voir n° V, n. 2. — 6. Eufémie fut abbesse de Sainte-Croix de 1216 à 1237 (*Gallia christ.*, t. II, col. 1302). Un moulin de Chassigne relevait à la fois du chapitre de Sainte-Radegonde et de l'abbaye de Sainte-Croix (n° CCXXXVIII). Celle-ci possédait, de plus, le moulin de Charrauau (*Bibl. mun.*, n° 426) et d'autres au Pré-l'Abbesse (n° CCXXIV). — 7. Marie, abbesse de la Trinité en 1230, n'est pas mentionnée par le *Gallia christiana* (t. II, col. 1306). Le cartulaire-terrier de l'abbaye de la Trinité, daté de 1285 (*Arch. de la Vienne*, reg. 281, fol. 6), indique, comme appartenant à cette abbaye : *les molins de Thiron, à deux roez*. — 8. Philippe, écolâtre de Saint-Pierre de Poitiers, fut un des juges nommés par le pape Grégoire IX, le 29 mai 1232, au sujet d'un différend entre l'archevêque de Bordeaux et l'abbaye de Montierneuf (Brue!, *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. VI, p. 157, 172). — 9. Pierre Garnier fut maire de Poitiers du 14 juillet 1229 au 13 juillet 1230, d'après le témoignage de cet acte de juin 1230. Si l'on s'en rapportait aux listes des maires, il aurait conservé ces fonctions de 1230 à 1239, ce qui est peu vraisemblable. En tout cas, il fut réélu en 1243 : il figure en qualité de maire sur un acte passé le 13 avril 1244 en la cour de l'échevinage, par lequel Guillaume Grossin vend à l'abbaye de Saint-Maixent son domaine de Périgné, près de La Rochelle (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVIII, p. 73). Les listes des maires portent son nom pour les années 1247, 1257 et 1260. Quant au Pierre Garnier qui était maire le 22 juillet 1265, d'après l'ordonnance de Thibaud de Neuvi (n° LXI), on peut se demander

si c'était le même ou son fils. — 10. Cet Herbert Berland, qui figure, sans doute en qualité d'échevin, sur l'ordonnance municipale du 27 octobre 1245 (n° XLVII), descendait probablement de Geoffroy Berland, qui avait obtenu de Richard Cœur de Lion de si beaux privilèges (n°s XXII, XXIII). On suppose qu'il était son petit-fils et le fils d'Hilaire Berland, qui, d'après les listes, fut maire de Poitiers de 1216 à 1221 (Beauchet-Filleau, *Dictionnaire*, t. I, p. 460 ; Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 215, n. 2). En 1243, il prenait à ferme l'exploitation de bois (Comptes d'Alfonse, *Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 10). — 11. Nicolas Le Gantier était échevin en 1245 (n° XLVII), comme Herbert Berland : peut-être l'étaient-ils déjà tous les deux en 1230. — 12. Pierre Grassin fut sergent du prévôt de Poitiers avec Jean de Galardon le Jeune (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXV, p. 287 ; *Hist. de Fr.*, t. XXIV, I, p. 229). — 13. BCD omettent tout ce préambule et le remplacent par le titre : *Ordinacio mouneriorum et ponderum*.

Noverit universitas vestra quod nos, considerantes honestatem rei publice et utilitatem communem, super statu molendinorum civitatis Pictavensis, qui hactenus honerosus exstiterat et utilitati publice contrarius, taliter ordinationem duximus faciendam et perpetuis temporibus valituram, quod equi omnino amovebuntur a molendinis et in quolibet molendino non erunt nisi duo servientes. — Item, domini molendinorum recipient solummodo de unaquaque coctia¹ unum boissellum vendentem Pictavensem, et servientes alium solummodo, sine aliqua alia perceptione ; et, si minus quam coctiam ad molendina detulerint, recipient tam domini quam servientes partem suam pro rata secundum rationem superius expressam.

1. La mesure de blé appelée *coctia* (ailleurs *coccia* n° CIV, *cuyta* n° CXCIX, *cuyssa* n° CXXXVIII) valait 4 setiers, c'est-à-dire 32 boisseaux. Ce rapport de la *cuisse* au setier peut se déduire de ce qui est dit plus loin du droit de pesage, lequel est d'un denier pour une *cuisse*, d'une obole (c'est-à-dire d'un demi-denier) pour 2 setiers. D'autre part, un arrêt du Parlement de janvier 1288, relatif au minage (n° CXXXVIII), fixe le droit de l'abbaye du Pin à un boisseau par *cuisse* de blé et à un quart de boisseau par setier. D'après la transaction de février 1302 (n° CLXXVI), le roi devait percevoir la moitié du droit de minage : or, cette part du roi dans le minage était d'un quart de boisseau sur 16 boisseaux, d'après un jugement rendu le 5 février 1723 par les trésoriers généraux de France (*Mém. Soc. de statistique des Deux-Sèvres*, 1868, p. 142). On peut en conclure que la *cuisse* était de 32 boisseaux et le setier de 8 boisseaux.

Item, servientes molendinorum tenebuntur molere illi qui primo bladum suum detulerit ad molendinum, excepto domino molendini, qui prerogativam habebit. — Item, ordina-

tum est pro utilitate communi, quod statere fient publice et ponentur in locis in quibus videbitur expedire, in quibus bladum ponderabitur, antequam deferatur ad molendinum¹. Et, quando farina reportabitur a molendino, similiter ponderabitur ad eandem stateram, et idem pondus farine tenebuntur reddere servientes, quod receperint de blado. Et, si minus inventum fuerit de farina, tenebuntur servientes restituere de suo illi cujus erit farina, deducto tamen de pondere farine jure dominorum et servientum. Si vero servientes emendam super hoc facere detrectarent, domini molendinorum eos compellere tenerentur.

1. Des documents postérieurs nous font connaître plusieurs des endroits choisis par l'échevinage pour qu'on y pèse le blé et la farine, conformément au règlement arrêté par cette assemblée de notables (n° LXX près du pont Joubert, n° LXXXVIII à la Cueilie Blanche).

Item, deputabuntur certi homines ad ponderandum bladum et farinam et ad custodiendam quamlibet stateram. Qui juramento tenebuntur, quod tam bladum quam farinam fideliter ponderabunt. Quibus etiam solummodo in virtute dicti juramenti credetur, si de pondere, sicut premissum est, aliqua questio oriatur. — Item, pro unaquaque coctia dabit ille, cujus erit bladum, unum denarium, et pro duobus sextariis obolum, et pro uno sextario obolum ; de alio vero sextario, quod post detulerit, nichil dabit. Et ponetur illa peccunia in pixide, quam custodiet ponderator, et de illa reddetur certum salarium ponderatoribus pro predicto officio fideliter exequendo. Et, si illa peccunia defecerit, communia supplebit. Si vero aliquid residuum fuerit, communie remanebit.

Ut autem, quod ordinavimus pro utilitate communi, in perpetuum valeat et perpetuam stabilitatem obtineat, presenti carte sigillorum nostrorum robur apposuimus et munimen.

Actum anno gracie M^o CC^o tricesimo, mense junio.

XLII

*Transaction sur un démêlé entre l'abbaye de Montierneuf et
deux lanneurs de Poitiers.*

31 mars 1232 ou 23 mars 1233 n. st. ¹

Original, Arch. de la Vienne, Montierneuf, liasse 13.

Philippus, Dei gracia Pictavensis episcopus, G. decanus et capitulum ejusdem ecclesie, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, salutem et pacem. Noverit universitas vestra quod, cum inter abbatem Monasterii Novi Pictavensis, ex una parte, et Natalem Ganter et Johannem Rigaut, cives Pictavenses, ex altera, coram nobis questio verteretur super quadam pelle de corloano², quam idem abbas petebat ab eis, quamdiu pararent coria sua in aqua vel terra ejusdem abbatis, tandem lite contestata et juramento de calumpnia prestito testibusque productis et publicatis ceterisque cause instructionibus plenius intellectis et cognitis, de prudentium virorum consilio adjudicavimus, quod unusquisque reddet annuatim unam pellem de corloano eidem abbati, quamdiu pararent coria sua in aqua vel terra ipsius, sicut et alii homines sui, quod ipsi concesserunt et de preterito tempore reddiderunt. Hujusmodi autem pellis solet reddi consuetudinarie in festo beati Martini hyemalis ab illis qui parant, sicut superius est expressum. Concesserunt insuper quod, si aliquem scirent, qui pararet coria sua in aqua vel terra sepe dicti abbatis, ipso nesciente, ipsi eidem notificarent. Actum anno Domini M^o CC^o XXX^o II^o, feria III^o ante Ramos Palmarum.

1. A. Richard a montré (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVI, p. xxxiv) que l'usage ordinaire en Poitou, depuis 1224, était de commencer l'année au 25 mars. Notre n^o CCXXX offre une preuve de ce style de l'Annonciation pour les chartes poitevines. D'après ce style, la date indiquée ici peut correspondre aussi bien au 31 mars 1232 qu'au 23 mars 1233, tandis qu'en style de Pâques elle correspondrait au 23 mars 1233. — 2. Ce mot est mis sans doute pour *cordoano* (cf. n^o XXVIII, art. 54, 55, 58), « cuir à la façon de Cordoue ». De cette ancienne orthographe paraît dériver le nom propre *Corloonarius* (témoin, n^o XI).

Cette redevance, réclamée à des tanneurs par l'abbaye de Montierneuf, rappelle la donation faite à ce monastère par son fondateur du bourg de Saint-Saturnin *cum lampnatoribus* (n° VII). Ce bourg, situé sur la rive droite du Clain, ne faisait pas partie du territoire de la commune de Poitiers, limité par l'enceinte du XII^e s. (n° XXXVII). Les tanneurs, dont il est question ici, sont qualifiés de *cives Pictavenses*, ce qui indique qu'ils étaient membres de la commune : ils devaient donc demeurer à l'intérieur de la ville, tout en faisant apprêter leurs cuirs dans les eaux du Clain appartenant à l'abbaye de Montierneuf.

· XLIII

*Confirmation par Alfonse, comte de Poitiers, de la chartre de
Philippe Auguste de 1204.*

juin 1241

A. Original, Arch. mun. A 5. — B. Man. d'Auzance, fol. 89. — Edition. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 340.

Alfonsus, filius regis Francorum, comes Pictavensis, universis ad quos littere presentes pervenerint, salutem. Noverritis quod nos litteras clare memorie regis Philippi, avi nostri, vidimus in hec verba : (*Chartre de Philippe Auguste de 1204*).

Nos autem, predecessorum nostrorum vestigiis inherentes, libertates et immunitates premissas, a dictis predecessoribus nostris memoratis civibus Pictavensibus concessas et indultas, eisdem benigne concedimus habendas et tenendas in perpetuum, quamdiu nobis et heredibus nostris fideliter adhererunt et quamdiu nostram et heredum nostrorum observabunt fidelitatem, salva nobis justitia latronis, homicidii, sanguinis, raptus et mulctri et salvo conductu curie nostre. Quod ut perpetuam obtineat firmitatem, presentem paginam sigilli nostri auctoritate fecimus communiri. Actum Pictavis, anno Domini millesimo ducentesimo quadragésimo primo, mense junio¹.

1. Alfonse, 4^e fils de Louis VIII, né en 1220, avait atteint en 1241 sa 21^e année, âge de la majorité féodale, et saint Louis le mit en possession de son apanage, comprenant le comté de Poitiers et l'Auvergne, d'après le testament de Louis VIII. Le roi arma d'abord son frère chevalier à Saumur, le 24 juin 1241, et les fêtes célébrées à cette occasion durèrent trois jours (Boutaric, *Saint*

Louis et Alfonse de Poitiers, p. 43). Puis, il se rendit à Poitiers pour l'investir de ses domaines, non pas au mois de juillet, comme le dit Boutaric (*l. l.*, p. 47), mais avant la fin de juin, puisque cette charte et la suivante sont datées de Poitiers, au mois de juin.

XLIV

Confirmation par Alfonse, comte de Poitiers, de la charte de Louis VIII de 1224, confirmant celle de Philippe Auguste de 1222.

juin 1241

A. Copie du milieu du XIII^e s., Arch. nat. J 192 A, n° 3. — B. Vidimus du garde du scel du 8 mars 1411 v. st., Arch. mun. A 22. — C. Man. d'Auzance, fol. 87 v°. — EDITION. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. II, p. 451.

XLV

Jugement du maire de Poitiers.

14 février 1243 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 55¹. — B. Arch. mun., reg. 12, p. 399. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 259. — EDITION. a. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 155.

1. A fait précéder le texte du titre suivant : *Des amandes que le prevoust demandoit à aucuns de la commune.*

Cum Johannes de Galardon¹, prepositus Pictavensis, peteret in jure coram nobis, P. de Caritate², majore Pictavensi, emandam a Stephano Picaut, P. Marchant, Stephano³ Baysebon, quos dicebat idem prepositus verberasse⁴ et [invadisse nudo]⁵ gladio G. Anglicum et a Jousselino Carpenter de Platea emandam peteret etiam⁶, quia emiserat sanguinem a quadam Remisere de Anglia, et eciam a Millo Lobier, eo quod postserat Millum⁷ [violenter]⁸ in foro vendicionis Pictavis, et eciam peteret emandam a Reginaldo Mausacre, eo quod excuserat sanguinem cuidam homini ; et

predicti Stephanus Picaut, Petrus Marchant, Stephanus Baysebont, Jousselinus, Millus⁹ Lobiere¹⁰ et Reginaldus Mausacres hec predicta et appellacionem a dicto preposito factam denegarent, nos¹¹ et scabini nostri, auditis rationibus hinc et inde, requisitis partibus et consencientibus, iudicium dari adjudicavimus predictis juratis nostris, iururandis super predicta appellacione. Et in dicto sacramento dictus prepositus remisit et quiptavit eis sacramentum, et adjudicavimus de consensu dicti prepositi, quod idem prepositus vel aliquis bailhivus non posset de cetero facere clamorem vel habere emandam a predictis super hec¹², de quibus facta fuit appellacio, nec et posset eos de cetero super hiis molestare. Actum die Veneris post octabas Purificationis Beate Marie Virginis, anno Domini millesimo CC^o XL^o secundo.

1. Il y eut deux frères du nom de Jean de Galardon, qui furent l'un après l'autre prévôts de Poitiers. L'aîné fut l'objet de plaintes qui motivèrent après sa mort une enquête faite en 1247, par l'ordre de saint Louis (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXV, p. 235 et suiv., *Hist. de Fr.*, t. XXIV, I, p. 226 et suiv.). Il ressort de cette enquête qu'il fut prévôt de Poitiers de 1232 à 1240. Jean de Galardon le jeune est mentionné dans cette enquête comme ayant été d'abord sergent du prévôt de Poitiers, puis prévôt de Poitiers lui-même depuis 1240. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 117. C'est lui dont il est question ici. Il figure sur les comptes d'Adam le Panetier, bailli du Poitou, en 1243, comme chargé de la baillie de Poitiers (*Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 2, 29) : il n'y est plus qualifié de *junior*, comme dans l'enquête, parce qu'il n'y avait plus à le distinguer de son frère aîné, qui était mort sans doute en 1240 ou 1241. — 2. Les listes des maires portent le nom de Pierre de la Charité pour les années 1241 et 1251, mais c'est Guillaume Bernard qu'elles indiquent comme ayant été maire en 1242, après l'avoir été déjà de 1223 à 1227. Il est possible que Guillaume Bernard ait été réélu en 1242, suivant le témoignage des listes, mais qu'il soit mort peu après et ait été remplacé par Pierre de la Charité avant le 14 février 1243. Celui-ci était sans doute proche parent de Durand de la Charité, qui fonda en 1218, près de l'ancienne porte Maingot, une aumônerie, appelée ensuite aumônerie de Sainte-Marthe, près de laquelle fut établi le collège du même nom (le Lycée actuel). Cf. *Documents publiés par la Société des Antiquaires de l'Ouest*, 1876, p. 1 et suiv. Cette parenté semble attestée par le fait que Durand de la Charité figure comme témoin sur un acte de 1219, portant que Pierre de la Charité avait acheté une maison au Marché Neuf (*Arch. de la Vienne*, G, 1109). — 3. *Stephano C, Stephanus AB a*. — 4. *verbasse ABC, verberasse a*. — 5. *a madissenndo AC a, anna dissenndo B*. Nous corrigeons ce texte inintelligible en *invadissee nudo*. — 6. *et ABC a. Lire etiam*. — 7. *postserat Millum ABC a*. Ce texte n'offre pas de sens; nous proposons de lire : *pulsaverat ullum*. Il s'agit de M. Lobier qui avait poussé quelqu'un. — 8. *nolet AC, nolant B, violenter a* : cette correction s'impose. — 9. *Millis ABC a. Lire Millus*. — 10. Lire *Lobier*. — 11. *et nos ABC a*. Il faut supprimer *et*. — 12. *hec AB, hoc C a*.

XLVI

Ordonnance des échevins concernant les fourniers.

7 juillet 1245

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 40. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 56. — C. Reg. 12, p. 386.

Anno Domini millesimo CC^{mo} XL^{mo} quinto, die Veneris in octabis apostolorum Petri et Pauli, ordinatum fuit et iudicatum a scabinis in eschevinagio ¹, quod de magistro furnerio levante et cubante in furno apud Pictavis habebit dominus [furni] ² curiam suam, si requisierit, de magistro manente extra furnum non habebit, et magister furnerius habebit curiam suam de duobus servientibus ad furnum, extra manentibus vel intus ³, si requisierit. •

1. esclavinagio B. — 2. *furni* AC, omis dans B. Lire *furni*. — 3. *intus* B, *meus* AC. D'après cette ordonnance, le maître fournier habitant au four est justiciable du seigneur de ce four féodal, si celui-ci demande à exercer ses droits de juridiction; le maître fournier habitant en dehors du four n'est pas soumis à cette juridiction du seigneur. D'autre part, le maître fournier peut avoir deux serviteurs et ceux-ci sont justiciables de lui, qu'ils habitent au four ou en dehors.

XLVII

Ordonnance du maire et des échevins concernant les bouchers.

27 octobre 1245

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 71. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 71 v°. — C. Reg. 12, p. 413 (d'après A). — D. Reg. 12, p. 414 (d'après B). — E. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 261 (d'après A).

Anno Domini millesimo ducentesimo XL^{mo} quinto, die Veneris ante festum Omnium Sanctorum. Philipo Larchier ¹ existente majore communie Pictavensis, in esclavinagio ² ordinatum fuit per dictum majorem et scabinos, quod quedam

statuta, que carnifices ejusdem civitatis auctoritate propria inter se fecerant, illicita, ut dicto majori et scabinis³ videbatur, quia confessata fuerant a parte ipsorum pociori, omnino remanerent⁴, et quod ipsi carnifices carnes ipsas venderent ad mane, more solito, et quod non denegent volentibus carnes emere super bancos existentes, sed libenter, benigne ac indilate vendant eas illis, a quibus fuerint requisiti, ita quod modum vendendi solitum non excedant.

1. Philippe Larcher avait été le clerc, c'est-à-dire le secrétaire d'un ancien maire de Poitiers, Geoffroy Dalone (n° XLVIII). En nov. 1242, Alfonse de Poitiers lui avait vendu 41 arpents de bois au Chêne-l'Abbé (commune de la Chapelle-Moulière), 141 arpents et demi près de Souleville (commune de Saint-Georges). Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 14 (*Philippo dicto Arquier*). Philippe l'Arquer est associé avec Jean de Galardon et Thomas de Bosco pour la prise à ferme d'un certain nombre de domaines d'Alfonse pendant 3 ans à partir de la Saint-Jean 1243 (*ibid.*, p. 3). On voit par cette ordonnance du 27 oct. 1245 qu'il fut maire de Poitiers du 14 juillet 1245 au 13 juillet 1246. — 2. *esquinagio* B. — 3. *scabinio* B. — 4. Ce texte ne dit pas que les règlements arrêtés par les bouchers aient été cassés par l'échevinage, comme on l'a parfois interprété (*Mém. Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 230 ; 1899, p. 212, n. 4) ; il dit, au contraire, que ces règlements, bien qu'illicites (l'échevinage se réservant le droit de réglementer les métiers), subsisteraient (*remanerent*), parce qu'ils avaient été approuvés par la majorité des bouchers. Cette ordonnance les confirme, tout en spécifiant qu'à l'avenir les bouchers ne devraient plus faire de règlements de ce genre sans autorisation.

Propter hoc ordinatum fuit et condictum, quod de cetero inter se statuta non faciant illicita, per que aliquis ipsorum per aliquem vel per aliquos possit vel debeat desgagiari, nec eciam alter alteri ipsorum propter vendicionem dictarum carniū denegēt vel procuret non communicare in domo vel extra domum, bibendo, comedendo sive negociando, vel alio quocumque modo, propter quod dampnum sibi vel prejudiciū possit vel debeat advenire. Et quicumque hujus statuti violator extiterit, in misericordia majoris et parium remanebit, eo quod injunctum est eis ut predicta teneant et observent inviolabiliter in virtute prestiti juramenti. Actum presentibus Guillelmo Grossin¹, P. de Caritate, P. Garner, Hilario Fulcherii², Ay. Pouverelli³, Herberto Berlant, Guillelmo Moreil⁴, P. Chanceroye, N. Le Ganter, Ay. Saynet, et recitatum ipsa die coram centum paribus, qui ad hec unanimiter consenserunt die mensis statuti⁵.

1. Guillaume Grossin, qui figure ici en tête d'une liste d'échevins, fut maire de Poitiers l'année suivante, d'après le témoignage des listes. Il résulte de l'enquête qui suit (n° XLVIII), qu'il avait dû l'être déjà antérieurement. En 1244, il vendait à l'abbaye de Saint-Maixent son domaine de Périgné, près de La Rochelle (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVIII, p. 73). En nov. 1256, il donna à l'abbaye de Luçon la maison dite les Piliers de Gautier (aujourd'hui Hôtel des Trois-Piliers), située à la limite du bourg de Saint-Hilaire (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 282). — 2. Foucher B. Hilaire Foucher fut maire de Poitiers en 1249-1250, d'après le témoignage des listes. En 1243, il achetait une coupe de bois de 23 arpents dans la forêt de Moulière (*Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 11, 96, 123, 150). — 3. Aimeri Pouvreau figure sur les listes des maires de Poitiers pour les années 1240-41 et 1248-49. En 1247, il est chargé, avec Pierre de la Charité, Pierre Garnier et Guillaume Morail, de rédiger de nouveaux statuts pour les bouchers (n° XLIX). — 4. Le nom de cet échevin est écrit *Morail* sur les comptes d'Alfonse de 1243 (*Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 11). Il est porté comme maire de Poitiers sur les listes pour les années 1250, 1254, 1255. Il dépose avec cette qualité dans l'enquête relative aux Templiers (n° LII et LII bis). — 5. Il paraît résulter de ce passage que les cent pairs ne se réunissaient qu'une fois par mois et non tous les quinze jours comme le prescrivaient les Établissements de Rouen, et que cette réunion avait lieu le vendredi au lieu du samedi. C'est aussi le vendredi qu'eurent lieu les 4 autres réunions des cent pairs mentionnées parmi les documents qui suivent (LXXXI, CXXXII, CLIV, CCVI), de même le 8 mai 1332 (*Man. Saint-Hilaire*, fol. 25, *le vendredi, à jour de moys, en plain cent*), le 22 mars 1348 (*ibid.*, fol. 83, *en plain cent, le vendredi*).

XLVIII

Enquête sur la justice du bourg de Sainte-Croix, objet de contestation entre l'abbesse et le comte de Poitiers.

[1243-1245] ¹

Original, Arch. nat. J 748, n° 15.

1. Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 231) place cette enquête vers 1250. Nous croyons pouvoir la placer plutôt entre 1243 et 1245, d'après les dispositions de Jean de Galardon et de Philippe Larcher. Il est dit du premier qu'il fut prévôt de Poitiers pendant 3 ans : or il paraît l'avoir été de 1240 à 1243. D'autre part, Philippe Larcher, qui fut maire en 1245-46, dépose ici, non en qualité d'ancien maire, mais comme ayant été clerc d'un ancien maire.

Hee sunt rubrice testium productorum ex parte comitis Pictavensis super justitia quam petit abbatissa Sancte Crucis in burgo.

Per Guillermm Grossin¹, qui fuit major Pictavensis

tempore Petri Le Ber, probatur quod predictus Petrus fecit quod omnes qui debent exercitum et equitatum comiti, sequerentur eum apud Chitre², causa fundendi turrem, et ipse qui loquitur duxit communiam Pictavensem, et vidit Johannem Genquoi, hospitem abbatisse Sancte Crucis et mansionarium juxta abbatiam in illo burgo³, in quo petit abbatissa justiciam, venire cum eo in illo equitatu ad clamationem regis, et quod fecit blada sua capi pro assisia missionibus ville⁴, et explectavit pacifice in suo tempore sine aliqua contradictione, et quod justicia illius burgi debet esse comitis Pictavensis, et quod abbatissa nullum debet franchire de dicto burgo nec unquam fecit, et quod omnes de burgo debent se justiciare per comitem Pictavensem.

1. Parmi les listes de maires, les unes indiquent Guillaume Grossin pour 1246, d'autres pour 1247 ou pour ces deux années, aucune pour une autre année. On voit ici qu'il avait été maire avant 1242, date de la mort de Pierre Le Ber, bailli d'Anjou et de Touraine (cf. L. Delisle, *Hist. de Fr.*, t. XXIV, I, Préface, p. 158, 161). C'était peut-être en 1234, année où Le Ber rend des comptes pour la baillie de Châtellerault, ou en 1236, année où ce bailli rendit aussi des comptes pour la prévôté de Poitiers. Il est vraisemblable que cette première mairie de Guillaume Grossin se place dans la période de 1230 à 1239, sur laquelle les renseignements certains font défaut. — 2. La seigneurie de Chitré (commune de Vouneuil-sur-Vienne) relevait de la baronnie de Chauvigny, qui appartenait aux évêques de Poitiers dès le XI^e s. Cette expédition, qui avait pour but d'abattre la tour de Chitré, est antérieure à la prise de possession du Poitou par Alfonso en 1241, puisque l'appel des contingents fut fait au nom du roi (*ad clamationem regis*). Nous ne sommes pas renseignés sur le fait qui motiva cette mesure sévère contre le seigneur de Chitré. Il se rattache, sans doute, aux intrigues féodales qui troublèrent la minorité de saint Louis. — 3. Le bourg de Sainte-Croix, sur lequel l'abbesse revendiquait des droits de juridiction, était situé à l'intérieur de l'enceinte du XII^e s., et même de l'ancienne muraille gallo-romaine, qui séparait l'abbaye de l'église de Sainte-Radegonde. L'abbesse pouvait s'appuyer sur des diplômes de Louis le Bègue (du 4 juillet 878) et de Charlotman (du 20 février 885), accordant aux monastères de Sainte-Croix et de Sainte-Radegonde les plus larges franchises. Voir la confirmation de ces diplômes par Charles V, du 7 juillet 1377, *Arch. hist. du Poitou*, t. XXI, p. 36 et 46. Nous n'avons ici que les témoignages produits de la part du comte, et non les témoignages opposés qu'avait dû présenter l'abbesse. — 4. Le maire fit saisir les blés de cet hôte de l'abbesse pour sa contribution (*assisia*) aux dépenses (*missionibus*) de la ville.

Item, per P. Garnier¹ probatur quod vidit Johannem Gencai², hospitem abbatisse in illo burgo, citari sepe coram majoribus Pictavensibus et respondere coram eis de debitis

et rebus aliis sine avoare³ se justizare per⁴ abbatissam Sancte Crucis, et sponte respondebat coram majoribus nec aliqua vis fiebat ei a majoribus, nec credit quod abbatissa habeat justiciam in illo burgo vel franchisiam, sed credit quod debeat esse domini comitis. — Item, per Hylarium Fouchier⁵ probatur idem per omnia, quod probatur per P. Garnier predictum, et addit quod vidit Johannem Gencai venire cum eo et communia pro clamacione regis, causa precipitandi turrem de Chientre⁶; et dicit quod abbatissa non debet habere justiciam vel franchisiam in burgo, de quo est contencio, sed debet esse domini comitis.

1. Pierre Garnier dépose ici, comme Guillaume Grossin, en qualité d'ancien maire. Cf. n° XLI, n. 9. — 2. Le nom de cet hôte de l'abbesse est écrit plus haut *Genquoi* et plus loin de *Gencai*. Bien que n'étant pas lui-même membre de la commune, il pouvait être cité devant le tribunal du maire pour des dettes contractées envers des membres de la commune. — 3. « prétendre ». — 4. « être justiciable de ». — 5. Les listes de maires ne portent le nom d'Hilaire Foucher que pour l'année 1249-50. Comme sa déposition est placée ici au milieu de celles d'anciens maires, on peut se demander s'il n'avait pas été déjà maire antérieurement, dans la période de 1230 à 1239. — 6. Le Dictionnaire de Rédet n'indique pas cette orthographe pour Chitré, *Chistré*.

Item, per Petrum de Caritate¹ probatur quod vidit in quadam anneta, qua fuit major, tempore regis Ludovici, qui nunc est, Johannem de Gencai, hospitem abbatisse Sancte Crucis, manentem prope abbatiam in illo burgo, in quo abbatissa petit justiciam, justizare in tempore suo per communiam regis et persolvere decenter de misionibus ville, et fuit pars sua de anneta XII denarii; et vidit tempore aliorum majorum, qui fuerunt ante ipsum, dictum Johannem justizare se pacifice per eos, nec credit quod abbatissa habeat justiciam vel franchisiam in dicto burgo, sed debet esse domini comitis Pietavensis. — Item, per Michaellem Bagions² probatur quod vidit, tempore regis Philippi, qui tunc erat dominus Pietavensis, Guillelmum Cendros³ et Guillelmum Sarpe et Sansart Perrerrum et Johannem Lavendarium et Johannem Lesclanchier et Bartholomeum Pelliparium et Girardum, patrem uxoris dicti Bartholomei, hospites abbatisse Sancte Crucis, levantes et cubantes in burgo, in quo abbatissa petit justiciam, justizare se per majorem et communiam regis de

corporibus et opibus suis, et vidit eos facere eschauguiete ⁴ et ponere suum decens in misionibus ville⁵; et hoc scit quia pater suus, qui fuit quinque annis vel amplius unus ex duodecim consiliariis ville Pictavensis tempore regis Philippi, et mittebat ipsum Michaellem pater suus, ut divideret gentes, et pro ipso poneret ⁶ ad portas et ad quādrivia, et post mortem patris sui fuit par ville ipse qui loquitur, et vidit ipsos justizare pacifice, nec audivit nec vidit quod tempore illo abbatissa, que tunc erat, peteret aliquam justiciam in dicto burgo vel fran chisiam, nec quod debeat habere, sed pertinet ad comitem Pictavensem.

1. D'après les listes, Pierre de la Charité aurait été maire pour la première fois à partir du 14 juillet 1241. Il résulte de ce passage qu'il avait déjà été maire précédemment, du temps où le Poitou relevait directement du roi, avant qu'Alfonse n'eût pris possession de son apanage (fin juin 1241). — 2. Ce Michel *Bagions* appartenait sans doute à la famille qui a donné son nom aux moulins Bajon, mentionnés dans un acte de 1353 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 144) et, par suite, au boulevard Bajon actuel. Il est dit plus loin que son père, qui fut pendant plus de 5 ans un des 12 conseillers de la ville, l'envoyait pour servir d'arbitre entre les gens (*ut divideret gentes*) aux portes et aux carrefours et qu'après la mort de son père, il fut lui-même un des cent pairs. Il semble qu'on peut en conclure que, dès cette époque, une fois nommé conseiller (ou échevin), on le restait à vie, et que la qualité de pair se transmettait ordinairement de père en fils. — 3. Ce Guillaume *Cendros*, cité en tête d'une liste d'hôtes de l'abbaye, qui habitaient dans le bourg de Sainte-Croix du temps de Philippe Auguste, est peut-être le même que Guillaume Cendre, qui figure en qualité de témoin sur un acte de donation en faveur de l'abbaye de Sainte-Croix, en date de 1190 (*Coll. Fonteneau*, t. V, p. 601), ainsi que Renaud Lesclancher, sans doute parent du Jean Lesclancher cité plus loin : ils y sont qualifiés de sergents (*servientes*) de l'abbaye, *famuli de ecclesia beatae Radegundis*. — 4. Ils faisaient le service de guet (sur les remparts). — 5. Ils participaient convenablement aux dépenses de la ville. — 6. Lire *ponebat*.

Item, per Brandinum ¹, qui fuit cum Gaufrido Pigris ² prepositus Pictavensis, probatur quod gentes abbatisse Sancte Crucis ceperunt unam latronam, que furata fuerat duos pannos ; idem Brandinus ivit quesitum eam et pannos et duxit et fecit eam coqui ³ de quadam clave in maxilla ; et dicit quod omnes illi de illo burgo, qui non stabant de communia, justizabant se de omnibus per ipsum et socium suum, et illi qui stabant de communia per majorem et eschevinos ; et dicit quod abbatissa non habet justiciam nec franchisiam in dicto burgo, sed est comitis Pictavensis. — Item, per Petrum Bas-

tart probatur illud idem, quod probatur per Michaellem Bagions predictum, testem precedentem, et dicit quod Guillelmus Cendros, Guillelmus Sarpe, Sansart Perrerus, Johannes Lavendarius, Johannes Lesclanchier et Bartholomeus Pelliarius et Girardus, pater uxoris dicti Bartholomei, hospites abbatisse Sancte Crucis, levantes et cubantes in dicto burgo, fuerunt cum eo in exercitu apud Rupellam, quem marescallus Henricus⁴ duxit pro rege Philippo, et in exercitu apud Niorz⁵, et in exercitu apud Rupellam, quando rex Ludovicus cepit eandem.

1. Brandin avait été sergent de Thierry de Galardon, sénéchal de Poitou et de Touraine de 1219 à 1227 (*Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 123, *Hist. de Fr.*, t. XXIV, I, Préface, p. 160, 187), puis sergent de Jean de Galardon l'aîné, prévôt de Poitiers (*Hist. de Fr.*, *ibid.*, p. 227). Une enquête postérieure (n° LII bis) nous apprend qu'il fut sergent du roi et du comte pendant 30 ans au moins et prévôt de Poitiers pendant 3 ans. Il avait succédé comme prévôt à Jean de Galardon le jeune. — 2. Ce prévôt est peut-être le même que *Pegris*, qui figure sur les comptes d'Alfonse de 1248 comme ayant effectué des versements avec le bailli Adam Le Panetier (*Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 210). — 3. Les voleurs étaient marqués au fer rouge. Cf. Etablissements de Rouen, art. 10. — 4. Le maréchal Henri Clément fit une campagne victorieuse en Poitou en 1208 et défait le vicomte de Thouars et Savari de Mauléon (Rigord, *Gesta Philippi Augusti*, 151). C'est sans doute de cette expédition qu'il est question ici, bien que le chroniqueur ne dise pas qu'elle se soit poursuivie jusqu'à La Rochelle : cette ville resta à Jean sans Terre jusqu'à la fin de son règne. En 1214, après avoir remporté, avec le prince Louis, un succès décisif en Anjou, à la Roche-au-Moine, Henri Clément mourut de maladie et fut enseveli à l'abbaye de Turpenay (Indre-et-Loire). Cf. Guillaume le Breton, *Chronique*, 180. — 5. Louis VIII, parti de Tours vers la fin de juin 1224, arriva devant Niort le 3 juillet, et la ville se rendit le 5. Il marcha ensuite sur La Rochelle, dont le siège commença le 15 juillet, et les Rochelais capitulèrent le 3 août (Petit-Dutaillis, *Louis VIII*, p. 238 et suiv.).

Item, per Philippum Larquers¹, qui fuit clericus Gaudridi Dalone², majoris Pictavensis, probatur quod major et eschevini et probi homines de villa fecerunt quandam assisiam super eos, qui erant in dominio et justicia regis Philippi in villa Pictavensi, et ponere³ et assedere super Guillelmum Cendros X solidos, qui erat mansionarius in illo burgo, in quo petit abbatissa justiciam, et ideo quia non reddidit ad diem predictos X solidos, major misit istum qui loquitur et P. Martin, servientem de communia, qui ceperunt blada dicti Guillelmi sine contradictione ejusdem Guillelmi vel abbatisse, et

tulerunt majori, nec vidit quod abbatissa faceret aliquam justiciam vel franchisiam in illo loco, quem vocat burgum suum, nec credit quod possit franchire aliquem hominem, qui stet in burgo illo, de quo est contentio, de exercitu, de equitatu, de guez, de missionibus ville, et quod non respondeant in curia majoris vel prepositi ejusdem ville. — Per Hubertum Barberiau probatur quod Johannes de Galardone senior, qui erat prepositus ejusdem ville, cepit res et explectavit cujusdam hospitis abbatisse Sancte Crucis, qui percusserat quemdam hominem de cultro in illo burgo, sine restauratione ⁴, quam haberet abbatissa vel alius pro ea ; et dicit quod abbatissa non habet justiciam nec franchiam in dicto burgo, sed est comitis Pictavensis.

1. Cf. n° XLVII, n. 1, et n° XLVIII, n. 1. — 2. Cet ancien maire de Poitiers ne figure sur aucune des listes : elles n'ont conservé le souvenir d'aucun des premiers maires antérieurs à 1213 et, même à partir de cette date, quelques-unes des indications qu'elles portent sont sujettes à caution. On voit ici que Geoffroy Dalone fut maire sous Philippe Auguste, donc avant 1223. — 3. Lire *posuere*. — 4. « amende à payer au seigneur ».

Item, per Johannem Gorray probatur quod vidit coram P. de Caritate, tunc majore Pictavensi, Johannem de Gencay, cubantem et levantem in illo burgo, de quo est contentio, respondere coram dicto majore de debito et melleia, sine avoare alterius dominium, et dieit quod in illo burgo, de quo est contentio, dominus Pictavensis habet franchiam et dominium, et ibi currunt mesure vini domini comitis Pictavensis et mesure bladi. — Item, per Petrum de Niorz probatur quod mareschallus Henricus duxit exercitum regis coram Ruppella, et vidit Guillelmum Cedros, Sansart, Bartholomeum Longue Barbe et Girardum, hospites abbatisse in illo burgo, de quo est contentio, ire in illum exercitum pro citatione regis, et presens fuit quando moverunt, et vidit illos quatuor supradictos ire in exercitu regis Ludocivi apud Ruppellam ; de mensuris bladi et vini et de justicia burgi, cujus sit, idem dicit, quod Johannes Gorray predictus et precedens testis. — Item, per Odinum¹, qui fuit per XX annos serviens prepositorum Pictavensium, probatur quod omnes illi qui erant mansionarii in illo burgo, de quo est contentio, justizabant se de mobilibus

suis et debitis et factis corporum suorum et aliis rebus. exceptis horretagiis ², que movent ab abbatisa Sancte Crucis, et dicit quod per prepositum illi, qui non erant de communia, justiciabant se, et illi, qui erant de communia, per majorem et eschevinos. Et iste qui loquitur et Jobertus ³, qui erat serviens, ierunt precipitare quandam hostiariam et unum palatium, de quo abbatisa fecerat claudi viam, que est in illo burgo. Et iste qui loquitur ivit capere unam garciam in illo burgo, que furata fuerat unum scrinium cuidam moniali de abbazia, et cepit garciam et res suas, que erant in illo burgo, et tradidit preposito, et prepositus fecit forjurare patriam et retinuit res suas. De justicia burgi et de mensuris vini et bladi dicit quod domini comitis Pictavensis sunt et quod abbatisa nullam habet justiciam nec franchisiā in predicto burgo.

1. Cf. *Hist. de Fr.*, t. XXIV, 1, p. 220 (Enquête de 1247): *Odinus, bedellus Pictavensis tempore istius regis qui nunc est.* — 2. Ce mot, que n'indique pas Du Cange, équivalent à *heritagis*, employé ci-dessous, à la fin de ce document. — 3. Jobert est mentionné dans l'enquête de 1247 comme ayant été sergent du prévôt avec Brandin (*Hist. de Fr.*, *ibid.*, p. 227).

Item, per Philippum Cheris, qui tenuit preposituram uno anno, probatur illud idem per omnia, quod probatur per Odinum, testem precedentem. — Item, per Johannem de Galardon, qui fuit prepositus tribus annis Pictavensis, probatur quod cepit quandam latronam, que furata fuerat denarios cuidam peregrine, et illa latro habebat sex sextarios avene vel amplius in domo Johannis de Voisele, in illo loco, ubi abbatisa Sancte Crucis dicit quod habet burgum. Item prepositus fecit portare et remansit in pace sine contradictione abbatisse vel alicujus alterius; et credit quod abbatisa hoc bene scivit, et in suo tempore justizavit de clamoribus et questibus illos qui non erant de communia, et levavit emendas, et, quando vendebant vel emebant in illo burgo, habebat costumam suam, et currebant in dicto burgo mesure vini et bladi comitis. — Item, per Petrum Cheris probatur idem per omnia, quod probatur per Johannem de Galardone. — Item, per Elions, ultimum testem, qui fuit prepositus abbatisse Sancte Crucis de terra Pictavensi et extra per quatuor annos et amplius, probatur quod omnes homines de burgo, de quo est contentio,

justiciaverunt se in tempore suo, ad visum abbatisse et sui, per prepositum Pictavensem illi qui non erant de communia et illi qui erant de communia per majorem et eschevinos. Et currunt mesure comitis de vino in illo burgo et de blado. Et, si aliquis vendat vel emat in illa terra, coustuma erit comitis Pictavensis. Nec unquam vidit quod abbatissa haberet justiciam nisi de heritagiis, que movent ab ea, nec ipse, qui erat prepositus abbatisse, justiciavit unquam ullos de illo burgo, nec dicit quod sit burgum.

XLIX

Statuts des bouchers.

1247

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 70. — B. Reg. 12, p. 412. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 263.

Ordinacio carnificum.

Cum carnifices seu universitas carnificum Pictavensium funderent indifferenter pro suo libito de consuetudine remisia ¹ sua, et caperent pro suo libito collagium ² a novis vel extraneis carnificibus, et per certas horas non mortificarent vel portarent [causa] ³ vendendi carnes ad bancos, ac conspiraciones et [federa] ⁴ et alias illegitimas consuetudines seu pocius abusiones et corruptelas contra communem ⁵ utilitatem tenerent, et nos, major et ceteri scabini Pictavenses, inde questiones moveremus contra eos, ipsi carnifices seu ipsa eorum universitas, super universis et singulis et eciam super aliis non nominatis casibus et articulis, ordinacioni ⁶ Aymerici Pouverea, Petri de Caritate, Petri Garnier et Guillelmi Morrail alto et basso se commiserunt et compromiserunt, ac concorditer sponte supposuerunt omnimode. Qui taliter de premissis et singulis aliis articulis et rebus ordinarunt, quod de cetero iidem carnifices non fundant remisia in diebus Veneris et sabbati; tamen diebus ebdomade quo maluerint ⁷

fundent, sed [cremia] ⁸ sive grellas non ardebunt seu fundent nisi de nocte.

1. Ce mot, qui n'est se trouve pas dans Du Cange, paraît signifier graisse, comme *remigium* dans le tarif de la prévôté (n° XXVIII, art. 9, 10), *remesium* dans le rôle des arrêts rendus par le tribunal du maire en 1287 (n° CXXXIII, 38), v. fr. *remès*, *remais*. — 2. Lire *collegium*, « droit d'entrée dans la corporation ». Plus loin, *colligere* signifie admettre dans la corporation. — 3. *lam* ABC. Lire *c(aus)a*. La faute s'explique bien paléographiquement. — 4. *reddera* ABC. Nous corrigeons en *federa*, des accords, des ligues. — 5. *communiam* ABC. Lire *communem*. — 6. *ordinacionis* AB, *ordinacioni* C. — 7. *maluerunt* ABC. Lire *maluerint*. — 8. *ceremia* AB, *cerenna* C. Nous corrigeons en *cremia*. Ce mot se trouve plus loin : *cremium* vient de *cremare*, comme l'indique Du Cange et désigne le résidu solide après fusion de la graisse.

Item, ordinatum est, quod propter collegium non habebunt, de viginti libris inferius, nisi de libra catalli ¹ VI denarios ad collegium ; de viginti vero libris et de plusagio, si plus habuerit, nisi qui debebit, non dabit, nisi decem solidos nisi forte sponte plus dare voluerit ², sed ad plus non poterit cogi. Qui verò semel fecerit plenum collegium, ejus heredes ad collegium post eum minime imposterum tenebuntur. — Item, quod iidem carnifices colligent et permittent vendere extraneos carnifices ad bancos Pictavis legitimas carnes, et locabunt eis vacuos bancos, exceptis tamen inimicis suis. — Et ordinaverunt quod de cetero mortificet et vendat et portet carnes ad bancos quisquis voluerit ³ quaque hora et die pro libito suo. Item, quod bacrones ⁴, boves, porcos et ceteras carnes licite vendat quisquis carnifex Pictavensis vel extraneus, cujuscumque sint carnes, civium Pictavensium vel extraneorum, seu clericorum, et bene venditor accipiat certam inde mercedem. — Item, factum fuit, quod quisquis fundet cremia et remisium aliter quam premissum est ⁵, reddet decem solidos ville et majori pro pena.

1. Le droit d'entrée dans la corporation (*collegium*) est proportionnel à la valeur des biens mobiliers (*catallum*) des nouveaux admis. — 2. *noluerit* AB, *voluerit* C. — 3. *noluerit* AB, *voluerit* C. — 4. « porc salé ». — 5. *et* ABC. Lire *est*.

Actum existente majore Guillelmo Grossin, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo septimo.

L

Alfonse, comte de Poitiers, promet aux maires de La Rochelle, de Poitiers, de Saint-Jean-d'Angély et de Niort d'expulser les juifs de tout son domaine du comté de Poitou et de Saintonge.

juillet 1249

A. Original scellé, Arch. nat. J 191, n° 112. — EDITIONS. *a.* de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, t. III, p. 73. — *b.* A. Richard, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XXXIV, p. 449. — *c.* Boutaric, *Saint Louis et Alfonso de Poitiers*, p. 319, note.

LI

Alfonse, comte de Poitiers, promet d'expulser les juifs de tout son domaine, à condition que les habitants de Poitiers, La Rochelle, Saint-Jean-d'Angély, Niort, Sainles et Saint-Maixent paient une fois pour toutes quatre sous par feu ¹.

juillet 1249

A. Original, Arch. nat. J 190, n° 36. — EDITIONS. *a.* de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, t. III, p. 72. — *b.* A. Richard, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1869, p. 450.

1. Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alfonso de Poitiers*, p. 319 : « Il paraît que ces conditions ne furent pas acceptées, ou plutôt les juifs offrirent pour rester des sommes encore plus considérables. En effet, un compte de l'Ascension 1250 fait mention d'un paiement de mille livres fait par les juifs de Poitou à titre de premier versement ». V. n° CXLVII.

LII

Enquête au sujet du droit de juridiction que les Templiers prétendaient avoir sur une maison de Poitiers.

[1252] ¹

A. Original, Arch. nat. J 1028, n° 10. — EDITION. *a.* Bardonnnet, *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 126.

1. Cf. Arch. nat. J 191, de Laborde, *Layettes*, t. III, p. 152, 14 mars 1252 : frère Foulques de Saint-Michel, commandeur des maisons du Temple en Aquitaine, fait connaître que, comme un différend s'était élevé entre lui et les représentants du comte de Poitiers au sujet d'une arrestation faite par eux dans une maison de Poitiers sur laquelle il prétendait avoir toute autorité, une enquête a été décidée, à ce sujet, d'un commun accord entre le comte et lui.

Inquesta facta per abbatem de Pinu et magistrum scolaram ecclesie Beati Hilarii Pictavensis super justicia quam dicunt se habere Templarii in quadam domo sita Pictavis.

Testes producti ex parte magistri militie Templi in Pictavia ad probandum, ex parte illius magistri, justiciam quam dicit se habere in quadam domo sita apud Pictavim ¹, que fuit quondam Soroneti, quam domum ipse magister tenet dono ipsius Soroneti ².

Johannes de Forgis, homo mansionarius Templi, juratus et requisitus, dixit quod illa domus, de qua agitur inter fratres milicie Templi ac dominum comitem Pictavensem, fuit Soroneti, qui eam domum habebat liberam ab omni consuetudine et exactione. Requisitus utrum vidisset vel scivisset quod idem Soronetus posset in illa domo aliquam justiciam exspectare, dixit quod sic, quia vidit quod quidam, qui vocabatur Petrus Anins, trahebatur in causa coram dicto Soroneto, ad instanciam cujusdam mulieris, que vocabatur Arsendis, que appellabat illum Petrum de raptu ; et vidit dictos P. et Arsendim coram dicto Soroneto in dicta domo apud Pictavim placitare. Requisitus utrum ipsis redditum fuisset in dicta domo judicium, dixit quod non, set idem Soronetus vocavit partes apud Sanctum Georgium ³ et judicatum fuit inter ipsos quoddam joesium. Requisitus utrum dictus Soronetus dedisset predictam domum dictis fratribus cum omni dominio, quod ibidem habebat, nichil sibi retinendo, dixit quod credit. Item, requisitus utrum scivisset vel vidisset quod, postquam dicta domus devenit ad manum fratrum Templi, aliquis casus in dicta domo evenisset latrocinii, homicidii vel alicujus casus ad justiciam pertinentis, dixit quod non ; verumtamen dixit quod vidit quod frater Guillelmus de Sonayo ⁴, magister Templi, tenuit placitum in dicta domo de duobus hominibus suis de Forgis ⁵, quorum unus voca-

batur Mateus de Marolyo⁶ et alius Johannes de Marolyo, et iudicatum fuit inter ipsos duellum in predicta domo. Requisitus utrum factum, propter quod iudicatum fuit inter ipsos duellum, in predicta domo evenuerat, dixit quod non, quia ipsi super quibusdam hereditatibus se ad invicem appellabant...

1. *Pictav. A.*, *Pictavium a.* Lire *Pictavim.* — 2. Cf. n° XXXIX. — 3. Saint-Georges (arrondissement de Poitiers) était le siège d'une commanderie du Temple. Cf. *Bull. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1872, p. 160. — 4. Cf. n° XXXIX. — 5. Forges, village, commune de Saint-Georges. — 6. Mareuil, aujourd'hui ferme, commune de Saint-Georges.

Pro parte domini comitis producti sunt isti :

Hylarius Fulcherii¹, civis Pictavensis, uxoratus, juratus et requisitus, dixit quod audivit dici quod quidam prepositus Pictavensis ceperat quemdam hominem in domo, de qua agitur, propter injuriam quam ipse fecerat. Super aliis articulis omnibus requisitus, dicit se nichil scire. — Guillelmus Moreil², civis Pictavensis, uxoratus, juratus et requisitus, dicit quod vidit Guillelmum Acuchardi de Castro Esraudi, manentem in domo, de qua agitur, et quod faciebat et obediebat mandatis³ majoris communie Pictavensis⁴, sicuti alii jurati communie Pictavensis faciunt. Item, requisitus utrum dictus Soronetus et Templarii aliquid ad justiciam pertinens explectassent in dicta domo, dicit se nichil scire. — Philippus Arquerii⁵, civis Pictavensis, uxoratus, juratus et requisitus, dicit quod vidit Reginaldum Gaudin manentem in domo, de qua agitur, et quod ipse Reginaldus pauper erat et senex, et propter hoc pepercerunt ei de asizia ville⁶. Item vidit in eadem domo Guillelmum Acuchardi manentem, et audivit dici quod Guillelmus Boniuns⁷ et Gaufridus, clericus⁸ communie, ceperunt vel capi fecerunt gagia dicti Guillelmi pro talliata, ut dicebant, et majori Pictavensi traderunt. Item vidit in eadem domo Gaufridum de Sancta Cruce manentem, et quod major Pictavensis capi fecerat gagia sua pro asizia ville in eadem domo, et quod dictus Gaufridus instanter petebat sibi gagia deliberari, set nescit utrum dictus major deliberaverit, et quod idem G. multociens secum adducit⁹ fratres Templi pro gagiis deliberandis, et non vi-

dit deliberari. Item vidit quemdam garciferum, qui furatus fuerat caligas ferri ¹⁰ domini Guidonis de Rupeforti in eadem domo, et adductus fuit a gentibus dicti Guidonis ad prepositum Pictavensem cum furto ; quid factum fuit de ipso garcione nescit. Item dicit quod nunquam vidit ipsos Templarios habere seu exercere justiciam vel dominium in domo predicta ; sed tamen dicti Templarii dicebant se tantum juris habere in dicta domo, quantum habebant in ballia de Forgis, set nunquam vidit ipsos aliquam justiciam exspectare. Requisitus de aliis, nichil scit.

1. Cf. p. 90, n. 2 et p. 92, n. 5. — 2. Guillaume Moreil (ou Morail) avait été déjà maire en 1250-51, d'après le témoignage des listes, et le devint de nouveau en juillet 1254. Cf. p. 90, n° 4. — 3. *mandantis A, mandatis a.* — 4. *Pict. A, Pictavii a.* — 5. Philippe Larcher, maire en 1245-6. Cf. p. 89, n. 1. — 6. Il fut exempt de l'impôt municipal. L'enquête précédente (n° XLVIII) montre aussi que cet impôt frappait tous les habitants de Poitiers, membres ou non de la commune et était proportionnel aux ressources de chacun. — 7. *Boniuns A, Bouvins a.* — 8. Lire peut-être *clerici*. Mais Guillaume Boniuns pouvait être sergent de la commune, et Geoffroi clerc, c'est-à-dire secrétaire du maire. — 9. Lire *addu-zil*. — 10. « Chaussées de mailles ». Cf. Viollet-le-Duc, *Dict. du mobilier*, t. V, p. 272.

Videtur nobis, quod per dicta istorum testium non sit probatum quod Templarii usi fuerint aliqua justicia in dicta domo, de qua agitur.

LII^{bis}

Suite de l'enquête précédente.

[1254-5] ¹

A. Original, Arch. nat. J 1028, n° 10. — EDITION. a. Bardonnet, *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 131.

1. Le supplément d'enquête que contient cette pièce annexe se place pendant que Guillaume Morail était maire, non pas pendant sa première mairie, en 1250-51, puisque l'enquête est postérieure au 14 mars 1252, mais pendant la seconde, qui commence au 14 juillet 1254.

Guillelmus Elencharz, requisitus, juratus, dixit quod ipse fecit mansionem per spacium ¹ viginti annorum ² vel circa

in domo Templariorum apud Pictavim, de qua est mencio, et quod in tempore quo ipse manebat in dicta domo, [non] ³ fuit explectatus de aliquibus costumis a preposito Pictavensi nec a majore, ymo semper faciebat jus coram Templarios. Requisitus utrum vidit in ipsa domo evenire casum latrocinii, dixit quod non, sed multociens vidit garciferos et ribaldos, qui faciebant contenciones in ipsa domo, in taberna, et quando erant extra ospicium, gentes prepositi ipsos capiebant, sed in domo non. — Johannes de Galardon, requisitus, juratus, dixit idem per omnia quod Guillelmus Elencharz, excepto hoc quod de mansionem domus dixit quod bene vidit ipsum manentem in domo, sed de tempore non est certus. — Brandinus, qui fuit prepositus Pictavensis per tres annos et serviens domini regis et domini comitis per triginta annos vel amplius, dixit idem per omnia quod Johannes de Galardon, hoc remoto quod [nec] ⁴ fecit nec vidit fieri prisiones in domo nec coram domo. — Guillelmus Oray ⁵, major Pictavensis, requisitus, juratus, dixit quod nunquam explectavit aliquam juridicionem in ipsa domo nec vidit alicui explectare. — Ylarius Fochers, requisitus, juratus, dixit idem per omnia quod major...

1. *pacium* A, *spacium* a. — 2. *annignorum* A, *annorum* a. — 3. *non* manque dans A. Il paraît nécessaire d'ajouter une négation, ce témoin soutenant les droits des Templiers. — 4. Il paraît nécessaire d'ajouter *nec*. — 5. Le nom de Guillaume Morail a été altéré ici en Oray.

LIII

*Acte établissant que le chapitre de Notre-Dame-la-Grande
avait le droit de juridiction pendant les Rogations.*

2 juin 1257

A. Original, Arch. de la Vienne, G 1086. — B. Copie sur papier, du xvi^e s., Arch. de la Vienne, G 1097. — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 54 (d'après B).

Memoria est quod, cum P. ¹ abbas Beate Marie Majoris

Pictavis diceret quod justicia ville Pictavensis pertinet singulis annis ad ecclesiam Beate Marie predictæ die martis et die mercurii proximo precedentibus Ascensionem Domini, et quod castellanus domini comitis Pictavensis, prepositus² Pictavensis, die mercurii proxima ante Ascensionem Domini, que fuit anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo septimo, ceperat Hugonem de Derce³, valetum, occasione cujusdam verberacionis, quam dictus valetus dicebatur fecisse de quodam serviente castellani predicti, quam captionem dicebat dictus abbas non ad dictum castellanum nec ad aliquem ballivum vel prepositum domini comitis nec etiam ad dominum comitem predicta die pertinere debere, sed ad ipsum abbatem potius et ad suam ecclesiam memoratam, tandem Theobaldus de Noviac⁴, ballivus tunc domini comitis in Pictavia, intelligens in dicta captionem injuriatum fuisse dicto abbati et ejus ecclesie, ne dicte captionis occasione fieret in posterum prejudicium ecclesie Beate Marie jam dicte, precepit et voluit rem taliter emendari. Injunxit enim Aymerico Seyaeri⁵, civi Pictavensi, ut dictum valetum ad memoratum abbatem adduceret pro stando juri coram ipso abbate, nomine dicte sue ecclesie, super verberacione predicta. Qui Aymericus, de mandato dicti ballivi, dictum valetum personaliter adduxit ad abbatem predictum, ut juri staret pro dicta verberacione coram eodem abbate. Qui valetus, personaliter existens coram abbate predicto, promisit eidem abbati juri stare et jus facere coram ipso, quantum ad dictam verberacionem cuilibet conquerenti, deditque super hoc eidem abbati fidejussorem Petrum de Cursaio, militem.

. 1. Maître Pierre de Targé, dont le nom figure sur beaucoup d'actes, était déjà abbé de Notre-Dame le 23 déc. 1249 (Arch. de la Vienne G 1141) et l'était encore le 10 déc. 1266 (G 1142). — 2. *et prepositus* BC. L'auteur de l'arrestation (*ceperat*) paraît avoir été à la fois châtelain, c'est-à-dire chargé de la garde du château, et prévôt de Poitiers. — 3. Hugues de Derce, écuyer, était sans doute parent de Hugues de Derce, chevalier, qui, le 12 février 1248, vendait à un chanoine de Saint-Hilaire une rente assise dans la seigneurie de Moncontour (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 262). — 4. Thibaud de Neuvi fut sénéchal de Poitou de 1255 à 1267. Il avait eu comme prédécesseurs dans l'administration du Poitou depuis la prise de possession du comté par Alfonse, Adam le Panetier, qui n'avait porté que le titre de bailli, avec une solde d'une livre par jour, jusqu'en 1248, et prend dans ses comptes le titre de sénéchal de Poitou à partir

de la Toussaint 1248 ; puis Guillaume le Tyais, sénéchal, avec une solde d'une livre et demie par jour, de 1250 au 20 nov. 1253 ; enfin Robert Boillie (ou L'Erroelhé), sénéchal du 20 nov. 1253 au commencement de 1255 (cf. comptes de 1243 à 1248, *Arch. hist. du Poitou*, t. IV ; enquête sur les droits du vicomte de Châtellerault, *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 116 et suiv., document qu'on peut dater de 1250 et d'après lequel Adam le Panetier venait de cesser ses fonctions de sénéchal ; *ibid.*, p. 13, compte attestant que Robert Boillie succéda à Guillaume le Tyais le 20 nov. 1253, avec une solde de 30 sous par jour ; *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. LXVIII, p. 511). Bien que Thibaud de Neuvi soit qualifié ici de bailli du comte du Poitou, il avait le titre de sénéchal de Poitou avec une solde d'une livre et demie par jour, comme on le voit par ses comptes de 1259, *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 14 et suiv. ; mais il y appelle sa sénéchaussée *ballivia*. Voir ci-dessous les n^{os} LVI et LXI. — 5. *Seyæri A, Gayaeri BC*.

In cujus rei testimonium presenti memoriali sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die sabbati post festum Penthecostes, anno Domini M^o CC^o quinquagesimo septimo.

LIV

Sentence arbitrale prononcée par Jean de Gomet, chévecier de Saint-Aignan d'Orléans, sur un différend survenu entre le trésorier et le chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers au sujet de la juridiction du bourg de Saint-Hilaire.

16 août 1257

A. Copie dans un vidimus donné le 23 août 1275, sous le sceau de l'officialité de Paris, *Arch. nat. J 184*. — EDITION. A. de Laborde, *Layettes du Trésor des chartes*, t. III, p. 370.

Universis presentes litteras inspecturis, magister Johannes de Gomet ¹, capicerius Beati Anyani Aurelianensis, salutem in Domino...

1. *Gonnet A, Gomet a*. Jean de Gomet, chévecier de Saint-Aignan d'Orléans, avait été choisi comme arbitre, le 1^{er} février 1257, par le trésorier et le chapitre de Saint-Hilaire. Cf. de Laborde, *Layettes*, t. III, p. 348. Voir *ibid.*, p. 369, l'exposé des griefs du trésorier de Saint-Hilaire contre le chapitre, document qui doit se placer avant le 16 août 1257. Déjà, deux ans auparavant, un différend s'était levé entre le trésorier et le chapitre, qui avaient pris alors pour arbitres le doyen et le sous-doyen de Saint-Martin de Tours. Voir *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 275, l'exposé des griefs du chapitre contre Philippe, trésorier : les chanoines s'y plaignaient surtout de ce que le trésorier ne leur avait pas donné

depuis trois ans les repas habituels à l'occasion des processions des Rameaux et des Rogations. Cet exposé, adressé aux arbitres, était daté du 8 sept. 1255. Sur Philippe, trésorier de Saint-Hilaire de Poitiers, chapelain et intendant d'Alfonse de Poitiers, voir *Bull. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1843, p. 507. Il avait été chargé par Alfonse, après la mort de Raymond VII (27 sept. 1249), d'aller, avec les chevaliers Guy et Henri de Chevreuse, recueillir la succession du comte de Toulouse. Cf. Boutaric, *Saint Louis et Alfonse de Poitiers*, p. 68 et suivantes.

In primis, pronunciamus altam justiciam burgi Beati Hylarii Pictavensis, cum omni jure et dominio, ad solum thesaurarium dicte ecclesie pertinere ¹ ; capitulum vero ejusdem ecclesie vel prepositus capituli poterit capere latrones et consimiles malefactores in via publica burgi predicti, non tanquam dominus, set sicut quilibet alienus. Poterit eciam idem capitulum vel ejusdem capituli prepositus captos quacumque occasione ab eisdem in sua prisione, quam modo habent vel habere consueverunt, per duas dies a tempore captionis tantummodo detinere, et immediate die tercia subsequenti restituere et reddere seneschallo thesaurarii predicti, cum omnibus rebus circa eum inventis tempore captionis, ad cognoscendum de delicto dictorum malefactorum judicando et puniendo, secundum quod fuerint puniendi, salvis tamen expensis a captis factis pro victu in prisione dicti capituli per dictas duas dies, a seneschallo et thesaurario ex rebus captorum preposito capituli persolvendis...

1. Les droits de seigneurie et de juridiction sur le bourg de Saint-Hilaire sont encore indiqués comme appartenant à la fois au trésorier, au doyen et au chapitre, dans l'acte en date de nov. 1256, par lequel l'abbé de Luçon fait connaître que Guillaume Grossin a fait don à son abbaye de l'hébergement situé à Poitiers, *in loco qui vulgariter appellatur Pilarii Galleri, in censiva, dominio et districtu thesaurarii, decani et capituli ecclesie Beati Hylarii Pictavensis* (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 282). L'abbé de Luçon ajoute que le trésorier, le doyen et le chapitre de Saint-Hilaire ont approuvé cette donation, tout en se réservant le cens annuel de 12 deniers et une obole, qui leur était dû sur cette maison, *cum omni justitia, jurisdictione et dominio et districtu ad ipsos thesaurarium, decanum et capitulum et ecclesiam suam spectantibus, sicut habere consueverunt in burgo suo*.

Item, pronunciamus bannum et preconizationem banni, excubias et positiones excubiarum, justiciam et dominium vie publice, mensuras vini et justiciam tabernarum in burgo predicto ad dictum solum thesaurarium pertinere. — Item,

pronunciamus et pro bono pacis et concordie ordinamus quod capitulum in censivis suis et in censuales suos justiciam et cognitionem habeat super minimis injuriis, debitis contractibus, conviciis, rixis, melleis et quibuslibet simplicibus clamoribus, et eciam justiciam et cognitionem sanguinis inter ipsos censuales capituli ex levi lesione facti, non interveniente vel faciente aliquo genere armorum, ita quod ad majora quam ad predicta, sanguinis justicia sit, eorum jurisdictio nullatenus extendatur ; set super omnibus majoribus justiciam thesaurarii reservamus... — Habebunt eciam dicti canonici justiciam tabernarum ¹ in propriis domibus eorundem factarum de propriis vinis suis. Poterunt eciam dicti canonici capere mensuras vini ubi voluerint ad propria vina sua vendenda, nec de hiis solvent vendas. Poterunt eciam vendere dicti canonici vina sua propria, non obstante banno thesaurarii, quocienscumque voluerint. Si vero dicti canonici emerent vina ad revendendum, vel si vina venderent aliena, thesaurarius supradictus habebit de illis vinis vendas suas et eciam justiciam tabernarum, sicut haberet in domo mansionarii capituli, in burgo predicto, nec ista eciam licebit canonicis [vendere] ² durante banno vini thesaurarii.

1. Le chapitre ayant protesté le 8 sept. 1257 contre cette sentence arbitrale (de Laborde, *ibid.*, p. 374), Jean de Gomet, sans modifier son jugement, adresse, le 12 sept., quelques explications sur certains articles (*ibid.*, p. 375), notamment sur celui-ci : *ita intelligimus et declaramus « justiciam tabernarum », scilicet minimam justiciam, que minimam exigit cohercionem ; « de propriis vinis », scilicet de vinis collectis in vineis, quas tenent ab ecclesia nomine ecclesie.* —

2. *facere A a. Lire vendere.*

Item, de vendis vini et aliarum rerum venalium in predicto burgo, que ad dictum thesaurarium pertinent, pronunciamus hoc modo, videlicet quod, si homo mansionarius capituli vendas suas reddere noluerit, nec eciam tempore quo illas debuerit, thesaurario vel ejus seneschallo reddiderit, idem seneschallus se poterit vendicare et capere de rebus illius mansionarii capituli... — Item, pronunciamus quod seneschallus thesaurarii, quociens creatus fuerit seneschallus, faciet juramentum capitulo et in capitulo, quod non gravabit scienter homines censuarios capituli nec eosdem scienter molestabit injuste ; et

similiter prepositus capituli, quociens fiet prepositus, vel aliquis gerens vices capituli, jurabit thesaurario vel ejus mandato, in domo ipsius thesaurarii, quod nichil contra jus thesaurarii scienter attemptabit...

Datum Turonis, anno Domini M^o CC^o quinquagesimo septimo, in crastino Assumptionis Beate Marie Virginis

LV

Règlements pour les poissonniers.

7 mars 1259

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 67, copie de l'ordonnance des poissonniers promulguée le 12 février 1298 ¹. — B. Man. d'Auzance, fol. 94, copie de la confirmation par Philippe le Bel de l'ordonnance des poissonniers, de mars 1299 ². — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 293 (d'après A).

1. N^o CLXIX. — 2. N^o CLXXIII.

LVI

Monition adressée par Guillaume de la Tousche, archiprêtre de la Sie, vicaire général de l'évêque, au bailli du comte de Poitiers, et articulant un certain nombre de griefs contre lui, avec injonction d'y répondre dans un délai de huit jours.

28 mars 1260

A. Original, Bibl. nat. lat. 9019. — B. Copie moderne, communiquée par L. Delisle, d'après l'original, Arch. de la Vienne, carton 31, n^o 14.

Guillelmus de Tuscha, archipresbiter Sedis¹ Pictavensis, gerens vices reverendi patris et domini Hugonis², Dei gratia episcopi Pictavensis, viro provido et discreto baillivo³ domini comitis Pictavensis, salutem et sinceram in Domino caritatem...

1. L'archiprêtré de la Sie, qui avait pour chef-lieu Dissais, comprenait les paroisses de Migné (canton Nord de Poitiers), Saint-Georges, Buxerolles, Chasse-

neuil, Jaunay, Montamisé et Saint-Cyr (canton de Saint-Georges), Avanton, Blâ-lay, Chabournay, Chéneché, Marigny-Brizay, Saint-Léger-la-Palu et Vendœuvre (canton de Neuville), Anxaumont et Sèvre (canton de Saint-Julien-l'Ars), Ouzilly, Saint-Genest et Scorbé-Clairvaux (canton de Lencloître, arrondissement de Châtellerault), Beaumont (canton de Vouneuil-sur-Vienne). Cf. Rédet, *Dict. de la Vienne*, p. xiii, 151 ; Beauchet-Filleau, *Pouillé du diocèse de Poitiers*, p. 145.. — 2. Hugues de Châteauroux succéda, en 1259, à Jean de Melun, évêque de Poitiers de 1235 au 11 nov. 1257, date de sa mort. Les griefs du vicaire général se rapportent notamment à l'abus que Thibaud de Neuvi avait fait du droit de régale pendant la vacance du siège épiscopal. Cf. Ledain, *Histoire d'Alphonse*, p. 66 ; Boutaric, *Saint Louis et Alphonse de Poitiers*, p. 424. Hugues de Châteauroux mourut le 14 déc. 1271. — 3. Thibaud de Neuvi, à qui sont adressés ces griefs, était sénéchal de Poitou, bien qu'il soit qualifié ici de bailli du comte. Cf. n° LIII, n. 4.

Dicitur et notorium est quod vos violenter saisivistis et occupavistis domos episcopales et bona episcopalia, sede vacante, et posuistis ibi multos custodes, qui multa bona consumpserunt. — Item, quod, cum armis et turba coadunata, et convocata communia Pictavensi, fecistis violentam invasionem in domibus episcopalibus de civitate Pictavensi et quod majorem portam dictarum domorum violenter fregistis... Super predictis omnibus et singulis infra octo dies vel cicius, si poteritis, sicut supradictum est, rescribatis.

Die dominica in Ramis Palmarum anno Domini M^o CC^o LX^o 1.

1. Ledain et Boutaric interprètent cette date d'après le style de Pâques et placent, par suite, ce document au 17 avril 1261. Il serait bien étonnant que ces griefs eussent été articulés seulement trois ans après les faits qui les ont motivés, plus de 15 mois après la nomination d'un nouvel évêque. Il est plus vraisemblable d'admettre ici le style de l'Annonciation, qui était ordinairement suivi dans les chartes poitevines. Cf. n° XLII, n. 1.

LVII

Martin de Galardon, fils de Jean de Galardon ¹, vend à Guillaume Le Berger, maire de Poitiers ², pour 50 livres, une maison attenante à la rue qui va du cimelière neuf à la rue de l'Aguillerie ³.

14 mars 1262 n. st. ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Inventaire de 1506, Arch. mun., reg. 13, p. 217 (FFF III). — B. Man. d'Auzance, fol. 39.

1. *Martin de Gallardon A, Martinus fils Johannis de Galardon B. Cf. n° LX et LXXXII.* — 2. *aux maire et commune de Poitiers A, à Guillaume Lauberg, maire de Poitiers B. Cf. n° LX.* Les listes des maires indiquent, pour l'année 1261-2, Guillaume Le Berger ou Guillaume Berger. Son nom devait être, non pas Guillaume Laubergier, comme l'a admis Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 233), mais Guillaume *Lo Berger*, c'est-à-dire Le Berger : on disait alors *lo* pour le (cf. n° LXXXII *Lo Bruyn* pour Le Brun). Un acte du 5 juin 1261 (Arch. de la Vienne G 1109), par lequel Guillaume Grossin vend au chapitre de Notre-Dame-la-Grande une rente de 7 sous 6 deniers sur une maison sise à Poitiers, au Marché Neuf, *inter domum Guillelmi Loberger et domum Morelli Lo Vacher*, atteste cette orthographe *Lo Berger* et nous apprend en même temps que ce maire de 1261-2 habitait au Marché Neuf (Place de la Liberté). — 3. *une maison sise entre la maison Guillaume Brun et la maison qui fut Gabillaude, tenant à la ruhe par laquelle l'on va du cymetière neuf à la ruhe de l'Aguillerie de Poitiers A, une maison size le long de la rue qui va ad comitium novum et la rue de la Guillerie, près de la maison Guillelmi Bruni et celle de la nommée la Gabillaud B.* On voit par l'acte du 16 mars 1276 (n° LXXXII) que cette maison, achetée par le maire de Poitiers en 1262, était devenue dès lors l'hôtel de ville de Poitiers et était appelée l'Echevinage, et qu'elle était située sur la rue de l'Aguillerie, à côté d'une autre maison que Martin de Galardon vendit en 1276 au chapitre de Notre-Dame-la-Grande. L'Aguillerie est l'ancien nom de la rue Gambetta actuelle, qui s'appelait encore en 1900 rue de la mairie, l'hôtel de ville ayant occupé cet emplacement du XIII^e au XIX^e s., au n° 31 de la rue Gambetta, au coin du passage des Grandes-Ecoles. La rue indiquée dans A, comme allant de la rue de l'Aguillerie au cimetière neuf n'est autre que le passage actuel des Grandes-Ecoles. Sur le cimetière neuf, voir le n° CLXI. — 4. Mardi avant *Lactare Jerusalem* 1261.

LVIII

Sentence prononcée par le conseil du comte de Poitiers, à la suite d'une enquête faite par Pierre de Gien, Geoffroy de Parthenay et Jean de Sens, enquêteurs en Poitou, donnant raison au comte et au maire de Poitiers contre le prieur de la Celle, qui prétendait avoir droit de haute et basse justice sur le four de la Celle.

1264 après Noël

Arch. nat., J 190 B, n° 61, fol. 13 v°.

Item absoluti sunt dominus comes et major Pictavensis ab impetitione prioris et conventus de Cella Pictavensi, qui prior et conventus petebant altam justiciam et bassam furni vocati furni de Cella¹, cum dictus furnus esset infra metas et libertates burgi de Cella, ut dicebant. Dictum vero consilium

domini comitis, visa inquesta de justicia dicti furni facta, dixit justiciam dicti furni et explectamentum justicie dicti furni penes dominum comitem remanere, cum tam de jure communi quam per testes numero plures et auctoritate potiores probata sit intencio domini comitis².

1. Ce four, dit de la Celle, est sans doute celui qui est mentionné dans les actes relatifs à l'aumônerie fondée en 1218 par Durand de la Charité à côté de la porte Maingot. Cf. n° XLV, n. 2. On voit dans l'acte de 1220 (*Documents publiés par la Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1876, p. 2) que le tènement de la porte Maingot, où cette aumônerie avait été construite, et le four situé en face, se trouvaient dans la paroisse de Saint-Hilaire-de-la-Celle. L'acte du 25 avril 1226 (*ibid.*, p. 3-4) mentionne aussi le four de la porte Maingot. Il devait être situé en face du Lycée actuel, qui occupe l'emplacement de l'ancienne aumônerie de Sainte-Marthe, non loin de la rue du Puygarreau et du four du bourg Marin, sur la place dite des Trois Fours (cf. n° XXXII). Il est vraisemblable que le bourg de la Celle était limité de ce côté par l'ancienne enceinte gallo-romaine, sur laquelle s'ouvrait la porte Maingot : il était séparé par elle du bourg de Saint-Nicolas. Sur les franchises du bourg de la Celle et les droits de juridiction du prieur, voir ci-dessus, n° XVIII.

— 2. La série d'enquêtes, où se trouve cette sentence, commence par l'indication suivante (J 190 B, n° 61, fol. 10) : *Inqueste que secuntur facte fuerunt in Pictavia per fratres Petrum de Giemo, Gaufridum de Partiniaco et magistrum Johannem de Senonis, inquisitores domini comitis Pictavensis et Tholose in Pictavia et Xantonia predictis in secundo itinere suo, que inqueste fuerunt determinate Parisius per consilium domini comitis anno Domini M° CC° LX° quarto post Natale Domini*. Cette sentence fut donc prononcée en 1264 après Noël. — L'Inventaire de 1506 (Arch. mun., reg. 13, p. 87, E XXIII) donne l'analyse d'une notification de cette sentence au maire de Poitiers : *Une sentence donnée par frères Jehan de Blays et Pierre de Gien, de l'ordre des Freres Prescheurs, et M° Jehan de Senon, inquisiteurs es pais de Poictou et de Xantonge pour mons. Alphonse, comte de Poictou et de Tholouze, ont, par le conseil desd. conseillers dudit comte, baillé une sentence à Jehan de Barre, maire de Poictiers, par laquelle ledit maire et commune de Poictiers est envoié absolt de l'impetracion du prieur et couvent de la Celle de Poictiers, qui pretendoient haulle justice et basse du four appellé le four de la Celle, parce que ledit four estoit es methes du bourg de la Celle et déclairerent par ledit conseil que la justice dudit four et exploict d'icelle apartenoit au dit comte*. Le maire, à qui cette sentence fut ainsi notifiée, est sans doute Jean de Berry, que les listes sont unanimes à indiquer pour l'année 1265.

LIX

Règlement pour les bourreliers.

30 mars 1265 ou 22 mars 1266¹

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 78 v°. — B. Reg. 12, p. 420. — C Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 265.

Des bourrelliers.

Li baudrer ² et li bourrelliers jurarent le lundi après l'Ousanne, l'an de Nostre Seigneur mil II^e LXV, qu'il ne feront œuvre alennée ³, ne ne mettront forreure en œuvre qui ne soit apparoissans, si ce n'est en œuvre de mouton, ne ne ouvre[ront] ⁴ de solmace ⁵, en maniere que le cuer ⁶ en soit pire. Et [cil] ⁷ qui contre cest establiment vendra ou fera le contraire paiera au commuin X sols.

1. D'après le style de l'Annonciation, que l'on suivait à Poitiers, la date indiquée peut correspondre à la fois au 30 mars 1265 et au 22 mars 1266 ; d'après le style de Pâques, ce serait le 22 mars 1266. — 2. Ce mot, sans doute altéré, désigne les baudroyers ou apprêteurs de cuir épais. Cf. *Livre des métiers*, éd. Depping, p. 224. — 3. à l'ennée ABC, ce qui n'a pas de sens. Nous conjecturons *alennée*, c'est-à-dire consue avec une alène. — 4. ouvr. A, œuvre C. Lire *ouvrent* (c'est-à-dire travailleront). — 5. Mot inconnu. — 6. cuir B. — 7. ceulx ABC. Lire *cil* (singulier, qui a été pris pour un pluriel et altéré par suite en *ceulx*).

LX

Jeanne de Barbale ¹, qui avait arrenté à feu Jean de Galardon, prévôt de Poitiers, une maison située entre la rue de l'Aguillerie et le cimelière neuf, à la rente de 4 livres tournois, approuve la vente que Marlin, fils et héritier de Jean de Galardon, a faile de celle maison au maire de Poitiers, Guillaume Le Berger ².

21 mai 1265

Titre perdu. ANALYSES. A. Inventaire de 1506, reg. 13, p. 217 (FFF I). — B. Man. d'Auzance, fol. 68.

1. *Jehanne de Barbale* A, *Johanna de Barbastre vesve* B. Jeanne, veuve de Philippe de Barbate, assignait au chapitre de Saint-Hilaire, le 2 juillet 1248, une rente de 10 sous sur une maison qui lui appartenait rue Terrère (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 264). Elle était morte le 3 oct. 1271 (*ibid.*, p. 330). — 2. *Guillaume Laubergier* A, *Guillaume Lauberge* B. Cf. n° LVII, n. 2. B ajoute : pour estre lad. maison tenue du prieur de Saint Porchaire. On voit, en effet, dans l'acte n° CCXXXI, que la maison de l'échevinage était chargée d'une redevance de 2 sous 6 deniers, payés chaque année au prieur de Saint-Porchaire.

LXI

Ordonnance de Thibaud de Neuvi, sénéchal de Poitou, portant que les criminels condamnés à mort seront conduits au gibet sans traverser le bourg de Saint-Hilaire.

22 juillet 1265

A. Bibl. nat., Coll. Dupuy, t. 804, p. 140 (*ex tabulario S. Hilarii Majoris Pictavensis*). — B. Copie faite le 22 août 1525 d'un vidimus du 7 mars 1427, Arch. de la Vienne, G 639. — C. Copie du xvii^e s., Arch. de la Vienne, G 639. — EDITIONS. a. Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 320. — b. Ledain, *Hist. d'Alphonse*, p. 134.

Omnibus presentes litteras inspecturis, Theobaldus de Noviac¹, senescallus Pictavensis, salutem in Domino. Noveritis quod, de negotio libertatis vici Sancti Hilarii Pictavensis, de cujus declaratione coram domino comite Pictavensi questio vertebatur, in parlamento Ascensionis Domini preterito ² coram eodem domino ³ comite extitit ordinatum, scilicet ⁴ in hunc modum : fiat ductio dampnatorum per viam, qua itur subtus ecclesiam Sancti Gregorii ⁵, cum repertum fuerit per inquestam ecclesiam Beati Hilarii esse in quasi possessione juris prohibendi hujusmodi dampnatos duci per rectam viam Sancti Hilarii, salva questione proprietatis in ductione dampnatorum hujusmodi domino comiti Pictavensi. Hanc quidem ordinationem pronuntiavimus et canonicis ejusdem ecclesie adjudicavimus de mandato domini comitis die mercurii ⁶ in festo Beate Marie Magdalene, in plenis assisiis Pictavensibus, presentibus et nobis astantibus domino Gaufredo de Lezigniac⁷, domino Guillermo de Vernoto ⁸, domino Gaufredo ⁹ de Doe, militibus, Guischaro ¹⁰ clerico domini comitis, Petro Garnerii ¹¹, majore Pictavensi, Guillelmo Le Barber et aliis pluribus fide dignis. Datum die mercurii predicta, anno Domini millesimo ducesimo sexagesimo quinto.

1. Thibaud de Neuvi était encore sénéchal de Poitou le 29 mai 1267 (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1903, p. 199) ; il fut remplacé par Simon de Coutes avant

le 25 juillet 1267 (cf. n° LXV, n. 4). En 1268, il fut chargé par Alfonse de lever une aide en Auvergne *pro succursu Terre Sancte* (Molinier, *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers*, n° 224). — 2. 14 mai. — 3. *A omet domino*. — 4. *scilicet quod* Ca. — 5. L'église Saint-Grégoire, ancienne église paroissiale, qui fut cédée aux Capucins en 1609, n'existe plus, mais a laissé quelques traces au n° 15 de la rue de Blossac. La rue passant au-dessous de cette église est sans doute la rue du Gaz actuelle. — 6. *A omet die mercurii*. — 7. *Gaufr. de Lezign. B Gaufredo de Lezeignem A b, Gaufredo de Lusignan C, Gaufrido de Lezigniaco a*. Geoffroy de Lusignan, seigneur de Sainte-Hermine et de Jarnac, était fils cadet de Hugues X, sire de Lusignan, comte de la Marche. — 8. *Verneto A b, Vernolo, B a, Vouvento C*. — 9. *Gaufredo AC b, Gaufr. B, Gaufrido a*. Geoffroy de Doué figure sur la liste des chevaliers de la châtellenie de Saintes qui ont fait hommage au comte de Poitiers en 1244 (*Arch. hist. du Poitou*, t. IV, p. 63). En 1264, Alfonse le chargea, ainsi que son clerc Guichard, d'une mission à Rome (Molinier, *Corr. admin.*, t. II, n° 2042). — 10. *Guischardo B a, Guichardo A b, Gervasio C*. Guichard, clerc d'Alfonse, envoyé par lui en ambassade auprès du Saint-Siège en 1264, fut chargé, en 1267, d'une mission en Poitou avec Jean de Nanteuil (n° LXV). — 11. Pierre Garnier paraît avoir été maire de Poitiers, d'après le témoignage unanime des listes, du 14 juillet 1264 au 13 juillet 1265, et fut remplacé par Jean de Berry. On s'étonne qu'il soit qualifié de maire de Poitiers dans cette ordonnance en date du 22 juillet 1265, comme ayant assisté ce jour-là à la séance des assises plénières du Poitou, où cette ordonnance fut publiée. Il semblerait, d'après cela, que ses fonctions de maire, qui auraient dû cesser au 13 juillet, avaient été exceptionnellement prolongées de quelques jours. Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 234) pense que le Pierre Garnier élu en 1264 n'est pas le même que celui qui figure souvent sur les listes des maires de 1229 à 1260 (cf. n° XLI, n. 9). Un maire du même nom reparait ensuite pour les années 1267, 1271, 1272, 1275, 1280, 1283 ; il figure sur un acte du 12 mars 1286 (n° CXXI) comme un des exécuteurs testamentaires de Girard de Reims, et mourut sans doute peu après ; il est question des héritiers de feu Pierre Garnier sur le rôle de 1287 (n° CXXXIII). On ne peut, sans doute, admettre, comme le font certaines listes, qu'il s'agisse toujours d'un seul et même Pierre Garnier : il est vraisemblable qu'il y en eut deux et que le second était fils du premier. Mais il est difficile de dire où s'arrête la carrière du premier, où commence celle du second.

LXII

Règlement pour les éperonniers.

1265

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 80. — B. Reg. 12, p. 421. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 267.

Ordinatio frenariorum.

Ordinatum fuit et concordatum in scabinagio, majore

Johanne de Berry ¹, inter frenarios Pictavenses et servientes eorumdem, quod ipsi non aperient fenestras sabbato post vespervas nec dominica sequenti nec de nocte, nec diebus predictis curent opera de margulo ², nisi sint ruelle ³ calcarium. Et si ipsi emerint aliqua opera, ille qui emit ⁴ alios submonebit, et unusquisque habebit partem suam pro rata pretio [quo] ⁵ valebit, si placet ei. Conventum eciam fuit inter ipsos, quod ipsi possint opera facta garire ⁶, sed non operari nec limare nec tenere pro garniendo ⁷ ultra vespervas. Et si quis ipsorum contra aliqua predictorum facere presumpserit, reddit ⁸ [magister V] ⁹ solidos et servientes II solidos, quorum medietas comunie et alia medietas confratrie Sancti Eligii ¹⁰. Actum ipso majore presente, anno Domini M^oCC^oLX^o quinto. Isti juraverunt : G. Dailli, Jo. Forner, Aymonet, Alanus Brito.

1. Cette ordonnance, datée de 1265, sous la mairie de Jean de Berry, se place, par suite, entre le 14 juillet 1265 et le 25 mars 1266. — 2. *marg.* ABC. Lire sans doute *margulo* (maillet). — 3. Du Cange indique *ruella* comme synonyme de *rotula*, petite roue (mollette d'éperons). — 4. Lire *emerit*. — 5. *que* ABC. Lire *quo*. — 6. Ce verbe, qui signifie ordinairement préserver, défendre, paraît signifier ici entretenir en bon état, plutôt que réparer (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1898, p. 380). — 7. Lire sans doute *gariendo*. — 8. Corriger sans doute en *reddet*. — 9. *ma. g.* ABC. Nous proposons de lire *mag(ister) V*. — 10. Saint Eloi était le patron des éperonniers, des serruriers, des maréchaux et des orfèvres. Cf. Boissonnade, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1899, p. 225.

LXIII

Règlement pour les chapeliers

[1265 ?]

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 79 v^o. — B. Reg. 12, p. 421.

Ordinacio cappellariorum.

Hii sunt cappellarii qui juraverunt quod facerent bonum opus ad penam decem solidorum ville et operariis [per medium] ¹. Actum majore ultimo ² domino Johanne de Berry. Frater ejus, Johannes de Osanna, Gautier de Paris, Colet

Chappellet ³, N. Chappeller, Henryr Pele. Richart Chappeller, Michel Chappeller, Simon Chappeller. Et possunt predicti facere cappellos bernatos ⁴, si prius vendiderint, et facient opera de bono lanagio, et non apponant ⁵ collam neque anpois ⁶ neque operabunt de nocte.

1. *pinedium* AB. Lire *per medium*. — 2. *ultimo* n'a pas de sens ici. Il convient peut-être de corriger en *electo*. Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 235) place ce règlement en 1265. Jean de Berry ayant été élu maire en 1252, 1253, 1258 et 1265, il est difficile de savoir à laquelle de ces années se rapporte ce document. — 3. Lire *Chappeller*. — 4. « en drap ». — 5. Lire *apponant*. — 6. *au pois* AB. Lire *anpois* (= empois).

LXIV

Etablissement d'une confrérie des pairs de la commune.

1266

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 82 v^o. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 82 v^o (à la suite de A). — C. Reg. 12, p. 424 (d'après A). — D. Reg. 12, p. 424 (d'après B). — E. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 269 (d'après B). — EDITION. a. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 156.

Ordinatio confratrie.

Anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto, majore Girardo de Remis ¹, fuit facta confratria inter pares et fuit concordatum et compositum inter ipsos, quod quilibet ipsorum solveret singulis annis XII denarios, tempore quo [major] ² esset. — Item, fuit compositum, quod quilibet ipsorum esset ad sepulturam alterius et offerret ad manum sacerdotis vel traderet servienti confratrie unum denarium. — Dictum eciam fuit et compositum, quod de predictis denariis fiant IIII^{or} cerei boni et recipiales, qui debent portari ad corpus cujuslibet ipsorum centum parium, quam cito serviens ipsius confratrie certus fuerit de morte ipsius, et erunt ibi ardentes, donec corpus tradatur sepulture ecclesiastice. — Item, dictum fuit quod octo clerici sint ibi, qui legant psalterium. — Dictum eciam fuit et compositum, quod quilibet ipsorum centum parium, dum tamen submonitus fuerit per

servientem confratrie, veniat ad vigiliam corporis et ad missas³ et ad sepulturam, dum tamen in villa fuerit, et, nisi fuerit in villa, in adventu ejus tenetur reddere unum denarium pro oblacione corporis. — Dictum eciam fuit et compositum, quod si quis ipsorum extra civitatem Pictavensem decederet, quod servicium ejus fiat apud Pictavis ita honorifice, sicuti mortuus⁴ esset⁵ in villa Pictavensi. — Dictum eciam fuit quod, si quis intraverit societatem parium, pagabit dimidiam libram cere pro cereis [emendis]⁶. — Dictum eciam fuit quod, si quis ipsorum ad sepulturam corporis, prout ordinatum est superius, non venerit, quod ipse reddet dimidiam libram cere⁷, et, si major defecerit, reddet dupplum, scilicet unam libram cere. — Dictum eciam fuit quod serviens confratrie habeat XII denarios pro submonicionibus cujuslibet⁸ corporis faciendis.

1. Girard de Reims avait succédé comme maire de Poitiers à Jean de Berry le 14 juillet 1266. Cet acte se place donc entre cette date et le 25 mars 1267. Girard de Reims fut de nouveau maire en 1276-7 (cf. n° LXXXIV). Il mourut avant le 12 mars 1286 (cf. n° CXXI). — 2. *major* BDE a. Lire *major*. A omet 15 mots, de *solveret* à *ipsorum*. — 3. *missam* A. — 4. *mortuus* ACE, *mortui* B a. — 5. *esset* ABCDE, *essent* a. — 6. *emendandis* ABCDE a. Lire *emendis*. — 7. Ici s'arrêtent A et C. — 8. *cuilibet* BDE, *cujuslibet* a.

LXV

Lettre d'Alfonse, comte de Poitiers, au maire de Poitiers, accréditant auprès de lui trois de ses conseillers, chargés de lui faire certaines demandes.

17 juillet 1267

A. Arch. nat. JJ 24^c, fol. 3 v°. — EDITIONS. a. Ledain, *Hist. d'Alphonse*, p. 141. — b. Molinier, *Correspondance administrative d'Alfonse de Poitiers*, t. I, p. 14, n° 24.

Alfonsus, filius regis Francie, comes Pictavensis et Tholose, dilectis et fidelibus suis majori et juratis communie¹ Pictavensis², salutem et dilectionem sinceram. Dilectos et fideles nostros Johannem de Nantolio³ et senescallum⁴ Pic-

tavensem, milites, et Guichardum⁵, clericum nostrum, canonicum Cameracensem, pro quibusdam petitionibus vobis ex parte nostra faciendis⁶ ad vos duximus destinandos, vos rogantes et requirentes quatinus easdem⁷ favorabiliter admictatis⁸ et effectui mancipetis, credentes nichilominus supradictis vel duobus eorum super hiis, que in hac parte vobis ex parte nostra duxerint referenda. Datum apud Longum Pontem⁹ die dominica ante festum Beate Marie Magdalene, anno Domini M^oCC^oLX^o septimo.

1. *communie A, communis a, et communie b.* — 2. *Pictavie b.* — 3. Jean de Nanteuil, chevalier, conseiller d'Alfonse, était seigneur de Thors (Charente-Inférieure, et non de Tours, comme l'indique Molinier, *ibid.*, t. II, p. XLV). L'objet de la mission qui lui fut confiée en juillet 1267 est indiqué, Molinier, *ibid.*, t. I, n^o 96 : *Remembrance soit que mesires Jean de Nantueill et mestre Guichart aillent en Poitou et requierent diliganment des viles de Poitou subvencion à monseigneur le conte pour la besongne de la Sainte Terre et trelent o aus au mieuz qui porront en bone maniere d'avoir grant some d'argent, apelez o aus les seneschaus.* — 4. Simon de Coutes avait succédé à Thibaut de Neuvi comme sénéchal de Poitou entre la fin mai et le mois de juillet. Cf. Molinier, *ibid.*, n^o 32, une lettre de « Symon de Coule, chevalier, son seneschal de Poitou », à Alfonse, où il dit qu'il s'est rendu le 25 juillet 1267 à Montreuil-Bonnin. Le 3 mars 1268, il avait pour successeur Eustache de Beaumarchais et était nommé châtelain de La Roche-sur-Yon (Molinier, *ibid.*, n^o 76). — 5. Cf. n^o LXI, n. 10. Guichard était devenu chanoine de Cambrai entre 1265 et 1267. Il est qualifié de chanoine de Sainte-Radegonde dans une lettre d'Alfonse du 23 fév. 1268 (Molinier, *ibid.*, n^o 75). Il revint en Poitou en 1269 et s'occupa de faire payer un certain nombre de sommes dues au comte, notamment l'aide de 500 livres promise par la commune de Poitiers (Arch. hist. du Poitou, t. VIII, p. 37). — 6. *facienda A a, faciendis b.* — 7. *eosdem A a, eisdem b.* La lettre analogue adressée au maire de Saintes (Molinier, *ibid.*, n^o 98) porte *easdem*. — 8. *admictatis A, admittatis b, adnotatis a.* — 9. Longpont (Seine-et-Oise), résidence favorite d'Alfonse de Poitiers.

LXVI

*Sentence arbitrale rendue dans un différend entre la maison des
Lépreux et la commune au sujet de la foire des Lépreux de
Poitiers.*

30 avril — 29 octobre 1267

A. Original, Arch. mun. D 1. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 52. — C. Reg. 12, p. 397. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 271. — EDITIONS. a. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XXXVII, 1873, p. 38. — b. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 158.

Omnibus Christi fidelibus, presentes litteras inspecturis, Hugo ¹, Dei gratia Pictavensis episcopus, Radulfus decanus et capitulum Pictavense, salutem in Domino. Noveritis quod, cum contentio verteretur inter capellanum et Leprosos Pictavenses ², ratione quarundam nundinarum et jurium ad eas pertinentium, que nundine vulgariter appellantur nundine Leprosorum Pictavensium, ex parte una, et majorem et communiam Pictavensem, ex altera, tandem de omnibus contentionibus et querelis quas habebant ad invicem inter se, ratione predictarum nundinarum et jurium ad eas pertinentium, compromissum extitit hinc inde, scilicet a predictis majore et communia Pictavensi et predictis capellano et Leprosis, in venerabilem virum subdecanum ecclesie nostre Pictavensis et Guillelmum Barbitonsorem ³, civem Pictavensem. Qui dicti arbitri, onere dicti arbitrii in se suscepto, dictum suum seu ordinationem suam super dicto arbitrio et ratione compositionis pacis protulerunt, presentibus Petro Alemanni ⁴, clerico, procuratore dictorum majoris et communie litteratorie destinato, Philippo Poverelli ⁵, cive Pictavensi, procuratore dictorum capellani et Leprosorum litteratorie destinato, ad hoc specialiter deputatis, in hunc modum, prout dicti procuratores, dictus subdecanus et Guillelmus hec omnia confessi sunt coram nobis, scilicet :

1. Hugues de Châteauroux. Cf. n. LVI, n. 2. — 2. Ce document est le plus ancien que l'on possède sur l'aumônerie des Lépreux, qui était située près de l'ancienne porte de Paris ou porte de Saint-Lazare, entre la rue de la Chaussée et le Clain. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1911, p. 153 et suiv. — 3. Guillaume Barbier, bourgeois de Poitiers, désigné ici comme un des arbitres, avait été maire en 1263 et le fut de nouveau en 1268, 1277 et 1281. Il fut, en 1286, un des exécuteurs testamentaires de Girard de Reims (n° CXXI). — 4. Pierre Alemant, procureur de la commune, fut, en 1286, un des exécuteurs testamentaires de Girard de Reims. En 1287, il remplaça le maire au tribunal de l'échevinage le 29 août (n° CXXXIII). — 5. Philippe Pouvreau, bourgeois de Poitiers, procureur du chapelain des Lépreux, était sans doute parent d'Aimeri Pouvreau, maire en 1240 et 1248 (cf., p. 90, n. 3). Le manuscrit Saint-Hilaire (fol. 54) a conservé le texte de la procuration donnée le 23 avril 1267 par le chapelain et les frères de la maison des Lépreux de Poitiers à Philippe Pouvreau, *fidelem servientem nostrum et juratum nostrum*, pour entendre l'arbitrage dont ont été chargés le sous-doyen de l'église de Poitiers et Guillaume Barbier.

Nos, subdecanus ecclesie Pictavensis et Guillelmus Barbitonsor, civis Pictavensis, arbitri electi a majore et communia

Pictavensi ex una parte et capellano et fratribus domus Leprosorum Pictavensium ex altera, super causa seu causis, contentionibus et querelis, quam vel quas habebant et habere poterant predictae partes ratione quarundam nundinarum, que appellantur nundine Leprosorum Pictavensium, inspecta et considerata utilitate partium, dictum nostrum et ordinationem nostram protulimus in hunc modum, quod major et tota communia et bona eorum et familie, de pane et vinoeorundem, quipti et liberi remanebunt in perpetuum ab omnibus vendis, pedagiis, vigeriis, minagiis, et fay me droit, et omnibus aliis serviciis et costumis, et insuper ab omni sanguine et ab omni plaga et ab omnibus aliis redevanciis, que debentur dominis terrarum a¹ suis subditis, qui non sunt exempti seu privilegiati. Adhuc remanebit predictis majori et communie cognitio et jus sanguinis et plage et omnium aliorum casuum, salvo tamen quod, si contingat predictis nundinibus casus mortis seu membri amissione² super homine de communia aut familia eorundem, major et communia tenebunt malefactorem, si poterit tradi, et bona ipsius ; que bona inspecta erunt per Leprosos et majorem vel eorum mandatum, et de dictis bonis habebunt dicti major et Leprosi quilibet quoddam scriptum ; et malefactorem confitentem reddent major et communia predictis Leprosis cum catallis pertinentibus malefacto, die jovis predictarum nundinarum, infra vespervas. Adhuc diximus in dicto nostro et ordinatione nostra quod, ratione omnium predictorum, dicti major et communia assignabunt octo libras annui et perpetui redditus apud Pictavis vel circa, tam prope quam magis prope poterunt, infra tres annos, medietatem in blado et medietatem in denariis, secundum asissiam³ patrie. Et interim dicti major et communia pagabunt dictis Leprosis octo libras monete currentis, die jovis predictarum nundinarum⁴. Et ita diximus dictum nostrum die sabbati post octabas Pasche⁵, cum assensu partium. Diximus etiam in dicto nostro quod littere fiant super hoc, sigillate sigillo domini comitis Pictavensis, si consenserit, et sigillo capituli Pictavensis et sigillis⁶ partium, et ea precepimus predictis partibus firmiter tenenda. Actum die sabbati supradicta, anno Domini M^o CC^o LX^o septimo.

1. et A¹ ab, a A². Le sens demande a. — 2. *amissione* AB ab. Lire *amissio*. — 3. *assissiam* A a, *assisiām* b. Nous conservons l'orthographe de l'original, bien que Du Cange ne donne pas cette forme, mais seulement *assisia* (ou *assisa*). Le mot ne signifie pas ici, comme plus haut (n° XLVIII, p. 91, n. 4), « contribution », mais « assiette, manière d'asseoir (une redevance) ». Il était d'usage en Poitou que les rentes fussent moitié en blé, moitié en argent Cf. n° XCI, XCIV, XCV, XCVI, etc. — 4. Il résulte de ce passage que cette foire des Lépreux avait lieu un jeudi, mais on ne sait à quelle époque de l'année. Cette foire n'est pas mentionnée plus tard. — 5. 30 avril 1267. Telle est la date de la sentence arbitrale dont le texte est reproduit ici (depuis : *Nos, subdecanus*) dans l'acte établi le 29 octobre 1267, au nom de l'évêque et du chapitre de Poitiers. — 6. *sigillo* A¹, *sigillis* A²B b, *sigilli* a.

Prout confessi sunt coram nobis subdecanus ecclesie nostre et Guillelmus Barbitonsor, arbitri, et Petrus Alemanni, clericus, et Philippus Poverelli, procuratores predicti, die sabbati ante festum Omnium Sanctorum. Datum dicta die sabbati anno Domini M^o CC^o LX^{mo} septimo. Qua die Petrus Alemanus, clericus, procurator dictorum majoris et communie, et Philippus Poverelli, civis Pictavensis, procurator dictorum capellani et Leprosorum, exhibuerunt coram nobis quoddam memoriale, sigillo curie nostre sigillatum, cujus tenor talis est :

Memoriale est quod, de omnibus causis, contentionibus et querelis, quas habebant et habere poterant major et communia Pictavensis ex una parte et capellanus et fratres domus Leprosorum Pictavensium ex altera, occasione seu ratione nundinarum, que appellantur nundine Leprosorum Pictavensium, de quibus compromiserant dicte partes coram nobis in venerabilem virum subdecanum ecclesie Pictavensis et Guillelmum Barbitonsorem, civem Pictavensem, et promiserunt dicte partes, fide data in manu nostra, attendere, sequi et servare quicquid per dictos arbitros super premissis infra octavas Pasche ¹ dictum, factum, ordinatum pace vel judicio esset seu etiam arbitratum de consensu partium, prorogatum fuit dictum compromissum coram nobis usque ad dominicam qua cantatur : Misericordia Domini, prout dicte partes coram nobis hec omnia et singula confesse fuerunt. Datum die sabbati post Pascha Domini, anno Domini M^o CC^o LX^{mo} septimo.

1. La sentence arbitrale devait primitivement être rendue avant l'octave de Pâques, c'est-à-dire avant le 24 avril. D'après cet acte (*memoriale*), daté du samedi après Pâques, c'est-à-dire du 23 avril, le délai fut prorogé jusqu'au

2^e dimanche après Pâques (dimanche où l'on chante : *Misericordia Domini*), c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} mai.

Et in hujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum.

LXVII

*Mandement d'Alfonse, comle de Poitiers, au sénéchal de Poitou, lui enjoignant de faire une enquête auprès du maire et des bourgeois de Poitiers au sujet d'une confiscation de chevaux opérée dans celle ville au détriment du révérend de Perna*¹.

1267 avant la Toussaint

Arch. nat. JJ 24^e, fol. 3. — EDITION. Ledain, *Hist. d'Alphonse*, p. 140.

1. Les gens de ce révérend, qui emmenaient des chevaux destinés au frère du roi de Castille, avaient eu une querelle avec des gens de Poitiers, au cours de laquelle un homme avait été tué.

LXVIII

*Lettre d'Alfonse au sénéchal de Poitou*¹, demandant une aide pour la croisade.

10 octobre 1268

Arch. nat. JJ 24^e, fol. 102 v^o. — EDITIONS. a. Ledain, *Hist. d'Alphonse*, p. 138. — b. Molinier, *Corr. admin. d'Alfonse de Poitiers*, n^o 651.

1. Le sénéchal de Poitou était, depuis le 3 mars 1268 (cf. n^o LXV, n. 4), Eustache de Beaumarchais, qui porte encore ce titre dans une lettre d'Alfonse du 14 mars 1270 (Molinier, *Corr. admin.*, n^o 1075). Il accompagna saint Louis et Alfonse à la croisade de Tunis (mai-août 1270), en qualité de chevalier de l'hôtel du roi (*Hist. de Fr.*, t. XX, p. 307). Sous Philippe le Hardi, qui trouva en lui « la perle des chevaliers et des sénéchaux et, en quelque sorte, le Du Guesclin de son règne » (Langlois, *Règne de Philippe le Hardi*, p. 43), il fut sénéchal de Toulouse et gouverna la Navarre de 1275 à mai 1277.

LXIX

Alfonse de Poitiers mande au sénéchal de Poitou de lui envoyer au Temple, à Paris, le lendemain de la quinzaine de la Pentecôte, les deniers de sa sénéchaussée, et notamment les aides des villes de Poitiers, Niort et Fontenay.

1269 (fin avril) ¹

Arch. nat. JJ 24 D, fol. 2.

1. Cette lettre, qui n'est pas datée, fait partie d'une série commençant à Pâques 1269 (24 mars) : la précédente est datée du jeudi fête de saint Marc Évangéliste 1269 (25 avril) et la suivante du jeudi fête de l'Ascension (3 mai). La commune de Poitiers avait promis au comte une aide de 500 livres tournois, dont 400 avaient été déjà versées à la Toussaint 1268. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 37 (Bibl. nat. lat. 9019), *Compte des sommes remises à Ansold, clerc, par M^e Guichard et Gilles Camelin en 1269 : Des bourgeois de Poitiers, pour l'aide de la Terre Sainte, V^e liv. tourn. à paier à la Touz Sains, sans lettres. De quibus computati fuerunt in valore terre, in termino Omnium Sanctorum, anno LX^o VIII^o, IIII^e t^{ib}. tur.* Il ne restait donc à verser que 100 livres sur l'aide promise. — Le 7 octobre 1269, Alfonse de Poitiers écrivait au sénéchal de Poitou dans les mêmes termes que fin avril, si ce n'est que le mot Pentecôte y est remplacé par celui de Toussaint (JJ 24 D, fol. 12 v^o). Le 28 janvier suivant, il réclame de nouveau, cette fois pour la Chandeleur, ce qui lui est dû, notamment les aides susdites (*ibid.*, fol. 20 v^o). — Le même registre renferme (fol. 10) la liste des aumônes qu'Alfonse fit, en 1269, à des établissements religieux ou hospitaliers de Poitiers : Frères Prêcheurs et Mineurs, chacun 20 livres ; Léproserie, aumôneries de Saint-Pierre, de Sainte-Radegonde, de Saint-Hilaire, de Notre-Dame-la-Grande, chacune 100 sous ; aumônerie fondée par Durand de la Charité, 60 sous ; abbayes de la Trinité et de Sainte-Croix, chacune 100 sous ; Frères des Sacs, 100 sous ; Sainte-Radegonde, pour les vitraux, 100 sous.

LXX

Etienne de Rua Sayve¹, maçon, et sa femme avouent tenir de la commune, à 15 sous de rente, une maison où l'on pèse le blé et la farine, près le pont Joubert², et promettent de la tenir en bon état et de peser le blé et la farine selon l'usage de Poitiers³.

23 août 1269

Titre perdu. ANALYSES. A. Inventaire de 1506, reg. 13, p. 207

(AAA II). — *B. Man. d'Auzance*, n° 259, fol. 5 v°. — *C. Man. d'Auzance*, n° 260, fol. 25 v°.

1. *Stephanus de Rua Sayve BC, Estienne de Ruheseve masson A.* — 2. *en Joubert A, Joubert BC.* — 3. Cf. n° XLI.

LXXI

Alfonse reconnaît que le subside, qu'il a reçu de la commune de Poitiers pour la croisade, était purement gracieux.

mars 1270¹

A. Original, Arch. mun. A 7. — *B. Man. d'Auzance*, fol. 91. — *EDITION. Thibaudeau, Hist. du Poitou*, t. II, p. 392.

1. Alfonso, parti de Paris après le 22 février 1270 pour se rendre à la croisade (et non au commencement de février comme l'indique Boutaric, *Saint Louis et Alfonso de Poitiers*, p. 119, — il était encore à Paris le 22 février, cf. Molinier, *Corr. admin.*, n° 1831), passa par Poitiers, où il séjourna au moins du 11 au 15 mars (*ibid.*, n° 1074, 1414, 1415, 1416). Il est probable qu'il promit alors au maire de Poitiers (Guillaume de la Charité) cette charte de non-préjudice, qu'il fit établir quelques jours plus tard, à Niort, où il se trouvait le 22 et le 23 mars (*ibid.*, n° 1607, 1608, 1834, 1201); le 24 mars, il était à La Rochelle (*ibid.*, n° 1717, 1718).

LXXII

Regnault de la Tranchée, maréchal, avoue tenir de la commune, à la rente perpétuelle de 10 sous, une maison située entre les premières murailles de la Tranchée et la barbacane, ainsi qu'une treille attenante au chemin par où l'on va de Poitiers à Lusignan, au delà de la dernière porte de la Tranchée, sous réserve que la commune pourrait prendre cette maison et cette treille en cas de nécessité et d'imminent péril de guerre.

21 juillet 1271

Titre perdu. *ANALYSE. Reg. 13*, p. 215 (EEE 1).

LXXIII

Charte de Philippe le Hardi confirmant celle de Philippe Auguste de 1204.

février 1272¹

A. Original, Arch. mun. A 8. — B. Man. d'Auzance, fol. 89 v^o.

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos litteras inclite recordationis regis Philippi, proavi nostri, vidimus in hec verba : (*Suit le texte de la charte de Philippe Auguste de 1204.*) Nos vero omnia et singula premissa, prout ea juste, rationabiliter et pacifice possederunt, auctoritate regia confirmamus. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Pontes in Pictavia ², anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo, mense februario.

1. Cf. Langlois, *Règne de Philippe le Hardi*, p. 58 : « Le 30 janvier (1272), il était à Poitiers. Il visitait les villes du Poitou et de l'Aunis, Cognac, Niort, Fontenay, La Rochelle, leur prodiguant les privilèges et les bienfaits propres à les attacher à la dynastie. » C'est aussi en février 1272 que Philippe le Hardi confirma les privilèges de Saint-Jean-d'Angély et la charte communale de La Rochelle. — 2. Pons, Charente-Inférieure.

LXXIV

Charte de Philippe le Hardi confirmant celle de Philippe Auguste de 1222 ¹.

février 1272

A. Original, Arch. mun. A 9. — B. Confirmation par Philippe le Bel, datée de 1286. Arch. mun. A 12. — C. Man. d'Auzance, fol. 88.

1. Le préambule et la fin sont les mêmes que dans la charte précédente.

LXXV

Règlement pour les taverniers.

1^{er} juillet 1272

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 59 v^o. — B. Reg. 12, p. 403. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 277.

L'ordonnance des taverniers.

Le vendredi emprés la Saint Jehan, l'an de grace mil II^e soixante et doze, fut accordé en l'esclavignage par sire Pierre Garner¹, maire de la commune de Poictiers, et par les diz eschevins et par les conseillers, et présent à ce maistre Giles de la Sale², tenant le lieu au seneschal de Poictou³, et Huguet Regnart⁴, prevost de Poictiers, pour le prouffit commun, que les taverniers de Poictiers jureront que bien et léalment ilz trayront le vin et aux mesures taillées et qu'ilz auront demi-jalon⁵, danrée et maillée et au gidan⁶, et mesureront à celles mesures quant l'on leur demandera et ne donneront ne ne feront donner nul taster⁷ à nulli celeement ne en appert, fors seulement aux hucheurs⁸ et à ceaus⁹ une fois tant seulement, et que ilz ne trayront point le vin sans argent ou sans gage, s'il n'est en la voulenté du seigneur, et qu'il auront tant larges mesures que l'on les pourra lever ou¹⁰ la main dedans.

1. Pierre Garnier II. Cf. n^o LXI, n. 11. — 2. Maître Gilles de la Salle, qui était en 1272 lieutenant du sénéchal de Poitou, avait déjà joué un rôle important, depuis 1267, comme clerc d'Alfonse de Poitiers, qui le chargea de nombreuses missions. Cf. Molinier, *Corr. admin.*, p. XLVII, n^{os} 7, 28, 75, 599, 606, 608, 632, 636, 641, 645, 653, 659, 683, 1001, 1086. Il était Poitevin (cf. n^o 636, *dilectus et fidelis clericus noster Egidius de Aula, Pictavensis*) et chanoine de Loudun. Il devint plus tard chanoine de Notre-Dame-la-Grande: il figure avec cette qualité sur un acte du 29 mars 1302 (n^o CLXXIX). En 1286, il est un des arbitres entre la commune et l'abbaye de Fontaine-le-Comte (n^o CXXVI). En 1288, Philippe le Bel le charge, ainsi que le sénéchal de Poitou, d'une enquête à Poitiers (n^o CXLI). Le 5 sept. 1291, M^e Gilles de la Salle, chantre de Notre-Dame-la-Grande, rend une sentence arbitrale au sujet d'un legs fait à la commune de Poitiers (n^o CXLVIII). Le 30 juillet 1295, M^e Gilles de la Salle, clerc, chantre de Saint-Etienne de Troyes et chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers, cède à l'église Saint-

Hilaire-de-la-Celle 10 sous de rente annuelle sur sa maison située dans le bourg de la Celle, pour l'anniversaire de sa défunte épouse Marguerite (Arch. de la Vienne, Saint-Hilaire-de-la-Celle, liasse 56). Sa fille Gillette avait épousé Guillaume Salomon (n° CXLIV). — 3. Le sénéchal de Poitou était, en 1272, Mathieu de Saint-Venant (*Olim*, I, p. 403), qui n'est pas signalé par L. Delisle (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 180). — 4. Le nom de ce prévôt de Poitiers, écrit ici *Regnart*, se trouve sous la forme *Ranart* dans le document suivant et est latinisé en *Ranardus* dans un acte de 1304 (n° CLXXXVI). — 5. D'après une note des *Affiches de Poitou*, 1781, p. 83, le jalon valait 4 pots de vin. Le demi-jalon devait valoir 2 pots. Il est probable que les mesures indiquées ensuite, la danrée et la maillée, étaient aussi des sous-multiples du jalon : la danrée, dont le nom vient sans doute de ce qu'elle se payait un denier, contenait peut-être un quart de jalon, c'est-à-dire un pot ; la maillée, ou mesure valant une maille, c'est-à-dire un demi-denier, devait être la moitié d'une danrée. — 6. La mesure indiquée par cette expression inconnue était peut-être de capacité inférieure à la précédente, suivant la progression descendante que paraît indiquer ce passage. — 7. *lastet* AC, *taster* B. Nous pensons qu'il faut lire *taster* (au sens de déguster). — 8. « crieur » (latin *preco*). — 9. « à ces derniers » (aux hucheurs). — 10. « avec ».

Et est accordé et ordenné que les huischeurs leur devient bailler les mesures, telles comme il est dessus dit, et ce jurer et garder. — Encores est accordé et ordenné que les taverners n'auront nul sec ¹, si le seigneur à qui sera le vin ne leur baillet. Et lors il les feront jurer qu'il feront ces choses si comme elles sont accordées et ordennées. — Encores est accordé que les taverners rendent les mesures aux huicheurs tantoust ² comme la taverne sera failhiée ³ et le vin sera mué ⁴ d'un fouer ⁵ en autre. — Encores jureront les taverners [à] ⁶ celui à qui sera le vin de taverne et aussi le vin qui ne sera mie à taverne, qu'il les gardera bien et léalment et qu'il ne les boyra, ne ne souffrera à boyre, ne n'en donnra, ne ne souffrera donner, ne ne le vendra, ne ne gastera, ne ne l'empirra en nulle manere, sans licence de celui à qui sera ledit vin.

1. Ce passage paraît signifier que les taverniers ne devaient vendre aucun aliment solide. — 2. *tancoust* A, *tantost* B, *tantoust* C (« aussitôt »). — 3. *failhiée* AC, *faillie* B. Ce mot signifie peut-être en faillite, plutôt que fermée (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1898, p. 229.) — 4. « changé ». — 5. *fouer* AC, *fouyer* B. Ce mot semble mis pour foyer (maison). — 6. *que* ABC. Il paraît nécessaire de corriger *que* en *à*. Les taverniers doivent prendre cet engagement envers le propriétaire du vin destiné ou non à la vente en détail.

Encores fut accordé que si aucuns [fait] ¹ contre ces ordennances en aucune manere, qu'il soit mis en pilori et ne traitra

plus vin à Poictiers. Et aussi s'il avenoit que aucuns des taver-
ners mefface à ceulx [à] qui [il trayra] ² le vin, ou qu'il ne leur
rendet souffisant moyson ³, ou en autre manere, nus ⁴ des
autres preudeshommes ne le recevra ne ne tiendra en son ser-
vice, depuis qu'il se ⁵ sera meffait en son service, et perdra son
office. Et sera crié par la ville de Poictiers, puis qu'il aura esté
mis en pilori, que nul ne le prenge en son service ; et, si aucuns
le prent en son service amprès le cri, il payera soixante sols
d'amande, desquies la moitié sera à monseigneur le roy et
l'autre moyté au maiour et à la commune. Et ne s'escusera pas
de l'amande pour jurer qu'il n'a pas oy le cri. Et si aucuns
mettoit icellui maufaiteur taverner en son service, et aucuns
des huicheurs li baillast mesures et lui huichast le vin qu'il
trayroit et qu'il recevroit, il payeroit soixante sols d'amande,
si comme il est dessus dit.

1. *font* AC, *sont* B. Il faut le singulier, *fait*. Le copiste a pris *aucuns* pour un
pluriel. — 2. *à ceulx qui trayront* ABC. Le sens demande *à ceulx à qui il trayra*. —
3. « mesure ». Cf. *moeson*, au sens de « mesure », dans l'ancien statut des drapiers
(n° CCLIX). — 4. *et mis* AC, *et nus* B. Supprimer *et* et lire *nus* (= aucun). —
5. *ce* AB, *se* C.

LXXVI

Règlement relatif à l'aigrel.

1^{er} juillet 1272

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 65. — B. Reg. 12, p. 408. — C. Coll. Fon-
teneau, t. XXIII, p. 279.

L'ordonnance de l'agrest ¹.

Le vendredi emprès la Saint Jehan, l'an de grace mil CC
soixante et doze fut accordé en l'esclavinage par sire Pierre
Garner, maire de la commune de Poictiers et par les eschevins
et par les conseillers, présent à ce maistre Giles de la Sale, te-
nant le lieu au seneschal de Poictou, et Huguet Ranart, pre-
vost de Poictiers, pour le prouffit commun, que nuls regra-
tiers ² ne achapte ³ aygrest pour vendre, s'il ne cognoist

celui qui le lui vendra. — Encores fut accordé, que si aucuins aportet aygrest pour vendre, que celui à qui il sera aporté arrestet celui qui l'aportera et l'aigrest, si qu'il y ait prouvé que cil l'ait eu léaument, et s'il ne puet ce prouver, que il perdet l'aigrest et soit en pilori. — Se il avient que aucuns ait aigrest à sa fenestre ou en sa maison pour vendre et il ne puisse trouver celui qui lui aura vendu, celui à qui l'aigrest sera trouvé perdra l'aigrest et paiera VII sols VI deniers de gage au maire, c'est assavoir s'il est de la commune, et au prevost, s'il n'en est mie. — Encores fut accordé que ceuls qui recevent le peage prangent et arrestent ceans ceulx qui aportent agrest et les conteignent tant qu'ilz aient juré qu'il l'ayent léaument.

1. v. franç. *aigrel*, = « verjus, vendange » — 2. « revendeur » — 3. *achaptent* ABC. Lire *achapte*.

LXXVII

Haudeline la Cordière ¹, *veuve de Geoffroy Roland* ², *bourgeois de Poitiers, donne à la commune 8 sous de rente qu'elle avait sur la maison habitée par Jean Faure, clerc, en la rue de l'Aguillerie.*

1^{er} mars 1273 n. st. ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 217 (FFF II). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 39.

1. *Udeline la Courdère* B. — 2. *Rolland A, Bolant B*. — 3. Mercredi après le dimanche d'*Invocavit* me 1272.

LXXVIII

André du Palais ¹, *clerc, et Alis, sa femme, arrentent à Guillaume Le Bourguignon* ² *et Petronille, sa femme, à cent sous de rente, certaines maisons appartenant auxdits André et sa femme, situées en la paroisse Saint-Porchaire, à la Côte de*

*Baleine*³, à côté de la maison de Jean de Lusignan et s'étendant jusqu'aux maisons de l'abbaye des Alleuds⁴.

23 avril 1273

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 355 (BBBBB 75). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 29 v°.

1. de *Palatio* B. — 2. *Le Bourgoignon* A, *Bourgoignon* B. Guillaume Le Bourgoignon, serviteur de l'écolâtre de Poitiers, avait épousé Pétronille, veuve de Guillaume Galipeau, et, par leur contrat de mariage, en date du 9 juin 1270, ils s'étaient fait don réciproquement de ce qu'ils possédaient (Reg. 13, p. 339, BBBBB 11). Parmi les biens de Pétronille se trouvaient les maisons de la Côte de Baleine, qui devaient être léguées plus tard par Guillaume Le Bourgoignon à la commune de Poitiers, pour faire une aumônerie (n° CXLVIII). André du Palais, qui sans doute était héritier, comme Pétronille, de Guillaume Galipeau, lui en contesta la propriété, et une sentence arbitrale, rendue le 12 déc. 1272, reconnut ses droits, en vertu desquels il arrenta ces maisons à Guillaume Le Bourgoignon et à sa femme (Reg. 13, p. 339, BBBBB 111). Cf. les n°s LXXXV, LXXXVI et CXLVI. — 3. Les maisons dites de la Côte de Baleine étaient situées rue de l'*Osme Landain* (aujourd'hui rue Théophraste-Renaudot), à l'angle de la rue de la Marne actuelle (anciennement des Basses-Treilles). Cf. Arch. de la Vienne, fonds des Augustins, 1. 1 et 7. — 4. de l'*abbaye des Chastelliers* A, *abbatiae de Allodiis* B. Cf. n° C. Les Alleuds, canton de Sauzé-Vaussais, arrondissement de Melle, Deux-Sèvres.

LXXIX

Mesures de police relatives à l'aigrest.

[juillet-août 1274]¹

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 65. — B. Reg. 12, p. 408. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 279.

Nous avons recréu² Aymeri Bouchart, autrement dit Trenchant, de Saint Benoist, au caucion juratoire, lequel nous avons pris et detenu en l'escravignage le diemanche jour de la Magdelene, pour aigrest qu'il avoit aporté à vendre à Poitiers, lequel a promis soy rendre en l'escravignage dedans demain prime, sur paine d'estre atteint du larroncion³ dudit agrest. En jour dessusdit de lundi⁴, amena ledit Aymeri Thomasse Reppairée, femme feu Massé le Mosner, et

Hilaire, sa fille, de Saint Benoist, tesmoigns admenez de la partie dudit Aymery à prouver qu'il avoit cuilli ledit aigrest en son propre domaine, depousèrent par leurs seremens que ledit Aymery avoit cuilli ledit agrest en son propre domaine et partant le laissasmes en paix ⁵.

1. Ces mesures de police relatives à l'aigret ont dû suivre d'assez près le règlement du 1^{er} juillet 1272, auquel elles sont annexées dans le manuscrit Saint-Hilaire. Nous les plaçons en juillet-août 1274, le jour de la Madeleine (22 juillet) tombant un dimanche en 1274, puis en 1285, 1291, 1296, 1302. — 2. « laissé en liberté provisoire ». — 3. « convaincu du larcin ». — 4. 23 juillet. — 5. La suite est omise dans C, jusqu'à : *Nous avons délivré Johanne*.

L'andemain de la feste Saint Laurens¹, l'an que dessus, fut recreu à Adam Guillaume Vignau, du Petit Bouffay², aigrest qu'il avoit cuilli en son domaine, si come il disoit, en donnant pleges Johan³ [et a]⁴ promis tenir et amander et restituer ledit aigrest, si l'on puet prouver le contraire. — Item, ycellui jour, à Aymeri Chareau fut délivré agrest qu'il avoit aporté en ceste ville pour vendre, lequel il avoit cuilli en son domayne, si comme il disoit, pour ce qu'il prouva par Denise Chalée et par Marion, fillastre dudit Charre⁵, qu'il l'avoit cuilli en son domaine. — Item, à Philipon filz Laurence, du pont de Chauvigné⁶, fut recreu⁷ agrest, pour ce qu'il jura qu'il estoit de son propre domaine et donna pleges Berroart, qui si establíst s'il est trouvé le contraire. — Johanne, femme Estienne Jobelin, du bourc Saint Hilaire, avons délivré, laquelle estoit et avoit esté prise et arrestée en l'esclavignage por aigrest [renay]⁸ qu'elle avoit cuilli en une vigne qu'elle tenoit au quart de Jehan Denances, espicier, pour ce que nous trouvâmes par informacion que le sires, de qui elle mouvoit, n'avoit point de part en l'aigrest renays, et pour ce que nous trouvâmes par gens dignes de foy qu'elle estoit de bon fame et de bonne renommée, c'est assavoir ou maistre Jehan de Rochefort et ou plusieurs autres. — Nous avons délivré Johanne, femme Pierre Engibaut, et Thomasse, femme de Rocheboisseau, de la Tranchée, lesquelles estoient prises⁹ et arrestées en l'esclavignage por aygrest renay qu'elles avoient cuilli en deux vignes, qui estoient tenues, au quart l'une, et l'autre au quint, du prieur de l'aumousnerie de la

Magdelene ¹⁰, pour ce que nous avons trouvé par l'information de Aymeri du Pressour, Huguet Charder, Guillaume Naudin, Guillaume Bigot et Estienne Pasquier, jurez sur ce, qu'elles estoient de bon fame et de bonne renommée et qu'elles n'estoient pas acoustumées à mal faire, et pour ce que nous trouvasmes que en aygrest renay li sires, de qui la vigne est tenue, n'a point de part ; et neantmoins ont ¹¹ juré les dictes femmes aux sains Evvangelies Nostre Seigneur à obéir à droit toutes fois que l'on les fera appeller. — Hillaire, femme Regraut Richart, parrochienne Nostre Dame la Chandellere ¹² de Poitiers, laquelle avoit esté arrestée en l'esclavignage de Poitiers pour aigrest qu'elle avoit cuilli en une vigne, ainsi comme elle confessa, laquelle vigne lie et son seigneur tenoyent du curé de la Chandellere au quint, pour ce que Simon Bilonneau et Guillaume Villain jurerent aux sains Evvangelies Nostre Seigneur lie estre de bon fame et de bonne renommée, et par la cause dessus declairée, et promist revenir et obeir comme dessus.

1. 11 août. — 2. Lire sans doute Boussay. Le Petit-Boussay et le Grand-Boussay sont deux hameaux de la commune de Béruges. — 3. Il paraît manquer un nom après *Johan*. En revanche, il y en a un de trop, deux lignes plus haut : Adam Guillaume Vignau. Il est probable que l'un d'eux doit se placer ici. — 4. *da A*. Lire : *et a*. — 5. Lire *Charea*. — 6. Chauvigny. — 7. « laissé provisoirement ». — 8. *regnist A*. Nous proposons de lire *renay*, mot qui se trouve plusieurs fois dans la suite. — 9. *prinsées A*, *prinses BC*. — 10. L'aumônerie de la Madeleine était située près de la porte de la Tranchée, en dehors de l'enceinte. Cf. Rambaut, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1911, p. 72. Le nom s'en est conservé dans le champ de manœuvres de la Madeleine. — 11. *l'ont ABC*. Lire *ont*. — 12. L'ancienne église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Chandelière, démolie en 1792, était située dans le bourg de Saint-Hilaire, dans la rue Théophraste-Renaudot actuelle (n° 56), dont une partie s'appelait encore, en 1895, rue Notre-Dame-de-la-Chandelière. Cette cure était à la nomination du chapitre de Saint-Hilaire, ainsi que celles de Saint-Pierre-l'Hospitalier et de Sainte-Triaie.

LXXX

Règlement pour les cordonniers.

1274 [entre le 25 mars et le 14 juillet]

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 75. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 75 v°. — C. Reg. 12, p. 418. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 281.

Ordinacio vacheriorum et alutariorum.

Accordé fut céans de ceulx qui faisoient soulers de vache et de cordouen ¹ à Poitiers, en l'an Nostre Seigneur mil II^e soixante XIII, maire Mathé Le Peletier ², ou ³ l'assentement du dit maire et des pers, qu'il ⁴ ne forniront que de cordoen et de vache ⁵, ne veilleront à chandelle, ne rien ne feront à chandelle de nuytz pour ouvrer, ne ne ramendront ⁶ ne ne [soleront] ⁷, si ce n'estoit à pelerins ou à gens errans besoignés ou aux sergens des justices de Poitiers. — Encores fut accordé entr'eulx ⁸ que [cil] ⁹ qui contre cest establiment vendra ¹⁰, qu'il paiera cinq souls de la monoie courant, desquies la moitié sera au proufit de la commune et l'autre moitié aux vachers et cordoeneurs dessus diz à faire leur volenté. — Encores fut accordé entr'eulx que [si, ne feussent] ¹¹ les euvres ¹² des pelerins ou des errans ou des autres qui sont ¹³ diz dessus, ilz faisoient aucune de leur propres euvres, ilz perdroyent ¹⁴ la paine dessus dicte. Et si aucuns faisoit contre ce, il ¹⁵ en seroit ¹⁶ attains par dom de céans ¹⁷ ou par deux autres léaulx garens ; et, s'il n'y avoit garens, il s'en passeroit par son serement.

1. B omet *et de cordouen*. — 2. Mathieu Le Pelletier est indiqué sur les listes des maires pour l'année 1273. Ce règlement se place donc entre le 25 mars 1274 (l'année commençant le 25 mars à Poitiers) et le 14 juillet 1274, date à laquelle ce maire eut pour successeur Guillaume Bernard. — 3. « avec ». — 4. AC omettent *qu'il*. — 5. B omet 8 mots de *ne à vache*. — 6. *ramendront* (= « raccommoderont ») B, *remanderoient* AC. — 7. *solerant* B, *soleroient* AC. Lire *soleront* (= « mettront des semelles »). — 8. *entr'eulx* B, *entre ceux* A. — 9. *ceulx* ABC. Lire *cil* (singulier). — 10. *viendra* B. — 11. *s'ilz en feissent A, s'il fuisent* B. Lire *si, ne feussent* (= « si, à part »). — 12. *euvres* B, *ceures* A. — 13. *sont* B, *seront* A. — 14. *ilz perdroyent* B, *qu'il perdroit* A. — 15. *ilz* ABC. Lire *il*. — 16. *seroit* B, *seront* A. — 17. *par dom de céans* (= « par le témoignage d'un échevin ») A, *par eulx* B.

LXXXI

Règlement pour les bouchers, hôteliers et autres marchands.

3 août 1274

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 84 v^o. — B. Reg. 12, p. 427. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 283.

Die veneris ante festum Sancti Xisti, anno Domini millesimo CC^o LXX^{mo} quarto, concordatum fuit in scabinagio per G. Bernardi¹, majorem, per scabinos, consultores ac [pares]² communie, quod nulli carnifices vel hospites³ vel alii, cujuscumque misterii sint, [nec]⁴ aut presumant unus vocare alium, quamdiu emptor fuerit coram venditore, nec alter alterius mercacionem terminari ; et, si quis contra venerit vel fecerit, reddet decem solidos pro pena, quorum [quinque solidi]⁵ erunt communie, et quinque solidi aliis carnificibus vel hospitibus vel aliis⁶, cujuscumque [misterii]⁷ sint.

1. Guillaume Bernard succéda, le 14 juillet 1274, comme maire de Poitiers, à Mathieu Le Pelletier (n^o LXXX, n. 2). Il figure sur le rôle de 1287 (n^o CXXXIII), comme ayant remplacé le maire au tribunal de l'échevinage le 5 septembre et de nouveau le 16 janvier 1288. Il était encore échevin le 13 juillet 1290 (n^o CXLV). Il était sans doute parent, peut-être le fils d'un ancien maire du même nom qui, d'après les listes, aurait conservé ces fonctions de 1223 à 1227 et fut réélu en 1242. Quant au Guillaume Bernard qui fut maire en 1306-7 (n^o CCI), on se demande s'il n'est autre que le maire de 1274 ou s'il était son fils. — 2. *partes* ABC. Lire *pares*. — 3. *hospes* ABC. Lire *hospites*. — 4. *nisi* ABC. Lire *nec*. — 5. *cumque simul* ABC. Lire *quinque solidi*. — 6. *aliis ministris* ABC. Supprimer *ministris*. — 7. *ministri* ABC. Lire *misterii* (« métier »).

LXXXII

Martin de Galardon vend à l'abbé et au chapitre de Notre-Dame-la-Grande une maison sise rue de l'Aguillerie, à côté de l'Echevinage.

16 mars 1276 n. st.¹

Original, Arch. de la Vienne, G 1109.

Universis presentes litteras inspecturis, Radulphus decanus et capitulum Pictavense, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia personaliter constitutus, Martinus de Galardon², filius defuncti Johannis de Galardon, confessus fuit se vendidisse et coram nobis vendidit ad perpetuitatem, pro se et suis heredibus et successoribus, venerabilibus viris abbati et capitulo ecclesie secularis Beate Marie Majoris Pic-

tavis, precio sexaginta solidorum monete currentis, quod precium idem Martinus confessus est se habuisse et recepisce a dictis abbate et capitulo integre in peccunia numerata, quandam domum ipsius Martini, sitam in Aguylleria Pictavis, juxta domum Guillelmi Lo Bruyn ex una parte et contiguam domui in qua tenetur Esclavinagium Pictavense, que vocatur l'Esclavinage³, ex altera, que domus predicta movet a dictis abbate et capitulo et ecclesia Beate Marie ad septem denarios et obolum annui census, et quam domum ipsi abbas et capitulum, tanquam domini, retraxerunt a Guillelmo Galet baudreerio, qui eam a dicto Martino consimili precio emerat... Datum sede vacante, die lune post Letare Jerusalem, anno Domini M^o CC^o LXXmo quinto. — Foresta.

1. En 1275, le lundi après *Letare Jerusalem* (c'est-à-dire après le 4^e dimanche de carême) tombe le 25 mars. L'année commençant le 25 mars à Poitiers, on pourrait être tenté de conserver le millésime 1275. Mais l'acte aurait été daté in festo Annunciationis. — 2. Cf. les n^{os} LVII et LX. — 3. Le mot *échevinage* s'était déformé à Poitiers en *esclavinage*.

LXXXIII

Modification au règlement des cordonniers.

31 juillet 1276

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 75 v^o. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 76. — C. Reg. 12, p. 418.

Ordinacio cordonariorum¹.

En l'an de Nostre Seigneur mil II^e LXXVI², maire sire Pierre Garner³ et present en l'esclavinage, le vendredi en la⁴ veille de⁵ Saint Pierre d'aoust, accorderent li cordoaners⁶ de Poictiers à tenir et garder establiment entr'euls autretel comme il est dit et establi dessus et escript des vachiers de Poictiers et adjousterent paine⁷ de dix soulds, la moitié à euls et l'autre moitié au commun. Et de ce ilz furent jugez et par dessus le jurerent⁸ à garder. Et à ceulx qui vendront encontre l'establiment furent establiz Guy de Saint

Michea, Simon Boylesve⁹, Aymeri de Senans¹⁰, Guillaume Vins Aigres.

1. *cordouariorum* A. Lire *cordonariorum*. Bomet ce titre en latin et le remplace par le titre en français : *Des cordouners*. — 2. LXXVI B, LXXII A. La veille de la Saint-Pierre d'août (c'est-à-dire le 31 juillet) est un vendredi en 1276, et non en 1272. — 3. Les listes des maires portent le nom de Pierre Garnier pour les années 1264, 1267, 1271, 1272, 1275, 1280 et 1283, mais celui de Girard de Reims pour l'année 1276 concurremment avec le sien. L'acte suivant atteste, en effet, que Girard de Reims était maire le 5 janvier 1277, et celui-ci montre qu'au début de l'année municipale commençant au 14 juillet 1276, le maire était Pierre Garnier. Nous avons déjà remarqué une anomalie du même genre pour ce même Pierre Garnier dans l'ordonnance du 22 juillet 1265 (n° LXI). Il est difficile de savoir pour quelle raison, dans ces deux cas, il a empiété sur l'exercice de son successeur. — 4. B omet *en la*. — 5. B omet *de*. — 6. *cordoanners* B, *cordaonner* A. — 7. *à paine* A. — 8. *les jugerent* A. — 9. *Boyleauve* A. — 10. *Senans* A, *Syvauz* B. Il est difficile de se prononcer entre les deux leçons : dans le premier cas, il s'agirait sans doute de Cenau, village, commune de La Puye, arrondissement de Châtelleraut ; dans le second cas, de Civaux, arrondissement de Montmorillon.

LXXXIV

Règlement pour les cordiers.

5 janvier 1277 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 80. — B. Reg. 12, p. 421. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 285.

Ordinacio cordariorum.

Ordinacio inter corderios, videlicet inter Gaufridum¹ Boulant, Johannem Cordere², Ilarium Corder, Yvonetum Corder et omnes alios corderios, quod ipsi non ponant nec mittant³ in cordis, quas ipsi facient aut fieri facient, forraturam, nisi in quadam longinqua valore unius denarii tantum, et omnes alii, tam domini quam servientes. Et super hoc juraverunt et debent jurare, cum venerint apud Pictavis. Et si quis [dictorum]⁴ servientum contra fecerit⁵, reddet decem solidos ville et magistris et operariis per medium. Actum die nonarum post Circuncisionem Domini, anno ejusdem M^o CC^o septuagesimo sexto, Girardo de Remis⁶ majore.

1. *Gaufridi* ABC. Lire *Gaufridum*. — 2. Lire *Corder*. — 3. *muclant* ABC. Lire *mittant*. — 4. *duorum* ABC. Lire *dictorum*. — 5. *facierint* ABC. Lire *fecerit*. — 6. Cf. n° LXXXIII, n. 3.

LXXXV

Le chapitre de Notre-Dame-la-Grande arrende à Guillaume Le Bourguignon, à 15¹ sous de rente et un denier de cens, une maison sise à Poitiers à la Pierre Pélerine², entre les maisons dudit Le Bourguignon qui furent l'une à Jean Forl, l'autre à Guillaume Forl.

9 juillet 1277³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 352 (BBBBB LXVII). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 29.

1. quinze A, V B. — 2. à la Pierre Pellerine A, ad *Petram Pelerinae* B. La Pierre Pélerine était voisine de la maison du prieur de Saint-Porchaire. Cf. n° CXLVI. — 3. Vendredi après l'octave de la Saint-Pierre et la Saint-Paul. mil II^e LXXVII A, 1287 B.

LXXXVI

Guillaume Le Bourguignon, bourgeois de Poitiers, et Pétronille la Galipelle, sa femme, donnent à Jean Courlois, en faveur de son mariage avec Gilette, fille de ladite Pétronille, une maison sise à Poitiers devant l'église Saint-Elienne, 21 sous¹ de rente sur une maison à la Fresnerie et trois journaux de vignes près de l'église Saint-Hilaire, à la charge de payer chaque année 6 sous de rente à la commune de Poitiers.

18 octobre 1277²

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 219 (GGG I). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 39.

1. XXI sols B, une vigne et ung sols A. — 2. Lundi fête de saint Luc.

LXXXVII

Statut des gantiers.

29 octobre 1277

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 79. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 79 v^o.
— C. Reg. 12, p. 420. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 287.

Ordinacio ganteriorum.

Le vendredi avant la Toussains, en l'an Nostre Seigneur mil II^e LXXXVII, fut accordé entre Geuffroy Le Ganter, Micheau de Rochon¹, Simon Le Gantier, Estienne Le Gantier et Jehan Finemont, ganter, à paine de huit soulds tornois, qu'ilz² ne ouvreront ne ne feront ouvrer de leur mestier de nuiz, fors que³ secher leurs peaux et enchaumurer⁴. Et [ce jurerent]⁵ à tenir⁶ ceulx qui sont diz⁷ dessus, et la paine fut mise entr'eulx des diz huit⁸ soulds à paier de celui⁹ qui yroit contre¹⁰ l'establiment dessus dit, desquies la moitié sera aux menestraux¹¹ du mestier, c'est assavoir aux maistres, et l'autre moitié à la commune ; et sera creu à deux¹² d'eulx sur ce¹³.

1. Remion B. — 2. que eulz A. — 3. B omet que. — 4. en chaumeurrer A. Le Dictionnaire de Godefroy ne donne pas *enchaumurer*, qui est peut-être l'équivalent d'*enchausser*, « préparer à la chaux ». — 5. reniront A, ceci jureront B. Lire ce jurerent. — 6. à tenir B, attendu A. — 7. ceulx qui sont diz B, ce qu'il sont diz A. — 8. des diz huit B, de dix à vuit A. — 9. celui A, ceulx B. — 10. yroit contre A, yront encontre B. — 11. menestres B. — 12. deux B, deulx A, d'eulx D. — 13. A omet sur ce.

LXXXVIII

Jean de Peys, de la Cueille Blanche¹, reconnaît tenir du maire et de la commune de Poitiers, à 15 sous de rente annuelle et perpétuelle, une maison où l'on pèse les blés et les farines, sise près la dille Cueille, et il promet tenir cette maison en bon

état, peser les farines et les blés et prendre légitime salaire selon la coutume ².

1^{er} avril 1278³

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 207 (AAA I).

1. Partie haute du faubourg de Montbernage à Poitiers. — 2. Cf. n° LXX. — 3. Lettre datée du vendredi après Letare Jérusalem 1278, le siège épiscopal vacant. Rédet (*Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, p. 302, n° 1892) date cet acte du 17 mars 1279. Telle serait, en effet, la date indiquée d'après le style de Pâques. Mais on suivait à Poitiers le style de l'Annonciation. D'après ce style, la date indiquée pourrait correspondre à la fois au 17 mars 1279, Pâques tombant le 2 avril en 1279, et au 1^{er} avril 1278, année où Pâques tombe le 17 avril. L'indication, le siège épiscopal vacant, permet de se prononcer pour la seconde de ces dates. Car Gautier de Bruges, qui succéda comme évêque de Poitiers à Hugues de Châteauroux, mort le 14 décembre 1271, fut nommé en 1278. Cet acte est antérieur à sa nomination.

LXXXIX

Le chapitre de Notre-Dame-la-Grande cède à la commune, pour la somme de 50 livres, la haute et basse juridiction qu'il disait avoir sur les jurés de la commune durant les trois jours des Rogations ¹, en se réservant les droits de fournage et de vente pour raison du pain pendant ces trois jours.

6 août 1278²

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 5 (A x).

1. Cf. n° LIII. — 2. Lettre datée du samedi *in festo beati Cristi*. Rédet, *ibid.*, p. 301, n° 1890, reproduit cette indication et ne paraît pas en avoir compris le sens. Il faut lire *beati Xisti*, c'est-à-dire la Saint-Sixte. Cette fête tombe le 6 août, qui était bien un samedi en 1278.

XC

Geoffroy de Cos ¹ vend à M^e Jean de Menoc, clerc, pour le prix de 36 livres tournois, une rente de 20 setiers de froment, à la mesure de Poitiers, qu'il assigna sur ses hébergements de

la Druelière² et de Minereau³ ; et au-dessous de l'acle, il était fait mention que ledit de Menoc transporta ses droils à la commune de Poitiers.

7 septembre 1278

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 257 (CCCC III). — B. Man. d'Auzance, n° 259, fol. 6 v°. — C. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 25 v°.

1. *Geoffroy de Caulx A, Gaufridus de Cos BC. Cf. n° XCV, CXVII et CLII.* —
2. *la Druelière A, la Drouetièrre B, la Druetere C.* Aujourd'hui la Dultière, commune de Saint-Maurice, canton de Gençay. — 3. *Mynereau A, Minerea BC.* Aujourd'hui le Mineret, commune de Saint-Maurice.

XCI

Thibaut Grimaud¹, chevalier, seigneur de Dougé², paroisse de Thurageau, et Aénor³, sa femme, vendent aux maire et commune de Poitiers, pour la somme de 50 livres, une rente de 17 setiers de froment, mesure de Poitiers, et de 49 sous⁴, qu'ils assignent sur leurs dîmes, cens et autres revenus en la paroisse de Boussageau⁵, et, au besoin, sur tous leurs biens meubles et immeubles, laquelle rente les maire et commune de Poitiers tiendront dudit chevalier au devoir d'une paire de gants blancs, de la valeur de 6 deniers.

28 juin 1279⁶

Titre perdu. ANALYSES A. Reg. 13, p. 128 (H xx). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 34 v°.

1. *Grimaut B, Gonnault A. Cf. n° CLXXII.* —
2. *Dogé B, Dangé A.* Aujourd'hui Dougé, commune de Varennes, près de la limite de la commune de Thurageau, canton de Mirebeau. —
3. *Henor A, Aeonordis B.* —
4. On voit par les lettres d'amortissement de 1298 (n° CLXXII) que cette rente avait une valeur totale de 100 sous. Suivant l'usage du Poitou (cf. p. 121, n. 3), cette rente est moitié en blé, moitié en argent, ou à peu près : les 17 setiers de froment ont une valeur de 51 sous ; le setier valait donc 3 sous. —
5. Village, commune de Lencloître, arrondissement de Châtellerault. —
6. *mercredy devant la translation de saint Martin B* (28 juin), *mecredi après la translation Saint Martin A* (5 juillet). Rédet, *ibid.*, p. 302, n° 1893, s'en rapporte à l'indication de A. Nous suivons de préférence le manuscrit d'Auzance, qui est souvent plus exact que l'Inventaire de 1506.

XCII

*Boson de l'Isle-Jourdain*¹, chevalier, reconnaît avoir reçu de *Robert Le Roy*², maire de Poitiers, la somme de 150 livres, que la commune lui devait pour la vente de 15 livres de rente³.

20 juillet 1279

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 270 (SSSS I).

1. de *Insula Jardains* A. Lire de *Insula Jordani*. Cf. Arch. de la Vienne, Montierneuf, liasse 92, original, acte en date du 12 juillet 1277, par lequel *Boso de Insula Jordani*, miles, donne à Montierneuf tout ce qu'il possédait dans la paroisse de *Chirec*, c'est-à-dire de Chiré-les-Bois, commune de Vernon, arrondissement de Poitiers. — 2. *Robert Roy* A. Lire *Le Roy* (en latin *Regis*). Cf. p. 173, n. 4. Robert Le Roy fut maire pour la 1^{re} fois du 14 juillet 1279 au 13 juillet 1280, pour la 2^e fois en 1285-6; il le fut de nouveau, d'après le témoignage des listes, en 1292 et en 1294. Il possédait deux maisons dans la paroisse de Saint-Didier (Arch. de la Vienne, G 1109, acte du 10 février 1278). — 3. Contrairement à l'usage ordinaire, cette rente est, non pas moitié en blé, moitié en argent, mais entièrement en argent. Comme pour la rente précédente, le prix de vente est égal à 10 fois la valeur de cette rente.

XCIII

Philippe le Hardi permet à *Guillaume Gabel*, prévôt de l'église de Poitiers, d'acquérir dans la mouvance du roi cent livres de rente qu'il voulait léguer à la commune pour l'amélioration de la voirie.

28 décembre 1279

Vidimus de Philippe le Bel, du 17 décembre 1291, Arch. mun. F 12.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi¹, salutem. Cum Guillelmus Guabeti², prepositus Pictavensis ecclesie, proposuerit acquirere centum libras turo-nensium annui et perpetui redditus, pro anima sua, in reparationem et sustentationem pontium, calceye et viarum civitatis et suburbii Pictavis, ut intelleximus, post ejus obitum, per manus majoris et scabinorum Pictavis, qui pro tempore

fuerint, in perpetuum committendas, si eidem concederemus acquirendi licenciam in feodis et retrofeodis nostris, scire vos volumus quod nos dicto preposito, pietatis intuitu, licenciam concedimus acquirendi dictas centum libras annui et perpetui redditus in minutis censivis, in feodis et retrofeodis nostris, ita tamen quod dicti major et scabini, nomine dicte civitatis, sint in possessione percipiendi dictas centum libras, cum fuerint acquisite, et solvendi easdem preposito memorato, quamdiu vixerit, et, post ejus obitum, ad sustentationem predictorum remaneat in futurum. Actum Parisius, die jovis post Nativitatem Domini, anno ejusdem M^oCC^o septuagesimo nono.

1. On ne sait au juste à quelle date Herbert de la Chapelle, sénéchal de Poitou de 1275 à 1278, fut remplacé par Gui de Tournebeuf, qui figure avec ce titre sur une charte de Fontevault de 1280. Cf. L. Delisle, *Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 180. — 2. Guillaume Gabet était déjà prévôt de l'église cathédrale de Poitiers en 1266, le 12 janvier, date à laquelle Guillaume, vicomte de Melun, seigneur de Montreuil-Bellay, et le chapitre de Saint-Martin de Tours le choisirent comme arbitre, avec Eudes, prieur de Nueil-sur-Dive, pour terminer leurs différends au sujet de la prévôté d'Antogné (Arch. de la Vienne, G 8, 125, avec la sentence arbitrale datée du 12 février 1266) Il porte encore le titre de prévôt sur un acte du 16 décembre 1283, d'après lequel il acquit d'Aimeri de Boutigny, chevalier, des rentes assises sur son hébergement de la Roche de Chenagon et destinées à la fondation d'une chapellenie dans l'église de Notre-Dame-la-Grande (Arch. de la Vienne, G 1143). Il devint scolastique (écolâtre) de l'église de Poitiers avant le 15 mars 1286. Cf. n^o CXXII.

XCIV

Geoffroy Vigier du Breuil de Chenay vend à la commune de Poitiers une rente de 16 seliers de froment et de 52 sous qu'il assigne sur ses dîmes en la paroisse de Chenay.

22 février 1280 n. st.¹

A. Original, Arch. mun. F 2. — B. Double de l'original ³, Arch. mun. F 2.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillermus Olearii ³, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino.

Noverint universi quod, coram nobis personaliter constitutus, Gaufridus Vigerii de Brolio de Chenay⁴ confessus fuit se vendidisse et concessisse ac etiam coram nobis vendidit in perpetuum et concessit pro se et suis heredibus, pro quinquaginta libris monete currentis, de quibus coram nobis se tenuit penitus pro pagato, majori et communie Pictavis sexdecim sextaria frumenti ad mensuram Pictavis et quinquaginta duos solidos turonensium annui redditus⁵, et ipsum redditum pro se et suis heredibus dictis majori et communie super decimam suam et super omnia terragia, que habet et habere et percipere consuevit per se vel per alium in parrochia de Chenayo et circa id locorum, et super omnia alia bona sua hereditaria, si dicta decima et terragia ad assignationem et solutionem dicti redditus non sufficiant, perpetuo assignavit. Ipsumque redditum promisit solvere ex nunc in antea, quolibet anno, in festo beati Michaelis, dictis majori et communie vel ipsorum mandato, ad domum communie Pictavis, sub pena quinque solidorum pro qualibet die in qua defecerit in solutione predicti redditus post terminum supradictum.

1. Rêdet, *Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, p. 101, n° 448, place au 18 janvier 1279-80 cet acte daté du jeudi fête de la Chaire de Saint-Pierre 1279. Cette fête se célébrait en Poitou, non pas le 18 janvier, mais le 22 février. Cf. missel du XIII^e s., Bibl. mun. de Poitiers, man. n° 132, fol. 11 ; *Arch. hist. du Poitou*, t. XXXIV, p. 318 ; *ibid.*, t. XL, p. 30. — 2. Ces deux expéditions sur parchemin étaient scellées l'une et l'autre du scel royal établi à Poitiers pour la sénéchaussée de Poitou. — 3. Guillaume Olivier, garde du scel royal à Poitiers pour la sénéchaussée de Poitou en 1280, en 1281 (n° CIII), en 1282 (n° CXII), était lieutenant du sénéchal de Poitou le 4 février 1284 (n° CXVI). — 4. Chenay, canton de Lezay, arrondissement de Melle. Geoffroy Vigier mourut le 14 septembre 1280. Cf. n° CLVII. — 5. Cette rente, achetée 50 livres, a une valeur de 5 livres ou 100 sous, comme on le voit plus loin (n° XCVII), ainsi que celle qui fut achetée le 28 juin 1279 à Thibaut Grimaud (n° XCI), et elle est aussi à peu près moitié en argent, moitié en blé. La valeur du setier de froment est encore ici de 3 sous.

Voluit etiam predictus venditor et concessit quod dicti major et communia ab ipso et ab ejus heredibus predictum redditum habeant et teneant, ex nunc in antea, ad quosdam gentos blancos de franco servicio, de valore duodecim denariorum, sine homagio et sine aliquo alio deverio, ad mutationem capitalis domini solummodo persolvendos Pictavis a

maiore dicte communie, qui pro tempore fuerit, ipso maiore prius super hoc requisito. Promittens per juramentum suum, super sancta Evvangelia prestitum, quod contra dictas venditionem, concessionem et assignationem, ratione juris hereditarii, dominii, vel qualibet alia ratione, per se vel per alium, non veniet nec venire faciet in futurum. Immo promisit et tenetur per predictum juramentum suum garire et defendere perpetuo erga omnes et ab omnibus, dictis majori et communie predictum redditum ad dictos gantos blancos de predicto valore, sine aliquo alio deverio, sine aliqua alia redevancia vel costuma, et dampna sua, si qua ob defectum garimenti sustinerent, in integrum ressarcire ; obligans etiam specialiter et expresse se, heredes successoresque suos et omnia bona sua mobilia et immobilia ubicumque existentia ad dictum garimentum faciendum, ad solutionem dicti redditus, dictis loco et termino, faciendam, et ad dictam penam, si commissa fuerit, persolvendam. Renuncians sub religione prestiti juramenti omni excepcioni doli mali et in factum, omni decepcioni ultra dimidiam justi precii, omni exceptioni non numerate pecunie, non tradite, non solute, omni juris auxilio canonici et civilis, facti, consuetudinis et statuti, omnibus allegationibus, rationibus, defensionibus et omnibus aliis, per que contra premissa posset ipse vel sui in posterum facere vel venire.

Nos vero ipsum Gaufridum presentem et consencientem coram nobis et, quo ad premissa, se et omnia bona sua jurisdictioni domini regis supponentem, ad observationem et impletionem omnium et singulorum predictorum, iudicio curie domini regis mediante condempnavimus et iudicavimus, et presentibus litteris dictum sigillum apposuimus in testimonium premissorum, salvo jure domini regis et jure cujuslibet alieni. Datum presentibus Petro Barbignum, capellano de Capella de Mosterolio ¹, et Gaufrido Bellandi, die jovis in festo Cathedre Sancti Petri, anno Domini M^o ducentesimo septuagesimo nono.

1. *Monsterolio B. La Chapelle-Montreuil*, canton de Vouillé.

XCV

*Geoffroy de Cos*¹, écuyer, vend aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de 50 livres de monnaie courante, une rente de 50 sous tournois, de 10 setiers de froment et de 10 setiers de seigle², à la mesure de Poitiers, sur son hébergement de la Droetière³, paroisse de Saint-Maurice, laquelle rente les dils maire et commune devaient lenir au devoir de gants blancs de la valeur de six deniers, à muance de seigneur.

1^{er} mars 1280⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 257 (CCCC V). — B. Man. d'Auzance, n° 259, fol. 6 v°. — C. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 25 v°.

1. *Caulx A*, *Cous BC*. Cf. n° XC. — 2. Cette rente doit avoir une valeur de 100 sous, dont moitié en argent, moitié en blé. Le setier de froment valant 3 sous, le setier de seigle doit valoir 2 sous. — 3. *La Droetière BC*, *l'Oustière A*. Cf. n° XC. — 4. Vendredi après la fête de la Chaire de Saint-Pierre. Cf. n° XCIV, n. 1.

XCVI

Le maire de Poitiers reconnaît avoir reçu de Guillaume Gabel 100 livres tournois, avec lesquelles il a achelé une rente de 20 setiers de froment, de 20 setiers de seigle et de 100 sous, assise sur l'hébergement de La Belle, dans la paroisse de Saint-Maurice de Gençay.

10 mars 1280

Original, Arch. mun. F 3.

Universis presentes litteras inspecturis, major et communia seu communitas¹ Pictavensis, salutem in Domino. Noverint universi quod nos habuimus et recepimus et nos habuisse et récepissee confitemur a venerabili viro Guillelmo dicto Guabet, preposito ecclesie Pictavensis, centum libras turonensium, quas convertimus in utilitatem nostram et communie seu communitatis predictae. Et ex illis emimus et adquisivimus

a dicto Eustachio de Monte Sorberii ², milite, et Persoyde, ejus uxore, viginti sextaria frumenti et viginti sextaria siliginis ad mensuram Pictavis, et centum solidos turonensium annui redditus ³, sita et assignata super herbergamentum dictorum conjugum, situm in parrochia Sancti Mauricii de Genciaco, quod herbergamentum vocatur La Bele ⁴, et super omnes terras, vineas, prata, nemora, homines et omnia alia ad dictum herbergamentum pertinentia, et super omnibus aliis rebus et redditibus ad dictum militem pertinentibus, ubicunque et in quibuscunque consistant, pro valore decem librarum annui redditus, ad ponendum et expendendum in edificatione, melioratione et reflectione itinerum, pontium et viarum de Pictavis et circa post mortem prepositi supradicti.

1. *Communia et communitas* sont synonymes. Cf. n° XL, n. 1. — 2. Mont-Sorbier, village, commune de La Ferrière, canton de Gençay. Le fief de Mont-Sorbier relevait de la seigneurie de Gençay. Cf. les n° CVII, CVIII, CIX, CXXX, CXXXI. — 3. Cette rente, vendue 100 livres, a une valeur annuelle de 10 livres, dont moitié en blé, moitié en argent : le taux de l'intérêt est de 10 % comme dans les exemples précédents (n° XCI, XCII, XCIV, XCV). Le setier de froment est encore évalué 3 sous, le setier de seigle 2 sous. Cf. n° XCV, n. 2. — 4. On distingue aujourd'hui la Haute et la Basse-Belle, fermes, commune de Magné, canton de Gençay. Le nom de la Belle est emprunté au ruisseau qui passe en cet endroit et se jette dans la Clouère, près de Gençay. Mais il ne semble pas que l'on doive identifier l'hébergement de La Belle, dont il est question ici, avec la Haute et Basse-Belle, situées sur la commune de Magné, comme le fait Rédet, *Dictionnaire topographique de la Vienne*, p. 29. La paroisse de Saint-Maurice, où il se trouvait, est séparée de celle de Magné par celle de Gençay. Le même Eustache de Montsorbier possédait d'ailleurs dans la paroisse de Magné l'hôtel de Belle (n° CVII, CVIII, CIX), qui correspond mieux à la Haute et Basse-Belle actuelles. Le 18 juin 1282, il abandonnait à la commune de Poitiers son hôtel de Belle, paroisse de Magné (n° CIX). Le 7 février 1287, il lui cédait son hébergement de La Belle, paroisse de Saint-Maurice (n° CXXX). Il s'agit donc de deux propriétés distinctes, de nom à peu près semblable et appartenant au même seigneur. Le Dictionnaire de Rédet n'indique aucun endroit de ce nom sur la paroisse de Saint-Maurice.

De quibus denariis et blado idem prepositus, ad vitam suam tantummodo, suam faciet plenarie voluntatem, et, post ipsius obitum seu decessum, nobis ad necessitates et utilitates predictas omnia predicta et singula remanebunt, ex donatione seu concessione ab eo jam super hoc nobis facta. Et nos eidem promittimus bona fide quod bladum predictum

ad octabas festi Sancti Michaelis, et dictos centum solidos ad octabas festi Nativitatis Domini proximo subsequenti sibi reddemus et solvemus seu reddi et solvi faciemus annuatim Pictavis vel mandato suo seu etiam allocato, quamdiu ipse vixerit et non ultra, et dampna et expensas, si que vel quas sustineret, faceret vel haberet, si in solutione predictorum terminis assignatis contingeret nos cessare, ad que premissa firmiter observanda et inviolabiliter adimplenda, eo modo quo superius est expressum, obligamus eidem omnia bona nostra presentia et futura et specialiter et expresse redditum supradictum, quem redditum tamquam suum proprium sibi exponimus et dimittimus obligatum ad vitam suam tantummodo, prout superius est expressum ¹...

In quarum rerum testimonium et munimen nos, major et communia et prepositus supradicti sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda ². Datum die dominica qua cantatur Invocavit me, anno Domini millesimo CC^o LXX^{mo} nono.

1. Nous jugeons inutile de reproduire les formules qui suivent. — 2. Le sceau de la commune a disparu, celui de Guillaume Gabel subsiste, de forme ovale et en cire verte sur une petite bande de parchemin : il offre un homme en prière au pied de l'image de la Sainte Vierge.

XCVII

Le maire de Poitiers reconnaît avoir reçu de Guillaume Gabel 50 livres tournois, avec lesquelles il a acheté de Geoffroy Vigier du Breuil de Chenay une rente de 16 setiers de froment et de 52 sous.

10 mars 1280

Original, Arch. mun. F 3.

Universis presentes litteras inspecturis, major et communia seu communitas Pictavensis, salutem in Domino. Noverint universi quod nos habuimus et recepimus et nos habuisse et recepisse confitemur a venerabili viro Guillelmo dicto Guabet,

preposito ecclesie Pictavensis, quinquaginta libras turonensium, quas convertimus in utilitatem nostram et communie seu communitatis predictae. Et ex illis emimus et adquisivimus a Gaufrido Vigerii de Brolio de Chenayo sexdecim sextaria frumenti ad mensuram Pictavis et quinquaginta et duos solidos turonensium annui redditus, sita et assignata super decimam dicti Gaufridi et super omnibus terragiis que habet et habere consuevit in parrochia de Chenayo et circa, et super omnibus bonis suis aliis, ubicunque sint et in quibuscunque consistant, pro valore centum solidorum annui redditus, ad ponendum et expendendum in edificatione, melioratione et refectione itinerum, pontium et viarum de Pictavis et circa post mortem prepositi supradicti. De quibus denariis¹... Datum die dominica qua cantatur Invocavit me, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono.

1. La suite reproduit à peu près le texte de l'acte précédent.

XCVIII

Guyon Chamaillart¹, écuyer², et Catherine, sa femme, vendent aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de cent livres lournois, une rente de 20 seliers de froment, de 20 seliers de seigle, à la mesure de Poitiers, et de 100 sous, assise sur leur terre d'Amberre³, près Mirebeau.

25 mai 1280⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 126 (H XIII). — B. Reg. 13, p. 127 (H XVI, double de H XII). — C. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 34 v°.

1. Guyon Chamaillart AB, Guydo Chamallardi C. — 2. escuier AB, valetus C. Ce Guyon Chamaillart était sans doute parent de Guillaume Chamaillard, écuyer, juge d'Amberre et de Neuville en 1273 (coll. Fonteneau, t. XXVII, p. 199.) — 3. Canton de Mirebeau. — 4. Samedi avant l'Ascension.

XCIX

Philippe le Hardi autorise M^e Guillaume Gabel, prévôt de l'église de Poitiers, à acquérir 200 livres de rente¹ en fiefs et arrière-fiefs, pour être distribuées à perpétuité par les mains des maires et échevins de la cité de Poitiers, à savoir cent livres aux filles pauvres à marier, nées à Poitiers, et cent livres pour sustenter les pauvres de ladite cité et faubourgs d'icelle.

1^{er} août 1280 ²

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 339 (BBBBB I). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 28 v^o.

1. Ces 200 livres de rente venaient s'ajouter aux cent livres de rente que Philippe le Hardi avait autorisé Guillaume Gabel à acquérir pour en faire don à la commune de Poitiers, par ses lettres du 29 déc. 1279 (n^o XCIII). — 2. *die jovis in festo beati Petri ad vincula* B, *jeudi après la feste Saint Pierre des liens* A. Nous croyons devoir nous en rapporter au témoignage du manuscrit d'Auzance, qui reproduit la date en latin, plutôt qu'à l'Inventaire de 1506, qui l'a traduite.

C

Geoffroy Berland¹ et Jeanne Larquier afferment à perpétuité à Guillaume Le Bourguignon, à la rente de 30 sous tournois², une maison qui fut jadis à feu Jean de Lusignan, tenant d'une part à la maison dudit Le Bourguignon et d'autre à la maison de l'abbaye des Alleuds³, à Poitiers.

17 octobre 1280 ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 340 (BBBBB IX). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 28 v^o.

1. Ce Geoffroy Berland descendait sans doute de celui qui fait l'objet des actes n^{os} XXII, XXIII. — 2. 30 s. B, *trente livres* A. — 3. Cf. n^o LXXVIII. — 4. Jeudi avant la Saint-Luc.

CI

Regnault d'Agressay ¹, écuyer, et *Mahault*, sa femme, vendent aux maire et commune de Poitiers une rente de 20 setiers de froment, à la mesure de Mirebeau, assise sur le quart de la dîme de Loume Poitevin ², sur la moitié de la dîme de Chaumont ³, sur une rente de six setiers de froment qu'ils ont sur la dîme de Chaumont ⁴, dans les paroisses de Thurageau et de Sully ⁵, et généralement sur tous leurs biens.

[vers 1280] *

Titre perdu. ANALYSES (d'après un vidimus donné le 16 nov. 1341 par Jean Barre, garde du scel royal à Poitiers). A. Reg. 13, p. 131 (H XXVIII). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 34 v°.

1. *Regnault d'Agressay* A, *Renaut d'Agrissay* B. Agressay, village, commune de Thurageau, canton de Mirebeau. — 2. *Loume Poitevin* B, *Lesme Poitevin* A. Lire sans doute *Loume*. — 3. *Chaumont* A, *Chauvent* B. Village, commune de Thurageau. — 4. *Chaumont* A, *Chauveau* B. — 5. *Turageau*, *Cellyé* et *Symé* A, *Turagea*, *Céré* et *Suillé* B. L'un des deux derniers noms de paroisses paraît devoir être identifié avec Sully, ancienne paroisse, commune de Mirebeau ; l'autre est altéré. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, I, 1877, p. 234. — 6. Cet acte, non daté, paraît se placer vers 1280. Cette rente figure dans les lettres d'amortissement d'octobre 1298 (n° CLXXII) comme ayant été acquise avec l'argent mis à la disposition de la commune de Poitiers par Guillaume Gabet, ainsi que celles qui font l'objet des n°s XCI, XCVIII, CIII, CIV, CXII.

CII

Projet de transaction entre la commune de Poitiers et la maison des Lépreux, d'après lequel ceux-ci auraient abandonné au maire toute la juridiction de la foire des Lépreux en échange d'une rente de 12 livres.

[vers 1280]

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 54. — B. Reg. 12, p. 399.

Habebunt major et communia Pictavensis nundinas Leprosorum cum omni juridictione, etc., et major et communia

tradent denarios Leprosis, scilicet duodecim libras redditus, videlicet viginti sextaria frumenti ad mensuram de Mirabello, [que] ¹ ipsi acquisiverant a [Raginaldo] ² de Agrissayo, va-
leto, pro centum solidis redditus, et septem libras residuas assignabunt dicti major et communia dictis Leprosis apud Pictavis vel [circa in] ³ denariis, et debent garire et deffen-
dere Leprosi nundinas sub [obligacione] ⁴ dictarum duode-
cim librarum redditus. Et est sciendum quod super hec sunt
duo requirenda, scilicet consensus dicti subdecani Pictaven-
sis ⁵ et confirmatio domini regis, vel senescalli ibidem cons-
tituti loco domini regis.

1. *quod* AB. Lire *que*. — 2. *Radegund*. AB. Lire *Raginaldo*. Cette rente de 20 setiers de froment à la mesure de Mirebeau, acquise de Regnault d'Agressay, est celle qui fait l'objet de l'acte précédent. La valeur en est indiquée aussi comme étant de 100 sous, sur les lettres d'amortissement de 1298. Il est dit dans le compte des dépenses de 1387 (Arch. mun. K 1) que 5 setiers de froment à la mesure de Mirebeau valent 7 setiers et demi à la mesure de Poitiers. Ces 20 setiers en valent donc 30 à la mesure de Poitiers : le setier de froment à la mesure de Poitiers, que nous avons vu estimé 3 sous (n° XCI, n. 4), est estimé ici 3 sous un tiers. Cette rente continua à appartenir à la commune de Poitiers, comme on le voit par un acte du 18 déc. 1366 (Arch. mun. F 42). On ne donna donc pas suite au projet indiqué ici, d'après lequel cette rente aurait été cédée à la maison des Lépreux. D'après la sentence arbitrale du 30 avril 1267 (n° LXVI), la commune devait assigner aux Lépreux une rente de 8 livres en échange de leurs droits sur la foire dite des Lépreux, exception faite du droit de haute justice. On songea à supprimer cette réserve en portant la rente à 12 livres, dont 5 auraient été représentées par les 20 setiers dus par Regnault d'Agressay. Ce projet, non daté, a dû faire suite à l'acquisition de cette rente sur Regnault d'Agressay. — 3. *oudin* AB. Lire *circa in*. — 4. *elisig*. A, *elig*. B. Lire *obligacione*. — 5. Le sous-doyen du chapitre de l'église cathédrale était un des arbitres de 1267.

CIII

*Jodoin de Font-Geoffroy vend à la commune de Poitiers une
rente de 40 seliers de froment, à la mesure de Mirebeau, qu'il
assigne sur ses terres en la paroisse de Charrais.*

25 janvier 1281 n. st.

Original, Arch. mun. F 154.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus Olearii,
gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Picta-

vensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noverint universi quod, coram nobis personaliter constituti, Jodoynus de Fonte Gaufridi ¹, valetus, et Margarita, ejus uxor, confessi fuerunt se vendidisse et concessisse ac eciam coram nobis vendiderunt et in perpetuum concesserunt pro se et suis heredibus, pro centum libris turonensium, de quibus coram nobis se tenuerunt penitus pro pagatis, majori et communie Pictavensi et ab ipsis causam habentibus, quadraginta sextaria frumenti annui et perpetui redditus ad mensuram Mirabelli ², ipsumque redditum assignaverunt perpetuo pro se et suis heredibus, dictis majori et communie et ab ipsis causam habentibus, super omnes terras suas, arabiles et non arabiles, cultas et non cultas, existentes in parochia de Charaio ³ inter villam de Charaio, villam de Milloio ⁴ et villam de Villoriis ⁵, et super omnes fructus, proventus et exitus ipsarum terrarum, et super omnia alia bona sua hereditaria et courancias, tam ex parte rationis Jodoyni quam ex parte ipsius Margarite provenientia, nisi res predictae sufficiant ad assignationem redditus supradicti.

1. Font-Geoffroy, ancienne seigneurie, près de la Voûte, commune de Chouppes, canton de Monts-sur-Guesne. — 2. Cette rente de 40 setiers de froment à la mesure de Mirebeau, achetée 100 livres, avait une valeur annuelle de 10 livres, comme la rente de 20 setiers de froment à la même mesure, achetée à Regnault d'Agressey, avait une valeur de 5 livres (n° CII, n. 2). — 3. Charrais, canton de Neuville. — 4. Milly, hameau, commune de Charrais. — 5. Villiers, canton de Neuville.

Ac ipsum redditum promiserunt et tenentur ipsi et ipsorum quilibet reddere in bono frumento novo et recipiali de territorio parochie de Villers, ad sumptus suos proprios, quolibet anno ex nunc in antea, in octabis festi beati Michaelis, dictis majori et communie et ab ipsis causam habentibus, ad domum communie Pictavensis, sub pena quinque solidorum, reddenda una cum principali, pro qualibet die in qua defeecerint in solutione predicti redditus post terminum supradictum. Volentes et concedentes quod major dicte communie, qui pro tempore fuerit, predictum redditum ex nunc in antea ab ipsis et ab heredibus ipsorum teneat et habeat ad quedam calquaria blanca de valore duodecim denariorum de franco deverio, sine fide, sine homagio, sine auxilio, sine aliquo alio

servicio, sine aliqua alia redevancia vel costuma, reddenda Pictavis ad mutacionem domini capitalis, majore dicte communie prius super hoc requisito. Promittentes, etc. Datum presentibus Pagano Boderri et Guillelmo de Rocha, valetis, die sabbati in conversione Sancti Pauli, anno Domini M^o CC^o octogesimo.

CIV

Payen Bodier vend aux maire et commune de Poitiers une rente de 6 livres et de 10 cuisses de froment, qu'il assigne sur ses hébergements de Mornay, paroisse de Mazeuil, et d'Agram, paroisse de Saint-Cyr, et sur ses biens en la paroisse de Glenouze.

25 janvier 1281 n. st.

Original, Arch. mun. F 4.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus Olearii, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noverrint universi quod, coram nobis personaliter constituti, Paganus Boderri¹, valetus, et Juliana, ejus uxor, confessi fuerunt se vendidisse et concessisse ac etiam coram nobis venderunt et in perpetuum concesserunt pro se, heredibus successoribusque suis, pro sexcies viginti libris turonensium, de quibus coram nobis se tenuerunt penitus pro pagatis, majori et communie Pictavis et ab ipsis causam habentibus et habituturis, sex libras in turonensibus et decem coccias² frumenti ad mensuram Pictavis annui redditus, ipsumque redditum pro se et suis heredibus atque successoribus assignaverunt perpetuo dictis majori et communie et ab ipsis causam habentibus et habituris, super herbergamenta sua de Mornayo³, in parrochia de Masolio, et de Agram, in parrochia Sancti Cirici⁴, super omnes terras, arabiles et non arabiles, cultas et non cultas, vineas, trillas, prata, nemora, arbores, garenas, foias, decimas, terragia, census, admodiationes, capones, gallinas et super omnes redditus alios atque res alias, ad ipsorum herber-

gamentorum quodlibet pertinentes, et super omnes admodiationes et redditus alios, quos habent, habere et percipere consueverunt per se vel per alium in parrochia de Glenossa⁵, et super courancias et super omnia alia bona sua hereditaria, tam ex parte ipsius valeti quam ex parte ipsius Juliane provenientia, quecumque sint et quocumque nomine censeantur.

1. Le nom latinisé *Boderri* paraît correspondre au français Bodier ou Boudier. Cf. *Bouderi*, n° CCIX. — 2. La *cuisse* (*coccia*) était une mesure correspondant à 4 setiers. Cf. p. 82, n. 1. Cette rente, achetée 120 livres, avait une valeur annuelle de 12 livres, ainsi que l'attestent les lettres d'amortissement de 1298 (n° CLXXII). Elle était moitié en argent, moitié en blé, selon l'usage. Les 10 cuisses ou 40 setiers valant 6 livres, le setier de froment à la mesure de Poitiers est estimé 3 sous, ce qui était sa valeur ordinaire à cette époque. — 3. Mornay, village, commune de Mazeuil, canton de Moncontour, arrondissement de Loudun. D'après Rêdet, *Dict. de la Vienne*, p. 279, il y avait à Mornay deux fiefs, dont l'un relevait de la seigneurie de Mirebeau, l'autre de celle de Marconnay (commune du Verger-sur-Dive, canton de Moncontour), qui relevait elle-même du seigneur de Mirebeau. De Fouchier, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1877, p. 211, ne signale que le second, qui appartenait en 1252 à Guillaume de Marconnai, en 1292 à Aimeri de Marconnai, son fils. Le premier est sans doute celui dont il est question ici. — 4. Saint-Cyr-en-Bourg, canton de Montreuil-Bellay, Maine-et-Loire. Cette paroisse dépendait de l'évêché de Poitiers, bien que sise en Anjou. — 5. Glenouze, canton des Trois-Moutiers, arrondissement de Loudun.

Ac ipsum redditum promiserunt ipsi et ipsorum quilibet in solidum reddere ipsis majori et communie ac ab ipsis causam habentibus, quolibet anno, videlicet dictas sex libras in octabis Pasche, et dictum bladum, bonum et recipiale, in octabis festi beati Michaelis, ad domum communie Pictavis, sub pena quinque solidorum pro qualibet ebdomada, in qua defecerint in solutione predicti redditus in toto vel in parte post ipsos terminos vel ipsorum alterum, una cum predicto redditu persolvenda. Volentes et concedentes quod dictus major dicte communie, qui pro tempore fuerit, ex nunc in antea ab ipsis et ab ipsorum heredibus teneat et habeat predictum redditum ad quedam calcaria blanca de valore duodecim denariorum de franco deverio, sine aliquo alio deverio et sine aliquo alio servicio, sine aliqua alia redevancia vel costuma, ad mutationem capitalis domini tantummodo, solvenda Pictavis, dicto majore prius super hoc requisito. Promittentes, etc.

Preterea Guido de Luigne ¹, valetus, renuncians constitutioni nove de fidejussoribus erga ipsos emptores, in predicto redditu se principalem constituit debitorem. Et promisit pro se et suis heredibus et sub obligatione omnium bonorum suorum se conservare ipsos emptores et ab ipsis causam habentes indempnes ad principale et ad dampna et ad interesse... Datum presentibus Petro magistro preconum Pictavensium ² et Clemente Garinelli, die sabbati in conversione Sancti Pauli, anno Domini M^o CC^o octogesimo.

1. Leugny, village, commune de Saint-Jean-de-Sauves, canton de Moncontour. Le fief de Leugny relevait de la seigneurie de Marconnay (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1877, p. 203). — 2. Pierre, maître des hucheurs de Poitiers, dit Pierre Le Hucheur, figure sur le règlement relatif aux crieurs (ou hucheurs), daté du 4 février 1284 (n^o CXVI). Il fut, de 1311 à 1316, garde de l'aumônerie de la commune, à laquelle il donna tous ses biens (n^{os} CCXVIII, CCXX, CCXXI).

CV

Geoffroy Lebigoł cède à la commune ses droits de jouissance sur une maison située près du palais de Poitiers.

3 février 1282 n. st.

Original, Arch. mun. F 5.

Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus Lebigoł ¹, gener Johannis Lobarriller ², civis Pictavensis, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum ego ab Agnete Sorelle, olim sorore deffuncte Raymunde, quondam uxoris Guillelmi de Fontanis, quondam civis Pictavensis, deffuncti, conduxerim, usque ad quatuor annos continue et proximo subsequentes, computandos et incipientes a festo Nativitatis Domini ultimo preterito, videlicet pro centum solidis monete currentis in quolibet dictorum quatuor annorum, medietatem domorum que quondam fuerunt dicti Guillelmi de Fontanis, cum viridario et pertinentiis ipsius medietatis, prout ipsa medietas protenditur in longo a vico publico ante aulam Pictavis ³ et a domo Mathei de Ussello usque ad finem dicte

medietatis dictarum domorum, viridarii et pertinentiarum predictarum, secus domum et viridarium Barnardi Sorelli a parte posteriori, illam scilicet medietatem domorum, viridarii et pertinentiarum predictarum, que obvenit et cessit eidem Agneti in partem seu portionem ratione excheute seu successionis ad ipsam spectantis et provenientis ex parte seu per mortem dicte Raymunde, quondam sororis ejusdem Agnetis, ego, dictus Gaufridus Lebigot, spontaneus, non coactus, non vi, non dolo, non metu inductus neque in aliquo circonventus, do et cedo et publice confiteor me dedisse et cessisse pure et absolute majori et communie Pictavis omne jus, omnem actionem realem, personalem, utilem et directam, quod et quam habeo, habere possum et debeo contra ipsam Agnetem et ejus bona et contra quascumque alias personas seculares vel ecclesiasticas, ratione et nomine dicte medietatis dictarum domorum, viridarii et pertinentiarum predictarum, usque ad complementum dictorum quatuor annorum et ipsis quatuor annis durantibus, constituens ipsos majorem et communiam procuratores in rem suam et in loco meo ponens eosdem ; ita quod, ratione et nomine dictarum donationis et cessionis, dicti major et communia per se vel per alium intrare possint et explectare medietatem dictarum domorum, viridarii et pertinentiarum michi loquatam a dicta Agnete usque ad tempus superius nominatum... Datum presentibus Aymerico Talmerii et Guilhelmo Allemanni⁴, civibus Pictavensibus, die martis post Purificationem Beate Marie Virginis, anno Domini M^o CC^o octogesimo primo.

1. Geoffroy Lebigot figure comme témoin, ainsi que son beau-père, Jean Le Barrillier, sur la transaction entre la commune de Poitiers et l'abbaye de Fontaine-le-Comte, en date du 3 juillet 1286 (n^o CXXVI). — 2. Jean Le Barrillier possédait deux hébergements à Beaurepaire, hameau, communes de Vouneuil-sous-Biard et de Fontaine-le-Comte, au profit desquels sa veuve revendiquait, en 1297, un droit d'usage sur les bois de l'abbaye de Fontaine-le-Comte, appelés bois de Poyzat et bois de la Mort-à-l'Ane, compris sous la dénomination générale de Bois-le-Comte : une sentence arbitrale était rendue à ce sujet le 28 janvier 1297 (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, liasse 15, original). — 3. Cette rue est sans doute la rue du Marché-Notre-Dame : car l'ancienne église Notre-Dame-la-Petite, qui y était située, au coin de la rue de la Cathédrale, s'appelait au XIII^e et au XIV^e s. *ecclesia Beate Marie ante aulam regiam Pictavensem*. — 4. Guillaume Alemant fut maire de Poitiers en 1301 (n^o CLXXXI), en 1307

(n° CCV) et réélu en 1308 et 1309, d'après le témoignage des listes. Il le fut de nouveau en 1313 (n° CCXXX), et les listes portent encore son nom pour les années 1315, 1322, 1325, 1326 et 1327. Il mourut avant le 7 janvier 1329, d'après un acte de cette date (Arch. mun. F 26). Il fut plusieurs fois procureur de la commune (n° CXLVIII, 5 sept. 1291; n° CLXIV, 7 mars 1296; n° CLXX, 23 février 1298); il fut envoyé à Paris, le 10 avril 1293, avec deux autres délégués de la commune (n° CLIV) et fut un des députés de Poitiers à l'assemblée de Tours en 1308 (n° CCVIII). Il habitait rue de l'Aguillerie, du moins à partir du 26 oct. 1282 (n° CX), et était marié. En 1287, Pierre de Boussay, écuyer, cédait à perpétuité à Guillaume Alemant, à Bienvenue, sa femme, et à leurs héritiers, moyennant une rente annuelle de 8 livres, son hébergement de Fressenay, en la paroisse de Vendœuvre, le moulin de Fressenay sur la Palu et tout ce qu'il possédait dans les paroisses de Vendœuvre et de Jaunay (Arch. de la Vienne, Man. de la Soc. des Ant. de l'Ouest, n° 145, 15 et 16, anciennes copies d'actes du 18 déc. et du 30 déc. 1287). N'ayant pas d'enfants, il adopta Guillaume de Taunay, à qui il légua tous ses biens. Le procureur du roi contesta la validité de ce testament, parce que Guillaume Alemant était de naissance illégitime. Cf. *Arch. hist. de Poitou*, t. XI, p. 388 et suiv., jugement rendu à ce sujet par le sénéchal de Poitou le 21 sept. 1331 et confirmé par le roi en février 1332.

CVI

Mathieu de Rochemeou¹, chevalier, vend aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de cent livres tournois, une rente de cent sous tournois, de 5 cuisses² de froment et de 5 cuisses d'avoine, mesure de Poitiers, assise sur ses prés, cens, rentes et terrages au village de Vilré³ et à l'entour, en la paroisse de Saint-Secondin, pour être tenue par lesdits maire et commune au devoir d'éperons blancs à muance de seigneur.

10 avril 1282⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 147 (K III). — B. Man. d'Auzance, n° 259, fol. 7. — C. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 27.

1. *Rochemeou A, de Rupe Mellis* BC. Aujourd'hui Rochemioux, ferme, commune de Saint-Secondin, canton de Gengay. Ce fief relevait de la seigneurie de Gengay. — 2. *cosses A, coccias* BC. Ces 5 cuisses (ou 20 setiers) de froment doivent avoir une valeur de 60 sous, à 3 sous le setier. Cf. n° CIV, n. 2. L'ensemble de cette rente achetée 100 livres doit valoir 10 livres. Le setier d'avoine paraît être estimé 2 sous. — 3. Commune de Saint-Secondin. — 4. Vendredi après l'octave de Pâques.

CVII

Eustache de Montsorbier et sa femme donnent à la commune de Poitiers, pour l'amélioration des ponts et chemins de la ville, cent sous tournois de rente, qu'ils assignent sur l'hôtel de Belle ¹, en la paroisse de Magné.

15 juin 1282 ²

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 260 (EEEE III).

. 1. Cf. n° XCVI, n. 4. — 2. Lundi après la Saint-Barnabé.

CVIII

Eustache de Montsorbier et sa femme vendent au maire et commune de Poitiers, pour le prix de 300 livres tournois, une rente de 30 livres, dont ils assignent cent sous sur l'hébergement de Belle et ses dépendances, en la paroisse de Magné, près Gençay, et le reste sur les terres, prés, vignes, bois et autres revenus qu'ils possédaient dans les paroisses de Saint-Secondin, Vernon¹, Saint-Maurice et Notre-Dame de Gençay², Brion³, Magné, Marnay ⁴ et ailleurs, laquelle rente devait être tenue par lesdits maire et commune au devoir d'éperons blancs du prix de 12 deniers de franc devoir.

16 juin 1282 ⁵

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 260 (EEEE IIII).

1. Canton de La Villedieu. — 2. *Sainte Marie de Gençay A.* La ville de Gençay possédait deux églises paroissiales, Notre-Dame et Saint-Maurice. La seconde a donné son nom à une commune distincte. — 3. Canton de Gençay. — 4. *Mernay A.* Aujourd'hui Marnay, canton de Vivonne. — 5. Mardi après la Saint-Barnabé.

CIX

Eustache de Montsorbier, pour se décharger de la rente de dix livres tournois ¹ qu'il devait au maire et commune de Poi-

iers sur son hôtel de Belle, en la paroisse de Magné, leur abandonne ledit hébergement de Belle avec ses dépendances, et cela du consentement de sa femme.

18 juin 1282 ²

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 260 (EEEE II).

1. Cette rente de dix livres comprend les cent sous indiqués dans l'acte du 15 juin 1282 (n° CVII) et les cent sous assignés le lendemain (n° CVIII) sur le même hébergement de Belle, qui correspond au lieu dit aujourd'hui la Haute et la Basse-Belle, commune de Magné. — 2. Jeudi avant la Saint-Jean-Baptiste.

CX

Les maire et commune de Poitiers arrentent à Guillaume Alemant et à sa femme ¹, pour une redevance annuelle de 18 sous tournois, une maison située en la rue de l'Aguillerie, paroisse de Saint-Porchaire, tenant d'une part à la maison de Jean de Noyant et d'autre à celle de Jean Redasset.

26 octobre 1282 ²

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 202 (XX I).

1. Jehanne A. Le prénom de la femme de Guillaume Alemant était Bienvenue (*Benevenuta*), d'après le témoignage des actes du 18 déc. et du 30 déc. 1287 mentionnés ci-dessus, n° CV, n. 4. — 2. Lundi devant Saints Simon et Jude A.

CXI

Nicolas de la Forêt ¹, clerc, et Hilaire, sa femme, vendent aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de 120 livres, une rente de 6 livres en deniers, de 5 cuisses ² de froment et de 6 cuisses ³ de seigle, à la mesure de Poitiers, qu'ils assignent sur leur seigneurie de la Forêt ⁴, en la paroisse de Saint-Sauvant ⁵, pour être tenue à éperons blancs de franc devoir.

26 octobre 1282 ⁶

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 156 (M VI). — B. Man. d'Auzance, fol. 36.

1. *de la Fourest A, de Foresta B.* — 2. *charges A, coccias B.* — 3. *siz charges A, 5 coccias B.* Le manuscrit d'Auzance indique que cette rente avait une valeur totale de 12 livres; elle était, selon l'usage, moitié en argent, moitié en blé. Les 5 cuisses (ou 20 setiers) de froment ont une valeur de 60 sous, à 3 sous le setier; les 6 cuisses de seigle doivent avoir la même valeur, à 2 sous et demi le setier. — 4. Hameau, commune de Saint-Sauvant, canton de Lusignan. — 5. *Sainct Sauvent A, Sancti Sylvani B.* — 6. Lundi avant la Toussaint.

CXII

Barthélemy de Montbazon, chevalier, vend à la commune de Poitiers, pour 50 livres tournois, une rente de cent sous sur son hébergement de Chile, paroisse de Jaunay.

23 novembre 1282

Original, Arch. mun. F 6.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus Olearii, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in domino. Noveritis quod, coram nobis personaliter constitutus, Bartholomeus de Monte Basonis¹, miles, confessus fuit se vendidisse et concessisse ac etiam coram nobis vendidit in perpetuum et concessit pro se et suis heredibus, pro quinquaginta libris turonensium, de quibus coram nobis se tenuit penitus pro pagato, majori et communie Pictavis et ab ipsis causam habentibus et habituris, centum solidos in turonensibus annui redditus, ipsumque redditum assignavit perpetuo ipsis majori et communie super herbergamentum suum de Chile² in parrochia de Jonayo, in castellania de Faya³, super census, censas, taillias, vineas, garenas, terras, prata, nemora et super omnes alias pertinen-
cias ipsius herbergamenti, et super omnia alia bona sua hereditaria atque courancias, nisi predicta sufficiant ad assignationem redditus supradicti. Ac ipsum redditum promisit se solvere in bonis turonensibus dictis majori et communie vel ipsorum mandato ex nunc in antea, quolibet anno, in festo Assumptionis Beate Marie, sub pena quinque solidorum, reddenda una cum principali, pro qualibet die in qua defice-

ret in solutione predicti redditus post terminum supradictum. Voluit etiam et concessit idem miles quod major dicte communie, qui pro tempore fuerit, ex nunc in antea habeat et teneat ab ipso et ab ejus heredibus predictum redditum ad quosdam gantos blancos de precio duodecim denariorum de franco deverio, sine fide, sine homagio, sine aliquo alio deverio, sine aliqua alia redevancia vel costuma, reddendos Pictavis ad mutationem domini capitalis, dicto majore prius super hoc requisito. Promittens, etc. Datum die martis ante festum beate Katerine, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo secundo.

1. Montbazou, arrondissement de Tours. — 2. Près de Jaunay, canton de Richelieu, se trouve aujourd'hui une propriété dite le Chillon : c'est peut-être d'elle qu'il s'agit ici. — 3. Faye-la-Vineuse, canton de Richelieu, arrondissement de Chinon.

CXIII

Mathieu¹ de Rochemeou², chevalier, vend aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de cent livres tournois, une rente de cent sous tournois, de 5 cuisses³ de froment¹, de 2 cuisses⁴ de seigle et de 10 setiers d'avoine⁵, à la mesure de Poitiers, sur son hébergement de Jubaudières⁶, pour être tenue par lesdits maire et commune au devoir d'éperons blancs, de la valeur de 12 deniers, à muance de seigneur.

7 décembre 1282⁷

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 147 (K IIII). — B. Man. d'Auzance, n° 259, fol. 7. — C. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 27.

1. Micheau A, Matheus BC. — 2. Rochemeou A, de Rupe Mellis C. B n'indique que le prénom. — 3. cosses A, coccias BC. — 4. de cosses A, duas coccias BC. — 5. Le setier de froment est estimé 3 sous, celui de seigle 2 sous et demi, celui d'avoine 2 sous. — 6. de Tibaudières A, de Jubauderiis BC. L'analyse que Rédet (*Inventaire*, p. 394, n° 1905) donne de ce titre perdu d'après A, porte : des Thibaudières. Le double témoignage du manuscrit d'Auzance paraît offrir plus de chances d'exactitude. Mais nous n'avons pu identifier ce nom de lieu. — 7. Lundi après la Saint-Nicolas d'hiver.

CXIV

Statut des selliers

9 mars 1283 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 76 v°. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 77 v°. — C. Reg. 12, p. 419. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 289.

Ordinacio seillarium.

Il fut accordé entre les seillers ¹, c'est assavoir Baudri Le Seiller ², Johan Le Chapuiseur, Johan Seneschal ³, Guillaume Le Chapuiseur ⁴, Johan d'Estables ⁵ et Thomas Colont ⁶, le mardi après les Cendres ⁷, l'an mil II^e IIII^{xx} et deux, c'est assavoir ⁸ que l'on ne mettet nuls viels ⁹ fusts de celles en œuvre, s'ils ne sont bons et ¹⁰ certains et entiers, et, s'ilz sont bons et entiers, ilz seront couvers de bazanne ¹¹ et veilles ¹² contresangles et veilles allettes ¹³.

1. *selliers* B. — 2. *Sellier* B. Baudri Le Sellier figure comme échevin sur un acte du 13 juillet 1290 (n° CXLV). — 3. *Seneschau* B. Jean Sèneschal, mentionné plusieurs fois comme échevin, en 1290 (n° CXLV), en 1308 (n° CCVI, CCVII), fut envoyé en mission à Paris par l'échevinage, en 1293 (n° CLIV) et député de Poitiers à l'assemblée de 1308 (n° CCVIII). Il fut chargé en 1294, avec Jean Le Chapuiseur, de faire observer ce statut de la corporation (n° CLVI). — 4. Guillaume Le Chapuiseur figure sur le rôle de 1287 (n° CXXXIII, *Le Chapuseor*). — 5. *de Sables* A. Jean d'Estables (*de Stabulis*) paraît comme témoin sur un acte du 4 février 1306 (n° CXCI). — 6. *Collent* A. Thomas Colont fut conseiller (n° CXLV, CCVII). — 7. *Xandres* B. — 8. A omet *c'est assavoir*. — 9. *veils* B. — 10. B omet *et*. — 11. *basanne* A, *bazenne* B. — 12. *velles* A. — 13. A omet *veilles allettes*.

Derrechieuf fut accordé qu'il ne mesleront point en leur euvre de bazane ou le ¹ cordouan, et qu'il ouvreront du tout de cordoan ou tout de bazanne, et que les fusts seront curez de bon cuir neuf sans tailhe; et si ainsi estoit que faulte y fust trouvée et que l'on y trouvast cordoan meslé [ou la bazanne] ², ou bazanne ou le cordoan, l'euvre seroit arce ³. — Derrechieuf fut accordé qu'il ne mesleront en leur euvre nefve point de pel ou bourre et qu'il ouvreront ou tout de bourre ou tout de

pel⁴ ; et si ainsi estoit que [l'on]⁵ y trovast [pel]⁶ meslé ou bourre, ou qu'il y eust point de mousse en celle ou en bast, l'euvre seroit arce. — Derrechieuf fut accordé qu'il ne garniroient nuls seges⁷ de celles de cloux d'estaing, et qu'il ne mesleront en leur euvre point de cuir veil ou le neuf, et qu'il feront les bas ou tout de bazanne ou tout de veau, et qu'il ne mesleront point de veau ou la bazanne, ou bazanne ou le veau, sauve les braz, bracons et les contresangleas, lesquieux seront de vache ; et si l'on faisoit le contraire, l'euvre seroit arce.

1. *ou le* (= « avec le ») A, *ne de* B. — 2. Il paraît nécessaire d'ajouter *ou la bazanne* (= « avec la basane »). — 3. *cuyte et arce* B. — 4. *ou tout de bonne euvre de pel* A. — 5. Nous ajoutons *l'on* que demande le sens. — 6. *bonne* A. B a omis tous les mots qui précèdent depuis *de pel* ; cette omission se comprend facilement si le mot suivant, *meslé*, était précédé de *pel*, ce qui vient à l'appui de notre correction, demandée par le sens. — 7. *sege* A, *segies* B.

CXV

Philippe le Hardi déclare que le don gracieux de 1500 livres tournois, que lui ont fait le maire et les bourgeois de Poitiers, ne doit pas porter préjudice à leurs privilèges pour l'avenir.

26 mars 1283 n. st.¹

Arch. mun. A 10, vidimus donné le jeudi avant la Pentecôte (3 juin) 1283 par Jean de Seignelay², sénéchal de Poitou.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum major et burgenses Pictavis nobis ex mera liberalitate sua et gracia dederint mille quingentas libras turonensium, quas eisdem ex causa mutui debebamus³, volumus et concedimus eisdem quod ipsis majori et burgensibus aut eorum privilegiis et libertatibus propter hujusmodi donum nullum prejudicium in posterum generetur. Actum Parisius, die veneris ante mediam quadragesimam, anno Domini M^o CC^o octogesimo secundo.

1. Rédet (*Inventaire*, p. 22, n^o 15) date cet acte du 19 mars 1283. Mais la mi-carême était au moyen âge le 4^e dimanche de carême, et non, comme aujourd'hui, le jeudi qui précède Cf. Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 268. Cet acte,

émanant de la chancellerie royale, est daté d'après le style de Pâques, et non d'après le style de l'Annonciation, comme les chartes poitevines. — 2. Le nom de ce sénéchal est écrit *de Seilligniac* dans cette pièce authentique émanant de lui, *de Salenay* sur un acte du 15 nov. 1284 attestant qu'à cette date il avait été remplacé par Philippe de Beaumanoir : « *Philippus de Bello Manerio, miles, amoto domino de Salenay, milite, a senescallia Pictavensi predicta, immediate post dominum de Salenay militem in senescallia Pictavensi extitit subrogatus* ». L. Delisle, qui n'a connu que ce dernier acte concernant le prédécesseur de Philippe de Beaumanoir, adopte l'orthographe *de Salenay* (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 189). Le véritable nom de ce sénéchal est Jean de Seignelay : Seignelay, chef-lieu de canton de l'Yonne, est appelé *Selligniacum*, *Sellegniacum*, *Sallegniacum*, *Sallenai*, dans les documents du moyen âge (Cf. *Cartulaire général de l'Yonne*). — 3. Philippe le Hardi dut contracter des emprunts dans les dernières années de son règne et fit appel à des dons volontaires. Cf. Langlois, *Règne de Philippe le Hardi*, p. 350, 356. La commune de Poitiers lui avait prêté la somme de 1500 livres et lui en avait ensuite fait l'abandon.

CXVI

Règlement relatif aux hucheurs.

4 février 1284 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 60 v°. — B. Reg. 12, p. 404.

Curia inhibuit preconibus ¹ Pictavensibus ne vina emant ab aliquibus pro ipsis alias ad tabernam publice exponendis. Actum in assia ² Pictavensi, die veneris post festum Purificationis Beate Marie Virginis, anno Domini millesimo CC^o octogesimo tercio, presentibus Guillelmo Olearii ³, gerente vices domini Johannis de Segleniaco ⁴, senescalli Pictavensis, dicto Naudeto ⁵, magistro Gaufrido Potini ⁶, clerico, Guillerme de Ferreria, Symone Gorrini, magistro Petro Symonet et pluribus aliis preconibus Pictavensibus, videlicet magistro Petro preconum ⁷, Reginaldo La Trompe, G. de Barra, Guidone du Chillou, Guidone de Roilhe, Yvoneto [Britone] ⁸, Jo. Boylesve, dicto Coachet et Jo. de Margne, ad hec notariis et juratis et multis aliis.

1. « hucheurs » (crieurs). Cf. n° LXXV. — 2. Lire *assisia*. Ce règlement fut établi dans les assises de Poitou, présidées par le lieutenant du sénéchal. — 3. Cf. n° XCIV, n. 3. — 4. Jean de Seignelay. Cf. n° CXV, n. 2. — 5. Sans doute Naudet d'Aucerre, qui fut maire en 1304-5. Cf. n° XC. — 6.

M^e Geoffroy Potin était garde du scel royal à Poitiers en 1288 (n^o CXL), 1292 (n^o CLI), 1293 (n^o CLII), 1296 (CLXIV) et encore le 7 mai 1299 (Arch. de la Vienne G 1188). — 7. Lire sans doute *Petro Preconis* ou *Petro magistro preconum*. Cf. p. 155, n. 2. — 8. *Bulone* AB. Lire *Brilone*. Cf. n^o CXXXIII, 38.

CXVII

Regnault¹ et Geoffroy de Cos², frères, comptent avec M^e Jean de Menoc pour les arrérages d'une rente de 20 seliers de froment que lui avait vendue Geoffroy de Cos, leur père, et, pour lesdits arrérages, fixés à 60 livres tournois, ils lui transportent une rente de 30 prévendiers de blé, mesure de Gençay³, de 23 sous, 3 gelines et 6 poulets, qu'ils avaient à Fontaines⁴ et aux environs, près de la Vayolle⁵, sans préjudice desdits 20 seliers de froment.

23 février 1284 n. st.⁶

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 257 (CCCC IIII). — B. Man. d'Auzance, n^o 259, fol. 7. — C. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 25 v^o.

1. *Regnault A, Renault B, Reginaldus C*. — 2. *Caulx A, Chos BC*. Cf. n^o XC. — 3. Le prévendier de Gençay équivaut au setier de Poitiers (Arch. mun. K 1). — 4. à *Fontaines A, apud Fontanas BC*. Les Fontaines, ferme, commune de Vernon, canton de la Villedieu. — 5. *près la Vaillole A, apud Avalloliam BC*. La Vayolle, hameau, commune de Nieuil-l'Espoir, canton de la Villedieu. — 6. Jeudi après la Chaire de Saint-Pierre 1283. Rédet (*Inventaire*, p. 304, n^o 1907) date cet acte du 19 janvier 1283-4. Cf. n^o XCIV, n. 1.

CXVIII

Guillaume de Millac¹ et Jeanne, sa femme, reconnaissent tenir de la commune de Poitiers une maison située en la rue de l'Aguillerie, entre la maison de Jean de Noyant² et celle de Girard de Nyvelle, à la rente perpétuelle de 13 sous, dont 12 deniers payables chaque année au maire et 12 sous au chapelain de Notre-Dame en l'église Saint-Germain de Poitiers, au nom du maire.

20 janvier 1285 n. st.³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 209 (BBB I). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 28 v^o.

1. de Millat A, de Milliaco B. Aujourd'hui Milly, hameau, commune de Charay. — 2. Cf. n° CX. — 3. Le samedi dans l'octave de la Saint-Hilaire d'hiver 1284.

CXIX

Vidimus de lettres royaux par lesquelles il était mandé aux abbé et couvent de Montierneuf et au trésorier de Saint-Hilaire-le-Grand d'ordonner à leurs hommes qu'ils aient à contribuer aux clôtures et réparations de la ville de Poitiers, là où il sera nécessaire et ordonné par les maire, bourgeois et échevins dudit Poitiers.

14 juin 1285 ¹

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 84 (E VII).

1. Jeudi après la Saint-Barnabé.

CXX

Lettres royaux permettant aux bourgeois de Poitiers d'avoir un port libre sur le Clain et fixant les droits à payer pour les différentes sortes de marchandises.

[vers 1285] ¹

A. Copie du temps sans date, ni sceau, Arch. mun. A 11. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 36 v°. — C. Reg. 12, p. 382.

Philippus ², Dei gracia Francorum rex, universis Christi fidelibus presentes litteras inspecturis, eternam in Domino salutem. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos concessimus et concedimus burgensibus Pictavensibus, ut ipsi habeant portum liberum ad portandum et reportandum omnia mercatura ³ per alveum ⁴ seu per fluvium Clanni seu per totum domanium nostrum, si eis videbitur expedire, solvendo nobis seu gentibus nostris, a non ⁵ juratis dicte communie :

1. Ce document n'est pas daté, mais il doit être contemporain de la charte concédant à la ville de Niort un port libre sur la Sèvre, donnée au mois de mai

1285 par Mathieu, abbé de Saint-Denis, et Simon de Néele, lieutenants du roi (Arch. mun. de Niort, original n° 483, publié par Gouget, *Le commerce à Niort*, p. 94). Ces deux chartes sont d'une rédaction identique, si ce n'est que le nom du roi est substitué ici à ceux de ses lieutenants, et les noms de Poitiers et Clain à ceux de Niort et Sèvre. D'après Rédet (*Inventaire*, p. 23, n° 16), la charte concernant Poitiers ne serait qu'une copie de celle de Niort, un simple projet de lettres que la commune de Poitiers aurait sollicitées afin de jouir des avantages accordés à la ville de Niort. Nous ne possédons pas, il est vrai, l'original de la charte de Poitiers, mais le fait qu'elle a été reproduite dans le manuscrit Saint-Hilaire est un indice en faveur de l'authenticité de cet acte. — 2. Sans doute Philippe III le Hardi, mort le 5 oct. 1285, plutôt que son successeur Philippe VI le Bel, la charte de Niort étant datée de mai 1285. — 3. Lire *mercimonia*, mot qu'offre ici la charte de Niort (*N*). — 4. *album* A, *alium* BC, *alveum* N. — 5. *non* A, *nobis* BC. Les mots *a non juratis dicte communie* ne se trouvent pas dans N. Le tarif qui suit, fixant les droits à payer pour différentes sortes de marchandises à l'entrée du port, ne concerne que les gens n'étant pas membres de la commune de Poitiers : les jurés de cette commune devaient être exempts de ces droits. Les bourgeois de Niort, d'après la charte similaire, ne jouissaient d'une franchise semblable que pour le transport des produits de leurs terres ou des objets achetés pour leur usage.

De quolibet dolio vini, sex denarios ; — de modio mellis, tres denarios ; — de sextario bladi, unum denarium et tantum de m de farina ; — de tacra ¹ coriorum, sex denarios et infra secundum ² quantitatem sui. Et ita similiter de aliis mercimoniis que secuntur. — De modio salis, octo denarios ; — de milliari ferri, decem denarios ; — de milliari cere, duodecim denarios ; — de milliari allicium ³, duos denarios ; — de milliari piscium siccorum, qui vocantur hadoc ⁴, duos denarios ; — de milliari polliporum, sex denarios ; — de milliari piscium siccorum, qui vocantur gauberges, toil ⁵, merluiz ⁶ et morues, duodecim denarios ; — item, de quolibet panno de valore sexaginta solidorum, duos denarios, et infra sexaginta solidos, unum denarium ; — de bala gingimberis ⁷, piperis et quenelle ⁸ et cimini ⁹, duodecim denarios ; — de flaello ¹⁰ ficuum ¹¹ et racemorum, unum denarium ; — de centum crassi piscis seu balene, unum denarium ; — de centum eris ¹² seu arani seu cupri, unum denarium ; — de centum cujuslibet alius metalli, unum denarium ; — de omni vero nave alia mercimonia afferente, dum tamen mercimonia valeant sexaginta solidos, sex denarios de costuma, et infra sexaginta solidos, sex denarios de rivagio.

1. *tacra* AN. Gouget donne à tort *tatra*. Cf. n° XXVIII, art. 3. — 2. ABC

omettent *secundum* que donne N. — 3. *allicium* ABC, *alecium* N (« harengs »). — 4. *hadoc* AN. Cf. Du Cange, s. v. *hadox* ; Godefroy, *Dict.*, v. fr. *hadol* (aigre-sin). — 5. *toil* ABC, *toyls* N. — 6. *merluiz* ABC, *merluz* N. — 7. *gingimberis* ABC, *gingibris* N. Du Cange n'indique que les formes *gingiber*, *zinziberis* ; franç. gingembre. — 8. *quenelle* ABC, *canele* N. Franç. cannelle. — 9. *cinini* ABC, *cumini* N. Lire *cimini*. Du Cange indique les deux formes *cuminum* et *ciminum* (« cumin »). — 10. *flaello* ABCN. Du Cange, s. v. *fraellum*, cite un mandement de Henri IV, roi d'Angleterre : *de quolibet fraello flcuum et racemorum*. Anglais *frail* (« panier de jonc »). Godefroy, *Dict.*, s. v. *freel*, donne plusieurs exemples du v. fr. *frael*, *fraiel*, *freel*, mais s'appuie sur notre texte latin pour supposer la forme *flael*. — 11. *flcum* ABC, *flcuum* N. — 12. *eris* ABC, *aeni* N.

Et de omnibus et singulis rebus supradictis, volumus solvi nobis duas partes et majori et communie Pictavensi pro refec-tione alveorum dicti fluvii Clanni et pro constructione dicti portus et pro aliis rebus dicti portus, cum locus fuerit, repa-randis, terciam partem, retentis¹ nobis emendis, que ra-cione dicti portus vel in dicto portu pro costuma vel alia de causa aliquo modo possent evenire. Que due partes et emende colligentur per senescallum nostrum Pictavensem, et tercia pars per dictum majorem et communiam, salvis libertatibus et privilegiis ipsis majori et communie tam a nobisquam a pre-decessoribus nostris concessis, quas et que nolumus propter predicta in aliqua violari, nec eosdem majorem et commu-niam nec juratos dicte communie ad costumas teneri ante-dictas. Et ut perpetue stabilitatis obtineat robur, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

1. *relentibus* ABC. Lire *retentis*.

CXXI

Pierre Garnier, Guillaume Barbier et Pierre Alemani, exécuteurs testamentaires de Girard de Reims, donnent à la commune de Poitiers 20 sous de rente sur les maisons où l'on vend le pain au Marché Neuf.

12 mars 1286 n. st.

A. Original, Arch. mun. F 7. — B. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, fol. 603.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes Hemes, presbiter, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, in nostra presencia personaliter constituti, Petrus Garnerii, Guillelmus Barbitonsoris, Petrus Alemanni, cives Pictavenses, exequutores testamenti defuncti Girardi de Remis ¹, confessi fuerunt coram nobis dedisse et concessisse in perpetuum, sine spe revocandi, donacione facta inter vivos, pro salute anime dicti defuncti Girardi de Remis, majori et communie Pictavensi et causam ab eis habentibus et habituris, viginti solidos annui et perpetui redditus, sitos ac eciam assignatos super domibus et mansis, in quibus panes venduntur in foro Novo ² Pictavis, que domus et manse tenet et possidet Hugo Grossini ³, quos quidem viginti solidos annui et perpetui redditus habebat, tenebat et possidebat dictus Girardus de Remis defunctus, tempore quo vivebat, super domibus et mansis supradictis, et quos viginti solidos annui et perpetui redditus tenetur reddere et solvere dictus Hugo Grossini, heredes successoresque sui, majori et communie supradictis, quolibet anno in festo beati Johannis Baptiste, prout dicti exequutores confessi fuerunt coram nobis. Promic-Lentes *etc.* Datum die martis post Reminiscere, anno Domini M^o CC^o octogesimo quinto.

1. Cf. n^o LXIV, n. 1. — 2. La place du Marché Neuf, qui date de la seconde moitié du XI^e s., était appelée place du Pilon dès 1307 et a conservé ce nom jusqu'en 1900. Cf. p. 47, n. 1. — 3. Le 5 juin 1261, Guillaume Grossin vendait au chapitre de Notre-Dame-la-Grande pour 4 livres et demie une rente de 7 sous 6 deniers sur la moitié d'une maison sise à Poitiers au Marché Neuf (*in foro Novo*), à côté des bancs (*prope scamna*), maison vulgairement appelée la Trigale, qu'il reconnut tenir de l'abbé de Notre-Dame à 8 sous de cens, conjointement avec son frère Hugues (Arch. de la Vienne, G 1109). On peut se demander si le Hugues Grossin, dont il est question ici, est le frère de Guillaume Grossin mentionné dans l'acte du 5 juin 1261. Il est probable qu'il s'agit plutôt du fils aîné de Guillaume Grossin. Cf. p. 90, n. 1.

CXXII

Geoffroy ¹ Lescrivain ², de Mirebeau, et Jeanne, sa femme, vendent à ³ M^e Guillaume Gabel, écolâtre de l'église de Poitiers ⁴, une rente de 8 seliers de froment, de 2 seliers et demi

de seigle, d'une mine d'avoine, à la mesure de Brizay⁵, et de seize chapons, qu'ils assignent sur leur terre de Montenay⁶, paroisse de Saint-Gervais d'Avrigné⁷.

15 mars 1286 n. st.⁸

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 270 (RRRR I). — B. Reg. 13, p. 270 (RRRR II).

1. Guillaume A, Geoffroy B. — 2. Leserpvain AB. Lire Lescrivain. Cf. n° CLXV. — 3. *vendirent* à A, *acceptent* de B. Les deux documents paraissent être deux doubles, dont le second a été analysé d'une manière inexacte. — 4. Guillaume Gabet, qui occupa la dignité de prévôt dans le chapitre de l'église cathédrale de Poitiers, au moins de 1266 à 1283 (cf. n° XCIII, n. 2), succéda comme écolâtre de cette église à Jean Averosi, dont le testament est daté du 23 mai 1283 (Arch. de la Vienne, G 189) et qui mourut sans doute en 1284. Guillaume Gabet eut pour successeur Thomas, qui fut un de ses exécuteurs testamentaires (n° CLXII) et était déjà écolâtre de Poitiers le 14 mars 1291 (Coll. Fonteneau, t. II, p. 51). Le testament de Guillaume Gabet, d'après l'extrait conservé aux Archives de la Vienne (G 346), est daté du 8 janvier 1291. Il mourut donc entre cette date et le 14 mars suivant. — 5. Hameau, commune de Saint-Gervais, canton de Leigné-sur-Usseau, arrondissement de Châtellerault. — 6. Hameau, commune d'Usseau, canton de Leigné-sur-Usseau. — 7. Aujourd'hui Saint-Gervais, commune formée des trois anciennes paroisses de Saint-Gervais, d'Avrigny et de Saint-Martin-de-Quinlieu. — 8. *vendredi post Reminiscere A, vendredi ante Oculi mei l'an mil m° iiii^{xx} cincq B*. Ces deux indications sont équivalentes, si ce n'est que A a omis le millésime.

CXXIII

Philippe le Bel confirme la charte de Philippe le Hardi, de février 1272, confirmant celle de Philippe Auguste de 1204.

juin 1286

Man. d'Auzance, fol. 89 v°.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos litteras inclite recordationis carissimi domini et progenitoris nostri, regis Philippi, vidimus in hec verba : (*Suit le texte de la charte de Philippe le Hardi de février 1272¹*). Nos autem omnia et singula premissa dictis hominibus de villa Pictavensi, prout

ea juste, rationabiliter et pacifice possederunt, auctoritate regia confirmamus, salvo in aliis jure nostro et jure quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile perseveret, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Datum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo sexto, mense junio.

1. N° LXXIII.

CXXIV

Philippe le Bel confirme la charte de Philippe le Hardy, de février 1272, confirmant celle de Philippe Auguste de 1222.

juin 1286

A. Original, Arch. mun. A 12. — B. Man. d'Auzance, fol. 88.

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos litteras inclite recordationis karissimi domini et progenitoris nostri, regis Philippi, vidimus in hec verba : (*Suit le texte de la charte de Philippe le Hardy de février 1272* ¹⁾). Nos autem omnia et singula premissa dictis burgensibus Pictavensibus, prout ea juste, rationabiliter et pacifice possederunt, auctoritate regia confirmamus, salvo in aliis jure nostro et jure quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile perseveret, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo sexto, mense junio.

1. LXXIV.

CXXV

Philippe le Bel charge le doyen de Saint-Hilaire et le prieur de Sainte-Radegonde de faire une enquête sur un différend entre le maire de Poitiers et l'abbé de Montierneuf.

25 juin 1286

Man. d'Auzance, fol. 78.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis suis decano Sancti Hilarii et priori Sancte Radegundis Pictavensis. salutem et dilectionem. Requirimus vos quatenus, vocatis qui fuerint evocandi, super contentione, que vertitur inter majorem et communiam Pictavensem ex una parte, et abbatem et conventum de Monasterio Novo Pictavensi et eorum homines ex altera¹, veritatem inquiratis diligenter secundum articulum, quem vobis mittimus sub contrasigillo nostro clausum ; et inquestam, quam super hoc feceritis, nobis ad proximum Parlamentum remittatis sub sigillis vestris clausam. Actum Parisius die martis in crastino Nativitatis beati Johannis Baptiste, anno Domini M^o CC^o octogesimo sexto.

1. Ce différend se rapportait sans doute à l'obligation imposée aux vassaux de l'abbaye de Montierneuf de contribuer aux réparations des murs d'enceinte de Poitiers. Cf. n^o CXIX.

CXXVI

Transaction entre la commune de Poitiers et l'abbaye de Fontaine-le-Comte au sujet des droits d'usage dans les bois le Comte.

3 juillet 1286

Original, Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, l. 33.

A touz ceos qui orrunt et verront cetes presentes lettres, Johans Hemes, prestres, portanz le sea le roy de France de la seneschaucie de Poytou establi à Poytiers, saluz en Jhesu Crist Nostre Seignour. Sachent tuit¹, que en nostre presence personaument establi, freres Johan, abbés de l'abaie de la Fontayne le Conte, de la dyocese de Poytou, Johan do Port, priours², et Guillames Toupineas, prestres, chenoines de cele meismes abbaie, procureours dou dit abé et dou convent de cele abaie, avanz especiau pooir³ et coumandement de comprometre et de faire transaction et convenance pour les diz abé et convent de iceos abé et convent, entre les autres chouses contenues en lour procuracion, que nous avons veue

seelée des seaus aus diz abé et convent, de une partie, et Robert dit Le Roy ⁴, mayre de la coumune de Poytiers, Guillaume Doride ⁵, Guillaume de Neuville ⁶ et Aymeri Odonet ⁷, borgeys de Poytiers, procureors dou dit maire et de la dite coumune de Poytiers, avanz especiau pooir et coumandement des dit maire et coumune de comprometre et de faire convenances pour les diz maire et coumune, entre les autres chouses contenues en lour procuracion, que nous avons veue seelée dou sea au diz maire et comune, de l'autre partie, requenurent en droit par davant nous que, come contenz ⁸ fust entre les dites parties sus les boys que l'en appelle vulgaument les boys le Conte, assis entre Poytiers et Beruge et pres de la dite abaie et de Vvounuel ⁹, et les essarz ¹⁰ qui avoient esté faiz de iceos boys, et sus l'usage et l'exploit que les davant diz maire et coumune de Poytiers demandoient en iceos boys et en iceos essarz, lesquaous boys le dit maire et la dite coumune disoient que les diz abé et convent ne pooyent ne ne devoient essarter ne faire ne avoir faiz essarter, ne planter en vignes, ne herberger ¹¹, ne coutiver ¹² en autres manières.

1. tous. — 2. prieur. — 3. ayant pouvoir spécial. — 4. Ce passage atteste que le nom de ce maire est Le Roy et qu'il était en fonctions du 14 juillet 1285 au 13 juillet 1286. Cf. n° XCII, n. 2. — 5. Guillaume Doride, un des procureurs de la commune pour cette transaction, succéda à Robert Le Roy, comme maire de Poitiers, quelques jours plus tard, le 14 juillet, d'après le témoignage des listes. Cf. n° CXXXII. Toutes les listes portent aussi son nom pour l'année 1288-9. Dans l'intervalle, il figure sur le rôle de 1287 comme ayant remplacé le maire au tribunal de l'échevinage le 1^{er} août (n° CXXXIII, 6). Il est cité au nombre des échevins le 13 juillet 1290 (n° CXLV). Il mourut avant 1302, puisqu'à cette époque, sa veuve possédait un jardin au Pré-l'Abbesse (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 9). D'après un acte du 18 janvier 1288, il habitait en face de l'église Saint-Didier, rue Saint-Didier, aujourd'hui rue du Palais-de-Justice (Arch. de la Vienne, G 1109). Il était sans doute parent d'un médecin du même nom, mort avant le 3 oct. 1271 (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1847, p. 330). — 6. Guillaume de Neuville fut maire en 1287 (n° CXXXIII), 1289 (n° CXLV), 1291 (d'après le témoignage des listes), 1293 (n° CLVI). Pour l'année 1296, les listes hésitent entre lui et Robert Le Roy. Il fut réélu deux ans de suite en 1299 et 1300, d'après les listes. Il est encore cité comme échevin en 1308 (n° CCVII). Un acte de 1311 (Arch. de la Vienne, G 1110) indique qu'il habitait rue de l'Annonerie (aujourd'hui rue de la Regratterie). — 7. Aimeri Odonnet succéda comme maire à Guillaume de Neuville en 1290 (n° CXLV). Il fut réélu en 1298 (n° CXCVII). Il fut de nouveau maire en 1303-4 (n° CLXXXVI). Il fut un des trois députés élus le 3 mai 1308 pour représenter la commune à l'assemblée de Tours (n° CCVIII). Le 5 janvier 1310, il avait cessé momentanément de faire

partie de la commune de Poitiers (n° CCXII), mais il reparait comme échevin le 27 mars 1314 (n° CCXXX). C'est sans doute son fils, plutôt que lui-même, qui figure sur l'acte du 27 janvier 1318 (n° CCL) : car son nom figure à la fin de cette dernière liste d'échevins, tandis qu'il était en tête de celle du 27 mars 1314 ; on paraît avoir suivi un ordre d'ancienneté sur ces listes d'échevins. Il était sans doute décédé entre ces deux dates. Il avait épousé, avant le 4 juillet 1274, la fille de Guillaume de l'Isle (*de Insula*), qui figure sur une liste d'échevins, le 13 juillet 1290 (Arch. de la Vienne G 1109, n° CXLV). — 8. différend. — 9. Vouneuil-sous-Biard, canton sud de Poitiers. — 10. défrichements. — 11. transformer en habitation. — 12. cultiver.

Et se pleignoient les diz maire et comune de ce que les diz abé et convent en avoient essarté et fait essarter et planter et herberger et coutiver mout grant quantité à tort, si come il disoient, et en prejudice de lour usage et de lour esplot, lequau usage et lequau esplot les diz maire et comune i avoient, sicum il disoient, à certains devoirs des davant diz abé et convent en cete maniere : ce est assavoir l'usage et l'esplot à la charrete la semaine pour quatre deners, l'usage et l'esplot au cheveau ou à egue ¹ la semaine pour deus deners, l'usage et l'esplot à l'asne ou à l'asnesse la semaine pour un denier, et l'usage et l'esplot à home ou à fame portant à col la semaine pour une maaille ², à couillir, à espleiter et à user ou sarpe ³ sanz cerron ⁴, ou faucille, ou mail de fer ou de fust ⁵ et ou pierre percée, et ou chescun de cez estrumenz, et les quaus usage et esplot disoient icil maire et comune de Poytiers qu'il avoient usé et esplotié ancienement et par si lonc tens come memoyre de home se pooit recorder, et de plus. Les quaus usage et esplot lor quenoissoient ⁶ les diz abés et procureours pour eos et pour le dit convent. Mes il disoient que il, non contreitant ⁷ les diz usages et esploiz, pooient essarter et faire essarter, planter, herberger et coutiver les davant diz boys, come lour doumeine, et que il ne lour en avoient fait nul tort de ce que il en avoient fait essarter, planter, herberger et coutiver ça en arreres ⁸.

1. jument (du latin *equa*). — 2. maille, monnaie valant un demi-denier. — 3. avec une serpe. — 4. Ce mot, que n'indique pas le Dictionnaire de Godefroy, signifie sans doute scie à main, petite faucille, comme le provençal *sarroun* (Honnorat, *Dictionnaire provençal-français*), et dérive peut-être du latin *serra*, scie. — 5. bois. — 6. reconnaissaient. — 7. sans contester. — 8. précédemment.

A la parfin de touz les davant diz contenz et touz autres, que il avoient et avoir pooient entre eos les dites parties dou tens trepassé juques au jour de mardi empres la feste de la Conversion Saint Pol ¹ porchaine passée, se compromistrent en haut et en bas les davant dites parties en religious home Phelipe ², priours de la Cele de Poytiers, et en maistre Giles de la Sale ³, clerc, par la foi donnée de ça et de la, et sus paine de cent mars d'argent, apousée ⁴ d'une partie et d'autre, à paier à la partie qui obéiroit au dit arbitrage de ⁵ la partie qui n'i obéiroit pas. Et promistrent les dites parties, sus la foy et sus la paine dessus dites, garder, tenir et acomplir sanz enfraindre quanque ⁶ par les diz arbitres, conjointement ou deviseement, à une foiz ou à plusors, l'ordre de droit gardé ou non gardé, à jourz feirez ⁷ ou à non feirez, haut et bas, et en cele maniere que il voudroient, sus les davant dites chouses et chescunes de eles, seroit ou auroit esté fait, loé ⁸, ordené ou arbitré. Et à ce garder et acomplir furent jugées de nous les dites parties, presentes par davant nous et consentanz, et eous et lour heirs et lour successors et touz leurs biens à la juridiction le roy souppousanz, quant à ce, par le jugement de la cort lo roy dessus dit, et si come nous avons veu contenu en lettres pendanz sus cetes chouses faites entre les davant dites parties, seelées dou davant dit sea le roy établi à Poytiers. Et requenurent encores en droit par davant nous que les diz arbitres, receu le fes ⁹ dou dit arbitrage ou compromis en eos des davant dites chouses, presentes les dites parties, distrent et ordenerent et loerent et arbitrerent, de l'asentement et de la volenté des davant dites parties, sus les chouses dessus dites, lour dit, lour arbitrage et lour ordination en cete maniere.

1. 29 janvier 1286. — 2. Philippe, prieur de Saint-Hilaire-de-la-Celle, choisi ici comme arbitre, figure sur un acte du 11 mars 1283, par lequel le doyen et le chapitre de l'église cathédrale de Poitiers lui cèdent, pour 12 livres de rente, les maisons et jardins et le lieu dit vulgairement *Pedoye*, avoisinant les maisons du prieuré de la Celle (Arch. de la Vienne, Saint-Hilaire-de-la-Celle, l. 56). — 3. Sur M^e Gilles de la Salle, voir n° LXXV, n. 2. — 4. déposée par. — 5. par. — 6. tout ce qui. — 7. fériés. — 8. approuvé. — 9. la charge.

C'est à savoir que les davant diz mayre et comune de

Poytiers et chascun de icele comune et lour heirs et lour successors auront paisiblement à touz jourz mes, perpetuaument et perdurablement, les davant diz usages et esloiz en la maniere desus dite. Ce est assavoir l'usage et l'esloit à la charrete la semaine pour quatre deners, l'usage et l'esloit au cheveau ou à egue la semaine pour deus deners, l'usage et l'esloit à l'asne ou à anesse la semaine pour un denier, et l'usage et l'esloit à home ou à fame portant à col la semaine pour une maaile, à couillir et à exploiter et à user ou sarpe sanz cerron, ou faucille, ou mail de fer ou de fust, et ou pierre percée, et ou chascun de cez estrumenz, et einsi chascune semaine à touz jourz mes, aus diz devoirs rendables¹ aus diz abé et convent ou à lour commandement, dos quaus abé et convent il tendront les diz usages et esloiz à touz jours mes aus devoirs dessus diz, sanz autre coustume et sanz autre redevance, en certaines parties des diz boys et des essarz enclavez dedenz, devisées² et bouneyées³ par certaines devises et bounes⁴. Les queles bounes les diz arbitres i ont fait metre, de l'acort des dites parties, en leus⁵ qui sunt dessouz noumez : ce est assavoir la premiere boune en quarroy⁶ dou Linau⁷ Courant, en la voie par ont l'en vait⁸ de Poytiers à Moustereo⁹ ; la seconde aus Ajaons ; la tierce empres le quarroy de Terre Franche ; la quarte à Fosse Lobete ; la quinte pres des terres gaaignables que tient le diz Gojons ; la sixte pres de iceles terres ; la septeme pres le senter aus Ribaus ; la oicteme en la charrere de Fousse Loubete ; la novieme pres lo petit quarroy ; la disieme en celui terroer pres des terres Bonin Beraut ; la unzieme pres des essars de Boucay¹⁰ ; la douzieme en celi terroer pres des terres gaaignables ; la trezieme aus essars de Boucay, pres la voie par ont l'en vait de Boucay au Poy-sat¹¹ ; la quatorzieme de l'autre part de cele voie ; la quinzieme pres des terres arables que tient Pierres Royllart ; la sezieme à la route dou feain¹² de Mauperer ; la dissesep-tieme en iceli terroer pres des terres que tient André Rousseau ; la diseoictieme pres de la voie des Cormeners ; la disenuef-vieme pres de icele voie ; la vintieme pres dou quarroy Jar-rugeys¹³ ; la vinteunieme pres lo champ Brochart ; la vintedusieme pres des essars Brochart ; la vintetroysieme pres

dou deffens de la Torcheyere ¹⁴; la vintequatrieme en la voye qui est entre le boys de la Torcheyere et le boys Comunau ¹⁵; la vintecinquieme en icele voye; la vintesixsieme en quarroy de l'abaie pres de la Tousche Hymbert; la vinteseptieme en la voie qui est entre le deffens do Poysat et le boys Comunau; la vinteoictieme en la charriere par ont l'en vait des Essars ¹⁶ au Poysat; la vintenuefvieme en la vau dou Fraigne; la trenteme en la voie par ont l'en vait de Poytiers à l'Espine ¹⁷ pres le deffens dou Poysat; la trenteunieme pres des Naydes dou Poysat; la trentedeusieme en quarroy de Loume ¹⁸ Dabourin; la trentetroysieme davant la mayson Renaut Girart; la trentequatrieme en quarroy de la tombe au Bre-mant; la trentecinquieme en la voie par ont l'en vait de la Bruiere ¹⁹ à Vounuel; la trentesixsieme pres le senter aus Ribaus et pres le deffenz de la Mort à l'asne ²⁰; la trenteseptieme au Linau Courant et regarde à la davant dite boune derraynement noumée.

1. redevances payables. — 2. séparées. — 3. bornées. — 4. bornes. — 5. lieux. — 6. carrefour. — 7. Aujourd'hui le Linot, ferme, commune de Vouneuil-sous-Biard, au croisement de la route de Poitiers à Montreuil-Bonnin et de celle de Vouneuil-sous-Biard à Fontaine-le-Comte. Le Dictionnaire de Rédet ne cite pas ce document à l'article Linot, mais seulement des textes du xvii^e et du xviii^e s. L'expression *Linau Courant* se retrouve à la fin de ce bornage. *Linau* était primitivement un nom commun et *Courant* un nom de personne, comme on le voit par le lieu dit *les Linaux Robert*, indiqué dans l'aveu et dénombrement du fief de la Bordillère, près de Béruges (1404, grand Gauthier, fol. 71 v^o). — 8. par où l'on va. — 9. Montreuil-Bonnin. — 10. Boussay, hameau, commune de Béruges. — 11. Poizac, hameau, commune de Fontaine-le-Comte. — 12. Le Dictionnaire de Godefroy n'indique pas le mot *féain*, qui doit signifier hêtre ou lieu planté de hêtres. — 13. Le bail à rente du village de la Torchaise par l'abbé de Fontaine-le-Comte, en date du 11 sept. 1451, mentionne le *querroir Jarrogeais*, le *champt Brochart*, les *deffens de la Torchaise*, et la *bonne* (borne) du *Communau* (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, l. 11). — 14. La Torchaise, village, communes de Fontaine-le-Comte et de Béruges. — 15. Ce bois, dit le bois Communau, voisin du Bois-le-Comte, devait sans doute ce nom à ce fait qu'il appartenait en commun à l'abbaye de Fontaine-le-Comte et à celle de Saint-Cyprien de Poitiers. Cf. Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, l. 33. — 16. Les Essarts, ferme, commune de Béruges. — 17. L'Epine, hameau, commune de Béruges, était le siège d'une commanderie de l'ordre du Temple. Un accord conclu au mois de nov. 1269 entre l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers et celle de Fontaine-le-Comte au sujet du bois Communau (*quod vulgariter appellatur nemus Commune*), indique que ce bois est situé près du Bois-le-Comte (*prope nemus Comitil Marchiae*), d'une part, et du bois des Templiers de l'Epine

(*nemus Templariorum de Spina*) de l'autre (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte, l. 33). — 18. On devrait peut-être écrire l'*Oume*, c'est-à-dire l'orme. — 19. La Bruère, village, commune de Fontaine-le-Comte. — 20. La Mort-à-l'Ane, hameau, commune de Vouneuil-sous-Biard, au S.-E. du Linot. Le 9 nov. 1281, Jean, abbé de Fontaine-le-Comte, donnait à rente l'hébergement de *Morte Asini*, appartenant à l'abbaye (Arch. de la Vienne, Fontaine-le-Comte l. 15).

En tele maniere que les davant diz abé et convent n'i pourront des orez mes essarter ne faire essarter ne ne soufreront que l'en i essarte ; quar la garde des diz boys sera lour. Et remaindra ¹ le dit boys et les leus contenuz dedenz les dites bounes à touz jours mes sanz estre essartez, à avoir et à prendre ileuques ² les diz usages et esloiz des diz maire et comune et de lour heirs et de lour successors paisiblement, aus diz devoirs tant solement, sauve le droit aus autres anciens usagers, qui ileuc meismes deivent ou ont acoustumé à avoir semblables ou non semblables usages et esloiz, à semblables ou non semblables devoirs. Et tout le remaignant ³ des diz boys et des essars et des autres chouses, qui en ont esté ça en arriere herbergées ou plantées en vignes ou autrement coutivées au defors des dites bounes, remaindront paisiblement à touz jours mes, perpetuaument et pardurablement, aus diz abé et convent, sanz ce que les diz maire et comune ne lour heirs ne lour successors ne les homes de Vvounuel ne lour heirs ne lour successors, des quaus homes de Vounuel et de lour heirs et de lour successors les diz maire et comune doivent garder et defendre les diz abé et convent des diz usages et esloiz au defors des dites bounes, i puissent jamais demander les diz usages et esloiz. Et distrent encores et ordenerent les diz arbitres que, sus toutes cez chouses dessus dites, seroient faites, ordenées et acordées des dites parties lettres de l'asentement des dites parties, seelées dou sea lo roy dessus dit establi à Poytiers, ensemblément ou les seas des diz arbitres et des dites parties, et que, à la requeste des dites parties et de lour volenté et de lour assentement seroient jugées les dites parties de nous par le jugement de la cort le roy, à garder sanz enfreindre et à enteriner ⁴ et à acomplir sans venir encontre par eos ou par autres en quauque maniere ou par quaucumque raison de droit ou de fait ou de coustume ou de usage ou de establis-

ment fait ou à faire, sus les foiz et sus les paines dessus dites.

1. restera. — 2. là. — 3. le reste. — 5. accomplir entièrement.

Et nous, à la requeste et à la supplication des dites parties, volans, consentans, loanz, approvanz et confirmans par davant nous les diz, l'arbitrage, l'ordinacion et toutes les chouses dessus dites, et, quant à toutes cez chouses garder, acomplir et non venir encontre, soupposanz eos, lour heirs, lour successeurs et touz lour biens présens et à venir, quauque part que il soient et seront, en la juridiction le roy, et renuncianz en cest fait, par les foiz de ga et de la dounées en nostre main, à toute action, excepcion et toute raison et allegacion et deffense, decepcion de fraude, de circumvencion, de lesion, de benefice, de restitution, et à tout benefice et aide de droit escrit et non escrit, et à toutes lettres empetrées et à empetrer, souz quaucumque forme encontre, de apoustoile, de legat, de roy, de prince ou d'autre persone, quaucumque que ele soit ou puisse estre, et à l'usage de celes lettres, si que il n'en puissent user en nule maniere, jujasmes les davant dites parties par le jugement de la cort le roy dessus dit. Et à cetes presentes lettres le dit sea lo roy appousames ensemblement ou les seas des diz arbitres et des dites parties. Ce fu donné le jour de mercredi empres la feste aus apostres Saint Pierres et Saint Pol, presenz et oianz frere Guillaume de Gençay, priours dou Laveour ¹, frere Thomas Jaquelin, Jouceame de Aunay, chenoines de la dite abaye, Guillames de Chauvigné, Johan Le Barrillier, Pierres Pasquier et Jeufrey Le Bigot ², borgeys de Poytiers, en l'an de l'Incarnacion Nostre Seignour mil deus cens et quatre vinz et sis.

1. Lavoux, canton de Saint-Julien-l'Ars. Ce prieuré dépendait de celui de Saint-Hilaire-de-la-Celle de Poitiers. — 2. Cf. n° CV, n. 1.

CXXVII

Marc Salomon ¹, de la Haye, Hilaire, sa femme, Geoffroy Berland ², prévôt de Poitiers, et Jean dit Tropvalel, vendent

aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de 200 livres tournois, une rente de 16 cuisses et 3 setiers de froment, mesure de Poitiers, et de 10 livres tournois 12 deniers ³, assise sur leurs biens situés dans les paroisses de Charay et de Milly ⁴ et sur tous leurs autres biens, soit en la banlieue, soit à Lusignan.

24 juillet 1286

Titre perdu. ANALYSE. A. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 37 v°.

1. *Marchus Salomonis* A. Son fils, Guillaume Salomon, épousa la fille de M^o Gilles de la Salle. Cf. n° CXLIV. — 2. *Gaufridus Berlandi* A. Ce Geoffroy Berland est sans doute le même que celui qui figure ci-dessus n° C. — 3. La rente est généralement égale au 10^e du prix de vente. Cf. les n°s XCI, XCII, XCIV, XCV, XCVI, XCVII, CIII, CIV, CVI, CVIII, CXI, CXII, CXIII. Ici la rente, vendue 200 livres, a une valeur totale de 20 livres 2 sous (au lieu de 20 livres). Selon l'usage ordinaire, elle est moitié en argent (10 livres 1 sou), moitié en blé : la cuisse étant de 4 setiers et le setier étant estimé 3 sous, 67 setiers de froment ont une valeur de 10 livres et un sou. — 4. Cf. n°s CIII, CLV. Marc Salomon devait une rente de 4 livres sur ces biens à Jodoïn de Font-Geoffroy.

CXXVIII

Jean Dyve, bourgeois de Poitiers, donne à la commune trois hébergements qu'il possédait au territoire des Poiriers.

29 novembre 1286

Original, Arch. mun. F 8.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes Dyva, civis Pictavensis, salutem et subscripta perpetue memorie commendare. Noveritis quod ego, non vi, dolo, fraude vel machinacione aliqua circumventus, set mera ac spontanea voluntate ductus, confiteor et publice recognosco me dedisse et concessisse, et adhuc do et in perpetuum concedo pure et libere, donacione irrevocabili inter vivos, pro me heredibusque meis sive successoribus, discretis viris majori et communie Pictavensibus et eorum successoribus, propter curialitates et servicia michi et meis ab eisdem impensa ac etiam impendenda, tria herbergamenta que habebam in territorio deu

Periers ¹, in garena illustris regis Francorum, cum suis pertinentiis et oneribus universis et cum omni jure actionis, dominii, possessionis et proprietatis, quod habebam, habere poteram et debebam in eisdem herbergamentis et pertinentiis supradictis ; quorum quidem herbergamentorum unum quondam fuit defuncti domini Guillelmi Evrardi, quondam canonici ecclesie beati Hylarii Pictavis, aliud vero quondam fuit Johannis Voalheau, et residuum, scilicet tertium herbergamentum, fuit quondam Petri Fromageau. Et eosdem majorem et communiam supradictos facio seu constituo procuratores in res suas, ponendo eosdem in locum meum, modo quo possum meliori et utiliori, ita quod a modo adversus quemcumque habentem seu possidentem vel detinentem premissa, vel aliquid de premissis, ipsi major et communia possint agere, experiri, excipere ac etiam repplicare, et omnia et singula facere, que ego facere possem in premissis et quolibet premissorum... Datum die veneris ante festum beati Andree apostoli, hiis testibus presentibus, magistro Petro de Barroffio, clerico, Reginaldo Roocher et Gaufrido de Genesisio, anno Domini M^oCC^o octogesimo sexto.

1. Les Poiriers, hameau, commune de Biard.

CXXXIX

Méry Croucignel, clerc, et Doube, sa femme, vendent aux maire et commune de Poitiers tous les lerrages leur appartenant sur les territoires de Belle ¹ et du Vergnay ², en la châtellenie de Gençay, avec les deux tiers des lerrages leur appartenant sur une pièce de terre joignant les terres et garenne de messire Aymery Guiltard ³ du Puy-au-Rabier ⁴.

20 janvier 1287 n. st. ⁵

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 261 (EEEE VII).

1. Aujourd'hui Haute-Belle, village, commune de Magné. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1909, p. 335. — 2. *Vrignay* A. Le Vergnay, hameau, commune de Magné. Cf. n^o CXLIV. — 3. Aimeri Guitard, écuyer, seigneur de Bernay (commune de Sommières, canton de Gençay), qui, en 1334, rend aveu à Bouchard

de l'Isle, seigneur de Gençay, pour son hébergement du Puyrabier (Arch. de la Vienne, G 942), était sans doute le fils de celui dont il est question ici. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1909, p. 323. — 4. Le Puyrabier, commune de Magné. — 5. Lundi avant la Saint-Vincent 1286.

CXXX

Eustache de Montsorbier, chevalier, pour se décharger d'une rente de 20 setiers de froment, de 20 setiers de seigle, mesure de Poitiers, et de cent sous tournois ¹, et d'une autre rente de 30 livres tournois ², qu'il devait aux maire et commune de Poitiers, leur cède son hébergement de Belle ³ avec ses dépendances, en la paroisse de Saint-Maurice de Gençay, pour 9 livres de rente, les cens lui appartenant au Pré Poitevin ⁴ pour 7 sous de rente, les vignes de la Garde pour 20 sous de rente, ainsi que les terres contiguës aux dites vignes et plusieurs autres choses en la paroisse de Saint-Maurice de Gençay.

7 février 1287 n. st. ⁵

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 261 (EEEE VI).

1. Cette première rente faisait l'objet de l'acte n° XCVI. — 2. Cf. n° CVIII. — 3. Cet hébergement de Belle, situé sur la paroisse de Saint-Maurice et distinct de l'hôtel de Belle, paroisse de Magné, que le même seigneur avait déjà cédé à la commune de Poitiers le 18 juin 1282 (n° CIX), est appelé La Belle sur l'acte du 10 mars 1280 (n° XCVI). — 4. Ce Pré Poitevin se trouvait sans doute au Bourg Poitevin, commune de Saint-Maurice, près du pont de Gençay, qui s'appelait anciennement pont du Bourg Poitevin. Cf. p. 237, n. 10 et abbé Gauffreteau, *Notice sur Gençay*, p. 4. — 5. Vendredi après la Chandeleur 1286.

CXXXI

Eustache de Montsorbier, chevalier, vend aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de vente de 25 sous, une rente de 25 deniers ¹, qu'il assigne sur tous ses biens, en plus des 31 livres de rente qu'il leur devait déjà.

10 février 1287 n. st. ²

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 261 (EEEE V).

1. Le prix de vente est égal ici, par exception, non pas à 10 fois, mais à 12 fois la rente. L'intérêt n'est que de 8 l /3 0 /0. — 2. Lundi après l'octave de la Chandeleur 1276.

CXXXII

La confrérie des pairs de la commune est déclarée ouverte à tous.

25 avril 1287

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 82 v°. — B. Reg. 12, p. 425. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 269. — EDITION. a. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. II, p. 157.

Item, die veneris in festo Sancti Marci Evvangeliste, majore domino [Doride] ¹, die mensis [statuti] ², fuit concordatum quod, quicunque voluerit esse de dicta confratria, dum tamen sit persona sufficiens, quod recipiatur, et quod femine recipiantur in confratria, et quod omnes congregentur in crastinum festi Beati Hilarii ³, in domo Saccorum ⁴, vel alibi si voluerint, et ibi celebrabitur missa pro defunctis confratrie, et tenebitur ipsa confratria in honore Beati Ilarii celebrare.

1. *Dornere* ABC a. Quelques listes de maires portent le nom de Guillaume *Dorrière* pour l'année 1277, tandis qu'un plus grand nombre portent *Barbicon*, altération de *Barbitonsor*, forme latine du nom de Guillaume Barbier. Les formes *Dornere*, *Dorrière*, sont aussi des altérations du nom de Guillaume Doride : c'est ce nom qu'il convient de rétablir ici. C'est à tort que Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XX, p. 238) a indiqué pour l'année 1277-8 un maire du nom de Guillaume Dornière et a placé au 25 avril 1278 cette modification aux statuts de la confrérie des pairs de la commune. En 1278, le 25 avril était un lundi, et non un vendredi comme l'indique ce document. Giry a bien vu que le maire cité ici devait être Guillaume Doride, et il place avec raison cette addition au 25 avril 1287. — 2. Les manuscrits portent seulement : *die mensis*. Giry a cru devoir ajouter [XXV] *die mensis [aprilis]* : cette addition est oiseuse, car tout le monde sait que la Saint-Marc est le 25 avril. Ce passage doit signifier : « le jour de la réunion mensuelle des pairs ». Les mots *die mensis* peuvent avoir ce sens par eux-mêmes. Nous croyons préférable cependant d'ajouter *statuti* d'après la fin de l'ordonnance du 27 octobre 1245 (n° XLVII). — 3. La Saint-Hilaire est le 13 janvier dans le diocèse de Poitiers. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XL, p. 79. — 4. Sur les frères des Sacs ou de la Pénitence, cf. n° CLXI et CXC.

CXXXIII

Rôle des causes civiles soumises à la juridiction du maire sous la mairie de Guillaume de Neuville.

15 juillet 1287 — 6 février 1288

A. Original, Arch. mun. D 2.

1. Arrestationes facte die martis post festum Sancti Cypriani¹, electo majore domino Guillelmo de Nova Villa² et incoante anno Domini M^oCC^o octogesimo septimo :

Johannes Gileberti tenetur infra octo dies reddere Jordano Pellipario viginti quatuor solidos, sibi debitos ex venditione pelliparie. — Boninus³ Litigator⁴ tenetur reddere Colino Normanni XX solidos, infra octo dies, debitos ex loccacione cujusdam domus. — Boninus Litigator tenetur reddere P. Britoni⁵ unam cellam precio sex solidorum, infra octo dies, ex mutuo traditam.

2. Item, die veneris sequenti⁶ : Aymericus Baudrigea, molendinarius, tenetur reddere Guillelmo Bouter, capicerio Sancti Stephani, tres solidos et sex denarios, infra octo dies, debitos de censa cujusdam domus site ultra pontem Josberti prope molendinum de Cornet⁷. — Johannes de Sancto Porchario tenetur reddere Thome Chesnea, infra octo dies, septem solidos debitos ex venditione corii. — Hugo Charboneas tenetur reddere Hugoni de Collecta decem et septem solidos, infra quindecim dies, debitos ex venditione lardi. — Guillelmus Cloardus tenetur reddere Robberto Chapelario, infra Assumpcionem Beate Marie, III^o X solidos, pro uno homine vendito⁸, nisi infra solverit dictos denarios.

1. 15 juillet. Ce passage atteste que les fonctions du maire élu chaque année commençaient à la Saint-Cyprien (14 juillet). — 2. Cf. n^o CXXVI, p. 173, n. 6. — 3. *Boninus* A. Lire *Boninus*. — 4. Cf. ci-dessous, art. 33, *Boninus Placilator*. — 5. *P. Brito* est sans doute le nom latinisé de Perrot Le Breton, sellier, qui figure sur le n^o CLVI : *cella* signifie selle. — 6. 18 juillet. Les audiences ont lieu régulièrement toutes les semaines, le mardi et le vendredi. — 7. Le moulin de Cornet, près du pont Joubert, a laissé son nom à la rue Cornet. — 8. Cette expression paraît indiquer une saisie pour dettes, comme le mot *gagia* à l'art. 4, où la somme exigée pour faire lever la saisie est aussi de 310 sous.

3. Item die martis in festo Beate Marie Magdalene ¹ : Bonus de Samarvia ² tenetur reddere Vacherio decem septem denarios, infra octo [dies] ³, debitos ex mutuo.

4. Item, die veneris in festo sanctorum Philippi et Jacobe ⁴ : Magister Petrus de Pontlevoy tenetur reddere infra festum Sancti Michaelis Johanni de Vivonia octo solidos quatuor denarios debitos racione operum suorum. — Durandus alutarius tenetur reddere in instantem Assompcionem Beate Marie III^o decem solidos de debito, in quo tenetur eidem super gagia ejusdem Durandi, et voluit quod exitus gagiorum vendantur et promisit supplere quod deficeret. — P. de Mesonceles tenetur reddere Thome Normanni ⁵ undecim solidos, infra octo dies, debitos ex loccacione cujusdam domus. — Johannes Maupeitit tenetur reddere, infra octo dies, Petro Alfredi sexaginta quatuor solidos, quos confessus se debere ex causa mutui.

5. Item, die martis post festum sanctorum Jacobi et Christofori ⁶ : Senescallus Borreler tenetur reddere domino Johanni de Mirabello X solidos, infra octo dies, debitos de censa cujusdam domus de Nativitate Beati Johannis proxime preterita. — Jaquinus Piqardi tenetur Guillelmo Piqardi duos pannos laneos de admodiacione Pictavensi ⁷ et viginti et octo solidos, infra octo dies.

1. 22 juillet. — 2. Smarve, canton de la Villedieu. — 3. Le mot *dies* a été omis. — 4. 25 juillet. — 5. Thomas Normand figure sur une liste d'échevins en 1290. Cf. n^o CXLV. — 6. 29 juillet. — 7. *Admodiatio* signifie redevance. *Admodiatio Pictavensis* semble signifier redevance à la mode Poitevine : cette redevance est en partie en nature.

6. Item, die veneris in festo Sancti Petri ad Vincula ¹, domino Guillelmo Doride ², cive Pictavensi, gerente vices : Intendit probare per recordum ³ juratum Guillelmus de Legugiac ⁴ contra Philipum Vilani, in causa que vertitur inter ipsos, quod tenenda et dicenda hec est terciā pars quam ego dictus Guillelmus habeo in ista domo; ipse Guillelmus dissaysivit se in manu Gaufridi senescalli ⁵ in burgo Beati Hyllarii, mediante judicio, et dictus Gaufridus saisivit dictum Philipum, et quod dictus Philipus gratenter accepit sayzinam, sine alegacione alicujus racionis, et ad hec assignata est dies veneris post festum Sancti Sixisti ⁶, qua die Gaufridus se-

nescallus in dicto burgo, Aymericus Focherit ⁷, Gaufridus Cissor, Petrus Deri, clericus, dictus Boutea, jurati et requisiti, super hec confessi fuerunt premissa vera esse, et ipsa die noluit dictus Philipus accipere ejus, imo recessit contumax. — De petitione uxoris Petri de Chassenolio ⁸ contra Clemenciam de Sancto Desiderio ⁹, compromissum est in arbitros Guillelmum de Argentonio ¹⁰ et Boninum Litigatorem alto et basso, pena viginti quinque solidorum apposita, solvenda parti parenti et nobis ¹¹ per medium a parte non parenti, et durabit hujusmodi compromissum usque ad instans festum Beati Michaelis.

1. 1^{er} août. — 2. Cf. p. 173, n. 5. — 3. témoin. — 4. Ligugé. — 5. Le sénéchal du trésorier de Saint-Hilaire rendait la justice en son nom dans le bourg de Saint-Hilaire. Cf. n° LIV. — 6. La Saint-Sixte est le 6 août, le vendredi après cette fête le 8 août. — 7. Aimeri Foucher était sergent de la commune. Cf. art. 16 et n° CXXXV, 5. — 8. Chasseneuil, canton de Saint-Georges. — 9. De la paroisse de Saint-Didier, à Poitiers. Ce nom propre est tiré de la résidence, comme plus haut, art. 2 de *Sancto Porchario*, de la paroisse de Saint-Porchaire. — 10. Guillaume d'Argenton figure sur une liste d'échevins en 1290 (n° CXLV). — 11. L'amende de 25 sous, infligée à la partie n'acceptant pas la sentence arbitrale, était moitié pour l'autre partie, moitié pour la commune (*nobis*).

7. Item, die martis ante festum Sancti Sixisti ¹ : Nicholaus Caillea tenetur reddere Colino Garini XX denarios infra octo dies, debitos ex venditione quorundam soculariorum ².

8. Item, die veneris post festum Sancti Sixti ³ : Stephanus Cissor tenetur reddere Marescallo Chapelier ⁴ II solidos, infra octo dies, vel habere garitorem. — Hugo de Vivonia tenetur reddere Radulpho Pape II solidos I denarium, infra octo dies, debitos ex venditione mercimoniorum suorum.

9. Item, die martis precedenti Assumpcionem Beate Marie ⁵ : Thomas Charlebois tenetur reddere Memborgo Pele-rine decem et octo denarios in Nativitate Beate Marie et tantundem in sequenti festo Omnium Sanctorum, debitos ex causa mutui.

10. Item, die veneris in Assumpcione Beate [Marie] ⁶ : Petrus de Daurato carnifex tenetur reddere Petro Flecher duodecim solidos ex loccacione unius bancci, videlicet die jovis post Assumpcionem Beate Marie sex solidos et in sequenti festo Sancti Michaelis sex solidos. — Petronilla Cloaria

promisit reddere Johanni Banio et ejus uxori quinque solidos sex denarios, debitos pro pane suo coquendo et pro nucibus siccandis, infra octo dies. — Aymericus de Thoarcio⁷, sellarius, tenetur reddere Hugoni de Rethoret duos solidos, infra octo dies, debitos ex venditione corii. — Johannes Boy Scolyl tenetur reddere, infra octo dies, Robberto Regis⁸ IIII^{or} solidos VI denarios, debitos de censa cujusdam domus. — Item, idem Johannes Boy Scolil tenetur reddere Guillelmo Doride viginti solidos, infra octo dies, debitos ex censa cujusdam domus. — De petitione nutricis Gaufridi de Macognia⁹ contra uxorem Petri Guiardi, compromissum est in arbitros Aymericum Odonet et Guillelmum de Argentonio, alto et basso, sub pena quinquaginta solidorum, et debet pax vel lis reportari die veneris post Nativitatem Beate Marie.

1. 5 août. — 2. souliers. — 3. 8 août. — 4. Ce Maréchal Chapelier, qui figure aussi à l'art. 11, est appelé Maréchal *Le Chapeler* à l'art. 15. — 5. 12 août. — 6. *Marie* a été omis. On s'étonne que le tribunal siège même le jour de l'Assomption (15 août). — 7. *Thoac* A. Lire *Thoarcio*. Cf. art. 12, 22, 28. — 8. Robert Le Roy. Cf. n° XCII, n. 2. — 9. Massogne, canton de Mirebeau.

11. Item, die martis post festum Sancti Bartholomei apostoli¹: Perrot Brito tenetur reddere Petro Male Denrée III solidos, infra octo dies, ex venditione chorii. — Super quadraginta solidis, quos rector ecclesie de Aventonio² petebat dicto David et Gaufrido Cissori pro dicto Galet, debent ipse David et Gaufridus infra octo dies habere garitorem. — Marescallus Chapeler tenetur reddere Johanni Taillander XX denarios, infra octo dies, debitos ex servicio suo. — Colinus, filius Petri Paquerii, barbitonsor, tenetur reddere Johanni Jolivet, servienti Robberti Regis, VII solidos VI denarios, infra octo dies, debitos eidem de emenda pro eo quod ipse vocavit eum latronem, filium vetule leprose. — Jaquetus Chapeler tenetur reddere dicte Lagagnarde II solidos, infra octo dies, debitos ex loccacione cujusdam domus.

12. Item, die veneris in Decolacione Beati Johannis Baptiste³, Petro Alemanni⁴ gerente vices: Martialis Le Perrier tenetur reddere Petro Painchaut⁵ IIII solidos, infra octo dies, debitos ex venditione pannorum. — Petrus Painchaut tenetur reddere Johanni Anglisci IIII^{or} libras XI soli-

dos VIII denarios, infra quindecim dies, debitos ex venditione cere. — Rex de Collia ⁶ tenetur reddere domino Johanni de Bataille, custodi ecclesie Beati Petri, IIII^{or} libras et quatuordecim solidos, infra festum Beati Michaelis proxime venturum et in sequenti Nativitate Domini, per medium, debitos de censa cujusdam domus. — De petitionibus mutuis, que vertebantur inter Gaufridum Britonem et Aymericum de Thoarcio, compromissum est alto et basso in Robinum Le Baudreer, alto et basso, pena viginti quinque solidorum appositae, solvenda parti parenti a parte non parenti, et debent reportare pacem vel litem die martis post Nativitatem Beate Marie. — Gaufridus de Caritate tenetur reddere, pro Johanne Senescallo et nomine ejusdem, Johanni Le Gainer XXX solidos, infra festum Beati Michaelis proxime venturum, quos dictus Gaufridus debebat dicto Johanni Senescallo ex loccatione cujusdam domus. — Michael Larmurer tenetur reddere dicto Cortoys XXI solidos, infra octo dies, in quibus dictus Cortoys tenetur pro ipso.

1. 26 août. Il n'y a pas ici d'arrêt rendu par le tribunal entre le 15 et le 26 août. Il y eut cependant audience le 19 et le 22, et même le samedi 23. Cf. n° CXXXIV, art. 4 et 5. — 2. Avanton, canton de Neuville. — 3. 29 août. — 4. Cf. n° LXVI, p. 119, n. 4. — 5. Ce Pierre Painchaut était marchand de draps. C'est sans doute lui qui figure sur des listes d'échevins en 1290 (n° CXLV) et 1308 (n° CCVII) et fut maire en 1295, d'après le témoignage des listes qui ont altéré son nom en *Panichange*. Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 247, l'écrit à tort *Panichaut*. — 6. La Cueilie-Blanche, partie haute du faubourg de Montbernage, à Poitiers. Cf. plus loin, art. 18 : *Rex de Collia Alba*.

13. Item, die veneris ante Nativitatem Beate Marie ¹, Guillelmo Bernardi ² et Guillelmo Laurencii ³ tenentibus locum majoris : Petrus Guilloteas tenetur reddere dicto Hardi, infra octo dies, duos solidos sex denarios, debitos ex venditione pannorum. — Radulphus de Pilariis tenetur reddere Odein pellipario quattuor solidos sex denarios in instantibus nundinis Benedictionis Pictavensis ⁴, debitos ex venditione filati lane. — Johannes de Vivonia, lathomus, promisit reddere Petro Alemanni decem solidos, sibi debitos ex causa mutui, in instanti Benedictione Pictavensi. Actum in scabinagio, coram Guillelmo Bernardi, Guillelmo Laurencii, tenentibus locum majoris. — Petrus Bernardi tenetur reddere Hugoni

Theobaldo, duos solidos, ex loccacione equi debitos, infra octo dies. — Petrus de Mesonseles tenetur reddere infra octo dies sex solidos octo denarios Nicholao Cormener, debitos ex venditione corii. — Gaufridus Leamer⁶ tenetur probare quod ipse locavit Michaeli de Provins unam loricam pro duodecim solidis ; assignata dies veneris sequens. — Johannes de Vivonia, lathomus, tenetur reddere Johanni Pionea de Traversones⁶ decem solidos, ex venditione calcis, in instanti festo Sancti Michaelis. — Giletus Mechoin laudavit garitorem Petrum Guichardi super octo solidis octo denariis, quos petebat ab eo dictus Lecamus, et dies martis post octavam Nativitatis Beate Marie est assignata ad dictum garitorem habendum. — David Furnerius tenetur reddere Aymerico Beamont tres solidos octo denarios, infra octo dies, debitos ex venditione carniū. — Guillelmus Furnerius tenetur reddere dicto Tyaut VI solidos, debitos ex venditione lapidum, infra octo dies. — Nicholaus Leganter confitetur se esse grantatorem erga Petrum Alemanni in quatuordecim solidos, et est dies veneris proxima assignata ad reddendum pecuniam vel ad habendum garitorem filium Raginaldi Fabri, que peccunia debetur ex venditione ferri. — Petrus Gualet, cissor, cepit in garimento David Furnerium et Gaufridum Cissorem de viginti quatuor solidis, debitis persone de Avantonio ex venditione unius equi, et est dies veneris proxima assignata ad solvendum. — Aymericus Bigaudi tenetur reddere Johanni Ayraudi tresdecim solidos sex denarios in instanti festo sancti Leodegarii⁷, in quibus confessus fuit se constituisse dictum Johannem fidejussorem erga Guillelmum de Jaunaio pro venditione vini. — De mutuis petitionibus Petri Ferder et fratris sui clerici compromissum est in arbitros Johannem de Chesa et Thomam Normanni ; determinandum infra Nativitatem Domini.

1. 5 septembre. Le tribunal n'a pas siégé le mardi 2 septembre. — 2. Cf. n° LXXXI, n. 1. — 3. Guillaume Laurent, qui remplace ici le maire à titre d'échevin, fut maire en 1297-8. Cf. n° CLXX. On voit par l'art. 18 qu'il était marchand de cuir. — 4. C'est sans doute la foire du mois d'octobre qui est désignée ici, ainsi qu'à l'art. 16, par les mots *nundine* (ou *nundinum*) *Benedictionis Pictavensis* : car il est dit ici, le 5 septembre, et plus loin, à la date du 19 septembre, que cette foire est prochaine. La foire d'octobre paraît avoir été de bonne heure une des grandes foires de Poitiers, avec celle du carême : elle se le-

nait à la Pierre-Levée, au-dessus du faubourg Saint-Saturnin, le lundi après la fête de Saint-Denis (9 octobre) et fut transférée en ville, dans les halles appartenant à Herbert Berland, par des lettres de Philippe VI de Valois du 16 déc. 1347. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 430, et Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1845, p. 61 et suiv. L'expression *Benedictio Pictavensis*, employée ici pour désigner cette foire, n'a pas été signalée jusqu'ici : elle rappelle l'expression *Benedictio Indicti* qui désignait l'ouverture de la fameuse foire du Lendit à Saint-Denis. — 5. Le nom de cet armurier, dont le nom dérive de sa profession, est écrit *Gaufridus Le Heumer* dans un acte du 13 sept. 1291, par lequel il concède une maison à Pierre Le Hucheur, à la rente de 25 sous un denier (*Arch. mun. F 11*). Cf. art. 17. *Gaufridus Leaumer*. — 6. Traversonne, village, commune de Vouillé. — 7. La Saint-Léger est le 2 octobre.

14. Item, die martis post Nativitatem Beate Marie ¹ : Marcialis Perrerr tenetur reddere Johanni Renossea III solidos, infra octo dies, ex servicio suo.

15. Item, die veneris post Nativitatem Beate Marie ² : Johannes Baron et Johannes Robini, infra octo dies, tenentur reddere Hugoni Amiot decem et octo solidos, debitos ex venditione cere. — Dictus Ferde tenetur reddere preposito monachorum Sancti Benedicti de Quinsayo ³ IIII^{or} libras, infra octo dies, debitas ex venditione feni. — Item, die veneris post Nativitatem Beate Marie, Hugo Limozin tenetur reddere Philippo Hardi XI solidos, infra octo dies, debitos ex venditione unius equi. — Marescallus Le Chapeler tenetur reddere bone ancille, dicte La Torcasie ⁴, V solidos, infra octo dies, ex servicio suo. — De petitionibus mutuis dicti Mausacre et Hernaudi Servi dicti Le Negre [compromissum est] ⁵ in Petrum Possin alto et basso, pena decem librarum apposita, et durabit hujusmodi compromissum usque ad festum Beati Michaelis. — Aymericus de Ture tenetur reddere dicte Berlande VIII solidos VIII denarios, infra octo dies, debitos ex venditione salis. — Michael Le Polailler tenetur reddere dicte La Pelerine II solidos infra octo dies. — In causa que vertitur inter Petrum de Lobantere ⁶ et Nicholaum Ganter, est assignata dies veneris post festum Sancti Luce. — De mutuis petitionibus Aymerici Odonet ⁷ et Johannis fratris sui, compromissum fuit in arbitros prudentes viros Guillelmum Laurentii et Guillelmum Bernardi et promiserunt dicti fratres, juramento ab ipsis prestito corporaliter et sub pena centum marcharum argenti, solvendarum parti parenti dicto et ordi-

nationi dictorum arbitrorum a parte non parenti, attendere, prosequi et servare quicquid per dictos arbitros alto et basso fuerit ordinatum seu etiam concordatum, qua pena predicta soluta vel non soluta, commissa vel non commissa, dicto compromisso in suo robore duraturo. Actum die veneris supradicta. — De petitione Johannis Breer contra Robinum Cliges, debet credi Robbertus Regis de consensu partium, pena duodecim solidorum apposita. — Symon Morelli tenetur reddere Petro Chaynea XXVI solidos, infra octo dies, ex venditione chorii. — De petitione Petri de Portu contra Michaellem Larmurer compromissum est in arbitros in Symonem de Faya alto et basso, pena viginti quinque solidorum apposita, solvenda parti parenti a parte non parenti dicto et ordinationi dictorum arbitrorum ⁸. — P. de Maysoncelles tenetur reddere Chevaler, mercerio, II solidos III denarios debitos ex venditione mercimoniorum suorum.

1. 9 septembre. — 2. 12 septembre. — 3. Aujourd'hui Saint-Benoît, canton sud de Poitiers, anciennement Saint-Benoît-de-Quinçay, où une abbaye de Bénédictins avait été fondée au VII^e s. — 4. Le nom de cette bonne (*bona ancilla*) est sans doute celui du village d'où elle était originaire. La Torchaise, communes de Béruges et de Fontaine-le-Comte. — 5. Mots omis. — 6. La Loubantière, commune de Buxerolles. — 7. Cf. n^o CXXVI, p. 173, n. 7. L'objet du différend entre Aimeri Odonnet et son frère n'est pas indiqué. — 8. Bien qu'il n'y ait qu'un arbitre, on a conservé le pluriel des formules habituelles.

16. Item, die veneris post Exaltationem Sancte Crucis ¹ : De petitione Kalande de Senaut ² contra Johannem Pedoge et ejus uxorem compromissum est in arbitros in Philippum Poverelli ³ et Hugonem Ranardi ⁴; mediator electus Guillelmus de Nonavilla alto et basso; pena viginti quinque librarum apposita, solvenda parti parenti a parte non parenti. Et debet fieri inspectio de rebus contentionis per Aymericum Foher ⁵. Et promisit sub pena predicta dictus Johannes quod ipse faciet et curabit erga uxorem suam, quod ipsa hujusmodi compromissum ratum habebit pariter atque firmum et ordinationem factam super premissis ab arbitris supradictis, ita quod ipse qui deficiet de habendo arbitrum suum ad diem, solvet parti adverse viginti quinque solidos. — De petitione Gaufridi de Magnat contra Johannem de Vivonia compro-

missum est in arbitrum in Guillelmum Alemanni, civem Pictavensem, alto et basso, pena decem librarum apposita, solvenda parti parenti a parte non parenti. Et durabit hujusmodi compromissum usque ad festum Omnium Sanctorum proxime venturum, et nisi infra dictum terminum poterit definire, dictus Guillelmus poterit dictum compromissum pro sua voluntate libite prolongare. — Relicta Johannis Joer tenetur reddere Gaufrido Le Borgne, clerico, XII solidos, infra octo dies, debitos ex finali compoto habito inter eos. — Guillelmus de Calviniaco, lathomus, tenetur reddere Gaufrido Le Borgne, clerico, XII solidos, infra nundinum instantis Benedictionis Pictavensis, debitos ex compoto. — Guillelmus Olearii se tenuit coram nobis plenarie pro pagato a Petro Britone, cellario, de omnibus debitis, in quibus dictus Petrus tenebatur et teneri poterat eidem Guillelmo, ex quacunque causa seu etiam racione, a tempore retroacto usque ad hodiernum diem. Actum die veneris post Exaltacionem Sancte Crucis, anno Domini M^o CC^o octogesimo septimo.

1. 19 septembre. Le tribunal n'a pas siégé le mardi 16 septembre. — 2. Lire peut-être Senant, aujourd'hui Cenat, village, commune de La Puye. — 3. Philippe Pouvreau, neveu de Thomas Pouvreau, chanoine de Notre-Dame-la-Grande, habitait, en 1273, une maison voisine de Notre-Dame (Arch. de la Vienne, G 1123) ; il était sans doute parent d'Aimeri Pouvreau, maire en 1240 et en 1248. Cf. p. 90, n. 3, 119, n. 5. — 4. Cf. n^o LXXV, p. 127, n. 4. — 5. Aimeri Foucher agit comme sergent de la commune.

17. Item, dis veneris post festum sancti Dyonisii¹ : Petrus Normanni tenetur reddere Thome Collunt² III solidos VI denarios, infra octo dies, in quibus eidem tenebatur pro Philippo Normanni. — Debent audiri Thomas Normanni³ et Nicholaus Ganter super forma verborum, in qua dictum suum super petitionibus Michaelis Olearii et dicti Ferde protulerunt et ad hec assignata est dies veneris in quindena. — Johannes de Templo tenetur reddere Guillelmo Le Chapuseor VI solidos VI denarios, infra octo dies, ex vendicione de arsons. — Guillelmus Le Chapuseor tenetur reddere Johanni Larcher II solidos, infra octo dies, ex mutuo debitos. — Michael Larmurer tenetur reddere Gaufrido Leaumer XII solidos, infra quindecim dies vel habere dominum Hugonem Popca, militem, super hoc

garitorem. — Item, tenetur reddere eidem dictus Michael V solidos, infra octo dies, in quibus eidem tenetur pro Anglisco de Charage. — Item, de viginti et duobus denariis, quos petebat dictus Gaufridus dicto Michael, debet credi uxori dicti Gaufridi ; et, ad computandum de quadam pipa vini, est assignata coram arbitris suis, pena quinque solidorum apposita, dies veneris in octo diebus. — Ordinatum fuit et iudicatum, quod medietas cujusdam domus, site apud Grangis⁴, que fuit quondam Guillelmi Froger et Bone Frogere, ejus uxoris, defunctorum, de qua questio vertebatur inter Petrum Gerbaut et Petrum Ozclon ex parte una, et Laurencium Thoynea et Petronillam La Mirebelle, ejus uxorem, ex altera, quod medietas dicte domus predictis Petro Gerbaut et Petro Ozclon perpetuo remaneat ad faciendum suam voluntatem, et alia medietas predictis Laurencio et Petronille et eorum heredibus, possidenda perpetuo et ad faciendum suam voluntatem. Actum die veneris post festum Sancti Dyonisii, anno Domini M^oCC^o octogesimo septimo.

1. 10 octobre. Le tribunal n'avait pas siégé depuis le 19 septembre. — 2. Thomas *Collunt*, dont le nom est écrit plus loin *Collont* (art. 29), figure sur des listes d'échevins en 1290 (n^o CXLV) et 1308 (n^o CCVII). — 3. Echevin en 1290 (n^o CXLV). — 4. Il existait un lieu dit Les Granges, dans la paroisse Saint-Germain, à Poitiers. Cf. Arch. mun. F 43.

18. Item, die martis ante festum Sancti Luce¹, Guillelmo Laurencii gerente vices : Nicholaus Ganter tenetur reddere Petro Servienti, priori Sancti Porcharii, X solidos, infra octo dies, residuos de quadraginta solidis, debitis ex vendicione bladi. — Dictus Belle Parole tenetur reddere Petronille La Legere V solidos, infra octo dies, debitos tam pro una bezоче² quam pro mutuo, et unum supertunicale valoris duodecim denariorum. — Symon Morelli tenetur reddere Guillelmo Laurencii³ III solidos I denarium, infra octo dies, pena quinque solidorum apposita, debitos ex vendicione corii. — Dictus Rex de Collia Alba tenetur reddere Guillelmo Gaygnart et Johanne, ejus sorori, duo sextaria frumenti et duos capones, infra octo dies, debitos ex admodiatione terrarum ; et dictus Rex quictavit eisdem dictas terras in perpetuum et dimisit, et ipsi quictaverunt eidem Regi alia duo sextaria frumenti et

duo capones, que debebat eisdem ex arreragiis ratione terrarum predictarum. — Item, tenetur reddere dictus Rex de Collia Aymerico de Ture XI denarios, infra octo dies, debitos ex vendicione salis.

19. Item, die veneris ante festum Sancti Luce⁴: Johannes Torelli, pelliparius, tenetur reddere infra octo dies Robino pellipario XXIII solidos VI denarios, sibi debitos ex vendicione pelliparie. — Hugo Limozin tenetur reddere dicto Le Choyne duo sextaria avene infra octo dies, ex causa emptionis debita, et super duobus sextariis frumenti ad mensuram Pictavensem, quos petebat eidem Hugoni dictus Le Choyne ex causa emptionis, debet habere garitorem dictus Hugo dominum Johannem Largos, presbiterum; et ad hec assignata est dies veneris post festum Sancti Luce.

1. 14 octobre. — 2. Mot poitevin signifiant petite bêche. — 3. Ce passage montre que Guillaume Laurent, qui remplaçait le maire à cette audience, était marchand de cuir. — 4. 17 octobre. Cf. n° CXXXIV, art. 6.

20. Item, die veneris ante festum apostolorum Simonis et Jude¹: De petitione Petri Pasquer contra Johannam, ancillam dicte Magne Dure, super quindecim solidis ex locatione cujusdam domus, compromissum est in arbitros Clementem de Stabulis² et Raginaldum de Montibus; et debent reportare pacem vel litem in die octavo. — Aymericus molendinarius tenetur reddere Thomassie, uxori Radulphi Caylle, duos solidos quatuor denarios infra octo dies, debitos ex mutuo. — Johannes Magnen tenetur reddere Guillelmo Bonini VI solidos infra octo dies, debitos ex vendicione duarum quadrigarum ligni. — Johannes de Pontoysse, de Collia Alba, fecit et constituit coram nobis sè sponsorem et greentatorem et etiam principalem debitorem versus Guillelmum Leborgoignon in triginta solidis monete currentis, reddendis videlicet infra Nativitatem Domini proximam et etiam infra instentem festum Pasche per medium, in quibus dictus Maudecus tenebatur eidem ex vendicione vini. Actum die predicta, anno Domini M^o CC^o octogesimo septimo. — Michael Larmurer tenetur reddere Gaufrido Larmurer XVII solidos II denarios, infra instens festum Omnium Sanctorum, debitos ex compoto habito inter

ipsos. Item, et decem solidos monete currentis, infra Nativitatem Domini, debitos ex quodam delicto eidem Gaufrido a dicto Michaelē perpetrato, salva et retempta voluntate dicti Gaufridi accipiendi vel dimictendi.

21. Item, die martis ante festum Omnium Sanctorum ³; Maquerellus, carnifex, tenetur solvere infra octo dies Johanni Vacher III^{or} solidos, quos eidem promisit solvere pro Johanni de Bornesio ⁴, qui dictam peccuniam debebat ex vendicione porcorum. — Petrus Jeseu tenetur reddere Reginaldo Salverii in instenti festo Omnium Sanctorum XXX solidos et in sequenti Nativitate Domini X solidos, quos confessus fuit se debere eidem ex vendicione telorum ⁵. Actum die sabbati ante festum apostolorum Simonis et Jude ⁶, anno supradicto.

1. 24 octobre. Le tribunal n'avait pas siégé le mardi précédent. — 2. *dest Stabulis* A. Lire de *Stabulis*. Etables, village, communes de Charay et de Blâlay, canton de Neuville. — 3. 28 octobre. — 4. Le Bornais, commune de Senillé, canton de Châtellerault. — 5. Lire peut-être *telorum*. — 6. 25 octobre. Cette audience est mentionnée aussi au verso du rôle. Cf. n° CXXXIV, art. 8.

22. Item, die martis post festum Omnium Sanctorum ¹: P. de Poyzat tenetur reddere Guillelmo Le Bariller quinque petia ² ligni, videlicet tres de quindecim pedibus et dimidio de quareura ³, et due de novem pedibus, infra octo dies, in quibus tenetur eidem pro Morino Chadin, vel habere garitorum. — Aymericus de Thoarcio tenetur reddere dicto Fetedeste XIII solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione aluti. — Thomas Bremars tenetur reddere Reginaldo de Legugiaco X solidos, infra instans festum Beate Katerine, debitos ex vendicione cere. — David Furnerius tenetur reddere Johanni Fenion XVIII solidos, infra octo dies, debitos de vendicione unius orilatre ⁴, unius tapetis et unius patelle, quos debet tradere eidem. — Reginaldus de Legugiaco cepit in garimento Petrum Porcher ⁵, super petitione quam faciebat eidem magister Petrus de Pricayo super obligatione quadam, facta eidem magistro a Petro Hernaudi, a quo dictus Reginaldus emerat quamdam domum, quam vendiderat dictus Reginaldus dicto Petro Porcher, et dictus Reginaldus laudavit garitorem dictum Petrum Hernaudi, et dictus Petrus Hernaudi petiit inspectionem, que inspectio fuit judicata. — Nicholaus

Ganter tenetur reddere heredibus deffuncti Petri Garnerii ⁶ XVIII solidos VII denarios, infra octo dies, quos eisdem reddere greantavit pro se et pro parcionariis. — Guillelmus Josseame tenetur reddere Aymerico Laspayer ⁷ III solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione unius ansis.

1. 4 novembre. — 2. pièces (de bois). — 3. Forme latinisée du v. franç. *quareure* (équarrissage). — 4. oreiller. — 5. Pierre Porcher figure sur des listes d'échevins en 1308 (n° CCVII) et 1314 (n° CCXXX). — 6. Cf. p. 114, n. 11. — 7. Le nom de ce fabricant d'épées (*ansis* est pour *ensis*), qui doit son nom à sa profession, est écrit plus loin (art. 33) *Lespaer*. Cf. art. 27, *espayer*.

23. Item, die veneris post festum Omnium Sanctorum ¹, tenente locum majoris Robberto Regis : Michael Pasailli promisit reddere Hugoni Furnerio de Cella XXX solidos ex vendicione porcorum debitos, videlicet in instanti Nativitate Domini X solidos, in sequenti Pascha X solidos, in sequenti Nativitate Beati Johannis X solidos. — Magister Petrus de Pontlevoy tenetur reddere Johanni Brient, lathomo, quatuor solidos in instanti festo Sancti Andree apostoli, sibi debitos ex operibus suis. — Raspignon tenetur reddere quinque solidos domino Philippo de Jaunaio, presbitero, infra octo dies, quos reddere promisit pro fratre suo. — Johannes Boyscloyl tenetur reddere infra octo dies Johanni Anglico quadraginta septem solidos sex denarios, debitos ex vendicione mercimoniorum suorum. — De petitione magistri Petri de Prisayo, clerici, contra Petrum Porcher super obligatione decem librarum, quondam facta eidem clerico a Petro Hernaudi, pelliario, super domo quam emit dictus Petrus Porcher a Reginaldo de Legugiac, que domus quondam fuit dicti Petri Hernaudi, fuit dictus Petrus contra judicem totaliter absolutus, presentibus domino Guillelmo de Novavilla, majore, Guillelmo Doride, Robberto Regis, dicto Viaut, Petro Alemanni, predicto magistro Petro de Prissayo et pluribus aliis. Actum die predicta.

24. Die veneris post festum Sancti Martini hyemalis ² : Johannes Blancharz tenetur reddere filio dicte Textricis ³ quinque solidos infra octo dies, debitos ex servicio suo. — Guillelmus Chapuseor tenetur reddere Michaeli Oleario quasdam armaturas stuci et unius baculi et duorum barellorum,

sine peroracione aliqua, cum quatuor solidis, infra Circumsionem Domini, et nisi ipsas armaturas reddiderit, tenetur reddere XIX solidos. — Guillelmus Basoin tenetur reddere Guillelmo Bonini III solidos infra octo dies, debitos ex vendicione ligni. — De omnibus petitionibus quas habent inter se adinvicem Hugo Grossini et relictæ defuncti Cenz Mars, compromissum est in arbitros alto et basso, fide data et pena quinquaginta librarum apposita, solvenda etc., in Johannem Samuelh ⁴ et Clementem de Stabulis; mediator electus dominus de Novavilla super discordio habito inter ipsos, ad diffiniendum infra Purificationem Beate Marie.

1. 7 novembre. — 2. 14 novembre. Le tribunal n'avait pas siégé le mardi précédent. — 3. Ce mot est sans doute la traduction d'un surnom français tel que la Tisserande. — 4. Jean Samuel figure comme pair sur un acte de 1308 (n° CCVI).

25. Item, die martis in octaba Sancti Martini hyemalis ¹: Nicholaus Ganter tenetur reddere Johanni Maufroy VII solidos infra instens festum Beati Andree apostoli, debitos ex taxatione dempñorum ² et expensarum. — Dictus Ferde tenetur reddere Michaeli Olearii videlicet infra Purificationem Beate Marie X solidos et infra sequentem Mediam Quadragesimam quinque et ponere in manum domini majoris quinque solidos infra sequentem Pascham, ratione cujusdam compositione ³ pacis, facte et habite inter ipsos, ita quod ille ipsorum, qui primus maledixerit vel forisfecerit alteri, tenetur reddere non maledicenti viginti solidos, solvendos parti et nobis per medium, iudicio mediante.

26. Item, die veneris post octabam Sancti Martini hyemalis ⁴: Bartholomeus de Noianto tenetur reddere Johanni Le Piquart XII solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione mercimoniorum suorum. — Johannes Bonea tenetur reddere Guillelmo Oleario IIII solidos I denarium infra octo dies, in quibus eidem tenetur pro Johanne de Mirebea. — Matheus Le Claveurer ⁵ tenetur facere Guillelmo de Porta duodenam boclarum senglarum ⁶ de Malo Leone pro III solidis et duodenam boclarum legeres ad sengulas pro XIIII denariis, infra tres dies postquam ab eodem Guillelmo fuerit requisitus, et

duodenam boclarum sursenglarum, estemées et non estemées per medium, pro decem et octo denariis, et duodenam boclarum asenglias pro sex denariis ; et fuit ista conventio facta inter partes in Nativitate Beati Johannis proximo preterita et debet durare usque ad quinque annos computendos a Nativitate predicta iudicio mediante.

1. 18 novembre. — 2. Forme altérée de *damnorum*. — 3. Lire *compositionis*. — 4. 21 novembre. — 5. *Claveurer* signifie serrurier. — 6. boucles de sangles.

27. Item, die veneris post festum Sancte Katerine ¹ : De petitione uxoris Andree de Valle Viridi contra dictum Amidouz debet credi de consensu partium Nicholaus de Valle Viridi et ejus uxor, et ad audiendum dictum eorum seu testimonium est assignata dies mercurii post Epiphaniam Domini, et debent reportare pacem die veneris sequenti. — Dictus Resti, espayer ², tenetur reddere Hugoni de Rocherolio VI solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione chorii, et unum fauchon, quod eidem tradidit pro reparando ³, iudicio mediante. — Tenetur probare Aymericus Baudrigea, quod dictus Chauvigne, lathomus, dedit eidem mandatum ponendi gagia ipsius, que ipse habebat pro quadam fidejussione, in qua dictus Chauvigne ligatus erat erga dictum Aymericum, et ad hec est eisdem assignata dies veneris post festum Sancti Andree, iudicio mediante. — Johannes Raspignon tenetur reddere dicte La Boyne unum sextarium frumenti et unam minam siliginis, infra Nativitatem Domini, debita ex admodiatione terrarum. — Guillelmus Furnerius tenetur reddere Herberto Guillermuet, clerico, L solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione unius equi, prout in quadam exequatoria continetur. — Petrus de Poyzat tenetur reddere relicte Guillelmi Minart III solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione quarundam caligarum.

1. 28 novembre. Le tribunal n'avait pas siégé le mardi précédent. — 2. *espayer* paraît être ici un nom commun, qui signifie fabricant d'épées. — 3. Lire *reparando*, « à réparer ».

28. Item, die veneris post festum Sancti Andree apostoli ¹ :

Gaufridus Bocharidi tenetur reddere Colino Pagani decem solidos IIII denarios, infra octo dies, debitos ex vendicione mercimoniorum suorum. — De petitione uxoris Hugonis Pesticerii ² contra Petronillam nutricem Guillelmi Minart compromissum est in dictum Viaut et Clementem de Stabulis alto et basso, pena centum solidorum apposita : et canit uxor predicti Hugonis, quod ipsa faciet erga maritum suum, quod ipse ratificabit finissionem per dictum Viaut, et debet reportari pax infra octo dies. — De petitione Michaelis Olearii contra Hugonem Charbonea compromissum est in Clementem de Stabulis et Gaufridum Cissorem alto et basso, pena viginti solidorum apposita, solvenda parti parenti et majori per medium a parte non parenti, et debent reportare pacem vel litem infra octo dies. — De petitione quam faciebat dicte La Cenz Marde ³ Guillelmus Laurencii debent computare coram majore die sabbati post festum [Sancti] ⁴ Andree, judicio mediante. — Matheus Le Pareor tenetur reddere dicte La Cenz Marde unum blanchet ⁵ et unam parie ⁶, infra octo dies, sufficienter paratos, judicio mediante. — Clemens Furerius, dictus Marcialis, Johannes Pedoge, dictus Blondeas tenentur reddere Guillelmo Rossea XIX solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione cujusdam campane.

1. 5 décembre. Comme la semaine précédente, le tribunal n'avait pas siégé le mardi. — 2. Ce nom paraît être la forme latinisée de *Le Pasticer*, qu'on trouve plus loin, art. 32. Hugues *Le Patilier* avait cessé de faire partie de la commune en 1310 (n° CCXII). — 3. *La Cenz Marde* est la veuve de *Cenz Mars* mentionnée plus haut, art. 24 et ci-dessous, art. 39. — 4. Mot omis. — 5. étoffe de laine blanche. — 6. Mot inconnu, paraissant désigner une étoffe.

29. Item, die martis post festum beati Nicholai hyemalis ¹, presente Guillelmo de Nova Villa, majore : De petitione Guillelmi Plachea contra Petronillam Viarde, uxorem Johannis Raspignon, debet inquiri veritas per majorem infra quindecim dies, judicio mediante. — Laurencius Thoynea tenetur reddere dicto Maquerea sex solidos infra octo dies, debitos ex vendicione carnum. — Yvo Normanni tenetur reddere Guillelmo Le Pareor XLIIII solidos, infra octo dies, debitos ex mutuo, et dictus Guillelmus tenetur reddere dicto Yvoni tres petias burelli, quas idem Yvo tradidit eidem pro parendo, soluto

eidem Guillelmo salario suo pro tribus petiis burelli parendis. — Thorellus pelliparius fecit et constituit se sponsorem et greentatorem versus Thomam Collont in quatuor solidos monete currentis, reddendos infra Mediam Quadragesimam pro dicto Perno magistro, qui dictos quatuor solidos debebat ex locacione cujusdam domus. — Johannes Le Peintrier tenetur reddere Auberto Le Pareor hodie sex libras remesii et sex solidos infra octo dies, debitos ex paratura pannorum. — Pena centum solidorum fuit apposita inter Martinum Le Borreler et ejus uxorem et Laurencium Garsona et ejus uxorem, si ipsi vel eorum alter maledixerint vel forisfecerint unus alteri, solvenda a parte maledicenti parti non maledicenti et majori per medium, ita quod predictae partes quiete remaneant ab omnibus actionibus et petitionibus, que una habebat erga aliam a tempore retroacto usque ad datam presentium litterarum, iudicio mediante.

30. Item, die veneris post festum Sancti Nicholai hyemalis ² : Dicta Pasqueroue La Feotrere tenetur reddere dicte La Michelle XVI solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione cere. — Johannes Blanchardi tenetur reddere dicte La Michelle XVIII solidos IIII denarios, infra octo dies, ex vendicione cere debitos. — Item, Johannes Blanchardi tenetur reddere Johanni Fenion VIII solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione cere.

31. Item, die martis ante festum Sancti Thome apostoli ³ : Gaufridus de Caritate tenetur reddere Martino Samiche quedam acta, de quibus agebatur inter ipsos, vel quindecim solidos monete currentis, infra instans festum beati Hylarii yemalis. — P. dictus Normannus, regrater, tenetur reddere dicto Audiger quatuor solidos, infra octo dies, debitos ex vendicione vindemie. — Dictus Ferde debet habere garitorem suum infra diem veneris post Nativitatem Domini, super petitione quam faciebat eidem Petrus Vacherius de porta de Tranchea, super vendicione cujusdam equi ocissi ⁴ prope portam de Tranchea, facta eidem a dicto Robberto, serviente domini regis, de quo equo gariendo dictus Ferde fecerat et constituerat se sponsorem erga predictum Petrum Vacherium, iudicio mediante. — Johannes de Bel Esme tenetur reddere Johanni

Queille de Crotellez ⁵ XIII solidos II denarios, et Dyonisius Sarpe IIII solidos II denarios infra octo dies, debitos ex vendicione chorii, iudicio mediante. — Debet fieri inspectio de petitione, quam dictus Guytart faciebat Johanni de Bel Esme, die mercurii post octavam Sancti Nicholai et terminatio assignata die veneris sequenti, iudicio mediante. — Dictus Boraus tenetur reddere Aymerico Foher XII solidos infra octo dies, debitos ex vendicione arculorum.

1. 9 décembre. — 2. 12 décembre. — 3. 16 décembre. — 4. Lire *occisi*. — 5. Croutelle, canton sud de Poitiers.

32. Item, die veneris ante festum Sancti Thome apostoli ¹, Guillelmo de Chervis curiam tenente : Michael Armurer tenetur reddere Jameto Britoni XVIII solidos infra Circuncisionem Domini, debitos ex vendicione mercimoniorum suorum. — De petitione Johannis Raspignon contra Petrum Raspignon, negavit dictus Petrus se nichil habere de bonis paternis seu maternis, et juratum fuit inter eos de calumpnia, et debuit ponere in scriptis die veneris post Circuncisionem Domini. — De petitione dicti Petri Maugeron contra Petrum de Portu compromissum est in dominum Gaufridum Charron alto et basso, pena viginti quinque solidorum apposita, iudicio mediante. — Johannes de Nova Villa tenetur reddere Reginaldo Lugot VIII solidos infra festum Sancti Hylarii, debitos ex mutuo. — Hugo de Vivonia tenetur reddere Jameto Britoni X solidos, infra festum Beati Hylarii, debitos ex vendicione de loyre ². — Hugo Limozin tenetur reddere Philippe filie Agnetis de Grangis unum sextarium siliginis, unum sextarium balergie et unum boyssellum fabarum, debitos ex servicio suo, infra octo dies. — Dictus Ferde tenetur reddere dicto Chove Lonbardo, infra festum Beati Hylarii, XXVII libras monete currentis vel unam cupam argenti de pondere quinque marcharum argenti et dimidie et viginti quatuor stellingorum ³, vel habere garitorem super hoc priorem de Anganbe ⁴. — Johannes Gileberti tenetur reddere Jameto Britoni III solidos I denario minus infra octo dies, debitos ex vendicione mercimoniorum suorum. — De petitione Bonini Litigatoris contra Hugonem Petit et Johannam La Maomete, ejus uxorem, compromissum est in arbitros in abbatem Sancti Benedicti et

prepositum monachorum ejusdem loci, alto et basso, pena centum solidorum apposita, solvenda parti parenti et majori per medium a parte non parenti et durabit usque ad instens festum Omnium Sanctorum. — De petitione uxoris Hugonis Le Pasticer contra nutricem Guillelmi Minart deffuncti, gagiavit emendam dicta nutrix eidem uxori, que emenda consensu partium debet taxari per dominum majorem et Johannem Rosselli de Vivonia judicio mediante. — Super petitione Radulphi Britonis contra dictum Ferde, tenetur jurare dictus Ferde et ejus uxor, quod ipsi per tres annos non habuerunt nec receperunt ab eodem Radulpho, quolibet anno, quinque minas frumenti, debitas ratione quarundam terrarum, de quibus dictus Radulphus petebat eidem garimentum sibi fieri, et ad hoc assignata est dies martis ante Nativitatem Domini judicio mediante. — De petitione Johanne Poitevine contra Boninum Litigatorem exitit ⁵ in dominum majorem, tanquam in arbitrum, compromissum alto et basso, pena viginti quinque solidorum apposita, solvenda parti parenti a parte non parenti dicto et ordinacioni dictorum arbitrorum et est coram dicto arbitro assignata partibus dies martis post Nativitatem Domini, judicio mediante. — Super petitionibus quas habent inter se Guillelmus Bonini et Radulphus Circularius, judicatum fuit quod redire debent ad arbitrum ⁶ domini Robberti Regis, ad diffiniendum die veneris post Circonsionem Domini. — De petitione Guillelmi Bonini contra Guillelmum Reille súper vendicione nemoris, remansit Guillelmus Reille liber penitus et immunis judicio mediante. — Assignata est dies veneris post Circuncisionem Domini precisse ad tertiam productionem testium Robino Letaillander in causa, quam ipse movet contra Matheum Lebarber et ejus uxorem super sexaginta solidis sibi olim adnudutatis contra ipsos, ut dicebat dictus Robinus, a deffuncto Matheo Pellipario.

1. 19 décembre. — 2. cuve de pressoir. — 3. Cette coupe d'argent étant estimée 17 livres tournois et pesant 5 marcs d'argent et 24 esterlins (c'est-à-dire 45 onces $1/5$, l'esterlin étant le 20^e de l'once, qui est la 8^e partie du marc), le prix du marc d'argent est de 95 sous. — 4. Enjambes, faubourg de Lusignan. Le prieuré d'Enjambes dépendait de l'abbaye de Nouaillé. — 5. Lire *estitit*. — 6. Lire *arbitrium*.

33. Item, die martis ante Nativitatem Domini¹, majore presente : De petitione Johannis Paucerot contra Johannam d'Asneres, ancillam Michaelis Polayller, super effusione sanguinis sibi facta in brachio ab eadem, ut dicebatur, compromissum fuit in arbitros Aymericum Levacher et Petrum Anglicum alto et basso, et debet pax reportari die veneris post Circuncisionem Domini, et tenetur dictus Michael ipsam Johannam adducere ad faciendum quod dictaverit ordo juris. — De petitione dicte Bone Lagarnere contra Hugonem Limozin, super eo quod boves ejus comederant et devastaverant unum campum avene, situm in territorio de Guitarderis², compromissum fuit in arbitrum Petrum Alemanni alto et basso, judicio mediante ; qui vero, onere dicti compromissi in se suscepto, dictum suum protulit in hunc modum, quod dictus Hugo et Guillelmus Limozin, qui fidejussorem pro ipso [se]³ constituerat, redderent dicte Bone, infra Nativitatem Beate Marie, tria sextaria avene; quod dictum laudaverunt et promiserunt mediante judicio dicta tria sextaria avene termino supradicto. — Boninus Placitator tenetur reddere Aymerico Lespaer quatuor solidos infra octo dies, debitos ex venditione unius ensis. — Philippus de Nova Villa tenetur reddere Guillelmo Alemanni, infra octo dies, triginta solidos duodecim denarios debitos ex venditione ferri.

34. Item, die veneris post Circuncisionem Domini⁴ : Juliana, uxor quondam Aymerici Talmerii, exoniavit se contra Symonem Morini per Johannem de Portu⁵, presente Guillelmo Vermardi. — Petrus Stephani laudavit garitorem Ragnaldum Faurelh in causa, quam movet contra ipsum Aubertus Lepareor, et est assignata dies veneris post festum Beati Hylarii. — Philippus Riber tenetur reddere Johanni Caponcer XIIII solidos, III denariis minus, infra octo dies, debitos ex venditione porchorum. — Dictus Ferde tenetur reddere Johanni de Chessa XVI solidos infra quindecim dies vel habere garitorem super hoc. — Item, Johannes Raspignon tenetur reddere Johanni Bajon VII solidos, VI denarios et duos capones infra octo dies, de censa cujusdam domus.

1. 23 décembre. — 2. Le territoire des Guitardières, situé entre le faubourg de la Roche (anciennement la Roche d'Anguillard) et la Cueilie-Mirebalaise,

faubourg de Poitiers sur l'ancienne route de Mirebeau, faisait partie du fief d'Anguitard. Cf. n° XXVIII, art. 30. — 3. Mot omis. — 4. 2 janvier 1288. — 5. Jean du Port figure sur une liste d'échevins en 1290 (n° CXLV).

35. Item, die veneris post Epiphaniam Domini ¹ : Guillelmus Furnerius, principalis debitor, et David Furnerius, tanquam sponsor et greantator pro ipso, tenentur reddere Petro Faissiller sex libras et decem solidos monete currentis, debitos ex vendicione ligni et vini, infra octo dies.

36. Item, die veneris post festum Beati Hylarii ², Guillelmo Bernart tenente locum majoris : Hugo Limozin tenetur habere garilorem die veneris proxima super viginti tribus solidis et octo denariis, quos petebat Petrus Martinus a predicto Hugone et in quibus constituerat se sponsorem erga ipsum Petrum pro Vincencio Boer et Robino Faydi. — De petitione Petri Britonis, sellarii, contra David Furnerium super una tabarda ³, ordinatum fuit per Guillelmum Bernardum, tenentem locum majoris, de consensu partium, quod, infra octo dies, idem David solvet dicto Petro quinque solidos. — Item, Guiardus, gener Levitrer, tenetur reddere infra octo dies dicte Lacayssele quatuor solidos, ex locacione cujusdam operarii ⁴ debitos.

37. Item, die veneris post festum Sancti Vincencii ⁵ : Laurencius de Salmurio ⁶, gener Guillelmi Froger, promisit reddere Thome Normanni viginti solidos monete currentis, videlicet decem solidos in instanti Carniprivo, decem solidos in sequenti Nativitate Beati Johannis, eidem debitos ex causa mutui.

1. 9 janvier. Le tribunal ne siègea que le vendredi, du 2 janvier au 6 février. — 2. 16 janvier. — 3. manteau. — 4. Cf. n° XXVIII, art. 28. Ce mot signifie peut-être ici atelier. — 5. 23 janvier. — 6. Saumur.

38. Item, die veneris ante Purificacionem Beate Marie ¹ : Johannes de Portu tenetur reddere Guillelmo Boyssea de Sancto Benedicto tres trossas feni infra octo dies, quas dictus Guillelmus tradidit dicto Chabaille, de mandato dicti Johannis de Portus ², prout ipse confessus fuit coram nobis, judicio mediante. — Philippus Riber tenetur reddere Guillelmo de

Nova Villa VII solidos V denarios infra octo dies, debitos ex loccacione unius banci. — Hugo Limozin tenetur reddere Petro Martini XXIII solidos IX denarios ³, infra octo dies, in quibus eidem tenebatur pro Vincencio Boer et Robino Faydi. — Boninus Litigator tenetur reddere Colino Normanni XVII solidos infra octo dies, ex censa cujusdam domus debitos. — Aymericus de Thoarcio tenetur reddere Colino Brunelli decem solidos infra octo dies, residuos de quatuordecim solidis monete currentis, in quibus dictus Aymericus fecit et constituit se sponsorem et greantatorem versus dictum Colinum pro Yvone Britone, vel habere super hoc garitorem. — De petitione Johannis Sayve contra Guillelmum de Insula, compromissum est in Aymericum Odoneti ⁴ alto et basso, pena decem solidorum apposita, judicio mediante. — Ponit in juramento Johannes Raspignon contra Petrum Raspignon, fratrem suum, quod dictus Petrus habuit et recepit post mortem matris eorumdem, donis ejusdem matris, videlicet unam mait ⁵, unum vasem eris, unam archam ⁶, unum tripodem et quinque linteamina et oves ad valorem viginti solidorum Parisiensium, plus vel parum minus, quod dictus Petrus negavit in juramento suo et dictus Johannes obtulit se probaturum. — Cum Guillelmus Olearii ⁷ peteret dicto Chabaille unum miliare tebularum ⁸ platez, tres solidos ex venditione oleii et remesii et tres solidos ex venditione quarrelli, judicatum fuit quod dictus Chabaillet ⁹ juret premissa vera non esse, die veneris post Purificationem Beate Marie sibi ad hoc assignata, et sic a petitione hujusmodi quittus maneat et immunis. — In causa Petri Morierii contra dictum David, juratum fuit de calumpnia a dictis partibus, et ad ponendum et respondendum per juramentum est assignata dictis partibus dies veneris post Purificationem Beate Marie. — Petrus de Thorie, carnifex, promisit reddere Guillelmo de Nova Villa, tunc majori communie Pictavensis, duo picheros remesii ¹⁰ in instanti festo Beate Marie Magdalene, que confessus fuit se vendidisse eidem et de precio sibi fuisse satisfactum. Actum die veneris ante Purificationem Beate Marie predictam.

1. 30 janvier. — 2. Lire *Portu*. — 3. Cf. ci-dessus art. 36. — 4. Aimeri, Odonnet était le gendre de Guillaume de l'Île. Cf. p. 1, n. 173. — 5. Huche. —

faubourg de Poitiers sur l'ancienne route de Mirebeau, faisait partie du
guitard. Cf. n° XXVIII, art. 30. — 3. Mot omis. — 4. 2 janv.
5. Jean du Port figure sur une liste d'échevins en 1290 (n° CXII)

35. Item, die veneris post Epiphaniam Dom-
mus Furnerius, principalis debitor, et David
quam sponsor et greantator pro ipso, tenent
Faissiller sex libras et decem solidos monete
ex vendicione ligni et vini, infra octo dies.

36. Item, die veneris post festum Beati
Bernart tenente locum majoris : Hugo I
garitorem die veneris proxima super
octo denariis, quos petebat Petrus
gone et in quibus constituerat se
trum pro Vincencio Boer et Rob-
Petri Britonis, sellarii, contra J
tabarda³, ordinatum fuit per
nentem locum majoris, de con-
dies, idem David solvet dicto
Guiardus, gener Levitrer, te
Lacayssele quatuor solido
debitos.

37. Item, die veneris
rencius de Salmurio⁶.
dere Thome Norman
licet decem solidos
sequenti Nativita-
mutui.

1. 9 janvier. Le
2. 16 janvier. —
peut-être ici at

IV

ere correctionnelle et de police pro-
action municipale sous la mairie de Guil-

38. Ite
Johann
Sancto
Guill
nis
me
juillet 1287 — 8 février 1288
Arch. mun. D 2.

...aginta solidorum apposita fuit inter Jorda-
...at uxorem Guilloti Anglici, reddenda non
...icente, parti et communie per medium.
...festum Sancti Cypriani ¹, anno sep-
— 205 —
...m Sancti Cipriani ² intraverunt
...va Villa et promiserunt : Johan-
...Rosselli ³ et nobis ; — Guil-
...Galterii Feotrerii, V solidos
...eo de Noianto et nobis ;
...ii, III solidos et nobis.
...ter Jordanam, uxo-
...m Johannis Pelli-
...icenti et ville per
...ant, est placé
...précédent. —
...chevins en 1290
...ale la note suivante,
...tera de octo libris debitis
...Nova villa a Petro Achardi
...mini proxime venturam quadra-
...cati Johannis quadraginta solidis et
...predictis. Actum die martis post octabas
...octogesimo septimo.

...solidorum fuit apposita inter Robbertum
...Jaquetum Chapeler, solvenda a maledicenti
...a maledicenti per medium.

...e sabbati in vigilia Sancti Bartholomei apostoli ¹,
...o Domini M^o CC^o octogesimo septimo, gagiavit emendam
Guillelmus Minars ², mercerius, pro eo quod ipse noluit obe-
dire mandato domini Guillelmi de Nova Villa, majoris com-
munie Pictavensis, super eo quod ipse precepit ei quod ipse
colligeret assisiam ³ factam per ebdomadam. Dato fidejus-
sore de dicta emenda Petro Paquerii et dicto Chevaler mer-
cerio.

5. Super petitione Gaufridi Leaumer contra Michelet de
Provins, pro eo quod ipse percusserat dictum Gaufridum, po-
sita fuerunt bona dicti Michelet in manu majoris, et juraverunt

6. coffre. — 7. Il paraît douteux que ce Guillaume Olivier, qui avait vendu des tuiles, de l'huile et de la graisse, soit le même que le garde du scel royal de 1280, lieutenant du sénéchal de Poitou en 1284 (n° XCIV, n. 3). — 8. Ce mot semble être pour *legularum*, tuiles. — 9. Lire *Chabaille*. La finale en *el* est empruntée à *jurd*, qui suit. — 10. pots de graisse (*remesium*). Cf. n° XLIX, n. 1.

39. Item, die veneris ante Cineres¹, majore presente : Guillelmus Presticas promisit reddere Raginaldo de Legugie unam tronciam nemoris, unam securim, sex solidos, unum caponem, infra octo dies, judicio mediante, et Johanni Gorri quatuor solidos et unum caponem infra octo dies, judicio mediante. — Dicta Lacaysele, tenetur reddere domine Johanne Lagarnere, infra octo dies, duodecim solidos debitos ex censa cujusdam domus. — Dictus Marescallus Chaponi promisit judicio mediante servare indempnem erga Guillelmum Baudoyne, burgensem de Rupella, Johannem Saumurea et ipsum deliberare penitus infra Mediam Quadragesimam proxime venturam. — Stephanus Chabaille relaxavit juramentum quod Johannes de Portu debebat facere usque ad octo dies. — Nicholaus Le Ganter tenetur reddere Symoni Morini sex solidos, infra dominicam qua cantatur Oculi mei², debitos ex causa mutui. — De communi assensu Johanne relicte defuncti Johannis dicti Cent Marz et Margarite Normanne, remanserunt judicio mediante dicte Margarite omnia pignora, que ipsa Margarita habebat de dicta Johanna, scilicet quatuor culcitras et quatuor pulvinaria de pluma; dicte Margarite obligata pro quadraginta solidis. De dictis pignoribus faciet ipsa Margarita in perpetuum suam voluntatem.

1. 6 février. — 2. 3^e dimanche de carême.

CXXXIV

Condamnations en matière correctionnelle et de police prononcées par la juridiction municipale sous la mairie de Guillaume de Neuville.

15 juillet 1287 — 8 février 1288

Original, Arch. mun. D 2.

1. Pena quinquaginta solidorum apposita fuit inter Jordandum Pelliparium et uxorem Guilloti Anglici, reddenda non maledicenti a maledicente, parti et communie per medium. Actum die veneris post festum Sancti Cypriani ¹, anno septimo.

2. Die martis post festum Sancti Cipriani ² intraverunt coram majore Guillelmo de Nova Villa et promiserunt : Johannes de Poille V solidos Johanni Rosselli ³ et nobis ; — Guillelmus Boylaygue, gener defuncti Galterii Feotrerii, V solidos in Nativitate Beate Marie Bartholomeo de Noianto et nobis ; — Guido, filius defuncti Andree Olearii, III solidos et nobis. — Pena decem solidorum est apposita inter Jordanam, uxorem Jordani Pelliparii et Aynardim, uxorem Johannis Pelliparii, solvenda a maledicente parti non maledicenti et ville per medium, nisi maledictum excederet pena ⁴.

1. 18 juillet. Ce premier article, bien que postérieur au suivant, est placé avant. Toutes ces condamnations sont inscrites au dos du rôle précédent. —

2. 15 juillet. — 3. Jean Rousseau figure sur des listes d'échevins en 1290 (n° CXLV) et 1308 (n° CCVI, CCVII). — 4. Ici s'intercale la note suivante, rappelant un arrêt du 3 juin précédent : « Debet fieri littera de octo libris debitis ex vendicione unius equi, reddendis Guillelmo de Nova villa a Petro Achardi et Jocossa, ejus uxore, infra Nativitatem Domini proxime venturam quadraginta solidis et in sequenti Nativitate Beati Johannis quadraginta solidis et tantundem anno revoluti terminis predictis. Actum die martis post octabas Penthecostes anno Domini M° CC° octogesimo septimo.

3. Pena decem solidorum fuit apposita inter Robbertum Le Chapeler et Jaquetum Chapeler, solvenda a maledicenti nobis et non maledicenti per medium.

4. Die sabbati in vigilia Sancti Bartholomei apostoli ¹, anno Domini M° CC° octogesimo septimo, gagiavit emendam Guillelmus Minars ², mercerius, pro eo quod ipse noluit obedire mandato domini Guillelmi de Nova Villa, majoris communie Pictavensis, super eo quod ipse precepit ei quod ipse colligeret assisiam ³ factam per ebdomadam. Dato fidejussore de dicta emenda Petro Paquerii et dicto Chevaler mercerio.

5. Super petitione Gaufridi Leaumer contra Michelet de Provins, pro eo quod ipse percusserat dictum Gaufridum, posita fuerunt bona dicti Michelet in manu majoris, et juraverunt

dicti Michelet et ejus uxor ipsa bona salva tenere, et die veneris in octabis Assumpcionis Beate Marie ⁴ judicatum fuit quod dictus Michelet faciet emendam dicto Gaufrido ad juramentum suum, et die ⁵ veneris in quindena est assignata ad taxacionem emende communie faciende.

6. Die veneris ante festum Sancti Luce ⁶ gagiavit emendam dictus Boves, carnifex, pro eo quod ipse composuerat in duobus quarteriis ovis menbrum simile membri arietis, prout ipse confessus est coram Guillelmo de Chervis ⁷, allocati domini majoris, usque ad valorem viginti quinque librarum, dato et constituto fidejussore Guillelmo de Bello Monte, carnifice. Actum ut supra.

1. 23 août. — 2. Ce Guillaume Minart, mercier, qui fut condamné à une amende le 23 août pour avoir refusé d'exécuter un ordre du maire lui prescrivant de recueillir une contribution hebdomadaire, mourut avant le 28 novembre, date à laquelle sa veuve figure sur le rôle précédent (art. 27). — 3. *Assisia facta per ebdomadam* est synonyme de *talleia per ebdomadam... pro expensis communibus* (n° CLIII). Cf. p. 91, n. 4. On voit que le maire désignait des particuliers pour faire l'office de collecteurs. — 4. 22 août. — 5. Lire *dies*. — 6. 17 octobre. — 7. Ce passage montre que Guillaume de Cherves, échevin, remplaça le maire à l'audience du 17 octobre comme à celle du 19 décembre (n° CXXXIII, art. 32).

7. Johannes de Gorz gagiavit emendam pro eo quod fecerat contra statuta communie p̄sces vendendo ¹. Actum die veneris ante festum sancte Katerine ², anno septimo. Uxor dicti Johannis de Gort dedit fidejussorem Colinum de Rastea et dictum Mingue, pro uno salmone vendito ab eadem contra statuta.

8. Johannes Vitrerii gagiavit emendam, quia vocacerat coram majore dictum Borraudum ³, circularium, perjurum. Actum die sabbati ante festum Omnium Sanctorum ⁴.

9. Pena X solidorum apposita est Martino Samiche contra Michaellem Polailler ⁵, solvenda parti et ville per medium, si dictus Michael exnunc forisfecerit vel maledixerit eidem, dum damagium possit sufficienter probari.

10. Petrus de Boretia ⁶ gagiavit emendam, pro eo quod ipse vendiderat minutas lapides de lapidaria communie ⁷ sine assensu majoris. Actum die veneris post festum Sancti Andree apostoli ⁸.

1. Cf. n° LV. — 2. 22 novembre. — 3. Ce Borraud figure sur le rôle précédent (art. 31). Il était marchand ambulant (*circularius*). — 4. 25 octobre. Ce n'est que par exception que le tribunal siégeait le samedi. — 5. Ce Michel Poulailler ou Le Poulailler figure sur le rôle précédent (art. 15 et 33). Sur la profession de poulailler ou marchand de volaille, cf. Boissonnade, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1898, p. 160. — 6. Bouresse, canton de Lussac. — 7. Il ressort de ce passage que la commune de Poitiers possédait une carrière de pierres; c'est, à ce qu'il semble, le seul document où elle soit mentionnée. — 8. 5 décembre.

11. David Furnerius gagiavit emendam, pro eo quod ipse vocavit in presentia Guillelmi de Nova Villa, majoris, Guillelmum Moricii de Andille ¹ falsum rusticum, dato fidejussore de dicta emenda Petro Bonini. Actum presentibus Petro Bonini, Barbitonsore, Johanne Amoros, Aymerico Vacherii, Gaufrido Leaumer, Johanne Fenion, Guillelmo Furnerii, Gaufrido Cissore, die veneris ante Purificationem Beate Marie, anno Domini M^oCC^o octogesimo septimo ².

12. Guillelmus Martinus ³ promisit et tenetur reddere Guillelmo de Nova Villa, vel majori qui pro tempore fuerit, quinquaginta et octo solidos, sibi traditos a predicto Guillelmo de Nova Villa, tunc majore communie, quos dictus major in manu sua ⁴ ratione et occasione piscium, scilicet salmonum venditorum Pictavis contra statuta ville Pictavensis. Actum die sabbati ante Cineres anno Domini M^oCC^o octogesimo septimo ⁵. Dum tamen a predicto majore, vel a majore qui pro tempore fuerit, super hoc fuerit requisitus.

13. Pena viginti quinque solidorum apposita est inter Guillotum Pelliparium et ejus uxorem ex parte una et Mariam Lapeurere et ejus filiam ex altera, reddenda passo injuriam vel maledictum ab altera partium et communie per medium, dum tamen possit sufficienter probari, nisi tamen excessus excedat penam. Actum dominica ante Cineres anno Domini M^o CC^o LXXX^o VII^o ⁶.

1. Andillé, canton de la Villedieu. — 2. 30 janvier 1288, n. st. Ce passage, où le millésime indiqué est 1287, prouve que l'on ne suivait plus à Poitiers le style de Noël, usité au XII^e s. — 3. Guillaume Martin figure sur une liste d'échevins en 1290 (n° CXLV). On se demande pourquoi le maire lui avait remis cette somme de 58 sous provenant d'amendes infligées à des poissonniers. — 4. Il man que un verbe. — 5. 7 février 1288 n. st. — 6. 8 février. Le tribunal siégea par exception un dimanche.

CXXXV

*Comparutions et défauts des parties aux audiences du tribunal
du maire.*

1^{er} août 1287 — 27 février 1288

Original, Arch. mun. D 2 ¹.

1. Deffecerunt die veneris in festo Sancti Petri ad vincula ² : P. Brito, ad querelam David Furnerii ; Johannes Rocarnis, ad querelam domini Stephani, presbiteri Beate Marie.

2. Deffecerunt die martis ante festum Sancti Sixisti ³ : Jehut, carpentarius, ad querelam Hylarie La Richarde. Comparuerunt : Johannes Rocarnis contra dominum Stephanum, capicerium Beate Marie ; Magnus Maupetiz, ad querelam Simonis, servientis castellani.

3. Item, deffecerunt die veneris post festum Sancti Sixti ⁴. Comparuit : Johannes Foacer contra confratres confratrie Sancte Martre ⁵. Helias Pelliparius, ad querelam Petronille ancille Bone Lagarnere et comparuit contra ipsam.

4. Deffecerunt die martis post Assumptionem Beate Marie ⁶ : Johanna Girarda, ad querelam Johanne nutricis Gaufridi de Macognia ; Giletus Mechain, ad querelam Johannis Bonea et ad querelam dicti Camus ; La Galipele, ad querelam dicti Camus.

5. Item, die veneris in octavis Assumpcionis Beate Marie deffecerunt ⁷ : Uxor Guillelmi de Recay, ad querelam Joie, filie dicte Laffeillere (Ay.) ⁸ ; — Johannes, nepos Guillelmi Beamont, ad querelam Petri Ferde (Ay.) ; — Gaufridus de Caritate, ad querelam Johannis Senescalli, ad diem martis precedentem (Ay.). — Petrus Hernaudus comparuit contra Rag. Bigot (Ay.). — Joscelinetus de Barra, ad querelam Petri Corbin.

1. Ces défauts sont inscrits au dos du rôle (n° CXXXIII), ainsi que les condamnations qui précèdent (n° CXXXIV). — 2. 1^{er} août — 3. 5 août. — 4. 8 août. — 5. Cette confrérie ne paraît mentionnée nulle part ailleurs. Cf. Rambaud, *Bull. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1909, p. 672. — 6. 19 août. — 7. 22 août. Le

rôle (n° CXXXIII) n'offre pas d'arrêts pour cette date, non plus que pour le 19 août. — 8. Cette indication abrégée, qui figure à la suite de plusieurs articles, n'est autre chose que le commencement du nom d'Aimeri Foucher, sergent de la commune, chargé des citations. Cf. ci-dessous, art. 15.

6. Deffecerunt die martis post festum Sancti Bartholomei ¹. — Richardus Macue comparuit contra Guillelmum Paticer. — Deffecit Biraus, ad querelam Johannis Borser. — Comparuit Petrus Bernardi contra Robbertum Foquez, pelliparium. — Deffecit Johannes nepos Guillelmi de Bello Monte ², ad querelam Ferde. — Comparuit Guillelmus de Calviniaco contra Gaufridum Le Borgne. — Comparuit Johannes Amart contra dictam La Joberte.

7. Item, deffecerunt die veneris in Decolacione Sancti Johannis ³. Deffecit P. Galet, ad querelam Petri Painchaut. — Deffecit Robinus Cliges, ad querelam Petronille La Richarde.

8. Deffecerunt die martis post Nativitatem Beate Marie ⁴. — Comparuit Guillelmus Gaygnart contra Hylariam La Richarde.

9. Deffecit Johannes de Vivonia, ad querelam Gaufridi de Megnant ⁵, si cit(avit) G(uillelmus) Alemant ⁶, die veneris post Nativitatem Beate Marie ⁷. — Comparuit Matheus Barber et ejus uxor contra Robinum de Sancto Paulo, si cit(avit) G. Alemant. — Hugo de Vivonia, ad querelam Thome de Bocay. — Uxor Marcaut, ad querelam dicte Lapelerine. — Guido de Sancto Michael ⁸ et dictus Ogerius, ad querelam Thome Chesnea. — Johannes Blancharz, ad querelam Johannis Fenion. Predicti deficientes traditi fuerunt Aymerico Foscher ⁹.

1. 26 août. — 2. C'est évidemment le même qui est appelé plus haut Guillelmus Beamont. — 3. 29 août. — 4. 9 septembre. — 5. Ce nom est écrit sur le rôle (n° CXXXIII, art. 16) *de Magnat*. — 6. Guillaume Alemant paraît avoir été chargé des citations, conjointement avec Aimeri Foucher, sergent de la commune. C'est parfois le maire lui-même qui fait les citations. Cf. ci-dessous, art. 14 et 27. — 7. 12 septembre. — 8. Guy de Saint-Michel fut, en 1276, un des commissaires chargés de veiller à l'exécution du règlement des cordonniers (n° LXXXIII). — 9. Le nom d'Aimeri Foucher est écrit ailleurs *Focher* (n° CXXXIII, art. 16, 31), *Focheri* (*ibid.*, art. 6).

10. Item, deffecerunt die veneris post Exaltacionem Sancte Crucis ¹. Deffecerunt Ferde, ad querelam Guillelmi Beau-

mont : — Gaufridus Leaumer, querens contra Michelet de Provins. — Comparuit Guido de Sancto Michaelle contra les Chagneas. — Deffecit magister Petrus de Ponte Levay², ad querelam Johannis Lathomi et ad querelam Guillelmi Patroni. — Deffecit Philippus Vilain ad querelam Guillelmi de Legugiac, ad quam diem citatus erat ad prosequendum vel dimissurus causam motam ab ipso contra eum. — Deffecit Magnus Maupetit, ad querelam Robini Cliges.

11. Deffecit die veneris post festum Sancti Dionysii³ uxor Petri Langloys, vacher, ad querelam Michaelis Le Vacher.

12. Deffecit die martis sequenti⁴ relicta Johannis Rocii, ad querelam Aymerici Baudrigea.

13. Deffecerunt die veneris ante festum Sancti Luce⁵ : Johannes Magnen, ad querelam G. Bonini ; magister P. de Ponte Lovain, ad querelam Johannis Lathomi ; — Maquerea, ad querelam Johannis Chapuseor. — Comparuit Johannes de Haya, pelliparius, contra Andream neptarium Johannis Joer. — P. Maupetit, ad querelam Philippi Riber. — Comparuit Boninus Litigator contra Guillelmum Thoudios.

14. Deffecerunt die veneris ante festum apostolorum Simonis et Jude⁶ : Richardus Lescueler, ad querelam Petri Stephani. — Radulphus de Thoarcio, alutarius, comparuit contra Mad. de Ebreiis. — Gaufridus de Caritate deffecit, ad querelam Guillelmi de Mortuo Mari⁷. — Magister Petrus de Pont Levoy, ad querelam Johannis Lathomi. — Comparuit G. de Legugiac contra Philippum Vilani, citatum per majorem.

1. 19 septembre. — 2. Pontlevoy, Loir-et-Cher. — 3. 10 octobre. — 4. 14 octobre. — 5. 17 octobre. — 6. 24 octobre. — 7. Mortemer, canton de Lussac-les-Châteaux.

15. Deffecerunt die martis ante festum Omnium Sanctorum¹ : Johannes de Blesis, claviger, ad querelam dicte Barbaste. Si Ay. Focher². — Dicta Dulcia, uxor Parvi, carnificis, ad querelam Johannis Paucerot. Si Ay. Focher. — P. Gualet, ad querelam rectoris ecclesie Beate Marie de Candalaria³. Si Guillelmus Alem(annus). — Uxor Cent Marz,

ad querelam Hugonis Grossin. Si Guillelmus Alem(annus). — Gener Hugonis de Collecta, ad querelam Banes. Si Ay. Focher. — Gener Hugonis de Collecta, Marescallus de Foro Veteri ⁴, Guillelmus Harchenbaudus, ad querelam Petri Alemanni. Si Ay(mericus) cit(avit). — Marescallus de Foro Veteri, ad querelam Guillelmi Gueynart. Si Ay(mericus) cit(avit). — Michael Olearii, ad querelam Robberti Furnerii. Si Ay(mericus) cit(avit).

16. Item, die martis post festum Omnium Sanctorum ⁵. Comparuit Petrus Martini contra Johannem Assalli et Gaufridum Pionea. — Comparuit Petrus Bonini contra Thomam Lorendea. — Deffecit Petrus Chayros, ad querelam Guillelmi de Porta. — Comparuit Symon Morini contra uxorem defuncti Aymerici Talmerii. — Deffecerunt Robinus Marescallus, Radulphus de Pilariis, dictus Oliverius, ad querelam Gaufridi Pionea. — Deffecit uxor dicti Cenz Mars, ad querelam Hugonis Grossini.

17. Item, deffecerunt die veneris post festum Omnium Sanctorum ⁶. Deffecit Johannes Bauchardi, maritus Johanne de Ferreres, ad querelam Johannis Fenion et Johannis Anglisci. — Comparuit G. Olearii contra Johannem de Caus.

1. 28 octobre. — 2. s.-ent. *citavit*. Ce verbe est de même omis à la fin des quatre défauts suivants, tandis qu'il est ensuite exprimé. — 3. Sur l'église de Notre-Dame-de-la-Chandelière, cf. p. 132, n. 12. — 4. Le Marché Vieux, aujourd'hui la Place d'Armes. Cf. p. 47, n. 1. — 5. 4 novembre. — 6. 7 novembre.

18. Deffecerunt die veneris post festum Sancti Martini ¹. Deffecit Johannes Jolivet, serviens domini Robberti Regis, ad querelam dicte La More.

19. Item, deffecerunt die martis in octaba Sancti Martini ². Deffecit Johannes de Vivonia, ad querelam Gorrion. — Johannes de Bessis comparuit contra uxorem Cenz Mars et dictum Boninum.

20. Item, deffecerunt die veneris post octabam Sancti Martini ³. Comparuit Chaballe et ejus uxor contra La Bezechue. — Deffecerunt Marescallus Chapeler, ad querelam Viaut ; — Radulphus Papa, ad querelam Reginaldi Bigot ; — Audiger, ad querelam Johannis Foacer. — Matheus Barber et ejus uxor

comparuerunt contra Robinum de Sancto Paulo. — Deffecit Johannes Peurier, ad querelam Guillelmi Bernardi.

21. Item, deffecerunt die veneris post festum Sancte Katerine ⁴ : Johannes de Novavilla, ad querelam Guillelmi Gaygnart. — Deffecit Aymericus Biraus, ad querelam Belle Parole. — Deffecit dictus Roer, carnifex, ad querelam Gaufridi Vacher.

22. Item, deffecerunt die veneris post festum sancti Andree apostoli ⁵. Deffecit Beraudus, vacherius, ad querelam Gaufridi de Masogne, cit(atus) per Ay(mericum). — Comparuit Johannes de Belesme, vacherius, contra Stephanum Girart, generum dicti Le Vitrier, de Mercato Veteri, cit(atum) per curiam. — Comparuit Petrus Lailier contra Petrum Troybosseas, cit(atum) per Ay(mericum). — Deffecit Parvus Raspignon, ad querelam Johannis Rosselli ; — item, ad querelam Hugonis Hernaudi, cit(atus) per G. Alemant. — Deffecerunt Johannes Gileberti et ejus uxor, ad querelam Michaelis Marrescalli.

1. 14 novembre. — 2. 18 novembre. — 3. 21 novembre. — 4. 28 novembre. — 5. 5 décembre.

23. Item, deffecerunt die veneris ante festum Sancti Thome Apostoli ¹ : Jaqueminus Piquardi, ad querelam Thome de Chessallis. — Comparuerunt Colinus, filius Petri Paquer, et Johannes Jolivet, contra dictam La More.

24. Item, deffecerunt die martis ante Nativitatem Domini ² : Jaqueminus Picardi, ad querelam Thome de Chesaut. — Comparuit dictus Poytevinus, carnifex, contra Johannem Torea, pelliparium.

25. Item, die veneris post Circuncisionem Domini ³, Johannes Megnen comparuit contra Guillelmum Bonini. — Deffecerunt Borraudus, circularius, ad querelam Simonis Morin et ejus uxoris ; — Johannes Raspignon, ad querelam Petri Raspignon. — Comparuit Petrus de Portu contra Petrum Meugeron, pelliparium. — Johannes Torat, ad querelam Johannis Rabodea.

26. Item, deffecerunt die veneris post Epiphaniam Domini ⁴. Comparuit Symon Morini de Masay ⁵ contra Johannem filium Aymerici Talmer. — Chabaille, ad querelam Guil-

lelmi Olearii. — Richardus Lescueler, ad querelam Andree de Pinu ⁶. — Comparuit uxor Andree de Valle Viridi contra Amicum Douz ⁷, cit(atum) per curiam. — Johannes Vacher de Sancto Porchario, ad querelam Johannis de Vienes. Si cit(avit) Ay(mericus). — Relicta Cenz Mars, ad querelam Aymerici Baudreier. — Comparuit Quarterous contra filium Tranchant.

1, 19 décembre. — 2, 23 décembre. — 3, 2 janvier. — 4, 9 janvier. — 5, Mazay, commune de Vouneuil-sous-Biard, canton Sud de Poitiers. — 6, André du Pin sur une liste d'échevins en 1290 (n° CXLV). — 7, Forme en partie latinisée du nom de *Amidouz* (n° CXXXIII, art. 27).

27. Deffecerunt die veneris post festum Beati Hylarii ¹, Guillelmo Bernardi tenente locum majoris : Audiger, ad querelam Petri Christiani, si Ay(mericus) Focher cit(avit). — Boninus Placitator, ad [querelam] ² Petri de Sancto Benedicto ; — item, ad querelam Johanne Pictavine, si Ay(mericus) cit(avit). — Uxor Stephani Chabaille, ad querelam Michaelis Cloardi, si major recolit ipsam citavisse. — Stephanus Chabaille, ad querelam Michaelis Cloardi, teste Ay(merico) Focher. — Item, Maupetit, ad querelam Petri Faurelli, teste Ay(merico) Focher.

28. Item, die veneris ante Purificationem Beate Marie Virginis ³, deffecerunt Martinus de Poyse, P. de Thore, Petrus Maupetit, Bartholomeus Carnifex, Thomas de Bossay, P. Chayros, dictus Maquerea, Franciscus, Guillelmus Maupetiz, ad querelam Guillelmi de Nova Villa. — Deffecerunt Parvus de Sancto Benedicto, ad querelam Johannis Bernardi, si c(itavit) Ay(mericus). — Petrus Maupetiz, ad querelam Petri Favrea, de Deffenso, si c(itavit) Ay(mericus). — Boninus Litigator comparuit contra Petrum de Sancto Benedicto.

29. Deffecerunt, die veneris ante Cineres ⁴ : Johannes Maupetiz, Magnus Carnifex, ad querelam dicte Melmece ; — Johannes River, ad querelam Guillelmi de Porta, sellarii ; — relictas Alani custellarii, ad querelam Gaufridi de Caritate. — Bona Lasuere comparuit contra Petrum de Sancto Leodegario. — Male Teste, ad querelam Johannis Galterii, furnerii. — P. Maupetit, ad querelam Petri Favrea.

30. Deffecerunt die veneris post Cineres ⁵ : Stephanus Chabaille, ad querelam Johannis de Portu ; — Guillelmus de Argentonio, ad querelam dicte Lapelerine ; — dictus Morinus, ad querelam uxoris Johannis custodis Beate Radegundis ; — Bartholomeus Bonaudi, furnerius, ad querelam Gaufridi de Caritate.

31. Item, deffecerunt die veneris post Invocavit me ⁶. Comparuit Gaufridus de Caritate contra Hilariam La Cotelere.

32. Item, deffecerunt die martis post Reminiscere ⁷ : Rossellus Loytrier, ad querelam uxoris Petri Porcher. — Petrus de Bouretia, ad querelam Margarite relictæ Guillelmi Minart. — Colinus Boylayge, taverner, ad querelam Robberti Chape-
ler.

1. 16 janvier. — 2. Mot omis. — 3. 30 janvier. — 4. 6 février. — 5. 13 février — 6. 20 février. — 7. 27 février.

CXXXVI

Philippe le Bel, à l'instigation du maire de Poitiers, mande au sénéchal de Poitou d'obliger les clercs qui font du commerce et ceux qui possèdent des biens soumis aux charges communales, à payer les tailles habituelles.

5 août 1287

A. Man. d'Auzance, fol. 46 v^o. — B. Man. d'Auzance, fol. 91.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi ¹, salutem. Intelleximus ex parte majoris ² et communie Pictavensis, quod quidam clerici mercatores ac tenentes burgesias ³, ratione mercaturarum et burgesiarum suarum taillias sibi, prout decet, impositas, solvere contradicunt. Quare mandamus vobis quatenus, si ita est, ipsos ad solvendas taillias ratione et occasione premissorum, prout alias tailliarum consueverunt, compellatis justitia mediante. Actum Parisius, die martis post festum Beati Petri ad Vincula, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo septimo.

1. Le sénéchal de Poitou était alors Philippe de Beaumanoir, le célèbre auteur des *Coutumes de Beauvaisis*. Il avait succédé, en 1284, à Jean de Seignelay (cf. n° CXV, n. 2) ; il administra le Poitou et la Saintonge jusqu'en 1288. Il fut ensuite, en 1289, bailli de Vermandois et fut envoyé par le roi en mission à Rome. En 1292, il était bailli de Tours, puis fut bailli de Senlis, de février 1293 à sa mort, survenue le 7 janvier 1296. Cf. *Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 190 ; *Œuvres poétiques de Philippe de Rémi, sire de Beaumanoir*, édition Suchier, t. I, p. xi et suiv. — 2. Le maire de Poitiers était en 1287, jusqu'au 13 juillet, Guillaume Doride (p. 173, n. 5), et depuis le 14 juillet, Guillaume de Neuville, *ibid.*, n. 6. — 3. Philippe le Hardi avait déclaré, le 29 nov. 1274, que les clercs devaient être invités à ne pas se mêler de commerce (*Ordonnances*, t. I, p. 302, art. 4) ; une circulaire de 1284 avait soumis les clercs marchands aux tailles communes imposées par les villes (Ménard, *Hist. de Nîmes*, I, Preuves, p. 105 ; Langlois, *Règne de Philippe le Hardi*, p. 233). Quant aux clercs vivant cléricalement, c'est-à-dire sans être mariés et sans exercer de commerce, ils étaient affranchis des tailles personnelles ; mais ils devaient payer des impôts fonciers, d'après l'ordonnance du 29 nov. 1274, s'ils possédaient des biens soumis à des tailles réelles. Cf. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 278.

CXXXVII

*Le sergent du prévôt de Poitiers jure devant le tribunal du maire
d'observer les privilèges de la commune du Poitiers.*

12 septembre 1287

Original, Arch. mun. D 2¹.

Die veneris post Nativitatem Beate Marie anno Domini
M^o CC^o octogesimo septimo, juravit Johannes de Marçayo,
serviens prepositi Pictavensis, privilegium communie Picta-
vensis fideliter servare et contra non facere et officium servien-
tis fideliter adimplere.

1. Cette prestation de serment du sergent du prévôt de Poitiers est inscrite au dos du rôle des causes civiles soumises à la juridiction du maire (n° CXXXIII), à côté des condamnations en matière correctionnelle et de police (n° CXXXIV) et des défauts (n° CXXXV). Ce serment fut prêté devant le tribunal du maire.

CXXXVIII

Arrêt du Parlement confirmant un jugement rendu par le séné-

chal de Poitou pour fixer les droits de l'abbaye du Pin au sujet du Minage de Poitiers.

janvier 1288

A. Original, Arch. mun. D 3. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 42 v°. — C. Reg. 12, p. 288. — D. Man. d'Auzance, fol. 84. — EDITIONS. a. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 352. — b. Beauchet-Filleau, *Mém. de la Soc. de Stat. des Deux-Sèvres*, 1868, p. 141.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum super discordia, que vertebatur coram senescallo nostro Pictavensi inter abbatem et conventum de Pinu, ex una parte, et majorem et communitatem civitatis Pictavensis, ex altera, super eo quod dicti major et communitas dicebant dictos religiosos in multis abuti minagio, quod habent in civitate Pictavensi, per dictum senescallum nostrum¹ latum fuisset judicium quod sequitur :

Judicatum fuit et determinatum quod dicti religiosi, pro jure minagii et pertinentiarum, habebunt et capient de qualibet cuysa² bladi unum boissellum, et ex uno sextario quartam partem boisselli, et ita proportionaliter de qualibet cuysa et quolibet sextario, et de minori quam sextario et de blado apportato ad collum nichil capient, salva ratione eorum qui ad hoc solvere non tenentur per libertatem vel per privilegium aut per aliam rationem ; et de aliis rebus, videlicet de pomis, de piris, de nucibus, de goussis pisorum, de goussis fabarum, de napis et synapi et de aliis fructibus nichil capient nec habent jus capiendi ;

Et pro eo quod dicti religiosi in hoc abusi fuerunt in discordia et de novo tenentur propter hoc ad emendam faciendam, tandem ad supplicationem dictorum religiosorum, dicentium se contra justitiam per dictum judicium esse gravatos et cum instantia petentium dictum judicium retractari, iterato viso processu, habito super premissis coram dicto senescallo, et reinspectis depositionibus testium, hinc inde productorum, judicium predictum, per dictum senescallum latum, per curie nostre judicium extitit confirmatum. In cujus rei testimonium

presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini M^oCC^o octogesimo septimo, mense januario.

1. Ce sénéchal était Philippe de Beaumanoir. Cf. *Actes du Parlement*, t. I, p. 405, n^o 633. — 2. La mesure de blé appelée cuisse valait 4 setiers, et le setier 8 boisseaux (cf. p. 82, n. 1) : le droit de minage était donc d'un 32^e. Ce droit appartenait encore en entier à l'abbaye du Pin. Cf. n^o CLXXVIII.

CXXXIX

Jean Milon ¹ et *Clémence*, sa femme, *Guillaume Moreau* ² de *Paché* ³ et *Jeanne* sa femme, de la paroisse de *Sauves* ⁴, vendent à *Guillaume Gabel* ⁵, scolastique de l'église de *Poitiers*, pour 24 livres tournois, une dîme en la paroisse de *Mouterre-Silly* ⁶, appelée dîme aux *Ralaux*, contiguë à la dîme de l'église de *Mouterre-Silly* ⁷.

29 février 1288 n. st. ⁸

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 159 (N II). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 36.

1. *Millon A*, *Milonis B*. — 2. *Moreau A*, *Morelli B*. — 3. de *Paie A*, de *Pace B*. Peut-être de *Paché*, village, commune d'Avanton. — 4. *Saulves A*, *Salina B* (lire *Salvia*). *Saint-Jean-de-Sauves*, canton de Moncontour. — 5. *Gaubel A*, *Gabeli B*. Cf. n^o XCIII, n. 2, et CXXII, n. 4. — 6. *Monthersillé A*, de *Monasterio Silhé B*. *Mouterre-Silly*, canton de Loudun. — 7. *contigue de la dizme dudit Monthersilhé A*, *contigue à la dizme de l'église de Monasterio Silhe* et à celle de *Sancto Mayme* et *partagée avec celle de la dama de Chandoysea B*. *Mouterre-Silly* doit son nom à un monastère bâti près du tombeau de *Saint-Maximin*, dans la terre de *Silly*, qui appartenait à sa famille. *Saint Mayme* n'est autre chose que le nom de *saint Maximin*, à qui était dédiée l'église de cette localité. *Chantdoyseau*, commune des *Trois-Moutiers*, était un ancien fief, dépendant de la châtellenie de *Berrie* (commune de *Nueil-sur-Dive*), qui relevait elle-même du château de *Loudun*. — 8. Le dimanche d'*Oculi mei* 1287.

CXL

Hugues de Brisay, chevalier, vend aux maire et commune de *Poitiers* une rente de 12 cuisses et 2 setiers de froment et de

7 livres 10 sous sur les biens qu'il possède dans les paroisses de Saire et de Savigny.

21 juillet 1288

Original, Arch. mun. F 9.

Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus Potini, clericus, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino Noveritis quod, cum dominus Hues de Brisayo ¹, miles, vendiderit pro se et suis in perpetuum majori et communie Pictavis et eorum successoribus, precio centum quinquaginta librarum turonensium nigrorum, duodecim coccias et duo sextaria frumenti ad mensuram Pictavis, et septem libras et decem solidos ² bonorum turonensium nigrorum ³ annui et perpetui redditus, quem redditum assignavit dictus miles predictis majori et communie super omnibus et singulis bonis hereditariis et juribus, que dictus miles habet in parrochiis de Saere ⁴ et de Savigne ⁵ et circa id locorum et in quibuscumque rebus dicta bona et jura consistent, item et super omnibus aliis bonis suis, mobilibus et immobilibus, presentibus et futuris, si predicta bona non sufficiant ad assignationem redditus supradicti ; et promiserit dictus miles reddere et solvere in perpetuum, suis propriis sumptibus, dictis majori et communie apud Pictavis, ubi voluerint, predictum redditum terminis infrascriptis, videlicet dictum bladum annis singulis infra festum Beati Michaelis et dictas septem libras et decem solidos in quolibet festo Pasche, sub pena quinque solidorum monete currentis, reddendorum eisdem majori et communie a dicto milite et suis, una cum dicto principali et dampnis exinde subsequutis, pro qualibet die, in qua ipse vel sui deficerent in solucione predicti redditus post quemlibet dictorum terminorum ; et voluerit quod major dicte communie ab eodem milite predictum redditum ex nunc in antea habeat et teneat ad quedam calcaria blanca seu alba de valore duodecim denariorum de franco deverio, reddenda Pictavis ad mutationem domini capitalis tantummodo, dicto majore prius super hoc requisito ; item promiserit dictus miles pro se et suis garire, *etc.*

1. Brizay, village, commune de Coussay, canton de Monts-sur-Guesne. Le fief de la Roche-de-Brizay relevait de la seigneurie de Mirebeau. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1877, p. 156. Hugues de Brisay avait épousé, en 1276, Philippe de Marmande, dame du Coudray, et était devenu de ce chef seigneur du Coudray, près de Chinon. Armé chevalier en 1284, il mourut sans enfant en 1302. Cf. M^{re} de Brisay, *Histoire de la maison de Brisay*. — 2. Le prix de vente de cette rente est, selon l'usage, égal à 10 fois sa valeur annuelle qui est de 15 livres, moitié en deniers, moitié en blé : le setier de froment est estimé 3 sous, comme précédemment (n° CIV, n. 2). — 3. La monnaie de billon est dite noire, par opposition avec la monnaie blanche, c'est-à-dire d'argent. — 4. Saire, canton de Monts-sur-Guesne, arrondissement de Loudun. — 5. Savigny-sous-Faye, canton de Lencloître, arrondissement de Châtellerault.

Item promiserit dictus miles se tenere hostagium corporale in villa Pictavis et voluerit quod, dicto hostagio perdurante, bona sua vendantur usque ad complementum omnium predictorum, si non impleverit omnia et singula supradicta ; et Johannes Jocelini, de parrochia de Saere prope Bertegon, Gaufridus Martinelli, Guillelmus Martinelli, Guillelmus Texerelli, Laurencius Texerelli, dictus Jolain Maingo, de parrochia de Savigne prope Foyam de Bauday ¹, Aymericus Ayraudi, Gaufridus Le Mercer, Petrus de Asneriis, Guillotus Berengerii, Gaufridus do Mees et Bertrandus do Mees, de parrochia de Celie ², se fecerint et constituerint sponsores et greantatores versus majorem et communiam supradictos pro predicto venditore, *etc.* Predicti miles et sponsores omnes et singuli, in nostra presencia personaliter constituti, promiserunt et eorum quilibet in solidum, per juramentum suum et per obligationem omnium bonorum suorum, et ad penam quinquaginta librarum, dictis majori et communie pro media et dicto domino regi pro alia media applicandam, se facturos, curaturos et procuratores cum effectu versus dominam Philippam, uxorem dicti militis, infra festum Nativitatis Beate Marie proximo venturum, quod ipsa domina ratificabit et approbabit pro se et suis heredibus venditionem et omnia et singula supradicta... Datum die mercurii ante festum Beate Marie Magdalene, anno Domini M^oCC^o octogesimo octavo.

1. La Fuie, village, commune de Savigny. — 2. Celliers, hameau, commune de Lencloître.

CXLI

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou et à M^e Gilles de la Salle de faire une enquête sur les empiètements des Frères Mineurs, dont se plaignait le maire de Poitiers.

1288

A. Man. d'Auzance, fol. 45 v^o. — B. Man. d'Auzance, fol. 91 ¹.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi et magistro Egidio de Aula ²... communie Pictavensis nobis fecerunt exponi quod fratres Minores ³ ville ejusdem... communitati dicte ville usui suo proprio minus juste appropriaverunt... communitatis damnum et prejudicium, ut dicitur, impeditur minus juste... cum diligentia veritatem inquiratis et, si premissa in nostri et... ad statum pristinum reducatis seu faciatis, prout ad vos pertinet... — tes ulterius super his aliquas fieri indebitas novitates... anno ejusdem millesimo ducentesimo octogesimo octavo.

1. Coppie figurée d'un acte en parchemin rongé. Le reste est rongé. Et y a un aceau, et au doz est escrit : *Ut impediretur via fratribus.* — 2. Sur M^e Gilles de la Salle, cf. n^o LXXV, n. 2. — 3. Les Frères Mineurs ou Cordeliers étaient établis à Poitiers avant 1269, date à laquelle Alfonse de Poitiers leur fit don de 20 livres. Cf. n^o LXIX, n. 1. et n^o CLXI.

CXLII

Hugues de Brisay, chevalier, vend à Guillaume Gabel, écolâtre de l'église de Poitiers, pour 60 livres tournois ¹, la dîme el terragerie de Saire ² ou de Brisay, en la paroisse de Saire, dont il garantit la valeur à 10 seliers de froment, 10 seliers de seigle et 10 seliers de baillarge el avoine, mesure de Loudun ³.

8 mars 1289 n. st. ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 159 (N 1). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 36.

1. pour certain pris A, pour LX l. l. B. — 2. Seyre AB. — 3. Cette valeur de la dîme, garantie par le vendeur, n'est indiquée que dans B. — 4. Mardi après *Reminiscere* 1288.

CXLIII

La commune de Poitiers arrente à perpétuité à Estienne, conseiller d'Orléans, demeurant à Poitiers, et à sa femme, un terrain en la rue de la Vaucontour¹, à la rente de 20 sous, payable chaque année aux fêtes de Noël et de saint Jean-Baptiste par moilié.

3 décembre 1289 *

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 197 (SS 1).

1. Vaucontour A. — 2. Samedi après la Saint-André.

CXLIV

Pierre Baille de Belle, de la paroisse de Saint-Maurice de Gengay, vend à Guillaume, fils de Marc Salomon, et à Gilette sa femme, fille de M^e Gilles de la Salle, pour le prix de 18 livres, une rente de deux muids de vin et de 10 sous sur son hébergement de Magné, payable chaque année, à la Saint-Michel, à la maison du Vergnay, appartenant à la commune de Poitiers.

4 avril 1290

Original, Arch. mun. F 10.

Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus Potini, clericus, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, coram nobis personaliter constitutus, Petrus Baille de Bele¹, de parrochia Sancti Mauricii de Gencayo, confessus fuit se vendidisse et concessisse ac etiam vendidit et concessit pro se, heredibus successoribusque suis in perpetuum

Guillelmo, filio Marci Salomonis ², et Gilete ejus uxori, filie magistri Egidii de Aula, clerici, hereditibusque eorumdem conjugum et causam habentibus et habituris ab eisdem, precio decem et octo librarum monete currentis, de quo precio dictus venditor se tenuit coram nobis plenarie pro pagato, duo modia vini boni, puri et recipialis, et decem solidos monete currentis annui et perpetui redditus, siti et assignati perpetuo super herbergamentum ipsius Petri de Bele et pertinentias ejusdem herbergamenti, siti apud Maigne ³ in dicta parrochia, et super omnia et singula bona sua, *etc.* Que quidem duo modia vini et quos decem solidos annui et perpetui redditus promisit dictus Petrus pro se, hereditibus successoribusque suis, *etc.*, reddere, solvere et conducere suis propriis sumptibus et expensis ad domum communie Pictavensis do Vergney ⁴, sitam in dicta parrochia, annis singulis, in festo Beati Michaelis, dictis emploribus et suis, et sibi eadem vendita garrirre et defendere et amortire in perpetuum versus dominum de Genciaco et omnes alios, *etc.* Datum die martis post Pascha, presentibus Guillelmo de Novavilla, Guillelmo Alemanni, Petro Poverelli et Johanne de Genis juniore, anno Domini M^oCC^o nonagesimo.

1. Nous avons vu (p. 146, n. 4) qu'il existait deux localités de ce nom, l'une sur la paroisse de Saint-Maurice, l'autre sur celle de Magné. On pourrait croire qu'il s'agit ici de la première ; mais il est dit plus loin que l'hébergement sur lequel est assise la rente vendue par Pierre Baille, est situé à Magné. — 2. Marc Salomon figure sur l'acte n^o CXXVII. — 3. Cet hébergement de Belle à Magné est probablement celui qui appartenait à Eustache de Montsorbier et que celui-ci avait abandonné à la commune de Poitiers le 18 juin 1282 (n^o CIX). Il est vraisemblable que la commune avait arrenté cette propriété à Pierre Baille, qui est peut-être l'ancêtre des Baillif, auxquels elle appartenait au xvii^e s. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1909, p. 336. — 4. Le domaine du Vergnay avait été acquis par la commune de Poitiers le 20 janvier 1287 (n^o CXXIX). Le fait que la rente vendue par Pierre Baille est payable à la maison du Vergnay vient à l'appui de la conjecture indiquée dans la note précédente. Cette maison du Vergnay n'appartenait en aucune façon à l'acheteur Guillaume Salomon ; si elle est indiquée comme lieu du paiement, c'est sans doute qu'elle était occupée alors par le vendeur. On est amené à penser que la commune avait affermé à Pierre Baille ces deux domaines voisins l'un de l'autre. Il est à remarquer que le maire de Poitiers, Guillaume de Neuville, est témoin de cet acte.

CXLV

Règlement relatif à l'usage du sceau de la commune.

13 juillet 1290

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 27. — B. Reg. 12, p. 371. — C. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 319. — EDITION. a. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 413, note.

Du seel.

Ordinatum fuit et concordatum in scabinagio, die jovis ante festum Sancti Cipriani, anno Domini M^oCC^o nonagesimo, electo majore Aymerico Odoneti², per [predictum]³ Aymericum, Guillelmum de Novavilla⁴, adhuc majorem, Guillelmum Doride, Robertum Regis, Petrum Panchaut,⁵ Guillelmum de Insula, Johannem Senescalli, Guillelmum Bernardi, Andream de Pinu, Guillelmum Burgensem, Hugonem de Cella, Baudricum Cellarium, Thomam Normani⁶, Johannem de Portu, Guillelmum Martini, Petrum Paquer⁷, Johannem Rousselli⁸, Guillelmum de Jadres⁹, Guillelmum et Thomam Colons¹⁰, Guillelmum de Argentonio, quod sigillum communie¹¹, quo¹² ad causas utitur¹³, non ligabit communiam de cetero, nec per litteras dicto sigillo sigillatas idem poterit ad communiam in aliquo obligare de cetero, litteris tamen dicto sigillo sigillatis in suo robore permanentibus.

1. *trecentesimo* ABC, CCC^o, a. Lire CC^o. Les noms propres qui suivent indiquent que ce règlement date du XIII^e s. et non du XIV^e. — 2. Aimeri Odonnet avait été élu maire pour l'année allant du 14 juillet 1290 au 13 juillet 1291. — 3. *P. G. dictum* ABC, per *G. dictum* a. Lire per *predictum*. — 4. Guillaume de Neuville, réélu maire en 1289, arrivait à l'expiration de son mandat le 13 juillet 1290. — 5. Lire *Painchaut*. Cf. n^o CXXXIII, art. 12, n. 5. — 6. Lire *Normanni*. Cf. n^o CXXXIII, art. 4. — 7. Ce nom est écrit tantôt *Paquer* (n^o CXXXIII, art. 11), tantôt *Pasquer* (*ibid.*, art. 20) ou *Pasquier* (p. 179). — 8. Lire *Rosselli* p. 207, n. 3. — 9. Aujourd'hui Jardres, canton de Saint-Julien-l'Ars. Guillaume de Jardres figure encore sur des listes d'échevins en 1294 (n^o CLVI) et 1308 (n^o CCVII). — 10. Cf. n^o CXXXIII, art. 17, n. 2. — 11. *communie* ABC, *communie* a. — 12. *a quo* ABC, *quo* a. — 13. La commune de Poitiers avait deux sceaux: l'un, dit le grand sceau, représentait d'un côté un homme à cheval

armé d'une massue et, de l'autre côté, une tour crénelée et un édifice supporté par deux arcades (Arch. mun., B1, acte du 5 février 1338); l'autre portait un lion entouré d'une bordure de besants, avec un chef à trois fleurs de lis (Arch. mun. J 4, acte du 9 nov 1386). C'est sans doute du second qu'il est question ici : l'usage en était alors restreint aux causes, c'est-à-dire aux actes émanant de la juridiction municipale ; il devint le sceau ordinaire de l'échevinage à partir de la fin du xiv^e s. Cf. Ledain, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XX, p. 243.

CXLVI

Guillaume Le Bourguignon ¹ *arrente à perpétuité à Guillaume Pasqueron, à 16 livres lournois de rente, une maison appelée la maison de la Côte de Baleine et une grange située près de la Pierre Pélerine, avec deux jardins, l'un devant ladite maison, l'autre à la Pierre Pélerine, ainsi que deux autres maisons sises à la Pierre Pélerine, près de la maison du prieur de Saint-Porchaire.*

23 mai 1291 ²

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 352 (BBBBB LXIX). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. Sur Guillaume Le Bourguignon, cf. les n^{os} LXXVIII, LXXXV, LXXXVI. Sa femme, Pétronille, était morte en 1288 (Reg. 13, p. 340, BBBBB VIII, Man. d'Auzance, fol. 28 v^o). Il mourut lui-même entre le 23 mai et le 5 septembre 1291 et légua tous ses biens à la commune de Poitiers pour fonder une aumônerie. Cf. n^o CXLVIII. — 2. Mercredi après *Cantate*.

CXLVII

Philippe le Bel ordonne d'expulser les juifs de la sénéchaussée de Poitou, à condition que, pour compenser les impôts payés par eux, une contribution de six sous par feu sera levée dans la sénéchaussée pendant six ans.

juillet 1291

Original, Arch. mun. C 5.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Quia, sicut ex multorum fide

dignorum relatione didicimus, terra Pictavie ex multitudine judeorum inibi commorantium, pravitatem usurariam et alia quedam illicita commercia exercentium ibidem, immaniter lesa est et multipliciter onerata, volentes in hac parte terre illius utilitati prospicere et inhabitantium, qui super hoc apud nos multipliciter institerunt, satisfacere voluntati, concedimus omnibus prelatiis, capitulis, abbatibus, prioribus, collegiis, villis, communitatibus, baronibus et aliis temporalibus dominis, in senescallia Pictavensi commorantibus vel ibidem homines habentibus, necnon et hominibus eorundem, judeos in predicta senescallia commorantes de tota senescallia perpetuo et irrevocabiliter amovere, non permissuri quod ullo unquam tempore degant seu morentur ibidem. Quos exinde infra festum Nativitatis Beate Marie Virginis per senescallum nostrum amoveri precipimus et expelli¹. Cum autem, in recompensationem collectarumstrarum et emolumentorum aliorum, que a judeis ibidem commorantibus percipiebamus et inantea percipere poteramus, inhabitatores terre illius, cum suorum dominorum assensu, de sua liberali voluntate, nobis concesserint super quolibet foco sex solidos turonensium annuatim, et infra summam predictam, secundum quod invenientur suppetere cujuslibet facultates, usque ad sex annos continuos et completos, nolumus quod predicta liberalis prestatio protrahatur ultra tempus predictum, neque quod, occasione quacumque super ulterioris temporis prestatione, aliquis molestetur. Plures autem ejusdem persone domos, non inhabitatas ab aliis, seu quas mercennarii sui propriis dominorum sumptibus inhabitaverint, pro unico foco volumus computari. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentes litteras sigillo nostro fecimus communiri. Actum apud Asnerias, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo primo, mense julii.

1. J. Bouchet, *Annales d'Aquitaine*, p. 179, dit que Philippe le Bel contre-manda peu après cet ordre d'expulsion, « parce que les juifs baillèrent argent, dont le roy avoit lors bien affaire ». C'est inexact : car Philippe le Bel, dans une lettre datée du 11 janvier 1310, dit que les juifs ont été complètement expulsés des sénéchaussées de Saintonge et de Poitou, environ dix-neuf ans auparavant, c'est-à-dire en 1291 (*Olim*, t. II, p. 506). Le compte des trésoriers du Louvre, de la Toussaint 1296, porte que le sénéchal de Poitou, Jean de Saint-Denis,

a versé la somme de 3.300 livres tournois, qui lui a été remise *per receptorem focagii pro expulsionem judeorum de Pictavia* (Bibl. de l'Ecole des Chartes, t. XLV, 1884, p. 247). Ce fouage est la contribution de six sous par feu qui, d'après ces lettres de Philippe le Bel, devait être levée pendant 6 ans dans la sénéchaussée de Poitou. Cette ordonnance a donc bien été exécutée, contrairement à ce que l'on a admis jusqu'ici.

CXLVIII

*Sentence arbitrale rendue par M^e Gilles de la Salle au sujet du
legs fail à la commune de Poitiers par Guillaume Le Bour-
guignon.*

5 septembre 1291

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 354 (BBBBB LXXIIII) ¹.
— B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 29 v^o.

Une lecture de transaction, passée soubz le seel royal de Poitiers, seellée d'icelluy à double queue en cere vert, le mecredi avant la Nativité Nostre Dame mil II^e IIII^{xx} XI, faisant mencion, que, comme procès fust meü entre les maire et commune de la ville de Poitiers d'une part, et venerables personnes maistres Pierre de la Scisse ², soubzchantre de l'église Saint Hillaire de Poitiers, et Pierre, recteur de l'église Saint Porchaire de Poitiers, executeurs du testament et derriere volenté de feu Guillaume Le Bourgoignon, bourgeois de Poitiers, d'autre, sur ce que lesd. maire et commun disoient que led. Bourgoignon et Petronille la Galibelle ³ avoient donné ausd. maire et commun de la dicte ville de Poitiers pour faire une aulmosnerie et pour la susbtentacion et recepcion des pauvres, leurs maisons vulgaument apellées les maisons de la Couste de Ballenne, et sa grange, assises aupres du lieu apellé vulgaument la Pierre Pellerine à Poitiers, avecques leurs appartenances et tous et chascuns leurs biens meubles; par quoy requeroient pour lesd. maire et commune que tous et chascuns leursd. biens leur fussent delivrez; et de la part desd. executeurs avoit esté nyée lad. donacion et que tous lesd. biens leur devoient estre baillez pour acomplir le testament du dit Bourgoignon. Lesquelles parties, apres plusieurs altercacions, promistrent en croire discrete personne maistre Giles de la Salle ⁴

chantre de l'église Nostre Dame la Grant de Poitiers, ainsi que lesd. maire et Guillaume Alman⁵, procureur de lad. commune, confesserent, et ce à la peine de cent mars d'argent, paiables à partie obéissant ; lequel de la Salle appoinctà que lesd. maire et commune auroient lesd. maisons de la Couste de Ballene et l'apentiz contigu à icelle maison, pareillement ung jardrin assis devant icellesd. maisons ; item, une autrè maison assise es coustaulx de Poitiers⁶ avecques tous et chascuns les jardrins, appartenances et appendances subjacente esd. jardrins, et toutes les autres maisons et jardrins et tous autres biens immeubles, qui furent desd. feuz Le Bourgoignon et sa femme, avecques tous et chascuns leurs biens meubles quelzconques estans esd. maisons, pour convertir en la dicte aulmosnerie et pour la neccessité des pauvres, sauf seulement que les choses que lesd. feu Le Bourgoignon avoit engagé au temps de sa mort, seront baillez ausd. executeurs, contenuz par la dicte lettre de transaction, outre que les vins et pipes appartenans ausd. deffunts, estans à la roche⁷ Maingoust, seront venduz, dont lesd. maire et commun en auroient les deux tierces parties et les executeurs la tierce partie. Lequel appoinctement emologuerent lesd. executeurs, maire et procureur.

1. Nous reproduisons le texte de A, qui est bien plus développé que celui de B. — 2. *de la Scisse A, de Suzia B*. Lire *de la Susse*. On trouve dans les *Documents pour Saint-Hilaire*, publiés par Rédet, un *Petrus de Secuzia* qui fut nommé chanoine de Saint-Hilaire le 28 février 1274 (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, p. 1847, p. 336) et était doyen de Saint-Hilaire en 1295 (*ibid.*, p. 355). C'est sans doute lui qui était sous-chantre en 1291. — 3. Lire *Galipelle*. Cf. n° LXXVIII, n. 2. — 4. *Aegidium de Aula B*. Cf. n° LXXV, n. 2. — 5. Lire *Alemanl*. Cf. p. 156, n. 4. — 6. *une maison sita in arvis Pictavensibus B*. — 7. Le mot paraît avoir ici le sens de cave.

CXLIX

*Vidimus, donné par Philippe le Bel, des lettres de Philippe le
Hardi relatives au legs de Guillaume Gabel.*

17 décembre 1291

Original, Arch. mun. F 12.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus nos litteras genitoris nostri carissimi Philippi, Francorum regis, vidisse in formasequenti: (*Suit le texte des lettres de Philippe le Hardi du 28 déc. 1279* ¹.) In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius die lune ante festum ² Beati Thome apostoli, anno Domini M^oCC^o nagesimo primo.

(*Sur le repli* :) Collatio facta est per me. G. de Nog ³.

1. n^o XCIII. — 2. Rédet (*Inventaire*, p. 103, n^o 458) dit que ce vidimus fut donné le lundi *après* la Saint-Thomas, et il le date du 24 décembre. Le manuscrit porte : *ante festum*. — 3. Guillaume de Nogaret. — Au dos du manuscrit, on lit, d'une écriture contemporaine : *Littere super gratia regis de acquiringdo redditus defuncti scolastici*. Guillaume Gabet était mort entre le 8 janvier et le 14 mars 1291. Cf. n^o CXXII, n. 4.

CL

Les maire et commune de Poitiers arrentent à Regnault du Gué ¹ et à Gillette, sa femme, à la rente de 15 livres par an, les maisons de la côte de Baleine et de la Pierre Pélerine ², données à la commune pour l'aumônerie de l'échevinage par feu Guillaume Le Bourguignon et Pétronille Galipelle, sa femme, mère de ladite Gillette.

16 février 1292 n. st. ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 355 (BBBBB LXXVII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. Regnault du Gué A, Raginaldus de Vado B. — 2. les maisons de la Couste de Balene et une grange assise à la Pierre Pellerine, avec deux jardins, l'un assis devant lesd. deux maisons à la Couste de Ballenne et l'autre près de lad. grange, item deux maisons qui furent dudit feu Guillaume avecques ung jardain assis à la dicte Pierre Pelerine joust la maison du prieur Saint Porchaire de Poitiers, avecques tous et chascuns les biens meubles estans en icelles maisons A — 3. Dimanche avant les Cendres.

CLI

Renaud de Pressigny, chevalier, sire de Marans, vend aux

maire et commune de Poitiers tous ses droits sur la vente du vin, du sel et du pain.

20 août 1292

Original, Arch. mun. F 13.

A touz ceaus qui verront e orront cestes presentes lettres, Renaut de Precigné¹, chevaler, sires de Maraant, saluz en Nostre Segnour. Sachent tuit que, comme contenz fust entre nous, Renaut desus dit, d'une part, e le mayre e la commune de Poitiers e les jurez de la dite commune de autre part, sour ce, ce est asavoir que nous lour demandion, de chacun tonea de vin, que il vendoient en la vile de Poitiers, fust petit ou grant, quatre deners de coustume, e de chacune charretée de sau², que il vendoient en la dite vile, sis oulées de sau de coustume, des quaus choses nous e nostre d'avancer avion esté en possession e en sesine on tens trespasé e payziblement juques au tens que il nous en avoyent dessaysi e de novea, si comme dision, en cessant de rendre les davant dites coustumes ; les diz maire e les jurez disanz e responanz à l'encontre que il n'estoient pas tenuz à rendre les dites coustumes par plusors raysons, neyanz e deffendanz que il ne nous en eussent dessaysi, si comme nous dision, e que onques en nul tens, nous ne nostre d'avancer n'avion esté en possession ne en sesine de prendre ne avoir sus les jurez de la dite commune les dites coustumes ; à la parfin, enprès mainz contenz e maintes altercations faytes e enées entre nous e eaus sus ce par davant noble monsour Pierre de Blanos³, chevaler nostre segnour le roy de France e son seneschau en Poitou, o conseil de lui e de plusors autres prodes homes, quiptames e delessames e encore quipton e delesson au mayre e à la commune desuz dit tout le droit e toute la rayson que nous avion e avoir povyon e devion en davant dites choses que nous lour demandion, sanz ce que nous ne nostre hoyr ne nostre successor lour en puisson jamès en nul tens rens querre ne demander ne prendre ne avoir en aucune menere.

1. Renaud de Pressigny, II^e du nom, était fils de Renaud de Pressigny, qui avait épousé Létice, fille de Guillaume de Mauzé, seigneur de Mauzé (Deux-

Sèvres) et de Marans (Charente-Inférieure), et était devenu seigneur de Marans à la mort de son beau-père, vers 1245. Cf. Duchesne, *Histoire généalogique de la maison des Chasteigniers*, p. 170 ; *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1855, p. 67. — 2, sel. Cf. n° XXVIII, art. 43. — 3, Pierre de Blanos (*Petrus de Blanosco*), chevalier du roi de France, était sénéchal de Poitou et de Limousin (*senescallus Pictavensis et Lemovicensis*), d'après des lettres en date du 22 déc. 1291, par lesquelles il permet au chapitre de la cathédrale de Poitiers de faire élever des fourches patibulaires dans sa seigneurie de Smarve (Arch. de la Vienne G 199, original) et d'autres en date du 23 février 1292, par lesquelles il reconnaît à ce même chapitre le droit de haute justice dans sa terre de Smarve, conformément à l'arrêt rendu en cour de Parlement le 14 déc. 1291 (*ibid.*, original). L. Delisle, dans son étude sur les sénéchaux (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 190), n'avait eu connaissance d'aucun document permettant de dater l'administration de ce sénéchal, qu'il appelle Pierre de Blanot.

E en outre lour avon vendu e encore vendon e layau vençon baillon e livron e otroyon au mayre e à la commune desus diz tout quanque nous avion e avoir e prendre povyon e devion, en la dite vile de Poitiers, de rentes, de coustumes e de devoirs des vins venduz en la dite vile, sus quauquunes persone que ce soit, e de la sau e dou pain aporté defors la dite vile, e par rayson de toutes autres ventes, soit dedanz soit defors, e generaument toute la rente que nous avion en la vile de Poitiers, e de tout le droit que nous i avion e avoir povyon e devion, pour quauquune cause que ce fust, nous somes desvetuz e dessesiz, e en avon vestu e saysi le dit mayre e la commune desus dite e mis en plenere e en corporau possession e en sesine, à avoir, tenir e espleter de eous e de lour successeur e de lour commandement les choses desus dites e chacune par soy, de nous lour quiptées e vendues, si comme desus est dit, touz tens mès, payziblement e quiptement, o tout droit de propriété e de saysine, e o tout le droit e o toute la segnorie, la justice e le destrait, que nous y avion e avoir i povyon e devion, tout ensi comme nous e nostre davancer les avon tenu en tens trespasé par nous ou par autre, sanz ce que nous ne nostre hoir ne nostre successeur lour i puisson jamès à nul tens rens demander ne querre en aucune menere.

Veritez est que, pour la vençon des choses desus dites, li mayres e la commune desus dit nous en ont doné e payé en peccune nombrée sis cenx e cinquante livres de tournoys ¹, des quaus nous no tenimes e encore tenon bien pour poyez. E est encores à savoir que nous lour avon promis e somes tenu,

nous e nostre hoïr e nostre successeur, toutes les choses desus dites, e chacune pour soy, garir e deffendre vers touz e contre touz, de toutes alienacions e obligacions e de toutes charges, qui pour nostre fait ou pour le fait de noz davancers lour i porriont estre quises ou demandées, e vers toutes gens comme droit vendors. E somes tenu, nous e nostre hoïr e nostre successeur, fayre à nostre segnour le roy de France l'omage, les devoirs e les services que nous li faysion par avant pour rayson de cestes choses. E avons obligé au diz mayre e commune nous e noz hers e noz successeurs e touz noz bens presentz e avenir, à toutes les choses desus dites e chacune par soy faire, tenir e accomplir fermement, si comme elles sont desus nommées, specefiées e escriptes. Encores est à savoir que nous lour avons vendu les choses desus dites à eous e au proffet des aumones e des piis usages establiz, donez e ordrenez de bone mermoyre maytre Guillaume Gabet, jadis maytre escole de Poyters, e à les mestre e convertir en aumones e en piis usages desuz diz.

1. Rédet (*Inventaire*, p. 104, n° 459) et Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 246) indiquent à tort ce prix de vente comme étant de 150 livres, au lieu de 650 livres. Cf. n° CLXIV. Cette somme a dû être prise par la commune de Poitiers sur le legs de Guillaume Gabet, d'après ce qui est dit ici par Renaud de Pressigny.

E avons renuncié, en icest nostre fayt, nous Renaut desus dit, à toutes decevances, à tout droit escrit e non escrit, à toutes coustumes e usages de païs, à tous benefices e establissemenz de prince donez ou à doner, à excepcion de peccune non nombrée, non eue, non receue, e generaument à toutes les raysons de fayt e de droit, qui nous peussent ou porroient, on tens qui est à venir, aïver à venir en contre la tenour de cestes presentes letres, fust en cort d'iglise ou en cort laye. E souployon à mestre Joffroy Potin, clerc, portant le seaus nostre segnour le roy de France de la seneschaucie de Poictou à Poitiers establi, que il nous, à garder e tenir toutes les choses desus dites, par le jugement de la court le roy, juget e condampnet, e en ces presentes lettres aposet le seaus desus dit en tesmoing des choses desus dites.

Nous, adecertes, le dit Joffroy Potin, clerc, portant le dit seaus, icelui mosegnour Renaut, present e consentant par

davant nous, e, quant à garder les choses desus dites, soy e ses hers e touz ses bens à la juridicion nostre segnour le roy soupposanz, par le jugement de la court nostre segnour le roy jugames e condempnames, e en ces presentes lettres le dit seaus aposames en tesmoing des choses desus dites. Doné le mercredi enprès la meaoust, l'an de grace mil dous cenx quatre vinz e doze.

Nous, adecertes, le dit Renaut de Precigné, sires de Maraant, en cestes presentes lettres aposames nostre propre seaus asensemblement o le seaus nostre segnour le roys desus dit, en tesmoing des choses desus dites ¹. Doné on jour e en l'an si comme il est desus dit.

1. Le sceau de Renaud de Pressigny a disparu, tandis que le sceau royal est assez bien conservé.

CLII

Simon, Renaud et Guillaume de Cos, fils de Geoffroy de Cos, cèdent à la commune de Poitiers un certain nombre de rentes en échange de celles que leur père avail vendues lant à la commune qu'à M^e Jean de Menoc, chanoine de Sainte-Radegonde.

22 janvier 1293 n. st.

Original, Arch. mun. F 15.

Universis presentes litteras inspecturis, nos, Symon, Raginaldus et Guillelmus de Cos, fratres, filii defuncti Gaufridi de Cos ¹, valeti, salutem in Domino. Notum sit omnibus quod nos, unanimis et concordis, considerata prius evidenti utilitate nostra et heredum et successorum nostrorum, tradimus, livramus, concedimus et quiptamus pro nobis, heredibus successoribusque nostris in perpetuum discretis viris majori et communie Pictavis pro se et suis successoribus, pro aquiptando et exonerando ex nunc in perpetuum nos, heredes successorisque nostros et nostrum quemlibet versus dictos majorem et comuniam et eorum successores et versus magistrum Johannem de Menoc, canonicum ecclesie Beate Radegundis Pictavensis,

heredes successoresque suos et causam ab eo habentes et habituros, de omnibus et singulis redditibus, quos dictus Gaufridus, noster progenitor, vendidit in perpetuum, tempore quo vivebat, tam dictis majori et communie quam dicto magistro Johanni, bona et jura nostra et redditus et census nostros infrascriptos, que et qui nobis debentur annis singulis de redditu a personis infrascriptis, videlicet : a Johanne Moysse-ron ³, tria prebendaria et dimidium frumenti et tria prebendaria et dimidium siliginis ; — item, a domino Petro de Rocha ⁴, milite, unum prebendarium frumenti ; — item, a Johanne de Mazeroles ⁵, unum prebendarium et dimidium siliginis et due rase avene ; — item, ab Aymerico de Mazeroles, duo prebendaria avene ; — item, a Petro Varnonea, due rase avene ; — item, a predictis Johanne et Aymerico de Mazeroles et Petro Varnonea, duodecim solidi sex denarii, tres galline, novem poucini et duodecim casei, valoris quatuor solidorum et sex denariorum ; — item, a Petro Embrous, unum prebendarium et due rase avene ; — item, ab eodem Petro Embrous et a dicto Boutet, super terragiis de l'Embrouchere ⁶, que ipsi tenent, unum prebendarium frumenti, unum prebendarium siliginis, quatuor solidi et tres denarii, una gallina et duo galli ; — item, ab Amoroso de la Vollée ⁷ et a dicta la Rose, a quo libet eorum, unam minam frumenti, due galline et decem solidi census et talleie ; — item, a dicto Senebaut de la Voillée, duo solidi duo denarii et una gallina ; — item, a Morello de la Beraudere ⁸, tres solidi novem denarii census ; — item, ab Amico Regis de la Vollée, sex denarii census ; — item, ab abbate Monasterii Novi Pictavensis, sex denarii pro dicta la Vollée sibi condonata ; — item, a Petro Boynea de Chirec ⁹, duo prebendaria frumenti et decem denarii census ; — item, a Johanne Boynea de Chirec, unum prebendarium frumenti et decem denarii census ; — item a dicto Bonamour et Gaufrido de Quarta ¹⁰ et Hugone Galienea, due quarte frumenti ; — item, ab eodem Hugone Galienea, duo prebendaria siliginis ; — item, census nostros de Burgo Pictavini ¹⁰, videlicet a dictis les Rivaus de Gencayo, quatuor solidi quinque denarii ; — item, a Johanne Regart, quatuor denarii ; — item, a Guilhelmo Olearii, septem denarii ; — item, a Petro Malet, tres

denarii ; — item, a dicto Beriion Achillea, duodecim denarii ; — item, a dicto Pein de Burgo Pictavini, unus denarius ; — item, a Saborino Gaudichon, decem denarii ; — item, a dicta la Faidinele, quatuor denarii ; — item, a Petro de Foresta, septem denarii ; — item, a dicto Espoudrechat, sex denarii ; — item, a Johanne de Limes ¹¹, tres solidi ; — item, a Petro Aillet, septem denarii ; — item, a Johanne Gaudichon, quatuor denarii ; — item, ab Aymerico de Payressac ¹², quatuor solidi ; — item, a magistro Gaufrido Potini, racione de la Guinandere ¹³, duodecim denarii ; — item, a Matheo de Voursaille ¹⁴, vingiti denarii ; — item, a Guillelmo Le Boche-ron, decem et octo denarii ; — item, a Nicholao Mayrede et dicto Picardo, decem et octo denarii ; — item, a Petro Tesse-rea et ejus heredibus, tres solidi et tres denarii ; — item, a Bruneto Arnaudi, sex denarii ; — item, a Gaufrido Arnaudi, sex denarii ; — item, a dicta la Paviote, duodecim denarii ; — item, a Johanne Carail, duodecim denarii ; — item, a Guillelmo marito dicte La Piquarde, duodecim denarii ; — item, census nostros de la Ferracelere ¹⁵ et de Podio Felis ¹⁶, qui valent octo solidos redditus ; — item, et prata nostra des Iletes de Burgo Pictavini, que valent triginta quinque solidos redditus.

1. Cf. n^o XC, XCV, CXVII. — 2. Peut-être parent de Robert Moisseron, de la paroisse de Magné, qui, le 19 déc. 1312, vend à la commune de Poitiers une rente sur le moulin de Mouzenc (n^o CCXXII). — 3. La Roche, château, commune de Magné. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1909, p. 281 et suiv. M. l'abbé Gauffreteau n'a pas mentionné ce chevalier Pierre de la Roche parmi les plus anciens propriétaires de ce château, mais seulement un chevalier du même nom qui vivait en 1387 et qui descendait sans doute de celui-ci. — 4. Rédet, *Dict. de la Vienne*, ne mentionne pas d'autre Mazerolles que la commune de ce nom dans le canton de Lussac-les-Châteaux. Il s'agit ici d'une localité située dans la paroisse de Vernon, canton de la Villedieu, près de Saint-Maurice. Cf. Arch. de la Vienne, Montierneuf, liasse 92, acte du 19 déc. 1274 ; Grand Gauthier, fol. 93 v^o, aveu rendu le 10 juillet 1404 par Jean Palardit pour son hébergement de Vernon. — 5. L'Embrouchère, dont le nom dérive de celui des Embrous qui y habitaient, n'est pas mentionnée dans le Dictionnaire de Rédet. La carte cantonale de Grange porte l'Embrunchère, dans la commune de Vernon, à 1 kilomètre environ au N.-O. de la Vouillée. Cette localité figure sous la forme l'Embruchère, dans l'aveu rendu le 10 août 1396 par Perrinet Dangit pour son hébergement de la Rochereau, paroisse de Saint-Maurice (Grand Gauthier, fol. 78). — 6. La Vouillée, ferme, commune de Vernon. — 7. Aujourd'hui la Braudière, commune de Vernon. — 8. Chiré-les-Bois, village, commune de Vernon. —

9. La Carte, ferme, commune de Vernon. — 10. Le Bourg Poitevin, à Saint-Maurice de Gençay, n'est pas signalé par Rédet. Cf. n° CXXX, n. 4. Il devait sans doute son nom à sa situation sur les deux côtés de la route de Gençay à Poitiers. Cf. Grand Gauthier, fol. 85 v°, 89, 95. — 11. Lime, hameau, commune de Champagné-Saint-Hilaire, canton de Gençay. — 12. Persac, canton de Lussac-les-Châteaux. — 13. La Guillaudière, ferme, commune de Vernon. — 14. Il n'est pas sûr qu'il s'agisse de Vouzailles, commune du canton de Mirebeau, la seule localité de ce nom qu'indique le Dictionnaire de Rédet. — 15. Aujourd'hui la Farcière, commune de Saint-Maurice. — 16. Puyfélix, village, commune de Saint-Maurice.

Transferentes nos, dicti fratres et nostrum quilibet pro nobis, heredibus successoribusque nostris in dictos majorem et communiam et cedentes eisdem ex nunc in perpetuum quicquid juris, domini, possessionis et proprietatis et districtus habemus, habere possumus et debemus, nos et nostrum [quilibet] ¹, in omnibus et singulis bonis, juribus et redditibus predictis et in rebus super quibus et pro quibus ipsi redditus debentur et ratione eorumdem reddituum contra personas predictas ²... Et supplicantes magistro Gaufrido Potini, clerico, gerenti sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, ut ipse nos ad observationem et completionem omnium et singulorum premissorum, per judicium curie dicti domini regis, cujus jurisdictioni, quoad hec, supponimus nos, heredes successoresque nostros et omnia bona nostra, condempnet et judicet, et presentibus litteris dictum sigillum apponat in munimen et testimonium premissorum. Nos vero, dictus Gaufridus Potini, *etc.* Datum die jovis in festo Beati Vincencii, anno Domini M^oCC^o nonagesimo secundo.

1. Mot omis. — 2. Le total des rentes énumérées est de 6 livres, 2 sous, 10 deniers, 10 prebendiers de froment, 8 prebendiers de seigle, 3 prébendiers et 6 rases d'avoine, 6 poules et 1 poulet. D'après les n° XC et XCV, les rentes dues primitivement, que celles-ci doivent remplacer, formaient un total de 50 sous, 30 setiers de froment, 10 setiers de seigle, 3 poules et 6 poulets.

CLIII

L'échevinage décide de nommer deux avocats, de faire observer

*les règlements relatifs à la vente du poisson et de lever une
taille hebdomadaire pour les dépenses communes.*

14 février 1293 n. st.

A. Original, Arch. mun. D 4. — EDITION. a. Giry, *Etablissements
de Rouen*, t. I, p. 420, note.

Die veneris post Cineres ¹, concordata fuerunt in scabinagio per scabinos et consules ² ea que sequuntur, anno Domini M^oCC^o nonagesimo secundo : Primo, quod duo advocati pro consulendo controversiam in foro ecclesiastico accipiantur ad annuam pensionem ; item, quod constitutiones vendicionis piscium observentur et juramenta renouentur et emande leventur ; item, quod talleia per ebdomadam ³ ordinetur pro expensis communibus faciendis.

1. *Cineres A*, [exaltationem sancte] *crucis a*. Par suite de cette lecture inexacte, Giry date, à tort, cette décision du 19 septembre 1292. — 2. *Consules* est employé, ici, au sens de conseillers ; il en est de même dans les n^{os} CLIV et CCVI. — 3. *ebomadam A*, *ebdomadam a*. Cf. n^o CXXXIV, art. 4, n. 3.

CLIV

L'échevinage décide d'envoyer trois députés à Paris.

10 avril 1293

Original, Arch. mun. D 4. — EDITION. Giry, *Etablissements de Rouen*, t. I, p. 420, note.

Concordatum est quod Johannes Senescallus ¹, Guillelmus Alemant et Michael Hardoinea ibunt Parisius. Actum die veneris post Quasimodo, anno Domini M^oCC^o nonagesimo tercio, per maiorem et scabinos, pares et consules.

1. Giry a omis *Sen(escallus)* et *Gutllelmus*. Sur Jean Sèneschal, cf. n^o CXIV, n. 3.

CLV

Jodoin de Font-Geoffroy, écuyer, vend aux maire et commune de Poitiers une renle de quatre livres, qui lui était due par Marc Salomon, à Milly, dans la paroisse de Charais.

2 juillet 1293

Original, Arch. mun. F 16.

Universis presentes litteras inspecturis, Gaufridus Potini, clericus, gerens sigillum domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, in mea presencia personaliter constitutus, Jodoynus de Fonte Gaufridi ¹, valetus, confessus fuit coram nobis se perpetuo vendidisse et concessisse pro se, heredibus successoribusque suis ac eciam coram nobis vendidit et concessit pure et absolute et absque alia aliqua condicione, discretis viris majori et communie Pictavis successoribusque eorumdem, precio quadraginta librarum turonensium, quod precium confessus fuit dictus venditor se habuisse et recepisse a predictis emptoribus vel eorum mandato, integre et perfecte, in bonis turonensibus nigris et legitime numeratis, et de eodem precio se tenuit dictus venditor coram nobis plenarie pro pagato, quatuor libras monete currentis annui et perpetui redditus, quas eidem venditori debebant, ut dicebat, Marcus Salomonis et Guillelmus, ejus filius ², super omnibus et singulis bonis, quas ³ dicti Marcus et ejus filius habent et tenent ab eodem venditore apud Mille ⁴ et circa, in parrochia de Charayo, sive sint dicta bona herbergamentis, domibus, terris, vineis, triliis, pratis, aquis, nemoribus, foiis ⁵, colombariis, garenis, decimis, terragiis, quartis, quintis, sextis, censibus, censis, admodiationibus, caponibus, gallis, gallinis, pontinis ⁶, et rebus aut juribus aliis quibuscumque, quocumque sint ⁷ et quocumque nomine cenceantur ⁸, et eciam generaliter super omnibus et singulis bonis dicti venditoris, mobilibus et immobilibus, presentibus et ftuuris. Et promisit

idem venditor coram nobis pro se, heredibus successoribusque suis, juramento prestito corporali et sub obligatione omnium bonorum suorum, mobilium et immobilium, presencium et futurorum, reddere et solvere predictum redditum venditum, suis propriis sumptibus et expensis, apud Mirabellum, dictis majori et communie vel eorum mandato, ubicumque voluerint dicti emptores, exnunc imperpetuum, quolibet anno, infra octabas festi Omnium Sanctorum, et omnia dampna, custus, missiones et expensas, que ob defectionem solucionis non facte dictis terminis et quolibet eorundem, loco, modo et forma predictis, ad simplex dictum majoris procuratorumve emptorum juramentum, sine alia probacione requirenda et sine aliqua taxacione, declaracione alicujus judicis ecclesiastici vel secularis, integre resarcire. Item promisit, *etc.* Datum die jovis post festum apostolorum Petri et Pauli, presentibus Guillelmo de Nova Villa ⁹ et Johanne de Fonte Bedoyre, anno Domini M^oCC^o nonagesimo tercio.

1. Cf. n^o CIII. — 2. Cf. n^{os} CXXVII et CXLIV. — 3. Lire *que*. — 4. Milly, village, commune de Charais, canton de Neuville. — 5. fuie, colombier. Le mot n'est pas dans Du Cange. — 6. Droit de passage sur un pont. Du Cange indique en ce sens *pontinium*. — 7. Il faut ajouter *loco*, qui a été omis. — 8. Lire *censeantur*. — 9. Guillaume de Neuville venait d'être réélu maire pour la 4^e fois. Cf. p. 173, n. 6.

CLVI

L'échevinage ratifie le statut des selliers.

5 février 1294 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 76 v^o. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 77 v^o. — C. Reg. 12, p. 419. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 289.

Ordinacio seillariorum.

Il fut accordé entre les seillers, *etc.* ¹.

Cest establiment fut leuz en plain esclavinage, le vendredi amprès la Chandelour, l'an de grace mil II^o IIII^{es} et treze, presens Johan Seneschal, Thomas Colont, Johan Le Chapui-seur, Simon Le Chapuiseur, Raoulin Cochon, Perrot Le Bre-

ton, Richart Le Seiller, Chartren Le Seiller, à ce especialment appelez, et leur fut donné en commandement par leurs sere-mens par Guillame de Neufville, maire de la dicte commune, presens Robert Le Roy, Aymeri Odonnet, Guillame de Jadres et Pierre Pasquier ; et furent establiz à ce faire garder et à s'en donner garde, de l'assentement desdiz seillers ², Johan Seneschal, Johan Le Chapuiseur et Richart Le Seiller ³.

1. Ce statut des selliers avait été établi le 9 mars 1283 (n° CXIV). — 2. *souliers A, celiers B*. — 3. *Celier A, Celer B*.

CLVII

Jean et Pierre Vigier et Agnès, fils et fille de Geoffroy Vigier du Breuil de Chenay, cèdent à la commune de Poitiers plusieurs rentes en échange d'une partie de celle que leur père lui avait vendue et pour les arrérages.

18 février 1294 n. st.

Original en double expédition, Arch. mun. F 17.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, nos, Johannes et Petrus Vigerii, clerici, fratres, filii, et Agnes Vigere, eorum soror, filia defuncti Gaufridi Vigerii de Brolio de Chenay, Colinus dictus Frere, Symon Birot, Guillermus Aymonea senior, Guillermus Aymonea, filius Andree Aymonea, Andreas de Reignec, Johanna de Erissone, Michael Boniozea, Johannes Aymonea junior, nepos Andree Aymonea predicti, Guillermus et Johannes Boniozea, fratres, Johannes de Melers et Petrus et Johannes Mace, fratres, de parrochia de Chenay, salutem in Domino. Noverint universi quod, cum dictus defunctus Gaufridus Vigerii, pater nostrum predictorum Johannis et Petri Vigerii et Agnetis Vigere, vendidisset et concessisset perpetuo pro se, heredibus successoribusque suis, discretis viris majori et comunie Pictavis et eorum successoribus, precio quinquaginta librarum monete currentis, eidem patri nostro a dictis majore et comunia integre solutarum, sexdecim

bus, in solutum, recompensationem et satisfactionem perpetuam predictarum centum decem et novem librarum, octo solidorum et octo denariorum, et predictorum sexdecim sextariorum bladi redditus ¹, omnes et singulos redditus infra-scriptos, quos nobis debent persone predictæ annis singulis, ad octabas festi Omnium Sanctorum, videlicet : dictus Colinus, decem solidos cense et unum denarium census, super domo in qua manet et pertinenciis ejusdem ; — dictus Symon Birot, triginta solidos super duabus peciis terrarum, quarum una sita est juxta terram heredum domini Raginaldi Vignau, militis defuncti, ex una parte, et juxta parvam viam per quam itur de Chaiz ² apud Lezigniacum, alia sita est juxta pratum Hugonis de Foresta, valeti, et juxta terram Coutini Moysart ; — dictus Guillermus Aymonea, duos solidos cense et unum denarium census super quodam virgulto sito inter duas domos suas ; — dictus Guillermus, filius dicti Andree Aymonea, quatuor solidos, unum caponem et unam gallinam cense seu firme, et unum denarium census, super quadam pecia terre, sita juxta domum Vincencii Danielis et virgultum seu cortiou dicti Aucher ; — dictus Andreas de Reigneç, octo solidos super duobus ortis seu cortillagiis, quorum unus contiguus est domui sue, et alius situs est juxta viam per quam itur a dicta domo sua apud Chaiz ; — dicta Johanna Erissone, tres solidos super quodam cortillagio, in quo est quedam pirus, sito juxta ortum Jocelini de Reigneç ; — dictus Michael Bonizea, triginta quinque solidos super duabus peciis terrarum, quarum una sita est au Vignau, juxta terram defuncti Hugonis Vigerii, alia sita est juxta terram Thomassie La Brete ex una parte et terram Coutini Moysart ex altera ; — dictus Johannes Aymonea, decem solidos super quadam pecia terre sita ad Marchaysium, juxta terram Petri Elemosinarii et terram Andree Aymonea ; — dicti Guillermus et Johannes Boniozea, fratres, triginta solidos super duabus peciis terrarum, quarum una sita est juxta terram Petri Sabouraudi et terram Constantini Chauvin, alia sita est juxta crucem defuncti Boniozea ; — dictus Johannes de Melers, quatuordecim solidos super duabus peciis terrarum, quarum una sita est juxta pratum nostrum et terram heredum defuncti Hugonis Viger, alia sita

est juxta terram Hugonis de Foresta et terram Guillermi Ay-monea ; — et dicti Petrus et Johannes Mace, fratres, triginta solidos super herbergamento suo, in quo manent, et quadam pecia terre sita ante ipsum herbergamentum.

1. Il est expressément spécifié plus loin que les héritiers de Geoffroy Vigier restent débiteurs envers la commune de Poitiers de la rente de 52 sous vendue en 1280, tandis qu'ils sont déchargés de la rente de 16 setiers de froment. —
2. Chey, canton de Lezay, arrondissement de Melle.

Item, assignamus, tradimus et concedimus, pro nobis et nostris in perpetuum, dictis majori et comunie et suis successoribus, in solutum, recompensationem et satisfactionem perpetuam eorundem arreragiorum et bladi predicti redditus, una cum predictis sibi a nobis assignatis, decem solidos et undecim denarios annui et perpetui redditus super omnibus et singulis juribus et redditibus, quos habemus et habere debemus in area seu curte decimaria de Brolio de Chenay, et herbergamento nostro et pertinenciis ejusdem, sito apud dictum Brolium de Chenay et circa, reddendos ipsos decem solidos et undecim denarios redditus annis singulis, ex nunc in perpetuum, in octabis Omnium Sanctorum, a nobis et nostris heredibus et successoribus, dictis majori et comunie vel ipsorum mandato apud dictum Brolium, transferentes nos, dicti heredes dicti defuncti Gaufridi Vigerii et nostrum quilibet, pro nobis, heredibus successoribusque nostris, in dictos majorem et comuniam et eorum successores, ex nunc in perpetuum, quicquid juris, dominii, possessionis et proprietatis habemus, habere possumus et debemus in omnibus et singulis redditibus predictis, a nobis dictis majori et comunie assignatis et traditis, quos dicte persone debent, et in omnibus et singulis bonis, super quibus ipsi redditus debentur, nichil juris de cetero nobis vel nostris in eisdem retinentes, nisi solummodo dictos gantos, *etc.*

Item volumus nos, dicti filii et filia dicti defuncti Gaufridi ac ejus heredes, pro nobis et nostris, quod dicte littere, super dicta venditione a dicto patre nostro facta confecte, quo ad dictos quinquaginta duos solidos redditus et obligationem eorum, perpetuam habeant roboris firmitatem, renunciantes nos, *etc.*

Nos vero, dicti Colinus Frere, Symon Birot, Guillermus Aymonea senior, Guillermus Aymonea, filius Andree Aymonea, Andreas de Reigneç, Johanna de Erissonne, Michael Boniozea, Johannes Aymonea junior, nepos Andree Aymonea predicti, Guillermus et Johannes Boniozea fratres, Johannes de Melers, et Petrus et Johannes Mace fratres, confitemur nos debere predictos redditus super predictis bonis ad terminum predictum, prout predicti Johannes et Petrus Vigerii fratres et Agnes, eorum soror, confessi sunt ; et ipsos redditus sub obligatione dictorum bonorum, pro quibus debentur, et sub obligatione omnium aliorum bonorum nostrorum, mobilium et immobilium, presentium et futurorum, promittimus et tenemur, de mandato dictorum heredum dicti defuncti Gaufridi Vigerii, nobis ab eis facto, reddere et solvere dictis majori et communie vel eorum mandato, apud dictum Brolium de Chenay, ex nunc in perpetuum, quolibet anno in octabis festivitatis Omnium Sanctorum, et omnia dampna, omnes custus, missiones et expensas, si que, quos vel quas dicti major et comunia sustinerent aut facerent ob defectum solutionis hujus modi, eisdem ad solum juramentum procuratoris sui, sine alia probatione requirenda, integre ressarcire.

Supplicamus autem, nos omnes et singuli predicti discreto viro magistro Gaufrido Potini, clerico, gerenti sigillum domini regis Francorum predictum, *etc.*, ut ipse magister Gaufridus dictum sigillum presentibus litteris apponat in testimonium premissorum. Nos vero, dictus Gaufridus Potini, *etc.*, dictum sigillum presentibus litteris apposuimus in testimonium premissorum. Datum et actum die jovis ante festum Cathedre Sancti Petri, anno Domini M^oCC^o nonagesimo tercio¹.

1. L'une des expéditions porte au verso la note suivante : *Littera de heredibus defuncti Gaufridi Vigerii de Brolio de Chanay et de hominibus suis, de duodecim libris redditus, duodecim denariis minus, de quibus dicti homines debent IX libras X solidos per istas litteras. Et dicti heredes debent residuum per alias litteras quas pater eorum dedit.* D'après cette note, le total des rentes indiquées dans cet acte comme dues désormais à la commune de Poitiers serait de 12 livres moins 12 deniers, autrement dit de 11 livres 19 sous. Il est, en réalité, de 11 livres 19 sous 2 deniers, 1 chapon et 1 poule. Cette rente totale représente à la fois la rente de 16 setiers de froment, dont les héritiers de Geoffroy Vigier sont désormais déchargés, et le revenu des arrérages estimés à la somme de 119 livres 8 sous 8 deniers. Les 16 setiers de froment étaient considérés primitivement comme équivalant

à 48 sous. D'après cela, le revenu des arrérages n'est compté qu'à 8 0/0, au lieu de 10 0/0, qui est le taux ordinaire.

CLVIII

Guy Chamaillart, pour se libérer d'une rente de 15 livres vendue par son père à la commune de Poitiers, lui cède son hôtel d'Amberre, à charge pour elle de payer diverses rentes, notamment 5 setiers de froment au seigneur de Mirebeau.

28 avril 1294

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 129 (H XXII) ¹. — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 34 v°.

Une lectre mengée de raz la pluspart, datée du mecredi amprès la feste de Saint Marc mil II^e IIII^{xx} XIII, par laquelle apert que, comme Guy Chamaillart², vallet, et sa femme eussent vendu aux maire, bourgeois et eschevins de la ville de Poitiers, pour la somme de cent cincquantelivres, quinzlivres de rente, savoir est vingt sextiers de froment et vingt sextiers de seigle, mesure de Poitiers, le tout pour cent solz de rente³ et quinze⁴ livres en deniers, qu'ilz auroient cessé de paier par plusieurs années, comme aussi Guy Chamaillart, leur filz ; pour les arrerages de laquelle somme ilz auroient composé avecques lesd. maire et bourgeois à la somme de cent soixante livres tournois ; et aussi auroient lesd. maire et bourgeois esté convenuz par devant le seneschal de Mirebeau pour lui faire hommaige pour raison des dictes choses, et mesmement que lesd. Chamaillart et sad. femme avoient assigné lad. rente sur leurs hostelz d'Emberre et de la Chamaillarderie⁵ et leurs appartenances ; par devant lequel seneschal de Mirebeau led. Guy le filz avoit esté adjourné, à la requeste desd. maire et commune, pour porter gariment, que se seroit deffailly, et, veu son deffault, auroient esté lesd. maire et commune esté mys en possession de lad. seigneurie d'Amberre et ses appartenances par le dit seneschal de Mirebeau, et, pour les agreables services, avoit led. seigneur de Mirebeau conceddé ledit hommaige d'Amberre, en paiant ung besant à chascune muance

de seigneur⁶. Esquelz maire et commun, considerans que led. houstel d'Amberre valloit plus que lesd. quinze livres, à descharger led. houstel de la Chamaillarderie desd. quinze livres, arreaiges et autres choses, et en ce faisant, a le dit Guy le filz ceddé et transporté led. houstel ausd. bourgeois et commune, en paiant par eulx aud. seigneur de Mirebeau cinq sextiers de froment, mesure dudit lieu, en chascune feste Saint Michel ; item, à Maurice Repheau de Mirebeau, troys quartes de froment à lad. mesure et trois obolles sur la tousche et prez sis auprès dudit herbergement d'Emberre ; item, à l'abbesse de la Trinité⁷, trois solz sur la terre, où est assis le moulin ; item, au chapellain d'Emberre, troys solz neuf deniers et une myne de froment ; item, au prieur de Saint André de Mirebeau⁸, treze deniers le landemain de Toussaints ; item, à Haslain du Puy, deux deniers et à la Raguyne, deux autres deniers.

1. Nous reproduisons le texte de A, qui est bien plus développé que celui de B. — 2. *Guydo Chamaillardi* B. — Le 25 mai 1280, Guy (ou Guyon) Chamaillart avait vendu à la commune de Poitiers, pour 100 livres tournois, une rente de 20 setiers de froment, 20 setiers de seigle et 100 sous (n° XCVIII). — 3. Ce passage atteste que la rente de 20 setiers de froment et de 20 setiers de seigle était considérée comme équivalant à 100 sous. — 4. Lire *diz*. Il résulte de ce passage que, peu après le 25 mai 1280, Guy Chamaillart avait vendu à la commune de Poitiers, pour 50 livres, une nouvelle rente de 5 livres, payable en deniers. La rente en deniers, qui était primitivement de 100 sous, était ainsi portée à 10 livres, tandis que la rente en blé, estimée 100 sous, subsistait, ce qui faisait une rente totale d'une valeur de 15 livres. Cf. n° CLXXII. — 5. Aujourd'hui la Chamarderie, hameau, commune de Leigné-les-Bois, canton de Pleumartin, arrondissement de Châtellerault. — 6. L'état des rentes et domaines de la commune de Poitiers en 1364 (Arch. mun. F 39) porte que le maire de Poitiers tient la maison d'Amberre du seigneur de Mirebeau « à un besant d'or à muance de seigneur sans foy et sans homage ni autre servitude ». — 7. L'abbaye de la Trinité de Poitiers exerçait à Amberre les droits de seigneurie et de haute justice. Le cartulaire-terrier de cette abbaye (Arch. de la Vienne, reg. n° 281), daté de 1385, indique (fol. 85), parmi les cens dus « à madame de la Trinité, rendus chescun an à Amberre, lendemain de la Touz Sains », 3 sous dus par « le meyre et la comunc de Poitlers ». — 8. Le prieuré de Saint-André de Mirebeau dépendait de l'abbaye de Bourgueil (Indre-et-Loire).

CLIX

Hugues Pallardin, écuyer, vend à la commune de Poitiers, pour

le prix de quatre livres douze sous, une rente de cinq quarles¹ de froment, mesure de Gençay, de six chapons² et de 9 deniers et tout ce qu'il avait en la paroisse de Saint-Secondin.

14 juillet 1294³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 147 (K II). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 26 v°.

1. La quarte de Gençay est le quart du prévendier, qui équivalait au setier à la mesure de Poitiers ; elle a donc la valeur de 2 boisseaux à la mesure de Poitiers. C'est ce qui ressort du compte des dépenses de la commune de Poitiers en 1387 (Arch. mun. K 1). — 2. *six jaux* A, *six chappons* B. — 3. Mercredi jour de la Saint-Cyprien.

CLX

Guillaume de Ballefray¹, écuyer, vend à la commune de Poitiers une rente d'un prévendier de seigle, mesure de Gençay, sur le territoire du Breuil², dépendant de l'hébergement de Belle, près Gençay.

20 juillet 1294³

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 269 (QQQQ I).

1. Ballefray A ; de Bellefoie, d'après Rédet, *Inventaire*, p. 306, n° 1919. — 2. Village, commune de Magné. — 3. Mardi avant la fête de sainte Madeleine.

CLXI

Le chapitre de l'église cathédrale de Poitiers concède aux Cordeliers ou Frères Mineurs, pour l'agrandissement de leur maison, le cimetière de la paroisse de Notre-Dame-la-Petite, désigné sous le nom de Cimelière Neuf, et assigne un autre terrain à cette paroisse pour lui servir de cimelière.

1^{er} mai 1295

A. Copie collationnée du 17 juin 1507, Arch. mun. D 65. — EDITION.
a. Thibaudeau, *Histoire du Poitou*, t. II, p. 443.

Universis presentes litteras inspecturis, capitulum Picta-

vense salutem in auctore salutis. Cum reverendus in Christo pater, frater Galterus ¹, Dei gratia episcopus noster Pictavensis, attendens quod locus quondam Fratrum Penitencie Jhesu Christi Pictavensium ², Fratribus Minoribus ejusdem loci et eorum edificiiis contiguus et vicinus, et de quo erat eisdem Fratribus Minoribus auctoritate apostolica jam provi- sum ad ampliacionem loci sui ³, secundum ipsius loci dispo- sicionem ⁴ et ⁵ situm, ad utilem ampliacionem eandem absque cymiterio ⁶, quod Novum in parrochia Beate Marie Minoris Pictavensis generaliter nuncupatur, loco predicto adjacenti, comode converti ⁷ non possit, predictum cymite- rium cum clausura et pertinenciis ipsius, infra clausuram pre- dictam existentibus, prout est ab antiquo limitatum, predictis Fratribus Minoribus contulerit, concesserit et donaverit, pre- sertim ex causa predicta, habendum perpetuo et tenendum ab eis, ita quod ⁸ de alio loco dicte provideatur ecclesie, ubi possit comode cymiterium sufficiens predicte ecclesie et sepe- liendis ibidem mortuis ordinari, prout in litteris ipsius domini episcopi Pictavensis, super hiis confectis, plenius vidimus contineri, nos, factum hujusmodi et consummationem ejus- dem favore benivolo prosequi cupientes, ut tenemur, predicte ecclesie Beate Marie et domino Philipo, predicte ecclesie tunc rectori, consencienti et volenti, et expresse coram nobis asse- renti in hoc jus sue ecclesie non esse factum deterius, sed me- lius, locum alium, situm in parrochia Beate Marie predicte, utique ydoneum et predicto cymitterio quasi contiguum, in propriis loci predicti de Penitencia Jhesu Christi, ipsis Fra- tribus Minoribus ad hoc consentientibus et expressum con- sensum prebentibus et nichil juris sibi in eodem retinentibus, per clausuram et per metas jam distinctum ac etiam limita- tum, salvo tamen ipsis Fratribus et retento muro, qui in lon- gum ipsius loci distenditur, quem ipsi fecerunt fieri propriis sumptibus, pro cymiterio et ad apus cymiterii dicte ecclesie et aliorum jus habentium in premissis, auctoritate ordinaria duximus assignandum, ac ipsum locum per reverendum in Christo patrem, episcopum Betheemitanum ⁹, dicto domino epis- copo Pictavensi in remotis tunc agente, fecimus benedici. Quam assignacionem et locorum permutacionem iidem Fratres Mi-

nores et rector dicte ecclesie ratam habuerunt et acceptam et, in fide sua asserentes in premissis nichil in lesionem ecclesiarum suarum esse factum, voluerunt nichilominus et consenserunt dicti Fratres coram nobis quod si, juxta prefatum cymiterium, ecclesie Beate Marie et aliis jus habentibus assignatum, viam seu stratam ¹⁰ publicquam aliquo tempore contingat fieri, quod extunc predictus murus perpetuo ceddat in jus ipsius cymitterii, jure utique ecclesie prelibate potissime semper salvo. Nos insuper, certiorati plenius in premissis, super hoc inquisita veritate diligenter, ad petitionem ipsarum partium predictarum, omnibus et singulis, ut majus robur optineant firmitatis, auctoritatem nostram impertimur et decretum nostrum interponimus, prout decet, et presentes litteras sigilli nostri fecimus apensione muniri. Datum die dominica in festo apostolorum Philipi et Jacobi, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto.

1. Gautier de Bruges, évêque de Poitiers de 1278 au 21 janv. 1307, date de sa mort, appartenait à l'ordre des Frères Mineurs. Cf. *Gallia christ.*, t. II, col. 1186. — 2. *Pict. A., Pictavensis a. Lire Pictavensium.* — 3. Cf. *Registres de Nicolas IV*, p. 197, n° 899, 1^{er} juin 1289 : venerabili fratri.. episcopo et dilecto filio.. scolastico Pictavensibus [l'écolâtre de l'église de Poitiers était alors Guillaume Gabel, cf. n° CXXII, n. 4] mandat ut Fratribus ordinis Minorum Pictavensis provinciae locum Fratrum de Poenitentia Jesu Christi Pictavensem [lire : Pictavensium], qui loco Fratrum Minorum « adeo est vicinus quod per quandam viam dumtaxat, plenam sordibus et immunditiis, ab invicem separantur », cum vacaverit, vendant ; *ibid.*, p. 207, n° 965, 17 juin 1289 : venerabili fratri.. episcopo et dilecto filio.. scolastico Pictavensibus mandat quatenus locum Fratrum de Poenitentia Jesu Christi Pictavensem [lire : Pictavensium] Fratribus ordinis Minorum ejusdem civitatis vendant, pretiumque susceptum eisdem Fratribus Minoribus restituant. — 4. *dispositiones a.* — 5. *A omet et.* — 6. *cœmeterio a.* — 7. *commode Conventi a.* — 8. *ita quod A* (« à condition que »), *Itaque a.* — 9. *Bethleemitanum a.* Hugues, de l'ordre des Frères Prêcheurs, avait été fait évêque de Bethléem par Nicolas III en 1279 (*Gallia christ.*, t. XII, col. 690). — 10. *staturam A, stratam a.*

CLXII

Transaction entre la commune de Poitiers et les exécuteurs testamentaires de Guillaume Gabel.

9 juillet 1295

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 241 (RRR III).

Une lectre, seellée de troys seaulx en cere vert et double queuehe, non signée, en date du samedi amprès la feste Saint Martin en esté l'an mil II^e IIII^{xx} XV, ou moys de juillet, par laquelle appert que, de et sur le procès meu entre les maire et commune de Poictiers, d'une part, et honorables hommes Thomas ¹, maistre-escolle de Poictiers, Brethommé ², archidiacre de Thoargois, Jehan de Clisc et M^e Pierre Levrault ³, exécuteurs du testament et derrière volonté de M^e Guillaume Gabet ⁴, jadis maistre-escolle du dit Poictiers, d'autre part, sur ce que lesd. maire et commune requeroient ausd. executeurs qu'ilz leur parfissent troys cens livres de rente, lesquelles led. M^e Guillaume Gabet leur avoit donnez et octroiez ; et appert que, touchant lesd. trois cens livres de rente, lesd. executeurs et aussi les hoirs dud. feu Gabet demouroient quictez pour certains fruitz et levées faiz des fruitz dud. Gabet, que aussi moyennant la somme de IIII^e livres tournois, monnoie courant, que lesd. maire et commune receurent lors.

1. Thomas avait succédé à Guillaume Gabet comme écolâtre de Poitiers, avant le 14 mars 1291, date à laquelle il figure avec cette qualité sur les statuts de l'église cathédrale de Poitiers pour la division des prébendes (Coll. Fonteneau, t. II, p. 51). Le 30 juin 1291, une sentence arbitrale était rendue par Guy de Noailles, chévecier, et Jean Tephanelli, chanoines de Poitiers, au sujet des droits et prérogatives réclamés au chapitre par M^e Thomas, comme étant attachés à sa dignité d'écolâtre (Arch. de la Vienne G 189). — 2. Barthélemy (*Bartholomeus*), archidiacre de Thouars, figure comme témoin sur les statuts du chapitre de Poitiers de 1291 (Arch. de la Vienne G 182). — 3. Pierre Levraud était héritier de Guillaume Gabet. Cf. n^{os} CLXV, CLXVIII. — 4. Cf. n^{os} XCIII n. 2, CXXII, n. 4.

CLXIII

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou de maintenir le maire de Poitiers en possession de ses pouvoirs de police sur les métiers.

31 décembre 1295

Man. d'Auzance, fol. 94.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Picta-

vensi ¹ vel ejus locum tenenti, salutem. Ex parte majoris ² et communie Pictavensis accepimus, quod dudum in villa predicta, communi utilitate pensata, per quosdam predecessores vestros et majores, qui tunc erant, ac nonnullos alios probos viros, extitit ordinatum, quod per certas personas, a majore existente pro tempore statuendas, provideretur in villa, ne panis fieret minus idonee quantitatis ³, aut pisces ⁴ vel carnes ⁵ corrupte venderentur ibidem, ne etiam tabernarii ⁶ circa vini venditionem fraudem committerent seu dolum et ne ceteri operarii opera incongrua facere seu vendere presumerent, nec de nocte propter incendiorum pericula circa opera sua facienda vacarent ⁷. Que omnia hactenus observata fuisse dicuntur pacifice et quiete a tempore cujus contrarii memoria non existit in civitate predicta. Ceterum ex parte predictorum majoris et communie nobis extitit intimatum quod, licet sint et fuerint hactenus majores ⁸, qui pro tempore fuerunt, in pacifica possessione vel quasi ⁹ recipiendi juramenta ab hominibus civitatis predictae et prepositure dicti loci de ordinatione hujusmodi fideliter observanda, et puniendi contra facientes, a tempore cujus contrarii memoria non existit, nichilominus prepositus Pictavensis homines civitatis et prepositure predictae coram ipso majore predicta solita juramenta prestare non permittit nec ipsum majorem facientes contra ordinationem hujusmodi corrigere vel punire, possessionem eorumdem, vel quasi, predictam sic indebite perturbando et ordinationem impediendo predictam. Quocirca mandamus vobis quatenus, si est ita, dictam ordinationem teneri et observari faciatis, prout hactenus extitit consuetum, quodque dictus prepositus Pictavensis juramenta predicta de observatione ordinationis hujusmodi ab eisdem hominibus per majorem ipsum recipi et ab ipsis prestari permittat ac facientes contra ordinationem hujusmodi corrigere et punire, prout a majoribus, qui pro tempore fuerunt, hactenus extitit consuetum. Actum Parisius, sabbatho post festum Nativitatis Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo quinto ¹⁰.

1. Le sénéchal de Poitou était alors Jean de Saint-Denis, qui est cité dans l'Inventaire de Robert Mignon (art. 96 et 2358) comme ayant commencé à ren-

dre ses comptes à la Saint-Jean 1294 (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 190) Il était sénéchal de Poitou et de Limousin le 7 mars 1296 (n° CLXIV) et le 12 février 1298 (n° CLXIX). Il figure encore avec cette qualité sur un acte du 30 sept. 1298 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 30) et sur un acte du 25 mai 1299 (n° CLXXV). — 2. Depuis le 14 juillet 1295, le maire de Poitiers était Pierre Painchaud. Cf. p. 188, n. 5. — 3. Nous n'avons pas conservé cette ordonnance antérieure relative au pain. Cf. n° CCV. — 4. Les règlements pour les poissonniers avaient été établis le 7 mars 1259 (n° LV). Cf. n° CLIII et CLXIX. — 5. Cf. n° XLVII, XLIX, LXXXI. — 6. Cf. n° LXXV. — 7. Cf. n° LIX, LXII, LXIII, LXXX, LXXXIV, LXXXVII, CXIV. — 8. Le manuscrit porte : *et majores*. Nous supprimons *et*. — 9. Le manuscrit porte : *vel quasi fuerint*. Nous supprimons *fuerint*. — 10. Le manuscrit ajoute : « L'original en parchemin a été seellé ».

CLXIV

Transaction entre Renaud de Pressigny, sire de Marans, et la commune de Poitiers, au sujet d'un pré silué entre le Pré-le-Roi et le Clos Guérin et de rentes sur des jardins voisins.

7 mars 1296

Original, Arch. mun. F 18.

A touz ceos qui orront et verront cetes presentes letres, Renaut de Precigné¹, chevalier, sires de Marant, et Guilleaumes Alemant, procureur dou mayre et de la comune de Poyters, saluz en Nostre Seignour. Sachent tuit que, come nous, le dit chevalier, eusson vendu et par leau vençon baillé à touz tens mès, pour nous et pour noz hers et pour noz successors, au mayre et à la comune dessus diz et à leur successors, pour le pris de sis cenx et cinquante livres de ternoys, à nous le dit chevalier des devant diz mayre et comune paées enterinement et parfaitement, tout quanque nous aviom et avoir et prendre poiom et deviom en la dite vile de Poyters de rentes, coustumes, devoirs et de vins venduz en la dite vile sus quauque persones que ce soit, et de sau et de payn aporté defors la dite vile et pour rayson de toutes autres ventes, soit dedenz, soit defors, et generaument toutes les rentes que nous aviom en la dite vile de Poyters, et de tout le droit que nous i aviom et avoir poiom et deviom pour quaucumque cause que ce fust nous fussons

desvestuz et dessaisiz, et en eussom vestu et saysi les diz mayre et commune et mis en plenere et en corporau possession et say-sine au profit et aus aumones de pies usages establiz, donez et ordenez de bone memoyre mestre Guilleame Gabet, jadis mestre escole de l'eglise de Poyters, sicome il est contenu en unes letres do sea de nous, le dit chevaler, et do sea nostre seignour le roy establi à Poyters seelées ; et, pour la vençon dessus dite, ge, le dit procuratour, vosisse prendre, user, lever et esployter pour nom des diz mayre et comune, c'est à savoir un petit pré assis près le pré qui est apelé le Pré le Roy ², c'est à savoir entre le dit pré et les treilles qui sont apelées Clos Garin³, lequel petit pré soloit tenir Helyes Le Peleter, et les rentes les queles sont deues pour rayson des cortillages joignanz au dit petit pré et aus murs de Clos Garin, les queles rentes doyvent les personnes dessouz nommées, c'est à savoir : la Foacère, quatre solz et deus chapons ; — Thomas Greler, deus solz et sis deners ; — Johan Charpenter de l'abaie, deus solz et un chapon ; — Barthomé Gastehorse, dis et oit deners ; — la fame feu Guilleame le recovreour, doze deniers ; — Macé Coquelin, deus solz et un chapon ; — la dite Pedoge, deus solz et un chapon ; — le dit Maussacre deus solz et un chapon ; — le dit Papaut de Saint Saornin ⁴, deus solz et sis deners ; et, pour rayson de cetes choses, contenz fust meuz entre nous, le dit chevaler, de une partie, et moy, le dit procuratour pour nom des diz mayre et commune, de autre partie, sus ce, c'est à savoir que nous, li diz chevalers, disiom que le devant dit petit pré et les dites rentes des cortillages n'estoyent pas encloses en la vençon dessus dite, et que les devant diz mayre et comune ne les devoient ne ne poeyent esployter pour cause de la dite vençon ; quar nous disiom que eles estoyent assises hors de la dite vile et que à nous devoient demorer ; moy, le devant dit procuratour, disant le dit pré et les diz cortillages estre assis dedenz la cloyson ⁵ de la dite vile et les dites rentes estre deues en la dite vile : pour quoy ge disoye le dit pré et les dites rentes des cortillages devoir demorer aus devant diz mayre et commune par cause de la vençon dessus dite.

1. Cf. n° CLI. — 2. Cf. p. 17, n. 4. — 3. Cf. p. 16, n. 1 et 2. — 4. Saint-Saturnin, faubourg de Poitiers, sur la rive droite du Clain. — 5. l'enceinte.

A la parfin, après mout de contenz euz sus les choses dessus dites entre nous, le dit chevaler dessus dit, de une partie, et moy, le dit procuratour pour nom des devant diz mayre et comune, de autre partie, sus les choses dessus dites contentieuses fut compromis en noble homme monseignour Johan de Saint Denis, chevaler nostre seignour le roy de France, seneschau de Poyto et de Limozin, en haut et en bas, à payne de cent livres, à payer à la partie qui obéiroit de la partie qui n'obéiroit pas au dit et à l'ordinacion do dit seneschau. Lequel seneschau, le fès do dit compromis receu en soy, son dit et s'ordinacion dist et ordena en cete manere. C'est à savoir que nous, li diz chevalers, aurons et à nous remaindra à touz jorz mès la moyté des devant diz pré et rentes des cortillages dessus nommées, et, pour rayson de l'autre partie, nous, li diz chevalers, rendrions et payerions au dit mayre et commune vint et cinq livres de tornoys ; lesquex vint et cinq, ge, li diz procuratour, confesse moy avoir euz et receuz pour nom des devant diz mayre et commune do dit chevaler et m'en tien pour bien payez. Et ainsi vuel ge, li diz procuratour pour nom des devant diz mayre et commune, et espresseement consent que le dit chevaler, des ores à touz jorz, eyt et tienge le dit pré et les dites rentes des cortillages dessus nommez, pour la cause de l'ordinacion do seneschau dessus dit, sanz ce que les diz mayre et commune i puissent riens demander en dit petit pré ne en dites rentes des cortillages. Et nous, le dit chevaler, volons et otrions et consentons que les diz mayre et commune et leur successour ayent et tiengent toutes les autres rentes, à eos de nous vendues et quitées, sicome il est contenu en letres seelées dou seau le roy establi à Poyters et do nostre, les queles letres demorent quant à ce de tout en tout en lor vertu et en lor force.

Et prometons, nous, li devant diz chevalers, sus l'obligacion de noz biens, et ge, li devant diz procuratour par nom des devant diz mayre et commune, sus l'obligacion des biens de la dite commune, les choses dessus dites tenir et garder fermement et non venir en contre par nous ne par autres. Renuncians à toutes raysons, allegacions et deffenses par quoy cetes presentes letres porroyent estre empirées. Et souplions à mes-

tre Jofrey Potin, clerc, portant le sea le roy dessus dit, que il sus ce nous juget et condempnet et à cestes presentes lettres celui sea apposet en tesmoign des choses dessus dites. Et nous, li diz Jofreiz Potins, clerc, portanz le dit sea le roy, les dites parties presenz et consentanz par devant nous et, quant à tenir et à garder les choses dessus dites, les diz biens à la juridiction le roy dessus dit soupposanz, par le jugement de la cort le roy les avons condempné et jugé e à cetes presentes lettres le dit sea ¹, que nous portons, avons apposé en tesmoign des choses dessus dites. Donné le mercredi emprés Letare Jerusalem, l'an mil deus cenz quatre vinz et quinze.

1. Il subsiste un fragment du sceau royal établi à Poitiers.

CLXV

Pierre Levraud ¹ et aulres, pour s'acquitter des 300 livres de rentes que Guillaume Gabel avail léguées pour être employées ad pios usus par les maire et echevins de Poitiers, leur transportent 20 livres de rente sur Geoffroy Lescrivain ² et les deux dîmes des Rataux ³ et de Saire ⁴.

4 mai 1296 ⁵

Titre perdu. ANALYSE. A. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 36.

1. *Petrus Le...* A. Lire *Levraud*. Cf. n° CLXII et CLXVIII. — 2. *Gaufridus Lescrivein de Mirebeau* A. Cf. n° CXXII. — 3. Cf. n° CXXXIX. — 4. Cf. n° CXLII. — 5. *die veneris post Ascensionem* A.

CLXVI

Jodoïn de Font-Geoffroy ¹, écuyer, et Marguerite, sa femme, vendent aux maire et commune de Poitiers, pour le prix de cent livres, une rente de 40 setiers de froment, à la mesure de Mirebeau, sur tous les biens qu'ils possédaient au village de Villiers ², paroisse de Vouillé ³.

15 juillet 1296 ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 126 (H XII). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 34.

1. *Jaudouyn de la Fons et Geoffray A, Jodognus de Fonte Gaufridi B. Cf. n^{os} CIII et CLV.* — 2. *Villiers A, Villiers B.* Le village de Villiers, qui faisait autrefois partie de la paroisse de Vouillé, forme aujourd'hui une commune du canton de Neuville. — 3. *Vouilhé A, Voillé B.* Vouillé, chef-lieu de canton, arrondissement de Poitiers. — B ajoute : *Item, IIII l. de rente situées à Millé.* Cette rente de 4 livres, assise à Milly, est celle qui fait l'objet du n^o CLV. — 4. *Le lendemain de la Saint-Cyprien.* B ajoute : « L'acte scellé, et y a qu'il a été reseillé à la requête de J. Guichard, maire, le jeudy après la S^t Viencent, l'an 1324 ».

CLXVII

Philippe le Bel, à la demande du maire de Poitiers, mande au sénéchal de Poitou de faire contribuer un certain nombre de villages voisins aux frais de l'expédition de Gascogne.

9 novembre 1296

A. Man. d'Auzance, fol. 46 v^o. — B. Man. d'Auzance, fol. 91.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi, salutem. Exposuerunt nobis major¹ et communia Pictavensis quod, cum ipsi magnas expensas et misias nostri exercitus Vasconie² ratione fecerint, in quibus quedam ville vicine et plures alie persone tenentur contribuere, quod ut debent non fecerunt. Quare vobis mandamus quatenus, vocatis qui fuerint³ evocandi, dictas villas et personas ad contribuendum in his expensis et misiis compellatis, prout ipsas ad hoc teneri noveritis et ad vos pertinebit. Actum Parisius VIII⁴ die novembris anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto.

1. Le maire de Poitiers en 1296 était Guillaume de Neuville, d'après quelques listes ; mais la plupart portent le nom de Robert Le Roy. — 2. Il y eut trois campagnes pour la conquête de la Guienne, en 1294, 1295 et 1296 : la plus importante fut la seconde. Mais c'est plutôt à la campagne de 1296 que se rapporte la réclamation du maire. Car le compte des trésoriers du Louvre, de la Toussaint 1296, porte que le sénéchal de Poitou, Jean de Saint-Denis, avait versé la somme de 500 livres tournois, remise *per majorem et communiam Pictavenses pro finalione sua, ne irent hac vice in exercitum* (Bibl. de l'École des Chartes, XLV, 1884, p. 247). — 3. *fuerunt AB.* Lire *fuerint*. — 4. *VIII B.*

CLXVIII

Pierre Letraud ¹, héritier de M^e Guillaume Gabel, abandonne aux maire et commune de Poitiers tous les biens du dit feu Gabel situés en la paroisse de Moulerre-Silly ² et aux environs, pour compléter les 300 livres de rente que le défunt avait destinées ad pios usus ³.

27 mars 1297 ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 339 (BBBBB IIII). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 28.

1. Levrault A, Levrault B. — 2. Montersillé A, Monasterii Sillé B. Cf. n^o CXXXIX. — 3. pour estre employez en pileux euvres A, pour faire XXX livres (lire : CCC livres) de rente que le défunt avoit destinées ad pios usus B. — 4. Mercredi après l'Annonciation 1297, ce qui correspond au 27 mars en style de l'Annonciation : ce serait le 26 mars 1298 en style de Pâques.

CLXIX

Jean de Saint-Denis, sénéchal de Poitou, promulgue les statuts des poissonniers.

12 février 1298 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 67 (ajoute en titre : *Ordinacio piscium piscianorum*). — B. Reg. 12, p. 410. — C. Copie de la confirmation de cette ordonnance des poissonniers par Philippe le Bel, de mars 1299 ¹, Man. d'Auzance, fol. 94. — D. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 293.

Jehan de Saint Denis, chevalier ² nostre seigneur le roy de France, seneschal de Poictou et de Lymosin, à touz ceulx qui ces presentes lettres verront et orront, salut. Sachent touz que, comme nostre predecesseur ³ Thibaut de Neuvi ⁴, jadis seneschal de Poictou, Jehan de Berry, lors maire ⁵ de la commune de Poictiers et les eschevins de la dicte commune, pour le communal prouffit et du communal assentement, ou ⁶ le conseil des sages hommes, eussent establi et fait establimens

et ordenance sur les poissons et sur les vendeurs de poissons de la ville et en la ville de Poitiers, le vendredi emprès les Brandons l'an de grace mil II^e cinquante et huit ⁷, en la forme et la manere qui est cy dessoubz declairée, c'est assavoir que :

1. N^o CLXXIII. — 2. *pour* A (addition de 2^e main), *chevalier* de C. — 3. *notre predecesseur* C, omis dans ABD. — 4. *Neuvi* C, *Nevin* A, *Novin* D. Cf. p. 104, n. 4. — 5. *maires* A. Cf. p. 115, n. 1, 116, n. 2. — 6. *eu* C ; ou signifie avec. — 7. En style de l'Annonciation, comme en style de Pâques, cette date correspond au 7 mars 1259.

1. Quiconque ¹ aportera poisson à Poitiers pour vendre, s'il vient ² à Poitiers dedans vespres, cil ³ qui l'aportera le doit aporter aux bans tout par enterin ⁴, la où l'on vendra le poisson, sans point rebondre ⁵ de celui ⁶ ne mettre ailleurs que aus diz bans, ne à Poitiers, ne dedans la banleue ⁷. Et dira à quiconque le demandera quel poisson c'est et combien il en y aura, et doit tenir le panier ouvert et monstrier à chascun le poisson que il demandera, qu'il aura. Et s'il ne le puet vendre tout celui jour, il le puet aporter l'autre jour ensuivant aux bans et faire sicomme dessus est dit, et plus n'aura d'espace de l'aportier. Et ce est à entendre de tout poisson aporté mort, mais que ⁸ d'aloze et de salmon salé ou de poisson autre salé, qui puet estre gardés sans corrompre. L'aloze et le salmon salé puet l'on aportier par troys jours aux bans et non plus. Et s'est salé poisson ⁹ est aportez apres vespres, celle vesprée n'est comptée en l'espace que le marchant a de vendre le dit poisson, si comme dessus est dit.

1. *quiconques* A. — 2. *le vend* C. — 3. *celuy* D. — 4. *par enterin* ABD (= en entier), *par un train* C. — 5. *rebondre* ABD (= mettre en réserve, cacher, vient du latin *reponere*), *revendre* C. — 6. *d'iceluy* C. — 7. *banlieue* C. — 8. *mais que* = « si ce n'est ». — 9. *s'est salé poisson* ABD (= « si ce poisson salé »), *si le poisson* C.

2. Item ¹, nuls marchans de Poitiers ne de dehors ne porra achapter poisson dedans ² la banleue de Poitiers ne à Poitiers pour revendre le illec jusques à hore ³ de tierce, et, tierce passée, cil ⁴ de Poitiers povent achapter et vendre.

3. Item ⁵, nuls ne pourra achepter poisson à Poitiers pour

le porter hors⁶ pour revendre jusques tierce soit passée ; mais, tierce passée, ilz le pourront achepter et porter hors maintenant, sans le rapporter mais à Poitiers pour le vendre ne dedans la banleue. Et ne se pourront accompagner les diz marchans de Poitiers ne les autres ensemble, si ce n'est sur le port⁷.

4. Item⁸, en la voulenté du marchant qui aportera le poisson sera de le⁹ vendre par¹⁰ soy ou de le¹¹ faire vendre à ceulx de la ville ; et si ceulx de la ville le vendent¹², il n'aura¹³ à une soulme¹⁴ que un vendeur, lequel aura deux sols de son¹⁵ salaire. Et le devient vendre par leur serement si raisonablement que avenans gaign soit saufs au marchant, et raisonable pris et marché soit fait à l'achepteur. Et si ainsi est que celui¹⁶, à qui le poisson sera, le vueille¹⁷ vendre, ceulx de la ville devient jurer et jureront¹⁸ qu'ilz ne destorberont point sa vente ne ne lui feront ne ne¹⁹ pourchacieront ennuy ou²⁰ contraire pour celle ochison²¹.

1. *Derechef* C. — 2. *en* C. — 3. *jusques* à ABD (omettent *le illec et hore de*). — 4. *cil* C, *ceulx* ABD. — 5. *Derechef* C. — 6. *à Poitiers pour le porter hors* C, *à porter hors* ABD. — 7. Ce passage atteste qu'il y avait déjà alors (en 1259) un port à Poitiers sur le Clain. — 8. *Derechef* C. — 9. *le* C, *li* ABD. — 10. *par* C, *pour* ABD. — 11. *le* C, *li* ABD. — 12. *si ceulx de la ville le vendent* ABD, *pour le vendre* C. — 13. *n'aura* ABD, *n'en aura* C. — 14. *à une soulme* = « pour une charge de bête de somme ». — 15. C omet *son*. — 16. *ceuz* C. — 17. *veuillent* C. — 18. *jureront* C, *jurent* ABD. — 19. *ou* C. — 20. *ou* C (= au), *ne* ABD. — 21. *achaison* C.

5. Item, jureront les vendeurs de poisson de Poitiers que, se¹ mauvaiz poisson ou corrupuez estoit apportez aux bans à Poitiers, cil qui le saura le fera assavoir au maire de la commune de Poitiers, et le maire doit celi poisson faire gicter² hors ou ardoir. Et ce est³ à entendre de⁴ poisson qui si apertement⁵ est mauvaiz qu'il ne doit estre venduz.

6. Item⁶, jureront les diz poissonniers de Poitiers⁷ que, si l'on leur baille le poisson à vendre, que ilz ne le tiendront point plus cher pour esperance de l'achapter puis⁸ tierce pour revendre⁹. Et se¹⁰ ceulx de la commune ou ceulx de la ville font contre l'establiment, l'amande sera au maieur¹¹, et dez estrangers au prevost¹². Et si ceulx de Poitiers vendent le poisson et il le croissent¹³, ilz sont

tenez paier celui qui a aporté le poisson au soir ; si non, ilz seront tenez à rendre les damages au marchant.

7. Item ¹⁴, ne mettront poisson en boutique ou prison jusques vespres soient sonnées ne empres, se ce ¹⁵ n'est par le congié du maire, auquel ilz jureront de l'apporter tout au matin ; et si aucuin sourvenoît qui en eust besoin, il ne lui vendroit ¹⁶ pas plus cher.

1. *se* ABD (= « si »), *si* C. — 2. *jetter* C. — 3. ABD omettent *est*, CD omettent *à* — 4. *du* C. — 5. *apertement* C (= « manifestement »), *appartaint* A, *apportant* D. — 6. *Derechef* C. — 7. ABD omettent *de Poitiers*. — 8. *puis* = « après ». — 9. *le revendre* C. — 10. *si* C. — 11. *maiour* ABD (« maire »), *maieur* C. — 12. ABD omettent *et des estrangers au prevost*. — 13. *croissent* C (= « augmentent »), *croient* ABD. — 14. *Derechef* C. — 15. *se ce* C, *si* ABD. — 16. *vendra* C.

8. Item ¹, le marchant de poisson qui contre cest ² establiment ³ vendra ou fera vendre, perdra le poisson lequel il vendra ou fera vendre ⁴ en contre. Et s'il aporte mauvaiz poisson aus bans, cilz poisson sera giptez hors ou ars, sicomme dessus est dit. Li ⁵ autre de Poitiers, qui contre l'establiment vendront, perdront LX sols par chascune foiz, et cilz qui achateront poisson contre cest establiment, LX sols perdront par chascune fois. Et cilz en ⁶ qui maison le poisson, qui par le dit establiment doit estre apporté sur les bans, sera trouvez reboux ⁷, perdra LX sols d'amande, et cilz poisson sera en perte à celluy à qui il sera. Et aussi touz ceulx qui feront contre les establimens dessusdiz et ⁸ contre aucuns d'iceux ⁹ perdront LX sols d'amande par chascune fois, sicomme dessus est dit.

1. *Derechef* C. — 2. *ces* ABD, *cel* C. Lire *cest*. — 3. *establimens* A, *establisement* C. Lire *establiment*. — 4. ABD omettent *vendre, perdra le poisson lequel il vendra ou fera vendre*. — 5. *Ly* ABD, *si* C. Lire *li*. — 6. *em* A. — 7. *reboux* ABD (participe de *rebondre* ; cf. ci-dessus art. 1, n. 5), *repos* C. — 8. *et* C, *en* ABD. — 9. *d'iceux* C, *de ceans* ABD.

Lesquieux ordennances et establimens dessusdiz, nous, Jehan de Saint Denis, chevalier, seneschal de Poictou et de Limousin ¹, eu sur ce diligent conseil en la plenere ² assise de Poitiers o sages hommes, approuvons ³, ratiffions et confermons et voulons et donnons en commandement à touz nos subgiez

et aux allouez nostre sire et du dit maiour de Poictiers, que ilz les diz establimens et ordennances facent tenir et garder fermement et estroictement sanz enfreindre, sauvez toutesvoies et retenu à nous et au dit maiour que nous puïsson croistre, mermer ⁴, corriger, amander et declairer ⁵ aus diz establimens et ordennances, s'il nous plaisoit ⁶ et nous voyons ⁷ qu'il feist ⁸ à faire. Ce fut fait et donné es assises de Poictiers et de nostre seel seellé en tesmoign de vérité, le mardi emprès les octaves de la Purification Nostre Dame ⁹, l'an de grace mil CC III^{xx} dix et sept.

1. devant dit C (omet de Poictou et de Limousin). — 2. pleine C. — ABD omettent o sages hommes approuvons. — 4. mermer A (= « diminuer »), minuer C, merrier D. — 5. declairer A (= « expliquer »), declarer CD. — 6. plaist C. — 7. croyions C. — 8. feist A, soit C. — 9. Chandeleur C.

CLXX

Guillaume de Neuville, bourgeois de Poitiers, ayant été cité à comparaître devant le sénéchal pour une cause de retrail, le sénéchal, sur la réclamation de Guillaume Aleman, procureur de la commune, et conformément aux privilèges des habitants de Poitiers, renvoie l'affaire devant le tribunal du maire.

23 février 1298 n. st.

Man. d'Auzance, fol. 101 v^o.

Transcriptum. Memoria est quod, cum Guillelmus de Nova Villa ¹, civis Pictavensis, citatus esset coram nobis ² ad diem hujus presentis assisie Pictavensis per nos, Philippo ³ de Marcayo, valetio, ratione cujusdam retractus reditus ⁴ empti a dicto Guilelmo in feodo, ut dicitur, dicti Philippi, ut domino feudali et ratione proximitatis generis ; quare petebat idem Philippus a dicto Guilelmo quod justum esset respondere ipsa die super premissis coram nobis personaliter [comparendo] ⁵ ; cum peteretur ex parte dicti Philippi, quod procederetur super premissis coram nobis, ut esset rationis. Guillelmus Alemanni, procurator majoris et communie

Pictavensis, presente et audiente Guilelmo Laurentii ⁶, majore communie supradicte, coram nobis, dixit et proposuit coram nobis, nomine procuratorio, quod dictus Guilelmus de Nova Villa erat juratus predictorum majoris et communie et quod dicti major ⁷ et communia privilegiati erant, quod nullus juratus dictorum majoris et communie ad submonitionem nostram vel alicujus servientium nostrorum tenebatur venire nec etiam respondere coram nobis virtute dicte submonitionis, ratione premissorum, cum solummodo ad dictum majorem vel ejus servientem submonitio pertineat de dicto Guilelmo de Nova Villa, jurato suo, ratione premissorum, virtute dictorum privilegiorum eidem majori et communie concessorum, quorum nobis obtulit plenam fidem facere et etiam fecit nobis.

1. Guillaume de Neuville avait été maire en 1287, 1289, 1291 et 1293, et le fut encore en 1299 et 1300. Cf. p. 173, n. 6. — 2. Cette notice est rédigée au nom du sénéchal (Jean de Saint-Denis). — 3. Il convient d'ajouter *petente* devant *Philippo*. — 4. Lire *redditus*. — 5. *comparentibus* ms. Lire *comparendo*. — 6. Ce passage atteste que Guillaume Laurent fut maire en 1297-8. Cf. n° CXXXIII, art. 13. — 7. *maiores* ms. Lire *major*.

Quibus privilegiis, coram nobis a dicto procuratore coram nobis exhibitis, visis, lectis et diligenter inspectis, inter cetera, que in dictis privilegiis continentur, vidimus contineri quod concessum erat et est dicto majori, ut habeat dictus major omnes submonitiones hominum communie sue et illos habeat ad jus, nec aliquis in eos manum apponat sine majore vel suo serviente, nisi hoc sit pro placito, quod pertineat ad comitem Pictavensem, et tunc baillivo comitis debet major auxilium impendere ad justitiam faciendam de hominibus communie, si exinde fuerit requisitus ¹. Item, concessum erat et est dictis majori et communie ut habeant placita de hereditatibus et catallis suis et conventionibus factis apud Pictavium ², salvis curiis dominorum, qui ibi terras habent, qui domini habent curias et justitiam hominum suorum in civitate Pictavis tenendam ³. Quare, cum submonitio predicta Guilelmi de Nova Villa, qui coram nobis asseruit se esse juratum communie supradicte, facta per nos ratione premissorum, ut predicitur, et placitum premissorum, cum conventio ⁴

contractus initi super venditione predicta et iidem contractus facti fuerint apud Pictavos ⁵, ut nobis constat per iuramentum dicti Guilelmi de Nova Villa, ad dictum maiorem, virtute privilegiorum predictorum, pertineant et non ad nos, predictam submonitionem Guilelmi de Nova Villa nullam esse et placitum ratione premissorum, per dictum Philippum et Guilelmum de Nova Villa ratione premissorum retractus ⁶... dicto majori remisimus ad examen. Actum in assisia Pictavis die dominica post Cineres, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo ⁷.

1. Ce passage reproduit un article de la charte de 1222 (cf. p. 73 : *Item major habebit omnes submonitiones hominum communie... si fuerit inde requisitus*. — 2. Lire *Pictavis*. — 3. Ce passage reproduit un article précédent de la charte de 1222 (cf. p. 72 : *Concedimus eciam eis ut habeant placita de hereditatibus...*). — 4. *conventionem* ms. Lire *conventio*. — 5. Lire *Pictavis*. — 6. Il y a une lacune indiquée dans le manuscrit par un blanc. — 7. Le manuscrit ajoute : *Datum hujusmodi transcripti et sigillo domini regis apud Pictavos cons tituto sigillati die lune...* [lacune indiquée dans le manuscrit par un blanc] *me, anno ut supra*.

CLXXI

Philippe le Bel mande au sénéchal de veiller à ce que les habitants de Poitiers ne causent pas de dommages au Pré-l'Abbesse en abusant du droit qu'ils avaient de s'y promener, ainsi que s'en plaint l'abbesse de Sainte-Croix, et lui ordonne de punir sévèrement les délinquants.

12 septembre 1298

A. Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, liasse 13, vidimus inclus dans un mandement du sénéchal Jean de Saint-Denis, en date du 25 mai 1299. — B. Vidimus du mandement de Jean de Saint-Denis, donné par Jean duc de Berry le 23 avril 1374, *ibid*.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, seneschallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Ex parte dilectarum nostrarum abbatisse et monialium Sancte Crucis Pictavensis, in gardia nostra speciali existentium, nobis conquerendo extitit monstratum, quod quamplures de villa Pictavensi, spaciare soliti in prato ipsarum, quod vulgariter Pratum Abbatisse

vocatur ¹, adeo continuant per tempus prohibitum et frequentant, quod pratum predictum prorsus inutile sibi reddunt et unde se sentiunt dampnificabilius pregravari. Nonnulli, ad ipsius irreparabile detrimentum, astiludia ² fecerunt de novo et assuescere nituntur facere in eodem. Inmo etiam quidam alii palos inhibi, pro pannis et linteaminibus desicandis, agravando gravamina, defixerunt, quos tamen dicte religiose evelli fecerunt, prout debuerunt et facere potuerunt. Volentes igitur, ut condecet, oportune super hoc provisionis remedium adhibere, mandamus vobis quatinus quos usuarios in dicto prato spaciandi noveritis, uti taliter faciatis quod religiose ipse fructu prati hujusmodi non fraudentur, nec ipsius herba, cum suo tempore debuerit excrescere, reflectetur, quos etiam gravamina vel dampna illicita ulterius inferre circa premissa inveneretis, ad emendandum eisdem religiosis, prout qualitas maleficii requiret, adeo compellentes et punientes eosdem, quod ceteri, inde perterriti, a talibus conpescantur, predictas vero religiosas deffendi in hiis et aliis facientes ab omnibus novitatibus indebitis et injuriis manifestis, ita quod ad nos de cetero proinde nulla querimonia refferatur, de qua graviore animo moveremur. Actum apud Sanctum Germanum in Laya, die XII^a septembris anno Domini M^oCC^o nonagesimo octavo.

1. On appelle encore aujourd'hui Pré-l'Abbesse la prairie qui s'étend entre le Clain et les boulevards Bajon et Chassaigne. Ce pré, qui appartenait à l'abbaye de Sainte-Croix, servait de promenade publique, et l'on y donnait parfois des tournois (*astiludia*). — 2. *ast... dia* A (les lettres intermédiaires ont disparu), *astiludia* B. Cf. Du Cange, aux mots *astiludere* et *hastiludium* (joute à la lance).

CLXXII

Lettres d'amortissement données par Charles, comte de Valois et d'Anjou, à la commune de Poitiers pour des rentes qu'elle avait acquises dans le comté d'Anjou.

octobre 1298

Arch. mun. F 19, vidimus du garde du scel royal à Poitiers, en date de la Saint-Barthélemy 1310.

Charles, filz de roi de France, conte de Valeys, d'Alençon, de Chartres et d'Angeou¹, et Margarite, sa chiere compaignie, à touz ceuls qui cestes letres verront et orront, saluz. Nous faisons assavoir à touz que le meire et la commune de Peiters, pour quinze livres de rente, assise en blé et en deniers, que feu Guillaume Gabeyt, jadis mestre escole de Poitiers, lour donna sus le herbergement de Ambiere, qui fut Guion Chamaillart²; derechief, pour cent soulds de rente, assise en blé et en deniers, sus mon sour Thebaut Grimaut, chevalier³; derrechief, pour quatorze livres de rente, assise en blé et en deniers, sus Joudouyn de Fonz Jofroi, vallet⁴; derechef, pour dez⁵ livres de rente, assise en blé et en deniers, sus mon sour Hemeri Aguillon, chevalier; derechef, pour cent solz de rente, assise en blé et en deniers, sus Renaut d'Agriçay, vallet⁶; derechef, pour cent solz de rente, assise en deniers sus mon sour Berthelemer de Monbason, chevalier⁷; derechief, pour douze livres de rente, assise en blé et en deniers, sus Paien Boderri, valet⁸; somme de toute la rente dessus dite, seixante et six livres de rente, que ils ont aquis en nostre conthé d'Angeou en gentils fiez⁹, el resort de Saumur, puis le temps de cinquante anz en en cza, ont finé o¹⁰ Davi de Ses Mesons¹¹, nostre baillif d'Angeou en celui temps en lieu de nous, par raison de celes choses, à oïct vinz livres de monoye corant, que nous en avonseuz et receuve de euls en deniers contanz et dom nous nous tenons à bien paieiz.

1. Charles, comte de Valois, fils de Philippe le Hardi, avait épousé Marguerite, fille de Charles II d'Anjou, qui lui avait apporté en dot les comtés d'Anjou et du Maine. — 2. Guyon Chamaillart avait vendu, le 25 mai 1280, une rente de dix livres (n° XCVIII); puis, peu après, une seconde rente de cinq livres (n° CLVIII, n. 4). Le fief d'Amberre, sur lequel étaient établies ces deux rentes, relevait de la seigneurie de Mirebeau, qui relevait elle-même du château de Saumur. — 3. Cf. n° XCI. Les biens de Thibaut Grimaut, sur lesquels était assise cette rente, étaient situés dans les paroisses de Boussageau et de Thurageau, qui faisaient partie du Mirebalais, rattaché au comté d'Anjou. — 4. La rente de 14 livres indiquée ici comprend celle de 10 livres vendue le 25 janvier 1281 (n° CIII) et celle de 4 livres vendue le 2 juillet 1293 (n° CLV), mais non celle qui fut vendue le 15 février 1296 (n° CLXVI); cette dernière était assise sur des biens ne faisant pas partie de l'Anjou. — 5. dix. Nous n'avons pas d'autre renseignement sur cette rente de dix livres vendue par Aimeri Aguillon. — 6. Cf. n° CI. — 7. Cf. n° CXII. — 8. Cf. n° CIV. — 9. fiefs nobles. — 10. financé avec. — 11. David de Sesmaisons (*de Suis Dpmibus*) était bailli d'Anjou le

8 mai 1291, d'après le Livre de Guillaume Le Maire (*Mélanges historiques*, t. II, p. 236) et remplit ces fonctions jusqu'à la fin du XIII^e s. Cf. Beauteemps-Beaupré, *Notice sur les baillis d'Anjou* (Compte rendu de l'Académie des Sciences morales et politiques, 1885).

Ja soit ce que ¹ la finance dessus dite deust estre plus grant, nenmens ², pour ce que icels diz mere et commune fine-
rent autre foiz, segont ceu que nous fuymes soufisanment en-
fourmez, par rayson d'aucunes des choses dessus dites, o les
genz tres haut prince Charles de bonne memoire, jadis rois de
Jerusalem et de Sezile, en celui temps conte d'Angeou ³, à
cinquante livres de monoye corant que ils en orent, et maes-
mement pour ce que les dites choses sunt aquises par lays et
par aumosne et pour emploier et convertir en aumosnes, la
quele finance dessus dite, faite o le dit nostre baillif, nous
aprouvons, ratifions et à plain la confremons et volons ;
otroions et consentons que iceuls diz mere et commune, ou
ceuls qui aurons pardurable cause de euls, puissent tenir, pour-
seoir et explectier quitement et pesiblement à touz jourz mès
les dites choses et chascune et en faire plenerèment leur volenté,
sanz ce que nous ne ceuls qui de nous auront cause les puissons
pourforcier ne contraindre à plus enfiner ou temps avenir, ne
les pourforcier ne contraindre à les metre hors de leur main,
ne les prendre en la nostre pour ceste cause, sauf à nous en
cestes choses l'obeissance, la seignorie et tout autre devoir
que nous avions es dites choses avec ce. Ceu fut fait et donné
et seellé des seaus de nous, Charles et Margarite dessus diz, en
tesmoing des dites choses, sauf autrui droit, à Chartres, le
moys d'octouvre, l'an de grace mil deux cenz quatre vinz et
diz et oict.

1. bien que. — 2. néanmoins. — 3. Charles I^{er} d'Anjou, frère de saint Louis, mort le 7 janvier 1284.

CLXXIII

Philippe le Bel confirme l'ordonnance des poissonniers,

mars 1299 n. st.

Man. d'Auzance, fol. 94.

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod litteras infra scriptas vidimus, formam quae sequitur continentes : (*Ordonnance des poissonniers du 12 février 1298*) ¹. Nos autem statuta et ordinationes hujus modi ac alia omnia et singula in literis suprascriptis contenta volumus, laudamus, rata habemus et grata, approbamus et tenore praesentium confirmamus, salvo in omnibus jure nostro et quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, praesentibus literis nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, mense Martio.

1. N° CLXIX.

CLXXIV

Richard de Besançon renonce à la succession de Guillaume Le Bourguignon au profil des maire et commune de Poitiers ¹, consent à ce que la maison de la Côte de Baleine et les autres biens du dit feu Guillaume Le Bourguignon appartiennent à l'aumônerie de l'échevinage et reçoit seulement 15 livres des dits maire et commune pour éviter un procès.

3 mai 1299 ²

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 339 (BBBBB VI). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 28 v°.

1. Le commencement de cette analyse est donné par A, la suite par B. Cf n° CXLVIII. — 2. *die dominica post festum sancti Johannis ante Portam Latinam anno 1299* B. A n'indique pas de date.

CLXXV

Jean de Saint-Denis, sénéchal de Poitou et de Limousin, invite Hugues de Bussière, chanoine de Sainte-Radegonde, clerk du roi, et Guillaume Lescuyer, prévôt de Poitiers, à procéder à l'exécution du mandement de Philippe le Bel relatif au Pré-l'Abbesse.

25 mai 1299

A. Original, Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, liasse 13. — B. Vimus donné par Jean, duc de Berry, le 23 avril 1374, *ibid.*

Johannes de Sancto Dyonisio ¹, miles domini regis Francie ac ipsius seneschallus Pictavensis et Lemovicensis, discretis viris magistro Hugoni de Buxeria, canonico Beate Radegundis Pictavensis, clerico predicti domini regis, et Guillermo Armigeri ², preposito Pictavensi, salutem in Domino. Novemritus nos vidisse et recepisse litteras predicti domini regis, in hec verba : (*Mandement de Philippe le Bel, du 12 septembre 1298* ³.) Hujus igitur auctoritate mandati nobis directi, vobis committimus vices nostras, ut, juxta tenorem litterarum predictarum, ratione previa, procedatis. Datum die lune ante Ascensionem Domini, anno ejusdem M^o CC^o nonagesimo nono.

1. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. xvi, dit que Pierre de Villeblouain, succéda à Jean de Saint-Denis vers 1299, et *ibid.*, p. 21, n. 1, que Pierre de Villeblouain était sénéchal de Poitou dès l'an 1299, d'après un passage du *Gallia christiana* (II, col. 1187), où, à propos de Gautier de Bruges, évêque de Poitiers, il est dit : « Bona temporalia episcopatus in manu regis erant annis 1299, 1300 et 1301, de quibus Petrus de Villaboana senescallus Pictav. computavit in camera ». Ce mandement de Jean de Saint-Denis atteste qu'il était encore sénéchal de Poitou le 25 mai 1299. Le Journal du Trésor indique que, le 3 juin 1299, il venait d'être relevé de ses fonctions ; il alla ensuite administrer la baillie de Mâcon (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 190). Son successeur, Pierre de Villeblevin — c'est ainsi que L. Delisle (*l. l.*, p. 191) écrit son nom, qu'il rapproche de celui de Villeblevin, Yonne, canton de Pont-sur-Yonne — avait été chargé antérieurement de diverses missions, notamment en Poitou et Saintonge en 1297 et 1298 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XX, p. 266 ; Journal du Trésor, art. du 11 oct. 1298). — 2. *Armigeri* est la traduction latine de Lescuyer. Cf. n^{os} CLXXXIV, CXCVIII, CCI. — 3. N^o CLXXI.

CLXXVI

Philippe le Bel enjoint au sénéchal de Poitou de maintenir le maire et la commune de Poitiers en possession de leurs privilèges.

12 janvier 1300 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 45 v^o. — B. Man. d'Auzance, fol. 95.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti salutem. Mandamus vobis quatenus majorem et communiam Pictavensem contra tenorem suorum

privilegiorum sibi a predecessoribus nostris concessorum ¹, quibus hactenus usi sunt et fuerunt bene et legitime, pacifice et quiete, ut dicitur, si vobis constet ita esse, nullatenus molestetis nec molestari permittatis indebite, imo dicta privilegia sua teneri et observari faciatis ac in rebus, bonis et possessionibus suis, juxta dictorum privilegiorum tenorem, manuteneatis ipsos et ² custodiatis et defendatis, prout justum fuerit et ad vos noveritis pertinere. Actum Parisius die martis post Epiphaniam Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo nono.

1. Cf. n^{os} CXXIII, CXXIV et CLXXVII. — 2. ac A, et B.

CLXXVII

Philippe le Bel enjoint de nouveau au sénéchal de Poitou de respecter les privilèges de la commune de Poitiers.

9 janvier 1302 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 45. — B. Man. d'Auzance, fol. 95.

Philippus Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi salutem. Ex parte majoris ¹ et communie Pictavensis nobis datum est intelligi quod vos ac nostrum gerens sigillum ² eisdem multas facitis indebitas novitates et gravamina infertis et inferri nitimini de die in diem, usurpando et impediendo eorum coutumas et consuetudines bonas et antiquas, quibus uti consueverunt ab antiquo pacifice et quiete, ac libertates, franchisias et privilegia, que habere dicuntur a predecessoribus nostris regibus Francie ac aliis, indebite infringendo et interpretari aliquid ex eisdem nitendo, quod facere non potestis nec debetis, nisi primitus nostro super his interveniente consensu, sic ipsos super his et aliis multipliciter gravando, ut dicunt. Quare, sicut alias vobis nostris literis precedentibus mandasse recolimus, sic iterato vobis mandamus quatenus, auditis eorum requestis et his que coram vobis proponere voluerint, vocatis qui fuerint evocandi, eisdem exhi-

beatis maturum justitie complementum et, si aliqua ex his vobis dubia fuerint vel obscura, ea ad nostrum remittatis examen et illis, quorum intererit, intimetis ut super his veniant se defensuri, si sua crediderint interesse. Actum Parisius die lune post Epiphaniam Domini anno millesimo trecentesimo primo.

1. Le maire de Poitiers était, en 1301-2, Guillaume Alefant. Cf. n° CLXXXI.
— 2. Le garde du scel royal établi à Poitiers était alors Hugues Mienuit, qui figure avec cette qualité sur des actes du 4 février 1301 (Arch. de la Vienne, G 1437), du 11 octobre 1301 (*ibid.* G 1803) et du 13 janvier 1302 (*ibid.*, G 1745). Il avait succédé à M^e Geoffroy Potin (cf. n° CXVI, n. 6) et fut remplacé lui-même par Jean de Plaisance (n° CLXXXV).

CLXXVIII

Transaction entre Pierre de Villeblevin, sénéchal de Poitou, et l'abbaye du Pin, au sujet des droits de minage.

février 1302

A. Confirmation par Philippe le Bel, de février 1307, d'après un vidimus de 1310, Arch. mun. D 5. — B. Copie du même vidimus, Man. Saint-Hilaire, fol. 44 v°. — C. Arch. mun., Reg. 12, p. 389. — D. Copie de 1452, Arch. de la Vienne, abbaye du Pin, liasse 32. — E. Extrait des registres de la Chambre des Comptes, de 1623, Arch. de la Vienne, ab. du Pin, l. 32. — EDITIONS. a. Thibaudau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 353. — b (Extraits) Beauchet-Filleau, *Mém. Soc. Stat. des Deux-Sèvres*, 1868, p. 144.

Universis presentes litteras inspecturis, Petrus de Villa Blovana ¹, domini regis Francorum illustrissimi miles ejusque senescallus Pictavensis, salutem. Notum facimus quod nos, pensata et considerata utilitate regia, pro ipso rege ² et ejus nomine ac mandato suo speciali, compositionem et contractum cum religiosis viris abbate et conventu monasterii de Pinu, Cisterciensis ordinis, Pictavensis diocesis, fecimus hoc modo de rebus, que inferius annotantur, videlicet quod dictus dominus rex et ejus heredes et successores medietatem in minagio, quod religiosi ipsi habere noscuntur in civitate, villa et banleuca Pictavensi ³, ex dono perpetuo recordationis

inclite Richardi, quondam regis Anglie, prout in ipsius litteris plenius est expressum ⁴, necnon in omnibus exitibus, proventibus, emendis, emolumentis et aliis quibuscumque pertinentiis ejusdem minagii ex nunc de cetero pacifice percipient et habebunt, pro porcione seu jure, quod antea habebat dictus dominus rex cum religiosis predictis in minagio predicto, pro qua porcione seu jure prefatus dominus rex percipiebat et habebat annuatim a religiosis ipsis quatuordecim libras turonensium ⁵, de quibus quatuordecim libris religiosi predicti quieti et absoluti omnino ex nunc sunt et perpetuo remanebunt, sine aliqua reclamacione de cetero facienda, ipso tamen minagio cum omnibus et singulis emolumentis et pertinentiis quibuscumque predicto domino regi et religiosis ipsis pro indiviso per medium dividendo ; acto tamen quod, si illa medietas, quam debet dominus rex percipere occasione compositionis hujusmodi, aliquo anno triginta libras turonensium non valeret, justo precio estimata, relligiosi ipsi anno illo summam seu valorem triginta librarum turonensium super medietate sua minagii supradicti perficere tenebuntur, ita quod dominus rex ad minus valorem hujusmodi triginta librarum turonensium libere, absque aliqua deductione pro missiis vel expensis quibuslibet, percipiet et habebit ; de pluri valore, quod illam medietatem valere continget, tenebitur equaliter, sicut relligiosi predicti, expensis et missiis contribuere ratione dicti minagii faciendis ⁶.

1. Pierre de Villeblevin avait succédé à Jean de Saint-Denis comme sénéchal de Poitou et de Limousin, entre le 25 mai et le 3 juin 1299. Cf. n° CLXXV, n. 1. Il porte encore ce titre dans un acte du 21 mai 1313 (n° CCXXVIII). — 2. E et a omettent *rege*. — 3. *quod religiosi ipsi habere noscuntur in civitate, villa et baleuca Pictavie* E et a (a omet quod), *civitalis Pictavensis et banleuca Pictavie* ABCD. — 4. ABCD omettent les mots *ex dono... expressum*. — 5. L'arrêt du Parlement de janvier 1288 (n° CXXXVIII), relatif aux droits du minage, n'indiquait nullement que ces droits dussent être partagés entre l'abbaye du Pin et le roi. — 6. Toute cette fin, depuis *ita quod*, se trouve seulement dans E (et a, qui porte *habere* au lieu de *valere*).

Actum est eciam quod dictum minagium integraliter pro indiviso, una cum omnibus et singulis emolumentis, emendis et pertinentiis ejusdem, per duos servientes, videlicet unum ex parte domini regis et alium ex parte dictorum religiosorum,

ad hoc specialiter deputatos, aut per unum communiter electum, si commodè per ipsum fieri possit, in vico in quo hactenus levari consuevit, ex nunc et deinceps integre pro indiviso levabitur, ac per ipsos servientes in loco jam pridem consueto, videlicet in domo dictorum religiosorum¹, de cetero reponetur, qui quidem servientes domino regi et ipsis religiosis fidelitatis sacramentum facere tenebuntur.

Actum est etiam quod per ipsos servientes illud minagium inter dominum regem et ipsos religiosos, cum omnibus emolumentis, emendis et aliis pertinentiis ejusdem, equaliter dividetur et assignabitur cuilibet rata sua, anno quolibet, quatuor terminis inferius annotatis, videlicet in Nativitate Domini, in Pascha, in Nativitate Beati Johannis Baptiste et in festo Beati Michaelis sequenti, ad quos terminos ipsi servientes domino regi et religiosis ipsis compotum et rationem de premissis reddere tenebuntur.

Actum est etiam quod dominus rex de medietate sua et dicti religiosi de alia sua medietate ipsis duobus servantibus vel uni, si fuerit, pro labore suo satisfacere tenebuntur².

Actum est etiam quod mesure, ad predictum minagium facte et faciende, in loco, in quo usque nunc consueverunt reponi³, per compositionem hujusmodi de cetero reponentur et signo floris lili ac signo ipsorum religiosorum consueto, subtus posito, communiter signabuntur, quodque missiones et expensas, quas ratione predicti minagii et ejus pertinentiarum quomodolibet fieri contigerit, idem dominus rex et religiosi predicti equaliter de sua medietate quilibet solvere tenebuntur.

1. La maison de l'abbaye du Pin, à Poitiers, était située au n° 5 de la rue du Moulin-à-Vent. Le marché se tenait près de là, vers l'extrémité de la rue de la Regratterie, qui, à cause de cela, était anciennement appelée rue de l'Annonerie. — 2. E et a omettent cet article concernant la rémunération due aux sergents chargés de percevoir les droits de minage. — 3. Ces mesures étaient déposées dans la maison de l'abbaye du Pin, dont il est question ci-dessus. « On y voit encore, dit Thibaudeau (*Hist. du Poitou*, t. IV, p. 305), un ancien sep en fonte, sur lequel sont des fleurs-de-lis et l'écusson des armes de l'abbaye du Pin. Le bled que contient ce boisseau pèse dix-huit livres trois quarterons. »

Actum est etiam quod, si aliquos vel aliquem in predicto minagio delinquere contingat, per dominum regem et ipsos

religiosos, quantum ad emendam pecuniariam, communiter punientur, et quod in omnibus emolumentis predicti minagii perpetuo sint equales. Si vero delinquentes pena corporis vel mutilacione membrorum puniri meruerint, per dominum regem solum punientur. Hoc acto quod dominus rex predictum minagium pro rata sua deffendere tenebitur in futurum, promittentes quod composicionem predictam in omnibus et singulis procurabimus a dicto domino rege per suas patentes litteras confirmari.

In cujus testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini M^oCCC^o primo, mense februario.

CLXXIX

Jeanne de Jarna ¹, *filie de feu Hardouin* ² *de Lezay* ³, *sénéchal de Maillé* ⁴, *M^e Gilles de la Salle, chanoine de Nostre-Dame-la-Grande, Jean de la Salle, son fils légitime, et Guillaume Salmon* ⁵ *dil Marquel vendent aux maire el commune de Poitiers, pour le prix de 60 livres, une rente de 5 cuisses* ⁶ *de froment à la mesure de Poitiers et de 60 sous, payable chaque année à la Saint-Michel en la maison de la ville de Poitiers, et assignée sur tous leurs biens.*

29 mars 1302⁷

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 265 (KKKK 1). — B. Man. d'Auzance, n^o 260, fol. 26 v^o.

1. *de Jarna* B. A ne donne que le prénom. — 2. *feu Ardouin* A, *defuncti Hardouyni* B. — 3. *Lezay* A, *Leçay* B. — 4. *sen. de Maillé* B. A n'indique pas cette qualité. A Maillé, canton de Vouillé, l'abbesse de Sainte-Croix de Poitiers avait droit de haute justice. Hardouin de Lezay y était peut-être sénéchal comme représentant de l'abbesse. — 5. *Salomonis* B. Il était fils de Marc Salomon (d'où son surnom de Marquet) et gendre de M^e Gilles de la Salle. Cf. n^o CXLIV. — 6. *cinq charges* A, *cinque coccias* B. Ces 5 cuisses (ou 20 setiers) de froment doivent valoir 60 sous, à 3 sous le setier. La rente est, suivant l'usage, le 10^e du prix de vente et moitié en argent, moitié en blé. — 7. Jeudi après l'Annonciation 1302. En style de Pâques, ce serait le 28 mars 1303. Redet (*Inventaire*, p. 306, n^o 1921) date avec raison cet acte du 29 mars 1302 d'après le style de l'Annonciation.

CLXXX

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou de juger équitablement le procès pendant entre l'abbaye du Pin et la commune de Poitiers au sujet du minage.

1^{er} mai 1302

A. Man. d'Auzance, fol. 84 v^o.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi, salutem. Mandamus vobis quatenus, in causa, que inter gentes nostras pro nobis et abbatem et conventum monasterii de Pinu, ex [una parte] ¹, et majorem et juratos communie Pictavensis, ex altera, super minagio ² bladi, quod dicti religiosi a dictis juratis et communia, de blado suo Pictavis vendito, se habere debere pretendunt, ad quod ipsi nos associasse dicuntur, coram vobis vertitur, prout justum fuerit procedentes, causam ipsam, vocatis qui fuerint ³ evocandi, patrie consuetudine observata, fine debito terminetis. Actum Parisius, die 1^a Maii, anno Domini millesimo trecentesimo secundo.

1. *altera* A. Lire *una parte*. Ce différend entre l'abbaye du Pin et la commune de Poitiers au sujet du minage avait déjà fait l'objet d'un jugement rendu par le sénéchal de Poitou, Philippe de Beaumanoir, en 1287, confirmé par le Parlement en janvier 1288 (n^o CXXXVIII). Le roi n'était pas encore partie au procès, en commun avec l'abbaye. — 2. *minagio* A. Lire *minagio*. — 3. *fuerunt* A. Lire *fuerint*.

CLXXXI

Guillaume Bonnaud, des Arènes ¹ de Poitiers, cède à Guillaume Alemant ², maire de la commune de Poitiers, tous les droits qu'il pouvait avoir sur les biens meubles et immeubles de Ringol des Arènes ³.

25 mai 1302⁴

Titre perdu. ANALYSE. A. Reg. 13, p. 233 (OOO I).

1. *Harennes* A. Sur les anciennes Arènes de Poitiers, cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. III, 1837, p. 124; t. X, 1843, p. 137. — 2. *Aleman* A. — 3. *Arennes* A. — 4. Vendredi avant l'Ascension.

CLXXXII

*Guillaume Celier*¹ vend à *Pierre Le Hucheur*², pour le prix de 30 sous, un verger à *Charruau*³ entre deux eaux, tenu de l'abbesse de Sainte-Croix, à 8 deniers de cens.

15 novembre 1302⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 352 (BBBBB LXVIII). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 29 v°.

1. *Celier* A, *Tallier* B. — 2. *Pierre Le Hucheur* A, *Petro Le Hucheur* B. Cf. p. 155, n. 2. — 3. Cf. p. 47, n. 3. — 4. Jeudi après la Saint-Martin d'hiver.

CLXXXIII

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou de maintenir le chapitre de Notre-Dame-la-Grande en possession du droit qu'il a de garder les clefs de la ville de Poitiers et d'y exercer la justice pendant les Rogations.

19 juin 1303

A. Vidimus donné le 2 juillet 1303 par Jean de Plaisance, chanoine et aumônier de Notre-Dame-la-Grande, garde du scel royal à Poitiers, copie du xvi^e s., Arch. de la Vienne G 1097. — B. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 569.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi, salutem. Mandamus vobis quatenus, si constet vobis abbatem et capitulum secularis ecclesie Beate Marie Majoris Pictavensis, diebus martis et mercurii in Rogationibus, annis singulis, fuisse in possessione exercendi Pictavis omnimodam altam et bassam justiciam temporalem¹, habendi totum emolumentum quod potest exinde provenire, necnon et possessionem clavium civitatis Pictavensis², supradictis diebus, ipsos abbatem et capitulum in hujusmodi possessione manuteneatis, et, si forsitan aliquid de novo et indebite contra eos et suam possessionem predictam factum fuerit, illud ad statum debi-

tum reducat, prout justicia suadebit. Actum Parisius ³ die mercurii ante festum Beati Johannis Baptiste, anno Domini millesimo trecentesimo tercio.

1. Cf. n° LIII. Le chapitre de Notre-Dame-la-Grande avait cédé au maire de Poitiers ce droit de haute et basse justice par un acte du 6 août 1278 (n° LXXXIX). — 2. Il n'était pas question dans les actes précédents de ce droit de posséder les clefs de la ville pendant les Rogations. Cf. ci-dessous les n°s CCXI, CCXXVII, CCXXVIII, CCXLIX, CCLII. — 3. *Parisius* AB. Lire *Parisius*.

CLXXXIV

La commune de Poitiers, sur l'invitation du commissaire du roi, Jean d'Auxy¹, donne son adhésion à l'appel au concile contre le pape Boniface VIII.

4 septembre 1303

Original, Arch. nat. J 480, n° 43. — EDITION. G. Picot, *Documents relatifs aux Etats généraux réunis sous Philippe le Bel* (Collection de documents inédits), p. 467.

1. Jean d'Auxy, chantre du chapitre d'Orléans, était un des commissaires de Philippe le Bel, envoyés dans les provinces pour recueillir des adhésions à l'appel au concile. La série des adhésions analogues, publiée dans les *Documents relatifs aux Etats généraux réunis sous Philippe le Bel*, permet de suivre l'itinéraire de la tournée de propagande faite par Jean d'Auxy, en compagnie de Pierre de la Tournelle, chanoine de Châtel-Censoir, et de Geoffroy de Paray, curé de Saint-Pierre de Vézelay : on les trouve le 30 juin et le 1^{er} août à Nevers (p. 369, 461), du 4 au 6 août à Bourges (p. 324), le 9 et le 10 à Issoudun (p. 335), le 11 à Déols (p. 333), le 12 à Châteauroux (p. 333), du 21 au 25 à Limoges (p. 355, 468), le 28 à Saint-Junien (p. 471), le 1^{er} septembre au Dorat (p. 356), du 4 au 7 à Poitiers. Le 5 septembre, les commissaires réunissaient au palais les habitants de Poitiers ne faisant pas partie de la commune, mais relevant du prévôt (p. 467) et obtenaient aussi l'adhésion de l'abbaye de Montierneuf (p. 392) ; le 6, ils se rendaient à l'abbaye de Saint-Benoît-de-Quinçay (p. 393, l'éditeur a placé à tort cette abbaye à Quinçay, canton de Vouillé, tandis qu'elle était à Saint-Benoît, canton sud de Poitiers) et au chapitre de Notre-Dame-la-Grande à Poitiers (p. 385) ; le 7, au prieuré de Saint-Hilaire-de-la-Celle (p. 391). Le 11 septembre, ils étaient à l'abbaye des Châtelliers (commune de Fontperron, ar. de Parthenay, p. 387), le 12 à Saint-Maixent (p. 393), le 15 à Niort (p. 470), le 16 à Nieul-sur-l'Autize (p. 390), le 17 à La Rochelle (p. 472), le 24 à Parthenay (p. 390), le 25 à Saint-Jean-d'Angély (p. 406), le 4 octobre à Cognac (p. 405), le 13 à Angoulême (p. 305), le 15 à Nanteuil-en-Vallée (canton de Ruffec, p. 389), le 17 à Charroux (p. 386).

CLXXXV

Adémar Vigier vend à la commune de Poitiers une rente de huit cuisses et un selier de froment et de 101 sous sur ses biens sis à Laimé et dans la paroisse d'Antran.

26 novembre 1303

Original, Arch. mun. F 20.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes de Placentia, canonicus et elemosinarius ecclesie Beate Marie Majoris Pictavensis, custos sigilli domini regis Francorum de senescallia Pictavensi apud Pictavim constituti, salutem in Domino, Noverint universi quod, coram nobis personaliter constituti, Ademar Vigerii, valetus, de Leyme¹, filius defuncti Theobaldi Vigerii, militis, et Clemencia, uxor ipsius Ademari, confessi fuerunt et publice recognoverunt se vendidisse et concessisse et etiam coram nobis vendiderunt et concesserunt pure et absolute pro se, heredibus successoribusque suis in perpetuum, discretis viris majori et communie Pictavis eorumque successoribus et causam ab ipsis habentibus et habituris, precio centum librarum monete currentis, de quo precio dicti venditores et eorum quilibet se tenuerunt coram nobis a dictis emptoribus plenarie et integre pro pagatis in bona pecunia numerata, octo coccias et unum sextarium frumenti boni, novi et recipialis, ad mensuram Pictavis, annui et perpetui redditus, et centum solidos et duodecim denarios monete currentis annui et perpetui redditus². Quos quidem redditus venditos dicti venditores assederunt et assignaverunt perpetuo pro se, heredibus successoribusque suis dictis emptoribus et suis successoribus, super omnibus et singulis bonis hereditariis et immobilibus, redditibus et juribus, que et quos dictus valetus venditor habet, habere potest et debet et habebit in futurum, tam ratione successionis sive escheute quam alia quacumque causa sive racione, apud Layme et in parrochia de Antronio³ et circa id locorum, sive consistant herbergamentis, domibus,

terris, vineis, pratis, redditibus, deveriis, costumis, nemoribus et aliis bonis et rebus quibuscumque.

1. Laimé, hameau, commune d'Antran. — 2. Cette rente, vendue 100 livres, doit avoir une valeur de 10 livres au taux habituel de 10 0 0 : les 8 cuisses et un setier (ou 33 setiers) de froment sont estimés 99 sous à 3 sous le setier. — 3. Antran, canton de Leigné-sur-Usseau, arrondissement de Châtellerault.

Et predictos redditus venditos promiserunt dicti venditores pro se, heredibus successoribusque suis et sub obligatione omnium et singulorum bonorum predictorum, reddere, solvere et conducere Pictavis, propriis sumptibus et expensis dictorum venditorum et suorum, dictis majori et communie et suis successoribus vel eorum procuratori, ad domum dictorum majoris et communie, de cetero in perpetuum singulis annis, videlicet dictam pecuniam in festo Pasche, et dictum bladium in festo Beati Michaelis, et sub pena quinque solidorum monete currentis, exigendorum et levandorum a dictis emptoribus et suis successoribus vel eorum procuratore a dictis venditoribus et suis, pro qualibet die, qua ipsos venditores vel suos deficere contigerit in solutione dictorum reddituum vel aliquote partis eorumdem, aliquo seu aliquibus terminorum predictorum. Quam penam, si committi contigerit semel vel pluries, dicti venditores sub obligatione predicta promiserunt pro se et suis dictis majori et communie et suis successoribus et ab ipsis causam habentibus et habituris vel eorum procuratori reddere et solvere una cum principali, tociens quociens commissa fuerit, non obstante si summa pene seu penarum excederet summam principalem. Promiserunt insuper dicti conjuges venditores pro se, heredibus successoribusque suis, per juramenta sua ad sancta Dei evangelia corporaliter prestita, et sub obligatione omnium et singulorum bonorum suorum, mobilium et immobilium, presencium et futurorum, predictos redditus venditos garire et defendere et liberare perpetuo dictis majori et communie et suis predictis, ab omnibus et versus omnes, ab omni impedimento, perturbacione, vendicione, alienacione et obligatione quibuscumque, et specialiter versus dominum regem et omnes alios quoscumque dominos temporales sive feudales et omnes alios quoscumque, ab omni finan-

cia, amortimento et rachato, ab omni compulsione ad ponendum extra manum suam vel ad finandum, et ab omni exercitu, equitatu et calvacata ¹, et ab omnibus aliis impedimentis et perturbacionibus quibuscumque, ad sex denarios de franco deverio, solvendo Pictavis dictis venditoribus et suis annuatim, die qua fiet solucio dictorum reddituum, majore dicte communie vel procuratore ejusdem communie prius requisito, tantummodo sine fide et homagio, sine dupplo et auxilio, et sine aliquo alio honore, deverio, obeissancia, vocacione in jus, redevancia vel costuma ; et omnia dampna, omnes custus, moras, missiones et expensas et interesse, si que, quos vel quas dicti major et communia vel sui predicti, ob defectum hujusmodi solucionis vel garimenti sustinerent, facerent vel haberent quoquo modo, in judicio vel extra judicium, eisdem ad simplex juramentum sui procuratoris, sine alia perturbacione requirenda, plenarie et intègre ressarcire ; et contra premissa vel premissum aliquod, racione aliqua, per se vel per alium seu alios, de cetero non facere vel venire, casu aliquo contingente. Renunciantes *etc.*

1. Lire *cavalcata*.

Datum die martis post festum Beati Clementis, scilicet XXVI die novembris, anno Domini millesimo trecentesimo tercio, presentibus domino Gaufrido Normandea, milite, preposito monacho Monasterii Novi Pictavensis, et Guillelmo Allemani, cive Pictavensi, et me, Johanne Barbe, clerico, notario dicte curie, qui premissa scripsi et signo meo solito signavi Barbe (*Seing manuel du notaire*).

CLXXXVI

Le sénéchal de Poitou enjoint aux religieux du Pin de donner les mesures pour le blé aux membres de la commune.

9 mars [1304] ¹

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 45 v°. — B. Reg. 12, p. 391. — EDITIONS.
a. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 356. — b. Beauchet-Filleau, *Mém. Soc. Stat. des Deux-Sèvres*, 1868, p. 145.

Die lune post dominicam qua cantatur Letare Jerusalem [cum] ² dictus dominus Aymericus Odonneti, major communie ³ Pictavensis, diceret et proponeret, in presencia nobilis viri domini Petri de Villa Blōvini ⁴, senescalli Pictavensis, presentibus priore claustrali ⁵ et celerario de Pinu, quod illi de Pinu ad maximam difficultatem tradunt mensuras ad mensurandum bladum illis qui sunt de communia et, si eas tradunt, tradunt cum pignore, quod pignus in restitutione mesure reddere contradicunt; dicti vero prior et celerarius ex adverso dixerunt et proposuerunt quod mensuras tradunt et semper parati sunt tradere cum pignore, sed dictum pignus non tenentur reddere, nisi de minagio, ratione bladi venditi, a singulis illorum qui sunt de communia, satisfactum est ⁶; predicto domino majore dicente et proponente se et omnes et singulos de communia et predictos religiosos ⁷..., et quod, lite pendente, non debent compelli ad prestandum minagium.

1. Le millésime, que n'indiquent pas les manuscrits, peut être restitué avec certitude d'après la mention d'Aimeri Odonnet, maire, et de Pierre de Villeblevin, sénéchal. Les listes des maires portent le nom d'Aimeri Odonnet pour les années 1290 et 1303, quelques-unes pour 1298, et avec raison (cf. n° CXCVII, art. 4). Pierre de Villeblevin n'était pas encore sénéchal de Poitou le 30 mars 1299 (cf. n° CLXXV, n. 1). Cet acte ne peut donc dater que du 9 mars 1304. — 2. Nous ajoutons *cum*, que réclame le sens. — 3. *communia* AB, *communiæ* ab. — 4. *Blonini* ab. — 5. *claustralis* AB, *claustrali* ab. — 6. *satisfac.* AB, *satisfacere* ab. Lire *satisfactum est*. — 7. Ce passage, tel que le donnent les manuscrits, est manifestement altéré. Il devait signifier que les membres de la commune et les religieux du Pin étaient en procès au sujet du minage : plusieurs mots ont été omis. Ce procès était pendant depuis plusieurs années (n° CXXXVIII, CLXXX).

Tandem dictus dominus senescallus disposuit et ordinavit quod, durante lite predicta, omnes et singuli de communia habebunt mensuras, quocienscumque erunt sibi necessarie, absque hoc quod ab eisdem debetur aliquod minagium, et dedit in mandatis dicto Ranart ¹, quod ministret ² et tradat omnibus et singulis de communia mensuras, quocienscumque sibi fuerint necesse, ita tamen quod idem Ranardus sibi caveat, si voluerit, de sciendo ³ qui vendat ⁴ bladum et quantum, et ex parte sua redigat ⁵ in scriptis, si sibi visum fuerit expedire. Actum fuit die ut supra, presentibus domino Stephano subdecano Pictavensi ⁶, magistro Coiratz ⁷ de

Crespi, dicto Forget valetto, Guillermo Alemanni, magistro Johanne Pineti⁸, Johanne de Tiphauigiis, una cum Alemanni⁹ et pluribus aliis.

1. Cf. n° LXXV, n. 4. — 2. *ministrat* AB, *ministret* a. — 3. A ajoute *inquir.* de 2° main sur un grattage, *et inquirendo* a. — 4. *vendel* AB, *vendat* a. — 5. *redigant* AB, *redigat* a. — 6. Etienne de Bourret, sous-doyen du chapitre cathédral de Poitiers, fut écolâtre de Poitiers, conseiller au Parlement (1316-1318), évêque de Paris (de 1321 à 1325). Cf. *Gallia christ.*, t. II, col. 1220, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 112, n. 2, 143, n. 1 ; t. XIII, p. 18, 23. — 7. *Corratz* A, *Coiratz* B. Lire sans doute *Coiraldo*. Cf. n° CXCI. — 8. Cf. n° CXCIII. — 9. Il manque un prénom devant *Alemanni*.

CLXXXVII

Thomas de Chauvigny, écrivain¹, demeurant en la paroisse Saint-Paul, donne aux maire et commune de Poitiers, sous la réserve de l'usufruit sa vie durant, sa maison située en la dite paroisse, touchant à celle de Berthelot², d'une part, et à la maison de dame Ysabeau de Londoneis³, d'autre part.

15 mai 1304⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 229 (MMM 1). — B. Man. d'Auzance, n° 260, fol. 36 v°.

1. *de Chauvigny escripvain* A, *de Calvigniaci scriptor* B. — 2. *Brethellot* A, *Berthelot* B. — 3. *Ysabeau de Londonnays* A, *dominae Ysabellis de Londoneis* B. — 4. Vendredi avant la Pentecôte.

CLXXXVIII

Informations en cour de Parlement sur le droit de minage.

23 mai 1304

Arch. nat. X^{1a}, n° 4, fol. 63. — EDITION. *Olim*, t. III, p. 130.

Due parve informaciones facte super minagio Pictavensi ad illum finem, si dominus rex in hac causa debeat partem facere cum monachis de Pinu¹, contra majorem et com-

muniam Pictavenses, et, quia nichil valent, non fuerunt iudicate, sed causa super hoc est remissa ad senescallum Pictavensem. Sabbato post Penthecostem, anno CCC^o IIII^{to}.

1. Cf. n^o CLXXX, n. 1.

CLXXXIX

Le maire et la commune de Poitiers arrentent à Nicolas de Plaisance, neveu de Jean de Plaisance, chanoine et aumônier de Notre-Dame ¹, et à Clémence ², sa femme, à quinze livres de rente pour l'aumônerie de l'échevinage, les maisons de la Côte de Baleine, le jardin situé devant les dites maisons, la grange et deux autres maisons ayant appartenu à feu Guillaume Le Bourguignon, à la Pierre Pélerine, près de la maison du prieur de Saint-Porchaire ³.

21 août 1304

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 356 (BBBBB LXXVII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. Jean de Plaisance était garde du scel royal à Poitiers en 1303 (cf. n^{os} CLXXXIII et CLXXXV). — 2. Laurence A, Clémence B. — 3. Cf. n^o CL. — 4. Vendredi après l'Assomption.

CXC

Les Cordeliers, pour se décharger d'une rente de 14 sous qu'ils devaient à la commune, lui assignent une autre rente de 14 sous et de deux chapons sur une maison sise à Saint-Salurnin.

28 mai 1305

Original, Arch. mun. F 25.

Universis presentes litteras inspecturis, Naudetus de Autiodoro ¹, major, et communitas Pictavensis, ex una parte, et Johannes de Foresta, clericus, civis Pictavensis, procurator conventus Fratrum Minorum Pictavensium, auctoritate Sedis

Apostolice deputatus nomine procuratorio hujusmodi, ex altera, salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod nos, partes predictæ, confitemur, videlicet ego, dictus procurator procuratorio nomine hujusmodi, me perpetuo tradidisse, assignasse et concessisse predictis majori et communitati, in solutum, recompensationem, deliberacionem et exoneracionem perpetuas quatuordecim solidorum annui et perpetui redditus, quem redditum se asserebant habere annuatim super loco et racione loci dictorum Fratrum, qui quidem locus quondam esse solebat Fratrum Sachinorum² Pictavensium, et eciam juris, dominii, proprietatis, possessionis, accionis et racionis, si que vel quas dicti major et communitas habebant et habere poterant et debebant in redditu et loco predictis et aliis ex eis et eorum quolibet dependentibus et sequitis quibuscumque, quatuordecim solidos et duos cappones annui et perpetui redditus, de sexdecim solidis cum dictis duobus capponibus annui et perpetui redditus, quondam legatis et concessis perpetuo dicto conventui dictorum Fratrum Minorum ab exequtoribus testamenti seu ultime voluntatis defuncti magistri Johannis dou Pesle, quondam rectoris ecclesie Beate Marie de Podio³, penes dictos Fratres Minores sepulti, pro anime dicti defuncti remedio et salute, quem quidem redditum dictorum sexdecim solidorum et duorum capponum dictus magister Johannes, dum vivebat, habere et percipere consueverat annuatim apud Sanctum Saturninum Pictavis super quadam domo cum suis pertinenciis, que quondam fuit defuncti Johannis Faybea, clerici, quam domum cum pertinenciis tenebat seu quondam tenere solebat Philippus Porotelli de Sancto Saturnino predicto.

1. Ce document atteste que Naudet d'Aucerre fut maire du 14 juillet 1304 au 13 juillet 1305, et non pendant l'année 1305-6, comme l'a admis Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XX, p. 252). Son nom, que Ledain écrit *d'Ausseurre*, figure sous la forme *d'Aucerre* dans un document original en français du 27 mars 1314 (n° CCXXX) : la forme latine *de Aulisiodoro* paraît indiquer que cette famille, qui devait donner trois autres maires à la ville de Poitiers au xv^e et au xvi^e s., était originaire d'Auxerre. — 2. Les Frères de la Pénitence étaient vulgairement appelés Frères des Sacs. Cf. n°s CXXXII et CLXI. — 3. Le Puy-Notre-Dame, canton de Montreuil-Bellay, Maine-et-Loire. Le prieuré du Puy-Notre-Dame dépendait de l'abbaye de Montierneuf, à qui le pape Calixte II avait confirmé, par une bulle du 31 mars 1123, la possession de cette église.

Quem quidem redditum dictorum quatuordecim solidorum et duorum capponum, nobis dictis majoribus et communitati, ut premittitur, a dicto procuratore nomine procuratorio predicto traditum, assignatum et concessum, grattanter accepimus, acceptavimus et retinuimus et adhuc accepimus ¹, acceptamus et retinemus perpetuo penitus nos, major et communitas antescripti, et predictum locum dictorum Fratrum Minorum de predictis quatuordecim solidis redditus, quos habebamus super dicto loco dictorum Fratrum, et eciam de omni jure, dominio, proprietate, possessione, accione et racione, que vel quas habebamus et habere poteramus et debebamus in ultimo dictis quatuordecim solidis redditus et in dicto loco et aliis ex eis et eorum quolibet dependentibus et sequitis, per recepcionem et acceptationem dictorum quatuordecim solidorum et duorum capponum nobis traditorum et assignatorum, acquittamus, exhoneramus et perpetuo penitus deliberamus, dictos Fratres Minores et eorum procuratorem super hiis perpetuo penitus absolventes. In quorum omnium et singulorum predictorum testimonium, considerata et preinspecta utilitate undique parcium predictarum, nos, major et communitas et conventus prefati, sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum die veneris post Ascensionem Domini, anno ejusdem M^oCCC^o quinto ².

1. Lire *accipimus*. — 2. Rédet (*Inventaire des archives de la ville de Poitiers*, p. 107, n^o 471) date à tort cet acte du 2 mai 1315. Ledain (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 255) a reproduit cette erreur, au lieu de vérifier la date sur le manuscrit.

CXCI

Philippe le Bel mande à Me Coirald de Crespi et au sénéchal de Poitiers d'autoriser le maire et les échevins de Poitiers à lever eux-mêmes le subside que la commune doit fournir au roi.

26 juin 1305

A. Man. d'Auzance, fol. 46 v^o. — B. Man. d'Auzance, fol. 91.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli clerico nostro, magistro Coiraldo de Crispeio et senescallo Pictavensi, salutem. Mandamus vobis quatenus presentem subventionem nostram in villa Pictavensi assideri et levare, vobis nostro nomine assignandam, per majorem et scabinos dicte ville, juxta ordinationis nostre super hoc facte tenorem, permittatis, proviso attente quod in focorum numero, seu alias, fraus super hoc nulla fiat et quod hujusmodi subventionis solutio dilationem non capiat ullo modo. Datum Parisius sabbatho post Nativitatem Beati Johannis Baptiste, anno Domini millesimo trecentesimo quinto ¹.

1. On sait qu'un subside fut levé en 1304 pour la guerre de Flandre. Cf. *Hist. de Fr.*, t. XXI, p. 566 : « La subvencion de la sénéchaussée de Poitou pour l'ost de Flandre de l'an CCC quatre fut imposée ainsi que chacun cent teuz ou domaine du roy doyvent faire six sergens de pié par quatre mois ; et, hors du domaine, chacun cent feux de France, cent de posté ou de gens abonnez, quatre sergens de pié ; et chacun cent taillables à volenté de hault et de bas à leurs seigneurs, deux sergens ; et doit avoir chacun sergent deux solz par jour. Laquelle subvention ne pot pas toute estre levée par celle manière, et pour ce, du commandement du roy, composèrent aux villes ». La commune de Poitiers était, à ce qu'il semble, en retard pour verser son subside pour la campagne de 1304.

CXCII

Mathieu de la Plaine ¹, de la paroisse de Scorbé ², et Agnès, sa femme, vendent à Elienne Le Verrier ³, garde ⁴ de l'aumônerie de l'échevinage, pour le prix de vingl livres, une rente d'une cuisse ⁵ de froment, à la mesure de Poitiers, de deux chapons et de 20 sous ⁶, assignée sur tous leurs biens.

21 décembre 1305 ⁷

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 355 (BBBBB LXXVI). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. *Malhé de la Plaine* A, *Matheus de Plana* B. Le Dictionnaire de Rédet indique plusieurs endroits appelés la Plaine ; le plus rapproché de Scorbé est une ferme de la commune d'Ouzilly, canton de Lencloître. — 2. Scorbé-Clairvaux, canton de Lencloître. — 3. *Estienne Verrier* A, *Stephano Verrerio*. Le nom de ce garde de l'aumônerie de l'échevinage devait être sous la forme latine dans cet acte, d'après le témoignage de B, qui est, en général, plus exact que A, et sous sa

forme française Le Verrier dans l'acte n° CXCV. Cette aumônerie avait été fondée en 1291, grâce au legs de Guillaume Le Bourguignon. Cf. n° CXLVIII, CL, CLXXIV. Etienne Le Verrier est le premier garde (c'est-à-dire administrateur) de cette aumônerie dont le nom se soit conservé : mentionné encore en 1306 (n° CXCV), il eut pour successeur Etienne Le Picart avant le 17 mars 1310 (n° CCXIII) — 4. garde A, custodi B. — 5. charge A, cocciam B. — 6. B omet cette rente de 20 sous. — 7. Mardi fête de saint Thomas, apôtre.

CXCIII

La commune afferme l'hôtel d'Amberre à M^e Jean Pinet pour sa vie durant, à la charge de payer annuellement une somme de 15 livres et d'en employer cent en réparations.

4 février 1306

Original, Arch. mun. F 21.

Universis presentes litteras inspecturis, Michael Amici ¹, canonicus Beate Marie Majoris et Beate Radegundis ecclesiarum Pictavis, gerens sigillum regium apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure personaliter constitutis Johanne de Chesellis ², clerico, procuratore discretorum virorum majoris et communie Pictavensis, litteratorie ab ipsis destinato, prout vidimus in quibusdam litteris procuratoriis, sigillo magno predictorum majoris et communie sigillatis, plenius contineri, ex una parte, et magistro Johanne Pineti ³, clerico, ex alia parte, dictus vero procurator, loco, vice et nomine procuratorio dictorum majoris et communie et pro ipsis, tradidit et concessit predicto magistro Johanni Pineti domum ipsorum majoris et communie de Amberre ⁴, una cum omnibus et singulis pertinenciis ipsius domus, sive sint dicte pertinencie in terris, vineis, pratis, hominibus, garenis, foiis ⁵, nemoribus, arboribus, molendinis, juribus, jurisdictione, redditibus, deveriis, censibus, censis, costumis, obeissanciis, bladibus, caponibus, gallinis, pullis, caseis, ovis, vendis, honoribus, saisinis, dissaisinis, rachatis, cum omnibus aliis et singulis emolumentis ad predictam domum de Amberre pertinentibus et spectantibus, quecumque sint et in quibuscumque rebus et locis consistant et quocumque nomine

censeantur, habenda, tenenda, possidenda et explectanda omnia et singula predicta a dicto magistro per se vel per alium seu alios et ad faciendos fructus, proventus et exitus suos ad voluntatem suam, qui de omnibus et singulis premissis provenient, vita comite ipsius magistri tantummodo, ad annuam pensionem seu firmam quindecim librarum monete currentis, sub modo et forma qui sequuntur :

1. Michel Lami fut garde du scel royal à Poitiers de 1306 à 1310 (cf. n° CC, CCXXII). — 2. Le nom de Jean de Chesaus figure en français sur le n° CCXXX. — 3. M^e Jean Pinet était, le 10 décembre 1317, procureur du roi dans la sénéchaussée de Poitou (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 183). En 1306, et encore en 1314 (n° CCXXX), il était avocat de la commune et recevait à ce titre une pension annuelle de 5 livres. — 4. Cf. n° CLVIII. Cet ancien hôtel d'Amberre, qui appartenait à la commune de Poitiers, est encore désigné aujourd'hui, sur la carte d'Etat-Major, sous le nom de Maison Commune, à 500 m. environ au S.-O. du village d'Amberre. — 5. colombiers. Ce mot est traduit par fuées dans l'acte du 27 mars 1314 (n° CCXXX), qui reproduit en français la plus grande partie de ce contrat.

Videlicet quod dictus magister Johannes tenebitur et teneatur ponere vel poni facere infra quinque annos proximos continuos et complendos, a data presencium computandos, centum libras monete currentis in reparationem, melioracionem et emendacionem predictae domus de Amberre et pertinenciarum ipsius domus predictae, et de missionibus ipsarum centum librarum monete currentis in reparationibus et emendacionibus predictis credetur ad simplex juramentum magistri prelibati. Necnon et tenebitur et tenetur idem magister Johannes emere de suo proprio, ad opus et utilitatem dicte domus, in et super proximis locis dicte domui de Amberre quibus poterit, centum solidos annui et perpetui redditus secundum communem patrie assisiam¹. Quem quidem redditum idem magister Johannes habebit, possidebit et explectabit, scilicet ut usufructuarius, quamdiu vitam duxerit tantummodo in humanis. Et pro premissis domo de Amberre et ejus pertinenciis omnibus et singulis idem magister Johannes annis singulis solvet et reddet Pictavis dictis majori et communie vel eorum vero procuratori seu mandato, de predictis quindecim libris monete currentis, videlicet decem libras in quolibet festo Nativitatis Beati Johannis Baptiste et in quolibet festo

Nativitatis Domini per medium, et centum solidos residuos de dictis quindecim libris idem magister Johannes accipiet quolibet anno et exnunc accipit in solutum seu solucionem centum solidorum, in quibus dicti major et communia eidem magistro tenentur singulis annis, ex pensione ipsi magistro Johanni assignata a dictis majore et communia pro patrocínio, auxilio et favore, eisdem majori et communie jam datis et impensis et dandis et impendendis a dicto magistro Johanne in causis ipsorum majoris et communie pretentis presentibus et futuris, in officio advocati, auxiliatoris vel consiliatoris; ita tamen quod, si idem magister Johannes ad majorem statum provenierit futuro tempore, quod omnipotens Deus sibi concedat, per quem advocare et consulere ² aut consulere omiserit, dictus magister Johannes tenebitur et tenetur solvere singulis annis, in quolibet festo Nativitatum predictarum, dictis majori et communie, per medium, illos centum solidos residuos de dictis quindecim libris, sibi assignatos pro pensione sua a dictis majore et communia ratione predicta, ut premittitur, una cum dictis decem libris de dictis quindecim libris.

1. Suivant l'usage du pays, moitié en deniers, moitié en blé. Cf. p. 121, n. 3. — 2. *consulere*, qui est répété, doit avoir été mis par mégarde à la place d'un autre verbe correspondant à *auxiliatoris* qui précède. L'acte du 27 mars 1314 traduit mot à mot, en ne tenant pas compte de *et consulere* : *par lequel à advoquer ou à conseillier il delessast*. M^e Jean Pinet a dû, en effet, cesser d'être l'avocat de la commune, quand il devint procureur du roi dans la sénéchaussée de Poitou.

Necnon et idem magister Johannes ex pacto tenebitur et tenetur reddere et solvere singulis annis et in terminis, in quibus reddi et solvi consueverunt, omnia et singula antiqua debent et onera, in quibus dicta domus de Amberre oneratur, excepto uno besancio ¹, quod dicti major et communia solvere debent et tenentur domino de Mirabello ratione rerum predictarum. Et tenetur idem magister acquirere predictos centum solidos monete currentis annui redditus, quos idem magister de suo proprio ad utilitatem dicte domus et ad pios usus emere debet et promisit, ut superius est expressum. Nec tuscham ulmorum existencium ante dictam domum, prout

protenditur, scindere poterit nec per alium seu alios scindi facere quoquo modo. Alios vero ulmos vel umellos et arbores scindere et scindi facere poterit, prout sibi placuerit et videbitur expedire ; siquidem ulmos, umellos et arbores dicte thusche dictus magister Johannes, quamdiu vixerit, per se vel per alium poterit seu alios exbranchiare et branchas suas facere, tamquam usufructuarius. Si vero ipsum magistrum Johannem, dictis centum libris nondum positis ab ipso in reparacionem, melioracionem et emendacionem dicte domus de Amberre et pertinenciarum ejusdem, de missionibus quarum centum librarum in reparacionibus, emendacionibus et melioracionibus predictis ad simplex juramentum credetur ipsius magistri Johannis, et dictis centum solidis annui et perpetui redditus a dicto magistro Johanne de suo proprio ad opus et utilitatem dicte domus, ut premittitur, non emptis, decedere contigerit, quod absit, dictus magister Johannes ex pacto voluit, concessit et consensit quod, post mortem ipsius, dicte centum libre, vel quod deerit de eisdem, de bonis suis mobilibus et immobilibus, quas promisit ponere in reparacionem, melioracionem, et emendacionem dicte domus de Amberre et ejus pertinenciarum, ponantur et dicti centum solidi annui et perpetui redditus, vel quod deerit de eisdem, ad opus et utilitatem dicte domus emanant, modo quo et prout superius et inferius declaratur. Item et tenetur predictus magister Johannes ex pacto tenere dictam domum de Amberre et ejus pertinencias in bono eque statu et solvere et reddere annis singulis in terminis predictis, dictis majori et communie vel eorum certo mandato, predictas decem libras de dictis quindecim libris et similiter dictos centum solidos residuos de ipsis quindecim libris, si et quando casus acciderit superius declaratus, quamdiu idem magister Johannes vitam duxerit in humanis...

1. Ce besant était payé au seigneur de Mirebeau à chaque *muance* (changement) de seigneur. Cf. p. 247, n. 6.

Dicto equidem magistro Johanne de medio sublato, dicta domus de Amberre et pertinencie ejusdem, cum omnibus et singulis reparacionibus, melioracionibus et emendacionibus

per ipsum magistrum Johannem factis, que si summam centum librarum monete currentis, quas in ipsas ex pacto ponere debet et tenetur idem magister, excesserint, quod plus reddere nec solvere dicti major et communia dicto magistro Johanni vel executoribus suis vel heredibus aut successoribus suis ex pacto ullatenus non tenentur, ad dictos majorem et communiam pleno jure, quiete et libere revertantur, salvis dicto clerico et suis bonis suis mobilibus in dicto herbergamento existentibus, que ejus heredibus et causam ab ipso habentibus libere remanebunt. Dictus etenim magister Johannes in jure recognovit se accepisse seu recepissee ad pensionem predictam et eciam accepit seu recepit a dicto procuratore, loco, vice et nomine dictorum majoris et communie et pro ipsis tradente, dictam domum de Amberre et ejus pertinen-
cias ad pensionem annuam predictam et sub modo, forma et condicionibus superius et inferius declaratis et expressis... Datum presentibus Petro Aymerici de Jaunaio, Johanne de Stabulis et Radulfo Luce, die veneris post festum Purificationis Beate Virginis gloriose, anno Domini millesimo CCC^o quinto.

Et nos, major et communia Pictavenses superius nominati, habita diligenti deliberacione inter nos super premissis et quolibet premissorum, visaque diligencia ac experta industria dicti Johannis de Chesellis, clerici, procuratoris nostri, consideratisque et diligenter inspectis utilitatibus predictarum domus et pertineniarum ejusdem, ac eciam curis, serviciis, curialitatibus, honoribus et bonis a dicto magistro Johanne nobis, jam diu est, multipliciter impensis, predictas tradicionem et concessionem seu affirmacionem, a dicto procuratore nostro de mandato speciali ac voluntate nostris nostroque nomine eidem magistro Johanni, ut premittitur, factas et omnia et singula premissa, prout superius sunt expressa, confirmamus, ratificamus, corroboramus, laudamus ac eciam approbamus... In cujus rei testimonium sigillum nostre communie presentibus litteris una cum sigillo regio predicto duximus apponendum. Datum et actum anno et die predictis. J. de Seys ¹.

1. M^e Jean de Seys figure sur une liste d'échevins le 27 janvier 1318 (n^o CCL).

CXCIV

Philippe le Bel défend au sénéchal de Poitou d'empiéter sur la juridiction temporelle du chapitre de Saint-Hilaire ¹.

16 mai 1306

Original, Arch. de la Vienne G 510. — EDITION. Rédet, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XIX, p. 5.

1. Cf. n° LIV.

CXCV

Regnaut de Razay dil Furgant el Thomasse sa femme, de la paroisse de Jaunay, vendent à Elienne Le Verrier ¹, garde de l'aumônerie de la commune de Poitiers, une rente de deux setiers de froment el d'un chapon, assise sur leur hébergement el ses dépendances el sur une pièce de terre appelée « au changeour ² », lenant à la terre de Pierre de Gras el à celle de Geoffroy Brethonnière.

5 décembre 1306 ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 356 (BBBBB LXXX). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v°.

1. Estienne Le Verrier A, Stephano Le Verrier B. Cf. n° CXCH, n. 3. — 2. au changeour A, au chaucheur B. — 3. Dimanche avant la Saint-Nicolas d'hiver.

CXCVI

Le maire el la commune de Poitiers requièrent contre Aimeri Dement, qui a fait décharger du vin à Poitiers sans être domicilié dans celle ville.

[vers 1306] ¹

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 64. — B. Reg. 12, p. 407.

Entendent li maires el la commune de Poictiers à prouver

contre Aymeri Dement ², clerc, si mestier est, par tant d'exploitz et de si long temps que il [faut] ³, que li seneschal ou li prevost qui par le temps ont esté et li dit mayre et commune ont usé, exploicté à saisir, lever et prandre les vins deschargiez en la ville de Poitiers, sur ceulx qui ne sont mancionnayres en la ville de Poitiers, comme forfaiz la moitié au roy et l'autre moitié au mayre et à la commune à leur propre, pour l'ancienne coustume et usage de la dicte ville qui est telle, et mesmement comme les roys leur ont confermé par privileges especiaulx leur ancienne coustume et usages ⁴. Mais requierent tout premierement les diz mayre et commune le roy à estre ressaisiz de soixante et onze pipes de vin ou environ, saisies sur le dit clerc en temps trespasé en la cité de Poitiers, que le dit clerc y avoit fait amener pour vendre, lequel vin estoit forfait au roy la moitié, et au maire et commune l'autre moitié. Item, les diz maire et commune dient que le dit clerc ne puet dire qu'il soit mancionnaires ou ait esté mansionnaires en la cité de Poitiers, tant pour ce qu'il n'y a pas la greignour partie de ses biens en ladicte cité et qu'il n'y tient feu ne lieu ne n'a rendu, ou temps trespasé, en la parroisse dont il est parroissien, les oblacions deues aux festes annaulx, ne ala à sa confession, ne receu le sacrement de l'autier ; item, qu'il a encores son père vivant, de qui mansion il doit estre et est et qui demouret hors de la cité de Poitiers ; item, que le dit clerc est domiez ⁵ du Temple ⁶.

1. Ce document et les deux suivants se rapportent à un procès intenté par la commune à Aimeri Dement pour avoir fait décharger du vin à Poitiers, sans y être domicilié et avoir fait vendre ce vin malgré les saisies prononcées contre lui en 1297, 1298 et 1299 (n° CXCVII, art. 3, 4, 5). Le maire demande ici à être remis en possession de 71 pipes de vin, saisies sur le dit clerc « en temps trespasé » : le procès est donc postérieur de plusieurs années à 1299. Les deux autres documents sont les « exploits » par lesquels la commune entend prouver son droit de confiscation : ces deux listes de personnes à qui du vin a été confisqué se terminent par un article relatif à un fait qui a eu lieu 4 ans auparavant, Guillaume Alemant étant maire, c'est-à-dire entre le 14 juillet 1301 et le 13 juillet 1302 (n° CXCVIII, art. 5). C'est pourquoi nous plaçons vers 1306 ces trois documents, qui doivent être contemporains. — 2. *Dement* AB. Lire *Dement*. Cf. n° CXCVII, art. 2. — 3. *sont* AB. Lire *faut*. — 4. Cf. la charte de Philippe Auguste de 1222 (n° XXXVII, p. 73). — 5. Ce mot, que n'indique pas le dictionnaire de Godefroy, est peut-être pour *domesche*, domestique. — 6. L'ordre du temple avait une commanderie près de Poitiers, à Saint-Georges (cf. p. 101, n. 3).

CXCVII

*Liste de personnes à qui l'on a confisqué du vin pour l'avoir fait
décharger à Poitiers sans y être domiciliées.*

[vers 1306]

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 63. — B. Reg. 12, p. 406.

Isti habent vina Pictavis, quorum medietas est forefacta regi et alia medietas majori et communie :

1. Baillivus de Jaunayo ¹, in rocha Fontis Ebraudo.

2. Aymericus Dement, clericus, in rocha Audeberti de Roffiaco ², XIX pipas, per confessionem suam.

3. Item, idem Aymericus habuit, anno Domini millesimo CC^{mo} nonagesimo septimo, XXII pipas, quo anno fuit major G. Laurencii ³.

4. Item, anno nonagesimo octavo, quo anno fuit major Aymericus Odoneti ⁴, XX pipes.

5. Item, anno nonagesimo nono, quo fuit major G. de Novavilla ⁵, XII pipes, et in temporibus dictorum majorum fuerunt dicta vina in manu regis saisita, et ipse fregit saisinas vendendo seu vendi faciendo dicta vina.

6. Petrus Ogier de Martignec ⁶, in burgo Monasterii Novi.

7. Johannes Biron de Nernay ⁷, apud Les Granges ⁸.

8. Guillermus Beraut, ante ecclesiam Sancti Michaelis ⁹, vina fratrum suorum.

9. Petrus de Nouaillhé de Sancto Benedicto, in burgo Celle ¹⁰.

10. Johannes Le Fourestier, apud pontem [Joberti] ¹¹.

11. Petrus de Fouresta, venditor nemorum de Nobiliaco ¹².

12. Presbiter de Cisset ¹³, apud les Bans Nerné ¹⁴.

1. Ce bailli était chargé de l'administration du fief que l'abbaye de Fontevault possédait à Jaunay (canton de Saint-Georges, arrondissement de Poitiers) et qui était qualifié de châtellenie ou baillie de Jaunay. Il avait fait décharger du vin à Poitiers dans une cave (*rocha*) appartenant à cette abbaye. — 2 Roiffé, canton des Trois-Moutiers, arrondissement de Loudun. — 3. Cf. p. 263, n. 6. — 4. Cf. p. 173, n. 7. Ce document atteste qu'Aimeri Odonnet fut maire en 1298-9, alors que beaucoup de listes portent à tort pour cette année le nom de

Jean de Berry. — 5. Cf. p. 173, n. 6. — 6. Martigny, village, communes d'Avanton (canton de Neuville) et de Chasseneuil (canton de Saint-Georges). — 7. Aujourd'hui Larnay, commune de Biard, canton Sud de Poitiers. — 8. Cf. p. 193, n. 4. — 9. L'église Saint-Michel était située à l'angle de la Grand'Rue et de la rue des Feuillants. Cf. de Chergé, *Guide du voyageur à Poitiers*, 3^e édition, p. 165. — 10. Cet habitant de Saint-Benoît (canton Sud de Poitiers), qui était originaire de Nouaillé, avait fait décharger du vin dans le bourg de la Celle, à Poitiers. — 11. *Roberti* AB. Lire *Joberti* (ou *Josberti*). Cf. n° CXXXIII, art. 2. — 12. Nouaillé, canton de la Villedieu. — 13. Cissé, canton de Neuville. — 14. Il existait une rue des Bancs (ou du Banc) Nerné (ou Narné) dans la paroisse Saint-Savin. Cf. Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, liasse 11, acte de 1316 relatif à une maison située *in vico dicto de Baneco Nernéhi*. L'église Saint-Savin était située dans l'ancienne rue Saint-Savin, qui, depuis 1900, est appelée rue Pierry. Cf. n° CXCVIII, art. 5 et n° CCV.

CXCVIII

Autre liste de personnes à qui l'on a confisqué du vin.

[vers 1306]

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 62. — B. Reg. 12, p. 405.

Ce sont les personnes sur qui l'on a exploicté d'avoir la moitié des vins, de ceulx qui ne sont mansionayres à Poictiers, qui y deschargent vins pour vendre, pour le roy et le mayre pour soy l'autre moyté pour forfaitz, et sur ce ¹se puet informer le seneschal ².

1. Puis LX ans ença ³, un homme qui avoit non Gelfroy Langlois, qui estoit sergens et du mensnage à l'abbé de Saint Benoist, descharga ou fit descharger deux tonneax de vin en la roche du dit abbé, à Poictiers, devant le dit abbé ⁴, au Pilon ⁵. Et que sires Pierres Garnier ⁶, lors maires, les diz vins fist arrester et saisir, et en fit vendre un des tonneas de vin, et le dit mayre en ot la moytié des deniers et le prevoust l'autre moytié, et l'autre tonnea, à la priere du dit abbé, fut donné au dit abbé.

Testes : Guillelmus Bernardi ⁷ et Radulphus Pelliparius.

2. Item, puis XXX ans ença, une nonain demourans hors Poictiers fist deschargier un tonnea de vin en la roche de la Clergesse, lequel vin le maire, qui par lors estoit, fist arrester

le dit vin ⁸, et, de l'assentement du mayre et du prevost, qui par le temps estoit, fut le vin donné pour Dieu et parti entr'eulx.

Testes : Radulphus Pelliparius et Aymericus Lucas.

1. *ce qui* AB. Lire *ce*. — 2. Ce mémoire, ainsi que les deux précédents, était destiné au sénéchal chargé de juger le procès intenté par la commune à Aimeri Dement. — 3. Il faut peut-être corriger *LX* en *XL*. Il est peu vraisemblable que deux personnes vivant encore au moment où fut rédigé ce mémoire, c'est-à-dire vers 1306, aient été témoins d'un fait ayant eu lieu 60 ans auparavant (c'est-à-dire vers 1246). La mention de Pierre Garnier, maire, ne permet pas de trancher la question. Cf n. 6. — 4. *devant ledit abbé* paraît signifier : devant la maison dudit abbé. Mais ces mots sont suspects comme inutiles après ce qui précède : *en la roche* (c'est-à-dire en la cave) *dudit abbé*. — 5. La place du Pilori, appelée d'abord Marché-Neuf, s'appelle aujourd'hui place de la Liberté. — 6. Si l'on conserve : *Puis LX ans*, il s'agit de Pierre Garnier I, maire en 1247 (cf. n° XLI, n. 9). Si l'on corrige en : *Puis XL ans*, il s'agit de Pierre Garnier II, maire en 1267 (cf. n. LXI, n. 11). — 7. C'est sans doute le Guillaume Bernard qui fut maire en 1274. Cf. n° LXXXI, n. 1. — 8. Supprimer les mots *le dit vin*.

3. Item, puis XV ans ença, un moyne, qui estoit procureur de l'abbaye de Maillezoys ¹, descharja ou fit descharger vins à Poitiers en la roche qui fut feu Thomas Fousser, pres de rue de Pailhe ², lesquieux vins le mayre de Poitiers, qui par le temps estoit, fist saisir et arrester par Aymeri Fouschier ³, lors sergent de la commune, et fit vendre deux pipes dudit vin. Le mayre en heut une pipe de vin et le prevost l'autre, et, à la priere du prieur de Legugé ⁴, le demourant du vin fut donnez au dit moyne.

Testes : Guillelmus de Novavilla ⁵, Aymericus Fouschier, Gaufridus Berlant, Nicholaus Berlant, G. Roussea, Robertus Regis, Stephanus Chabaille et Guillelmus Martini.

4. Item, puis [X] ans ⁶ ença, un homme, qui avoit nom François de Jaunay, descharja vin au Marché Viel, pres de la maison Guillaume Le Bourguignon ⁷, lequel vin Guillaume de Neufville, lors mayres, fist arrester, et fut vendu. Et en heust le maire la moitié de deniers et Guillaume Lescuyer, lors prevoust, l'autre moytié, et le fust fut ars en Marché Viel en perpetuu memoyre.

Testes : Andreas de Pinu, Stephanus Chabaille; Robertus Regis, Guillelmus de Novavilla et dictus Guillelmus Lescuyer.

5. Item, puis quatre ans ença, le chappelain de Cisset fist

deschargier vins à Poitiers, en la roche feu Jehan Benoist, en la rue des Bans Narné, et Guillaume Alemant ⁸, lors maires, envoya ⁹ là le sergent de la commune de Poitiers, qui n'y trouva que une pipe de vin, laquelle le dit sergent arresta et la fist vendre, et le maire de Poitiers en heut la moitié des deniers et Guillaume Lescuyer, prévost, l'autre moytié.

Testes : Guillelmus Alemant, Guillelmus Lescuyer, Petrus de Caoiz ¹⁰ Johannes de Bosco et Carnins.

1. Maillezais, arrondissement de Fontenay-le-Comte, Vendée. — 2. L'ancienne rue de Paille s'appelle depuis 1895 rue Jean-Alexandre. — 3. Aimeri Foucher était sergent de la commune en 1287 (cf. n° CXXXV, art. 5, n. 8). Il l'était encore en 1291, lors de ce fait qui eut lieu 15 ans avant 1306. — 4. Le monastère de Ligugé, fondé par saint Martin, était, depuis la fin du x^e s., un prieuré dépendant de l'abbaye de Maillezais (*Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1839, p. 66). C'est pourquoi ce prieur intervint en faveur du procureur de cette abbaye. — 5. Guillaume de Neuville, cité le premier comme témoin, était maire en 1291, lorsque ce fait eut lieu. — 6. *puis XX ans AB. Lire puis X ans*. Cette correction s'impose pour plusieurs raisons : 1° les faits paraissent énumérés par ordre chronologique ; or le fait précédent a eu lieu 15 ans auparavant et le fait suivant 4 ans avant la rédaction de ce mémoire ; 2° ce fait ne figure pas sur le rôle des condamnations en matière de police prononcées par le tribunal de l'échevinage sous la première mairie de Guillaume de Neuville, en 1287-8. Or, la plupart des listes attestent que Guillaume de Neuville, réélu en 1289, 1291 et 1293, fut de nouveau maire en 1296 ; 3° Guillaume Lescuyer n'était pas prévôt de Poitiers 20 ans avant 1306, c'était Geoffroy Berland (cf. n° CXXVII). Le mandement de Jean de Saint-Denis, en date du 25 mai 1299 (n° CLXXV) atteste qu'à cette date Guillaume Lescuyer était prévôt de Poitiers. D'après cet article ainsi corrigé, il l'était déjà vers 1296. — 7. La maison de la Côte de Baleine était à peu de distance du Marché Vieil (la Place d'Armes actuelle). Cf. n° LXXVIII, n. 3. — 8. Ce fait a dû se passer pendant la première mairie de Guillaume Alemant, en 1301-1302 (cf. n° CV, n. 4). Car Guillaume Lescuyer était encore prévôt de Poitiers : le fait est donc antérieur au 17 mars 1307, date à laquelle Guillaume Lescuyer était lieutenant du sénéchal de Poitiers (cf. n° CCI). — 9. *et envoya A*. Le sens demande la suppression de *et*. — 10. Lire *Caorz*.

CXCIX

Arrêt du Parlement maintenant le roi et les religieux de l'abbaye du Pin en possession du droil de minage sur les habitants de Poitiers.

janvier 1307

A. Arch. nat. X¹ A, n° 4, fol. 84 v°. — B. Vidimus, en date du 27 juil-

let 1463, donné par le garde du scel établi aux contrats à Poitiers, Bibl. de Poitiers, n° 453, pièce 6. — *C. Man. Saint-Hilaire*, fol. 43. — *D. Reg.* 12, p. 388. — *E. Man. d'Auzance*, fol. 84 v°. — *F. Copie sur papier*, de 1676, d'après un vidimus de 1371, Arch. de la Vienne, ab. du Pin, l. 32. — *ÉDITIONS. a. Thibaudéau, Hist. du Poitou*, t. II, p. 358. — *b. Olim*, t. III, p. 212. — *c. Beauchet-Filleau, Mém. Soc. Stat. des Deux-Sèvres*, 1868, p. 146.

Philipus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod, cum ¹ inter nos et abbatem et conventum de Pinu ex una parte, et majorem et juratos communie Pictavensis ex altera, controversia verteretur, super eo quod nos et predicti religiosi dicebamus nos esse in saisina capiendi et levandi pro indiviso minagium ab illis qui vocantur roturiers ² et ab illis mercatoribus vendentibus bladum apud Pictavis, ubi nostre et dictorum religiosorum mesure currunt, etiam ab illis de communia predicta, scilicet de una cuyta ³ bladi unum boisellum, et de duobus sextariis bladi dimidium boisellum, et de uno sextario bladi quartam partem unius boiselli; item capiendi et levandi bis in anno, scilicet in Nativitate Domini et in Nativitate Beati Johannis Baptiste, de quolibet homine commorante in mercato bladi ⁴ Pictavensi et vendente bladum in suis granariis ⁵ et tenente mensuras ad bladum, sive sit de dicta communia, sive non, avenam ⁶ ratione minagii ad voluntatem capientis; quare nos et dicti religiosi petebamus impedimentum super hoc appositum ex parte dictorum majoris et juratorum Pictavensium amoveri, majore et juratis predictis asserentibus in contrarium et dicentibus se esse in saisina immunitatis et franchise dictum minagium non prestandi, tandem, inquesta super hoc de mandato nostro facta, visa et diligenter examinata, quia inventum est sufficienter probatum nos et predictos abbatem et conventum pro indiviso esse et fuisse in saisina dicti minagii, etiam super illos de communia predicta, pronunciatum fuit per curie nostre judicium, nos et predictos abbatem et conventum debere remanere in saisina predictorum, et impedimentum super hoc appositum ex parte dictorum majoris et juratorum debere amoveri, salva super hoc majori, juratis et communie predictis questione

proprietatis. In cuius rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, in Parlamento nostro, anno Domini M^o trecentesimo sexto, mense Januarii⁷.

1. Le texte de A commence à *cum*. — 2. *roturiers* AB, *routurers* C, *routurerii* E, *rogiers* F. — 3. *cuyta* ABF, *cozia* C, *coccia* E. Cf. p. 82, n. 1. — 4. Cf. p. 273, n. 1. — 5. *granariis* ACE, *granariis* B, *grenariis* F. — 6. Equivaut ici à *avenagium*, *avenage*, redevance en avoine. — 7. Au lieu de : *In cuius... Januarii*, A porte : *Sabbato post Epiphaniam. Bocellus reportavit*. Cette série d'arrêts commence ainsi (fol. 78 v^o) : *Inqueste et alii processus iudicati in sequenti Parlamento octavarum Omnium Sanctorum, anno Domini M^o CCC^o VI^o*. L'arrêt est du 7 janvier 1307, les lettres royaux notifiant cet arrêt ne portent que la date de mois.

CC

Philippe le Bel confirme la transaction passée au mois de février 1302 entre Pierre de Villeblevin, sénéchal de Poitou, et l'abbaye du Pin au sujet des droits de minage.

Février 1307

A. Vidimus donné le 8 janvier 1310 par le garde du scel royal à Poitiers, Michel Lami, Arch. mun. D 5. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 44. — C. Reg. 12, p. 389. — D. Copie sur parchemin, de 1452, d'après l'original, Arch. de la Vienne, ab. du Pin, l. 32. — E. Extrait des registres de la Chambre des comptes, fait le 3 juillet 1623 sur la requête de M^o Léonard de la Béraudière, abbé de l'abbaye du Pin, Arch. de la Vienne, ab. du Pin, l. 32. — EDITIONS. *a*. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. II, p. 353. — *b*. Beauchet-Filleau, *Mém. Soc. Stat. des Deux-Sèvres*, 1868, p. 144 (extraits).

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis, tam presentibus quam futuris, quod nos infra scriptas vidimus litteras, formam que sequitur continentes : (*Suit le texte de la transaction de février 1302*¹). Nos autem, omnia et singula predicta rata habentes et grata, ea² volumus, laudamus, approbamus et eciam confirmamus, salvo in aliis jure nostro et in omnibus alieno. Quod ut firmum in perpetuum perseveret, litteras presentes jussimus nostri sigilli impressione muniri³. Actum Parisius, anno Domini M^oCCC^o sexto, mense Februario.

1. Cf. n° CLXXVIII. — 2. Au lieu de *omnia... ea*, E porte : *compositionem praedictam in omnibus et singulis ratam et gratam habentes, eam*. — 3. *Quod ut ratum et stabile perseveret in futurum, praesentibus litteris fecimus apponi sigillum E*.

CCI

Sentence de Guillaume Lescuyer, lieutenant du sénéchal de Poitou, au sujet d'une amende infligée par le prévôt de Poitiers à un marchand Niortais qui était venu étaler des étoffes à Poitiers.

17 mars 1307 n.st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 55 v°. — B. Reg. 12, p. 400.

Le jeudi ampres la mi caresme, l'an mil CCC et six, comme Hugues Moyseas, prevost de Poictiers, se efforsast et voulüst traire en amande à Jehan Belleseille, marchant et juré de la commune de Nyort, pour ce que ledit marchant avoit lyé les draps et fait son fardeau sans appeller et sans licence du prevost, pour ce que le prevost disoit qu'il estoit cheuz en amande de soixante sols et un denier, le dit marchant disoit qu'il ne devoit de rien et qu'il ne s'estoit en rien meffait, comme il fust de la commune de Nyort, lesquies sont frans et quiptes vendans et achaptans queque soit en ceste ville et en plusieurs autres lieux ou domayne du roy, pour quoy il disoit qu'il ne devoit de rien amander. Et requist à Guillaume Lescuyer, tenans le lieu de monseigneur Pierres de Ville Blouvain, seneschal de Poictou, qu'il feist souffrir le dit prevost de la dicte amande¹, comme il fut² franche personne. A la parfin fut dit et recordé par le dit Guillaume Lescuyer, tenans le lieu du dit seneschal, que li marchans ne s'estoit de riens meffait, et qu'il ne [deust]³ rien et n'estoit de rien cheu en amande nulle, comme il fust franche personne. Et lui fut donné paiz du dit prevost. Ce fut fait le jour dessusdit, à la croiz Saint Marsault⁴, presens Guillaume Bernart⁵, mayre de Poictiers, maistre Guillaume Charbonneas, Johan Lamy de Rouhan et plusieurs autres.

1. Cette première partie, depuis : *Le jeudi*, est placée dans les manuscrits

après la seconde, précédée de : *Demander*, répétition altérée de *amande*. — 2. Lire *just*. — 3. *deist* AB. Lire *deust*. — 4. La croix Saint-Martial était située sur le Marché Vieil (Place d'Armes). Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XIV, 1847, p. 302, acte de 1262, mentionnant une rente de 20 sous sur la maison de feu Aimeri Garnier, sise in *Foro Veteri, ante crucem Sancti Marcialis Pictavensis*. — 5. Cf. n° LXXXI, n. 1.

CCII

Ordonnance du sénéchal de Poitou fixant le prix des denrées et de la main-d'œuvre pour le temps du séjour du pape Clément V à Poitiers.

1307¹

Original, Arch. nat. J 190 B, n° 64. — EDITIONS. a. Lecointre-Dupont, *Arch. hist. du Poitou*, t. VIII, p. 403. — b. Levillain, *Le Moyen Age*, 1897, p. 81 et suiv.

1. Cette ordonnance du sénéchal parait avoir été faite entre l'arrivée de Clément V, qui séjourna à Poitiers du milieu d'avril 1307 au 19 août 1308, et celle de Philippe le Bel, qui passa à Poitiers tout le mois de mai 1307. Cf. Levillain, *Le Moyen Age*, 1897, p. 74 et suiv.

CCIII

Serment d'un cordier.

1^{er} sept. 1307

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 80 v°. — B. Reg. 12, p. 422.

Die veneris ante Nativitatem Beate Marie Virginis, jura-
vit Petrus Corderius de Plaisancia¹, majore G. Alemant,
anno Domini M^oCCC^o [VII^o]², premissa³ fideliter.

1. Il existe plusieurs localités du nom de Plaisance dans le département de la Vienne, une commune du canton de Montmorillon, un hameau de la commune de Vouillé, un village de la commune de la Chapelle-Bâton, canton de Charroux. — 2. *tercio* AB. En septembre 1303, le maire était Aimeri Odonnet (cf. n° CLXXXVI, n. 1) et non Guillaume Alemant. Nous corrigeons en VII^o, qui a pu être mal lu III^o. Guillaume Alemant avait été réélu maire en 1307. Cf. n° CCV. — 3. Ce serment d'un cordier fait suite dans le manuscrit Saint-Hilaire au règlement concernant les cordiers (n° LXXXIV).

CCIV

Arrêt du Parlement contraignant le maire et les jurés de Poitiers à payer les arrérages des droits de minage.

23 décembre 1307

Arch. nat. V^{la}, n° 3, fol. 112 v°. — EDITIONS. *a. Olim*, t. II, p. 487.
— *b. Beauchet-Filleau, Mém. Soc. Stat. des Deux-Sèvres*, 1868, p. 148.

CCV

Règlement relatif à l'inspection du pain.

1307-1308 ¹

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 57 v°. — *B. Reg. 12*, p. 401.

Item, l'an mil CCC et VII, Guillaume Alemant maires, fut accordé que Philipon Mechoin, Estevenindo Banc Narné², forner, Huguet Le Pasticer et Jehan Arné regarderont par semaines le pain ches forniers et en marché en chascune semaine une foix, et deux d'eulx yront à l'une semaine et les autres deux à l'autre semaine. Et s'il trouvent que le pain soit petit selon le feur du blé, il le prandront et le feront apporter pour forfait en l'esclavignage et sera donné pour Dieu. Et le dit Philipon Mechoin et Estevenin yront ensemble à l'une semaine, et Huguet et Johan yront à l'autre semaine. Et s'il avenoit que faute eust que le pain ne fust regardé, sicomme dessus est dit, ceulx qui seroient en faulte de regarder, chascun paiera dix soulds de monnoie courant par nom de paine commise pour chascun deffaut. Et ainsi sera fait à touz temps mais, et les personnes dessus dictes seront regardeurs ceste année, et aux autres années seront establiz autres regardeurs. Et s'il avenoit que le pain fust trouvé petit pour la faute des regardeurs, ilz paieront cent soulds pour chascune foix. Et feront faire pain trezain et ne gaigneront les fourniers en chascune

cuisse⁸ que deux sols et le bran, et feront faire le pain bien cuit et bien meniom.

1. Entre le 14 juillet 1307, date à partir de laquelle Guillaume Alemant fut maire, et le 24 mars 1308, fin de l'année 1307 à Poitiers. — 2. Sur la rue du Banc (ou des Bancs) Nerné (ou Narné), cf. n° CXC VII, n. 14. On donnait parfois à ce quartier le nom de Bourg Narné (Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 11, acte de 1374 concernant une maison située en la paroisse Saint-Savin *en Bourc Narné*). — 3. Ce mot ne désigne sans doute pas ici la mesure équivalant à 4 setiers (p. 82, n. 1), mais signifie fournée. C'est probablement le sens primitif de ce mot qui doit dériver du verbe cuire.

CCVI

Nomination de commissaires, pris parmi les échevins, les conseillers et les pairs, et chargés de vérifier les comptes municipaux.

16 février 1308 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 26 v°. — B. Reg. 12, p. 371.

De la tailhée de monseigneur le mayre.

Die veneris ante Cathedram Sancti Petri anno Domini millesimo trecentesimo septimo¹, fuerunt constituti per scabinos, pares et consules, in scabinagio congregatos, ad audiendum compota tailhiarum factarum a tempore quo primo et major extitit Aymericus Odoneti², et eciam de tailheya facta ipso anno, necnon ad audiendum voluntatem personarum communie, quantum quilibet dare voluerit per annum per tailheyam, et pro missionibus communie faciendis, videlicet Johannes Senescalli, Guillelmus Anglici³ et Johannes de Bossa⁴, scabini, et Johannes Rosselli⁵ alutarius, Guillelmus Chevalier et Guillelmus de Fonte Nermont⁶ pro consulibus, et Johannes Ferde et Pascaudus Le Torneour⁷, [Michael]⁸ Petit, Petrus de Blalay, Petrus Le Renier et Johannes Samuelle⁹ pro [ceteris]¹⁰, ita quod si omnes interesse non possint, quod alteri eorum premissa exequantur. Et habent de communi assensu diem jovis post Cineres ad hec specialiter assignatum. Et ipsi [similiter]¹¹ sunt depu-

tati ad audiendum compota de redditibus defuncti scolastici Pictavensis ¹².

1. Rédet, *Inventaire*, p. 226, n° 1221, date à tort cet acte de 1337-8. —
2. Aimeri Odonnet avait été maire pour la première fois en 1290. Cf. p. 173, n. 7. —
3. Guillaume Langlois était encore échevin le 27 janvier 1318. Cf. n° CCVII et CCL. —
4. Peut-être faut-il lire *de Bosco*. Cf. n° CXCVIII, art. 5. Jean du Boys figure comme échevin sur l'acte suivant. —
5. *Ress.* AB. Lire *Rosselli*. Cf. n° CXXXIV, art. 2 et n° CCVII (*Johan Rousseau*). —
6. Cf. n° CCXXX, *Guillaume Rousseau de Font Nermon*. —
7. Cf. n° CCXXX, *Pasquaut Le Tourneur*. —
8. *nichil* AB. Lire *Michael*. —
9. Lire *Samuelh*. Cf. n° CXXXIII, art. 24, n. 4. —
10. *ceterum* AB. Lire *ceteris*, qui équivaut ici à *paribus*. —
11. *servi licet* AB. Lire *similiter*. —
12. Il s'agit du legs de Guillaume Gabet. Cf. n°s XCIII, XCIX, CXLIX, CLXII.

CCVII

Règlement pour les laverniers.

22 mars 1308 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 60 v°. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 61. — C. Reg. 12, p. 404.

Item, fut accordé que ceulx qui usent de tavernerie ne payeront nulle vende, mais seront taxez et tailhez à la volenté du mayre. A cest accort faire furent presens Guillame Ale-mant ¹, mayres, Guillame de Neufville, Aymeri ² Odon-net, Johan Seneschaut, Pierre Painchaut, Naudet d'Au-ceurre ³, Guillame de Jadres ⁴, Guillame Langlois, Raoul Dor-lat, Johan du Boys, Johan Rousseau, Pierres Charroux, Tho-mas Colont ⁵, Pierre Porcher ⁶, dom ⁷ James Le Berton ⁸ et Robert de Londres ⁹, le vendredi avant l'Anunciacion Nostre Dame l'an mil CCC et VII ¹⁰.

1. *Alamant* B. —
2. *Aymer* A, *Aymeri* B. —
3. *Naudet d'Auceurre* B, *Nodel du Ceurre* A. Cf. n° CXC, n. 1. —
4. *de radres* A, *de Jadres* B. Cf. n° CXLV, n. 9. —
5. *Coulont* B. Cf. n° CXXXIII, art. 17. —
6. *Pochet* A, *Porchet* B. Lire *Porcher*. Cf. n° CXXXIII, art. 22. —
7. *dam* B. —
8. Cf. *Jamelus Brito*, n° CXXXIII, art. 32. —
9. Cf. n° CCL. Robert de Londres fut maire en 1320 et en 1333. D'après Ledain, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1897, p. 258, il était échevin depuis 1302 au moins. Cité ici le dernier, après Jean Rousseau, qui était conseiller d'après le document précédent, il n'était encore, sans doute, que con-

seiller. Il mourut en 1341. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 18, n. 1. —, 10. Ledain, *ibid.*, p. 250, date ce règlement du 23 mars 1302. Rédet, *Inventaire* p. 228, n° 1243, paraît avoir lu aussi *CCC et un*. Mais les manuscrits portent : *CCC et VII*.

CCVIII

La commune de Poitiers nomme des députés chargés de la représenter à l'assemblée convoquée par le roi à Tours.

3 mai 1308

Arch. nat. J 415, n° 204. — EDITION. Picot, *Documents relatifs aux Etats généraux réunis sous Philippe le Bel*, p. 681.

Universis presentes litteras inspecturis, major et communitas Pictavensis, salutem in Domino. Cum excellentissimus princeps dominus noster rex Francorum per suas patentes litteras ¹ precipere curaverit, quatenus duos viros, fidei fervore vigentes, Turonis, ad tres septimanas festi Paschatis ultimo preteriti mittere non tardaremus, qui eidem domino nostro assisterent, nostre communitatis nomine, ad ea que quibusdam negociis, in dictis suis litteris declaratis et expressis, fuerint opportuna, nos, ejusdem domini nostri regis preceptis et mandatis, ut tenemur, parere volentes, dilectos nostros Guillelmum Allemanni, Aymericum Odoneti et Johannem Senescalli, cives Pictavenses et scabinos nostros, vel duos ex eis ², nostre communitatis nomine, elegimus et ponimus loco nostri ad assistendum eidem domino nostro regi, super dictis negociis et ea tangentibus et aliis quibuscumque, ratum, gratum et firmum habentes et nos habituros promictentes quicquid super premissis et ea tangentibus per dictos scabinos nostros vel duos ex eis et cum ipsis vel duobus ex eis actum factumve fuerit seu etiam concordatum. Et hec omnibus et singulis, quorum interest vel interesse poterit, significamus per has presentes litteras, sigillo nostre communie sigillatas. Datum die veneris post festum Philippi et Jacobi apostolorum, anno Domini M^oCCC^o octavo ³.

1. La convocation adressée aux villes du royaume le 25 mars 1308 expose les accusations dressées contre les Templiers, que Philippe le Bel, qui convoitait

leurs immenses richesses, avait fait arrêter le 13 octobre 1307 avec l'espoir d'obtenir du pape Clément V l'abolition de l'ordre. Devant la résistance du souverain pontife, le roi en appelait à la nation et enjoignait aux villes d'envoyer à Tours deux délégués bien pensants. Cf. Picot, *l. l.*, p. xlv et 490. En notifiant la nomination de ses députés, la commune de Poitiers, dont le Pape était l'hôte, se garde bien de prendre parti dans la question, et ne fait qu'une allusion voilée à l'objet de l'assemblée. Celle-ci s'ouvrit à Tours le 5 mai et dura jusqu'au 15 mai, ainsi que l'indique un mandement de Philippe le Bel au prévôt de Paris, daté de Poitiers, le 8 juin 1308 (*ibid.*, p. 720). Le roi s'était rendu à Poitiers à l'issue de ces Etats généraux, sans doute pour conférer avec Clément V. Il paraît avoir songé un instant à réunir les députés à Poitiers, afin d'agir plus directement sur l'esprit du pape : quelques-uns des représentants du clergé furent convoqués à Poitiers, et l'un d'eux, l'abbé de Valmagne, près Montpellier, une fois arrivé à Poitiers, se déclara trop fatigué pour aller plus loin, ce qui n'était peut-être qu'un prétexte pour éviter d'avoir à se prononcer. Cf. Picot, *ibid.*, p. xlviii, 499, 720. — 2. Au lieu de deux députés, la commune en avait désigné trois, deux anciens maires et un échevin. — 3. Le manuscrit porte au dos : *Procuratio communitatis ville Pictavensis sub sigillo suo.*

CCIX

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou de contraindre les héritiers de Payen Bodier à payer ce qu'ils doivent à la commune de Poitiers.

11 février 1309 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 45 v°. — B. Man. d'Auzance, fol. 91 v°.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti ceterisque justitiariis nostris, ad quos presentes litere pervenerint, salutem. Mandamus vobis et vestrum cuilibet, quatenus heredes Pagani Bouderi¹ defuncti, et omnes alios quoscunque vestros justiciabiles, ad solvendum majori et communitati ville Pictavensis omnes et singulos redditus et omnia sua debita recognita vel probata legitime, que eisdem a dictis heredibus et aliis quibuscunque justiciabilibus vestris per litteras obligatorias aut alia legitima documenta deberi noveritis, per suorum bonorum captionem et distractionem, si necesse fuerit, celeriter et ut rationis fuerit et ad vestrum quemlibet pertinuerit, compellatis, presentibus post annum minime valituris. Datum Parisius XI die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo octavo.

1. *Bertrandi Bonden* AB. Le texte de A est suivi d'une note ainsi conçue : « L'original est scellé. Autre pareil en mesmes mots et datte, sauf qu'au lieu de *heredes Bertrandi Boden*, il y a *quatenus relictam et heredes Pagani Bouderi defuncti* ». Note analogue à la suite de B. Cf. n° CIV.

CCX

Philippe le Bel enjoint au sénéchal de Poitou de ne pas permettre au prévôt de Poitiers de nommer plus de sergents qu'il n'est d'usage et de faire prêter serment au maire par les dils sergents.

21 février 1309 n. st.

Man. d'Auzance, fol. 95.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi, salutem. Mandamus vobis quatenus in prepositura Pictavensi per prepositum ejusdem loci non permittatis poni aut positos teneri servientes ultra numerum antiquitus consuetum, nisi subsit causa rationabilis, propter quam dictorum servientium numerus debeat augmentari, dictos servientes ad prestandum majori et communie Pictavensi de faciendo fideliter suum servitium solitum recipientes juramentum¹ et idoneam cautionem, quam prestare tenentur juxta tenorem ordinationis à nobis super his dudum facte². Actum Parisius die XXI^a Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo octavo.

1. Nous avons reproduit ci-dessus, n° CXXXVII, un serment de ce genre. —

2. Ordonnance du 27 mai 1308, *Ord.*, t. I, p. 363. Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 173.

CCXI

Jugement de Pierre de Villeblevin, sénéchal de Poitou, reconnaissant au chapitre de Notre-Dame-la-Grande le droit de posséder les clefs de la ville pendant les Rogations.

5 juillet 1309

A. Vidimus inclus dans un jugement de Jean d'Orour, sénéchal

de Poitou, en date du 16 mai 1318 ¹, Arch. de la Vienne G 1086. — B. Copie de A, *ibid.* — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 578.— Edition. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. I, p. 441.

Memoire est que, comme li abbes e chapitre de Nostre Dame la Grant de Poytiers heussont mostré à court que, comme il fussont en possession de prendre e de havoïr la possession de clez de portes de la cité de Poytiers dès le lundi de Roueissons, l'ore de vespres, si que au mercredi enseguant à ycelle mesme hore chescun an ², e que le mayre e le commun de Poytiers empeschent non deuement e de nouveau que il ne poveint user de la dicte possession, si comme disoient les diz abbé et chapitre, e la court nouz heust mandé que si, appelez ceux qui feriont à appeller, il estoit einssi, nouz feissons ouster le dit enpeschement, e sus ceu enqueste hayt esté fayte, appellé lo procurour lo roy e le procurour dez dis maire e commun, e pour l'enqueste overte, present lo procurour de maire e de commun, hayt esté trové l'entencion des diz abbé e chapitre estre provée suffisamment, nouz, au diz abbé e chapitre havons la dicte possession adjugé e havons es diz abbé e chapitre reservé la question de lours despens vers ceux qui de droit e rayson y seront tenuz. Doné en nostre assize de Poytiers le samedi enpres la S. Martin d'esté l'an mil III^e et IX.

1. Ci-dessous, n° CCLII. — 2. Cf. n° CLXXXIII.

CCLII

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou d'obliger plusieurs anciens membres de la commune de Poitiers à payer leur part des dépenses faites du temps où ils en faisaient partie.

5 janvier 1310 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 78. — B. Man. d'Auzance, fol. 91 v^o.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Mandamus vobis quatenus Jacobum Picquardi ¹, Hugonem Le Patitier ², Joannem

Arnulphi, Gaufridum Le Potier, Aimericum Odoneti ³, dictum Paqueron ⁴ de Cornu Cervi et Joannem Archer ⁵, qui quondam fuisse jurati communie Pictavensis et de ea exivisse dicuntur, ad reddendum et solvendum majori et dicte communie Pictavensi partem suam et portionem eorum quemlibet contingentem de misionibus et expensis factis, tempore quo ipsi fuerunt in dicta communia, per majorem et communiam predictam pro negotiis et necessitatibus ville majoris et communie predictorum Pictavensium, prout de his, vocatis evocandis, vobis legitime constiterit et ipsos ad hoc teneri ac justum fuerit, celeriter et efficaciter compellatis. Datum Parisius quinta die Januarii, anno Domini millesimo trecentesimo nono.

1. Peut-être le même que celui qui figure sous le nom de *Jaquinus Pigardi* sur le rôle de 1287 (n° CXXXIII, art. 5). — 2. Cf. n° CXXXIII, art. 28, n. 2. — 3. Cf. p. 173, n. 7. — 4. *Pacqueron* B. — 5. Ce Jean Archer est peut-être identique au *Johannes Larcher* qui figure sur le rôle de 1287 (n° CXXXIII, art. 17).

CCXIII

Pierre Cigneau ¹ et *Jeanne, sa femme, de la paroisse d'Antran* ², vendent à *Douce, veuve d'Etienne Le Picarl, garde de l'aumônerie de l'échevinage* ³, une rente de trois seliers de froment, à la mesure de Poitiers, et de deux poules, qui leur était due par *Sabourin Taunay de Cissé* ⁴, laquelle devra être payée chaque année à l'aumônier de l'échevinage.

17 mars 1310 n. st. ⁵

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 342 (BBBBB XXIII bis). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. *Aigneau* A. — 2. *d'Antron* A, *d'Aventon* B. Antran, canton de Leigné-sur-Usseau, arrondissement de Châtellerault. Cf. n° CCXV. — 3. *à Douce, veuve de Stephanus Le Picard, aumosnier de l'eschevinage* B. A indique seulement que la rente est payable chaque année à l'aumônier de l'échevinage. Le Picart avait succédé à Etienne Le Verrier, qui était garde de l'aumônerie de l'échevinage en 1305 (n° CXCI) et le 5 décembre 1306 (n° CXCV). Il était mort avant le 17 mars 1310 et avait légué ses biens à la commune de Poitiers pour l'aumônerie. Cf. n° CCXIX. — 4. *Sissé* A, *Cissec* B. Cissé, canton de Neuville. — 5. Mardi après *Reminiscere* 1309.

CCXIV

Guillaume Jousbert, de la paroisse de Colombiers ¹, vend à Douce ², veuve d'Etienne Le Picart, garde de l'aumônerie de l'échevinage, et au profil de ladite aumônerie, une rente de deux seliers de froment, à la mesure de Poitiers, et d'un cha-pon ³.

28 juillet 1310 ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 344 (BBBBB XXXVI). — B. Man. d'Auzance, fol. 30.

1. Columbiens A, de Columbertis B. Colombiers, canton de Châtellerault. — 2. Doulce A, Dulcia B. — 3. B ajoute : sur certaines treilles et roches y confrontées. — 4. Mardi avant la Saint-Pierre-aux-Liens.

CCXV

Pierre Cigneau ¹ et Jeanne, sa femme, de la paroisse de Saint-Hilaire d'Antran ², vendent à Douce ³, veuve d'Etienne Le Picart, garde de l'aumônerie de la commune de Poitiers, une rente de deux seliers de froment, à la mesure de Poitiers, et d'une poule, qui leur était due par Jean et Thomas Raymond ⁴, de la paroisse de Cissé ⁵.

18 janvier 1311 n. st. ⁶

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 344 (BBBBB XXXV). — B. Man. d'Auzance, fol. 30.

1. Aigneau A. Cf. n° CCXIII. — 2. parroissiens de Saint Hilaire d'Entron A, parochiani Sancti Hilarii B. — 3. Doulce A, Dulciae B. — 4. Raymond A, Raynom B. — 5. Sissé A, Cissec B. — 6. Lundi après la Saint-Hilaire 1310.

CCXVI

Philippe le Bel enjoint au sénéchal de Poitou de faire cesser les

empiètements du prévôt de Poitiers sur le droit de police que possédait le maire à l'égard des boulangers.

22 janvier 1311 n. st.

Man. d'Auzance, fol. 95.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Ex parte majoris ¹ et communie Pictavensis expositum fuit nobis quod, cum tam ipsi quam eorum predecessores sint et fuerint, a tanto tempore quod memoria de contrario non existit, in possessione vel quasi pacifica habendi, exercendi et expletandi regardum panis ² in civitate Pictavensi, necnon et correctionem ipsius, tam super et contra panifices juratos dicte communie et alios panifices dicte civitatis quam alios quoscunque panem ad vendendum habentes in civitate predicta, nichilominus prepositus Pictavensis modernus majorem et communiam predictos super premissis impedit et perturbat indebite et de novo, panetriorum, qui non sunt de dicta communia, panem pro sue voluntatis libito capiendo et capi faciendo, suasque proclamationes super his in dicta civitate fieri faciendo, in dictorum majoris et communie prejudicium non modicum et gravamen. Quare vobis mandamus quatenus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit de premissis, impedimentum et turbationem hujusmodi faciatis, ut justum fuerit et ad vos pertinuerit, amoveri et ab eis omnino cessari, majorem et communiam predictos in sua possessione vel quasi predicta debite conservantes. Datum Parisius XXII^a die januarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo.

1. Le maire de Poitiers, pour les années 1310 et 1311, était Guillaume de Berry d'après la plupart des listes, Pierre de Berry d'après d'autres. — 2. Cf. n^{os} CLXIII, CCV.

CCXVII

Jean Raymond ¹, de la paroisse de Cissé, sa femme, Jeanne, fille de feu Pierre Rousseau de Neuville, et ses frères, Sabou-

rin et Thomas Raymond², vendent à Douce, veuve d'Etienne Le Picart, garde de l'aumônerie de l'échevinage de Poitiers, et au profit de la dile aumônerie, une rente de deux seliers de froment à la mesure de Poitiers, et d'un chapon, sur tous leurs biens.

21 mars 1311 n. st. ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 344 (BBBBB XXXIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. Raymond A, Raynom B. — 2. Raymonds A, Raynons B. — 3. Dimanche de Letare mil III^e et dix A. B ne donne que la date d'année.

CCXVIII

Pierre Gourart¹, de la paroisse de Vouillé, et Thiphaine², sa femme, vendent à Pierre Le Hucheur³, garde⁴ de l'aumônerie de la commune de Poitiers, une rente d'une cuisse⁵ de froment et d'un chapon sur un hébergement sis à la Bautière⁶, près Yversay, et tenu du chapitre de Sainte-Radegonde à 4 deniers de cens.

27 août 1311 ⁷

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 344 (BBBBB XXXII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. Gourart A, Gouaut B. — 2. Thiphaine A, Theophania B. — 3. Pierre Preconis A, Perroto Preconis B. Cf. p. 155, n. 2. — 4. aulmosnier A, reclori B. — 5. une charge A, unam cocciam B. — 6. la Baudetrie B. Aujourd'hui la Bautière, village, commune d'Yversay, canton de Neuville. A n'indique pas sur quoi est assise cette rente. — 7. vendredi après la Saint Brethomé A.

CCXIX

Simon-dil de Grandmont¹, neveu et héritier de feu Douce², veuve d'Etienne Le Picart, agrée la donation que les dils défunts avaient faite autrefois de tous leurs biens aux maire et commune de Poitiers, au profit de l'aumônerie de la dile com-

mune pour la sustentation des pauvres, et reconnaît avoir reçu des dils maire et commune la somme de 50 sous tournois, donnée par eux pour l'honneur de Dieu.

22 octobre 1311 ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 351 (BBBBB LXIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 27.

1. *Simon Grandmont* A, *Simon dictus de Grandmont* B. — 2. *nepos defunctae Dulciae* B. A n'indique pas cette parenté. — 3. *vendredi après la Sainte Luce* (lire : *la Saint-Luc*) A, *die veneris post festum Beati Lucae* B.

CCXX

*Pierre Le Hucheur*¹, *Audéarde*², *sa femme, et Guillaume, leur fils, donnent tous leurs biens à l'aumônerie de l'échevinage de Poitiers.*

26 novembre 1311 ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 340 (BBBBB XI). — B. Man. d'Auzance, fol. 28 v^o.

1. *Pierre Preconis* A, *Perrolus Preconis* B. — 2. *Audeardis* AB. Le 13 septembre 1291, Geoffroi Le Heaumier et Statia, sa femme, concédaient à perpétuité à Pierre Le Hucheur (*Petro Le Huchors*) et à Audéarde, sa femme, fille de Denis Le Peleter, moyennant une redevance annuelle de 25 sous et un denier, une maison sise à Poitiers en la paroisse de Saint-Hilaire-de-la Celle (Arch. mun. F 11, original). Cet acte atteste que *Preconis* est la traduction de *Le Hucheur*. — 3. *Vendredi après la Sainte-Catherine.*

CCXXI

*Guillaume Chevalier et Bonne Rogière*¹, *sa femme, de la paroisse de Monlierneuf, vendent à Pierre Le Hucheur*², *garde de l'aumônerie de l'échevinage, une rente de deux seillers de froment et d'un chapon, qui leur était due sur des prés à Charruau et d'autres domaines*³.

7 janvier 1312 n. st. ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 341 (BBBBB XV). — B. Man. d'Auzance, fol. 28 v^o.

1. *Guillemete Rougiere A, Bona Rogiere B.* — 2. *à Pierre Preconis A, à l'aumosnerie B.* — 3. *sur certains domaines A, sur des prés de Charruyau et autres domaines B.* — 4. *Vendredi après l'Épiphanie 1311.*

CCXXII

Robert Moisseron, de la paroisse de Magné, près Gençay, vend à la commune de Poitiers une rente de huile prévendiers de moulure sur le moulin de Mouzent en la paroisse de Saint-Maurice de Gençay.

19 décembre 1312

Original, Arch. mun. F 22.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus Demerii ¹, clericus, gerens sigillum domini regis Francorum apud Pictavis constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure personaliter constitutus, Robertus Moisseron, parrochianus de Meygne ² prope Gencayum, confessus fuit et publice recognovit se in perpetuum vendidisse et concessisse et adhuc vendit et concedit, pure et absolute, pro se, heredibus successoribusque suis, discretis viris majori et communie Pictavensibus et eorum successoribus, precio duodecim librarum monete currentis, de quibus dictus venditor se tenuit integre et plenarie pro pagato in bona pecunia numerata, octo prebendaria modurengie, ad mensuram de Gencayo, annui et perpetui redditus, que idem venditor habebat et habere et percipere consueverat, ut dicebat, super molendino de Mouzent ³ et super pertinenciis ejusdem molendini, siti in parrochia Sancti Mauricii de Genciaco, prope Motam ⁴, et etiam omne jus possessionis et proprietatis, quod idem venditor habebat et habere poterat, habet et habere potest in predictis octo prebendariis modurengie redditus venditis, et etiam in molendino et pertinenciis supradictis, nichil juris sibi vel suis retinens de cetero in eisdem. Que premissa vendita et concessa idem venditor tenebat, ut dicebat, ab ipsis emptoribus, una cum aliis rebus ad homagium. Et promisit *etc.* Et nos *etc.* Datum presentibus Guillelmo Allemanni ⁵, cive Pictavensi,

et Petro Ardesoy, clerico, die martis ante Nativitatem Domini, anno ejusdem M^oCCC^o duodecimo.

Barbe (*Seing du notaire*).

1. Guillaume Demier avait succédé à Michel Lami, qui était encore garde du scel royal à Poitiers le 8 janvier 1310, date à laquelle il donnait un vidimus d'un acte de Philippe le Bel de février 1307 (n^o CC). Le 24 août 1310, c'était Guillaume Demier qui, en qualité de garde du scel royal à Poitiers, donnait un vidimus des lettres d'amortissement d'octobre 1298 (n^o CLXXII). Il occupait encore ces fonctions le 23 octobre 1314 (n^o CCXXXIII). — 2. Magné, canton de Gençay. — 3. Mouzan, moulin sur la Clouère, commune de Saint-Maurice. — 4. La Motte, château, commune de Saint-Maurice. — 5. Quelques listes de maires portent le nom de Guillaume Alemant pour l'année 1312. Mais il n'est qualifié ici que de bourgeois de Poitiers. En réalité, il fut réélu maire l'année suivante. Cf. p. 156, n. 4.

CCXXXIII

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou de ne point obliger le maire de Poitiers à assister aux exécutions judiciaires lorsque les malfaiteurs ne sont pas de la commune.

23 janvier 1313 n. st.

A. Copie donnée le 11 février 1313 sous le sceau royal établi à Poitiers, Arch. mun. A 14.

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Significaverunt nobis major¹ et communia Pictavenses quod, cum ipsi sint et fuerint ab antiquo in pacifica possessione vel quasi libertatis de non eundo videre justiciam fieri de malefactoribus, qui justiciantur in civitate et suburbio Pictavis, nisi dicti malefactores fuerint de sua communia, quodque, si proclametur ex parte nostra quod de quolibet hospicio ville predictæ vadat una persona ad videndum hujusmodi² justiciam exerceri, clamor ipse nullum de dicta communia apprehendit, vos nichilominus, ipsos majorem et communiam in possessione sue libertatis predictæ perturbantes, injuste et de novo proclamare fecistis, quod omnes, tam de dicta communia quam alii, irent visum dictam justiciam exercere, illosque, qui non iverunt, ad prestandum propter hoc emendam compellitis, sicut asse-

runt, minus juste, in ipsorum et sue libertatis predictæ prejudicium et gravamen. Quare mandamus vobis quatenus, si, vocatis evocandis, [vobis] ³ legitime constiterit de predictis, a predicta compulsione penitus desistentes, ipsos majorem et communiam sua possessione libertatis predictæ gaudere pacifice permittatis, et a quibuscumque indebitis novitatibus deffendatis, prout justum fuerit et ad vos noveritis pertinere. Actum Parisius, XXIII^a die Januarii, anno Domini M^oCCC^o duodecimo.

1. Le maire de Poitiers était, en 1212-1213, Pierre de Berry (ou de Bourges). — 2. *hujus A.* Lire *hujusmodi*. — 3. *nobis A.* Lire *vobis*.

CCXXIV

Pierre de Villeblevin, sénéchal de Poitou, fait savoir à son lieutenant, Jean Gaboreau, qu'il a levé la saisie des moulins du Pré-l'Abbesse, opérée en raison de l'obligation où était, disait-on, l'abbesse de Sainte-Croix de fournir les clefs et les serrures de deux portes de l'enceinte de Poitiers, et lui mande de faire restituer, après enquête, trois setiers de moulure saisis pour la même raison et de remettre, s'il y a lieu, l'abbesse en possession de la rente de six setiers de froment qu'elle prétendait lui être due par le prieur de la Celle sur les moulins dudit prieur.

17 février 1313 n. st.

Vidimus inclus dans un mandement de Jean Gaboreau ¹, Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, l. 13.

Pierre de Villeblovain, chevalier nostre seigneur le roy et son seneschau en Poito et en Lemozin, à mestre Johan Gaboreau, nostre leu tenent, saluz. L'abbasse et le covent de Seinte Croiz de Poitiers se sont à nous dolues ² de ce que nous eussions saisi leur molins do Pré l'Abasse ³, pour ce que l'en disoit qu'il estoient tenues à faire les cliés et les claveures de doeus portes de la clauson de Poytiers, et prix trois sextiers de mosturenge à la mesure de Poytiers pour celle cause,

et li eussions recreu les diz molins et elles n'eussent pas eu restitution do dit blé, et de ceu que nous avions deffendu que le prieur de la Celle ne leur rendist six sextiers de froment, desquex elles sont en possession d'avoir checun an de rente à la dicte mesure sus les molins do dit prieur ⁴, sicomme elles dient, savoir vous faisons que la dicte deffense nous oston. Pour quoy nous vous mandons que si, appelez ceoux qui seront à appeller, vous trovez que elles eussent la dite possession, faites les restablir, si il n'y a qui s'aplege encontre, et les diz trois sextiers leur faites rendre pour ceoux qui les pristrent. Doné à Paris le semadi avant la Seint Pere de la Chaere ⁵, l'an de grace M CCC et doze.

1. N° CCXXV. — 2. plaintes. — 3. Cf. n° CLXXI. Ces moulins étaient appelés aussi moulins Bajon. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XVII, p. 144. A côté était une tour de l'enceinte, dite tour des moulins Bajon. — 4. Les moulins du prieur de la Celle étaient situés en aval du pont Joubert, non loin des moulins Bajon. — 5. La fête de la Chaire de Saint-Pierre.

CCXXV

Mandement de Jean Gaboreau, lieutenant du sénéchal de Poitou, en exécution des lettres précédentes de Pierre de Villeblevin.

1313

Original, Arch. de la Vienne, Sainte-Croix, 1. 13.

Johan Gaboreau, leu tenent de noble home monseigneur P. de Villeblovein, chevalier nostre seigneur le roy et son seneschau en Peyto et en Lemozin, à Johans Portemle, sergent le roy ou à son aloé et à touz autres sergenz do dit nostre seigneur le roy, auqueys cestes lettres vendront, saluz. Nous avons receu les lettres pendens do dit monseigneur le seneschau, la forme qui s'en seit contenanz : (*Lettres de Pierre de Villeblevin du 17 février 1313.*) Pour la vertu desquelles nous vous mandons et à checun de vous que vous adjornez par devant monseigneur, s'il est present, ou devant son leu tenent à Poitiers, au semadi avant l'Enunciation Nostre Dame ¹, le maire et

le procureur do comun de Poytiers, Nicolas Fenyon, que hon dit avoir pris sanz l'aveu le roy les diz treys sextiers de mosturenge, et le dit prieur de la Celle, à proceder o les dites religieuses sus les choses desus dites et selon la forme et teneur des lettres desus dites, s'il eudent ² que en riens leur appartienge, ou intimation³ que, s'il venent ou ne venent, eoux ou checun de eux, il sera procedé sur les ⁴... choses desus dites, tant comme rayson dorra, non contreitant leur absence. Doné le jeudi emprés ⁵... [l'an] dessus dit.

1. 24 mars. — 2. croient. — 3. en leur signifiant. — 4. Le manuscrit présente ici une lacune d'une dizaine de lettres. — 5. Une lacune du manuscrit empêche de connaître la date précise de ce mandement, qui se place entre le 17 février et le 24 mars 1313.

CCXXVI

Aimeri de Montcouard, écuyer, vend à Pierre Le Hucheur, garde de l'aumônerie de l'échevinage, une rente de sept seliers de froment et de trois chapons sur son hébergement de Montcouard.

22 février 1313 n. st.

Original, Arch. mun. F 23.

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus Deme-
rii, clericus, gerens sigillum domini regis Francorum de senes-
callia Pictavensi apud Pictavis constitutum, salutem in Do-
mino. Noveritis quod, in jure personaliter constitutus, Ayme-
ricus de Monte Coardi ¹, valetus, filius deffuncti Guillelmi
de Monte Coardi, valeti, confessus fuit et publice recognovit
se in perpetuum vendidisse et concessisse et etiam vendidit
et concessit pro se, heredibus successoribusque suis, ab ipso
causam habentibus et habituris, Petro Preconis, custodi ele-
mosinarie communie Pictavensis et suis successoribus, dicte
elemosinarie causam habentibus et habituris, pretio quatuor-
decim librarum monete currentis solutarum et de quibus dic-
tus Aymericus venditor se tenuit a dicto emptore plenarie et

integre pro pagato, videlicet septem sextaria frumenti ad mensuram Pictavis et tres capones annui et perpetui redditus, siti et assignati in et super quodam herbergamento suo, in quo inhabitat idem Aymericus, et super omnibus et singulis juribus et pertinentiis eidem herbergamento contiguus et pertinentibus existentibus, rochis, curia, vineis, trileis et aliis quibuscumque, quod quidem herbergamentum situm est apud Montem Coardi, juxta herbergamentum Guillelmi de Monte Coardi, clerici, ex parte una, et juxta herbergamentum Johannis Levraut, ex altera, et super duabus petiis terrarum ipsius Aymerici venditoris, quarum una sita est juxta terram Guillelmi Levraut ex parte una et juxta terram heredum defuncti Petri de Monte Coardi, valeti, ex altera, et alia sita est apud fontem de Monte Coardi, juxta terram heredum defuncti Petri Botet ex parte una et juxta terram Guillelmi Reneaume² ex altera ; item et super quadam petia prati ipsius Aymerici, sita juxta terram predicti Aymerici vocatam La Couture ex parte una et juxta terram dicti Guillelmi Reneaume ex altera. Et movent a dicto Aymerico venditore ad septem denarios censuales reddendos et solvendos a dicto emptore et suis successoribus, dicte elemosinarie causam habentibus et habituris, dicto Aymerico et suis, annis [singulis]³, Pictavis, die qua fiet solutio dicti redditus. Item, et super omnibus aliis et singulis bonis suis hereditariis, si predictae obligationes expresse valere et sufficere ad premissa non possint. Induens et inducens idem Aymericus, pro se et suis, dictum emptorem de predicto reddito vendito in corporali possessione per traditionem et concessionem presencium litterarum. Quem quidem redditum venditum promisit dictus Aymericus etc.

Datum presentibus Perroto Le Chapelier, Richardo Le Cou-
durier, Richardo Le Ferryer et me, Johanne Orrici, curie dicti
sigilli notario, qui premissa scripsi signoque meo solito signavi,
die jovis in festo Chathedre Sancti Petri, anno Domini M^oCCC^o
duodecimo.

J. Orri (*Seing du notaire*).

1. Montcouard, village, commune de Beaumont, canton de Vouneuil-sur-Vienne, arrondissement de Châtellerault. — 2. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 290. — 3. Mot omis.

CCXXVII

Le sénéchal de Poitou mande à son lieutenant, Jean Gaboreau, de faire remettre les clefs des portes de Poitiers aux chanoines de Notre-Dame-la-Grande aux Rogations.

19 mai 1313

A. Vidimus inclus dans un jugement de Jean d'Orour, sénéchal de Poitou, en date du 16 mai 1318 ¹, Arch. de la Vienne G 1086. — B. Copie de A, *ibid.* — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 577. — EDITION. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. I, p. 441.

De pars lo seneschal de Poyto, à maistre Johan Gaboreau, son leu tenant, salut. Nouz vouz mandons que vouz au che-noynez de l'iglise Nostre Dame la Grant faytez au Roesons bayller la possession de clés de portes de Poytiers, en la maniere que il ha esté enciennement acoustumé e que vouz ver-res par nouz lettres que il lour fust ajugé par nouz ². Doné le vendredi avant l'Ascencion, l'an mil CCC et treze, à Limoges.

1. Ci-dessous, n° CCLII. — 2. Ci-dessus, n° CCXI.

CCXXVIII

Mandement de Jean Gaboreau, lieutenant du sénéchal de Poitou, au sujet de la possession des clefs de la ville pendant les Rogations.

21 mai 1313

A. Vidimus du 16 mai 1318, Arch. de la Vienne G 1086. — B. Copie de A, *ibid.* — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 577. — EDITION. Thi-baudeau, *Hist. du Poitou*, t. I, p. 441.

Johan Gaboreau, leu tenans de noble home monseygnor Pierre de Villebloven ¹, chevalier lo roy nostre seygnor e son seneschal en Poyto e en Lemozin, à Busart Gaygne-maylle, sergent lo roy e à son alloé, salut. Nouz havons receu lez lettres

de monseigneur lo seneschal de Poyto, contenans la forme qui s'ensuit : (*Mandement du sénéchal du 19 mai 1313* ²). Pour la vertu de quieux, nous vous mandons que vous au diz che-noynes bayllez la possession des dictes clés, selonc la tenour e la forme dez dictes lettres e par la vertu de jugement contenu en unes autres lettres de dit monseigneur lo seneschal ³, au ques ces nostres sunt annexées. Doné le lundi avant l'Ascencion, l'an de grace mil CCC e-treze.

1. D'après Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 21, n. 1), Pierre de Villeblevin aurait cessé d'être sénéchal de Poitou en 1314 pour devenir conseiller au Parlement. L. Delisle (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, Introd., p. 191) a eu raison d'admettre qu'il conserva ses fonctions de sénéchal jusqu'en 1315, d'après le témoignage de l'Inventaire de Robert Mignon, art. 1672 : « *Tazatio imposita in dicta senescallia Pictavensi, ratione exercitus Flandrie de anno 1315, per dominum P. de Villa Blovana, senescallum ibi, de mandato magistri P. de Arrableyo, cancellarii domini Philippi, comitis Pictavensis* ». A ce témoignage s'ajoute celui d'un acte du 2 juin 1315, reproduit ci-dessous, inclus dans le n° CCXXXVIII. — 2. Ci-dessus, n° CCXXVII. — 3. N° CCXI.

CCXXIX

Philippe le Bel mande au sénéchal de Poitou de ne lever aucun subside à Poitiers pour l'expédition de Flandre, la paix ayant été conclue à Arras, et de restituer ce qui a pu être perçu.

16 août 1313

A. Man. d'Auzance, fol. 46 v°. — B. Man. d'Auzance, fol. 91 v°.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo et aliis nuper missis a nobis in senescallia Pictavensi ad levandum financias pro nostro exercitu, quem novissimis hisce diebus mandaveramus ¹ apud Attrabatum congregari, salutem. Mandamus vobis et vestrum cuilibet quatenus, cum intergentes nostras pro nobis et Flandrenses fuerit apud Attrebatum certum factum pacis accordum ², nullam financiam vel aliquid aliud ratione dicti exercitus a majore, juratis, communia et habitatoribus ville Pictavensis aut a quibuscumque aliis senescallie Pictavensis exigatis vel levetis aut per

alios quoscunque permittatis exigi vel levari, et, si aliquid propter hoc exactum fuerit ab aliquo vel levatum, illud sibi indilate restitui faciatis. Datum Parisius XVI^a die Augusti, anno Domini millesimo trecentesimo decimo tertio.

1. *mandavimus* B. — 2. L'assemblée d'Arras, où le comte de Flandre et les plénipotentiaires des villes acceptèrent les conditions de paix proposées par les représentants de Philippe le Bel, eut lieu le 22 juillet 1313. Cf. Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre*, p. 633 et suiv.

CCXXX

La commune décharge M^e Jean Pinet de la rente de quinze livres qu'il s'était engagé à payer annuellement pour l'hébergement d'Amberre.

27 mars 1314

Original, Arch. mun. F 21.

A tous ceus qui verront et orront cestes presentes lettres, Guillame Dymer, portant le seau nostre seignour le roy de la seneschaucie de Poytjou à Poytiers establi, salut. Sachent touz que, en droit personaument establiz, Joyous Daguson, clerc, procurour de sages homes du mayre et de la commune de Poytiers, establi de ceus par lettres, sicomme nous veismes en unes lettres procuratoires, du seau grant des devanz diz mayre et commun seellées, plenierement estre contenu, d'une partie, et mestre Johan Pinet, clerc, de l'autre partie, confesserent et recognurent le dit procurour por nom et por rayson do procurour du dit mayre et commun et por yceus, et li diz maistre Johans por soy, les choses ci dessouz escriptes. C'est assavoir que, comme, ça en arrieres, Johan de Chesaus, clerc, procurour des diz mayre et commun dessus diz en nom et en leu de procurour des diz mayre et commun et por yceus, eust baillé et otroyé au devant dit maistre Johan la maison d'yceus mayre et commune d'Amberre ¹, ensemblement o toutes et chascunes les appartenances d'icele maison, fussent les dites appartenances en terres, vignes, prez, homes, garennes, fuées, boÿs, arbres, droiz, juridiction, rentes, devoirs, cen, censes, coustu-

mes, obeissances, blez, chapons, gelines, vendes, honours, saines, dessaisines, rachaz, ensemblement o touz autres et chascuns emolumentz à la devant dite maison d'Amberre appartenans, quexconques et en quexconques choses et lieux il fussent, à avoir, tenir, posseoir et explecter toutes et chascunes les choses dessus dites du dit maistre Johan par soy ou par autre ou par autres et à faire les fruyz et les pourvenues et les issues siens, qui des choses et chascunes dessus dites pourviendroient, tant comme li diz maistre Johans vivroit tant seulement, à annuau pension ou ferme de quynze livres de monnoye courant, en certaine forme et maniere. C'est assavoir que li diz maistre Johans estoit tenuz mettre ou faire mettre, dedenz cinc ans prochains empres la dite baillette, cent livres de monnoye courant en la reparacion, melioracion et amendacion de la maison dessus dite et des appartenances de cele, des quix missions ou de la quele mission des dites cent livres mises es choses dessus dites seroit creu au simple sairement du dit maistre Johans. Neent mains estoit tenuz li diz maistre Johans à achater du sien propre, au profit et à l'utilité de la maison devant dite, en lieux prochains de la dite maison, au plus que il pourroit, cent souz de annuau et perpetuau rente, segont coustume assise de pais, la quele rente li diz maistre Johans, dementres que il vivroit, tendroit et explecterait tant comme soue ².

1. Cf. nos CLVIII et CXCH. L'acte en latin du 4 février 1306 est en grande partie traduit ici littéralement en vieux français. — 2. sienne.

Et pour les choses devant dites, maison d'Amberre et ses appartenances, toutes et chascunes, iceluy maistre Johans seroit tenuz chascun an poier et rendre à Poytiers au dit maire et commun ou à leur procurour ou à leur commandement, des devant dites quinze livres de monnoye courant, c'est assavoir dis livres en chascune feste de la Nativité Saint Johan Baptiste et à chascune feste de la Nativité Nostre Seignour, par moyté, et les cent souz remanans des dites quinze livres yceluy maystre Johans prendroit en poiement ou en solucion chascun an de cent souz, es quex li diz maire et commun à yceluy maistre Johans estoient tenuz chascun an por la pencion d'yce-

luy maistre Johans, à yceluy maistre Johans otroyée et assignée des diz maire et commun et ja donnée, por le conseil et por l'aide ja donné et fait au diz maire et commun et à faire et à donner du dit maistre Johans, es causes d'yceus maire et commun, en office d'avocat ou de conseilour, ainsi toutevoys que, se il avenoit que yceluy maistre Johans, ou temps avenir, à plus grant estat devenir, par le quel à advoquer ou à conseilier il delessast, li diz maistre Johans seroit tenuz chascun an poier, aus Nativitez dessus dites, par moyté, aus diz maire et commun yceus cent souz remainnans des dites quinze livres à yceluy assignez pour sa pension, sicomme dessus est dit, ensemblement o les dis livres des dites quinze livres dessus dites. Neent mains seroit tenuz li diz maistre Johans rendre et poier chascun an touz et chascuns les anciens devoirs et charges, es quex la dite maison d'Amberre estoit chargée, excepté un bessan, lequiel li diz maire et commun estoient et seroient tenuz rendre au seignour de Mirebeau, ou quiel il sont tenu por rayson des choses devant dites. Ne ne pourroit li diz maistre Johans la touche des omeaus, estant devant la dite maison, sicomme elle se comprent, trencher par soy ne par autres ; les autres adecertes ulmes et les ulmeaus toutevoys et les arbres de la dite touche li diz maistre Johans par soy ou par autres pourroit et puet esbrancher, et les branches soues faire, tant comme ussefruyt. Et se ainsi estoit que li diz maistre Johans morust, les dis cent souz de rente dessus diz non acquis ou achatez, en tout ou en partie, que, por les diz cent souz de rente ou por ceu qui s'en deffaudroit, li diz maire et commun auroient, des biens du dit clerc, en moeble ou en peccune une foiz poiée, jusques à ycele quantité establie segont commune assize et coustume de pais en peccune, à acquerre les diz cent souz de rente ou ceu quy s'en deffaudroit, se il n'avoient esté acquis en la vie du dit maistre Johans. Les quex choses dessus dites, ensemblement o plusours autres, sont contenues es lettres seellées dou seau dessus dit et du seau grant des diz maire et commun, et es quex lettres est contenu que les diz maire et commun les choses en yceles contenues confermerent, ratifierent, corroborerent, loerent et adecertes approuverent, et les choses en celes contenues et chascunes

promistrent en bonne foy et sus l'obligacion de tous lours biens de ladite commune, moebles et inmoebles, garder et tenir et encontre non venir, sicomme il est contenu es dites lettres ¹.

1. Ici s'arrête l'analyse de l'acte n° CXCIH.

Et li diz maistre Johans es choses dessus dites se tenist agrevez et achargez, et eust supplié au diz maire et commun que il le lessissent et baillissent à tenir, à usser et à explecter, à sa vie tant soulement, en solucion ou en poiement des cent souz de la pension, à luy donnée et otroyée des diz maire et commun chascun an, sicomme dessus est dit, et por rayson de ceu que il avoit fait grans amendemens du sien propre es choses dessus dites, outre la somme des cent livres dessus dites, les quex il avoit esté tenuz à mettre, et lonc temps a ja que il les avoit mises, aus reparacions, melioracions et amendemenz de la maison d'Amberre et des apartenances de cele, sicomme dessus est dit, et por le conseil et por l'aide que il avoit donnée et donnoit de jour en jour sanz cesser aus diz maire et commun en lours negoyces et causes, le dit herbergement d'Amberre, sicomme il est enclos à murs, et, des apartenances de la dite maison d'Amberre, tant en rentes que en demaines, tan comme li diz maires et communs verroient que il feroit à faire, à la fin que li diz maistrè Johans ne demourast endomagez ne chargez des choses et anz choses dessus dites, et que il fust des diz cent souz de rente de la pension dessus dite souffisamment assenez ¹ ; et que l'outreplus des choses et des apartenances de la dite maison d'Amberre les diz maire et commun preissent et retenissent à usser et à explecter à eus, comme à lour demaine de plain droit, l'ussefruit à la propriété retourné ; ainssi que li diz maistre Johans, por soy ou por les siens, fust quiptes et delivrés, desobligez et deschargez envers le dit maire et commun, des ores mes en avant, de poier et de rendre aus diz maire et commune la pension ou la ferme des quinze livres dessus dites, et deschargez, desobligez et quiptes, des ores mes en avant, de poier et de rendre les devoirs, rentes, moysons et coustumes en froment ou en autres blez et de ceu quy les touchet, deuz ou deues au seignour de Mirebeau et à autres personnes, quex que il soient, fussent por rayson ou por

cause de la dite maison d'Amberre ou des appartenances de cele.

La quele supplicacion ou supplicacions, dudit maistre Johan aus diz maire et commun faites, sicomme dessus sont dites, les diz maire et commun rescurent et prinstrent à gré et otroierent au dit maistre Johans, sicomme li diz Joious, procurour des dessus diz mayre et commun et por nom de ceus, confessa par devant nous, ensemblement ou les autres choses dessus dites, et chascunes estre vraies. Le dit procurour, adectes, por nom de procurour des diz maire et commun et pour yceus, bailla et otroya et demist et delessa au dit mestre Johan les choses ci dessouz escriptes et declairées, à tenir, à avoir, à porseoir² et à explecter, à sa vie et dementres que il vivra tant soulement.

1. nanti. — 2. posséder.

C'est assavoir le dit herbergement d'Amberre, sicomme il est aclos de murs, et les mesons, roches¹ et voutes d'yceluy herbergement. C'est assavoir dès le coig² de la porte ou portau du dit herbergement, de la partie³ de la sale du dit herbergement, jusques au coig de l'uysserie par où l'en entret ou vergier, et tout le dit vergier et herbergement au dedenz dou dit mur, ou quel est la dite usserie, et des autres murs quy encloent le dit herbergement, o toutes les mesons, roches, voutes et arbres et autres choses estans en la dite cloeison, à usser et à explecter à sa volenté. — Item, la terre et les prez assis devant le dit herbergement, et touz les arbres estans en celes terres et prez, à usser et à explecter à sa volenté, et la touche des grans omeaus, quy se tient au dit pré ou prez, d'une partie et d'autre partie le herbergement du dit Chauvin. C'est assavoir la dite touche des diz omeaus, l'explect de curer et d'esbrancher, sicomme la dite terre, prez, arbres, et touche sont aclos de fossez. — Item, et une petite piecette de terre, assize pres de un des coigs de la dite touche et tenant à la terre dou dit Chauvin. — Item, et une piecette de terre, assize au Poez Gorreau et appelée la terre du Poez Gorreau⁴, pres de la cloeison du herbergement dessus dit. — Item, et la garenne appartenant à la dite maison d'Amberre, o le fons de cele, si-

comme elles s'estent. — Item, et touz les cens, les rentes, les devoirs et les coustumes, deues chascun an en deniers ou pécune à la dite maison d'Amberre et por raison de cele. — Item, et toute la pollaille, soient chapons, gelines ou autres, deues chascun an de rente ou de coustume à la dite maison d'Amberre ou por raison de cele. — Item, et troyz mines de froment chascun an de rente, dementres que le dit maistre Johans vivra, à la mesure de Mirebeau, assises et assignées à prendre et à avoir du dit maistre Johans sus les choses por le procurour au diz maire et commun retenues de le herbergement dessus dit et des appartenances de la dite maison d'Amberre, sicomme dessouz est contenu.

1. caves. — 2. depuis le coin. — 3. du côté. — 4. L'aveu et dénombrement rendu en 1673 par le maire de Poitiers au duc de Richelieu pour la maison noble appelée la Commune de Poitiers, sise à Amberre (Arch. mun. F. 146), mentionne la pièce de terre « assise au terrouer de Puie Garreau, joignant du costé de l'Oriant au chemin comme l'on va d'Emberre à Rigny ».

A tenir et à avoir, à posseoir ¹ et à explecter du dit maistre Johans et des siens, dementres que il vivra, toutes et chascunes les choses dessus dites, et de en faire les fruyz et les levées siens, o tout le profit et o toute la justice et seigneurie et o tout l'émolument, l'obeyssance et redevance, qùy, pour raison des choses dessus dites, puet, et deivet yssir et avenir, en quexque choses que se soient, soient en faimedroit ², en vente, honours, bonneages ³, amendes, saysines, dessaysines, doubles, rachaz et autres choses, queles que eles soient, en solucion et en poiement chascun an de cent souz de la pension, autre foiz donnée et otroyée au dit meistre Johan des diz maire et commune, sicomme dessus est dit, et por les refections, melioracions et amendemens que li diz maistre Johans a fait ou fait faire en la meson d'Amberre et herbergement et es appartenances d'iceus, du sien propre, en grant somme outre la somme des cent livres dessus dites, et pour le grant travail et la bonne diligence et le bon conseil, que li diz maistre Johans a mis et donné et met et donnet de jour en jour sanz cesser es causes et es negoyces des diz maire et commune, sicomme li diz procurour a confessé par devant nous. Et ainsi toutevoys que li diz meistre Johans poiera et rendra et sera tenuz poier

et rendre les cens, les devoirs et les rentes deues annuaument en deniers aus seignours, à quy elles seront deues por raison de la maison d'Amberre et des appartenances d'ycele, excepté le dit besan deu au seignour de Mirebeau, et les deniers quy sont deus o le froment des moysons ⁴ deues por raison de la maison d'Amberre dessus dite et des appartenances, lequiel besan, deniers et moysons les diz maire et commun sont et seront tenuz à rendre. Et prinst et retint et accepta le dit procurour, por non de procurour du dit maire et commune et por yceus, dou dit herbergement d'Amberre et maysons, c'est assavoir tant comme il porprent ⁵ et se puet estendre. C'est assavoir des la devisse ⁶ du coyg du portau et de l'uysserie du vergier, sicomme dessus est dit, et du mur ou quiel est la dite usserie, sicomme li dit murs vait et le dit herbergement s'estend dedenz le dit mur, de la partie où est la court où l'en bat les blez, jusques au herbergement Nicolas de Chaille. Item, et les terres, vignes, quarz de vignes, moysons et rentes deues en froment ou en autres blez, soient deues por rayson de la maison d'Amberre et du herbergement ou des appartenances de cele, et toutes autres choses et chascunes, si aucunes en y a, à user et explecter au demainne des diz mayre et commun, excepté toutes les choses et chascunes au dit maistre Johan bailliées et lessées, sicomme dessus est dit.

1. posséder. — 2. droit de justice. — 3. bornage, droit sur le placement des bornes. — 4. redevances en blé. — 5. s'étend. — 6. depuis la séparation.

Et ainsit voussit ¹, acorda et otroya le dit Joyous, procurour pour nom de procurour des diz maire et commun, que li diz maistre Johans, por soy et por les siens, des ores mes en avant, fust et demourast quiptes et delivrés, desobligiez et deschargez envers les diz mayre et commun de poyer et de rendre chascun an la pension ou la ferme des quinze livres dessus dites au dit maire et commun ; et neent mains que li diz maistre Johans demourast des ores mes en avant quiptes, delivrés, deschargez et desobligiez de poier et de rendre les devoirs, rentes ou coustumes en froment ou en autres blez deues et des deniers deuz o le dit blé au seignour de Mirebeau et à autres personnes, quex qu'il soient, soit por rayson ou por cause

de la dite maison d'Amberre ou des appartenances d'ycele, et des cent livres dessus dites, comme elles aient ja esté missés aus amendemens de la meson dessus dite et des appartenances de cele; et que les diz maire et commun demorissent et demourerent chargez et obligez de poier et de rendre les moysons, les rentes, les devoirs et les coustumes deues en froment ou en autre blé et o les deniers deuz o les dites moysons aus seignours, à qui elles sont deues, et du dit besan envers le seigneur de Mirebeau, et d'en tenir quipte et delivré le dit maistre Johans. Et li diz maistre Johans vousist et acorda et est tenu poier et rendre les rentes, cens, devoirs et coustumes deues en deniers chascun an aus seignours, aus quex les diz cens ou coustumes [sont] ² deues en deniers por rayson et por cause des choses dessus dites, à luy bailliées et lessées à tenir et à explecter à sa vie, sicomme dessus est dit, et d'en tenir quiptes et delivrés les diz maires et commun, excepté le dit besan et les deniers deuz o les dites moysons et blé de rente. Et neent mains demouroit li diz maistre Johans obligiez en cent souz de rente dessus diz acquerre au profit de la dite maison d'Amberre, sicomme dessus est dit. Et si ne les avoit acquis luy vivant, ses biens moebles et inmoebles sont et demourent obligiez au dit maire et commun, à avoir tele somme de peccune, comme dessus est dit et devissé, pour acquerre les diz cent souz de rente ou pour tant qui s'en dell'auroit qu'il n'auroient esté acquis. Et, le dit maistre Johan mort, les choses dessus dites à luy baillées, comme dessus est dit, demorront au diz maire et commun comme leur droit heritage, l'ussefruit retourné à la propriété; et aus heirs maistre Johan ou à ceus quy auront cause de luy demorront quiptement et delivrement les moebles du dit maistre Johans, quex qu'il soient, si aucuns en y avoit en la dite meson et herbergement d'Amberre ou es appartenances de cele, sauve ce que ³, se li diz maistre Johans n'avoit accompliz ⁴ d'aquerre les diz cent souz de rente, que, des diz moebles, les diz maire et commune porroient detenir tele quantité comme il convendrait à acquerre les diz cent souz de rente ou ceu quy en seroit à acquerre; et, s'il n'estoient souffisans à ceu, que les diz mayre et commune eussent action et demande

sus les autres biens du dit maistre Johans. Et promist le dit Joyous, *etc.*

1. ainsi voulut. — 2. Mot omis, dont l'addition est nécessaire pour le sens. — 3. si ce n'est que. — 4. achevé.

Et nous, le maire et la commune de Poytiers dessus nomez, heu diligeanment conseil et deliberacion entre nous et nostre esclavygnage sus les choses dessus dites et chascune de celes, et veue la diligence et l'experte industrie dou devant dit Joyous, nostre procurour, et considerez et regardez diligeanment ou effect les utilitez, le profit et les amendemens des ja faiz dou dit maistre Johans ou devant dit herbergement et es appartenances d'yceluy, et adécertes les servises, les courttoysies et les bonnes aydes, à nous dou dit maistre Johan ja faites profitablement, feaument et en mout de manieres, toutes les choses dessus dites et chascune de celes, sicomme elles sont dessus pecifiées, expresses et desclairées, de nostre procurour devant dit en nostre non, de nostre especiau commandement et volenté, au dit maistre Johan otroyées, acordées et faites, confirmons, ratiffions, loons, corroborons et appropons, si efficacement comme nous poons plus, prometans en bonne foy et sus l'obligacion de touz les biens de nostre dite commune, moebles et heritages, presens et avenir, toutes les devant dites choses et chascune de celes, sicomme elles sont dessus desclairées, tenir, attendre, acomplir et garder fermement, feaument et loyaument, sanz enfreindre et encontre par nous o par autre ou par autres en aucune maniere non faire ne venir, ou temps avenir, ne donner à aucun occasion, voye ou matiere de faire ou de venir encontre. Et en tesmoyg de cestes choses, le seau de nostre commune à ceste presente lettre, ensemblement ou le devant dit seau le roy, avons apposé à plus grant certaineté et à plus grant evidence de la verité de la chose. Ce fut [fait] ¹ et donné, presens Guillaume Alemant ², mayre de la dite commune, Aymeri Odonnet, Guillaume Bernart, Pierres de Berri ³, Johan de Teflauges ⁴, Jordain Florie ⁵, Naudet d'Aucerre ⁶, Pierres Choysi, Guillaume Chevalier ⁷, Guillaume Larconnecour, Guillaume Rousseau de Font Nermont, Johan Saunier, Johan de Meaux,

Pierres Porcher, Pasquaut Le Tourneour, maistre Guillaume Coyndé⁸, Jeffroy Boetart⁹, clerc, et moy, Estienne Lengloys, clerc, notaire et juré dou dit seau, quy ses choses escripiz et devant moy furent acordées et de mon propre saig saignées, à ceu requis, le jour du merquedi empres la feste de la Nunciacion Nostre Seignour, l'an de grace mil CCC et quatorze¹⁰.

S. Anglici (*Seing manuel du notaire*).

1. Mot omis. — 2. Ce document atteste que Guillaume Alemant fut maire en 1313-14. Cf. p. 156, n. 4. — 3. Pierre de Berry avait été maire l'année précédente, du 14 juillet 1312 au 13 juillet 1313, et le fut de nouveau l'année suivante, du 14 juillet 1314 au 13 juillet 1315 (cf. n° CCXXXII). Quelques listes portent aussi son nom pour les années 1310 et 1311, tandis que d'autres indiquent Guillaume de Berry, peut-être par une erreur de prénom. — 4. Jean de Tiffauges, cité comme témoin en 1304 (n° CLXXXVI), figure sur une liste d'échevins en 1320 (n° CCLX). — 5. Jourdain Florie fut maire en 1321 et figure sur des listes d'échevins en 1318 (n° CCL) et 1320 (n° CCLX). — 6. Cf. n° CXG, n. 1. — 7. Guillaume Chevalier et Guillaume de Font-Nermont étaient conseillers en 1308 (n° CCVI). — 8. Guillaume Coindé fut maire quatre ans de suite, du 14 juillet 1316 au 13 juillet 1320. Il fut réélu en 1323 et en 1332. — 9. Geoffroy Boetart était notaire de la cour du sceau royal à Poitiers comme Etienne Langlois. Cf. n° CCXXXIII. — 10. Ce document atteste que l'on suivait à Poitiers le style de l'Annonciation et non le style de Pâques. En style de Pâques, le 27 mars 1314 serait indiqué avec le millésime 1313, Pâques tombant le 7 avril en 1314. D'autre part, l'acte ne peut pas être de 1315 : en mars 1315, le maire aurait été Pierre de Berry et non Guillaume Alemant. De plus, Pâques tombant le 23 mars en 1315, le millésime ne serait pas 1314, mais 1315, pour le mercredi après l'Annonciation.

CCXXXI

L'abbé du monastère de Saint-Pierre de Bourgueil cède à la commune de Poitiers un portail sur la rue Terrière et un verger compris entre les murs du prieuré de Saint-Porchaire et ceux du verger de l'échevinage.

30 juin 1314

A. Original, Arch. mun. F 24. — B. Vidimus contenu dans la ratification du 23 octobre 1314, Arch. mun. F 24.

Universis presentes litteras inspecturis et audituris, frater Gillebertus¹, permissione divina humilis abbas monasterii Sancti Petri de Burgolio, Andegavensis dyocesis, totusque ejus-

dem loci conventus, salutem in Domino et presentibus litteris perpetuo dare fidem. Noveritis quod nos, pensata et inspecta utilitate nostra et monasterii nostri antedicti, tradimus, concedimus et accensamus, pro nobis et monasterio nostro predicto et posteris nostris, venerabilibus et discretis viris majori et communie Pictavensibus, accipientibus nomine suo et posteriorum suorum, ad perpetuitatem, quoddam portallum situm in vico, qui vulgariter appellatur rue Terriere ², cum viridario existente prope dictum portallum, prout protenditur in latitudine inter muros prioratus nostri Sancti Porcharii ³, ex parte una, et muros viridarii scabinagii dictorum majoris et communie, ex altera, et in longitudine prout ipsum viridarium protenditur de dicto portallo usque ad cloacam dicti scabinagii et domum, que fuit defuncti Johannis de Nogent ⁴, retro quam domum viridarium et portallum predicta consistunt, super quo scabinagio dictus prior Sancti Porcharii habet et habere consuevit annuatim duos solidos cense et sex denarios census undrabiles ⁵, ad annuam et perpetuam firmam seu censam quinque solidorum annui et perpetui redditus, et ad duos denarios undrabiles, predicto priori nostro Sancti Porcharii predicti et posteris suis de cetero in perpetuum reddendorum et solvendorum ab eisdem majore et communia, que pro tempore fuerit, vel eorum procuratore, quolibet anno in festo Omnium Sanctorum, una cum dictis duobus solidis cense et sex denariis undrabilibus, super dicto scabinagio debitis, tali condicione videlicet quod dicti major et communia non possint predicta, sibi a nobis accensata, in ecclesias vel personas religiosas aliquo titulo transferre nec aliquo alio deverio onerare, et quod ipsi major et communia vel posteriores eorumdem predicta sibi a nobis, ut premittitur, concessa teneant de suo proprio in bono et legali statu, ita quod census et censa hujusmodi nequeant in aliquo deperire nec eorum solutio aliquatenus valeat ⁶ retardari. Et sic bona fide promittimus dictis majori et communie et eorum successoribus quod contra factum nostrum non veniemus nec aliquid apponemus in futurum. Et ut predicta robur obtineant perpetue firmitatis, has nostras presentes litteras dictis majori et communie et successoribus eorumdem donamus et concedimus,

sigillorum nostrorum appensione munitas ? Datum in crastino festi apostolorum Petri et Pauli, anno Domini M^o trecentesimo quarto decimo.

1. Gillebert, abbé de Bourgueil, fut consacré par Guillaume Le Maire, évêque d'Angers, qui fit part de ce fait à Philippe le Bel dans une lettre du 16 janvier 1314 (*Gallia christ.*, t. XIV, col. 662). Il mourut le 11 avril 1316 (Carré de Buserolle, *Dict. d'Indre-et-Loire*, t. I, p. 363). — 2. *Terrere* B. Cette rue, appelée déjà rue *Terrere*, dans un acte de 1248 (cf. n^o LX, n. 1), s'appelle aujourd'hui rue des Grandes-Ecoles : elle avait pris le nom de rue *Rousturière* au xv^e s., quand les Grandes Ecoles de l'Université de Poitiers y furent construites, de 1448 à 1452, derrière la maison de l'Echevinage (Arch. mun. J 969). — 3. Le prieuré de Saint-Porchaire relevait de l'abbaye de Bourgueil depuis 1068. Cf. n^o XXI, n. 11. La maison de l'Echevinage était tenue à cens du prieur de Saint-Porchaire. Cf. n^o LX, n. 2. — 4. Cette maison était située rue de l'Aguillerie (aujourd'hui rue Gambetta), à côté de la maison de l'Echevinage. Cf. n^{os} CX et CXVIII. — 5. Un acte du 28 mars 1287 (Arch. de la Vienne G 1143) indique que les cens dits *undrabiles* se doublaient à muance de seigneur. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, t. XXVIII, 1863, p. 225. Le mot *undrabilis*, que ne renferme pas le Lexique de Du Cange, est une altération de *honorabilis*, qui se retrouve en provençal. — 6. *valeant* AB. Lire *valeat*. — 7. Il ne reste plus que les attaches des deux sceaux pendants sur double queue de parchemin, dont l'un devait être celui de l'abbé de Bourgueil et l'autre celui de son monastère.

CCXXXII

Lettre en latin « en date du jeudi devant la Decollacion mil III^e XIIIII, par laquelle appert que Pierre de Bourges¹, lors maire de Poitiers, en allant au service du roy, et les gens de la commune avec luy, au lieu de Chasteleraud survint le prevost moyne du Monstierneuf qui luy amena partie des gens de la dicte abbaye, et, parce qu'ilz n'y esloient lous, suplia mon dil seigneur le maire n'estre mal content et s'en relourna par permission du dil maire querir le residu de ses gens, lesquelz il bailla au dil maire avec son estandard, auquel maire le dil prevost moyne et ses gens firent serment de fidélité². »

22 août 1314

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 8 (A XVII).

1. Le véritable nom de ce maire est Pierre de Berry. Cf. p. 331, n. 3. Il appartenait sans doute à la même famille que Jean de Berry, qui fut maire

en 1252, 1253, 1258 et 1265 (cf. n^{os} LXII, CLXIX). — 2. Le maire de Poitiers était le chef militaire, non seulement de la milice communale, mais aussi des contingents de toute la châtellenie de Poitiers. Cf. n^{os} CCXXXVII, CCLXVIII, CCLXX.

CCXXXIII

*Robin Le Quot, procureur de la commune, ratifie l'arrentement
du portail et du verger cédés par l'abbé de Bourgueil.*

23 octobre 1314

Original, Arch. mun. F 24.

Universis presentes licteras inspecturis, Guillelmus Deme-
rii, clericus, gerens sigillum regium apud Pictavis constitutum,
salutem in Domino. Noveritis nos vidisse et diligenter ins-
pexisse quasdam licteras, sigillis religiosorum virorum fratris
Gileberti, humilis abbatis monasterii Beati Petri de Burgolio
ejusque loci conventus, ut prima facie apparebat, sigillatas,
formam que sequitur continentes : (*Suit le texte de l'acte du
30 juin 1314*). Quas quidem tradicionem, affirmacionem et
accenssacionem omnium et singulorum premissorum, eisdem
majori et communie a dictis religiosis, prout in dictis litteris
est expressum, quarum tenor superius exprimitur, sic factas,
Robinus Le Quot, procurator dictorum majoris et communie
litteratorie destinatus, in jure personaliter constitutus, nomine
procuratorio laudavit, approbavit, ratificavit, rata, grata
et firma haberi voluit perpetuo, necnon et virtute et racione
predictarum tradicionis, affirmacionis et accenssacionis, pre-
dictis majori et communie a dictis religiosis factarum de om-
nibus et singulis premissis, dictus procurator nomine procu-
ratorio predicto promisit, pro dictis majore et communia et
successoribus eorundem, sub fide ab ipso procuratore super
hoc prestita corporali et sub obligacione omnium bonorum
dictorum majoris et communie, predictos quinque solidos
annue cense et predictos duos denarios undrabiles censsus
reddere et solvere dicto priori Sancti Porcharii, qui pro tem-
pore fuerit, quolibet anno in quolibet festo Omnium Sancto-

rum, et omnia et singula predicta perpetuo ex nunc fideliter, firmiter tenere, actendere et inviolabiliter observare, sub fide et obligacione predictis, et in cuntrarium de cetero per se vel per alium seu alios non facere vel venire, casu aliquo contingente. In cujus rei testimonium nos, ad suplicacionem dicti procuratoris, super premissis iudicio curie regie iudicati et condempnati, dictum sigillum presentibus lictis duximus apponendum. Datum in presencia mei Gaufridi Boetardi, clerici et dicte curie notarii, qui premissa scripsi meoque [signo] ¹ signavi requisitus, die mercurii post festum Beati ² Luce evangeliste, anno Domini M^oCCC^o quarto decimo.

Boetart (*seing manuel du notaire*).

1. Ajouter *signo* qui a été omis devant *signavi*. — 2. Le manuscrit porte *beti*.

CCXXXIV

Louis X le Hulin mande au sénéchal de Poitou d'obliger les habitants de Poitiers et de la banlieue à contribuer aux frais de voyage et de séjour des députés, que la commune avait envoyés à Paris, à l'assemblée convoquée par Philippe le Bel pour la réformation des monnaies.

22 mai 1315

A. Man. d'Auzance, fol. 78. — B. Man. d'Auzance, fol. 91 v^o.

Ludovicus ¹, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Conquesti sunt nobis major et jurati communitatis Pictavensis quod, cum karissimus dominus et genitor noster per suas eis mandasset literas, ut ipsi tres vel quatuor homines communitatis predictae pro ordinatione monetarum ad ejus presentiam destinare curarent ², qui quidem major et jurati, mandato ipsius cum qua decuit reverentia parere volentes, certas ad ipsum personas, ut asserunt, transmiserunt, dicteque persone, tam veniendo, morando quam redeundo, pro communi

commodo dicte ville misias fecerunt et expensas, ad quarum solutiones habitatores Pictavenses et suburbani et alii homines de banleuca injuste et indebite contribuere recusant, ut dicitur. Mandamus vobis quatenus predictos habitatores Pictavenses, suburbanos et alios homines de banleuca ad contribuendum in dictis misiis et expensis, justis tamen et moderatis, prout de his vobis liquebit, juxta facultates cujuslibet, prout justum fuerit et ipsos seu eorum quemlibet ad id, vocatis evocandis, teneri noveritis, efficaciter compellatis, ita quod ad nos super hoc ulterius non referatur querela. Datum Parisius XXII^a die Maii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo quinto.

1. Louis X le Hutin régna du 29 novembre 1314 au 5 juin 1316. — 2. Par lettres du 2 octobre 1314 Philippe le Bel avait invité les bonnes villes de son royaume à envoyer chacune 3 ou 4 députés à Paris pour le 1^{er} novembre, afin de régler à nouveau le cours et l'aloi des monnaies. Cf. *Ordonnances*, t. I, p. 548, extrait du registre *Noster de la Chambre des comptes*, avec la liste des 43 villes qui envoyèrent des députés et le texte de l'accord fait avec eux.

CCXXXV

Louis X enjoint au maire et aux jurés de Poitiers de venir le rejoindre en armes, à Arras, à la prochaine fête de Ste Marie Madeleine.

4 juin 1315

A. Man. d'Auzance, fol. 47. — B. *Ibid.*, fol. 77 v^o. — C. *Ibid.*, fol. 96.

Ludovicus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilectis nostris majori et juratis Pictavensibus, salutem et dilectionem. Significamus vobis quod nos diem medietatis presentis mensis Junii vobis, ut in equis et armis interessetis nobis apud Attrebatum, per alias nostras litteras assignatam, usque ad instans festum Beate Marie Magdalene¹ continuamus et prorogamus ex causa et quia didicimus quod, quantum² ad vos, hoc distulistis³ et omisistis parare, propter quedam verba mendaciter seminata, nos pacem cum Flammigeris fecisse, quod falsum est. Idcirco vos attente requirimus et vobis mandamus

districte quatenus, propter verba aliqua jam prolata vel proferenda, nisi de his per nostras litteras vobis constet, dictis die et loco nobiscum in equis et armis non omittatis, juxta formam priorum litterarum nostrarum, personaliter interesse, ad nostrum servitium sic competenter parati, quod ob hoc vobis amplius¹ teneamur. Datum Parisius IIII die Junii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo quinto.

1. 22 juillet. En réalité, c'est seulement le 25 juillet 1315 que Louis X prit l'oriflamme à Saint-Denis ; avant de marcher sur la Flandre, il célébra son mariage avec Clémence de Hongrie le 3 août (*Hist. de Fr.*, t. XX, p. 614). L'armée ne fut réunie à Lille qu'au mois de septembre (*ibid.*, p. 697). Philippe, comte de Poitiers, qui prit part à cette expédition, était encore à Poitiers le 25 août (n° CCXXXVI), à Saint-Savin le 26 août (n° CCXXXVII). Les pluies, qui transformèrent le camp de Bondues en un marécage, obligèrent le roi à licencier son armée sans avoir rien fait (*Hist. de Fr.*, t. XX, p. 614, 698). — 2. *quod B, quantum AC.* — 3. *non distulistis ABC.* — 4. *per amplius AC.*

CCXXXVI

Philippe, comte de Poitiers, ayant reçu 250 livres du maire de Poitiers pour l'expédition de Flandre, déclare que celle aide ne doit pas constituer un précédent au préjudice des privilèges de la commune.

25 août 1315 .

A. Original, Arch. mun. A 15¹. — B. Man. d'Auzance, fol. 92.

Philippus, regis Francorum filius, comes Pictavensis Burgondieque palatinus ac dominus de Salinis². Notum facimus quod, cum major et communitas civitatis nostre Pictavensis nobiscum, racione istius presentis Flandrensis exercitus, ad ducentas quinquaginta libras turonensium finaverint³, nolumus nec nostre intencionis existit, quod ista financia privilegiis et libertatibus ipsorum majoris et communitatis, si que in hoc casu habeant, aliquod prejudicium generet nec nobis jus novum acquiratur nec prejudicium generetur. Actum Pictavis XXV^a die Augusti, anno Domini millesimo CCC^o quinto decimo.

1. Il reste des fragments du sceau en cire rouge sur simple queue de parche-

min. — 2. Philippe le Long, né en 1293, était devenu comte de Poitiers en décembre 1311. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 79. Mais il n'en eut que le titre jusqu'à la mort de son père Philippe le Bel et même pendant les premiers mois du règne de son frère Louis X. On voit qu'il n'était pas encore complètement en possession de son apanage en juin 1315, puisque la convocation précédente était adressée directement au maire de Poitiers par le roi. C'est le 15 août 1315 que Louis X érigea le comté de Poitiers en pairie (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 115) : c'est sans doute peu avant cette date que Philippe le Long était enfin devenu maître de son fief et avait obtenu de la commune de Poitiers l'aide dont il est question ici. Son mariage avec Jeanne de Bourgogne, en janvier 1307, l'avait fait comte palatin de Bourgogne et seigneur de Salins. Cf. Lehu-gueur, *Histoire de Philippe le Long*, p. 10 et suiv. — 3. Ce subside pour l'expédition de Flandre de 1315 avait été levé en Poitou par Pierre de Villeblevin, qui était encore sénéchal, suivant les instructions de Pierre d'Arrablay, chancelier du comte de Poitiers, qui fut chancelier de France de juillet 1316 à janvier 1317. Cf. ci-dessus, n° CCXXVIII, n. 1, et *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 140, n. 2.

CCXXXVII

Philippe, comte de Poitiers, prescrit au sénéchal de Poitou de faire une enquête pour savoir si les bourgs de Montierneuf et de Saint-Hilaire et quelques autres villages sont de la suite du maire et de la commune de Poitiers.

26 août 1315

A. Man. d'Auzance, fol. 78 v°. — B. *Ibid.*, fol. 92.

Philippus, regis Francorum filius, comes Pictavensis Burgundieque palatinus ac dominus de Salinis, senescalco Pictavensi. Mandamus vobis quatenus, vocato procuratore nostro et aliis evocandis, inquiratis cum exacta diligentia veritatem si burgi Monasterii Novi et Sancti Hilarii Pictavensis necnon plures ville, quas major et communitas Pictavis vobis nominabunt, sunt et ab antiquo consueverunt esse de secta dictorum majoris et communitatis an non¹, et de rationibus, que a procuratore nostro in contrarium et a quibuscunque hoc tangentibus proponentur, et inquestam, quam inde feceritis, nobis sub sigillo vestro inclusam fideliter remittatis. Actum apud Sanctum Savinum² XXVI^a die Augusti, anno Domini millesimo trecentesimo decimo quinto.

1. Cf. n° CCXXXII, CCLXVIII, CCLXX. — 2. Saint-Savin, arrondissement de Montmorillon.

CCXXXVIII

Jean Affroy, luleur de ses frères Pierre et Jacques Affroy, et Mathieu Affroy, leur frère, cèdent à Guillaume Alemant, moyennant une rente de douze seliers de froment, les emplacements de deux moulins leur appartenant, situés sur le Clain à Chassaigne.

21 février 1316 n. st.

Original, Arch. mun. P. 26.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes Bouteroe, gerens sigillum domini comitis Pictavensis apud Pictavim constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod, in jure personaliter constituti, Johannes Affredi, clericus, tutor seu curator Petri et Jacobi Affredi ¹, ejus fratrum, prout in quibusdam litteris sigillo magistri Johannis Gaborelli, tenentis quondam locum nobilis viri domini Petri de Villa Bloana, senescalli Pictavensis et Lemovicensis, sigillatis plenius contineri vidimus ², et Matheus Affredi, frater dictorum fratrum, confessi fuerunt et publice recognoverunt, videlicet dictus Johannes pro se, heredibus successoribusque suis et nomine tutorio sive curatorio dictorum Petri et Jacobi, fratrum suorum, et pro ipsis, et dictus Matheus pro se, heredibus successoribusque suis, se in perpetuum tradidisse et concessisse et adhuc tradunt et concedunt Guillelmo Allemani ³, civi Pictavis, in jure presenti accipientique et retinenti ab ipsis Johanne et Matheo, nominibus quibus supra, ad opus ejusdem civis, heredum successorumque suorum et causam ab ipso habencium et habiturorum, ad annuam et perpetuam admodiacionem, pensionem sive firmam duodecim sextariorum frumenti boni, novi, puri et recipialis, ad mensuram Pictavensem, reddendorum solvendorumque eisdem Johanni et fratribus suis, heredibus successoribusque eorundem et causam ab ipsis habentibus et habituris, ab eodem cive et suis et causam ab eo habentibus et habituris, apud Pictavim, ad domum dictorum fratrum et suorum, de cetero in perpetuum

singulis annis, in festo Sancti Michaelis, duas plateas, in quibus solebant esse molendina ipsorum fratrum, sitas apud Chasseynes ⁴, in fluvio Clani, inter calceatam molendini religiosorum virorum abbatis et conventus Monasterii Novi Pictavis, ex una parte, et molendinum domini Petri de Rochereau ⁵, presbiteri, ex altera, una cum calceatis, bouchaudis, piscatura, eschive ⁶, cursu aque et omnibus et singulis juribus et pertinenciis dictarum platearum, et omne jus actionis, proprietatis, possessionis et domanii, quod ipsi Johannes et ejus fratres predicti habent, habere possunt et debent, quacumque causa, titulo sive ratione, in plateis, bouchaudis, calceatis, piscatura, eschive, cursu aque et pertinenciis supradictis.

1. Des quatre frères Affroy mentionnés ici, trois seulement, Jean, Jacques et Mathieu, figurent sur l'acte du 7 janvier 1329, par lequel ils vendent à la commune de Poitiers, pour la somme de 50 livres, la rente de 12 setiers de froment, due en vertu de cet acte du 21 février 1316 : Pierre Affroy était sans doute mort dans l'intervalle ; les trois survivants portent le titre de clercs en 1329 (Arch. mun. F 26). — 2. Le texte de ces lettres de tutelle est reproduit ci-dessous. — 3. Guillaume Alemant, qui fut dix fois maire de Poitiers de 1301 à 1327, paraît être mort dans les derniers mois de l'année 1328. Il résulte de l'acte du 7 janvier 1329 qu'il avait laissé à la commune les moulins de Chassaigne que lui avaient cédés les frères Affroy. — 4. Cf. n° V, n. 2. — 5. Rochereuil. Cf. n° VII, n. 2. — 6. Rédet, *Inventaire*, p. 107, dans son analyse de cet acte, écrit : *eschire*. L'original porte : *eschive*. Ce mot, que n'indique pas le Dictionnaire de Godefroy, dérive du verbe *eschiver*, fuir, et signifie « fuite, canal de fuite ». *Bouchaud* est un mot poitevin signifiant vanne placée à l'écluse d'un moulin.

Que platee movent, ut asserebant dicti Johannes et Matheus, videlicet prima, a parte ville Pictavis sita, a religiosis viris abbate et conventu predictis, ad quinquaginta solidos annue et perpetue cense sive firme, solvendos quolibet anno, in Nativitate Domini et in Nativitate Sancti Johannis Baptiste per medium ¹, et alia platea, que est a parte molendinorum dictorum abbatis et conventus, a priore et capitulo ecclesie Beate Radegundis Pictavis et a religiosis dominabus abbatissa, conventu et capiceria Sancte Crucis Pictavis, ad quadraginta solidos monete currentis annue et perpetue firme seu cense, solvendos in quolibet festo Omnium Sanctorum, videlicet viginti solidos dictis priori et capitulo et alios viginti solidos capicerie supradicte. Que quidem duodecim sex-

taria frumenti, ad mensuram predictam, admodiacionis perpetue, pensionis sive firme promisit et tenetur dictus civis pro se et suis, fide data sub obligacione dictarum platearum traditarum et edificiorum ibidem faciendorum et omnium bonorum suorum, mobilium et immobilium, presencium et futuro- rum, reddere et solvere dictis Johanni et ejus fratribus et suis et causam ab ipsis habentibus et habituris, de cetero in perpetuum singulis annis, in festo Sancti Michaelis supradicto, et, ultra dictam admodiacionem, reddere et solvere per manum suam personis predictis predictas census seu firmas pecunie, scilicet quatuor libras et dimidiam, terminis superius nominatis, de cetero in futurum, et ipsos Johannem et ejus fratres predictos et suos et causam ab ipsis habentes et habituros de predictis quatuor libris et dimidia firme seu cense, ratione dictarum platearum debitis, versus dictas personas, quibus debentur, de cetero in perpetuum deliberare et etiam acquiptare, ipsosque Johannem et ejus fratres et suos et causam ab ipsis habentes et habituros super hoc versus personas predictas penitus et perpetuo indempnes observare. Et omnia dampna *etc.*

1. Le compte des dépenses de la commune de Poitiers pour l'année 1388 porte une somme de 50 sous, versée au procureur et receveur de l'abbaye de Montierneuf pour cause des moulins de la commune situés à Chassigne (Arch. mun. K 1). On n'y voit pas figurer la redevance de 40 sous indiquée ici comme due pour l'un de ces moulins, moitié au prieur de Sainte-Radegonde, moitié à la chévécrière de Sainte-Croix.

Tenor vero dictarum litterarum tutoriarum sive curatoriarum predictæ ¹ sequitur in hec verba :

« Memoria est quod nos, Johannes Gaborelli, locum tenens nobilis viri domini Petri de Villa Bloana ², senescalli Pictavensis, Johannem Affredi, clericum, in jure coram nobis personaliter constitutum, asserentem se una cum Johanne Burgense, clerico, avunculo suo, per prestita juramenta, etatis viginti annorum vel circa esse, Matheo Affredi ³, clerico, etatis quatuordecim annorum, Perroto, etatis duodecim annorum et Jaqueto Affredi, etatis decem annorum vel circa, ut asserebant, petentibus et volentibus tutorem seu curatorem dedimus. Qui tutor seu curator juravit ad sancta Dei evan-

gelia coram nobis causas dictorum Mathei, Perroti et Jaqueti utiliter agere, utilia ipsorum minorum proponere, inutilia pretermittere, remque ipsorum salvam fore. Dato super hoc fidejussore Johanne Burgense predicto, qui pro dicto tutore seu curatore super premissis solempniter intercessit. Et ipsos Johannem Affredi, Matheum, Perrotum, Jaquetum et fidejussorem judicio curie nobilis viri domini comitis Pictavensis ⁴ judicavimus de premissis. Datum sub sigillo nostro, presentibus Johanne de Laygne et Johanne Xansone, clericis, die lune post reoctabas ⁵ Trinitatis Domini, anno ejusdem millesimo trecentesimo quinto decimo. »

1. Lire *predictarum*. Le mot fait d'ailleurs double emploi avec *dictarum* qui précède. — 2. Ces lettres de tutelle, en date du 2 juin 1315, attestent qu'à cette date Pierre de Villeblevin était encore sénéchal de Poitou. Cf. n° CCXXVIII, n. 1. Il ne l'était sans doute plus le 21 février 1316 : c'est ce que paraît indiquer l'emploi de l'expression *tenentis quondam locum*. Il siégeait au Parlement en 1316 (*Olim*, t. II, p. 626). — 3. Mathieu Affroy, qui était en tutelle le 2 juin 1315, n'y était plus le 21 février 1316 : il avait dû être émancipé dès qu'il eut quinze ans révolus. — 4. D'après cet acte, il semblerait que Philippe le Long fût déjà en possession de son apanage le 2 juin 1315. Cependant la convocation du 4 juin 1315 pour l'expédition de Flandre (n° CCXXXV) était encore adressée directement par le roi au maire de Poitiers. — 5. 2^e octave.

In quorum premissorum testimonium, nos, Johannes Bouteroe predictus, ad supplicationem dictorum civis Johannis et Mathei, qui, quoad observacionem premissorum, se, suos et sua predicta jurisdictioni ejusdem domini comitis supposuerunt et qui super premissis judicio curie dicti domini comitis fuerunt judicati et condempnati, dictum sigillum presentibus litteris duximus apponendum. Datum presentibus Guillelmo de Chire, Johanne Affroy, presbitero, Johanne Burgense, Briencon Allemanni et Johanne Pasticerii, clericis, die sabbati ante Cathedram Sancti Petri ¹, anno Domini millesimo trecentesimo quinto decimo.

Barbe (*seing manuel du notaire*).

1. La fête de la Chaire de saint Pierre est indiquée au 22 février sur le calendrier poitevin que renferme le missel dit de Sainte-Radegonde, datant du xii^e s. (Bibl. mun. de Poitiers, n° 132). Cet acte est donc du 21 février et non du 17 janvier, comme l'indique Rédet, *Inventaire*, p. 107.

CCXXXIX

Pierre Micheau ¹, de la paroisse de Cissé ², vend à *Pierre Le Hucheur*, aumônier de l'échevinage, pour le prix de 50 sous, une renle d'un selier de froment et d'un chapon sur sa maison au village de Lhic ³ et sur des terres vers Lonchard ⁴.

29 février 1316 n. st. ⁵

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 342 (BBBBB XXV). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. du village de Lec B. Lhic, hameau, commune de Cissé. — 2. Sissé A, Cissec B. — 3. Syc B. Lire Lyc. Aujourd'hui Lhic. — 4. Village, commune de Cissé. — 5. dimanche *Invocavit mil III^e XV A*, 1315 B.

CCXL

Lettres de Philippe V aux habitants de 30 villes, entre autres de Poitiers, les invitant à envoyer des députés à Bourges le jour de Pâques fleuries, pour délibérer sur le fait des monnaies.

27 janvier 1317 n. st.

Arch. nat. JJ 54 A, n° 13, fol. 2 ¹. — EDITION. *Arch. hist. du Poitou*, t. XIII, p. 41.

1. Le registre donne le texte d'une lettre de Philippe V aux habitants de la ville de Paris, les invitant à envoyer des députés à Paris « à ceste prochaine quinzene des Brandons » (6 mars), avec une liste de 46 villes auxquelles ont été adressées des lettres dans les mêmes termes, et au-dessous : « *Alie fuerunt misse sub eadem forma, hoc mutato : que vous envoie vers nous à Bourges, à cestes Pasques flories, etc., ut supra. Sequuntur nomina : A Tours... à Poitiers* ». Cette seconde liste comprend 30 villes dont les députés sont convoqués à Bourges pour le dimanche des Rameaux (27 mars 1317). — Philippe le Long, devenu régent après la mort de Louis X (5 juin 1316), s'était fait proclamer roi après la mort de son neveu Jean, fils posthume de Louis X (19 novembre) : la cérémonie du sacre avait eu lieu à Reims le 9 janvier 1317. Pour se faire reconnaître comme roi légitime par l'opinion publique, il réunit à Paris, le 2 février, des grands, des prélats et des bourgeois de Paris, tout en convoquant les députés de la langue d'oïl à Paris pour le 6 mars, ceux de la langue d'oc à Bourges pour le 27 mars. Cf. Lechugeur, *Histoire de Philippe le Long*, p. 28, 73, 89, 85, 365. Ces assemblées ne devaient pas s'occuper seulement des monnaies. Cf n° CCXLIV.

CCXLI

Philippe V mande au sénéchal de Poitou de faire cesser les empièlements du prévôt de Poitiers sur la juridiction du maire.

21 février 1317 n. st.

Man. d'Auzance, fol. 100 v^o.

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi ¹ vel ejus locum tenenti, salutem. Conquesti sunt nobis major ² et communitas Pictavensis quod, cum ipsi soli et in solidum cognitionem et jurisdictionem habeant quarumlibet personarum in servitio ac de pane et vino sue communie juratorum existentium, et jure sint et hactenus pacifice fuerint in possessione vel quasi, nunc prepositus noster firmiter Pictavensis personas hujusmodi coram se de facto trahit in causam, de die in diem nitens eas in casibus ad se non pertinentibus facere respondere, sic ipsos conquerentes in dicta sua possessione turbando indebite et de novo. Quocirca mandamus vobis quatenus, si, vocatis dicto preposito et aliis evocandis, inveneritis ita esse, prepositum ipsum ab his desistere compellentes, ipsos conquerentes ³ in dicta sua possessione manuteneatis, ut fuerit rationis. Datum Parisius XXI^a die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo sexto.

1. Devenu roi le 19 novembre 1316, Philippe V avait fait rentrer le comté de Poitiers dans le domaine royal, par lettres du 21 décembre 1316 (*Ordonnances*, t. XI, p. 444). Le sénéchal de Poitou, en 1317, était Jean d'Orour (n^o CCXLVI). Il est probable qu'il avait succédé à Pierre de Villeblevin entre le 2 juin 1315 et le 21 février 1316. Cf. p. 342, n. 2. Il fut remplacé par Régnaud Cluygnet entre le 26 juillet 1219 (n^o CCLIV) et le 27 mai 1320 (CCLVIII). — 2. Le maire de Poitiers était alors Guillaume Coindé. Cf. p. 331, n. 8. — 3. Le manuscrit porte *conquirentes*. Lire *conquerentes*.

CCXLII

Philippe V enjoint au sénéchal de Poitou de réprimer les abus de pouvoir du prévôt de Poitiers.

27 février 1317 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 100 v^o.

Philippus, Dei gratia [Francorum et Navarre rex, senescallo] ¹ Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Conquesti sunt nobis major et communitas Pictavensis quod prepositus ²... homines prefatos, in quibus nullam habet, ut asserunt, justitiam aut jurisdictionem seu cognitionem aliquam, quin imo ad vos seu vestrum locum tenentem pertinere dicuntur, facit coram ipso ad judicium evocari, juratosque dicte communie, qui sunt, ut asserunt, privilegiati, contra suam libertatem antiquam ratione quarumdam subventionum coram se trahit in causam, multasque extorsiones et injurias contra dicta privilegia et eorum libertates eisdem, ut asserunt, afferre non cessat. Quare mandamus vobis quod, si vobis ³... constiterit ita esse, ipsum prepositum, ut a premissis ratione [previa] ⁴ desistat, penitus compellentes, ipsum ⁵... puniendo, eidem ex parte nostra precipiatis ne talia contra dictos conquerentes indebite in posterum attentare presumat, attentata, si que sunt indebite contra ipsos, ad statum debitum reponi, ut ad vos pertinet, facientes. Datum Parisius XXVII die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo sexto.

1. A laisse un blanc entre *gratia* et *Pictavensi*. Rétablir *Francorum et Navarre rex senescallo*. — 2. A laisse un blanc d'une ligne et demie. — 3. A laisse un blanc. Rétablir sans doute *vocalis evocandis*. — 4. *prima* A. Lire *previa*. Cf. n° CLXXV. — 5. A laisse un blanc.

CCXLIII

Philippe V enjoint au sénéchal de Poilou de rendre au maire de Poitiers le libre exercice de sa juridiction criminelle, suspendu par le sénéchal son prédécesseur.

mars 1317 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 100 v°.

Philippus, Dei gratia Francorum ¹ et Navarre rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Ex parte majoris et communitatis ville Pictavensis nobis extitit conquerendo ² monstratum quod, cum essent et fuissent ab

antiquo in possessione vel quasi ³ cognitionem causarum criminalium hominum suorum dicte communie Pictavensis habendi et de ipsis cognoscendi et fine debito ipsas terminandi usque ad tempus impediti per predecessorem vestrum senescallum Pictavensem eisdem, ut dicitur, impositi, predictus ⁴ predecessor vester dictos majorem et communitatem ⁵ sine cause cognitione in premissis impediens et perturbans, cognitionem et executionem causarum predictarum ad manum nostram posuit pro sue libito voluntatis, in ipsorum conquerentium grave prejudicium et gravamen. Quare mandamus vobis quatenus, si, vocato procuratore nostro et aliis evocandis, vobis constiterit de premissis, impedimentum hujusmodi exinde amoventes, ipsos majorem et communitatem sua possessione vel quasi predicta uti et gaudere permittatis, nisi ⁶ sit aliud rationabile quod obsistat. Datum Parisius die 7... Martii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo sexto.

1. *Franciae* A. Lire *Francorum*. — 2. *conquirendo* A. Lire *conquerendo*. — 3. A laisse un blanc après *quasi* : cependant le sens n'indique pas de lacune. — 4. *ut praemissus praedictus* A. Nous croyons devoir supprimer *ut praemissus*. — 5. *communitatem praedictam* A. Nous supprimons *praedictam*. — 6. *nec* A. Lire *nisi*. — 7. A laisse un blanc près *die*. Le quantième manque.

CCXLIV

Philippe V défend aux officiers royaux de porter atteinte aux privilèges de la ville de Poitiers.

8 avril 1317

A. Original, Arch. mun. A 16. — B. Man. d'Auzance, fol. 97.

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, universis senescallis, vigeriis, iudicibus, aliis meis officialibus et ministris, ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Cum nos, pro habenda deliberatione faciendi provisionem super bono statu regni nostri et incolarum ejusdem, procuratores nonnullarum bonarum villarum et locorum insignium dicti regni nuper apud Bicturigis fecerimus ad nostram presentiam convocari ¹, ipsisque ibidem presentibus coram nobis et pluribus

deliberationibus habitis, nobis ex parte ipsorum fuerit inter cetera requisitum et etiam supplicatum, quod nos in dicto regno nostro facere teneri justitiam et servari vellemus, ipsosque et alium populum nostro subjectum regimini manutenere et servare in tranquillitate et pace, modo et forma, quibus tempore beatissimi Ludovici, proavi nostri, factum exitit et servatum ; super quibus sic eis fecimus in nostra presentia responderi, quod hoc fuerat et adhuc erat et erit deinceps, auxiliante Domino, nostre voluntatis intentus, et sic semper cura pervigili facere disponimus toto posse. Verum, cum procuratores prefati, asserentes quod vos, senescalli, predecessores vestri, usus antiquasque et approbatas consuetudines, libertates, franchisias, jurisdictiones et privilegia eorundem retroactis infregeratis temporibus et adhuc infringere et multas novitates inferre contra justitiam, ordinationes ac statuta dicti proavi nostri necnon carissimorum dominorum avi, genitoris et germani nostrorum ¹, super hoc editas et concessas eisdem, minime cessabatis, nobis humiliter supplicarunt, ut super hoc indempnitati ipsorum ac paci providere salubriter de benignitate regia dignaremur.

1. Il s'agit de l'assemblée du 27 mars. Cf. n° CCXL, n. 1. — 2. Philippe le Hardi, Philippe le Bel et Louis X.

Nos itaque, fidelitatis ipsorum constanciam ac devotionis intime puritatem, quibus per exhibitionem operis promptitudine fructuosa se nobis reddiderunt acceptos, infra nostra precordia revolventes, ac considerantes quod illud nobis debeant observare fidelitatis debitum, quod predecessoribus nostris, Francorum regibus, hactenus servaverunt, sicut etiam procuratores predicti pro se, villis et aliis locis, quorum nomine tamquam procuratores comparuerant coram nobis, obtulerunt nobis ac, juramento per eos, quo supra nomine, super hoc prestito, promiserunt, prosequi volentes eosdem propter hoc speciali prerogativa favoris, volumus et mandamus quod usus, antique et approbate consuetudines, libertates ac franchisie eorundem necnon ordinationes predictae, statuta, privilegia sibi concessa vel aliter acquisita legitime et debite a tempore dicti proavi nostri, citra rationabilia tamen, et de

quibus usi pacifice fuerint deinceps, eisdem inviolabiliter observentur, et, si quid super eis contra justitiam factum a quoquam vel **atemptatum** fuerit, illud statim volumus ad pristinum et debitum statum de plano reduci et illatas novitates indebitas revocari, quas ex nunc tenore presentium etiam revocamus, ipsosque manuteneri et defendi in suis juribus, usibus, franchisiis, libertatibus, jurisdictionibus, privilegiis predictis et possessionibus legitimis eorumdem, tractarique favorabiliter et benigne.

Quo circa vobis et cuilibet vestrum precipimus et mandamus districtius injungentes quatenus, ad requisitionem habitatorum ville Pictavensis vel procuratorum ipsorum pro se et aliis locis senescallie Pictavensis, quorum nomine prestitum extitit juramentum predictum, necnon aliarum villarum et locorum, qui vobis nostro nomine et pro nobis prestare voluerint et prestiterint illud iddem, predicta omnia et singula, prout superius sunt expressa, teneatis, compleatis et exequamini diligenter ac inviolabiliter observetis tenerique, compleri, exequi et observari firmiter faciatis, scituri quod, si ad nos occasione predictorum vel aliquorum ex eis per culpam vestram, negligentiam aut defectum, recursus ulterior habeatur, vos inde taliter puniemus, preter nostre indignationis offensam, quod cedet ad laudem bonorum, malorum opprobrium atque penam.

In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Bicturigis VIII^a die Aprilis, anno Domini millesimo CCC^o septimo decimo.

Per dominum regem in consilio. P. Bair.

CCXLV

Philippe V défend aux Maîtres des comptes d'exiger aucune finance sur la rente de 200 livres constituée par feu Guillaume Gabel au profil de la commune de Poitiers.

10 avril 1317

A. Man. d'Auzance, fol. 97 v^o.

Philippus, Dei gratia Francorum ¹ et Navarre rex, dilectis et fidelibus nostris magistris computorum nostrorum, salutem et dilectionem. Si vobis constiterit quod nos vel predecessores nostri Guillelmo Gabeti ², quondam preposito ecclesie Pictavensis, emendi et acquirendi ducentas libras turonensium ³ annui redditus in feodis et retrofeodis nostris, ad pios usus pro anime sue remedio convertendas, licentiam dederimus aut permissum, hujus acquisitionis pretextu nullam exigi financiam contra hujusmodi licentiam faciatis ⁴; mandantes Pictavensi senescallo et ceteris officialibus nostris senescallie Pictavensis, ut, cognitione hujusmodi pendente, nullam majori et scabinis Pictavensibus, per quos dicti redditus exigi solent et ad pios usus converti, ratione finencie molestiam inferant aut inferri permittant. Datum Biturigis X^a die Aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo.

1. *Franciae* A. Lire *Francorum*. — 2. Cf. n^o XCIII. — 3. *turonenses* A. Lire *turonensium*. On sous-entend *denariorum*. — 4. *exigere faciatis* A. Nous supprimons *exigere*, qui fait double emploi avec *exigi*.

CCXLVI

Raymond, abbé de Charroux, et Guy de Bauçay, commissaire du roi au bailliage de Touraine et en la sénéchaussée de Poitou, mandent à Jean d'Orour, sénéchal de Poitou, de faire droit aux requêtes de l'abbé de Montierneuf, du prieur de Sainte-Radegonde et du maire de Poitiers.

21 avril 1317

Original, Arch. mun. D 6.

Raymons, par la permission divine humbles abbés de l'abbeye de Charroz ¹, et Guys de Baucay ², chevalier le roy nostre seignor, commissaire d'iceluy seigneur en la bayllie de Touraine et en la seneschaucie de Poytou à la reformation de l'estat do pays au commun profit do pays et des habitans, à noble home monseignor Johan de L'Orour ³, chevalier le

roy et son seneschal en Poytoun, saluz. Nous volons et vous mandons que vous, des requestes, complaints et articles à nous de l'abbé et do convent de Moustier Nuef de Poytiers, do priour et do chapitre de Sainte Ragont et do maire et do commun et des habitans de la vile de Poitiers bailliez ⁴, et les quex nous vous tremetons ⁵ enclos souz noz seaus, delivrez et metez à fin deue cen que ⁶ vous verrez que vous porrez bonement metre à point, affiner et delivrer et, sus les autres, vous enformez diligenment, sommierement et de plain, se mestier est ⁷, ainssi que ⁸, à nostre venue, par vostre information, nous puissons des diz articles, complaints et requestes, parachever, definer et metre à fin deue cen que par vous n'aura esté paraffiné et achevé, et, sus cen, vous ayez en tele maniere que la chose ne praigne pas dilacion par vostre negligence ⁹. Donné et de noz seaus saelé le jour de jeusdi avant la feste Saint George l'an de grace mil CCC et dis et sept.

1. Raymond de Châteauneuf, qui était déjà abbé de Charroux le 16 septembre 1292 et l'était encore le 1^{er} décembre 1332 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XXXIX, p. XL1), avait été nommé par Philippe le Long, le 16 janvier 1317, son commissaire en Poitou et en Touraine, conjointement avec Guy de Baugay et Amaury de Craon, seigneur de Sablé, sénéchal héréditaire d'Anjou, de Touraine et du Maine. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 147. Le troisième de ces commissaires du roi, qui ne figure pas ici, s'occupait sans doute spécialement de ce qui concernait la Touraine. Cf. *Ordonnances*, t. XV, p. 156. — 2. Guy de Baugay, dit Goman, seigneur de Chénéché (canton de Neuville), avait obtenu de Philippe le Bel, en décembre 1302, un droit d'usage perpétuel dans la forêt de Montreuil-Bonnin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 2), le 4 février 1308 la confirmation de l'assiette faite au Breuil-Mingot (commune de Poitiers), à Ayron et à Frozes (canton de Vouillé), par le sénéchal Pierre de Villeblevin, d'une rente de 200 livres tournois, primitivement assignée sur le trésor royal (*ibid.*, p. 21). Philippe le Long lui donnait, en janvier 1317, une rente perpétuelle de dix livres sur la seigneurie de Curzay (*ibid.*, p. 149), et en nov. 1317 le fief de Curzay (*ibid.*, p. 174); le 9 nov. 1317, il rendait héréditaire et perpétuelle la rente de 200 livres tournois qu'il lui avait précédemment donnée à vie sur les revenus de la châtellenie de Montreuil-Bonnin (*ibid.*, p. 172), et il confirmait en avril 1318 l'assiette de cette rente faite le 10 déc. 1317 par le sénéchal Jean d'Orour (*ibid.*, p. 182). Cette assiette fut modifiée par le roi Charles IV en juin 1324, après la mort de Guy de Baugay (*ibid.*, p. 223). — 3. Le nom de ce sénéchal est écrit *de Orour* dans un document émanant de lui (n° CCLII). Cf. ci-dessus, n° CCXLI, n. 1. — 4. c'est-à-dire baillés, remis par l'abbé de Montierneuf, le prieur de Sainte-Radegonde et le maire. — 5. transmettons. — 6. ce que. — 7. s'il le faut. — 8. de telle façon que. — 9. « L'objet du procès n'est pas indiqué », dit Rédet, *Inventaire*, p. 67, en analysant ce mandement. Il n'y est pas question d'un procès, mais de requêtes et de plaintes présentées aux commissaires du roi par l'abbé de Mon-

tierneuf, le prieur de Sainte-Radegonde et le maire de Poitiers. Les plaintes du maire sont sans doute celles auxquelles le roi s'était déjà montré tout disposé à faire droit dans ses mandements du 21 et du 27 février, de mars et du 8 avril (n^{os} CCXLI-CCXLIV).

CCXLVII

Les maire, bourgeois et échevins de Poitiers prêtent serment de fidélité à Philippe, roi de France et de Navarre, et promettent de lui obéir, ainsi qu'à son héritier mâle¹, contre toutes personnes, « sans interruption ne innovacion de leurs privilèges, lesquelz il confirma par lesd. lectres ».

avril 1317²

Titre perdu. ANALYSE: Reg. 13, p. 9 (A XX).

1. L'assemblée du 2 février 1317 (cf. n^o CCXL, n. 1), en ratifiant le couronnement de Philippe le Long, avait reconnu les droits de son fils Philippe à sa succession. Ce fils de Philippe le Long mourut le 18 février 1317 à l'âge de 8 mois. La mention de l'héritier mâle n'en continua pas moins à figurer dans la formule du serment de fidélité des villes: Cf. Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, p. 98, 366. — 2. datées de l'an mil III^e XVII ou mois d'avril, signées sur le reply : *Per dominum regem in concilio* [lire : *consilio*] P. Baron.

CCXLVIII

Guy de Bauçay, commissaire du roi en Touraine, Poitou et Sainlonge, mande au sénéchal de Poitou de contraindre les prévôts et autres officiers royaux de la sénéchaussée à jurer d'observer fidèlement les ordonnances du feu roi Philippe le Bel.

3 juillet 1317

Original, Arch. mun. C 6.

Guis de Baucay, chevalier, commissaire deputez de par nostre sire le roy de France es parties de Touraine, de Poytou et de Xainctonge à la reformation do pays¹, au seneschal de Poytou, saluz. Nous vous mandons et commandons de par le

roy nostre seignor dessusdit que vous contraigniez et porforciez, en la meillour maniere et plus cogent ² que vous porrez, les prevoz et lors lieuztenanz et vostres lieux tenanz et touz les autres officiaus do dit nostre seignor le roy et sergens et lors aloez de vostre dite seneschaucie, à jurer publicament, es lieux et davant ceus que vous verrez qu'il fera à faire, que il tendront fermement et inviolablement les ordenances de home de bon memoire monseignor Philippe, jadiz roy de France, pere nostre seignor le roy qui ores est, en la maniere que il est contenu es lettres confectes sus les dites ordenances, et les tenez et faites tenir fermement sanz corrompre par touz articles de touz les sougez ³ do dit nostre seignor le roy de la dite seneschaucie ; et en tele maniere ⁴ tenez, gardez et accomplissiez, faites tenir, garder et accomplir les ordenances faites en la dite seneschaucie par religieux home et honeste l'abbé de Charroz et par nous, et de ce faites tant que vous n'en puissiez estre repris de negligence. Donné souz nostre seau, le jour de dimaine empres la feste des apostres Saint Pierre et Saint Poul l'an de grace mil CCC dis et sept.

1. Cf. n° CCXLVI. — 2. la plus coercitive. — 3. sujets. — 4. de même.

CCXLIX

Mandement de Philippe V au sénéchal de Poitou, lui enjoignant de maintenir le chapitre de Notre-Dame-la-Grande en possession du droit de garder les clefs de la ville pendant les Rogations.

9 décembre 1317

A. Vidimus du 16 mai 1318, Arch. de la Vienne G 1086. — B. Copie du xviii^e d., même liasse. — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 577. — EDITION. a. Thibaudeau, *Hist. du Poitou*, t. I, p. 438.

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi, salutem. Conquesti sunt nobis cantor¹ et capitulum ecclesie Beate Marie Majoris Pictavensis quod, cum ipsi sint et eorum predecessores fuerint, nomine dicte ecclesie, a

tanto tempore quod de contrario memoria hominum non existit, in possessione et saisina pacifica, vel quasi, habendi nundinas in civitate Pictavensi, anno quolibet, diebus martis et mercurii ante Rogationes, et ibidem, dictis diebus, omnimodam altam et bassam justiciam exercendi, necnon habendi et custodiendi claves portarum dicte civitatis, videlicet a die lune, hora vesperarum, usque ad diem mercurii tunc immediate sequentem usque ad noctem, pro juribus et libertatibus ad ipsos cantorem et capitulum nomine dicte ecclesie spectantibus conservandis ; cumque major et jurati communie Pictavensis dictos cantorem et capitulum alias in dicta sua possessione, vel quasi, ut asserunt, impediverint minus juste, et super impedimento hujus modi, senescallus Pictavensis, qui tunc erat, vocato procuratore dictorum majoris et juratorum communie predictae, de mandato regalis curie sibi facto, per eundem super hoc facta inquesta, per definitivam sententiam a qua, ut dicitur, non existit appellacio, pronunciaverit impedimentum predictum, per dictos majorem et juratos super predictis appositum, fore penitus amovendum, prout in litteris dicti senescalli, super hoc confectis, plenius dicitur contineri²; nichilominus vos, virtute quarundam litterarum, per predictos majorem et juratos, asserentes tunc quod dicti cantor et capitulum ipsos excommunicatos fecerant, in nostre jurisdictionis prejudicium, a nobis, antequam ad nos regimen regni Francie devenisset, obtentarum, licet juxta tenorem dictarum litterarum nostrarum, major et jurati dictorum cantoris et capituli sumptibus fuerint absoluti et nobis, ratione comitatus Pictavensis, causa dicte excommunicacionis fuerit [delata]³, licet ad hoc nullatenus tenerentur, quod per plures rationes iidem cantor et capitulum parati sunt ostendere, sicut dicunt, distulistis et adhuc differtis impedimentum, post et contra dictam sententiam iterum indebite appositum, videlicet claves predictas occultando et eas eisdem cantori et capitulo tradere renuendo, debite amovere dictamque sententiam juxta ipsius tenorem execucioni debite demandare, in ipsorum cantoris et capituli dampnum non modicum et gravamen. Quare mandamus vobis quatenus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit de predictis, dictum impedimentum

juxta tenorem dicte sentencie, de qua vobis liquebit, nisi ab ea fuerit appellatum et in rem transierit judicatam, faciatis debite amoveri. Si vero major et jurati se opponant coram vobis, rationibus et deffencionibus dictarum partium auditis, exhibeatis eisdem maturum justicie complementum, prout ad vos noveritis pertinere. Datum Parisius IX^a die Decembris, anno Domini millesimo CCC^{mo} decimo septimo.

1. Le chantre, second dignitaire du chapitre de Notre-Dame-la-Grande, joue ici un rôle qui, normalement, appartenait à l'abbé (cf. n^o CLXXXIII, CCXI). Il en est de même dans le jugement du 16 mai 1318 (ci-dessous, n^o CCLII). Les indications que donne le *Gallia christiana* (t. II, col. 1229) sur les abbés de Notre-Dame-la-Grande sont très incomplètes: on n'y trouve mentionné ni Geoffroi Cadé, qui figure avec cette qualité sur un acte en date du mercredi après le dimanche de *Laetare* 1311 (Arch. de la Vienne, G 1086), ni Pierre Raymond d'Aux (*de Auxio*), qui était abbé de Notre-Dame en 1324 (Arch. de la Vienne, G 1101). — 2. N^o CCXI. — 3. Mot effacé sur A, qui est endommagé. Le texte est altéré dans B, C et a.

CCL

Le maire et la commune de Poitiers baillent à cens à Robert de Londres, échevin, moyennant 30 livres par an, un hébergement appelé le Vergnay, situé dans la châtellenie de Gencay.

27 janvier 1318 n. st.

A. Vidimus de mars 1318, Arch. nat. JJ 56, n^o 180, fol. 85 v^o. — EDITION. a. Arch. hist. du Poitou, t. XI, p. 178 et suiv.

Universis presentes litteras inspecturis, major et communia Pictavensis, salutem in Domino et perpetuam presentibus [litteris] ¹ dare fidem. Noveritis quod, cum herbergamentum nostrum, vulgariter appellatum le Vergnay ², prope Belle ³ situm in castellania de Gencayo, [sit] ⁴ modernis temporibus sui vetustate quam plurimum desolatum, parietesque et edificia ejusdem fragilitate mirabili ruinosa, et jura, redditus, pertinencie et proventus dicti herbergamenti una cum quibusdam aliis redditibus et juribus, que habebamus et habere consueveramus in dicta senescallia, sint quasi deperdita et quam plurimum diminuta, maxime propter negli-

genciam aliquarum personarum, que retroactis temporibus predictum herbergamentum, pertinencias et redditus a nobis tenuerunt ad firmum ⁵ ; quapropter, de fidelitate et discrezione carissimi domini in Christo conscabini Roberti de Londres ⁶, clerici, civis Pictavenensis, in Domino confidentes, sperantes per ipsum ad statum debitum reduci supradicta, eidem Roberto prefato, pro se et suis heredibus et successoribus, in hiis ⁷ a nobis, cum deliberacione, tractatu et jurisperitorum consilio, consideratis et inspectis considerandis et inspiciendis, sicut decet, predictum herbergamentum cum suis juribus, redditibus et pertinenciis universis et singulis, et omnes alios redditus, sicut sita sunt prope Gencayum et in castellania de Gencayo, Pictavenensis dyocesis, ad perpetuitatem tradimus, concedimus, accensamus et transferimus in eodem, sive predicta sint in domibus, vineis, terris, pratis, nemoribus, decimis, terragiis, molendinis, aquis, garennis, columbariis, redditibus et aliis ⁸ quibuscunque, et ea omnia et singula, que habemus et habere possumus et debemus et habere consueverimus in eisdem, pro triginta libris in denariis bone pro tempore currentis Pictavis monete, nobis reddendis et persolvendis a dictis Roberto et suis, annis singulis, per medium ad festa Nativitatis Domini et Sancti Johannis Baptiste, incipiendo ⁹ tamen in instanti festo Nativitatis Domini, pure, libere, pacifice et quiete, proviso tamen quod dicta bona et res tenebunt dicti Robertus et sui perpetuo in bono et legali statu, tali videlicet quod solucio dicte [cense] ¹⁰ nostre in aliquo impediri vel retardari nequeat in futurum, et omnia alia deveria et onera, in et super predictis debita, sicut solitum est, reddere, persolvere et subportare, ultra censam sive pensionem dictarum triginta librarum, nichilominus teneantur ¹¹, illis tamen redditibus, rebus et bonis ab hujusmodi tradicionem et affirmacionem exceptis imperpetuum totaliter et exclusis, que acquisivimus et couvramus ¹² a domino Matheo de Ruppe Mellis ¹³, milite, vel que acquesita fuerunt a dicto milite ad opus nostre communie aut commissa sunt regimini nostro, una cum arreragiis inde debitis, quos redditus et proventus, a dicto milite acquisitos, specialiter et expresse nobis perpetuo reservamus.

1. *liberam* A a. Lire *litteris*, correction réclamée par le sens. — 2. Cf. n° CXXIX, p. 224, n. 4. — 3. Ce mot peut désigner ici la rivière de la Belle ou l'hébergement de Belle, voisin de celui du Vergnay. Cf. n° XCVI, n. 4. — 4. *sic* A a. Le sens demande *sit*. — 5. Le domaine du Vergnay paraît avoir été affermé en 1290 à Pierre Baille. Cf. p. 224, n. 4. — 6. Cf. n° CCVII, n. 9. — 7. *in hiis consideratis* A, *in hiis* a. On doit, en effet, supprimer ici *consideratis*. — 8. *reditibus et aliis* A, *et aliis redditibus* a. — 9. *incipienda* A, *incipiendo* a. — 10. *cause* A a. Lire *cense*. — 11. *teneantur et tenebunt* A, *teneantur* a (supprime avec raison *et tenebunt*). — 12. *acquisivimus et couvravimus* A, *acquisivimus* a (omet à tort *et couvravimus*). — 13. Cf. n° CVI et CXIII.

Item, proviso pro nobis, quod dicti Robertus vel sui non possint vel valeant quoquomodo in futurum super premissis, a nobis sibi traditis, aliquod honus, deverium, legatum vel aliud imponere vel levare, et quod, una cum melioracionibus, quas dicti Robertus et sui fecerint in eisdem, pro dicta [censa] ¹ seu pensionne dictarum triginta librarum, nobis obligata et ypothecata perpetuo remaneant specialiter et per pactum. Et sic nos promittimus bona fide et sub obligacione nostre [cense] ² seu pensionis predicte, predicta dictis Roberto [et] suis ³ tenere perpetuo et attendere fideliter et inviolabiliter observare et in contrarium nullatenus facere vel venire a modo in futurum. Supplicantes excellentissimo principi, domino nostro regi Francorum ⁴, sub cujus protectione et salubri regimine jura nostra servare speramus, et cujus jugo colla nostra, res et bona submittimus, ut tenemur, quod suum presentibus decretum interponere dignum ducat, ad majorem perpetui roboris firmitatem. Et in testimonium rei geste, has presentes litteras donamus et concedimus dictis Roberto et suis, magni nostri sigilli, quo communiter in grossis casibus unico utimur, appensione munitas.

Datum die veneris ante festum Purificationis Beate Marie Virginis, anno gracie M^oCCC^o decimo septimo. Presenz à ce accorder en l'esclavignage ⁵ et la chambre de conseil, Guillaume [Coyndé, maire] ⁶, Guillaume Alemant, Guillaume Lenglois ⁷, Gervais de Tiffauges ⁸, mestre Jehan de Seys, P. Choyzi, Jehan Vaillant, Berthomé ⁹, Lubzac, Jordain Flory, Raymunt Magent, Jehan Saunier et Jehan de Meaux et Aymeri Odonet. Datum ut supra.

1. *causa* A a. Lire *censa*. — 2. *cause* A a. Lire *cense*. — 3. *in suis* A, *et suis* a.

— 4. *Franc. A, Francie a.* Lire *Francorum*. — 5. *l'esclavignage A, l'eschevinage a.*
— 6. *Coyle Marie A a.* Lire *Coyndé, maire*. Cf. p. 331, n. 8. — 7. Cf. n° CCVI,
n. 3. — 8. Gervais de Tiffauges figure aussi sur des listes d'échevins en 1320
(n° CCLX), 1325 (n° CCLXXI), 1333 et 1335 (Man. Saint-Hilaire, fol. 25 v°
et 24). — 9. *Berthomele A, Bertholeme a.* Lire *Berthomé*.

CCLI

*Philippe V ratifie le bail à cens fait par le maire et la commune
de Poitiers à Robert de Londres de l'hébergement du Ver-
gnay.*

mars 1318

Arch. nat. JJ 56, n° 180, fol. 85 v°. — EDITION. *Arch. hist. du Poi-
tou*, t. XI, p. 178.

CCLII

*Jugement de Jean d'Orour, sénéchal de Poitou, levant les em-
pêchements mis par le maire de Poitiers à l'exercice du droit
qu'avait le chapitre de Notre-Dame-la-Grande de garder les
clefs de la ville pendant les Rogations.*

16 mai 1318

A. Original, Arch. de la Vienne, G 1086. — B. Copie du xvii^e s.,
même liasse. — C. Coll. Fonteneau, t. XX, p. 577. — EDITION. Thi-
baudeau, *Hist. du Poitou*, t. I, p. 438.

Sachent touz nouz, Johan de Orour, chevalier lo roy nostre
seynour et son seneschal en Poyto e en Limozin, havoier re-
ceu le mandement de celluy mesme seynour, contenant la
forme qui s'ensuit : (*Mandement de Philippe V, du 9 décem-
bre 1317*¹⁾). E pour la vertu de celuy, à la requeste de pro-
curour de diz chantre e chapitre, appelez pour davant nouz
le procurour lo roy e lo procurour de maire e de comun de
Poytiers, establiz en droit pour davant nous, proposé le fayt de
diz chantre e chapitre, de quel est fayte mencion on dit man-

dement, e plusours oposicions encontre de pars lo procurour de diz mayre e comun, le procurour de diz chantre e chapitre exhiba on jugement une letre seellée de seel de noble home monseygnour Pierre de Ville Blovayn, seneschal de Poyto, nostre predecessour e une austre annexée à celle, seellée de seel maistre Johan Gaboreau, lieutenant de dit nostre predecessour, einssi comme en premiere face apparessoit les diz seelz, de ques les tenours sunt telles : (*Jugement de Pierre de Villeblevin, du 5 juillet 1309* ². — *Mandement de Jean Gaboreau, du 21 mai 1313* ³).

1. N° CCXLIX. — 2. N° CCXI. — 3. N° CCXXVIII.

E en oustre le dit procurour de chantre e chapitre, à pprover le fayt ou à nouz informer d'abundance de fayt contenu on dit mandement, aveques lez lettres que pardessus, amena plusours tesmoyngs, qui, en la presence de diz procurours lo roy e de mayre e de comun e chantre e chapitre, furent receu, juré e depuis examiné de nostre comandement, des ques tesmoyngz, establiz en droit pour davant nouz, le substitut de dit procurour lo roy, havant poer de substituer austre en leu de soy, e lez procurours des pardessus chantre e chapitre, mayre e comun, fayte publicacion, oyes et veües les deposicions des diz tesmoygz e les lettres que pardessus e la sentence contenue en lettres de dit nostre predecessour, de la quelle ne fust soutenu, dit ne proposé haver esté appellé, ne à nouz de ceu fayte foy, oy et entendu tout ceu que lez pardessus voussirent dire e proposer, eoux mis en jugement, oustames e oustons l'enpechement dez dictes clés, de ques est fayte mencion on dit mandement, joust la tenour de la sentence de nostre dit predecessour, mandans e comandans à touz ceoux au ques il appartient e puet appartenir, les diz chenoyne ou lour certain comandement laisser user de la dicte possession des dictes clés, de lo lundi hore de vespres davant l'Ascencion Nostre Seygnor juques au mercredi ensevent à ceste mesme hore, en maniere acoustumée. Doné e fayt ob lez pardessus, lo mardi enpres la translacion S. Nicholas en may, l'an mil CCC et diz e uych.

CCLIII

Ylier du Fau ¹ et le sénéchal de Poilou, Jean d'Orour, font imposer par quatre prud'hommes la somme de 400 livres octroyée au roi par les maire et commune de Poitiers.

13 février 1319 n. st. ²

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 84 (E V).

1. Le registre porte : *Ythier Cousain*. Lire *Ylier du Fau*. Cf. les n^{os} CCLIV et CCLV. — 2. Mardi avant carême prenant 1318.

CCLIV

Philippe V déclare que le subside de 500 livres tournois octroyé au roi pour la guerre par la commune de Poitiers ne saurait porter atteinte aux privilèges de la dite commune.

26 juillet 1319

A. Man. d'Auzance, fol. 47. — B. *Ibid.*, fol. 92.

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod, cum ¹ major et scabini communie Pictavis, pro se ac dicta communia ac pro ville, suburbiorum et burgorum personis, que non sunt de dicta communia, ac nonnullis aliis de extra villam Pictavensem in aliquibus villis circumvicinis commorantibus personis, que consueverant alias, ut asserebant procuratores eorumdem majoris, scabinorum et communie, cum eisdem debere contribuere aut fuisse et esse de secta eorumdem ², vel que ad hoc alias teneri dicuntur, summam quingentarum librarum turonensium ³ hac vice, pro presentis nostre guerre subsidio, quod antea facere dilectis magistro ⁴ Yterio de Phavo ⁵, clerico, et Johanni de Oratorio ⁶, militi, senescallo, nostris commissariis in senescallia Pictavensi et Lemovicensi deputatis super dicto subsidio pro nobis, pro-

miserant, prout in ipsorum litteris plenius continetur, nobis concesserint generose, intentionis nostre non est nec debet esse quod pro hoc sibi nec ipsorum privilegiis, libertatibus aut franchisiis quibuscunque aliquod prejudicium generetur. Et pro dicta summa et de ipsa eosdem remittimus et quittamus liberos et immunes. In cuius rei testimonium presentibus apponi fecimus sigillum nostrum. Datum Parisius XXVI^a die Julii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo nono⁷.

1. A omet *cum*, que B ajoute au-dessus de la ligne. — 2. Cf. n° CCLXVIII. — 3. D'après le document précédent, ce subside paraît avoir été d'abord fixé à 400 livres. — 4. *magistris* AB. Lire *magistro*. — 5. *Phano* AB. Lire *Phavo* (ou *Favo*). Guérin (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 190) lit *de Fano* dans le texte du mandement adressé par Philippe V le 5 janvier 1319 à ce clerc et au sénéchal de Poitou ; mais il ajoute en note : « On pourrait lire aussi *de Favo* ; on trouve en français la forme *du Fau*, ou du moins c'est ainsi que le nom de ce personnage a été interprété par Boutaric dans deux actes français analysés par lui (*Actes du Parlement*, t. II, p. 239, 248). Il figure en latin sur plusieurs listes de conseillers au Parlement de 1314 au 14 juillet 1318, puis on le retrouve de nouveau exerçant cette charge. » Le nom de ce conseiller au Parlement, chargé d'une mission en Poitou en 1319, est écrit *de Favo* sur l'original du document suivant. — 6. Jean d'Orour. Cf. n° CCXLI, n. 1, CCXLVI, n. 3, CCLII. — 7. Ce texte est suivi dans A et B de la note suivante : « L'original est scellé. Et au bas est écrit : *Per cum(eram) comp(olorum) et thesaur(arios). Aprilis* ».

CCLV

Philippe V mande au sénéchal de Poitou d'agir par voie de contrainte contre ceux qui auraient refusé de payer leur part du subside de 500 livres, promis par la commune de Poitiers pour l'expédition de Flandre.

26 juillet 1319

Original, Arch. mun. I 1.

Philippus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Cum, pro presentis guerre nostre Flandrie¹ subsidio, quod vobis et magistro Yterio de Favo², super hoc commissariis deputatis, prout in vestris litteris et ipsius concommissarii vestri plenius continetur, pro nobis alias donare major et scabini et communia

Pictavis promiserant, nunc pro toto hujusmodi subsidio et ea occasione hac vice quingentas libras turonensium nobis, infra festum Beati Michaelis medietatem et infra festum Omnium Sanctorum proximum aliam medietatem persolvendam, genere concesserint, mandamus vobis quatenus contradictores et rebelles, qui dictum subsidium juxta impositionem et secundum cujuslibet bonorum facultatem, per quatuor probos viros ab ipsis majore et scabinis dicte ville eligendos³, solvere recusaverint, ad hoc viriliter et debite compellatis cum tali prerogativa, si opus fuerit, veluti pro nostris debitis propriis extitit consuetum, taliter quod propter vestri defectum solutio nostri debiti minime retardetur. Datum Parisius XXVI^a die Julii, anno Domini M^oCCC^o decimo nono.

Per Cameram Compotorum et thesaurarios. Aprilis.

1. Philippe le Long qui, dès son avènement, avait sommé les Flamands d'exécuter le traité conclu le 1^{er} septembre 1316, poursuivit les négociations pendant trois ans sans perdre patience, malgré leurs atermoiements et leur mauvaise foi, tout en les menaçant d'une guerre, qui put être évitée. Cf. Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, p. 120 et suiv. Par son mandement du 5 janvier 1319 (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 190), le roi avait chargé M^e Ytier du Fau et le sénéchal de Poitou d'assembler les députés des villes de la sénéchaussée pour délibérer sur l'envoi à la frontière de Flandre d'un corps de milice, qui devrait être entretenu aux frais de la province. — 2. Cf. ci-dessus, n^o CCLIV, n. 5. — 3. Cf. n^o CCLIII.

CCLVI

Le tribunal de l'échevinage juge une affaire de meurtre.

1319

A. Armorial du xvii^e s., Bibl. nat. français 20.084. — B. Coll. Fonteneau, t. XXXIII, p. 12.

Poussineau, bourgeois de la ville de Poitiers, fut absous dans l'échevinage pour avoir tué messire André Désiré, curé de Montcontour, qu'il avoit trouvé couché avec sa femme, ce qui fait voir que, dès ce tems, la maison de ville avoit sur les habitans juridiction de vie et de mort, aussi bien que de police.

CCLVII

Philippe V enjoînt aux habitants de Poitiers et de Limoges de nommer des députés devant prendre part à l'assemblée convoquée à Ponloise pour délibérer au sujet des monnaies.

28 avril 1320

Vidimus inclus dans une lettre du sénéchal de Poitou, du 27 mai 1320 ¹, copie du temps, Arch. mun. D 7.

Philippe, par la grace de Dieu roys de France et de Navarr., à noz amez et feaus les cytoiens et habitans de Poytiers et de Limoges, salut et dilection. Pour ce que, par le cri du commun peuple et insinuation de moult de gens dignes de foy, nous savons que, pour cause des monoies des prelaz et des barons et autres de hors nostre royaume de France, qui longuement ont heu cours et ont esté prises et mises en aucunes parties du dit royaume par malice de ceus qui les y apportoient et par simplece du peuple non cognoissant en ce, et n'estoient ne ne sont de bon pois ne de bone loy, la bone monoie de nostre royaume et le billon d'or et d'argent ont este trayz hors du dit royaume et portez aus estranges forges, dont la marchandise est moult empirée ou dit royaume et nostre peuple moult apovri et encores seroit plus en temps à venir, se convenable remede n'y estoit mis, nous desirrons le commun pourfit et eschuer le damage et peupler nostre royaume de bones monoies et volons sus ce plenere et diligent deliberacion des prelaz et barons de nostre royaume et especiaument de vous et de noz autres bones viles. Vous mandons et requérons, sus la feauté que vous avez à nous, que vous, en la vile dessus dite, eslizies III ou IIII persones, qui, sus ce fondez et establiz souffisaument de par vous, nous en puissent donner vostre avis aus trois semaines de Penthecouste prochainement venant ², à Ponloÿse, où nous entendons lors à estre pour ycele besoigne, la quele nous avons moult à cuer, pour quoy nous en puissions ordener à la volenté de Dieu et au pourlit do commun peu-

ple. Donné à Paris XXVIII jours d'avril l'an de grace mil CCC et vint.

1. Ci-dessous, n° CCLVIII. — 2. Le 3^e dimanche après la Pentecôte tombe le 8 juin en 1320. Ces Etats généraux de Pontoise furent suivis d'une réunion analogue un an après, le 14 juin 1321, à Poitiers, où le nombre des bonnes villes représentées fut considérable. Cf. JJ 58, n° 450 bis ; Hervieu, *Recherches sur les premiers Etats généraux*, p. 157, 163 ; Lehuëur, *Histoire de Philippe le Long*, p. 368.

CCLVIII

Regnaut Cluygnet, sénéchal de Poitou et de Limousin, fait savoir qu'il a nolifié au maire de Poitiers, au trésorier et au chapitre de Saint-Hilaire, à l'abbé de Montierneuf et au prieur de la Celle le mandement du roi en dale du 28 avril 1320.

27 mai 1320

Copie du temps, Arch. mun. D 7.

A tous ceus qui cestes presentes lettres verront et orront, Regnaut Cluygnet, chevalier le roy nostre sire et son seneschal en Poytou et en Lymozin, saluz en Nostre Seignor. Nous avons veues unes lettres du dit nostre sire le roy et de son grant seau saelées, contenans la forme qui s'ensieut : (*Mandement de Philippe V en dale du 28 avril 1320*). Les queles lettres ainssi de nous veues et diligenment regardées et les queles nous, pour ce que nous doutions que les diz citiens et habitans de la ville de Poytiers fussent negligent et remis de acomplir les davant dites lettres et mandement et que il n'y obeysent selonc ce que les dites lettres requeroient et contenoient, feymes adjourner par devant nous à Poytiers au mardi emprez la Trinité ¹, c'est assavoir le maire ² et aucuns des jurez de la commune de Poytiers et plusours autres homes justiciables au prevost de Poytiers. et habitans en la dite vile, et Symon du Lac, procureour de honorable home le tresorier de l'église Saint Hylaïre de Poytiers pour les homes du dit trésorier, et monseignor Johan Poussart, prestre, procureour du chapitre de la dite église de Saint Hylaïre,

pour les homes du dit chapitre, et frere Pierre de Mallonge, procureour du convent de l'abbeye de Moustier Nuef de Poytiers, vacant de abbé, pour les homes du bourc de la dite abbeye, à Poitiers habitans, et frere Johan Maignes, procureour de religieux homes du priour et du convent de Saint Hylaire de la Celle de Poytiers, pour les homes de lor bourc, habitans à Poytiers. Les quex maire, jurez et les autres justiciables au prevost et habitans en la ville de Poytiers, et les procureours dessus diz, au dit jour presens par davant nous, par la vertu des dites letres, à iceus commandames et enjoinsimes que il obeissent au dit mandement, le quel nous feimes lire en lor presence de mot à mot, et iceluy acomplissent en tele maniere que il n'en peussent estre repris de nostre sire le roy de negligence. Et ce nous faisons à savoir à touz ceus, aus quex il appartient, par cestes letres saelées du sael duquel nous usons en la seneschaucie de Poytiers. Donné le mardi dessus dit l'an de grace mil CCC et vint ³.

1. 27 mai. — 2. Le maire de Poitiers était alors Guillaume Coindé. Cf. p. 331, n. 8. — 3. Ce texte est suivi d'une note ainsi conçue : *Facta est collatio cum originali per me Johannem Castellanus, clericum.*

CCLIX

Ancien statul des drapiers.

[avant 1320]

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 72. — B. Man. Saint-Hilaire, fol. 73. — C. Reg. 12, p. 415 (d'après A). — D. Reg. 12, p. 416 (d'après B). — E. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 507 (d'après B). — F. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 509 (d'après A).

Ordinacio draperiorum

(Ceste ordenance est faicte de moult long et ancien temps ¹.)
C'est l'establiment ² des draps de Poitiers qui est ytaux.

Nuls ³, qui en la ville soit estans ⁴, n'ouvrera ⁵ draps de mauvaïse layne, c'est assavoir de layne de charp ⁶, de layne de gratuit ⁷ et de pelletiers ⁸ ne de pelot ⁹, ne de layne

de devant la meaoust : car qui trouveroit le drapt de celle layne ovré ¹⁰, ou qu'il en y eust point, le drapt seroit ars et celui qui l'auroit fait faire seroit en amande de X sols et les texiers XX sols chacun, ou ¹¹ profit de la ville, et s'il n'avoient de quoi paier les diz XX s., l'ovrer ¹² leur seroit entredit. Et la moeson ¹³ des draps de la ville sera ¹⁴ de XX alnes ¹⁵ vendans ¹⁶, c'est assavoir de XXI alnes juste pour vignt. Et les draps ¹⁷ seront faitz de XII^c au moins ou de XIII^c, XIII^c, XV^c, XVI^c ¹⁸. Et le drapt paré aura ¹⁹ une alne de lé ou plus. Car qui le ²⁰ trouveroit de meins d'une alne, cilz ²¹ qui le ²² feroient faire seroient en amande de V s., et seront pris sur le pareour, mes li sires en respondra, et le texier d'autre cinq souls ²³, lesquels seroient au prouffit de la ville.

1. Cette phrase, qui est ici dans A, se trouve à la fin du texte de B. Nous plaçons ici cet ancien statut des drapiers, immédiatement avant le règlement du 12 nov. 1220, faute de pouvoir mieux en préciser l'époque. — 2. *l'establiement A, li establiment B*. — 3. *nul A, nuls B*. — 4. *estans A* (= « habitant »), *estonz B*. — 5. *noviera A, novera BDE, n'ouvrera F*. Lire *n'ouvrera* (= « ne fabriquera »). — 6. *charp A, chain B*. Lire peut-être *charpi*, participe employé substantivement de *charpir*, « carder de la laine ». — 7. *gratuis A, gratuys B*. Le Dictionnaire de Godefroy n'indique pas cette forme, mais *gratuite* (*gratise*), « mauvaise laine, poil qui tombe des peaux en les grattant ». On trouve la forme *gratuz* dans les lettres patentes de Charles VIII d'avril 1488 en faveur de l'établissement de manufactures de drap à Poitiers, Arch. mun. A 31. — 8. *peletiers B*, qui omet les mots suivants jusqu'à : *car*. — 9. Ce mot, dont nous ne connaissons pas d'autre exemple, paraît avoir le même sens que *pelain* (*pellin*), *pelis*, qu'indique le Dictionnaire de Godefroy, « laine trop courte provenant de la peau d'un mouton qui a été tondue en été ». — 10. *ovré B, ouvré A*, c'est-à-dire fabriqué avec cette mauvaise laine. — 11. *au B*. — 12. « la fabrication ». — 13. = « mesure, dimension ». — 14. *soient A, seront B*. Lire *sera*. — 15. *vingt aunes B*. Jusqu'au milieu du xvi^e s., l'aune du Poitou était un peu plus courte que l'aune royale ou aune de Paris, laquelle valait 3 pieds 7 pouces 8 lignes, c'est-à-dire 1^m18845. Cf. Boissonnade, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1899, p. 381. L'ancienne aune du Poitou n'était autre peut-être que l'aune angiaise, usitée dès le xiv^e s. et de nos jours encore avec une valeur de 1 yard 1/4 ou 1^m14299. Cf. Guilhermoz, *Bibl. de l'Ecole des Chartes*, t. LXXIV, p. 295. — 16. *venduz B*. — 17. *Et les laines et le drapt A, et les laines ou les draps B*. Lire *et les draps*. Il s'agit du nombre des fils à la chaîne. Cf. Boissonnade, *Mém. Soc. des Ant. de l'Ouest*, 1898, p. 274. — 18. *dix cens ou de plus de XI, XII, XIII, XIII, XV, XVI B*. — 19. *aura B, aient A*. — 20. *le B, la A*. — 21. *ceulz B*. — 22. *la AB*. Lire *le*. — 23. *et seront pris sur le parcour, mes li sires en respondra A* (qui omet les 6 mots suivants), *et le texier d'autre cinq souls B* (qui omet les 11 mots précédents).

Et ceulx qui drapent ¹ en la ville seront ² par ³ serement de ce garder et tenir, et li mayres ⁴ et li proudomme ⁵ de la ville establiront deux proudommes ⁶ tant comme à eulx plaira, qui regarderont les draps de quinzenne en quinzenne, et ceulx qu'il ⁷ trouveront qui ne seront de bonne layne, ilz les feront porter ches le maire, et le maire en fera celle justice qui dessus est nommée et establee ⁸ de ceulx qui ne seront du lè d'une alne. Et les deux preudommes ⁹ qui y seront ¹⁰ establiz en leveront une cornere ¹¹ et celle cornere porteront au maire, et le maire en leverà les diz soulds qui dessus sont nommez ¹² et ceulx qui trouveront le mauvais lanage auront la moitié en la paine, c'est assavoir la moitié de dix soulds sur le maistre et la moitié de cinq soulds sur [le preneur] ¹³.

C'est assavoir que les boyes et les rachignes ¹⁴ sont exceptez de cestui compte, que ilz seront de XXV alnes hors de mester et nom ¹⁵ de mains, pour raison de ce que les chaines sont tainctes et se ¹⁶ revenant au moulin plus que les autres. Item est ordonné que les draps escruz, qui seront faitz en la ville de Poitiers et des draps d'icelle ville, seront aportez en l'esclavinage touz escruz et illecques seront poisez et mesurez. Et s'ilz sont de poys et de longueur dessus dicte, ilz seront signez de plomb et de lune ¹⁷, et s'ilz estoient mains suffisans de poyz et de longueur, ils seront ¹⁸ escornez, et aporté au maire l'escorneure, et fera l'amande au maire le draper, telle comme dessus est dit. Et paiera chascun drapt seigné II deniers pour auner, pour poiser ¹⁹ et pour seigner.

1. *draperont* B. — 2. *seront* B, *soient* A. — 3. *pour* B. — 4. *les maires* B. — 5. *les preudeshommes* B. — 6. *predeshommes* B. — 7. *qu'ilz* B. — 8. *nommée et establee* B, *dit* A. — 9. *preudeshommes* B. — 10. *y seront* A, *sont* B. — 11. *une* B. — 12. Ici s'arrête B, qui ajoute seulement la phrase placée en tête dans A : *Ceste ordonnance est faicte de moult long et ancien temps.* — 13. *larrennent* A, *larennent* F, mot dépourvu de sens et évidemment altéré. Il est question plus haut de deux amendes infligées pour du drap de mauvais lanage, l'une de 10 sous sur celui qui l'aurait fait faire, l'autre de 20 sous sur les *texiers*, c'est-à-dire sur les drapiers, les fabricants : à la seconde correspondent ici les *dix soulds sur le maistre* (c'est-à-dire sur le maistre drapier), qui en sont la moitié. Pour correspondre à l'autre amende, nous proposons de lire : *cinq soulds sur le preneur.* — 14. Le mot *rachignes* désigne peut-être la même étoffe de laine rude que l'expression *revêches* employée plus tard en Poitou. Cf. Boissonnade, *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1898, p. 273. Nous ne connaissons pas d'autre exem-

ple du mot *boyes*. — 15. Lire *non*. — 16. *ce* A, *se* F. Il s'agit du rétrécissement produit par le foulage. — 17. c'est-à-dire estampillés avec un sceau de plomb offrant une marque en forme de lune. — 18. *seroit* AF. Lire *seront*. — 19. *paier* AF. Lire *poiser*.

CCLX

Règlement concernant les drapiers.

12 novembre 1320

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 73. — B. Reg. 12, p. 416. — C. Coll. Fonteneau, t. LXXIV, p. 507.

Item, en jour de mercredi ampres la Saint Martin d'yver, l'an mil CCC et XX, maire Robert de Londres, presens sire Guillaume Almant, dom¹ Johan de Tiffauges, P. Choysi, dom Rogier de Faye, Jordain Florie, Gervays de Tiffauges, Guillaume Laroncoire² et P. Odonnet et plusieurs autres, fut ordonné, du consentement de ceulx [qui] drapent³ en la ville de Poitiers, que les [ordisseures]⁴ seront de XXVI aulnes de long et chascune chayne d'itant de long ; et le drapt esçu, quant il cherra du mestier, sera de XXVI alnes de long à tout le mains ; et, s'il estoit de mains, celui à qui seroit le drapt payeroit l'amande dessus dicte.

1. dont ABC. Lire *dom*. Cf. plus loin *dom Rogier*. — 2. Cf. n^o CCXXX *Larconneur*. — 3. *ceulx drapent* A, *ceulx drapans* B. Lire *ceulx qui drapent*. — 4. *ordisseront* ABC. Lire *ordisseures*.

CCLXI

Philippe V enjoint au sénéchal de Poitou de laisser le maire de Poitiers jouir de son droit de juridiction civile et criminelle.

16 février 1321 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 101.

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi¹ vel ejus locum tenenti, salutem. Ex parte ma-

joris, juratorum et communie Pictavensis nobis fuit expositum conquerendo ² quod, licet ipsi sint eorumque predecessores fuerint, a tanto tempore quod in contrarium memoria non existit, in possessione cognoscendi, judicandi, condemnandi et absolvendi super quibuscunque causis civilibus aut etiam criminalibus inter ac contra juratos communie predictae et eorum familiam, necnon et condemnatos ab eis in criminalibus cum eorum bonis preposito nostro Pictavensi, per ipsum juxta modum condemnationis eorum demandandos ³ executioni, tradendi, et de premissis usi sint pacifice temporibus retroactis predictaque consueverint exercere, et licet nuper vobis ac predecessori vestro per alias nostras litteras mandasse dicamur, dictos conquerentes ⁴ in suis usus approbatis, consuetudinibus, libertatibus, franchisiis, ordinationibus, statutis et privilegiis vel aliter acquisitis legitime et debite a tempore beatissimi Ludovici proavi nostri, rationabilibus tamen, de quibus usi forent, manuteneri et observari inviolabiliter, prout hec et alia in nostris litteris sub cera viridi et filo sericeo sigillatis ⁵, eisdem conquerentibus ⁶ concessis, dicuntur plenius contineri, vos nihilominus ac predecessor vester, contra confirmationem predictam venientes, dictos conquerentes ⁷ impedivistis et impedire nitimini, sicut dicunt, indebite ac in eorum prejudicium et injuriam. Quocirca mandamus vobis quatenus, litteras nostras predictas debite exequentes seu exequi facientes, secundum earum formam et tenorem, de quibus liquebit, impedimentum, si quod appositum inveneritis in predictis, vocato procuratore nostro seu aliquo pro nobis legitimo defensore cum ceteris evocandis, debite amoveri faciatis et dictos conquerentes ⁸ sua uti et gaudere possessione predictorum, nisi aliud fuerit rationabile quod obsistat, super quod, si fuerit, exhibeatis seu exhiberi faciatis partibus celeris ac mature justitie complementum. Datum Parisius XVIa die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo. — J. Pauseti ⁹.

1. Regnaut Cluygnet, qui était sénéchal de Poitou et de Limousin en 1320 (n° CCLVIII), l'était encore le 14 juin 1322, ainsi que l'atteste le *Journal du trésor de Charles IV le Bel*, publié par J. Viard (Collection des Documents inédits).

dits, p. 170, n° 850 : Renaudus Clignet, miles, senescallus Pictavensis). Il eut pour successeur Pierre Raimond de Rabastens, dont le nom figure avec cette qualité sur un acte du 15 septembre 1322. Cf. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 245 et ci-dessous, n° CCLXIX. — 2. *conquirendo* A. Lire *conquerendo*. — 3. *demandandi* A. Lire *demandandos*. — 4. *conquirentes* A. Lire *conquerentes*. — 5. Il s'agit ici des lettres de Philippe le Long du 8 avril 1317 (ci-dessus n° CCXLIV). — 6. *conquirentibus* A. Lire *conquerentibus*. — 7. *conquirentes* A. Lire *conquerentes*. — 8. *signé* : J. Pauseti A, qui ajoute : « Et est seellé d'un petit seau à lacs de parchemin. Et sur le dos y a : *Mandatum super cognitione casuum civilium et criminalium. Renovetur.* »

CCLXII

Philippe V enjoint au sénéchal de Poitou de rendre au maire de Poitiers l'exercice du droit de faire marquer au front les malfaiteurs.

16 février 1321 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 100 v°.

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum teneti, salutem. Ex parte majoris et juratorum communie Pictavensis nobis fuit expositum conquerendo¹ quod, cum ipsi sint predecessoresque eorum fuerint, a tanto tempore quod in contrarium memoria non existit, in possessione pacifica vel quasi soli et in solidum in villa Pictavensi fructuandi seu signandi in frontibus vel in facie aut fieri faciendi malefactores, qui pro suis demeritis sic signari meruerunt, cognitionem et punitionem talium exercendi, sicut dicunt, vos nihilominus indebite et de novo ac in eorum prejudicium saisinamque suam perturbando predictam, in dicta villa fructuari² et signari mandavistis seu fecistis. Quare mandamus vobis quatenus, si, vocato procuratore nostro seu aliquo legitimo pro nobis defensore cum ceteris evocandis, constiterit de predictis, novitatem amoventes predictam, dictos conquerentes³ sua uti et gaudere possessione predicta permittatis, nisi aliud fuerit rationabile quod obsistat, super quod, si fuerit, exhibeatis partibus celeris et mature justitie complementum. Datum Pari-

sus XVI^a die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo.

1. *conquirendo* A. Lire *conquerendo*. — 2. *fructuandi* A¹, corrigé en *fructuari*. — 3. *conquirentes* A. Lire *conquerentes*.

CCLXIII

Philippe V interdit au sénéchal de Poitou de contester au maire de Poitiers le droit de marquer et de saisir les boisseaux des meuniers, des fourniers et des laverniers.

16 février 1321 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 95 v^o.

Philippus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Conquesti sunt nobis major et jurati, pro se et communia ville et civitatis Pictavensis, quod licet ipsi sint eorumque predecessores fuerint, sicut dicunt, a tanto tempore quod in contrarium memoria non existit, in possessione et saisina pacifice, soli et in solidum, in civitate et suburbiis Pictavensibus, capiendi et justificandi ¹ boicellos hostellariorum, furnariorum et molendinariorum ville et suburbiorum Pictavensium, punitiorem cognitionemque hujusmodi ac etiam judicium exercendi, vos nihilominus seu predecessor vester senescallus senescallie Pictavensis indebite et de novo cognitionem hujusmodi ad manum nostram posuistis seu poni mandavistis, eamim pedientes in ipsorum conquerentium prejudicium, saisinam predictam perturbando. Quare mandamus vobis quatenus, si vocato procuratore nostro seu aliquo pro nobis legitimo defensore cum ceteris evocandis, constiterit de predictis, novitatem amoventes predictam, dictos conquerentes ² sua uti gaudere possessione predicta faciatis seu permittatis, nisi aliud fuerit rationabile quod obsistat, super quod, si fuerit, exhibeatis seu exhiberi faciatis partibus celeris ³ et mature justitie complementum. Datum Parisius XVI^a die Februarii, anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo. — J. Pauseti.

1. En vieux français, *justifier* signifie vérifier une mesure. — 2. *conquirentes* A. Lire *conquerentes*. Le manuscrit porte bien *conquerentium* quelques lignes plus haut. — 3. *celeriter* A. Lire *celeris*. Cette formule se trouve à la fin des mandements n^{os} CCLXI, CCLXII. Le copiste a substitué ici *celeriter* à *celeris*, sans doute parce qu'il a pris *mature* pour un adverbe.

CCLXIV

Philippe V mande au sénéchal de Poitou de contraindre les habitants de Poitiers à prêter serment de fidélité au roi.

25 juillet 1321

A. Original, Arch. mun. C 7. — B. Man. d'Auzance, fol. 97 v^o ¹.

Philippus, Dei gracia Francorum ² et Navarre rex, senescallo Pictavensi vel ejus locum tenenti, salutem. Cum, sicut ³ ex parte majoris et communis Pictavensis nobis fuit ⁴ expositum, regina quondam Alienordis, tunc domina temporalis Pictavensis, majori et juratis tunc presentibus et futuris dicte ville concesserit, quod omnes ipsius ville habitatores et incole, laici tantum ⁵, qui in dicta villa larem foverent, eidem regine ejusque successoribus, dominis dicte ville, fidelitatis juramentum prestarent, ad finem quod ad suorum ac successorum ipsius jura servanda magis essent astricti, et nonnulli laici, in dicta villa manentes et larem foverentes, juramentum istud facere recusent indebite et contra formam concessionis predictae, in juris nostri deminutionem, mandamus vobis quatenus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit quod ita concessum vel ordinatum fuerit, ut supradictum fidelitatis juramentum consuetum sit fieri, dictos habitores et incolas ad prestandum juramentum hujusmodi, si et prout rationabiliter faciendum videbitis, compellatis, alieno dummodo omni jure salvo. Datum Parisius XXV^a die Julii, anno Domini M^oCCC^o vicesimo primo. — Per thesaurarium Remensem ⁶ Jacobus.

1. Le manuscrit d'Auzance donne de plus (fol. 44 v^o et 97 v^o) d'autres lettres se terminant ainsi : *mandamus vobis quatenus, si de dicta concessione vobis legitime constiterit, dictos habitatores et incolas dictae villae super hoc rebelles ad præs-*

*tantum juramentum hujusmodi, laicos tamen (lire tantum), juxta dictae concessionis tenorem, prout rationabiliter faciendum videbitis, celeriter compellatis, nisi libertates aliquas aut privilegia contraria super his voluerint allegare. Datum Parisius XXV^a die Julii anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo primo. — Per thes. Rem. Jac. — 2. Francorum A, Francia C. — 3. communis A, communiae B. — 4. fuit A, fuerit B. — 5. tantum A, tamen B. — 6. Sur le trésorier de Reims, Philippe le Convers, clerc des requêtes de l'Hôtel, cf. Lehugeur, *Histoire de Philippe le Long*, p. xxiv note, 324.*

CCLXV

Guillaume Chaveroche¹ de Senillé² reconnaît devoir à M^e Guillaume David³, rector de l'aumônerie de la commune de Poitiers, quatre livres tournois pour les arrérages d'une rente d'une cuisse de froment à la mesure de Poitiers.

11 décembre 1322⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 352 (BBBBB LXVI). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. *de la Roche* B (avec le mot *cave* en interligne au-dessus de *roche*). — 2. *Senille le vieux* A, *Senille* C. Senillé, canton de Châtellerault. — 3. Guillaume David avait succédé à Pierre Le Hucheur comme garde de l'aumônerie de l'échevinage, à une date postérieure au 29 février 1316 (n° CCXXXIX) ; il exerçait encore ces fonctions en 1331 (Reg. 13, p. 343) ; il mourut avant le 27 novembre 1333 (Arch. mun. F. 28). — 4. Samedi après la Saint-Nicolas d'hiver.

CCLXVI

Charles IV, roi de France et de Navarre, confirme le privilège accordé par Richard Cœur de Lion à Geoffroy Berland et à ses héritiers de louer des magasins aux marchands venant à Poitiers pour la foire de carême afin d'y vendre des draps.

avril 1323

Arch. nat. JJ 61, n° 310, fol. 135 v°. — EDITION. *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 215.

CCLXVII

Jean Rousseau de Neuville ¹ vend à M^e Guillaume David, aumônier de l'échevinage, une renle d'un selier de froment et d'un chapon sur son hébergement silué à Neuville ².

25 février 1324 n. st. ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 314 (BBBBB XVII). — B. Man. d'Auzance, fol. 79.

1. *Johannes Rousselli de Novavilla* B. — 2. à *Neufville pres l'herbergement du curé du dit lieu* B. — 3. Le samedi après la Chaire de Saint-Pierre 1323.

CCLXVIII

Rôle des homes de la suile du maire el de la commune de Poitiers.

1324

Original, Arch. mun. E 1.

Ce sont les homes de la secte de la commune de Poytiers ¹, lesquex furent adjornez à Poytiers en l'an mil CCC vint et quatre, J. Guischart ², maire de Poytiers, por la guerre esmeue en Gascoigne entre le roy de France et le roy d'Angleterre ³:

1. Phelippes de Mortiers ⁴ et ses confreres et les autres homes de Mortiers. (Johan de Tyffauges ⁵ tient partie des choses do dit Phelippe ⁶.)

2. André Berbant et ses confreres et les autres homes de Montamiser, de la Maison Nueve et des Periers ⁷ (..) ⁸.

3. Les homes de la commianderie de la baillée d'Auson ⁹, à Saint George et à Forges ¹⁰ et à Mariz ¹¹ et les autres homes des diz lieus. (....) ¹².

4. Les homes de Forges et les sergens de la parroche de Saint George, c'est assavoir :

Aymeriz de la Jarrie. Monseigneur Hugue Buef tient ses choses ¹³.

Monseigneur Hugue Buef, chevalier, I sergent por son harbergement de Saint George (qui fut feu Aymeri de la Jarrie).

5. Item, le dit monseigneur Hugue, I autre sergent por feu Guillaume Potet por son harbergement de Travasay ¹⁴ et les appartenances.

6. Pierre Jolain de Saint George et ses confrères : ses choses tient Pierre Tardi de Saint George et ses parçoniers. (Maintenant les tient Johan le Maire.)

7. Les hers feu Guillaume de Forges, I sergent. Aymeriz de la Chapele Rouge, son fil, en respont ¹⁵.

1. Cf. n° CCXXII, n. 3, CCXXXVII (*de secta majoris et communitatis*), CCLXIX. — 2. Jean Guichard fut maire du 14 juillet 1324 au 13 juillet 1325 ; il fut réélu en 1334. Ce rôle fut donc établi entre le 14 juillet 1324 et le 1^{er} septembre suivant, date du mandement qui lui y est attaché (n° CCLXIX). — 3. Sur les causes du conflit qui éclata entre la France et l'Angleterre en Gascogne, en 1324, voir Viard, *Les Journaux du trésor de Charles IV le Bel*, Introduction, p. LXXV. — 4. Mortier, hameau, commune de Montamisé, canton de Saint-Georges. — 5. Cf. p. 331, n. 4. — 6. Les mots mis entre parenthèses sont d'une autre encre que le reste, ce qui indique qu'ils ont été ajoutés postérieurement. — 7. Les mots : *de la Maison Nueve et des Periers* sont rayés. — 8. Ces deux points sont placés sur le manuscrit en regard des deux premiers articles, sans doute pour indiquer le nombre de sergents qui leur correspond. Il en est de même des points placés à la suite de plusieurs autres articles de ce rôle. La comparaison avec le rôle similaire de 1337 (Arch. mun. E 2) permet de préciser l'importance des divers contingents énumérés et de compléter, à cet égard, les renseignements que donne celui-ci. Le rôle de 1337 (art. 21) indique que les hommes de Mortier et de Montamisé, Philippe de Mortier, André *Barbant* et autres, doivent fournir pour 2 sergents 60 sous. — 9. La commanderie du Temple à Saint-Georges relevait de celle d'Auzon, près Châtellerault. Cf. n° XXXIX et LII. — 10. Village, commune de Saint-Georges. Cf. Grand-Gauthier, fol. 13 v°, aveu de Huguet Giraut, du 10 décembre 1406, pour un hébergement assis à Forges, en la paroisse de Saint-Georges, « au devoir de fere un home de pié armé d'une cocte gamboysée, d'une capeline, d'une lance, d'une espée et d'un baston, quen mond. seigneur aura besoin et il aura guerre entre les rivières de Loyre et de la Dordogne, à lui servir par 40 j. et 40 n., un jour apres quant la commune de Poitiers sera bougée pour y aler. » — 11. Aujourd'hui Marit, village, commune de Dissais. Cf. Grand-Gauthier, fol. 5 v°, aveu de Thomas Touffou, du 1^{er} mars 1404, pour son hébergement de Maris, « au devoir de fere un homme armé de pié... ainci comme les homes des Forges l'ont acoustumé à faire ». — 12. Le rôle de 1337 porte que les homes de la commanderie de la baillie d'Auzon à Saint George et à Forges et à Maris et les autres homes des diz lieux doivent fournir 6 livres, ce qui correspond à 4 sergents, à raison de 30 sous par sergent. Ces 4 points indiquent donc bien le nombre des sergents, ainsi que nous l'avons supposé ci-dessus, n. 7. — 13. Ces 10 mots depuis *Aymeriz* ont été rayés. Le fief de la Jarrie, à Saint-Georges, relevait de la tour Maubergeon au devoir d'un

homme de pied. Cf. Grand-Gauthier, fol. 6 v°, aveu du 10 mars 1404. — 14. Aujourd'hui Traversay, village, commune de Saint-Cyr, détaché de la commune de Dissais en 1847. — 15. En regard des quatre articles précédents, 4, 5, 6, 7, réunis par des accolades, on a indiqué sur le manuscrit le total correspondant : *IIII sergens*.

8. Luchas de Forges et ses parçoniens, II sergens por la tour de Maruel ¹ et por son harbergement de Forges. (Ses choses tiennent P. Muners et Guillaume de Mongamer ².)

9. Naymer de Forges, I sergent.

10. Item, Meron de Forges, fil do dit Naymer, por Renaut do Boys, por Pierre Poytevin, por Hugue de la Cornaillere et por Renaut Roser, IIII sergens : quar il ha acquis les choses.

11. Les Berugeaus, I sergent.

12. Johan de Jaunay, dit Garner, I sergent.

13. Gilet de Maris, I sergent.

14. Montargis, sergent de Molere ³, I sergent.

15. Les hers feu Johan de Sole Vile ⁴, I sergent.

16. Johan de Maruel, I sergent : Martin le Normant tient ses choses. (Maintenant tient Aymeri Froment ⁵.)

17. Les Bertoneaus de Soule Vile por lor acques, I sergent.

18. Ayraut de Maruel ou si her, I sergent.

19. Pierre de Maruel, parrochien de Diçay, I sergent.

20. Phelippe de Maruel ou si her, parrochien de Diçay, I sergent. (Maintenant tient Symon Butin, maistre de Moliere.)

1. Aujourd'hui Mareuil, ferme, commune de Saint-Georges. — 2. Aujourd'hui Montgamé, village, commune de Vouneuil-sur-Vienne. Les mots entre parenthèses sont d'une autre encre que le reste. Cette addition se retrouve sur le rôle de 1337, art. 27. — 3. Ici, comme plus loin à l'art. 19 (*Moliere*), il s'agit de la forêt de Moulière. — 4. D'après le Dictionnaire de Rédet, Souleville, ferme détruite, commune de Saint-Georges. La carte d'Etat-Major et la carte cantonale de Grange indiquent Sourville près de la route de Saint-Cyr à Lavoux, à la lisière de la forêt de Moulière. — 5. Le rôle de 1337, art. 35, porte : « *J. de Marueil, pour 1 sergent ; Martin le Normant tint les choses. Maintenant tient Aymeri Froment. XXX s.* » Le rôle de 1337 a été manifestement calqué sur celui de 1324 rectifié. Par exception, on n'y trouve rien qui corresponde à l'article suivant (17).

21. Renaut de Paallé ¹ ou si her, parrochien de Diçay, I sergent. (Johan de la Crois, cordonner, et Perrot de Boyse tiennent les choses.)

22. Yvones li Forestiers, I sergent. (Pierre Choisi et Johan Suyreau tiennent partie des choses.)

23. Li Grassetreau, parrochien de Diçay, I sergent.

24. Tebaut Froment, I sergent. (Por soy maintenant tient Aymeri Froment, son fil.)

25. Johan Suyreau, I sergent. (Pierre Choisi tient partie des choses.)

26. Pierres de la Varenne ou si her, I sergent. (Phelipon et Johan de la Varenne, si fil, tiennent.)

27. Le juze d'Ayllec ², Guillaume Gastineau, monseigneur Guillaume d'Ayron, chascun I sergent, et les autres homes d'Ayllec. (Pierre Choisi tient les choses.)

28. Les homes de la Ravardere ³ et de Bonnuyllet ⁴. (..)

29. Monseigneur Guillaume de Cherves⁵ et les autres sergens de la rivere d'Ausance (..) ; c'est assavoir :

30. Thiebaut de Chardonchamp ⁶. (.)

31. Joffroy de Sale Vert ⁷. (.)

1. Aujourd'hui Pouillé, canton de Saint-Julien-l'Ars. — 2. Aillé, village, communes de Saint-Georges et de Dissais. — 3. La Rivardière, hameau, commune de Migné. — 4. Bonnillet, village, commune de Chasseneuil. Le rôle de 1337, art. 46, porte : *Les homes de la Ravardere et de Bonneullet, L. s.* D'après le tarif habituel, la solde devrait être de 60 sous pour 2 sergents. — 5. Le fief de Cherves (canton de Mirebeau) relevait de la seigneurie de Mirebeau. Cf. *Mém. Soc. Ant. de l'Ouest*, 1877, p. 143. Il s'agit peut-être ici de l'échevin Guillaume de Cherves, qui figure sur le rôle de 1287 (n° CXXXIII, art. 32) comme ayant remplacé le maire. Le rôle de 1337, art. 47, porte : *Les sergens de la ryvere d'Ausance : monseigneur Guillaume de Cherves. Maintenant tient H. de Cherves, son fil. LX s.*, ce qui est le tarif habituel pour 2 sergents. — 6. Village, commune de Migné, sur la rive droite de l'Auzance. Le rôle de 1337, art. 48, porte : *Thibaut de Chardon Champ, I sergent, XXX s.* — 7. Salvert, hameau, commune de Migné, sur la rive droite de l'Auzance. Cf. rôle de 1337, art. 49 : *Joffroy de Sale-vert, I sergent, XXX s.* Ces indications confirment la signification que nous avons attribuée aux points placés sur le rôle de 1324 en regard de divers articles.

32. Guillaume Seneschau et ses parçoniens. (.)

33. Monseigneur Pierre Aquin, chevalier. (..)

34. Pierre Sergent de Pont Reau¹ et ses parçoniens. (.)

35. Johan de Vernuyl ². (.)

36. Le sergent de l'Espinaye ³ (parrochien de Beruge ou de Quynçay). (.)

37. Les homes monseigneur Renaut de Chyncé⁴, de la Piere⁵ (et de Chincé). (..)

38. Aymeri Garnier de Chassenuyl (.), et les autres sergens de Chassenuyl, c'est assavoir :

39. Pierre Affray et ses parçoniérs. (.)

40. Guillaume et Renaut Rochiers por I sergent.

41. Johan Bertin.

41 *bis*. Hilairete de Chassenuyl, por Hylaïre Raguideau. (Partie de) lors choses tiennent les hers Robert Le Roy. (Maintenant fait le sergent Guillaume Salmon.)

42. Les hers Pierre Garner. (Henris des Hayes tient les choses.) (.)

43. Pierre Auboyñ de la Pere. (..)

44. Les Kalendreaus.

45. Renaut de Cloystres ⁶. (..)

1. Village, commune de Migné, sur la rive gauche de l'Auzance. — 2. Verneuil, hameau, commune de Migné, sur la rive droite de l'Auzance. — 3. L'Epinaï, hameau, commune de Béruges. — 4. Chincé, village, commune de Jaunay. — 5. La Payre, village, commune de Chasseneuil. — 6. Cloître, village, commune de Vendœuvre.

46. Renaut des Roches¹. (..)

47. Les homes de l'Ayrable². (.)

48. Les homes l'evesque de Poytiers, de Chassenuyl et d'Avanton et de Savigné l'Evesquau³. (..)

49. Les homes Guillaume de Barbaste, de Fontaines⁴ prez de Saint George. (.)

50. Cync homes de Faugeres⁵, homes au seignor d'Ausance et ses homes de Martigné⁶ (parrochien de Maignec et de Chassenuyl). (..)

51. Pierre Maingo de Chardonchamp et ses confreres (parrochien de Maigné). (.)

52. Sis homes de Laymbre⁷. (..)

53. Pierre et Johan Magort de Chardonchamp, homes au vaslet do Rivau⁸. (.)

54. Johan de la Vile Dé⁹ et les homes à l'abbassee de la Trinité, de Chardonchamp et de sus la Cuelle¹⁰ (parrochien de Maignec). (..)

55. Les homes de Crocec¹¹. (..)

56. Helyon des Rosiers¹² et les hers Guillaume Boneau des Tousches¹³ (parrochien de la Celle¹⁴). (..)

57. Pierres Frogier et Guillaume Bone Amour de Chasse-nuyl. Ces choses tiennent Guillaume Coyndé, les hers Robert Le Roy et les hers Johan Rousseau de Lobantere ¹⁵. (.)

1. Château, commune de Vendœuvre. — 2. L'Erable, commune de Migné. — 3. Les mots : *et de Savigné l'Evesquau* ont été barrés et l'on a écrit au-dessus : *vacat*. — 4. Fontaine, village à la limite des trois communes de Saint-Georges, de Chasseneuil et de Montamisé. — 5. Fougère, hameau, commune de Migné. — 6. Martigny, village, communes d'Avanton et de Chasseneuil. — 7. Limbre, village, commune de Migné, sur la rive droite de l'Auzance. — 8. Le Rivau, ancien fief, commune de Jaunay. Cf. Grand-Gauthier, fol. XIII, aveu de Guillaume Affroy, bourgeois de Poitiers, en date de 1^{er} juin 1408, pour son hébergement « assis en la paroisse de Jaunay, vulgaument appelé l'oustel au vallet du Rivau, tenant d'une part au chemin par où l'on vaît du port de Jaunay à Mirebeau... » — 9. La Villedieu. — 10. La Cueille-Mirebalaïse, faubourg de Poitiers du côté de Migné. — 11. Corsec, château, commune de Montamisé. — 12. Les Rosiers, ferme, commune de Mignaloux. — 13. Les Touches, château, commune de Mignaloux. Cf. Grand-Gauthier, fol. 8 v^o. — 14. La paroisse de la Celle, dépendant de Saint-Hilaire-de-la-Celle, s'étendait en dehors de Poitiers, à l'Est, jusqu'au delà du Breuil-Mingot. — 15. La Loubantière, ferme, commune de Buxerolles, ancien fief relevant de la tour Maubergeon. Cf. Grand-Gauthier, fol. 7.

58. Aymer Chatet de Narnay ¹, Aymeri Maisseau (parrochien de Vonuyl ²).

59. Joffroy Morin de Mazay por l'harbergement de Mazay ³. (Tient le prious de la Celle.)

60. Guillaume de la Roche ⁴ souz Vonuyl.

61. Loytier Le Lombart, seignor de Bernagou ⁵. (Tient le chapitre de Saint Pierre de Poytiers.)

Chascun I sergent ⁶.

62. Johan Dyva por sa meison des Perers ⁷ (que tient le chapitre de Saint Pierre de Poytiers.) (.)

63. Joffroy Bourduyl de Laymbre, le dit Bret de Laymbre (parrochien de Maigné), Meron Bon Sen et les autres homes de Laymbre. (..)

64. Les homes nostre seigneur le roy de Bocries ⁸ (parrochien de Bonuyl Matorce et de Vonnuyl sus Vienne.) (..)

65. Les homes de Charrassé et de Truns ⁹ (parrochien de Montamiser). (...)

66. Les homes de Molins ¹⁰ (parrochien de Saint Marve ¹¹). (..)

67. Les homes à l'abbasse et au convent de la Trinité de Poytiers de la chastelenie de Poytiers. (...)

1. Larnay, commune de Biard. — 2. Vouneuil-sous-Biard. — 3. Commune de Vouneuil-sous-Biard. — 4. Château, commune de Vouneuil-sous-Biard. — 5. Bernagout, château, commune de Vouneuil-sous-Biard. — 6. Les mots *chascun* *1 sergent* sont écrits sur le rôle en regard des 4 articles précédents (58-61), réunis par une accolade. — 7. Les Poiriers, commune de Biard. — 8. Boirie, village, commune de Bonneuil-Matours. — 9. Tron, village, commune de Montamisé. — 10. Moulins, village, commune de Smarve. — 11. Smarve, canton de La Villedieu.

68. Les homes au tresorier et au chapitre de Saint Hylaïre do bourc ¹.

69. Les homes do priours de la Celle de Poytiers. (....)

70. Les homes do vicomte de Chasteleraut, de Bonuyt ² et de Boeries. (....)

71. Les homes do Bruel Maingo ³. (...)

72. Les homes do Bruel d'Abbaesse ⁴. (...)

73. Les homes à l'abbé de la Royau ⁵, de Maignalor, do Bruel l'Abbaesse et de environ. (...)

74. Les homes de la Millonere ⁶ et de Boys Baston ⁷. (.)

75. Les homes de Escuyssec ⁸ (parrochien de la Celle). (..)

76. Les homes de Cyssec ⁹ (et les sergens). (...)

77. Les homes au priour de Legugé. (.....) ¹⁰.

78. Les homes à l'abbé de Moustier Nuef do bourc et de hors de la vile. (...) ¹¹.

79. Les homes de Chasteau Fromage ¹² et de Chaupot ¹³ (...)

80. Les homes de Berenc ¹⁴ (homes de Guillaume de Chauvigné). (..)

81. Johans Assailli de Bonnuyllet et les autres homes do dit lieu. (.)

82. Les homes Phelippe Povereau de Lobantere et les autres homes de Buysseroles. (..)

83. Hugues Katerineau de la Deynerie ¹⁵ et ses confrères. (.)

1. Le rôle de 1324 n'indique pas le nombre des sergents que doit fournir le chapitre de Saint-Hilaire ; il était de 20 d'après le rôle de 1337 (art. 3). — 2. Bonneuil-Matours. Cf. art. 64. — 3. Le Breuil-Mingot, village, commune de Poitiers. — 4. Le Breuil-l'Abbesse, village, commune de Mignaloux. — 5. La Reau, hameau, commune de Saint-Martin-Lars, ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Augustin qui possédait des terres à Mignaloux. — 6. Aujourd'hui les Grands-Ormeaux, ferme, commune de Mignaloux. — 7. Beaubâton, ferme, commune de Mignaloux. — 8. Cussec, hameau, commune de Poitiers, près du Breuil-Mingot. Cf. ci-dessus, art. 56, n. 14. — 9. Cissé, canton de Neuville. — 10. L'article correspondant du rôle de 1337 indique aussi pour le prieuré de

Ligugé un contingent de 6 sergents. — 11. Ce groupe de points, destiné à indiquer le nombre des sergents, paraît signifier 30 : le point placé au-dessus des trois autres veut dire qu'il s'agit de dizaines et non d'unités. — 12. Village, commune de Bignoux. — 13. Ferme, commune de Bignoux. — 14. Bran, hameau, commune de Montamisé. — 15. La Dinière, village, commune de Buxerolles.

84. Micheau de Nyeul ¹ et les homes de Cerzay ². (..)

85. Les homes de la Tuffaillere ³, de Boussec ⁴ et de la Roche ⁵ prez de Molere et les autres homes le roy de environ. (....)

86. Le maistre hucheour et les hucheours de Poytiers. (.)

87. Les homes de la prevosté de Poytiers ⁶.

88. Les homes de Nyeul l'Espeer ⁷. (..)

89. Guillaume de Maignac. (.)

90. Les homes de la Bordillere ⁸ (parrochien de Beruge). (..)

91. Les homes de Savigné ⁹ pres des Rives. (....)

92. Les homes (au prior) de Vonnuyt ¹⁰ prez de la Sablonere ¹¹. (..)

93. Les homes de la Sablonere (parrochien de Vonnuyt). (..)

94. Les homes de Bruel Bourdin ¹². (..)

96. Les homes de la Garnerie ¹³ (parrochien de Cisse). (..)

96. Les homes de Poéz ¹⁴ (parrochien de Cisse). (.)

97. Les homes de monseigneur Guy de Vernon à Avanton. (..)

98. Les homes de Vile Nueve ¹⁵. (..)

99. Les homes de l'Espine ¹⁶ (parrochien de Beruge). (..)

Summe des sergens contenuz en cest rolle : VIII^{xx} XI ¹⁷.

1. Le Petit-Nieul, hameau, commune de Montamisé. — 2. Sarzec, hameau, commune de Montamisé. — 3. Les Tiffalières, hameau, commune de Liniers. — 4. Hameau, commune de Liniers. — 5. La Roche de Bran, château, commune de Montamisé, près de la forêt de Moulière. — 6. Le contingent fourni par les hommes de la prévôté de Poitiers, qui n'est pas indiqué ici, était de 60 sergents, d'après le rôle de 1337, art. 1. — 7. Nieul-l'Espoir, canton de La Villedieu. — 8. La Bordillière, village, commune de Béruges. — 9. Savigny, hameau, commune de Vouneuil-sur-Vienne. — 10. Le prieuré de Vouneuil-sous-Biard, canton sud de Poitiers, dépendait de l'abbaye de Saint-Cyprien de Poitiers. — 11. La Sablonnière, château, commune de Vouneuil-sous-Biard. — 12. Breuil-Bardin, commune d'Ayron. — 13. La Gannerie, hameau, commune de Cissé. — 14. Puy-Lonchard, village, commune de Cissé. — 15. Villeneuve, ferme, commune de Quinçay. — 16. L'Epine, hameau, commune de Béruges. — 17. Ce total paraît ne comprendre que les contingents de la banlieue de Poitiers : sur

le rôle de 1337, les articles concernant les hommes de la prévôté de Poitiers, de l'abbaye de Montierneuf, du chapitre de Saint-Hilaire et du bourg de Saint-Hilaire-de-la-Celle sont mis en tête et suivis d'un total spécial. Mais il semble y avoir ici une erreur dans l'addition : si on laisse de côté les articles 68, 69, 78 et 87, on trouve un total de 161 sergents (au lieu de 171).

Les paroiches de ¹ : Cyssé ², Vonnuyt ³, Byars ⁴, Quynçay ⁵, Maigny ⁶, Avanton ⁷, Vendovre ⁸, Legugé ⁹, Ytuel, Rouffigné, Nueville, Charay, Jaunay ¹⁰, Chassenuyl ¹¹, Vivone, La Fontaine le Comte, Beruge ¹², Noaillé, Buysserole ¹³, Saint Benoit, Saint Marve ¹⁴, Roches, Maignalor ¹⁵, Saint George ¹⁶, Montamiser ¹⁷, Essomont, Bonnuyl ¹⁸, Saint Julien, La Chapele de Molere, Baygneous ¹⁹, Diçay ²⁰, Sevre, Saint Cerdre ²¹, Savigné sus Rives ²², Laveour, Liniers ²³, Bonnes, Jadres, Nyeul l'Espeer ²⁴, Savigné l'Evesquau ²⁵, Paellé ²⁶.

1. Cette liste de 41 paroisses, inscrite au dos du rôle, de première main, comprend toutes les paroisses de la châtellenie de Poitiers, à l'exception de celles de la ville elle-même et de 4 autres, qui faisaient aussi partie de cette châtellenie d'après le compte de J. Bourdin de 1479 (Bibl. nat., supplément français, n° 1452) : Beaumont, Chabournay, Chéneché et La Villedieu. Par contre, elle comprend 3 paroisses qui ne faisaient pas partie de la châtellenie de Poitiers, en 1479 : *Rouffigné* (aujourd'hui Ruffigny, village, commune d'Iteuil), qui était de la châtellenie de Lusignan, Béruges qui était de celle de Montreuil-Bonnin, et Vivonne qui était le siège d'une châtellenie. La présence de cette liste au dos du rôle de 1324 laisse entendre que ces paroisses étaient de la suite de la commune de Poitiers au point de vue militaire : cependant aucun article de ce rôle ne paraît concerner les paroisses d'Iteuil, Ruffigny, Neuville, Charrais, Vivonne, Fontaine-le-Comte, Nouaillé, Saint-Benoît, Roches (aujourd'hui Roches-Premaries, village, commune d'Andillé), *Essomont* (aujourd'hui Anxaumont, hameau, commune de Sèvre), la Chapelle-Moulière, Sèvre, Lavoux, Bonnes et Jadres. — 2. Cissé. Cf. art. 76, 96, 96. — 3. Vouneuil-sous-Biard. Cf. art. 58, 59, 60, 61, 92, 93. — 4. Biard. Cf. art. 62. — 5. Quinçay. Cf. art. 36, 98. — 6. Migné. Cf. art. 28, 30, 31, 34, 35, 47, 50, 51, 52, 53, 54, 63. — 7. Cf. art. 48, 97. — 8. Cf. art. 45, 46. — 9. Cf. art. 77. — 10. Cf. art. 12, 37, 53. — 11. Cf. art. 28, 37-43, 48, 50, 57. — 12. Cf. art. 36, 90, 99. — 13. Cf. art. 82, 83. — 14. Cf. art. 66. — 15. Cf. art. 72-74. — 16. Cf. art. 3-10, 15, 49. — 17. Cf. art. 1, 2, 55, 65, 80, 84. — 18. Cf. art. 64, 70. — 19. Cf. art. 79. — 20. Cf. art. 19-21, 23. — 21. Cf. art. 5. — 22. Cf. art. 91. — 23. Cf. art. 85. — 24. Cf. art. 88. — 25. Cf. art. 48. — 26. Cf. art. 21.

CCLXIX

Le sénéchal de Poitou, Pierre Raimond, mande aux sergents

royaur d'ajourner au jeudi suivant, à Poitiers, les hommes désignés sur le rôle de la suite du maire.

1^{er} septembre 1324

Original en deux expéditions (A et B) attachées au rôle précédent, Arch. mun. E 1.

Perres Raymont ¹, chevalier le roy et son seneschau en Poytou, à Johan de Berron et Perres Le Fornier, sergens le roy, et à Robinet Le Quot ² et Guillaume Ferde autrement dit Brunet, sergens de part le roy quant à faire les chouses dessouz escriptes, salut. A vous et à chascun de vous, einssi que à ceu faire l'un l'autre n'attendet, mandons et commandons de part le roy et, si mestiers est, commetons, que vous adjornez et comandez de part le roy les personnes nommées et des villages nommez en rolles à cestes presentes noz lettres annexés, lesquex deyvent espiciaument host et chevauchée à nostre seignour le roy en la secte do mayre et de la commune de Poyters, que il, à cestuy jeudi prochain. soyent à Poyters par davant nous, preys ³ et appareillez en armes, chascun selonc son estat, einssi comme il est tenuz à faire et à aler avecques les diz maire et comun, la ou l'an leur voudra comander de part le roy et reyson ⁴ sera, et les contraignez, le dit jour passé, par prise de cors et de biens estroicement, à aler ob ⁵ les diz maire et comun, armés convenablement, ou einssi come l'an leur commandera. Et de ceu faire soyez si diligens que le roy nostre seignour par vostre faute n'y peuchet avoir damage, mandans et comandans de part le roy à touz nouz sommis que, sus quanque il pevent soy • meffaire envers le roy nostre seignour, à vous et à chascun de vous, en faisant ces chouses, hobeissant et entendant diligenment. Donné à Poyters, en jour de semadi empres la Decollacion Saint Johan Baptiste, l'an mil CCC vint et quatre.

1. Pierre Raimond de Rabastens fut sénéchal de Poitou à deux reprises, d'abord de 1322 à 1325, puis de 1330 à 1333. Cf. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 245 note. — 2. C'est sans doute le même qui figure sous le nom de *Robinus Le Quot* dans un acte du 23 octobre 1314 (n° CCXXXIII), en qualité

de procureur de la commune. — 3. *preys* A, *pres* B. — 4. *reyson* A, *rayson* B. — 5. La préposition *ob*, *o*, = « avec » est particulière au dialecte poitevin, d'après Boucherie, *Le dialecte poitevin au XIII^e s.* Bull. Soc. arch. de la Charente, 1871, p. 300. Nous avons trouvé déjà (n^{os} CLI, CLXXII) *o* au sens d'avec, et aussi *ou* (n^o CXXVI). — 6. *pevent soy* A, *se poent* B.

CCLXX

Les hommes de l'abbaye de Monlierneuf, ceux du chapitre de Saint-Hilaire et d'autres rejoignent le maire de Poitiers, allant au secours du château de Lusignan et lui prêtent serment de fidélité.

12 septembre 1324

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 10 (A XXIII).

Une lecture en parchemin, en latin, signée Radulphus Regis¹ et Guydo Fabri², en date du mercredi devant l'Exaltacion Sainte Croix en l'an mil III^e XXIII, par laquelle appert que Jehan Guischart, lors maire de Poitiers, en allant à l'expedition et secours du chasteau de Lezignen en grant nombre de gens d'armes suyvant la baniere de la ville de Poitiers³, survindrent à luy les hommes et subjectz de l'abbaye du Monstierneuf, des trezorier, chanoines et chapitre de Saint Hillaire et autres, qui firent le serment au dit Guischart, maire du dit Poitiers, de le servir en l'affaire pour le bien de la commune, en la presence du procureur du roy, qui le voulut enpescher. Neantmoins firent le dit serment, dont les parties requirent acte.

1. Cf. Arch. hist. du Poitou, t. XI, p. 393 (fév. 1332) : *Raoul Roy, labellion du roy*. — 2. *Guido Fabri* était garde du scel royal à Poitiers le 13 juillet 1332 (Arch. de la Vienne E 2, liasse 78). — 3. Les hommes de la suite du maire de Poitiers avaient été convoqués pour le jeudi 6 septembre (ci-dessus n^o CCLXIX) : le maire n'avait pas attendu qu'ils eussent tous rejoint pour courir au secours du château de Lusignan menacé par les Anglais : les gens de Montierneuf et de Saint-Hilaire n'étaient d'ailleurs en retard que de quelques jours Cf. n^o CCXXXII.

CCLXXI

Amendes infligées à des bouchers.

11 et 18 janvier 1325 n. st.

A. Man. Saint-Hilaire, fol. 82. — B. Coll. Fonteneau, t. XXIII, p. 305.

Des crochés¹.

En jour du vendredi empres la Tiphaine, l'an mil CCCXXIIII, gaja l'amande Guillaume de la Croiz, boucher, à monseigneur le maire, pour ce qu'il cogneut et confessa que, lui estans en l'esclavinage en houstage par² les bouchers de Saincte Ragond, il estoit alez ches lui gesir et brisa le dit oustage, et de ce fut jugé.

En jour du vendredi empres la Saint Hilaire d'iver, l'an que dessus, presens en chambre de conseil Johan Guichart, lors maire, Guillaume Alemant, maistre G. Coindé, sire Aymeri Odonet³, Jordain Florie, Gervais de Tiffauges, P. Odonnet, Jaquemin Le Picart, Micheau Bareau, Joyous⁴ Dagonson, B. Le Lombart⁵, Richart Peou de Loup, Johan Bouteiller, Johan Savim, Roger Langlois, Johan Michea de Nantoil⁶, Johan Prevost, Meignen gaga les autres⁷ pour ce qu'il cogneut et confessa qu'il avoit bien alayé⁸ les crochés et que son crochet portoit plus de XXV livres et qu'il n'estoit point marqué.

1. Instrument dont on se sert pour peser. — 2. Lire sans doute *por* (ou *pour*). Le texte ne dit pas pourquoi ce boucher était détenu à l'hôtel de ville comme otage pour ses collègues de Sainte-Radegonde : d'après le titre et d'après ce qui suit, on peut supposer qu'il était garant de la régularité des crochets. Il paraît en tout cas résulter de ce passage qu'il y avait dès cette époque une boucherie près de l'église Sainte-Radegonde : les lettres patentes du dauphin Charles, en date du 14 juillet 1421 (Arch. de la Vienne G 1364), autorisant l'établissement d'une boucherie « devant l'église de Saincte Ragond de Poitiers, en une place publique devant la porte du cloistre du prieuré de la dicte église » n'ont fait sans doute que consacrer un usage antérieur. — 3. *Odartel* A, *Odurier* B. Lire *Odonet*. Cf. n° CXXVI. P. Odonnet, mentionné plus loin et indiqué déjà comme échevin dans le règlement du 12 nov. 1320 (n° CCLX), appartenait sans doute à la même famille. — 4. *Jo. A.* Lire sans doute *Joyous*. Cf. n° CCXXX,

où Joyous Daguson figure comme procureur de la commune. — 5. *Barthomé* Le Lombart figure aussi comme échevin sur des documents du 13 juillet 1332 (Man. Saint-Hilaire, fol. 57) et du 27 août 1333 (*ibid.*, fol. 25 v°). — 6. *danan-toil* A, *danaucoil* B. Lire de *Nantoil*. Micheau de Nanteuil était potier d'étain (Man. Saint-Hilaire, fol. 80 v°, 81, documents du 25 mars et du 19 avril 1333) et habitait rue de l'Annonerie (Man. d'Auzance fol. 38 v°). — 7. Ce texte peu net semble signifier que Meignen se porta garant pour les autres bouchers. — 8. *alayer* (*aloyer*) paraît signifier ici vérifier.

CCLXXII

Lettres de Charles IV, par lesquelles le roy, adverly du prest fail par lesd. maire et commune du dit Poitiers¹, et que lesd. seneschaux avoient prins lad. somme sans aucunement la rendre et oultre son voulloir, mande contraindre lesd. seneschaux à rendre lesd. IIII^e livres par prinse de leurs corps. »

16 mars 1325 n. st.

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 84 (E VI).

1. Ce prêt de 400 livres avait sans doute été consenti à l'occasion de la campagne contre les Anglais. Cette analyse est d'ailleurs peu nette.

CCLXXIII

Charles IV renvoie au sénéchal de Poitou des réclamations du maire de Poitiers au sujet d'usurpation des officiers royaux.

8 décembre 1325

A. Man. d'Auzance, fol. 45 v°. — B. Man. d'Auzance, fol. 97 v°.

Karolus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi¹, salutem. Articulos seu requestas civiles majoris² et communie Pictavensis super gravaminibus factis per gentes nostras de Pictavis vobis sub nostro contrasigillo mittimus interclusas, mandantes vobis et tenore presentium committentes quatenus, his visis et diligenter inspectis, vocato procuratore nostro seu aliquo alio defensore juris nostri et

aliis evocandis, veritate super his inquisita, summarie et de plano, absque strepitu judiciario, et inquesta facta quondam per magistrum Johannem Gabourelli ³ super quibusdam articulorum predictorum per vos ab ipso recuperata, eisdem faciatis super his et super quibusdam aliis, que preterea vobis duxerint exponenda, celeris ac mature justitie complementum, ita quod ad nos ob vestri defectum aut negligentiam super premissis non referatur querela. Datum Parisius VIII^a die Decembris, anno Domini millesimo trecentesimo vicesimo quinto.

1. Pierre Raimond de Rabastens avait été remplacé par Renaud de Banchevillier comme sénéchal de Poitou, entre le 3 octobre et le 13 nov. 1325. Cf. Guérin, *Arch. hist. du Poitou*, t. XI. p. xvii, 308, n. 1. — 2. Le maire de Poitiers était depuis le 14 juillet 1325 Guillaume Aleinant, dont le nom figure aussi sur les listes des maires pour les deux années suivantes. Cf. n° CV. — 3. Maître Jean Gaboreau était lieutenant du sénéchal dès 1313. Cf. n° CCXXIV, CCXXV, CCXXVII, CCXXVIII.

CCLXXIV

Acle constalanl que, « en l'an mil III^e XXV, furent envoiez quarente sergens de la ville el commune de Poicliers avecques la banniere d'icelle, el aussi deux sergens pour le prieur de Vouneilh ¹, les sergens du tresorier de l'église Saint Hilaire, les sergens du doien el chapitre de l'église Saint Hilaire, les homs de Legugié, les homes de l'Espinaie ², quinze sergens du bourg du Monstierneuf el plusieurs gens d'église el aulres. »

1325

Titre perdu. ANALYSE. Reg. 13, p. 10 (A xxv).

1. Cf. n° CCLXVIII, art. 92. — 2. Le registre porte : *l'Espinace*. Lire *l'Espinacie*. Cf. n° CCLXVIII, art. 36.

CCLXXV

Jean Noel ¹, fls d'Hilaire de la Chauceroye ², el Clémence, sa femme, de la paroisse de Cissé, vendent à M^e Guillaume

David, clerc, recteur de l'aumônerie de l'échevinage de Poitiers, pour le prix de quatre livres, une rente de deux setiers de froment à la mesure de Poitiers et d'un chapon, assise sur deux pièces de terre leur appartenant en la paroisse de Cissé.

20 septembre 1326 ³

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 353 (BBBBB LXX). — B. Man. d'Auzance, fol. 29 v^o.

1. *Natalis B.* — 2. *de la Choseroye A, de la Chauceroye B.* Aujourd'hui Chausseroy, ferme, commune de Cissé. — 3. Samedi après l'Exaltation de la Sainte Croix.

CCLXXVI

Jean Rousseau de Neuville ¹ vend à M^e Guillaume David ², aumônier de l'échevinage, pour le prix de 60 sous tournois ³, une rente de trois mines de froment à la mesure de Poitiers et d'une poule.

7 février 1327 n. st. ⁴

Titre perdu. ANALYSES. A. Reg. 13, p. 343 (BBBBB XXVIII). — B. Man. d'Auzance, fol. 29.

1. Cf. n^o CCLXVII. — 2. Cf. n^o CCLXV, n. 3. — 3. Le prix d'achat d'une rente étant généralement égal à 10 fois la valeur annuelle de cette rente, il paraît résulter de ce document et du précédent que le setier de froment à la mesure de Poitiers était estimé alors 3 sous 9 (ou 10) deniers, le chapon de rente étant estimé 6 deniers d'après Beaumanoir (XXVII, 781) et la poule 4 deniers. — 4. Samedi après la Chandeleur 1326.

CCLXXVII

Charles IV mande au sénéchal de Poitou de ne convoquer les sergents de la commune de Poitiers qu'en cas de nécessité absolue et de restituer les amendes perçues à l'occasion du service militaire.

6 mars 1327 n. st.

A. Man. d'Auzance, fol. 47. — B. Man. d'Auzance, fol. 77. — C. Man. d'Auzance, fol. 96.

Karolus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Pictavensi ceterisque justitiariis et capitaneis nostris ¹ vel eorum loca tenentibus, ad quos presentes litere pervenerint, salutem. Attendentes custus, expensas et labores, quibus dilecti nostri major et communia Pictavenses, occasione guerre nostre Vasconie, afflicti fuerunt hactenus et oppressi ; considerantes etiam quod, quotiens fuit necessitas in guerra predicta, propriis sumptibus et expensis miserunt et tenuerunt certum numerum servientium, vobis et vestrum cuilibet presentium tenore mandamus quatenus ipsos ad eundum vel mittendum in guerram predictam, nisi evidens immineat necessitas, compellere nullatenus presumatis. Ceterum cum, pretextu cujusdam mandati, dudum vobis senescallo predicto directi, facientis mentionem quod personas innobiles, habentes centum libras in redditibus et quingentas in mobilibus, compelleretis ad faciendum nobis unum hominem armorum, et quod alii, qui nobis exercitum et cavalcata debent, se pararent in equis et armis, quindene novissimo preteriti festi Beate Marie medii Augusti terminum prefigendo ², ab ipsis, ut dicunt, emendas graves et intolerabiles exigatis, mandamus vobis quatenus ab exactione predicta penitus desistatis, restituentes et deliberantes eisdem quidquid de bonis ipsorum occasione predicta captum fuerit vel saisitum. Datum Parisius VI^a die Martii, anno Domini M^oCCC^oXX^oVI^o. — Per consilium Parisius. Julianus.

1. Raoul de Brienne, comte d'Eu, lieutenant du roi en Poitou et en Saintonge, avait été chargé par Charles IV, le 7 février 1327, de mettre ces provinces en état de défense (*Arch. hist. du Poitou*, t. XI, p. 274). — 2. Ce mandement antérieur, renfermant une convocation pour le 30 août 1326, ne nous est pas parvenu.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Liste des membres de la Société des Archives historiques du Poitou.....	v
Extrait des procès-verbaux des séances de la Société pendant les années 1921 et 1922.....	ix
 RECUEIL DE DOCUMENTS CONCERNANT LA COMMUNE ET LA VILLE DE POITIERS	
Introduction.....	xiii
Texte des documents.....	1

L'index alphabétique paraîtra à la fin du tome II

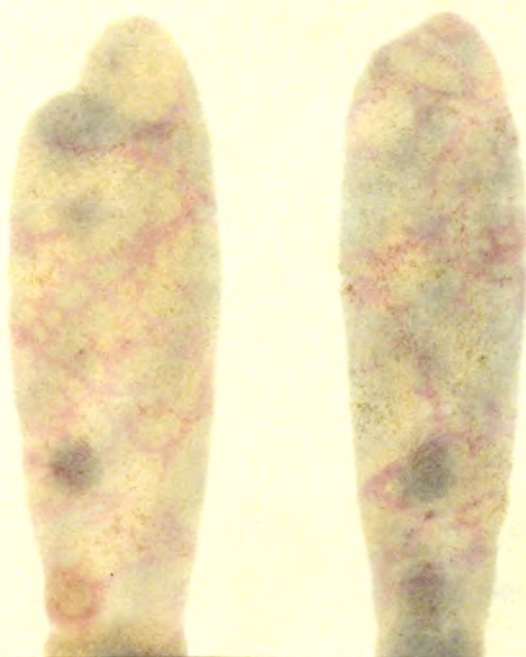
1136

DATE DUE

JAN - 7 1981

DEC 16 1980

JAN - 2 2001



**DO NOT REMOVE
OR
MUTILATE CARD**

